RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

édition 2002

DONNÉES ÉGALEMENT DISPONIBLES SUR CÉDÉROM *(cf. page V)*

105e VOLUME

Nouvelle série n° 47

RÉSULTATS
DE 2000

Directeur de la publication **:** Paul CHAMPSAUR

Rédaction en chef **:** Isabelle GAUCHENOT, Bernadette RENARD

Rédaction **:** Corinne IGNASSE, Marie-France INDRACCOLO, Monique ZANNETTACCI

Graphiques **:** Pôle éditorial – INSEE Provence-Alpes-Côte d'Azur

Cartes **:** Pôle Cartographie Études Diffusion - INSEE Provence-Alpes-Côte d'Azur

Couverture, Conception-Réalisation **:** Jacqueline LOUIS-MARIE-ABSALON (INSEE)
CRÉATONE (PARIS)

© INSEE 2002
« Aucune reproduction, même partielle, autre que l'une de celles prévues à l'article L122-5 du Code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de ce document sans l'autorisation expresse de l'INSEE ».

À nos lecteurs

Depuis 1878, l'Annuaire Statistique de la France constitue la référence par excellence en matière d'information économique et sociale. Cette 105ème édition présente les informations les plus significatives du système statistique français. Au total, plus de 810 tableaux sont répartis en 15 domaines et 67 chapitres, enrichis de textes, cartes, graphiques, sources documentaires et comparaisons internationales.

Vous y découvrirez les résultats de l'exploitation complémentaire du Recensement de la population de 1999, intégrés dans le domaine « démographie ».

Vous y trouverez désormais l'ensemble des données financières publiées en euros.

Cet ouvrage fait l'objet, pour la septième année consécutive, d'une édition sur cédérom. Celui-ci offre, en complément de la quasi totalité des tableaux des six éditions précédentes, des séries rétrospectives : comptes nationaux de 1978 à 2000, populations départementales de 1801 à nos jours, données sur l'environnement depuis 1947, historique des délivrances des brevets d'invention depuis 1791.....

Vous souhaitez connaître le dernier chiffre disponible à l'INSEE ? Consultez notre site web : **www.insee.fr**

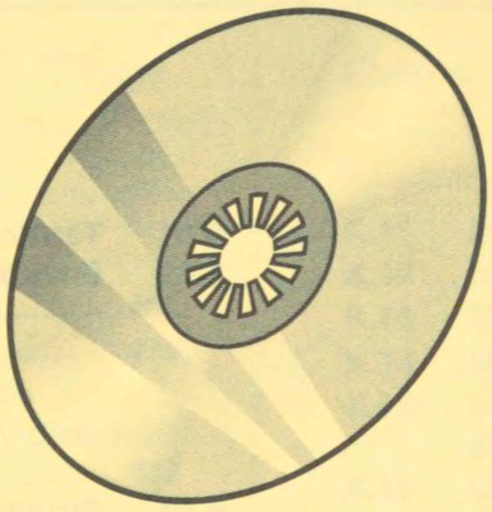
Vous cherchez des résultats complémentaires régionaux et départementaux ? Adressez vous aux directions régionales de l'INSEE ou à INSEE Info-Service.

L'équipe de rédaction remercie l'ensemble des personnes des administrations, services publics et organismes professionnels qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'Annuaire Statistique de la France, contribuant ainsi à sa richesse.
Espérant que vous apprécierez cette édition, elle vous souhaite une agréable lecture, restant à l'écoute des suggestions que vous pourrez adresser à :

Direction régionale de l'INSEE de Provence-Alpes-Côte d'Azur
Unité Édition de périodiques et ouvrages nationaux, Chiffres Clés
Équipe ASF
17 rue Menpenti
13387 Marseille Cedex 10

OFFRE PRÉFÉRENTIELLE
À NOS LECTEURS

L'Annuaire Statistique de la France également disponible sur Cédérom



Vous **venez d'acheter** la 105e édition de l'Annuaire Statistique de la France version papier, bénéficiez d'une **offre préférentielle** :

LE CÉDÉROM DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE
au prix de 16,7 € au lieu de 59,4 €

Configuration minimum : Pentium 75 Mhz, 16 Mo, écran VGA 256 couleurs, lecteur 2X.
Systèmes d'exploitation : Windows 95, 98, 2000, NT 4.0, Me

BON DE COMMANDE

(aucune photocopie de ce bon de commande ne sera acceptée)

À retourner à : Service vente par correspondance
INSEE Info Service - Tour Gamma A
195, rue de Bercy - 75582 Paris Cedex 12

*J'ai acheté l'édition papier de l'Annuaire Statistique de la France 2002, et je souhaite commander le cédérom (version Windows® pour PC) au prix préférentiel de 16,7 €**

**** Frais de mise à disposition : France et DOM + 3 € ; TOM et Étranger + 5,30 €***

Nom, prénom .....

Société.....Tél.....

Activité.....

Adresse.....

.....

Code postal.....Ville.....

Ci-joint un chèque de.....€ (à l'ordre de l'INSEE)

Date..... Signature

www.insee.fr

sommaire

Chapitre		Page
	A. POPULATION ET ENVIRONNEMENT	
A.01	Territoire et population	5
A.02	Environnement	25
	B. DÉMOGRAPHIE	
B.01	Structure de la population	41
B.02	Mouvement de la population	67
B.03	Étrangers et immigrés	91
B.04	Ménages	103
	C. EMPLOI, REVENUS ET SALAIRES	
C.01	Population active, emploi	113
C.02	Conditions de travail	139
C.03	Revenus et salaires	161
C.04	Transferts sociaux	185
	D. CONSOMMATION ET CONDITIONS DE VIE	
D.01	Consommation et modes de vie des ménages	213
D.02	Logement	235
D.03	Santé	245
D.04	Justice et police judiciaire	265
	E. COMMUNICATION, CULTURE ET LOISIRS	
E.01	Communication	283
E.02	Culture	295
E.03	Tourisme	315
E.04	Jeunesse et sports	327
E.05	Loisirs divers	337
	F. ENSEIGNEMENT, FORMATION, RECHERCHE	
F.01	Enseignement et formation	351
F.02	Recherche et développement expérimental	393
F.03	Propriété industrielle	403
	G. DONNÉES ÉCONOMIQUES GÉNÉRALES	
G.01	Comptabilité nationale	413
G.02	L'appareil productif	437

Chapitre		Page
–		–
	H. PRIX	
H.01	Indices de prix à la consommation	465
H.02	Prix à la consommation	479
H.03	Indices de prix de gros, indices de prix de vente industriels, indice du coût de la construction, indice des prix des logements anciens	487
	I. AGRICULTURE ET INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	
I.01	Agriculture	499
I.02	Forêt, bois	521
I.03	Pêche maritime	533
I.04	Industries agricoles et alimentaires	539
	J. ÉNERGIE	
J.01	Bilan de l'énergie	563
J.02	Charbon	573
J.03	Pétrole	581
J.04	Électricité	591
J.05	Gaz	599
	K. INDUSTRIE ET CONSTRUCTION	
K.01	Industrie, données générales	609
K.02	Habillement, cuir	627
K.03	Édition, imprimerie, reproduction	635
K.04	Pharmacie, parfumerie et entretien	639
K.05	Industries des équipements du foyer	645
K.06	Industrie automobile	655
K.07	Construction navale, aéronautique et ferroviaire	659
K.08	Industries des équipements mécaniques	667
K.09	Industries des équipements électriques et électroniques	677
K.10	Industrie des produits minéraux	685
K.11	Industrie textile	695
K.12	Industrie du bois et du papier	701
K.13	Chimie, caoutchouc et plastiques	707
K.14	Métallurgie et transformation des métaux	719
K.15	Industrie des composants électriques et électroniques	731
K.16	Construction, logement	737
	L. TRANSPORTS ET TÉLÉCOMMUNICATIONS	
L.01	Transports ferroviaires	753
L.02	Transports routiers	763
L.03	Transports de navigation intérieure	777
L.04	Transports maritimes	783
L.05	Transports aériens	791
L.06	Poste et télécommunications	801
	M. COMMERCE ET SERVICES	
M.01	Commerce intérieur	811
M.02	Services aux entreprises	837
M.03	Services aux particuliers et activités immobilières	847
M.04	Assurances	855
	N. FINANCES	
N.01	Monnaie, crédit, épargne, patrimoine	871
N.02	Marché financier, bourse	897
N.03	Finances publiques	905
	O. COMMERCE EXTÉRIEUR, BALANCE DES PAIEMENTS	
O.01	Commerce extérieur	921
O.02	Balance des paiements	945

ANNEXES

	Page
	–
• *SUR FEUILLETS CHAMOIS :*	
Avant-propos	III
Sommaire	VI
Organigramme de la direction générale de l'INSEE	VIII
Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer et INSEE Info-Service	X
Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire	XIV
Précisions d'ordre général	XXII
Signes conventionnels	XXII
Recherche d'un renseignement dans l'annuaire	XXII
Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques	XXIII
• *SUR FEUILLETS VERTS :*	
Index alphabétique	1*
Principaux organismes publics à compétence statistique nationale	11*
Organismes internationaux	18*
Autres organismes	21*
Les publications de l'INSEE	28*
Points d'information et vente	30*

INSEE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE)

Direction générale : 18, boulevard A.-Pinard
75675 Paris Cedex 14
Téléphone : 01 41 17 50 50. Télécopie : 01 41 17 66 66
www.insee.fr

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Paul CHAMPSAUR

CABINET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL : Olivier LEFEBVRE

• **INSPECTION GÉNÉRALE**	**François MADINIER**

Membres : Tanneguy de JOUVENCEL, Paul KOEPP, Pascal MAZODIER, Alain MOTHE, Guy NEYRET, René PADIEU, Patrice ROUSSEL.

• **SECRÉTARIAT GÉNÉRAL**	**Olivier PERRAULT**
Responsable de la sécurité des systèmes d'information	Claude POULAIN
Conseiller pour les affaires juridiques et contentieuses	Alexis TÉNÈZE
Responsable du développement de l'intranet de l'INSEE	Pierre GHIGLIAZZA
UNITÉ GESTION DES CARRIÈRES	**Jean-Louis FAURE**
Chef-adjoint de l'UGC	Françoise BALLU
DÉPARTEMENT DE LA PROGRAMMATION ET DE LA GESTION	**Joël ALLAIN**
Chef-adjoint du département	Guy BOURGEY
Adjoint au chef du département	Denis ROGY
DÉPARTEMENT DU PERSONNEL	**Jacques GARAGNON**
Chef-adjoint du département	Henri HÉBRARD
Adjoint au chef du département, chargé de la mise en valeur des ressources humaines	Michel CÉZARD
Cellule concours et examens	Maryse DUCOURNAU
Division formation	Françoise DUSSERT
Division procédures générales de gestion du personnel	Jean-Louis BORKOWSKI
Division gestion statutaire du personnel	Pierre LAULHÉ
Cellule Modernisation de la Gestion	Bertrand de KÉRIMEL
Directeur du Centre de Formation de l'INSEE à Libourne (CEFIL)	**Michel PERONNET**
DÉPARTEMENT DES SERVICES GÉNÉRAUX	**Pierre-Alain GALL**
Chef-adjoint du département, Chef de la Division Comptabilité Générale	Marc TAPIERO
Cellule conditions de travail et actions sociales	Rinaldo PIPARI
Division matériel et immobilier	Hervé BOUDIER
Division logistique de la Direction Générale	Jacques DUPONT

SPHÈRE INFORMATIQUE

Adjoint au Secrétaire Général pour les questions informatiques	**Alain VIÉNOT**
Cellule stratégie et innovation	Bernard BEAUME
Division gestion des moyens	Chantal MIKAËLIAN
DÉPARTEMENT PRODUCTION ET INFRASTRUCTURE INFORMATIQUES	**Jean-Louis JESTIN**
Division assistance, installation, documentation, exploitation	François MENU
Division production informatique et services aux utilisateurs	Viviane BRINDEJONT
Division infrastructure	Jean BUKIET
Division réseaux	Pierre CHEVAUGEON
Cellules technologies de la sécurité et de la communication	Frank COTTON
DÉPARTEMENT APPLICATIONS ET PROJETS	**Christophe ALVISET**
Division support à l'organisation, aux méthodes et au développement	Jean CONTENSOU
Division applications et projets pour le recensement rénové de la population et la démographie	Patrick REDOR
Division applications et projets pour les statistiques d'entreprises, les études et synthèses économiques, la coordination statistique et les relations internationales	X...
Division applications et projets pour les statistiques sociales	Dominique MAIRE
Division applications et projets pour la gestion	Gérard BALLAND
Division applications et projets pour la diffusion et l'action régionale	Victor PISANO

• **DIRECTION COORDINATION STATISTIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES**	**Jean-Pierre PUIG**
DÉPARTEMENT DE LA COORDINATION STATISTIQUE	**Jean-Marie RUCH** (par intérim)
Division environnement juridique de la statistique	Gérard LANG
Division relations avec les services statistiques des ministères	Maurice CALVIAC
Secrétariat général du Conseil National de l'Information Statistique	Carla SAGLIETTI
UNITÉ DES NORMES ET SYSTÈMES D'INFORMATION	**Philippe DOMERGUE**
Chef adjoint de l'unité,responsable de la Mission appui statistique	Michel BLANC
Division coordination de la méta-information	Dominique CROSNIER
Division nomenclatures	Michel BLANC
UNITÉ DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE INTERNATIONALE	**Alain TRANAP**
Adjoint au chef d'unité, Chef de la Division programmes de coopération	Jean-François DIVAY
Division appuis et méthodes statistiques pour le développement	Christophe LEFRANC
UNITÉ EUROPE ET RELATIONS MULTILATÉRALES	**François ÉLISSALT**
Adjoint au chef d'unité, chef du pôle méthodes comparées	**Guillaume MORDANT**
Pôle gestion et animation des réseaux	**François ÉLISSALT**

• **DIRECTION DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES**	**Michel HÉBERT**
UNITÉ RÉPERTOIRE ET DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES ET DES ÉTABLISSEMENTS	**Hugues PICARD**
Division administration du répertoire SIRÈNE et démographie des entreprises	Marie-France BOBIN
Division mise à disposition du répertoire SIRÈNE	Colette HARITI
DÉPARTEMENT SYSTÈME STATISTIQUE D'ENTREPRISES	**Jean-Pierre GRANDJEAN**
Adjoint au chef du département	Alain BENEDETTI
Division harmonisation d'enquêtes auprès des entreprises	Philippe BRION
Division synthèse des statistiques d'entreprises	Raoul DEPOUTOT
Division information et travaux pour les entreprises	Claudine KAGAN
DÉPARTEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE	**Michel EURIAT**
Division prix de vente industriels	Philippe SCHERRER
Division indicateurs conjoncturels d'activité	Adrien FRIEZ
Division comptes et études de l'industrie	V. THOLLON-POMMEROL
Division agriculture	Jean-Pierre BERTHIER
DÉPARTEMENT DES ACTIVITÉS TERTIAIRES	**Magali DEMOTES-MAINARD**
Division commerce	Catherine BERTHIER
Division services	Fabrice LENSEIGNE

• **DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES**	**Michel GLAUDE**
Division études sociales	Nicole ROTH
DÉPARTEMENT DE LA DÉMOGRAPHIE	**Guy DESPLANQUES**
Mission répertoires et mouvement de la population	Catherine BEAUME
Cellule statistiques et études sur l'immigration	Catherine BORREL
Pôle infrastructures géographiques	Nathalie ELTCHANINOFF
Division recensements de la population	Mylène CHALEIX
Division enquêtes et études démographiques	François CLANCHÉ
DÉPARTEMENT EMPLOI ET REVENUS D'ACTIVITÉ	**Didier BLANCHET**
Division exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus	Jean-Louis LHÉRITIER
Division emploi	Dominique GOUX
Division salaires et revenus d'activité	Lucile OLIER
DÉPARTEMENT DES PRIX À LA CONSOMMATION, DES RESSOURCES ET DES CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES	**Baudouin SEYS**
Chef-adjoint du département, Chef de la division prix à la consommation	Thierry LACROIX
Division logement	Anne LAFERRÈRE
Division conditions de vie des ménages	Danièle GUILLEMOT
Division revenus et patrimoine des ménages	Jean-Michel HOURRIEZ
UNITÉ MÉTHODES STATISTIQUES	**Daniel VERGER**
Chef-adjoint de l'unité	Marc CHRISTINE
Division échantillonnage et traitement statistique des données	Pascal ARDILLY
Division coordination des activités d'enquêtes et des méthodes de collecte	Didier BLAIZEAU

• **DIRECTION DES ÉTUDES ET DES SYNTHÈSES ÉCONOMIQUES**	**Jean-Luc TAVERNIER**
Directeur adjoint, Chef du DÉPARTEMENT DE LA CONJONCTURE	**Michel DEVILLIERS**

Cellule publications conjoncturelles	Luis CASÈS
Division enquêtes de conjoncture	Hélène ERKEL-ROUSSE
Division synthèse conjoncturelle	Fabrice LENGLART
DÉPARTEMENT DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES D'ENSEMBLE	**Françoise MAUREL**
Division redistribution et politiques sociales	Béatrice SÉDILLOT
Division croissance et politiques macroéconomiques	Stéphane GREGOIR
Division marchés et stratégies d'entreprises	Sébastien ROUX
DÉPARTEMENT DES COMPTES NATIONAUX	**Maryvonne LEMAIRE**
Cellule rapport sur les comptes	Claudie LOUVOT
Division synthèse générale des comptes	Valérie CHAMPAGNE
Division synthèse des biens et services	François MAGNIEN
Division comptes trimestriels	Marie REYNAUD
Division échanges extérieurs	Brahim LAOUISSET
Division concepts et méthodes de la comptabilité nationale	Jacques MAGNIEZ

• **DIRECTION DE LA DIFFUSION ET DE L'ACTION RÉGIONALE**	**Michel JACOD**
UNITÉS RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET ARCHIVAGE	**Alain RAVET**
Cellule mise à disposition et archivage	Marie-Claude de La GODELINAIS
Division documentation	Yves ANTHEAUME
DÉPARTEMENT DE L'OFFRE ÉDITORIALE	**André de LOS SANTOS**
Cellule rédaction en chef *Économie et Statistique*	Pierre MORIN
Division rédaction des publications	Daniel TEMAM
Division production éditoriale	Jean-Paul FAUR
DÉPARTEMENT DE L'ACTION RÉGIONALE	**Jean-François ROYER**
Chef-adjoint du département, Chef de la Division statistiques régionales, locales et urbaines	J.-Philippe GROUTHIER
Division études territoriales	Jean-Luc LIPATZ
Mission conduite de l'action régionale	Charles DURAND
INSEE INFO-SERVICE	**Jean-Patrick BERNARD**
Adjoint au chef de département, Chef de la Cellule connaissance des publics	Jean-Claude RENAUD
Cellule accueil des publics	Jean-Marie RENAUX

Division services spécifiques et grands comptes	Nicole PLANADE
Division communication externe	Irène MARTIN-HOULGATTE
Bureau de presse	Carine NAGOT-YOUSSEF
Division mercatique et commercialisation	Thérèse LEVI
UNITÉ AFFAIRES JURIDIQUES ET PRIX	**Jean MORIN**

GROUPE DES ÉCOLES NATIONALES D'ÉCONOMIE ET STATISTIQUES (GENES)	
• **DIRECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS ET RECHERCHE**	**Alain TROGNON**
ÉCOLE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE (ENSAE)	**Stéfan LOLLIVIER**
Directeur des études ENSAE	Jérôme ACCARDO
ÉCOLE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE DE L'INFORMATIQUE (ENSAI)	**Alain BOUVY**
Directeur des études ENSAI	Pascal CHEVALIER
CENTRE DE RECHERCHE EN ÉCONOMIE ET STATISTIQUE (CREST)	**Bernard SALANIÉ**
Directeur du site rennais - Responsable du Laboratoire de Statistique et Modélisation	Michel DELECROIX
Chef du département de la Recherche	Francis KRAMARTZ
Laboratoire de Finance-Assurance	Christian GOURIEROUX
Laboratoire de Microéconométrie	Denis FOUGÈRE
Laboratoire d'Économie Industrielle	Anne PERROT
Laboratoire de Statistique	Jean-David FERMANIAN (par intérim)
Laboratoire Sociologie quantitative	Yannick LEMEL
Laboratoire de Macroéconomie	Guy LAROQUE
Laboratoire de Statistiques d'Enquêtes	Jean-Claude DEVILLE
CENTRE D'ÉTUDES DES PROGRAMMES ÉCONOMIQUES (CEPE)	**Olivier SAUTORY**
Directeur des études CEPE	Evelyne LERNER

MAÎTRISE D'OUVRAGE DU PROGRAMME RRP	**Alain GODINOT**
Adjoint au maître d'ouvrage	Michel ISNARD
Directeur du programme RRP	**Jean-Michel DURR**

Organigramme mis à jour au 1er décembre 2001.

Directions régionales de l'INSEE en métropole et outre-mer

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
I. FRANCE MÉTROPOLITAINE		
Direction régionale d'Alsace Service Études-Diffusion	**V. Le Calonnec.** R. Hardy-Dessources.	Cité administrative Gaujot, 14, rue du Maréchal Juin, 67084 Strasbourg Cedex. Tél. : 03 88 52 40 40. Télécopieur : 03 88 52 40 48.
Direction régionale d'Aquitaine Service Études-Diffusion	**M. Schrantz.** P. Ahmed-Michaux.	33, rue de Saget, 33076 Bordeaux Cedex. Tél. : 05 57 95 05 00. Télécopieur : 05 57 95 03 58.
Direction régionale d'Auvergne Service Études-Diffusion	**R. Jean.** B. Priou.	3, place Charles de Gaulle, BP 120, 63403 Chamalières Cedex. Tél. : 04 73 31 82 82. Télécopieur : 04 73 31 82 92.
Direction régionale de Bourgogne Service Études-Diffusion	**V. Moyne.** J.-L. Coster.	2, rue Hoche, BP 1509, 21035 Dijon Cedex. Tél. : 03 80 40 67 67. Télécopieur : 03 80 40 67 40.
Direction régionale de Bretagne Service Études-Diffusion	**J.-J. Malpot.** P. Oger.	36, place du Colombier, CS 94439 35044 Rennes Cedex. Tél. : 02 99 29 33 33. Télécopieur : 02 99 29 33 90.

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Direction régionale du Centre	**M.-C. Dutériez** (à compter du 1/11/2001)	8, rue Édouard-Branly, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 02 38 69 52 52. Télécopieur : 02 38 69 52 00.
Service Études-Diffusion	A. Stéphany.	43, avenue de Paris, BP 6719, 45067 Orléans Cedex 2. Tél. : 02 38 69 52 52. Télécopieur : 02 38 69 53 00.
Direction régionale de Champagne-Ardenne	**M. Gaudey.**	10, rue Édouard Mignot, 51079 Reims Cedex. Tél. : 03 26 48 60 00. Télécopieur : 03 26 48 60 60.
Service Études-Diffusion	J. Khelif (intérim à compter du 1/11/2001)	
Direction régionale de la Corse	**C. Hilico.**	BP 907, 20700 Ajaccio Cedex 9. Tél. : 04 95 23 54 54. Télécopieur : 04 95 23 54 79.
Service Études-Diffusion	M. Pépin (à compter du 1/01/2002)	
Direction régionale de Franche-Comté	**B. Le Calvez.**	Immeuble « Le Major », 83, rue de Dole, BP 1997 25020 Besançon Cedex. Tél. : 03 81 41 61 61. Télécopieur : 03 81 41 61 99.
Service Études-Diffusion	J.-M. Floch.	
Direction régionale d'Île-de-France	**A. Charraud.**	7, rue Stephenson, Montigny-le-Bretonneux, 78188 St-Quentin-en-Yvelines Cedex. Tél. : 01 30 96 90 00. Télécopieur : 01 30 96 90 01.
Service Études-Diffusion	O. Bovar.	
Direction régionale de Languedoc Roussillon	**P. Joly.**	274, allée Henri-II-de-Montmorency, 34064 Montpellier Cedex 2. Tél. : 04 67 15 70 00. Télécopieur : 04 67 15 70 70. Télécopieur diffusion : 04 67 15 71 71.
Service Études-Diffusion	P. Clairet.	
Direction régionale du Limousin	**H. Théron**. (Intérim assuré par le directeur régional)	50, avenue Garibaldi, 87031 Limoges Cedex. Tél. : 05 55 45 20 07. Télécopieur : 05 55 45 20 00.
Service Études-Diffusion		
Direction régionale de Lorraine	**P. Muller**.	15, rue du Général-Hulot, CS 54229, 54042 Nancy Cedex. Tél. : 03 83 91 85 85. Télécopieur : 03 83 40 45 61.
Service Études-Diffusion	J. Creusat.	
Direction régionale de Midi-Pyrénées	**B. Camus.**	36, rue des 36 Ponts, 31054 Toulouse Cedex 4. Tél. : 05 61 36 61 36. Télécopieur : 05 61 36 62 00.
Service Études-Diffusion	C. Escapa.	

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Direction régionale du Nord - Pas-de-Calais	**J.-C. Hautcoeur.**	130, avenue du Président J.-F.-Kennedy, BP 769, 59034 Lille Cedex. Tél. : 03 20 62 86 29. Télécopieur : 03 20 62 86 00.
Service Études-Diffusion	A. Flipo.	
Direction régionale de Basse-Normandie	**M. Deroin-Thevenin**	93-95, rue de Geôle, 14052 Caen Cedex 4. Tél. : 02 31 15 11 00. Tél. accueil : 02 31 15 11 11. Télécopieur : 02 31 15 11 01.
Service Études-Diffusion	S. Delavelle.	
Direction régionale de Haute-Normandie	**J. Jacob.**	8, quai de la Bourse, 76037 Rouen Cedex. Tél. : 02 35 52 49 11. Télécopieur : 02 35 15 06 32.
Service Études-Diffusion	J. Lemattre.	
Direction régionale des Pays de la Loire	**B. Trégouët.**	105, rue des Français-Libres, BP 67401, 44274 Nantes Cedex 2. Tél. : 02 40 41 75 75. Télécopieur : 02 40 41 79 39.
Service Études-Diffusion	J.-M. Quellec.	
Direction régionale de Picardie	**J.-P. François.**	1, rue Vincent-Auriol, 80040 Amiens Cedex 1. Tél. : 03 22 97 32 00. Télécopieur : 03 22 97 32 01.
Service Études-Diffusion	E. Reignier.	
Direction régionale de Poitou-Charentes	**J.-P. Lissilour.**	BP 557, 86020 Poitiers Cedex. Tél. : 05 49 30 01 01. Télécopieur : 05 49 30 01 02. Télécopieur diffusion : 05 49 30 01 03.
Service Études-Diffusion	R. Bastida.	
Direction régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur	**P. Audibert.**	17, rue Menpenti, 13387 Marseille Cedex 10. Tél. : 04 91 17 57 57. Télécopieur : 04 91 17 59 59. Télécopieur diffusion : 04 91 17 59 58.
Service Études-Diffusion	J. Laganier.	
Direction régionale Rhône-Alpes	**E. Traynard.**	165, rue Garibaldi, BP 3184, 69401 Lyon Cedex 03. Tél. : 04 78 63 28 15. Télécopieur : 04 78 63 25 25.
Service Études-Diffusion	F. Dupont.	

II. DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER, COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

Direction interrégionale Antilles-Guyane	**D. Huart.**	INSEE/DIRAG, BP 300, 41, rue Bébian, 97158 Pointe-à-Pitre Cedex. Tél. : 05 90 21 47 00. Télécopieur : 05 90 21 47 39.
Coordination Études-Diffusion	F. Lebeaupin.	

Direction régionale Service	Directeur ou chef de service	Adresse, téléphone et télécopieur
Service régional de la Guadeloupe..... Département Études-Diffusion.....	**G. Houriez.** (Intérim assuré par G. Houriez)	INSEE, BP 96, Avenue Paul-Lacavé, 97102 Basse-Terre Cedex. Tél. : 05 90 99 36 36. Télécopieur : 05 90 99 36 37.
Service régional de la Guyane..... Département Études-Diffusion.....	**M. Guillemet.** C. Joeger.	INSEE, BP 6017, Avenue Pasteur, 97306 Cayenne Cedex. Tél. : 05 94 29 73 00. Télécopieur : 05 94 29 73 01.
Service régional de la Martinique..... Département Études-Diffusion.....	**A. Chauvet.** G. Para.	Centre DELGRES, Boulevard de la Pointe des Sables, Les Hauts de Dillon, BP 641, 97262 Fort-de-France Cedex. Tél. : 05 96 60 73 73. Télécopieur : 05 96 60 73 50.
Service régional de la Réunion..... Département Études-Diffusion.....	**J. Gaillard.** J.-B. Herbet.	INSEE, 15, rue de l'École, BP 13, 97408 Saint-Denis Messag Cedex 9. Tél. : 0 262 48 89 00. Télécopieur : 0 262 48 89 89.
Antenne de Mayotte.....	**H. Bacheré.**	46, rue Sarahangue, BP 1362, 97600 Mamoudzou. Tél. : 0 269 61 36 35. Télécopieur : 0 269 61 39 56.

INSTITUTS STATISTIQUES DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Institut Territorial de la Statistique et des Études Économiques de Nouvelle-Calédonie.....	**G. Baudchon.**	ITSEE, Immeuble Gallieni, 5, rue Gallieni, BP 823, Nouméa. Nouvelle Calédonie Tél. : 00 687 28 31 56. Télécopieur : 00 687 28 81 48.
Institut Territorial de la Statistique de Polynésie française.....	**N. Lévesques.**	ISPF, BP 395, Papeete Tahiti, Polynésie Française. Immeuble Donald, Tél. : 00 689 54 32 32. Télécopieur : 00 689 42 72 52.

INSEE Info-Service (1)	**J.-P. Bernard.**	195, rue de Bercy, Tour Gamma A, 75582 Paris Cedex 12. Tél. : 01 41 17 66 11. Télécopieur : 01 53 17 88 09.

(1) Département de la Direction de la Diffusion et de l'Action régionale de la Direction générale de l'INSEE.

Organigramme mis à jour au 1er octobre 2001.

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

Quelques informations sur les nomenclatures utilisées dans *l'Annuaire statistique de la France*, ainsi que leurs références bibliographiques sont données ci-après. Les documents cités comportent, pour la plupart, une introduction méthodologique et des notes explicatives permettant une interprétation plus précise des données publiées.

A. Nomenclatures d'activités et de produits

Dans le cadre d'un mouvement international d'harmonisation des nomenclatures d'activités et de produits, le dispositif européen a été refondu et unifié.

1. Nomenclature du commerce extérieur. Depuis le 1er janvier 1988, le système harmonisé (SH) de désignation et de codification des marchandises est la référence internationale. Au niveau européen, une variante du système harmonisé, la nomenclature combinée (NC) est applicable. Celle-ci s'emboîte exactement dans le système harmonisé. De la même façon, la nomenclature douanière française ou nomenclature générale des produits (NGP) s'emboîte dans la nomenclature combinée.

Depuis la mise en place du marché unique européen, en 1993, les échanges intra-communautaires sont relevés exclusivement en nomenclature combinée ; la nomenclature générale des produits ne peut plus concerner que des échanges avec les pays tiers.

2. Nomenclature des activités.

La nomenclature d'activités française (NAF) est la nouvelle nomenclature nationale statistique d'activités qui se substitue depuis le 1er janvier 1993 à la NAP de 1973 (nomenclature d'activités et de produits) pour sa partie « activités ».

La NAF reprend tous les niveaux de la NACE révision 1 (nomenclature d'activités de la communauté européenne) et y ajoute un niveau national qui éclate (ou non) les classes de la NACE (dernier niveau) pour tenir compte des spécificités et des habitudes nationales.

La NAF a été approuvée par la CNAP (Commission nationale des nomenclatures d'activités et de produits) en décembre 1991 quant à sa structure et en juillet 1992 quant à ses notes explicatives. Elle fait l'objet d'un décret commun avec la CPF (classification des produits française) qui oblige l'ensemble des organismes publics à utiliser la nomenclature (ou ses dérivées) dans les textes officiels, décisions, documents, travaux et études. Le code caractérisant l'activité principale exercée par les unités économiques (code APE), attribué par l'INSEE, est déterminé à partir du niveau le plus détaillé de la NAF.

Les notes explicatives correspondent aux mises à jour effectuées fin 1999 et incluent une partie de la jurisprudence.

En conséquence de la révision de la CITI révision 3 (classification internationale type par industrie de l'ONU) et de la NACE révision 1, un léger « toilettage » de la NAF est programmé pour le 1er janvier 2002.

3. Nomenclature des produits. — Au niveau international, les produits (biens et services) sont répertoriés conformément à la classification centrale des produits (CPC). Au niveau européen, ils relèvent de la classification des produits associée aux activités (CPA) ; une table de passage permet de relier la CPA à la CPC.

La classification des produits française (CPF) instaurée également au 1er janvier 1993 se substitue au volet « produits » de la nomenclature d'activités et de produits (NAP 73) et à la nomenclature détaillée de produits (NODEP) dont elle reprend le degré de détail. Les classifications CPF et CPA sont quasiment identiques.

L'INSEE a construit deux niveaux de regroupement en 16 et 36 positions pour les activités et les produits. Ces regroupements économiques constituent un dénominateur commun pour la présentation des statistiques agrégées, valable pour tous les domaines. Ces nouveaux regroupements constituent la *nomenclature économique de synthèse* (NES) ; ils sont complétés par un niveau méso-économique en 114 positions.

Cette nomenclature, détaillée selon les niveaux 16, 36 et 114 est donnée dans le tableau du point E dans sa présentation « Activités ».

Par ailleurs, les comptes nationaux sont, depuis leur publication en 1999, compatibles avec la nomenclature d'activités française elle-même cohérente avec la NACE (nomenclature des communautés européennes). La nomenclature adoptée permettra de meilleures comparaisons internationales ; les modifications portent sur :

- les industries agricoles et alimentaires ventilées au niveau NES « 36 » en « Industries de la viande et du lait » et « Autres industries agricoles et alimentaires »,
- l'eau, gaz, électricité réparti en trois postes au niveau 114,
- la construction répartie en deux postes au niveau 36,
- le commerce de détail rassemblé en un seul poste au niveau 114,
- les activités financières, ventilées au niveau NES « 36 » en « Intermédiation financière » et « Assurances et auxiliaires financiers »,
- les activités immobilières éclatées au niveau NES « 36 » en « Promotion, gestion immobilière » et « Location immobilière »,
- les postes et télécommunications regroupées en seul poste au niveau 114,
- la recherche et développement éclatée selon le critère, marchand ou non marchand (niveau 114), ainsi que les autres activités récréatives, culturelles et sportives, l'éducation, la santé (les activités vétérinaires étant isolées), l'action sociale,
- les activités associatives regroupées en un seul poste au niveau 114, et n'isolant plus les activités extra-territoriales.

Cette nomenclature est également publiée dans le Bulletin officiel de l'administration centrale du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, fascicule 95/4).

Les nomenclatures du commerce extérieur, révisées chaque année, sont publiées dans les documents suivants :

— les règlements européens de la Nomenclature combinée (en vente au *Journal officiel*, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) ;

— la Nomenclature générale des produits (en vente au Centre de renseignements des douanes, pavillon H, 238, quai de Bercy, 75572 Paris Cedex 12).

Deux ouvrages co-édités par le *Journal officiel* (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15) et l'INSEE (cf. adresse des points de vente, pages précédentes) détaillent les postes des nomenclatures d'activités et de produits :

— Nomenclatures d'activités (NAF) et de produits (CPF), n°1402, édition 2000.

Une version sur cédérom est disponible.

— Index alphabétique des nomenclatures d'activités et de produits, volume 1402-II (édition avril 1994).

La nomenclature française d'activités (NAF) peut être consultée sur le site internet **www.insee.fr** ; elle est également accessible par minitel sur 3617 SIRENE.

Tous les textes juridiques concernant les nomenclatures européennes sont édités par le Journal officiel des Communautés européennes (JOCE) et vendus au Journal officiel (26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15), en particulier :

— le règlement du Conseil 3037/90 du 9 octobre 1990 amendé par le règlement de la Commission 761/93, pour la NACE (disponible également à INSEE Info-Service),

— le règlement du Conseil 3696/93 modifié par le règlement de la Commission 1232/98 du 17 juin 1998, pour la CPA.

4. *Classification type pour le commerce international* (CTCI) ONU, 1988 (3^{e} révision) :

— en vente à la librairie du Commerce international, 10 avenue d'Iéna, 75116 Paris.

5. *Nomenclature uniforme des marchandises pour les statistiques de transports (NST)*, Office statistique des Communautés européennes, 3ème révision, 1982 :

— en vente au Centre d'information sur l'Union européenne (Sources d'Europe, le socle de la Grande Arche - 92044 PARIS La Défense Cedex).

6. *Nomenclatures de la consommation des ménages « fonctions » et « durabilité »* :

— Nomenclatures adaptées ou inspirées des catégories de l'ONU,

— Publiées chaque année dans « La consommation des ménages en... » dans la collection *INSEE – Résultats.*

Principales nomenclatures utilisées dans cet annuaire

B. Nomenclature de métiers, emplois et catégories sociales

Ces nomenclatures permettent le classement des personnes en fonction de caractéristiques professionnelles individuelles :

Nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS). — Le code des professions et catégories socioprofessionnelles est utilisé depuis le recensement de 1982. À son niveau le plus fin, les « professions » sont ventilées en 455 postes. Celles-ci sont regroupées à des niveaux plus agrégés, les « catégories socioprofessionnelles » :

— le « niveau 8 » dont 6 groupes d'actifs,

— le « niveau 24 » dont 19 groupes d'actifs (permettant notamment d'avoir une distinction entre salariés/non-salariés, public/privé),

— le « niveau 42 » dont 32 groupes d'actifs.

Les fascicules du Recensement de la population de 1982 (Séries verte et bordeaux) contiennent des notices méthodologiques sur cette nomenclature.

La correspondance entre les niveaux 8, 24 et 42 de la PCS est donnée dans le tableau du point F.

— *Nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles*, INSEE 2e édition, 1994, disponible sur disquette. Index alphabétique et index analytique. En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

Elle peut être consultée sur le site internet de l'INSEE **www.insee.fr**.

Une révision de cette nomenclature est en cours. Elle ne touchera que le niveau à quatre chiffres soit le niveau « Professions ». La nouvelle grille sera présentée au CNIS fin 2001. L'index analytique devrait paraître au cours du premier semestre 2002.

C. Découpages géographiques

Le Code officiel géographique rassemble en un seul volume les codes et libellés des pays étrangers, des régions, des départements, des arrondissements, des cantons, des communes. Il se décompose de la façon suivante :

- une table de correspondance Région-Département ;
- un tableau du nombre d'arrondissements et de cantons au 1er janvier et du nombre de communes à différentes dates ;
- les listes des arrondissements, cantons et communes pour les départements métropolitains et les DOM.
- les listes des cantons et communes pour les Territoires d'outre-mer ;
- la liste des pays étrangers.

L'édition 1999 (la 13ème) du Code Officiel Géographique donne la situation de la géographie administrative au 1er janvier 1999. Les précédentes éditions sont parues en 1943, 1954, 1961, 1966, 1968, 1971, 1975, 1978, 1982, 1985, 1990 et 1994.

Chaque année, le Code officiel Géographique fait l'objet d'une mise à jour ; la dernière publiée est établie au 1er janvier 2001.

Il est également commercialisé sur cédérom.

— En vente dans les directions régionales de l'INSEE et à INSEE Info-Service.

D. Nomenclature des maladies et causes de décès

Extrait de la Classification internationale des maladies (10e révision, 1996) — Élaborée par l'Organisation mondiale de la santé :

— en vente à la librairie Arnette, 2, rue Casimir-Delavigne, Paris (6e).

E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF).

NES « 16 »	NES « 36 »	NES « 114 »	Divisions, groupes ou classe de la NAF
EA Agriculture, sylviculture, pêche.	A0 Agriculture, sylviculture, pêche.	A01 Agriculture, chasse, services annexes.	01
		A02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes.	02
		A03 Pêche, aquaculture.	05
EB Industries agricoles et alimentaires.	B0 Industries agricoles et alimentaires.	B01 Industrie des viandes.	15.1
		B02 Industrie du lait.	15.5
		B03 Industrie des boissons.	15.9
		B04 Travail du grain; fabrication d'aliments pour animaux.	15.6, 15.7
		B05 Industries alimentaires diverses.	15.2 à 15.4, 15.8
		B06 Industrie du tabac.	16
EC Industries des biens de consommation.	C1 Habillement, cuir.	C11 Industrie de l'habillement et des fourrures.	18
		C12 Industrie du cuir et de la chaussure.	19
	C2 Édition, imprimerie, reproduction.	C20 Édition, imprimerie, reproduction.	22
	C3 Pharmacie, parfumerie, entretien.	C31 Industrie pharmaceutique.	24.4
		C32 Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien.	24.5
	C4 Industries des équipements du foyer.	C41 Fabrication de meubles.	36.1
		C42 Bijouterie et fabrication d'instruments de musique.	36.2, 36.3
		C43 Fabrication d'articles de sport, de jeux et industries diverses.	36.4 à 36.6
		C44 Fabrication d'appareils domestiques.	29.7
		C45 Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son, image).	32.3
		C46 Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie.	33.4, 33.5
ED Industrie automobile.	D0 Industrie automobile.	D01 Construction automobile.	34.1, 34.2
		D02 Fabrication d'équipements automobiles.	34.3

E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite).*

EE Industrie des biens d'équipement.	E1 Construction navale, aéronautique et ferroviaire.	E11 Construction navale.	35.1
		E12 Construction de matériel ferroviaire roulant.	35.2
		E13 Construction aéronautique et spatiale.	35.3
		E14 Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport n.c.a.	35.4, 35.5
	E2 Industries des équipements mécaniques.	E21 Fabrication d'éléments en métal pour la construction.	28.1
		E22 Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières.	28.2, 28.3
		E23 Fabrication d'équipements mécaniques.	29.1
		E24 Fabrication de machines d'usage général.	29.2
		E25 Fabrication de machines agricoles.	29.3
		E26 Fabrication de machines-outils.	29.4
		E27 Fabrication d'autres machines à usage spécifique.	29.5
		E28 Fabrication d'armes et de munitions.	29.6
	E3 Industries des équipements électriques et électroniques.	E31 Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique.	30
		E32 Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques.	31.1
		E33 Fabrication d'appareils d'émission et de transmission.	32.2
		E34 Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie.	33.1
		E35 Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle.	33.2, 33.3
EF Industries des biens intermédiaires.	F1 Industries des produits minéraux.	F11 Extraction de minerais métalliques.	13
		F12 Autres industries extractives.	14
		F13 Fabrication de verre et d'articles en verre.	26.1
		F14 Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction.	26.2 à 26.8
	F2 Industrie textile.	F21 Filature et tissage.	17.1 à 17.3
		F22 Fabrication de produits textiles.	17.4, 17.5
		F23 Fabrication d'étoffes et d'articles à maille.	17.6, 17.7
	F3 Industrie du bois et du papier.	F31 Travail du bois et fabrication d'articles en bois.	20
		F32 Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton.	21.1
		F33 Fabrication d'articles en papier ou en carton.	21.2

E. Correspondances entre la nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la nomenclature d'activités française (NAF) *(suite).*

EF Industries des biens intermédiaires. *(fin).*	F4 Chimie caoutchouc, plastiques.	F41 Industrie chimique minérale.	24.1A à 24.1E et 24.1J
		F42 Industrie chimique organique.	24.1G, 24.1L, 24.1N
		F43 Parachimie.	24.2, 24.3, 24.6
		F44 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques.	24.7
		F45 Industrie du caoutchouc.	25.1
		F46 Transformation des matières plastiques.	25.2
	F5 Métallurgie et transformation des métaux.	F51 Sidérurgie et première transformation de l'acier.	27.1 à 27.3
		F52 Production de métaux non ferreux.	27.4
		F53 Fonderie.	27.5
		F54 Services industriels du travail des métaux.	28.4, 28.5
		F55 Fabrication de produits métalliques.	28.6, 28.7
		F56 Récupération.	37
	F6 Industries des composants électriques et électroniques.	F61 Fabrication de matériel électrique.	31.2 à 31.6
		F62 Fabrication de composants électroniques.	32.1
EG Énergie.	G1 Production de combustibles et de carburants.	G11 Extraction de houille, de lignite et de tourbe.	10
		G12 Extraction d'hydrocarbures ; services annexes.	11
		G13 Extraction de minerais d'uranium.	12
		G14 Cokéfaction et industrie nucléaire.	23.1, 23.3
		G15 Raffinage de pétrole.	23.2
	G2 Eau, gaz, électricité.	G21 Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur.	40
		G22 Captage, traitement et distribution d'eau.	41
EH Construction.	H0 Construction.	H01 Bâtiment.	45.2A à 45.2B, 45.2J à 45.2L, 45.2T, 45.2V, 45.3A à 45.3F, 45.4
		H02 Travaux publics.	45.1, 45.2C à 45.2F, 45.2N, 45.2P, 45.2R, 45.2U, 45.3H, 45.5
EJ Commerce.	J1 Commerce et réparation automobile.	J10 Commerce et réparation automobile.	50
	J2 Commerce de gros.	J20 Commerce de gros, intermédiaires.	51
	J3 Commerce de détail, réparation.	J31 Grandes surfaces à prédominance alimentaire.	52.1D à 52.1F
		J32 Magasins d'alimentation, spécialisés ou non.	52.1A à 52.1C, 52.2
		J33 Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations.	52.1H, 52.1J, 52.3 à 52.7

E. Correspondances entre la Nomenclature économique de synthèse (NES) en « 16 », « 36 » et « 114 » positions et les divisions ou groupes de la Nomenclature d'activités française (NAF) *(suite et fin).*

EK Transports.	K0 Transports.	K01 Transports ferroviaires.	60.1
		K02 Transport routier de voyageurs.	60.2A à 60.2G
		K03 Transport routier (ou par conduites) de marchandises.	60.2L à 60.2P, 60.3
		K04 Transports par eau.	61
		K05 Transports aériens.	62.1, 62.2
		K06 Transport spatial.	62.3
		K07 Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures.	63.1, 63.2
		K08 Agence de voyage.	63.3
		K09 Organisation du transport de fret.	63.4
EL Activités financières.	L0 Activités financières.	L01 Intermédiation financière.	65
		L02 Assurance.	66
		L03 Auxiliaires financiers et d'assurance.	67
EM Activités immobilières.	M0 Activités immobilières.	M01 Promotion, gestion immobilière.	70.1, 70.3
		M02 Location immobilière.	70.2
EN Services aux entreprises.	N1 Postes et télécommunications.	N11 Activités de poste et de courrier.	64.1
		N12 Télécommunications.	64.2
	N2 Conseils et assistance.	N21 Activités informatiques.	72
		N22 Services professionnels.	74.1A, 74.1C, 74.1G
		N23 Administration d'entreprises.	74.1J
		N24 Publicité et études de marché.	74.1E, 74.4
		N25 Architecture, ingénierie, contrôle.	74.2, 74.3
	N3 Services opérationnels.	N31 Location sans opérateur.	71
		N32 Sélection et fourniture de personnel.	74.5
		N33 Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises.	74.6 à 74.8
		N34 Assainissement, voirie et gestion des déchets.	90
	N4 Recherche et développement.	N40 Recherche et développement.	73
EP Services aux particuliers.	P1 Hôtels et restaurants.	P10 Hôtels et restaurants.	55
	P2 Activités récréatives, culturelles et sportives.	P21 Activités audiovisuelles.	92.1, 92.2
		P22 Autres activités récréatives, culturelles et sportives.	92.3 à 92.7
	P3 Services personnels et domestiques.	P31 Services personnels.	93
		P32 Services domestiques.	95
EQ Éducation, santé, action sociale.	Q1 Éducation.	Q10 Éducation.	80
	Q2 Santé, action sociale.	Q21 Activités relatives à la santé.	85.1, 85.2
		Q22 Action sociale.	85.3
ER Administration.	R1 Administration publique.	R10 Administration publique.	75
	R2 Activités associatives et extra-territoriales.	R21 Activités associatives.	91
		R22 Activités extra-territoriales.	99

F. Correspondances entre les secteurs 8, 24 et 42 de la nomenclature des professions et catégories socio-professionnelles (PCS)

Niveau agrégé (8 postes dont 6 pour les actifs occupés)	Niveau de publication courante (24 postes dont 19 pour les actifs)	Niveau détaillé (42 postes dont 32 pour les actifs)
1. Agriculteurs exploitants.	10 Agriculteurs exploitants.	11 Agriculteurs sur petite exploitation. 12 Agriculteurs sur moyenne exploitation. 13 Agriculteurs sur grande exploitation.
2. Artisans, commerçants et chefs d'entreprise.	21 Artisans.	21 Artisans.
	22 Commerçants et assimilés.	22 Commerçants et assimilés.
	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.	23 Chefs d'entreprise de 10 salariés ou plus.
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures.	31 Professions libérales.	31 Professions libérales.
	32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques.	33 Cadres de la fonction publique. 34 Professeurs, professions scientifiques. 35 Professions de l'information, des arts et des spectacles.
	36 Cadres d'entreprise.	37 Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise. 38 Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise.
4. Professions intermédiaires.	41 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés.	42 Instituteurs et assimilés. 43 Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social. 44 Clergé, religieux. 45 Professions intermédiaires administratives de la fonction publique.
	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.	46 Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises.
	47 Techniciens.	47 Techniciens.
	48 Contremaîtres, agents de maîtrise.	48 Contremaître, agents de maîtrise.
5. Employés.	51 Employés de la fonction publique.	52 Employés civils et agents de service de la fonction publique. 53 Policiers et militaires.
	54 Employés administratifs d'entreprise.	54 Employés administratifs d'entreprise.
	55 Employés de commerce.	55 Employés de commerce.
	56 Personnels des services directs aux particuliers.	56 Personnels des services directs aux particuliers.
6. Ouvriers.	61 Ouvriers qualifiés.	62 Ouvriers qualifiés de type industriel. 63 Ouvriers qualifiés de type artisanal. 64 Chauffeurs. 65 Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport.
	66 Ouvriers non qualifiés.	67 Ouvriers non qualifiés de type industriel. 68 Ouvriers non qualifiés de type artisanal.
	69 Ouvriers agricoles.	69 Ouvriers agricoles.
7. Retraités.	71 Anciens agriculteurs exploitants.	71 Anciens agriculteurs exploitants.
	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.	72 Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise.
	73 Anciens cadres et professions intermédiaires.	74 Anciens cadres. 75 Anciennes professions intermédiaires.
	76 Anciens employés et ouvriers.	77 Anciens employés. 78 Anciens ouvriers.
8. Autres personnes sans activité professionnelle.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.	81 Chômeurs n'ayant jamais travaillé.
	82 Inactifs divers (autres que retraités).	83 Militaires du contingent. 84 Élèves, étudiants. 85 Personnes diverses sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités). 86 Personnes diverses sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités).

PRÉCISIONS D'ORDRE GÉNÉRAL

PÉRIODICITÉ DES RÉSULTATS. – Les résultats sont annuels, sauf exceptions expressément indiquées ; la simple indication du millésime correspond à l'année civile, sauf mention contraire.

CHAMP GÉOGRAPHIQUE. – Sauf indication contraire, les données statistiques de l'annuaire sont relatives à la France métropolitaine (France continentale, y compris territoires insulaires rattachés).

Les résultats « France entière » incluent toujours les départements d'outre-mer.

PRÉCISION DES RÉSULTATS.

1. Les données chiffrées de cet ouvrage sont éventuellement des valeurs arrondies au plus près de leurs valeurs réelles, compte tenu de l'unité du dernier ordre exprimé.

2. Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées qui fait intervenir leurs valeurs réelles peut être, de ce fait, différent de ce que donnent leurs valeurs arrondies.

3. Les données financières sont toutes exprimées en euros. Les résultats en francs ont été convertis aux taux de 6,55957.

SIGNES CONVENTIONNELS

●	Le renseignement ne peut être obtenu ou n'existe pas faute d'enquête.
...	Résultat non disponible.
///	Absence de résultat due à la nature des choses.
_	Résultat rigoureusement nul.
c	Résultat confidentiel (par application des règles sur le secret statistique).
∈	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé.
r	Nombre rectifié par rapport à l'édition précédente de l'annuaire.
p	Nombre provisoire.
e	Évaluation.
»	Indication reportée à la ligne précédente sans modification.
→	Nombre reporté de la colonne précédente sans modification.
■	Séries non comparables de part et d'autre de ce signe.
n.s.	Résultat non significatif.
n.d.a.	Non disponible ailleurs.
n.c.a.	Non compris ailleurs.
€	Euro

RECHERCHE D'UN RENSEIGNEMENT DANS L'ANNUAIRE

Elle peut se faire :

- soit à l'aide du *sommaire* ;
- soit à l'aide de la *liste des tableaux* (en tête de chaque chapitre) ;

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques

Abrégé de l'annuaire en cartes et graphiques
Sources des données

Le lecteur trouvera dans les pages suivantes quelques graphiques et cartes qui ont paru les plus représentatifs de cet annuaire. Les indications précises des sources des données utilisées, en particulier les références des chapitres du présent annuaire, sont données ci-dessous.

Page 1. — Carte 1 :

Densité de population dans l'Union européenne (1999).
Données INSEE et Eurostat.

Page 2. — Graphiques 1 et 2 :

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 2001 (source INSEE).
Pyramide des âges de la population totale en 2030 selon trois hypothèses de fécondité (source INSEE).
Les données utilisées pour le graphique 1 figurent dans cet annuaire (chapitre B.01) ; les données du graphique 2 pour 2030 sont issues des projections OMPHALE.

Page 3. — Graphiques 3 et 4 :

Indicateur conjoncturel de fécondité : comparaisons européennes (1970 - 2000) (source Eurostat).
Évolution du nombre de naissances légitimes et hors mariage (1975-1999) (source INSEE).
Les données du graphique 4 figurent dans cet annuaire (chapitre B.02).

Page 4. — Graphique 5 et carte 2 :

Les étrangers aux divers recensements de population (source INSEE).
Part des étrangers dans la population totale en 1999 (Source INSEE).
Données détaillées et définitions (chapitre B.03).

Page 5. — Graphique 6 et carte 3 :

Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves (1990 à 1999) (source ministère de l'Éducation nationale).
Proportion d'une génération obtenant le baccalauréat par région en 2000 (source ministère de l'Éducation nationale).
Données détaillées et définitions (chapitre F.01).

Page 6. — Graphique 7 et carte 4 :

Taux d'activité par sexe et groupe d'âge en mars 1980 et mars 2001 (source INSEE enquête emploi).
Taux de chômage au sens du BIT par région en 2000 (source INSEE).
Données détaillées et définitions (cf. chapitre C.01).

Page 7. — Graphiques 8 et 9 :

Évolution des actifs ayant un emploi au lieu de travail par activité économique aux 1/1/1991 et 1/1/2000 (source INSEE).
Évolution des actifs ayant un emploi selon la catégorie socioprofessionnelle en janvier 1990 et mars 2001 (source INSEE enquête emploi).
Données détaillées et définitions (chapitre C.01).

Page 8. — Graphiques 10 à 13 :

Comparaisons internationales, indicateurs conjoncturels pour quelques pays de l'OCDE (sources Eurostat et OCDE).
Taux de croissance du PIB en volume.
Indices de la production industrielle.
Taux de chômage standardisés.
Indices des prix à la consommation harmonisés.
Données et indications méthodologiques dans les chapitres C.01, G.01, H.01 et K.01.

Carte 1

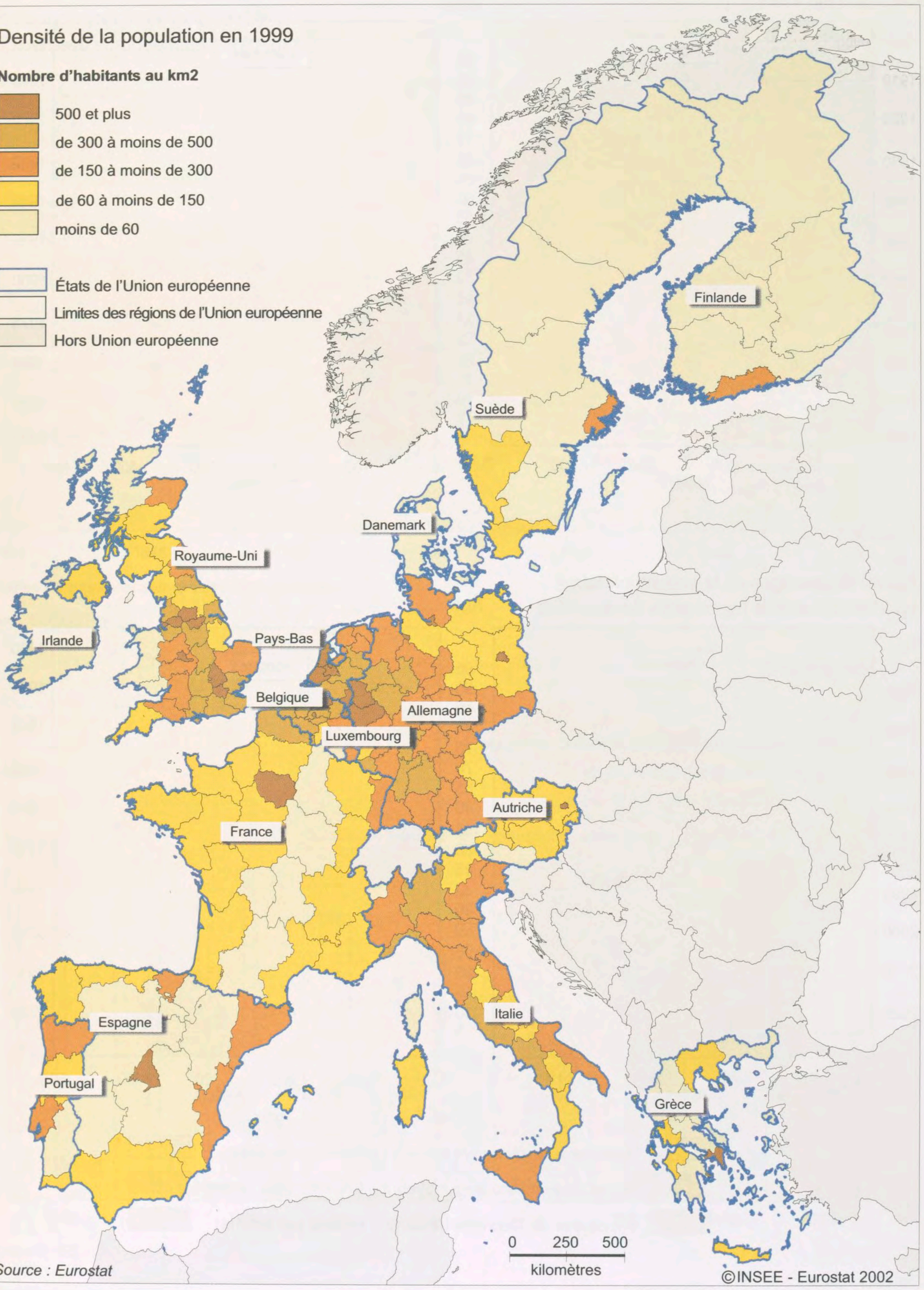
Population de l'Union européenne

Densité de la population en 1999

Nombre d'habitants au km2

- 500 et plus
- de 300 à moins de 500
- de 150 à moins de 300
- de 60 à moins de 150
- moins de 60

- États de l'Union européenne
- Limites des régions de l'Union européenne
- Hors Union européenne



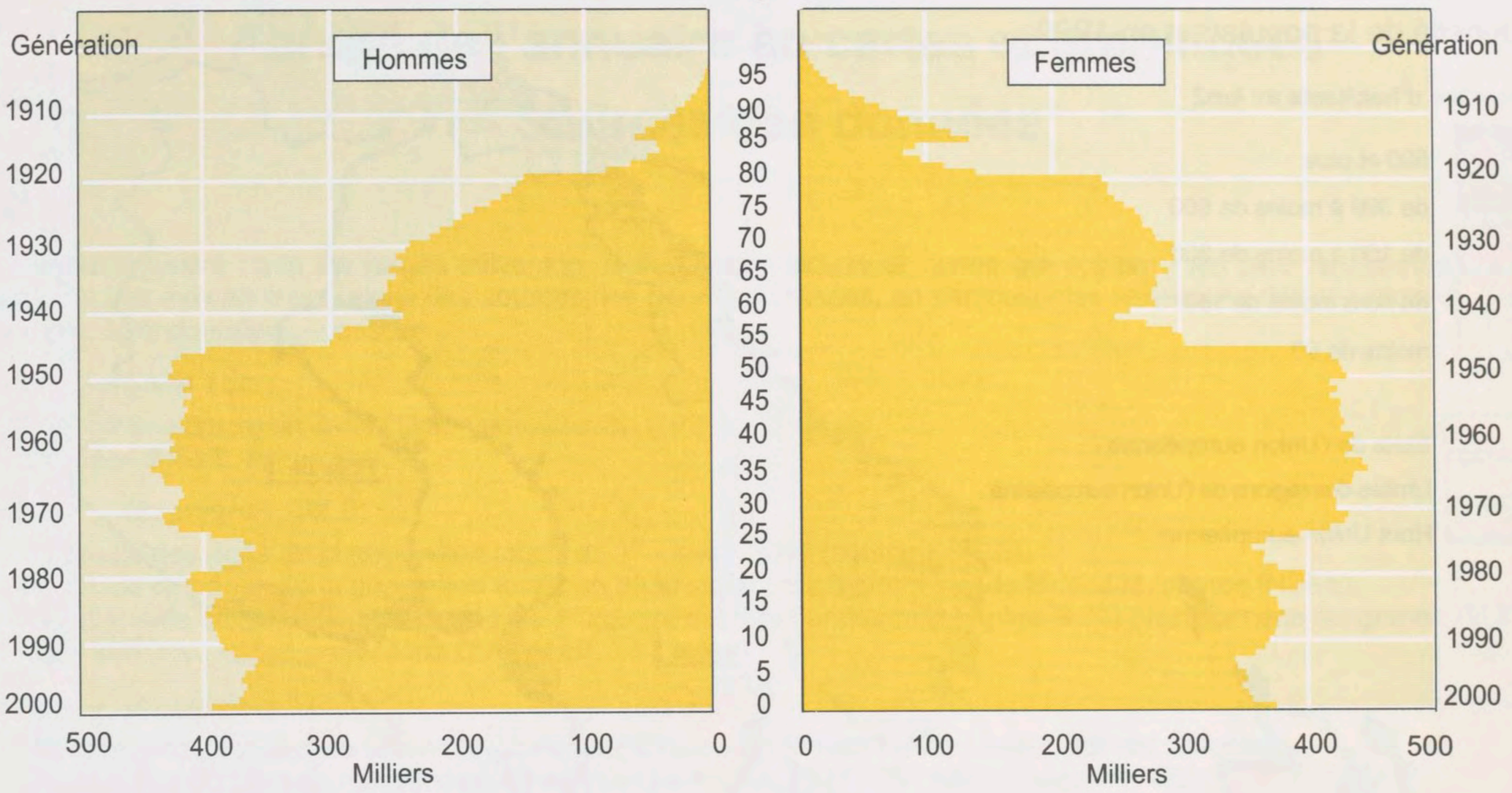
Source : Eurostat

©INSEE - Eurostat 2002

Graphique 1

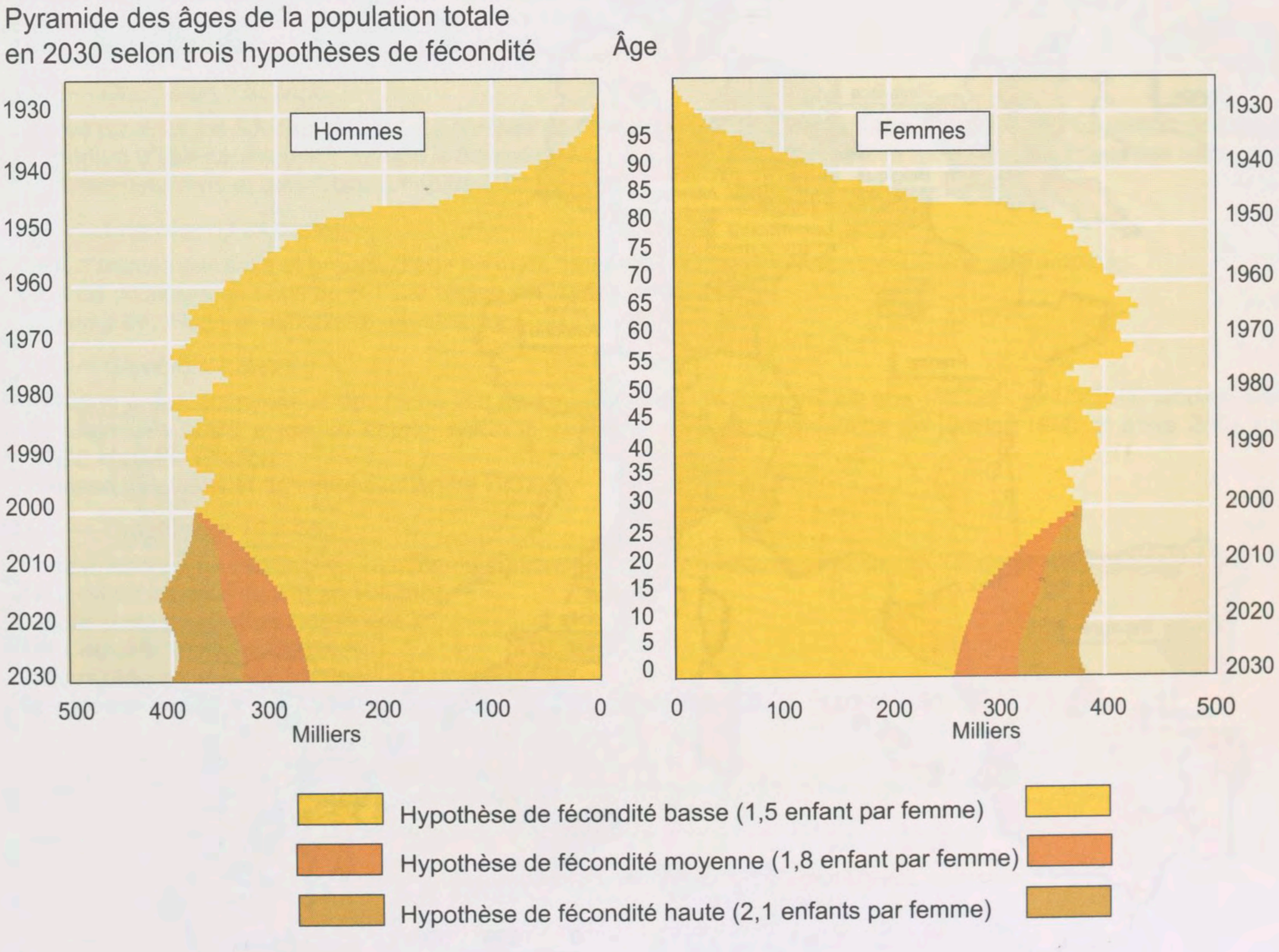
Structure de la population par âge et sexe

Pyramide des âges de la population totale au 1er janvier 2001



Graphique 2

Pyramide des âges de la population totale en 2030 selon trois hypothèses de fécondité

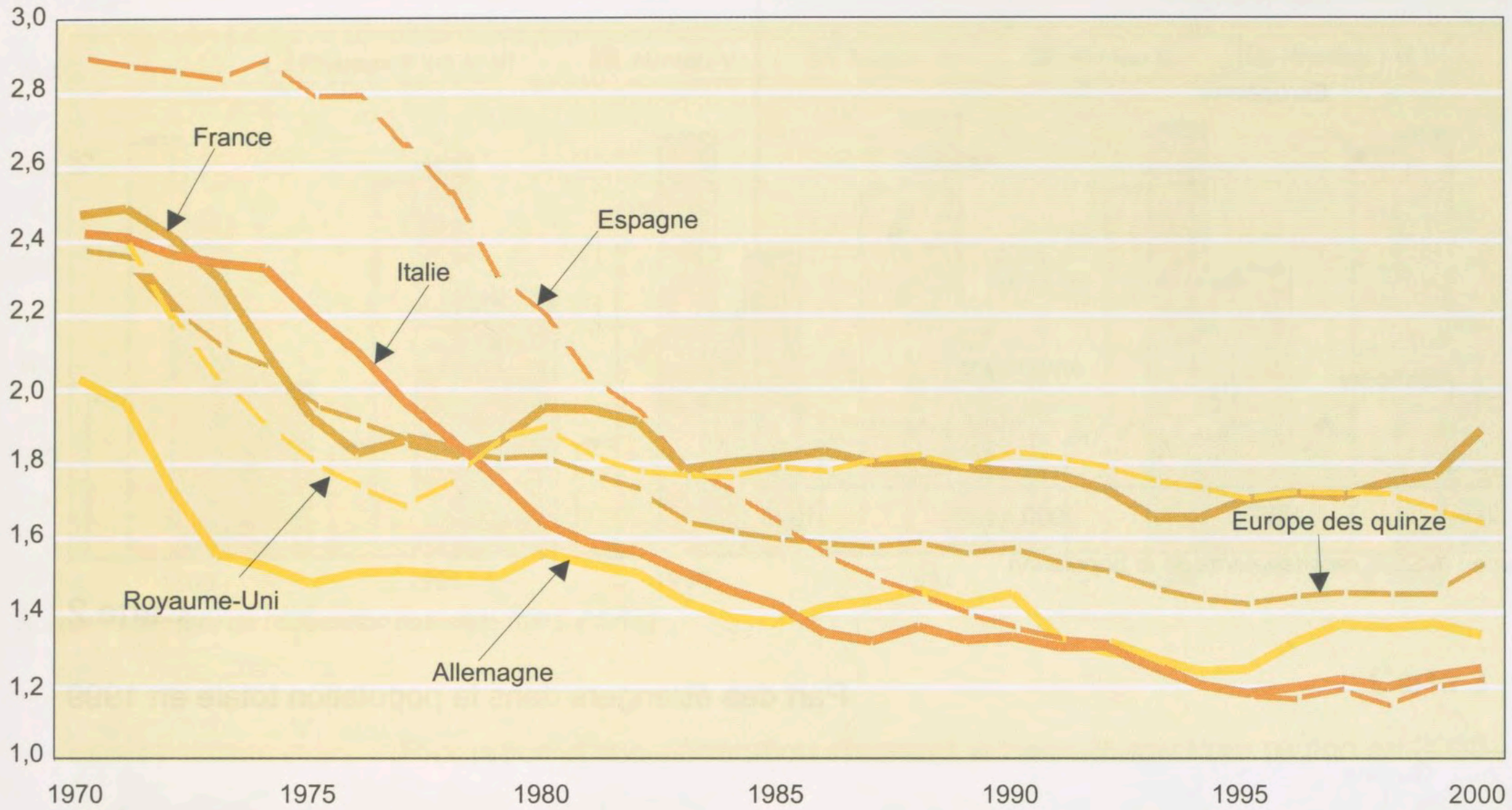


Source : INSEE

Graphique 3

Quelques indicateurs démographiques français et européens

Indicateur conjoncturel de fécondité :
comparaisons européennes (1970-2000)*

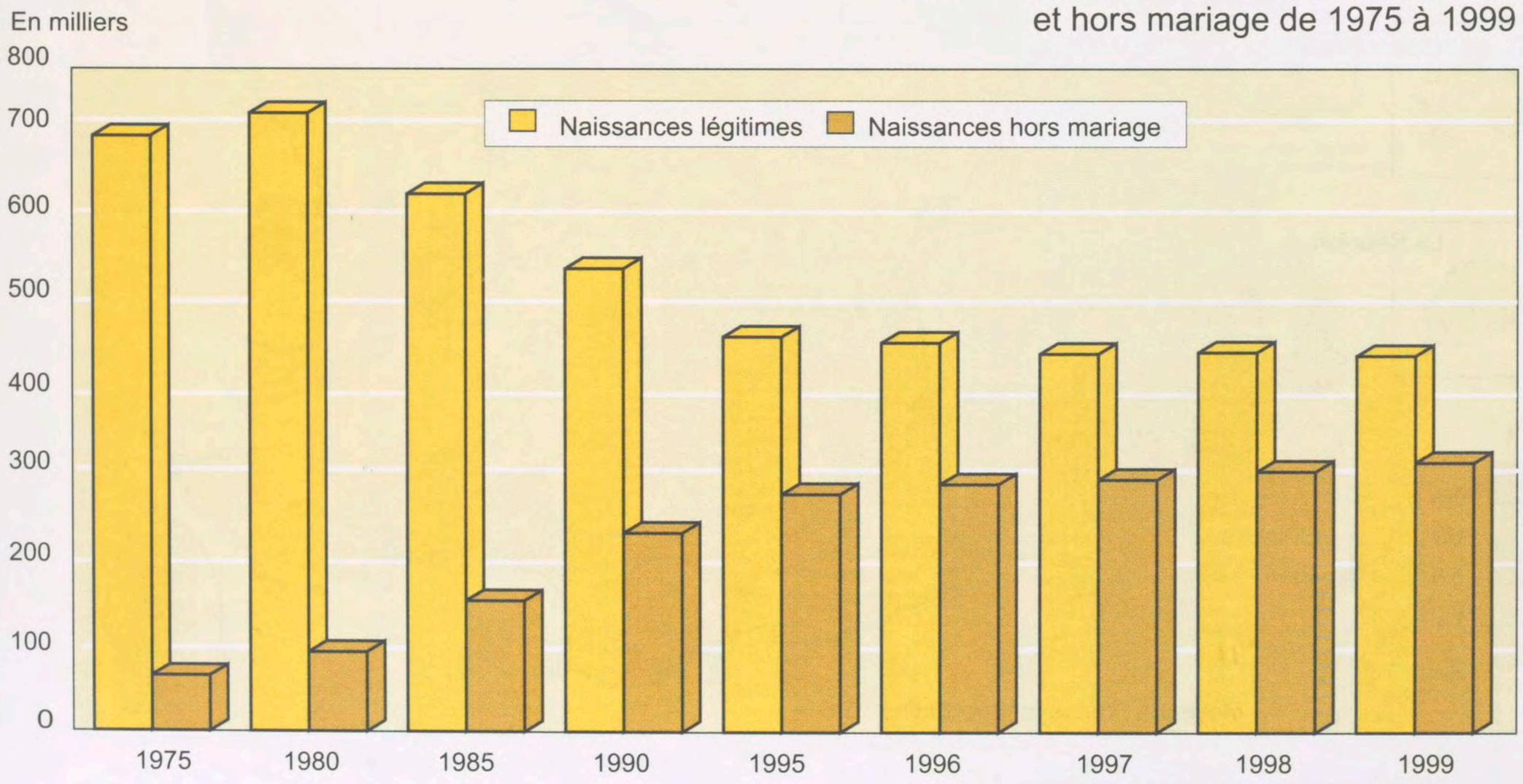


**Certaines données sont susceptibles d'être révisées.*

Source : EUROSTAT

Graphique 4

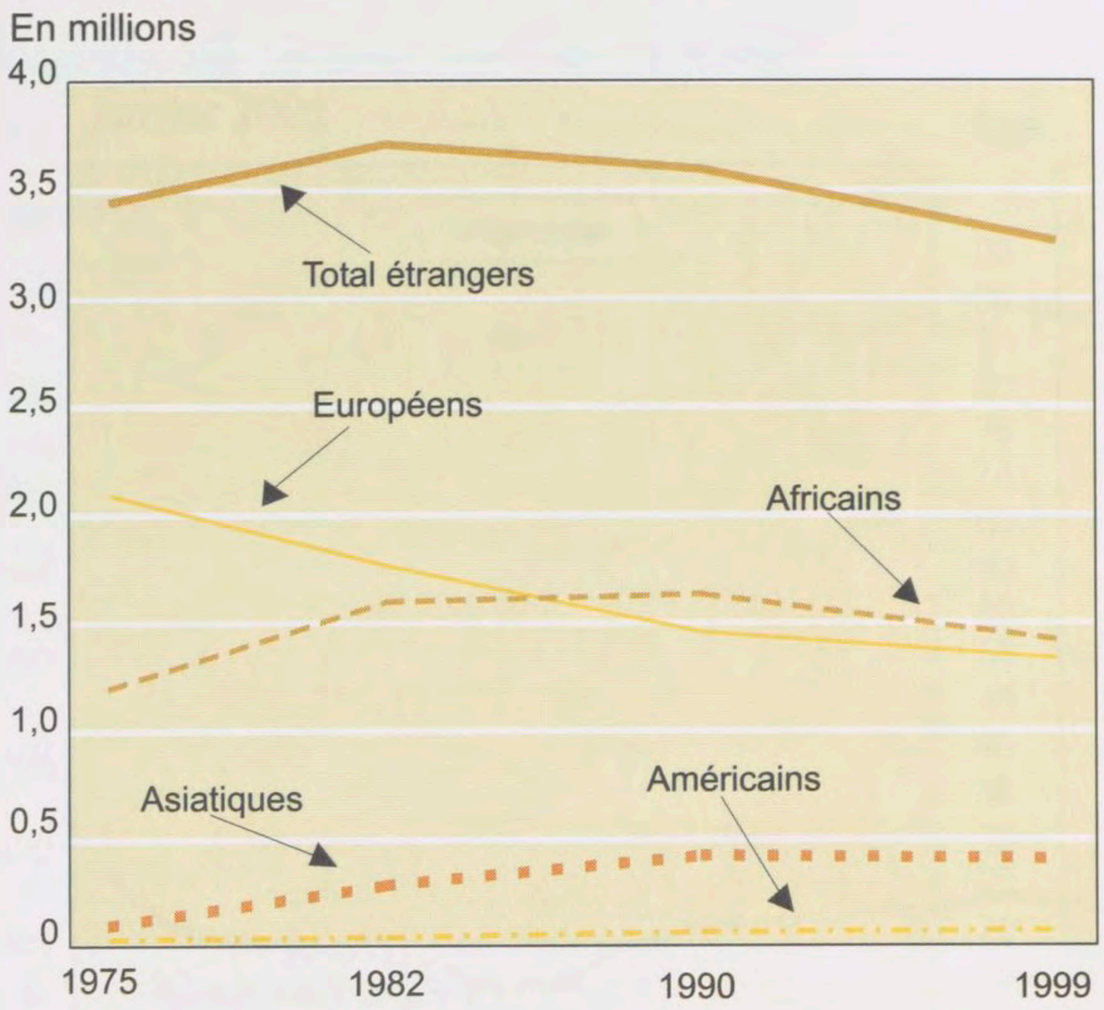
Évolution du nombre de naissances légitimes
et hors mariage de 1975 à 1999



Source : INSEE

Graphique 5

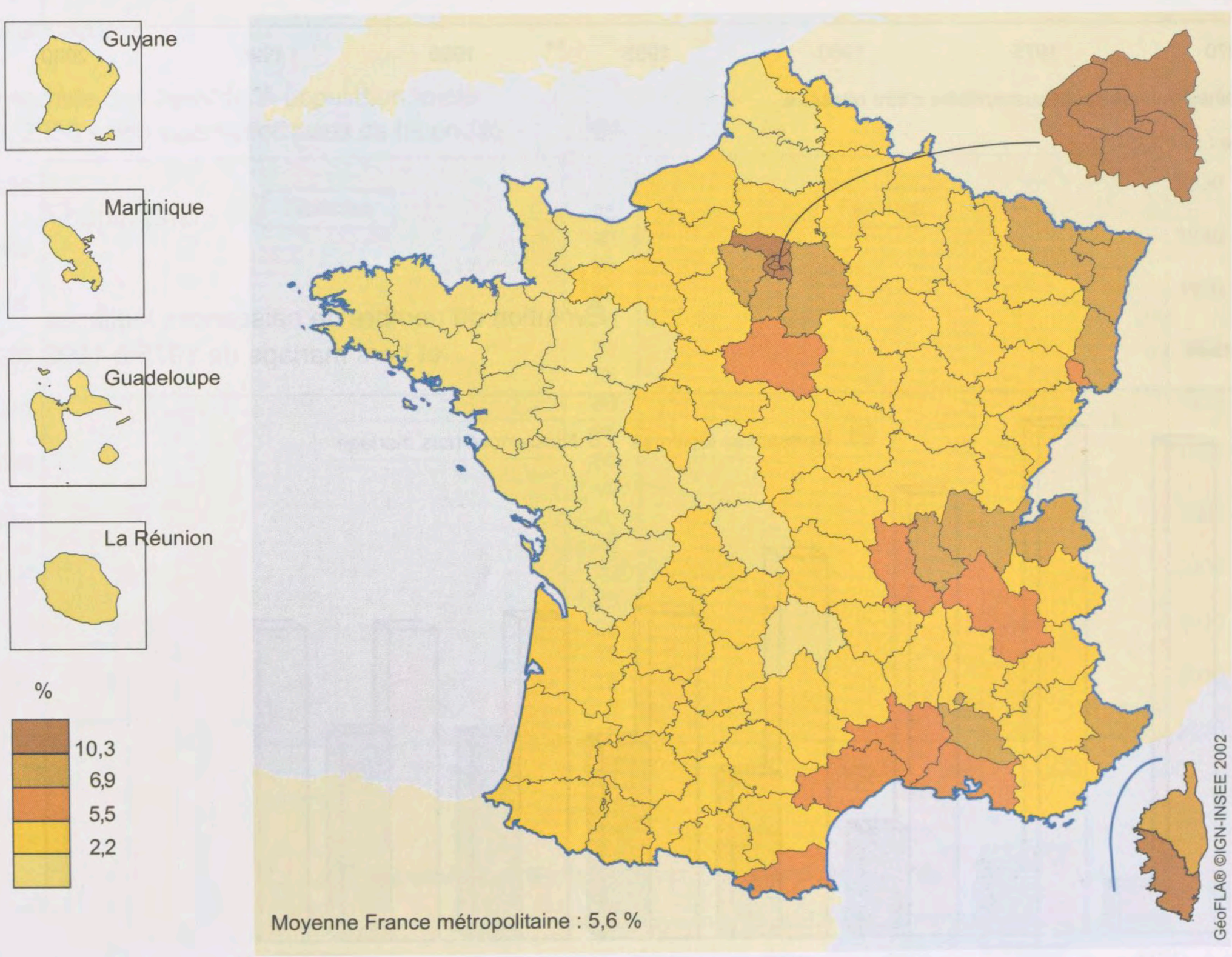
Les étrangers aux derniers recensements de population



Source : INSEE, recensements de la population

Carte 2

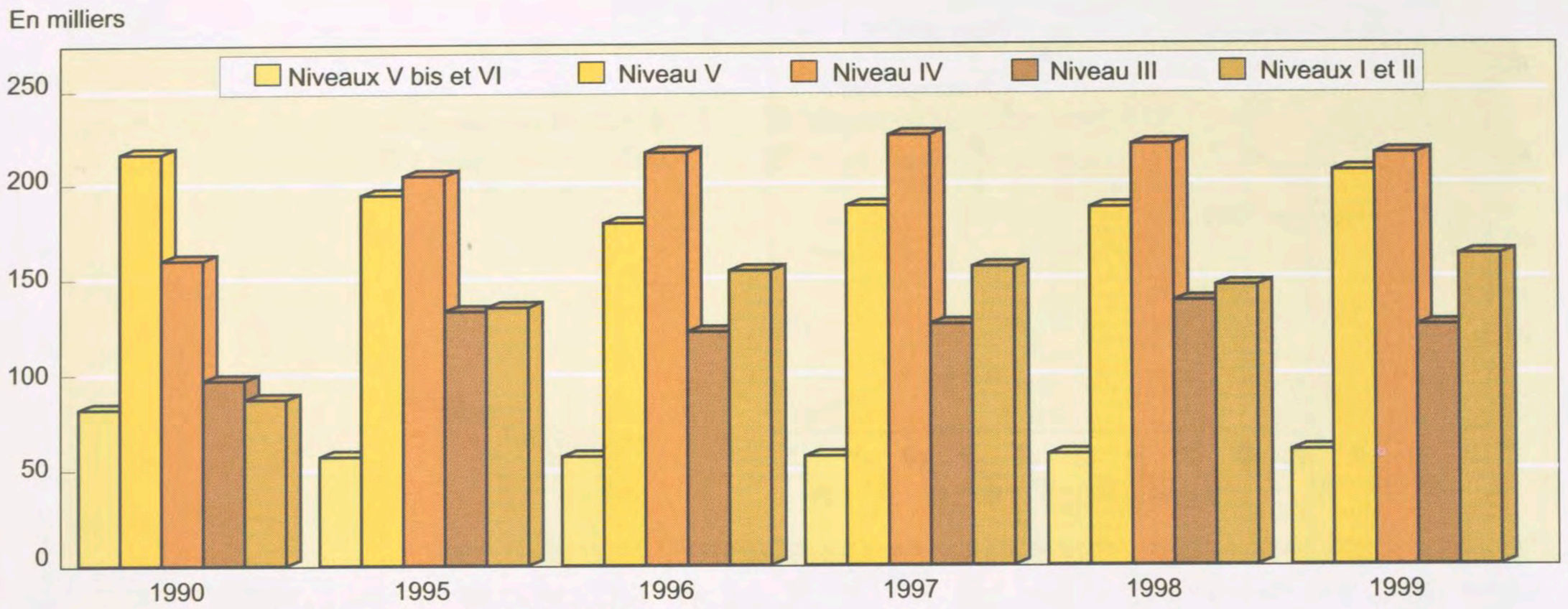
Part des étrangers dans la population totale en 1999



Source : INSEE, recensement de la population

Graphique 6

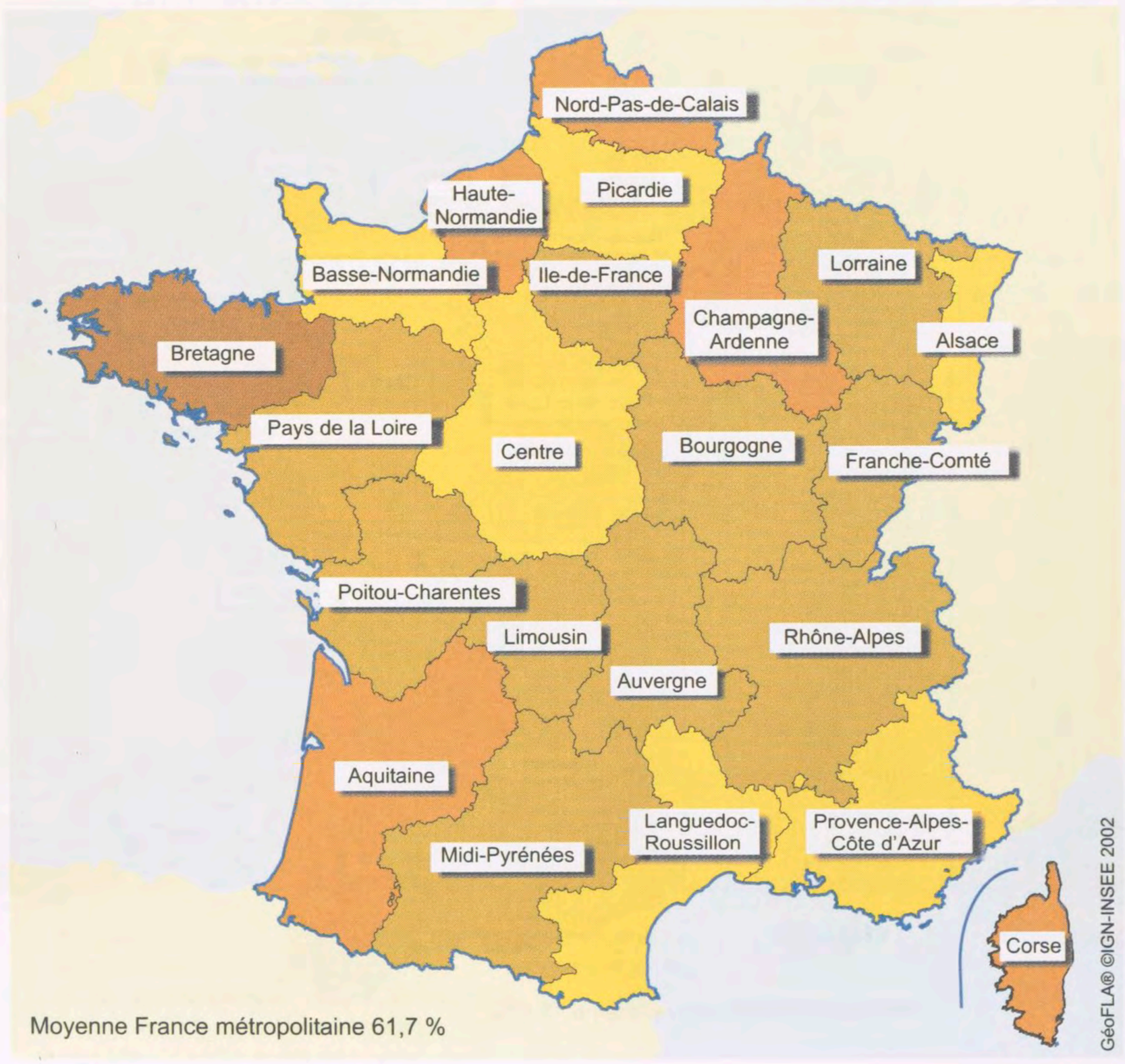
Sorties du système éducatif suivant les niveaux des élèves



Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Carte 3

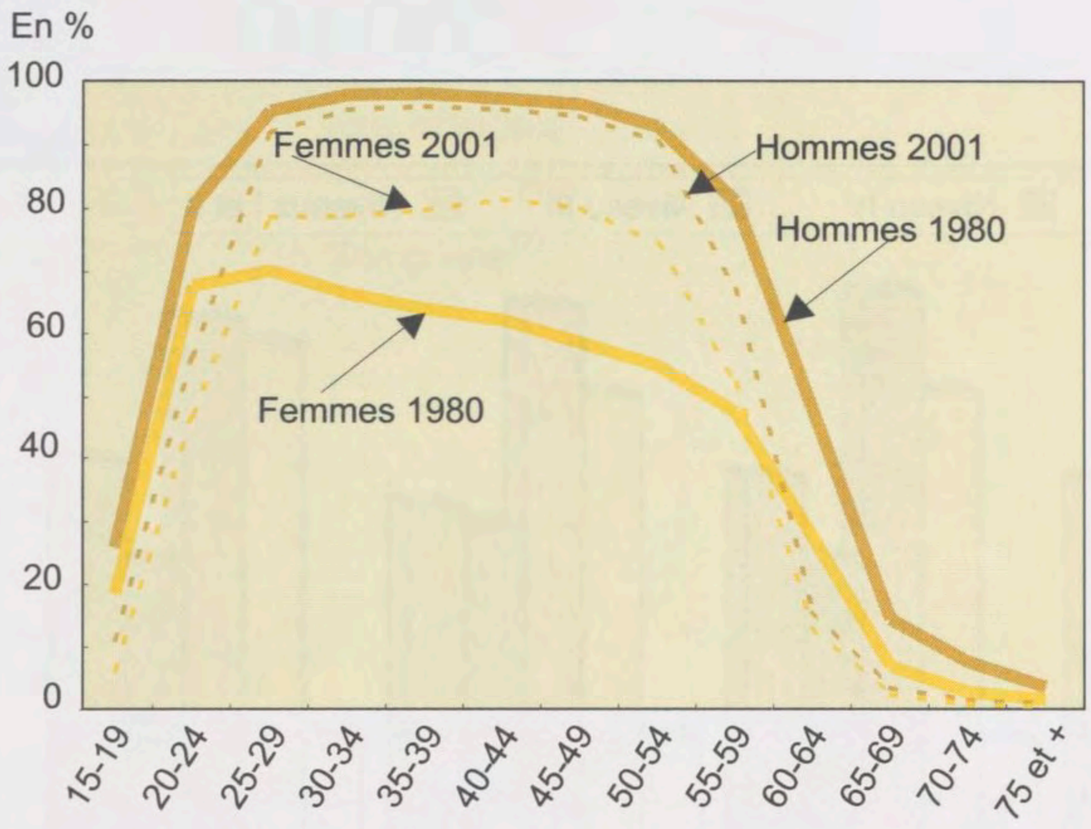
Proportion d'une génération obtenant le baccalauréat par région en 2000



Source : Ministère de l'Éducation nationale (DPD-SDES)

Graphique 7

Taux d'activité* par sexe et groupe d'âge
en mars 1980 et mars 2001

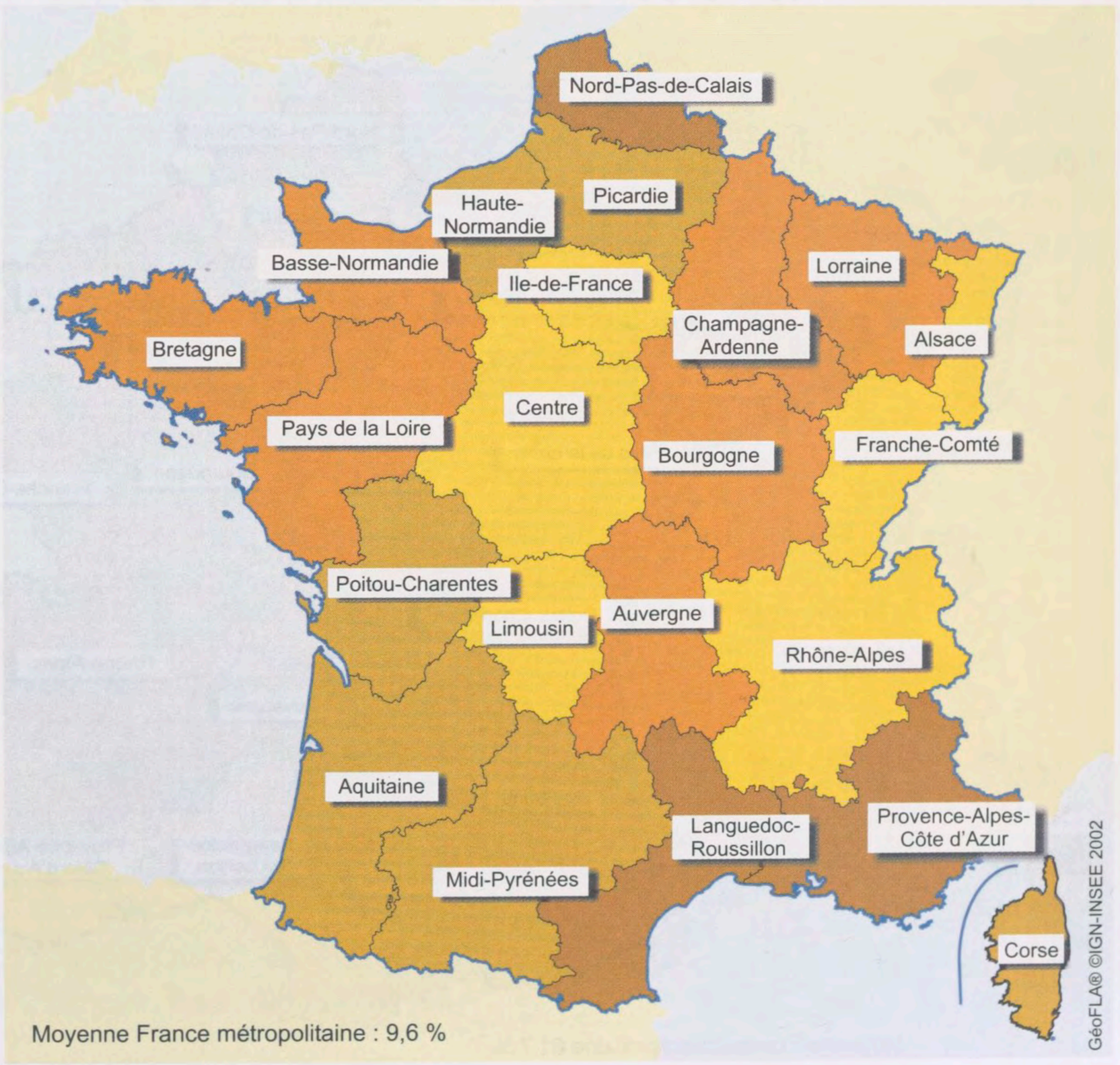


** Proportion d'actifs (actifs occupés y compris les appelés et les chômeurs BIT dans l'effectif total).*

Source : INSEE (enquête emploi)

Carte 4

Taux de chômage au sens du BIT en 2000 (moyenne annuelle)

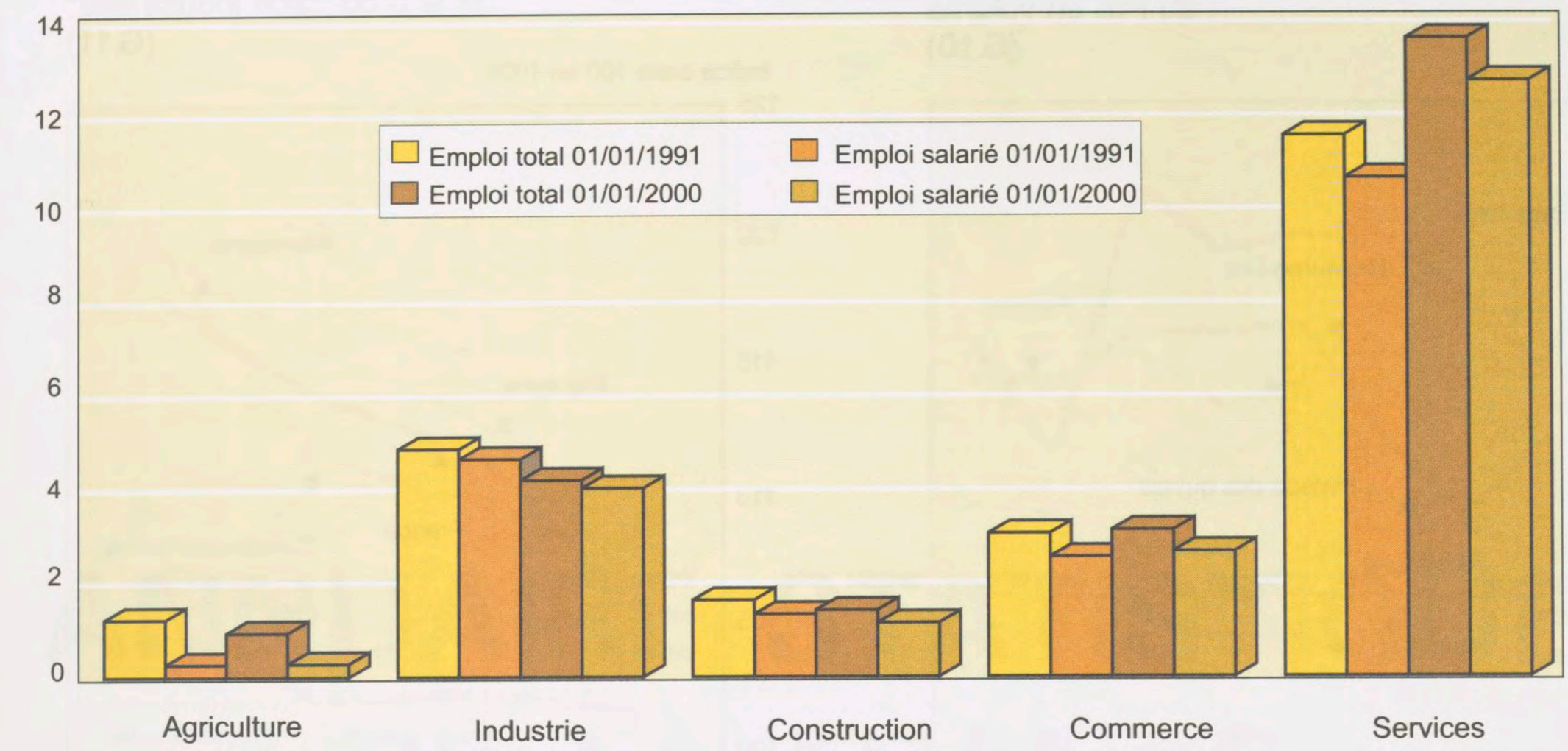


Source : INSEE (division emploi)

Évolution
de la population active française

Graphique 8

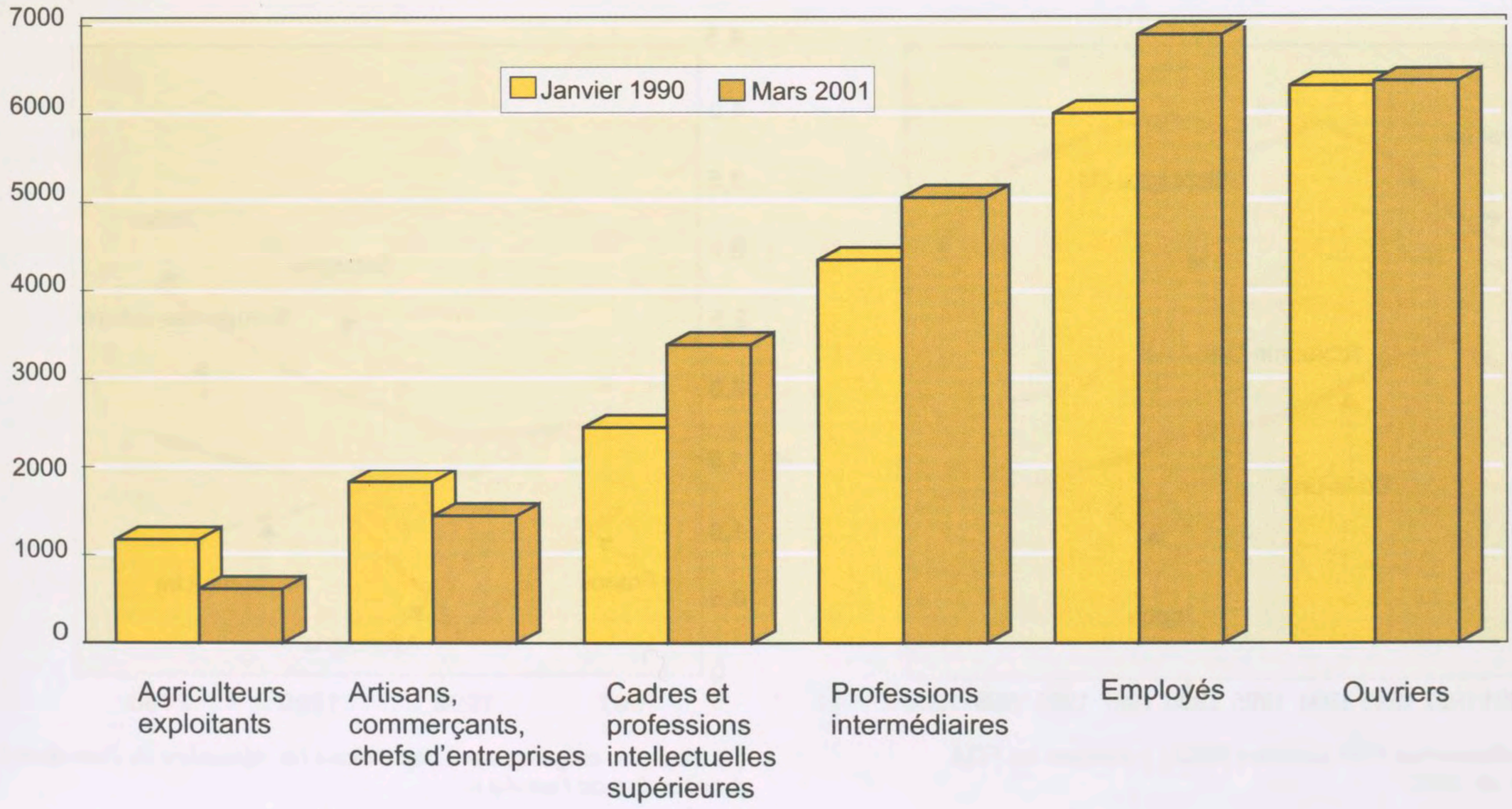
Évolution des actifs ayant un emploi
au lieu de travail par activité économique



Source : INSEE, estimations d'emploi au lieu de travail

Graphique 9

Évolution des actifs ayant un emploi selon la catégorie socioprofessionnelle



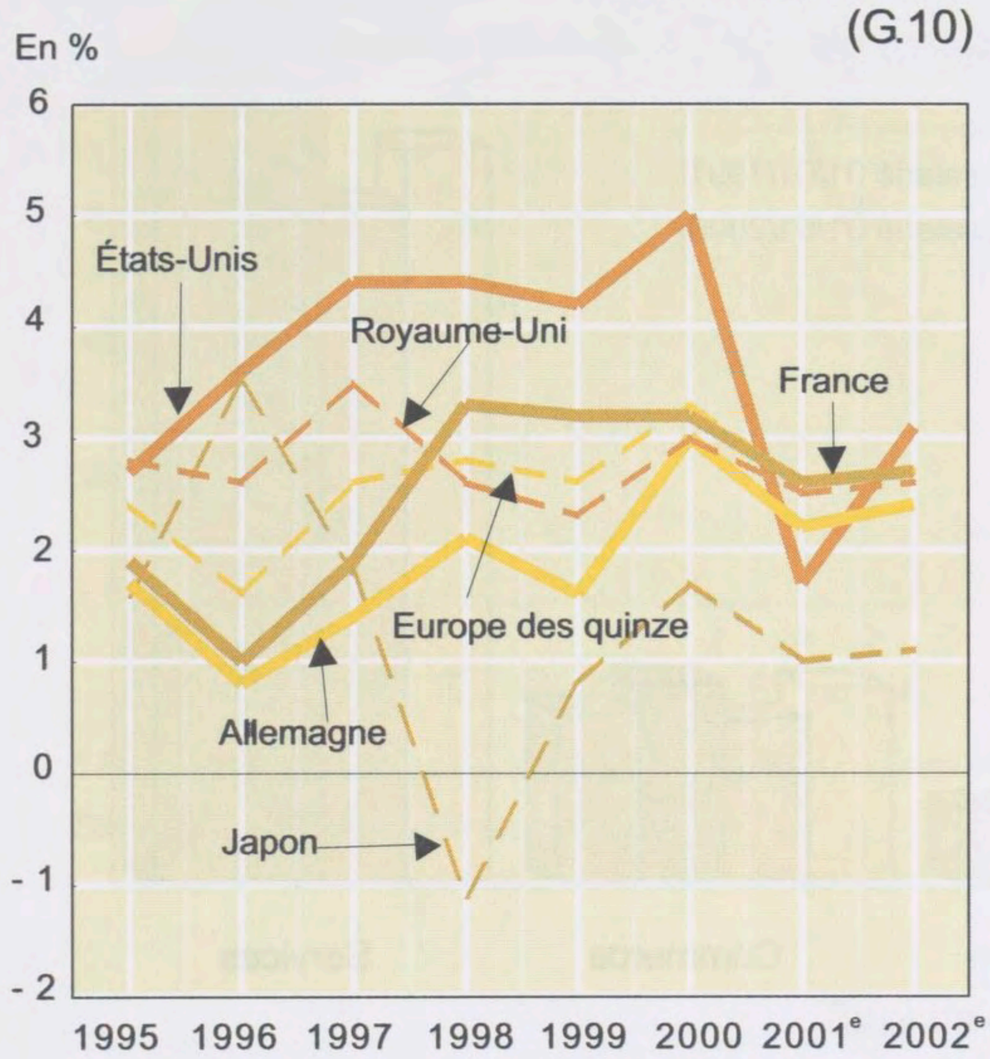
Source : INSEE (enquête emploi)

Graphiques 10, 11, 12 et 13

Comparaisons internationales

Indicateurs conjoncturels pour quelques pays de l'OCDE

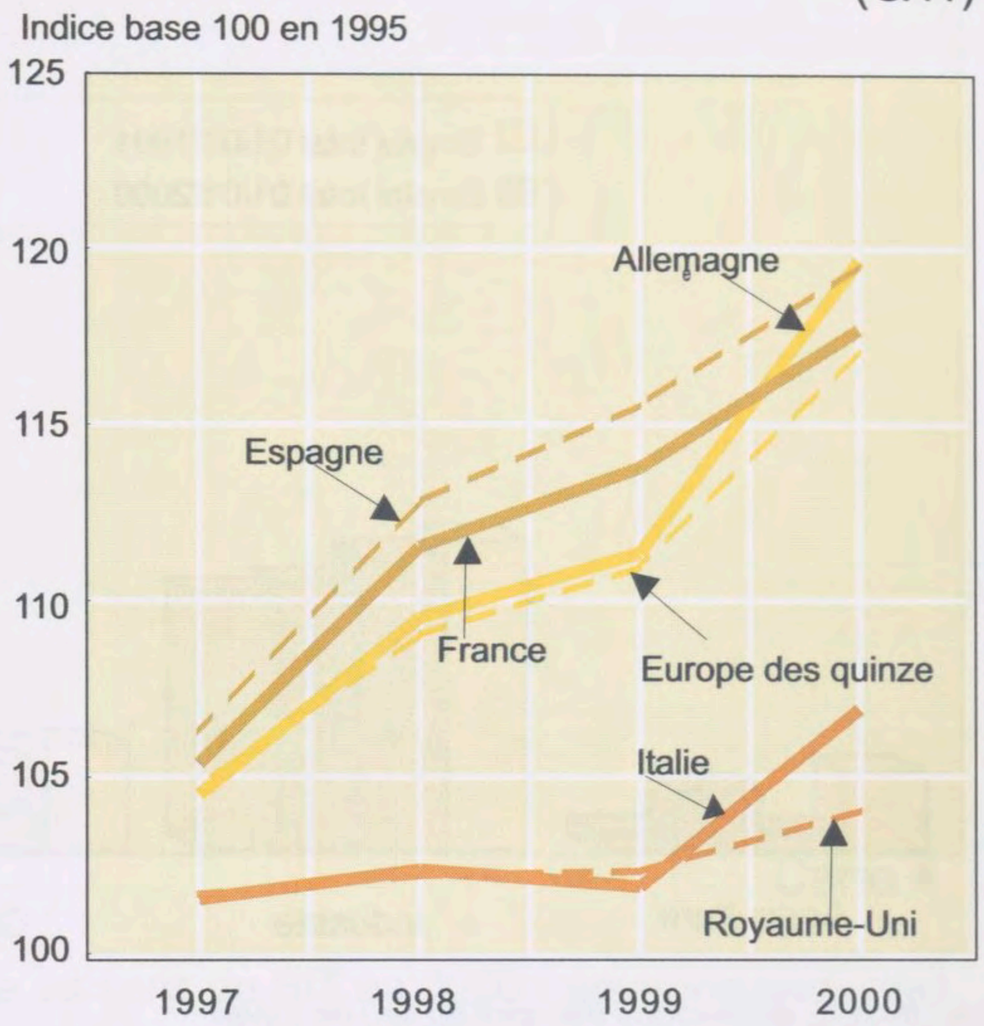
Taux de croissance du PIB en volume (G.10)



e : estimation

Source : OCDE (Perspectives économiques)

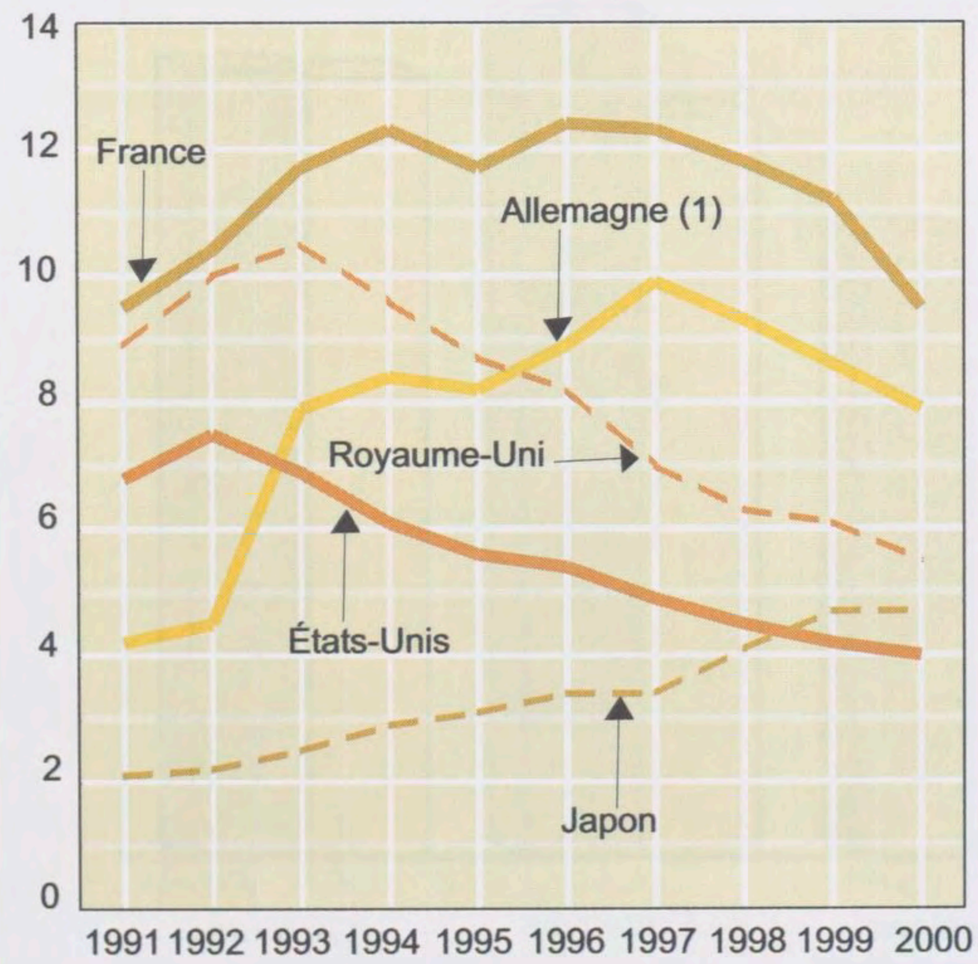
Indices de la production industrielle* (G.11)



*Chiffres estimés pour l'Espagne

Source : Eurostat

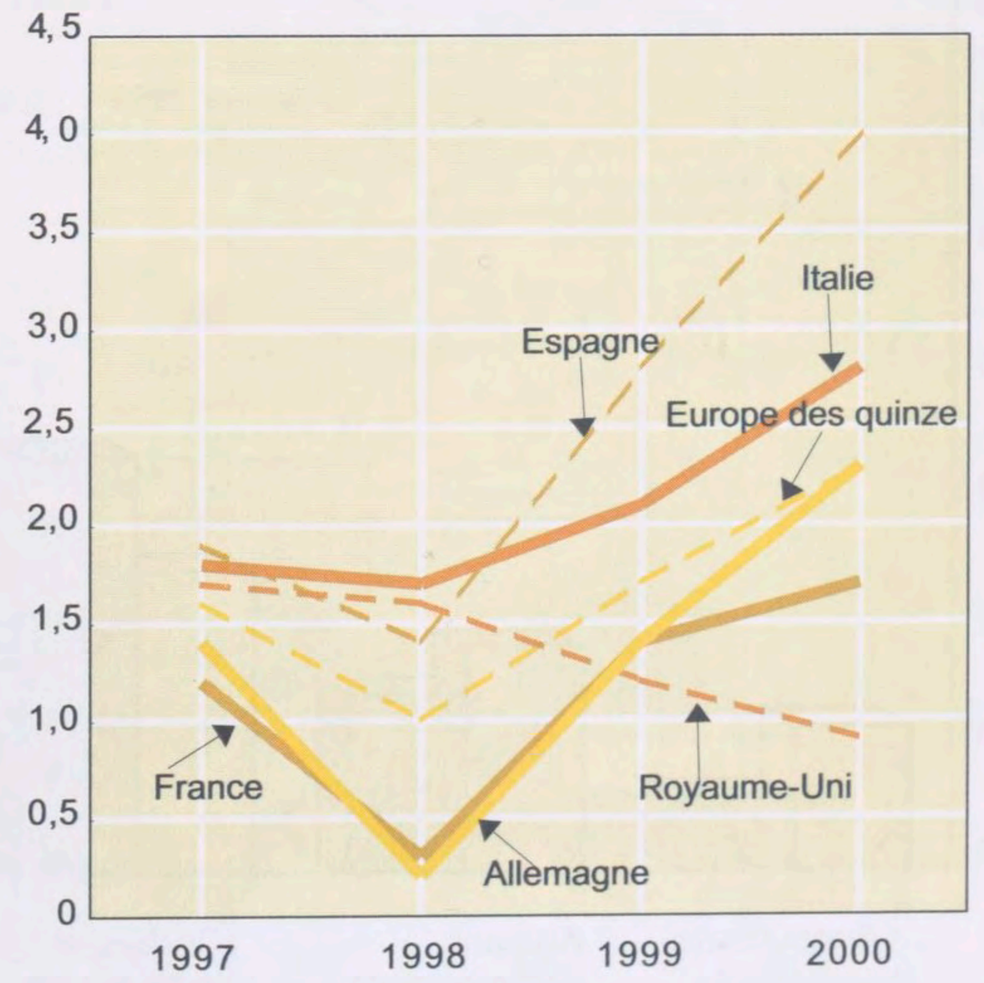
Taux de chômage standardisés (G.12)



(1) Seulement ex-RFA jusqu'en 1992 ; y compris ex-RDA à partir de 1993.

Source : OCDE

Indices des prix à la consommation harmonisés (1) (IPCH) (G.13)



(1) Variation en glissement des indices de décembre de l'année n-1 à décembre de l'année n.

Sources : services statistiques nationaux et Eurostat

ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA FRANCE

Population et environnement

A

Population et environnement

Chapitre A.01

Territoire et population

1. Présentation.

2. Méthodologie.

3. Définitions.

4. Sources de documentation.

5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. La France administrative en 2001.

1. Répartition du territoire métropolitain.
2. Population, superficie et densité de quelques pays en 2001.
3. Population des régions et départements. Population sans doubles comptes aux recensements de 1982, 1990 et 1999.
4. Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
5. Subdivisions, superficie et population des régions et des départements.
6. Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales.
7. Villes et agglomérations urbaines de plus de 50 000 habitants.
8. Structure urbaine de la métropole en 1999.
9. Communes de plus de 50 000 habitants.
10. Les communes par tranche de population.
11. Population des communes urbaines et rurales des régions.
12. Aires urbaines de plus de 150 000 habitants.
13. Population des régions et départements lors des recensements de 1990 et 1999. Variation de la population entre 1990 et 1999.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Agriculture et de la Pêche (SCEES), de l'INED, des divisions « Recensements de la population », « Études territoriales », « Statistiques régionales, locales et urbaines » et « Pôle estimations localisées de population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Au 8 mars 1999, la population de la France s'établit à 60 185 831 habitants : 58 518 395 pour la métropole et 1 667 436 pour les départements d'outre-mer (DOM). Depuis 1990, l'augmentation est de 1 903 240 pour la métropole (soit 0,37 % par an) et de 208 376 pour les DOM (soit 1,49 % par an). Trente-neuf départements métropolitains ont une croissance supérieure à la moyenne nationale. C'est en Haute-Garonne que l'augmentation est la plus forte (1,37 % par an) devant l'Hérault, la Haute-Savoie, la Seine-et-Marne, le Var et l'Ain, tous dépassant 1 % par an. A contrario, vingt-trois départements perdent des habitants depuis 1990 : la Creuse est le département où la baisse est la plus forte (- 0,60 % par an) devant le Cantal, la Haute-Marne, l'Allier et la Nièvre.

Le DOM le plus peuplé est la Réunion devant la Guadeloupe et la Martinique. La Guyane est le département dont la croissance est la plus forte depuis 1990 avec 3,56 % par an.

En 1999, trente-sept communes ont plus de 100 000 habitants (population totale). Parmi ces communes, six seulement sont en diminution dont Paris et Marseille et le record de croissance est détenu par Nantes (1,08 % par an) devant Toulouse, Montpellier, Aix-en-Provence et Orléans.

La population urbaine de la France métropolitaine compte 44,2 millions de personnes, soit une augmentation de 2,3 millions de personnes par rapport à 1990. La poussée est particulièrement forte dans les départements littoraux du sud et de l'ouest, bretons en particulier. Avec 9,6 millions d'habitants, l'agglomération parisienne renforce sa première place européenne. L'agglomération de Marseille-Aix-en-Provence occupe la seconde place en France, juste devant l'agglomération lyonnaise. Au sein des villes, l'écart de croissance s'est réduit entre les banlieues, devenues moins attractives, et les villes centres.

Entre 1990 et 1999, les grandes aires urbaines contribuent fortement à la croissance démographique. Onze aires urbaines, qui représentaient 34 % de la population métropolitaine française en 1990, totalisent la moitié de l'accroissement démographique enregistré entre 1990 et 1999 sur le territoire métropolitain. Ce sont dans l'ordre Paris, Toulouse, Lyon, Montpellier, Nantes, Marseille-Aix-en-Provence, Rennes, Bordeaux, Strasbourg, Nice et Toulon. Un nombre restreint d'aires contribue donc à la moitié de l'accroissement démographique. Sur la période 1975-1982 et en gardant les délimitations actuelles, il en fallait 19. L'utilisation des précédentes délimitations des aires urbaines renforce ce constat. Ainsi dans les délimitations de 1982, 38 aires urbaines apportaient la moitié de l'accroissement démographique de la période 1975-1982. La population continue donc à se concentrer dans et autour d'un nombre de plus en plus réduit de villes. Si la plupart des aires urbaines de plus de 150 000 habitants voient leur population augmenter, quelques unes font exception. La baisse de population est toujours le fait des villes d'industrialisation ancienne : Saint-Etienne, Montbéliard, Douai-Lens, Béthune, Thionville Le Havre, et dans une moindre mesure, Valenciennes.
La tendance est donc à la concentration croissante de la population dans des villes. Parallèlement ces villes s'étalent de plus en plus, en profitant parfois du manque de dynamisme des territoires voisins. C'est ce que révèle l'actualisation pour 1999 des délimitations des aires urbaines. Désormais 45 millions de personnes vivent dans une aire urbaine contre 41 millions en 1990 (dans les délimitations de 1990). Les premiers résultats de 1999 montrent que la population augmente assez sensiblement au voisinage des aires les plus dynamiques. La plupart de ces communes très dynamiques font désormais partie d'une aire urbaine. En effet les aires urbaines, et dans leur mouvance les espaces urbains, gagnent de proche en proche les communes les plus dynamiques durant la période 1990-1999, voire auparavant. Ce mouvement se fait par vagues concentriques, repoussant toujours plus loin les limites de l'influence des villes et celles des territoires que l'on qualifie de périurbains.

Conséquence de ce phénomène, l'espace à dominante rurale perd près de 5 000 communes. En 1999, cet espace compte 10,6 millions d'habitants contre 13,4 millions en 1990 dans les délimitations de 1990. Dans les délimitations de 1999, il enregistre un très faible gain de population, d'à peine 80 000 habitants en 9 ans. La forte augmentation de la population mise en évidence dans les espaces ruraux à proximité des aires urbaines en croissance (en particulier sur les bordures occidentale et méridionale de l'Hexagone, dans le grand Ouest du Bassin parisien et dans les régions Alsace, Midi-Pyrénées et Rhône-Alpes) s'explique en définitive par l'expansion urbaine.

2. MÉTHODOLOGIE

21. Métropole et départements d'outre-mer

211. Vue d'ensemble

La France continentale est située entre 42° 20' et 51° 5' de latitude nord ; elle s'étend de 4° 47' de longitude ouest à 8° 15' de longitude est.

Les données des tableaux du présent chapitre sont complétées par les indications fournies au chapitre "Agriculture", pour la répartition du territoire d'après son utilisation.

212. Superficie

La superficie du territoire français peut être évaluée à partir de deux sources :

— mesures géodésiques et planimétriques effectuées par l'Institut géographique national mais ne permettant pas d'aller jusqu'à la commune. La superficie calculée par « planimétrage » de la carte au 1/50 000 pour la métropole est de 549 milliers de km^2 ;

— données de la Direction générale des Impôts (services du cadastre) disponibles pour chaque commune.

Cette dernière source a généralement été retenue dans le présent chapitre avec la définition suivante : sont comprises toutes les surfaces du domaine public et privé, cadastrées ou non cadastrées, à l'exception des lacs, étangs et glaciers de plus d'un km^2 ainsi que des estuaires.

213. Utilisation du territoire

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles de l'espace.

Les données fournies proviennent de « La Statistique Agricole », annuelle, établie par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Ces données s'appuient notamment sur l'enquête « Utilisation du territoire » à partir d'un échantillon permanent de 550 000 points du territoire. Ces points sont repérés grâce à des photographies aériennes.

214. Populations légales des circonscriptions administratives

Les effectifs de populations légales figurant dans les tableaux de ce chapitre proviennent des résultats du recensement de la population de 1999. Ce recensement a été prescrit par le décret n° 98-403 du 22 mai 1998. Les résultats ont été authentifiés par le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999 (J.O. du 30 décembre 1999) rectifié par le décret n° 2000-1021 du 17 octobre 2000 (J.O. du 20 octobre 2000).

215. Évolution de la population

L'évolution de la population d'une zone géographique repose sur deux facteurs : le solde naturel (différence au cours de la période entre le nombre de naissances et de décès domiciliés dans la zone géographique) connu avec précision par les statistiques d'état civil et le solde migratoire, différence au cours de la même période entre le nombre de personnes venues résider dans la zone (les immigrants) et le nombre de celles qui l'ont quittée pour résider ailleurs (les émigrants).

22. Territoires d'outre-mer

Pour les territoires d'outre-mer et les collectivités territoriales, les effectifs de population proviennent de recensements effectués à des dates différentes : 1997 pour Mayotte, 1996 pour Wallis-et-Futuna, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française, 1999 pour Saint-Pierre-et-Miquelon.

3. DÉFINITIONS

Aire urbaine et pôle urbain

Aire urbaine : ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi, travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. Un pôle urbain est une unité urbaine offrant 5 000 emplois ou plus et n'appartenant pas à la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain. La couronne périurbaine (d'un pôle urbain) regroupe l'ensemble des communes de l'aire urbaine à l'exclusion de son pôle urbain. Certaines unités urbaines dépassant le seuil des 5 000 emplois sont sous la dépendance économique d'une unité urbaine plus importante : plus de 40 % de leur population active résidente travaille dans le pôle ou dans les communes attirées par celui-ci. Ces unités urbaines sont alors incluses dans la couronne périurbaine du pôle sous l'influence duquel elles se trouvent. Pour plus de précisions sur ces notions, cf. les publications spécialisées figurant dans les Sources de documentation.

Population d'une commune (totale et sans doubles comptes)

La population totale d'une commune (personnes ayant leur résidence habituelle dans cette commune) se divise en population municipale et en population comptée à part.

La population comptée à part comprend les personnes des catégories résidant dans des établissements situés dans la commune :

a. militaires des forces françaises de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air logés dans des casernes, camps ou assimilés ;

b. élèves internes des lycées, collèges, écoles normales d'instituteurs ou d'institutrices, grandes écoles, établissements d'enseignement spécial, séminaires et tous les établissements d'enseignement publics ou privés avec internat, y compris les établissements d'éducation surveillée ;

c. détenus dans les établissements pénitentiaires.

Le décret précité du 22 mai 1998 spécifie que les personnes des catégories *a* et *b* ci-dessus qui ont une résidence personnelle doivent être comptées à la fois :

— dans la population comptée à part de la commune où se trouve l'établissement ;

— dans la population municipale de la commune où se trouve leur résidence personnelle.

Sont également comptées au titre de la population comptée à part, les personnes appartenant aux catégories suivantes :

— personnes sans domicile fixe rattachées administrativement à la commune, mais recensées dans une autre commune ;

— travailleurs logés dans un foyer, étudiants logés dans une cité universitaire ou un foyer d'étudiants, personnes âgées vivant dans une maison de retraite ou un hospice, personnes hospitalisées ou en traitement pour une durée supérieure à trois mois, dans un hôpital, une clinique ou tout établissement de soins ou de convalescence, dans leur commune de résidence personnelle, si elle est différente de la commune où elles ont été recensées.

— étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, logés, hors communauté, dans une autre commune et ayant déclaré une résidence familiale dans la commune.

Il s'ensuit que lorsqu'on détermine la population d'une circonscription administrative autre que la commune : canton, arrondissement, département, région..., obtenue par sommation des populations communales, on introduit des doubles comptes (militaires du contingent, élèves internes, etc., comptés deux fois, dans la commune de résidence personnelle et dans celle de leur communauté ou dans leur résidence personnelle pour les étudiants). Pour éliminer ces doubles comptes, la population comptée à part de chaque commune a été décomposée en deux parties :

a. Les personnes qui sont également comptées dans la population municipale d'autres communes (doubles comptes) ;

b. Les personnes qui ne sont pas comptées dans la population municipale d'autres communes.

Cette façon d'opérer permet d'obtenir :

— la population légale des communes, qui comprend les deux parties *a* et *b* ;

— la population sans doubles comptes, qui comprend seulement la partie *b* et qui, par addition, donne notamment la population des régions, des départements, des unités urbaines.

Villes et agglomérations urbaines

Les villes et agglomérations urbaines, désignées aussi sous le terme unique d'unité urbaine, dont la délimitation est fondée sur le seul critère de continuité de l'habitat, peuvent être constituées :

— de deux ou plusieurs communes, c'est-à-dire d'une ville-centre et de sa banlieue (exceptionnellement de plusieurs villes-centres), sur le territoire desquelles une zone agglomérée contient plus de 2 000 habitants ; une telle unité urbaine porte alors le nom d'agglomération multicommunale ;

— d'une seule commune, dont la population agglomérée compte au moins 2 000 habitants ; une telle commune est dite ville isolée ou plus communément ville.

Une première délimitation des villes et agglomérations urbaines a été réalisée à l'occasion du recensement de 1954. De nouvelles unités urbaines ont été constituées lors des recensements de 1962, 1968, 1975, 1982, 1990 et 1999.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, service central des enquêtes et études statistiques (SCEES).

— Institut national d'études démographiques (INED).

— Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Direction générale des Impôts.

— Bureau des longitudes.

Publications INSEE :

● Recensement général de la population de 1999 en métropole et dans les départements d'outre-mer.

Série « bleue » :

— *Populations légales, Recensement de la population de 1999, Régions, départements, arrondissements, cantons, communes* (un volume, également détaillé en fascicules départementaux) ;

— *Population légale. France, régions, départements, communes de plus de 2 000 habitants* (un volume).

Série « orange » :

— *Évolutions démographiques 1982, 1990, 1999. France, régions, départements, unités urbaines* (fascicules départementaux, un fascicule France et un fascicule DOM).

Série « Nomenclatures et codes » :

— *Composition communale des unités urbaines, délimitations 1999.*

Composition communale du zonage en aires urbaines 1999 disponible sur le site internet de l'INSEE.

● Recensement de la population des collectivités territoriales :

— Saint-Pierre-et-Miquelon (1999) ;

— Mayotte (1997).

● Recensement de la population dans les territoires d'outre-mer :

— Polynésie française (1996) ;

— Nouvelle-Calédonie (1996) ;

— Wallis et Futuna (1996).

Publications sur cédéroms

« Populations légales »

— Populations légales (population totale, municipale, comptée à part, sans doubles comptes) pour les communes et les cantons, avec rappel des chiffres de 1990.

« Évolutions démographiques »

— Population, soldes naturels (naissances et décès) et migratoires (estimation du solde des entrées et des sorties), nombre de logements par type (résidences principales, secondaires, logements vacants ou occasionnels).

« Exploitation principale »

— Indicateurs Références 1982-1990-1999 etc.

« Données sur les grands territoires de France »

— (indicateurs : France, 26 régions, 100 départements, 348 zones d'emploi, 426 unités urbaines de plus de 10 000 habitants).

« Données sur les zonages locaux (communes, cantons,...) ».

— (indicateurs : communes, cantons composés de communes entières, zones d'emploi, unités urbaines 1999).

Résultats sur le site internet de l'INSEE : www.insee.fr

● *INSEE-Première* :

— « Recensement de la population de Nouvelle-Calédonie », n° 506, janvier 1997 ;

— « Recensement de la population de Polynésie française », n° 543, septembre 1997 ;

— « Recensement de la population à Wallis et Futuna », n° 575, avril 1998 ;

— « Mayotte, recensement de la population du 5 août 1997 », n° 608, septembre 1998 ;

— « Recensement de la population de 1999. Premier comptage national », n° 663, juillet 1999 ;

— « La population des régions (métropole). Recensement de la population de 1999 », n° 664, juillet 1999 ;

— « La population des départements d'outre-mer. Recensement de la population de 1999 », n° 665, juillet 1999 ;

— « La population légale au recensement de 1999 », n° 691, janvier 2000 ;

— « Recensement de la population de 1999. Poursuite d'une urbanisation très localisée », n° 692, janvier 2000 ;

— « Recensement de la population 1999, les formes de la croissance urbaine », n° 701, mars 2000 ;

— « Forte extension des villes entre 1990 et 1999 », n° 707, avril 2000 ;

— « Recensement de la population 1999, évolutions contrastées du rural », n° 726, juillet 2000 ;

— « Recensement de la population 1999, redéploiement de la population dans la plupart des régions », n° 728, juillet 2000 ;

— « Le recensement de la population à Saint-Pierre-et-Miquelon », n° 731, août 2000 ;

— « Recensement de la population 1999, la France continue de vieillir, le Nord-Pas-de-Calais reste la région la plus jeune », n° 746, novembre 2000 ;

— « Recensement de la population 1999, les DOM : une population encore jeune, mais de moins en moins », n° 747, novembre 2000 ;

— « Recensement de la population 1999 : les migrations en France entre 1990 et 1999 – les régions de l'Ouest de plus en plus attractives », n° 758, février 2001 ;

— « Le zonage en aires urbaines en 1999, 4 millions d'habitants en plus dans les aires urbaines » n° 765, avril 2001 ;

— « Les grandes villes françaises étendent leur influence » n° 766, avril 2001 ;

— « Recensement de la population 1999, les déplacements domicile travail », n° 767, avril 2001 ;

— « Projections régionales de population pour 2030 : l'impact des migrations », n ° 805, septembre 2001.

● *INSEE-Résultats,* série « Démographie, Société » :

— « Images de la population de la Nouvelle-Calédonie », principaux résultats du recensement de 1996, n° 55, février 1997 ;

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 69, août 1998 ;

— « Résultats du recensement général de la population de la Polynésie française du 3 septembre 1996, premier volume », n^os 77-78, mars 2000 ;

— « Images de la population de Wallis et Futuna - Principaux résultats du recensement de 1996 », n° 79, novembre 2000.

● *INSEE-Méthodes* :

— « Le recensement de la population 1999. Préparation », n^os 79-80, octobre 1998 ;

— « Les zonages : enjeux et méthodes », n° 83, janvier 1999.

● *Contours et Caractères* :

— « Les campagnes et leurs villes », INSEE et INRA, février 1998.

● *Synthèses* :

— « Les tendances régionales 1999 », n^os 36-37, juillet 2000.

Autres publications :

— Annuaire du Bureau des longitudes.

— « Tous les pays du monde (2001) », *Population et sociétés*, n° 370, juillet-août 2001, INED ;

— Vingt-neuvième rapport sur la situation démographique de la France, 2000, INED ;

— « I. La dynamique des populations », *Démographie : analyse et synthèse*, Coll. Manuels, INED/PUF, 2001.

Publications du ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

● *Agreste*, Chiffres et Données, Agriculture :

— L'utilisation du territoire en 2000, nouvelle série 1992 à 2000, n° 133, mars 2001.

— Statistique agricole annuelle - Résultats provisoires 2000, n° 130, février 2001.

*
* *

Carte A.01

La France administrative en 2001

TABLEAU A.01-1

Répartition du territoire métropolitain

Source : Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES)

Catégories	1948		1990		1997		1998		*r* 1999		2000	
	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%	Millier d'ha	%
Terres arables (1)	18 949	34,5	18 036	32,8	18 318	33,4	18 345	33,4	18 362	33,4	18 345	33,4
Superficies toujours en herbe	12 302	22,4	11 365	20,7	10 491	19,1	10 423	19,0	10 385	18,9	10 338	18,8
Autres superficies agricoles utilisées	2 131	3,9	1 346	2,5	1 305	2,4	1 302	2,4	1 302	2,4	1 301	2,4
Peupleraies, bois et forêts	11 100	20,2	14 828	27,0	15 095	27,5	15 123	27,5	15 189	27,7	15 204	27,7
Territoire agricole non cultivé	6 036	11,0	2 932	5,3	2 946	5,4	2 940	5,4	2 876	5,2	2 902	5,3
Territoire non agricole (2)	4 401	8,0	6 412	11,7	6 763	12,3	6 786	12,3	6 804	12,4	6 829	12,4
Total (3)	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**	**54 919**	**100,0**

(1) Les terres arables comprennent les terres labourables, les cultures maraîchères et potagères, les plantes médicinales et à parfum et les fleurs.
(2) Y compris la ville de Paris.
(3) Pour 1948, les chiffres sont recalés sur la surface totale de la France calculée par l'IGN.

TABLEAU A.01-2

Population, superficie et densité de quelques pays (1) en 2001

Source : Institut national d'Études démographiques (INED), d'après le Population Reference Bureau (2)

Pays ou entités	(3) Superficie (en milliers de km²)	Population en millions — Estimation (4) mi-2001	Population en millions — Projection 2025	Densité mi-2001 (habitants par km²)
AFRIQUE	**30 333**	**818,0**	**1 268,0**	**27**
dont : Afrique du Sud	1 222	43,6	35,0	36
Algérie	2 384	31,0	43,0	13
Congo. (Rép. Dém. du ..., ex-Zaïre)	2 348	53,6	106,0	23
Égypte	1 003	69,8	96,0	70
Éthiopie	1 106	65,4	118,0	59
Kenya	581	29,8	33,0	51
Maroc	447	29,2	40,0	65
Nigeria	925	126,6	204,0	137
Soudan	2 509	31,8	50,0	13
Tanzanie	946	36,2	60,0	38
AMÉRIQUE	**40 570**	**841,0**	**1 079,0**	**21**
dont : Argentine	2 784	37,5	47,0	13
Brésil	8 557	171,8	219,0	20
Canada	9 982	31,0	36,0	3
Colombie	1 140	43,1	60,0	38
États-Unis	9 640	284,5	346,0	30
Mexique	1 960	99,6	131,0	51
Pérou	1 287	26,1	36,0	20
Venezuela	913	24,6	35,0	27
ASIE (sans la Russie) (5)	**31 796**	**3 720,0**	**4 714,0**	**117**
dont : Bangladesh	144	133,5	181,0	927
Birmanie	677	47,8	60,0	71
Chine (y compris Hong Kong)	9 584	1 273,3	1 431,0	133
Corée du Nord	121	22,0	26,0	182
Corée du Sud	99	48,8	53,0	493
Inde	3 291	1 033,0	1 363,0	314
Indonésie	1 907	206,1	272,0	108
Iran	1 635	66,1	88,0	40
Japon	378	127,1	121,0	336
Népal	147	23,5	37,0	160
Ouzbékistan	448	25,1	34,0	56
Pakistan	797	145,0	252,0	182
Philippines	300	77,2	108,0	257
Taïwan	36	22,5	25,0	625
Thaïlande	514	62,4	72,0	121
Turquie	776	66,3	85,0	85
Viêt-Nam	332	78,7	104,0	237
EUROPE (sans la Russie) (5)	**5 920**	**582,6**	**580,0**	**98**
dont : Pologne	324	38,6	39,0	119
Roumanie	239	22,4	22,0	94
Ukraine	604	49,1	45,0	81
Europe des 15	**3 249**	**378,5**	**382,0**	**116**
Allemagne	357	82,2	80,0	230
Autriche	84	8,1	8,3	96
Belgique	31	10,3	10,0	332
Danemark	43	5,4	5,8	126
Espagne	507	39,8	37,0	79
Finlande	339	5,2	5,3	15
France métropolitaine	**552**	**59,2**	**64,0**	**107**
Grèce	132	10,9	10,0	83
Irlande	70	3,8	4,5	54
Italie	302	57,8	55,0	191
Luxembourg	3	0,5	0,6	150
Pays-Bas	41	16,0	18,0	390
Portugal	92	10,0	9,3	109
Royaume-Uni	245	60,0	64,0	245
Suède	450	8,9	9,4	20
RUSSIE (Fédération de) (5)	**17 095**	**144,4**	**137,0**	**8**
OCÉANIE (sans Hawaï) (6)	**8 573**	**31,0**	**40,0**	**4**
MONDE	**134 287**	**6 136,0**	**7 818,0**	**46**

(1) Tous les pays ou entités cités ici dépassent vingt millions d'habitants, à l'exception de plusieurs pays appartenant à l'Europe des 15. Tous les chiffres de ce tableau sont arrondis.
(2) Pour toute utilisation dépassant la simple consultation, se reporter aux sources originales : Nations Unies (Division de la Population et Bureau des Statistiques), US Bureau of the Census, Banque mondiale, Union européenne, Conseil de l'Europe, offices nationaux de statistiques, etc.
(3) Il s'agit de la « superficie des terres » (*Land Area*), soit la « superficie totale » (*Total Area*) moins les eaux intérieures, c'est-à-dire les principaux cours d'eau et les lacs. Source des données, en km², PRB d'après le dernier FAO Annuaire Production. Les superficies sont réévaluées de temps à autre.
(4) Les chiffres donnés pour 2001 sont des estimations basées sur les derniers résultats disponibles au moment des calculs du Population Reference Bureau (début 2001). Pour certains pays, ils peuvent remonter à plusieurs années. Une variation importante d'une année sur l'autre peut s'expliquer par un recensement récent. Pour plus de précisions sur les derniers résultats connus, le lecteur se reportera à l'annuaire démographique des Nations Unies et aux sources citées à la note (2).
(5) Huit Républiques de l'ex-URSS sont classées en Asie (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan) et six en Europe, (les trois Baltes: Estonie, Lettonie, Lituanie, ainsi que Biélorussie, Moldavie, Ukraine). La Russie, à cheval sur l'Europe et l'Asie, est ici traitée à part (et non en Europe).
(6) Hawaii fait partie des États-Unis.

TABLEAU A.01-3

Population des régions et départements. Population sans doubles comptes aux recensements de 1982, 1990 et 1999

France entière

Source : INSEE (Recensements de la population) — *Unité* : Millier

Départements et régions	Population sans doubles comptes		
	1982	1990	1999
Bas-Rhin	915,6	953,1	1 026,1
Haut-Rhin	650,4	671,3	708,0
Alsace	**1 566,0**	**1 624,4**	**1 734,1**
Dordogne	386,4	386,4	388,3
Gironde	1 127,5	1 213,5	1 287,4
Landes	297,4	311,4	327,3
Lot-et-Garonne	298,5	306,0	305,4
Pyrénées-Atlantiques	555,7	578,5	600,0
Aquitaine	**2 656,5**	**2 795,8**	**2 908,4**
Allier	369,6	357,7	344,7
Cantal	162,8	158,7	150,8
Haute-Loire	205,9	206,6	209,1
Puy-de-Dôme	594,4	598,2	604,3
Auvergne	**1 332,7**	**1 321,2**	**1 308,9**
Côte-d'Or	473,5	493,9	506,8
Nièvre	239,6	233,3	225,2
Saône-et-Loire	571,9	559,4	544,9
Yonne	311,0	323,1	333,2
Bourgogne	**1 596,1**	**1 609,7**	**1 610,1**
Côtes-d'Armor	538,9	538,4	542,4
Finistère	828,4	838,7	852,4
Ille-et-Vilaine	749,8	798,7	867,5
Morbihan	590,9	619,8	643,9
Bretagne	**2 707,9**	**2 795,6**	**2 906,2**
Cher	320,2	321,6	314,4
Eure-et-Loir	362,8	396,1	407,7
Indre	243,2	237,5	231,1
Indre-et-Loire	506,1	529,3	554,0
Loir-et-Cher	296,2	305,9	315,0
Loiret	535,7	580,6	618,1
Centre	**2 264,2**	**2 371,0**	**2 440,3**
Ardennes	302,3	296,4	290,1
Aube	289,3	289,2	292,1
Marne	543,6	558,2	565,3
Haute-Marne	1 345,9	204,1	194,9
Champagne-Ardenne	**1 347,8**	**1 347,8**	**1 342,4**
Corse-du-Sud	108,6	118,8	118,6
Haute-Corse	131,6	131,6	141,6
Corse	**240,2**	**250,4**	**260,2**
Doubs	477,2	484,8	499,1
Jura	242,9	248,8	250,9
Haute-Saône	232,0	229,7	229,7
Territoire de Belfort	132,0	134,1	137,4
Franche-Comté	**1 084,0**	**1 097,3**	**1 117,1**
Paris	2 176,2	2 152,4	2 125,2
Seine-et-Marne	887,1	1 078,2	1 193,8
Yvelines	1 196,1	1 307,2	1 354,3
Essonne	988,0	1 084,8	1 134,2
Hauts-de-Seine	1 387,0	1 391,7	1 428,9
Seine-Saint-Denis	1 324,3	1 381,2	1 382,9
Val-de-Marne	1 193,7	1 215,5	1 227,2
Val-d'Oise	920,6	1 049,6	1 105,5
Île-de-France	**10 073,1**	**10 660,6**	**10 952,0**
Aude	280,7	298,7	309,8
Gard	530,5	585,0	623,1
Hérault	706,5	794,6	896,4
Lozère	74,3	72,8	73,5
Pyrénées-Orientales	334,6	363,8	392,8
Languedoc-Roussillon	**1 926,5**	**2 115,0**	**2 295,6**
Corrèze	241,4	237,9	232,6
Creuse	140,0	131,3	124,4
Haute-Vienne	355,7	353,6	353,9
Limousin	**737,2**	**722,9**	**710,9**
Meurthe-et-Moselle	717,0	711,9	713,8
Meuse	200,0	196,2	192,2
Moselle	1 007,2	1 011,3	1 023,4
Vosges	395,8	386,3	381,0
Lorraine	**2 319,9**	**2 305,7**	**2 310,4**

Départements et régions	Population sans doubles comptes		
	1982	1990	1999
Ariège	135,7	136,5	137,2
Aveyron	278,7	270,1	263,8
Haute-Garonne	824,5	926,0	1 046,3
Gers	174,2	174,6	172,3
Lot	154,5	155,8	160,2
Hautes-Pyrénées	227,9	224,8	222,4
Tarn	339,3	342,7	343,4
Tarn-et-Garonne	190,5	200,2	206,0
Midi-Pyrénées	**2 325,3**	**2 430,7**	**2 551,6**
Nord	2 520,5	2 531,9	2 555,0
Pas-de-Calais	1 412,4	1 433,2	1 441,6
Nord-Pas-de-Calais	**3 932,9**	**3 965,1**	**3 996,6**
Calvados	589,6	618,5	648,4
Manche	465,9	479,6	481,5
Orne	295,5	293,2	292,3
Basse-Normandie	**1 351,0**	**1 391,3**	**1 422,2**
Eure	462,3	513,8	541,1
Seine-Maritime	1 193,1	1 223,4	1 239,1
Haute-Normandie	**1 655,4**	**1 737,2**	**1 780,2**
Loire-Atlantique	995,5	1 052,2	1 134,3
Maine-et-Loire	675,3	705,9	732,9
Mayenne	271,8	278,0	285,3
Sarthe	504,8	513,7	529,9
Vendée	483,0	509,4	539,7
Pays de la Loire	**2 930,4**	**3 059,1**	**3 222,1**
Aisne	534,0	537,3	535,5
Oise	661,8	725,6	766,4
Somme	544,6	547,8	555,6
Picardie	**1 740,3**	**1 810,7**	**1 857,5**
Charente	340,8	342,0	339,6
Charente-Maritime	513,2	527,1	557,1
Deux-Sèvres	342,8	346,0	344,4
Vienne	371,4	380,0	399,0
Poitou-Charentes	**1 568,2**	**1 595,1**	**1 640,1**
Alpes-de-Haute-Provence	119,1	130,9	139,6
Hautes-Alpes	105,1	113,3	121,4
Alpes-Maritimes	881,2	971,8	1 011,3
Bouches-du-Rhône	1 724,2	1 759,4	1 835,7
Var	708,3	815,4	898,4
Vaucluse	427,3	467,1	499,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	**3 965,2**	**4 257,9**	**4 506,1**
Ain	418,5	471,0	515,3
Ardèche	268,0	277,6	286,0
Drôme	389,8	414,1	437,8
Isère	936,8	1 016,2	1 094,0
Loire	739,5	746,3	728,5
Rhône	1 445,2	1 509,0	1 578,9
Savoie	323,7	348,3	373,2
Haute-Savoie	494,5	568,3	631,7
Rhône-Alpes	**5 015,9**	**5 350,7**	**5 645,4**
Ensemble métropole	**54 334,9**	**56 615,2**	**58 518,4**
Guadeloupe	328,4	387,0	422,5
Guyane	73,0	114,7	157,2
Martinique	328,6	359,6	381,4
Réunion	515,8	597,8	706,3
Ensemble départements d'outre-mer	**1 245,8**	**1 459,1**	**1 667,4**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**55 580,7**	**58 074,2**	**60 185,8**

TABLEAU A.01-4

Population des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales (1)

Source : INSEE

	Avant-dernier recensement		Dernier recensement	
	Année	Population	Année	Population
Territoires d'outre-mer :				
Nouvelle-Calédonie	1989	164 173	1996	196 836
Polynésie française	1988	188 814	1996	219 521
Wallis et Futuna	1990	13 705	1996	14 166
Collectivités territoriales :				
Mayotte	1991	94 385	1997	131 320
Saint-Pierre-et-Miquelon	1990	6 277	1999	6 316

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-5

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements

France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre) ; bureau des Longitudes ; INSEE (recensement de la population de 1999)

Région et département	Au 01-01-2001, nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (milliers)	Densité au km²
	Arrondissements	Cantons	Communes			
Alsace	**13**	**75**	**903**	**8 280,20**	**1 734,1**	**209**
67 Bas-Rhin	7	44	526	4 755,03	1 026,1	216
68 Haut-Rhin	6	31	377	3 525,17	708,0	201
Aquitaine	**18**	**235**	**2 292**	**41 308,42**	**2 908,4**	**70**
24 Dordogne	4	50	557	9 060,01	388,3	43
33 Gironde	5	63	542	10 000,14	1 287,3	129
40 Landes	2	30	331	9 242,60	327,3	35
47 Lot-et-Garonne	4	40	317	5 360,91	305,4	57
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	545	7 644,76	600,0	78
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**26 012,89**	**1 308,9**	**50**
03 Allier	3	35	320	7 340,11	344,7	47
15 Cantal	3	27	260	5 725,98	150,8	26
43 Haute-Loire	3	35	260	4 977,14	209,1	42
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	7 969,66	604,3	76
Bourgogne	**15**	**174**	**2 045**	**31 581,96**	**1 610,1**	**51**
21 Côte-d'Or	3	43	707	8 763,21	506,8	58
58 Nièvre	4	32	312	6 816,71	225,2	33
71 Saône-et-Loire	5	57	573	8 574,69	544,9	64
89 Yonne	3	42	453	7 427,35	333,2	45
Bretagne	**15**	**201**	**1 268**	**27 207,91**	**2 906,2**	**107**
22 Côtes-d'Armor	4	52	372	6 877,55	542,4	79
29 Finistère	4	54	283	6 733,00	852,4	127
35 Ille-et-Vilaine	4	53	352	6 774,72	867,5	128
56 Morbihan	3	42	261	6 822,64	643,9	94
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**39 150,94**	**2 440,3**	**62**
18 Cher	3	35	290	7 234,99	314,4	43
28 Eure-et-Loir	4	29	403	5 879,95	407,7	69
36 Indre	4	26	247	6 790,63	231,1	34
37 Indre-et-Loire	3	37	277	6 126,70	554,0	90
41 Loir-et-Cher	3	30	291	6 343,44	315,0	50
45 Loiret	3	41	334	6 775,23	618,1	91
Champagne-Ardenne	**15**	**146**	**1 947**	**25 605,75**	**1 342,4**	**52**
08 Ardennes	4	37	463	5 229,41	290,1	55
10 Aube	3	33	433	6 004,16	292,1	49
51 Marne	5	44	619	8 161,58	565,2	69
52 Haute-Marne	3	32	432	6 210,60	194,9	31
Corse	**5**	**52**	**360**	**8 679,79**	**260,2**	**30**
2A Corse-du-Sud	2	22	124	4 014,22	118,6	30
2B Haute-Corse	3	30	236	4 665,57	141,6	30
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**16 202,34**	**1 117,1**	**69**
25 Doubs	3	35	594	5 233,64	499,1	95
39 Jura	3	34	545	4 999,18	250,9	50
70 Haute-Saône	2	32	545	5 360,08	229,7	43
90 Territoire de Belfort	1	15	102	609,44	137,4	225
Île-de-France	**44**	**317**	**1 281**	**12 012,27**	**10 952,0**	**912**
75 Paris	20	20	1	105,40	2 125,2	20 164
77 Seine-et-Marne	5	43	514	5 915,29	1 193,8	202
78 Yvelines	4	39	262	2 284,43	1 354,3	593
91 Essonne	3	42	196	1 804,40	1 134,2	629
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	175,61	1 428,9	8 137
93 Seine-Saint-Denis	3	40	40	236,20	1 382,9	5 855
94 Val-de-Marne	3	49	47	245,03	1 227,2	5 009
95 Val-d'Oise	3	39	185	1 245,91	1 105,5	887
Languedoc-Roussillon	**14**	**186**	**1 545**	**27 375,79**	**2 295,6**	**84**
11 Aude	3	35	438	6 138,98	309,8	50
30 Gard	3	46	353	5 852,90	623,1	106
34 Hérault	3	49	343	6 101,01	896,4	147
48 Lozère	2	25	185	5 166,88	73,5	14
66 Pyrénées-Orientales	3	31	226	4 116,02	392,8	95
Limousin	**8**	**106**	**747**	**16 942,34**	**710,9**	**42**
19 Corrèze	3	37	286	5 856,83	232,6	40
23 Creuse	2	27	260	5 565,38	124,5	22
87 Haute-Vienne	3	42	201	5 520,13	353,9	64

TABLEAU A.01-5 (suite et fin)

Subdivisions, superficie et population des régions et des départements

France entière

Sources : Direction générale des Impôts (services du Cadastre) ; bureau des Longitudes ; INSEE (recensement de la population de 1999)

Région et département	Au 01-01-2001, nombre de :			Superficie (en km²)	Population totale (sans doubles comptes) (milliers)	Densité au km²
	Arrondissements	Cantons	Communes			
Lorraine	**19**	**157**	**2 337**	**23 547,36**	**2 310,4**	**98**
54 Meurthe-et-Moselle	4	44	594	5 245,91	713,8	136
55 Meuse	3	31	498	6 211,40	192,2	31
57 Moselle	9	51	730	6 216,27	1 023,4	165
88 Vosges	3	31	515	5 873,78	381,0	65
Midi-Pyrénées	**22**	**293**	**3 020**	**45 347,94**	**2 551,6**	**56**
09 Ariège	3	22	332	4 889,92	137,2	28
12 Aveyron	3	46	304	8 735,12	263,8	30
31 Haute-Garonne	3	53	588	6 309,34	1 046,3	166
32 Gers	3	31	463	6 256,82	172,3	28
46 Lot	3	31	340	5 216,53	160,2	31
65 Hautes-Pyrénées	3	34	474	4 464,04	222,4	50
81 Tarn	2	46	324	5 757,89	343,4	60
82 Tarn-et-Garonne	2	30	195	3 718,28	206,0	55
Nord - Pas-de-Calais	**13**	**156**	**1 546**	**12 414,09**	**3 996,6**	**322**
59 Nord	6	79	652	5 742,74	2 555,0	445
62 Pas-de-Calais	7	77	894	6 671,35	1 441,6	216
Basse-Normandie	**11**	**141**	**1 813**	**17 589,32**	**1 422,2**	**81**
14 Calvados	4	49	705	5 547,92	648,4	117
50 Manche	4	52	602	5 938,02	481,5	81
61 Orne	3	40	506	6 103,38	292,3	48
Haute-Normandie	**6**	**112**	**1 420**	**12 317,31**	**1 780,2**	**145**
27 Eure	3	43	675	6 039,74	541,1	90
76 Seine-Maritime	3	69	745	6 277,57	1 239,1	197
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 502**	**32 081,77**	**3 222,1**	**100**
44 Loire-Atlantique	4	59	221	6 815,38	1 134,3	166
49 Maine-et-Loire	4	41	363	7 165,60	732,9	102
53 Mayenne	3	32	261	5 175,21	285,3	55
72 Sarthe	3	40	375	6 205,99	529,9	85
85 Vendée	3	31	282	6 719,59	539,7	80
Picardie	**13**	**129**	**2 292**	**19 399,46**	**1 857,5**	**96**
02 Aisne	5	42	816	7 369,12	535,5	73
60 Oise	4	41	693	5 860,22	766,4	131
80 Somme	4	46	783	6 170,12	555,6	90
Poitou-Charentes	**14**	**157**	**1 465**	**25 809,53**	**1 640,1**	**64**
16 Charente	3	35	404	5 955,99	339,6	57
17 Charente-Maritime	5	51	472	6 863,75	557,0	81
79 Deux-Sèvres	3	33	308	5 999,35	344,4	57
86 Vienne	3	38	281	6 990,44	399,0	57
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**232**	**963**	**31 399,64**	**4 506,1**	**144**
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	6 925,22	139,6	20
05 Hautes-Alpes	2	30	177	5 548,68	121,4	22
06 Alpes-Maritimes	2	52	163	4 298,58	1 011,3	235
13 Bouches-du-Rhône	4	53	119	5 087,49	1 835,7	361
83 Var	3	43	153	5 972,54	898,4	150
84 Vaucluse	3	24	151	3 567,13	499,7	140
Rhône-Alpes	**25**	**332**	**2 879**	**43 698,23**	**5 645,4**	**129**
01 Ain	4	43	419	5 762,44	515,3	89
07 Ardèche	3	33	339	5 528,64	286,0	52
26 Drôme	3	36	370	6 529,95	437,8	67
38 Isère	3	58	533	7 431,44	1 094,0	147
42 Loire	3	40	327	4 780,59	728,5	152
69 Rhône	2	51	293	3 249,12	1 578,9	486
73 Savoie	3	37	305	6 028,25	373,3	62
74 Haute-Savoie	4	34	293	4 387,80	631,7	144
Ensemble métropole	**329**	**3 876**	**36 563**	**543 965,40**	**58 518,4**	**108**
97-1 Guadeloupe	3	43	34	1 702,60	422,5	248
97-2 Martinique	4	45	34	1 128,00	381,4	338
97-3 Guyane	2	19	22	83 533,90	157,2	2
97-4 Réunion	4	49	24	2 503,72	706,3	282
Ensemble départements d'outre-mer	**13**	**156**	**114**	**88 868,22**	**1 667,4**	**19**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**342**	**4 032**	**36 677**	**632 833,62**	**60 185,8**	**95**

TABLEAU A.01-6

Subdivisions, superficie et population légale des territoires d'outre-mer et des collectivités territoriales

Sources : Bureau des longitudes ; INSEE

	Superficie en km²	Année de recen-sement	Population sans doubles comptes (milliers)	Densité au km²	Chef lieu	Population avec doubles comptes (milliers)
Territoires d'outre-mer :						
Nouvelle-Calédonie	19 058	1996	196,8	10	Nouméa	76,3
Polynésie française (1)	4 000	1996	219,5	55	Papeete	25,9
Wallis et Futuna	255	1996	14,2	56	Mata-Utu	1,1
Collectivités territoriales :						
Mayotte	374	1997	131,3	351,1	Dzaoudzi	10,8
Saint-Pierre-et-Miquelon	242	1999	6,3	26,1	Saint-Pierre	5,8

(1) Polynésie française, îles habitées 3265 km², densité : 67,2.

TABLEAU A.01-7

Villes et agglomérations urbaines de plus de 50 000 habitants

France entière

Délimitations et population de 1999

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Rang	Département	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1999 (sans doubles comptes)	Densité au km²	Rang	Département	Code de l'unité urbaine	Nomb. de communes	Nom de l'unité urbaine	Population en 1999 (sans doubles comptes)	Densité au km²
1	(1)	851	396	Paris	9 644 507	3 542	**60**	57	501	15	Forbach (2)	92 845	988
2	(1)	758	38	Marseille - Aix-en-Provence	1 349 772	1 047	**61**	62	503	8	Boulogne-sur-Mer	92 704	1 477
							62	18	501	5	Bourges	91 434	615
3	(1)	757	102	Lyon	1 348 832	1 414	**63**	50	501	7	Cherbourg	89 704	1 138
4	59	702	63	Lille (2)	1 000 900	2 223	**64**	28	501	9	Chartres	87 800	1 275
5	6	701	50	Nice	888 784	1 233	**65**	974	502	1	Saint-Paul	87 712	364
6	31	701	72	Toulouse	761 090	942	**66**	68	501	6	Colmar	86 832	680
7	33	701	51	Bordeaux	753 931	713	**67**	22	501	6	Saint-Brieuc	85 849	729
8	44	701	20	Nantes	544 932	1 146	**68**	83	501	3	Fréjus	83 840	383
9	(1)	756	26	Toulon	519 640	729	**69**	62	502	14	Arras	83 322	878
10	(1)	755	68	Douai-Lens	518 727	1 061	**70**	42	502	12	Saint-Chamond	82 535	535
11	67	701	20	Strasbourg (2)	427 245	1 921	**71**	(1)	556	18	Belfort	81 524	720
12	38	701	34	Grenoble	419 334	1 291	**72**	42	501	13	Roanne	80 272	465
13	76	702	31	Rouen	389 862	1 457	**73**	34	502	4	Béziers	77 996	590
14	59	701	61	Valenciennes (2)	357 395	706	**74**	65	501	13	Tarbes	77 414	798
15	54	701	37	Nancy	331 363	1 055	**75**	29	501	4	Quimper	77 256	423
16	(1)	754	47	Metz	322 526	890	**76**	30	501	14	Alès	76 159	344
17	37	701	23	Tours	297 631	708	**77**	(1)	555	22	Elbeuf	75 663	400
18	(1)	753	17	Saint-Etienne	291 960	1 263	**78**	71	501	11	Chalon-sur-Saône	75 447	804
19	34	701	11	Montpellier	287 981	1 865	**79**	60	502	14	Compiègne	69 903	521
20	35	701	10	Rennes	272 263	1 473	**80**	47	501	14	Agen	69 488	339
21	45	701	19	Orléans	263 292	909	**81**	2	501	7	Saint-Quentin	69 287	1 204
22	(1)	752	60	Béthune	259 198	665	**82**	77	501	7	Meaux	67 956	1 207
23	63	701	17	Clermont-Ferrand	258 541	1 430	**83**	6	501	9	Menton-Monaco (2)	66 410	901
24	(1)	751	22	Avignon	253 580	499	**84**	81	502	9	Albi	66 231	575
25	76	701	14	Le Havre	248 547	1 623	**85**	34	501	4	Sète	66 177	939
26	21	701	15	Dijon	236 953	1 427	**86**	973	501	2	Cayenne	66 149	949
27	68	701	19	Mulhouse	234 445	1 090	**87**	79	501	3	Niort	66 092	610
28	49	701	12	Angers	226 843	1 000	**88**	36	501	4	Châteauroux	66 082	383
29	51	701	7	Reims	215 581	2 286	**89**	41	501	6	Blois	65 989	597
30	29	701	8	Brest	210 055	956	**90**	8	501	7	Charleville-Mézières	65 727	924
31	14	601	18	Caen	199 490	1 501	**91**	(1)	554	7	Brive-la-Gaillarde	65 411	504
32	72	601	12	Le Mans	194 825	928	**92**	24	501	9	Périgueux	63 539	403
33	59	601	11	Dunkerque	191 173	1 144	**93**	53	501	3	Laval	62 729	621
34	64	601	47	Pau	181 413	403	**94**	88	501	11	Épinal	62 504	437
35	(1)	653	20	Bayonne	178 965	570	**95**	3	502	7	Montluçon	60 993	426
36	87	601	7	Limoges	173 299	869	**96**	3	501	10	Vichy	60 877	475
37	971	601	7	Pointe-à-Pitre Les Abymes	171 773	399	**97**	974	501	2	Le Port	60 316	447
							98	27	501	4	Évreux	60 108	1 025
38	66	601	11	Perpignan	162 678	901	**99**	56	501	2	Vannes	60 062	1 029
39	80	601	10	Amiens	160 815	1 437	**100**	51	501	5	Châlon-en-Champagne	60 013	802
40	974	602	2	Saint-Denis	158 139	688	**101**	(1)	553	11	Villefranche-sur-Saône	59 261	717
41	30	601	6	Nîmes	148 889	675	**102**	60	501	4	Beauvais	59 003	842
42	44	601	10	Saint-Nazaire	136 886	487	**103**	(1)	552	21	Bergerac	58 991	181
43	74	601	15	Annecy	136 815	897	**104**	74	502	12	Thonon-les-Bains	58 834	533
44	972	601	4	Fort-de-France	134 727	1 060	**105**	59	501	7	Armentières (2)	58 706	632
45	25	602	11	Besançon	134 376	1 098	**106**	58	501	5	Nevers	57 515	543
46	57	601	12	Thionville	130 480	950	**107**	1	501	5	Bourg-en-Bresse	57 198	559
47	974	601	2	Saint-Pierre	129 238	494	**108**	74	501	9	Cluses	56 906	468
48	10	601	17	Troyes	128 945	853	**109**	82	501	5	Montauban	56 734	284
49	86	601	8	Poitiers	119 371	711	**110**	62	501	12	Saint-Omer	56 425	474
50	(1)	652	9	Valence	117 448	715	**111**	33	501	4	Arcachon	54 204	165
51	56	601	5	Lorient	116 174	1 088	**112**	49	501	1	Cholet	54 204	620
52	17	601	8	La Rochelle	116 157	1 252	**113**	2B	501	6	Bastia	54 075	598
53	73	601	18	Chambéry	113 457	719	**114**	45	501	8	Montargis	53 590	440
54	25	601	21	Montbéliard	113 059	806	**115**	67	501	5	Haguenau	53 274	234
55	(1)	651	21	Genève (Suisse) Annemasse (2)	106 673	598	**116**	81	501	6	Castres	53 082	284
							117	(1)	551	2	Arles	53 057	67
56	62	601	7	Calais	104 852	768	**118**	2A	501	1	Ajaccio	52 880	645
57	16	601	16	Angoulème	103 746	563	**119**	26	501	6	Romans-sur-Isère	52 715	461
58	59	502	17	Maubeuge (2)	99 900	771	**120**	35	501	1	Saint-Malo	50 675	1 385
59	60	503	17	Creil	97 455	743	**121**	13	501	4	Salon-de-Provence	50 017	358

(1) L'unité urbaine s'étend sur plusieurs départements.
(2) Partie française.

TABLEAU A.01-8

Structure urbaine de la métropole en 1999

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

	Nombre d'unités urbaines	Nombre de communes appartenant à des unités urbaines	Population correspondante (sans doubles comptes)	Pourcentage de population
Tranches de population des unités urbaines (1) :				
Agglomération de Paris	1	396	9 644 507	16,48
200 000 à moins de 2 000 000 habitants	29	974	13 491 203	23,05
100 000 à moins de 200 000 habitants	23	320	3 269 986	5,59
50 000 à moins de 100 000 habitants	61	495	4 152 875	7,10
20 000 à moins de 50 000 habitants	119	602	3 730 811	6,38
10 000 à moins de 20 000 habitants	222	689	3 032 541	5,18
5 000 à moins de 10 000 habitants	465	931	3 204 576	5,48
Moins de 5 000 habitants	1 075	1 547	3 670 011	6,27
Ensemble des unités urbaines	**1 995**	**5 954**	**44 196 510**	**75,53**
Communes rurales		**30 611**	**14 321 885**	**24,47**
Ensemble des communes		**36 565**	**58 518 395**	**100,00**

(1) Population totale sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-9

Communes de plus de 50 000 habitants

France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)	Rang	Département	Commune	Population totale (sans doubles comptes)	Densité au km² (1)
1	75	Paris	2 125 246	20 164	56	92	Asnières-sur-Seine	75 837	15 734
2	13	Marseille	798 430	3 318	57	94	Champigny-sur-Marne	74 237	6 570
3	69	Lyon	445 452	9 305	58	92	Rueil-Malmaison	73 469	4 998
4	31	Toulouse	390 350	3 300	59	94	Saint-Maur-des-Fossés	73 069	6 495
5	06	Nice	342 738	4 766	60	18	Bourges	72 480	1 054
6	44	Nantes	270 251	4 146	61	6	Antibes	72 412	2 735
7	67	Strasbourg	264 115	3 375	62	59	Dunkerque	70 850	1 897
8	34	Montpellier	225 392	3 963	63	92	Courbevoie	69 694	16 713
9	33	Bordeaux	215 363	4 363	64	34	Béziers	69 153	724
10	35	Rennes	206 229	4 093	65	974	Saint-Pierre	68 915	718
11	76	Havre (Le)	190 905	4 066	66	06	Cannes	67 304	3 430
12	51	Reims	187 206	3 992	67	44	Saint-Nazaire	65 874	1 408
13	59	Lille	184 657	6 119	68	68	Colmar	65 136	978
14	42	Saint-Etienne	180 210	2 253	69	59	Villeneuve-d'Ascq	65 042	2 870
15	83	Toulon	160 639	3 750	70	26	Valence	64 260	1 751
16	38	Grenoble	153 317	8 457	71	29	Quimper	63 238	749
17	49	Angers	151 279	3 543	72	93	Aubervilliers	63 136	10 961
18	21	Dijon	149 867	3 709	73	971	Abymes (Les)	63 054	776
19	29	Brest	149 634	3 022	74	93	Drancy	62 263	8 024
20	72	Mans (Le)	146 105	2 767	75	33	Mérignac	61 992	1 287
21	63	Clermont-Ferrand	137 140	3 214	76	10	Troyes	60 958	4 618
22	80	Amiens	135 501	2 740	77	974	Tampon (Le)	60 323	365
23	13	Aix-en-Provence	134 222	721	78	83	Seyne-sur-Mer (La)	60 188	2 715
24	87	Limoges	133 968	1 730	79	92	Antony	59 855	6 261
25	30	Nîmes	133 424	824	80	92	Neuilly-sur-Seine	59 848	16 045
26	37	Tours	132 820	3 866	81	56	Lorient	59 189	3 386
27	974	Saint-Denis	131 557	921	82	2	Saint-Quentin	59 066	2 618
28	69	Villeurbanne	124 215	8 555	83	93	Noisy-le-Grand	58 217	4 496
29	57	Metz	123 776	2 951	84	95	Sarcelles	57 871	6 849
30	25	Besançon	117 733	1 810	85	79	Niort	56 663	831
31	14	Caen	113 987	4 435	86	33	Pessac	56 143	1 446
32	45	Orléans	113 126	4 117	87	69	Vénissieux	56 061	3 657
33	68	Mulhouse	110 359	4 976	88	73	Chambéry	55 786	2 658
34	76	Rouen	106 592	4 986	89	8	Charleville-Mézières	55 490	1 765
35	92	Boulogne-Billancourt	106 367	17 239	90	60	Beauvais	55 392	1 663
36	66	Perpignan	105 115	1 544	91	95	Cergy	54 781	4 690
37	54	Nancy	103 605	6 902	92	92	Levallois-Perret	54 700	22 697
38	59	Roubaix	96 984	7 331	93	49	Cholet	54 204	620
39	972	Fort-de-France	94 049	2 127	94	92	Issy-les-Moulineaux	52 647	12 388
40	95	Argenteuil	93 961	5 457	95	82	Montauban	51 855	384
41	59	Tourcoing	93 540	6 158	96	56	Vannes	51 759	1 602
42	93	Montreuil	90 674	10 165	97	83	Hyères	51 417	388
43	974	Saint-Paul	87 712	364	98	27	Evreux	51 198	1 936
44	84	Avignon	85 935	1 327	99	94	Maisons-Alfort	51 103	9 499
45	93	Saint-Denis	85 832	6 944	100	94	Ivry-sur-Seine	50 972	8 356
46	78	Versailles	85 726	3 274	101	53	Laval	50 947	1 489
47	92	Nanterre	84 281	6 914	102	94	Fontenay-sous-Bois	50 921	9 126
48	86	Poitiers	83 448	1 982	103	35	Saint-Malo	50 675	1 385
49	94	Créteil	82 154	7 188	104	973	Cayenne	50 594	2 144
50	93	Aulnay-sous-Bois	80 021	4 940	105	13	Arles	50 513	67
51	94	Vitry-sur-Seine	78 908	6 762	106	90	Belfort	50 417	2 948
52	64	Pau	78 732	2 499	107	74	Annecy	50 348	3 688
53	62	Calais	77 333	2 308	108	78	Sartrouville	50 219	5 936
54	92	Colombes	76 757	9 828	109	92	Clichy	50 179	16 292
55	17	Rochelle (La)	76 584	2 694	110	71	Chalon-sur-Saône	50 124	3 293

(1) La densité a été calculée à partir de la population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-10

Les communes par tranche de population

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Tranches de population (population totale sans doubles comptes)	Nombre de communes	Population correspondante (sans doubles comptes)		Taux de variation annuel entre 1990 et 1999 en %
		1990	1999	
200 000 habitants et plus	10	5 182 788	5 283 566	0,21
100 000 à moins de 200 000 habitants	26	3 517 701	3 585 769	0,21
50 000 à moins de 100 000 habitants	68	4 394 988	4 422 902	0,07
20 000 à moins de 50 000 habitants	298	8 958 303	9 079 760	0,15
10 000 à moins de 20 000 habitants	450	6 084 854	6 280 451	0,35
5 000 à moins de 10 000 habitants	943	6 174 291	6 501 762	0,58
2 000 à moins de 5 000 habitants	2 713	7 863 022	8 331 145	0,64
1 000 à moins de 2 000 habitants	4 054	5 368 754	5 646 944	0,56
500 à moins de 1 000 habitants	6 696	4 491 160	4 692 577	0,49
200 à moins de 500 habitants	10 717	3 361 561	3 468 727	0,35
100 à moins de 200 habitants	6 573	957 037	966 721	0,11
50 à moins de 100 habitants	2 956	222 892	221 875	– 0,05
Moins de 50 habitants (1)	1 061	37 804	36 196	– 0,48
Ensemble	**36 565**	**56 615 155**	**58 518 395**	**0,37**

(1) Dont 6 communes inhabitées.

TABLEAU A.01-11

Population des communes urbaines et rurales des régions

France entière

Source : INSEE (recensement de la population de 1999)

Unités : Communes : Nombre
Population : Nombre d'habitants

Région	Communes urbaines		Communes rurales		Ensemble des communes	
	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)	Nombre	Population correspondante (1)
Alsace	241	1 303 075	662	431 070	903	1 734 145
Aquitaine	396	2 027 453	1 896	880 906	2 292	2 908 359
Auvergne	134	780 193	1 176	528 685	1 310	1 308 878
Bourgogne	157	923 321	1 888	686 746	2 045	1 610 067
Bretagne	263	1 873 416	1 005	1 032 781	1 268	2 906 197
Centre	273	1 608 711	1 569	831 618	1 842	2 440 329
Champagne - Ardenne	136	842 537	1 809	499 826	1 945	1 342 363
Corse	25	162 052	335	98 144	360	260 196
Franche-Comté	162	657 431	1 624	459 628	1 786	1 117 059
Île-de-France	607	10 520 839	674	431 172	1 281	10 952 011
Languedoc - Roussillon	259	1 729 637	1 286	566 011	1 545	2 295 648
Limousin	40	367 620	707	343 319	747	710 939
Lorraine	356	1 675 889	1 981	634 487	2 337	2 310 376
Midi - Pyrénées	288	1 645 471	2 732	906 216	3 020	2 551 687
Nord - Pas-de-Calais	554	3 477 862	993	518 726	1 547	3 996 588
Basse-Normandie	167	765 570	1 647	656 623	1 814	1 422 193
Haute-Normandie	205	1 227 722	1 215	552 470	1 420	1 780 192
Pays de la Loire	266	2 105 179	1 238	1 116 882	1 504	3 222 061
Picardie	277	1 136 427	2 015	721 054	2 292	1 857 481
Poitou - Charentes	142	867 708	1 323	772 360	1 465	1 640 068
Provence - Alpes - Côte d'Azur	297	4 128 256	666	377 895	963	4 506 151
Rhône - Alpes	709	4 370 141	2 170	1 275 266	2 879	5 645 407
Ensemble métropole	**5 954**	**44 196 510**	**30 611**	**14 321 885**	**36 565**	**58 518 395**
Guadeloupe	30	416 277	4	6 219	34	422 496
Guyane	7	130 332	15	26 881	22	157 213
Martinique	22	350 765	12	30 662	34	381 427
Réunion	22	694 038	2	12 262	24	706 300
Ensemble départements d'outre-mer	**81**	**1 591 412**	**33**	**76 024**	**114**	**1 667 436**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**6 035**	**45 787 922**	**30 644**	**14 397 909**	**36 679**	**60 185 831**

(1) Population sans doubles comptes.

TABLEAU A.01-12

Aires urbaines de plus de 150 000 habitants

Source : INSEE (recensement de la population 1990 et 1999)

Nom de l'aire urbaine (Délimitation de 1999)	Rang en 1999	Rang en 1990	Nombre de communes en 1999	Population en 1999	Taux annuel d'évolution en % 1990-1999	1982-1990	1975-1982
Paris	1	1	1 584	11 174 743	0,32	0,75	0,33
Lyon	2	2	296	1 648 216	0,68	0,85	0,53
Marseille-Aix-en-Provence	3	3	82	1 516 340	0,46	0,20	0,63
Lille (1)	4	4	131	1 143 125	0,32	0,34	0,18
Toulouse	5	7	342	964 797	1,53	1,66	1,01
Nice	6	5	117	933 080	0,51	1,25	1,17
Bordeaux	7	6	191	925 253	0,67	1,07	0,91
Nantes	8	8	82	711 120	1,10	0,94	0,96
Strasbourg (1)	9	9	182	612 104	0,81	0,63	0,61
Toulon	10	11	39	564 823	0,69	1,00	1,29
Douai-Lens	11	10	105	552 682	− 0,17	− 0,07	− 0,26
Rennes	12	14	140	521 188	1,31	1,16	1,44
Rouen	13	12	189	518 316	0,29	0,39	0,23
Grenoble	14	13	119	514 559	0,65	0,63	0,52
Montpellier	15	19	93	459 916	1,88	2,14	2,05
Metz	16	15	237	429 588	0,33	0,18	0,04
Nancy	17	16	225	410 508	0,11	0,27	0,35
Clermont-Ferrand	18	18	147	409 558	0,35	0,44	0,78
Valenciennes (1)	19	17	102	399 677	− 0,02	− 0,35	− 0,48
Tours	20	20	80	376 374	0,69	0,80	1,05
Caen	21	21	240	370 851	0,72	0,99	1,10
Orléans	22	23	90	355 811	0,86	1,26	1,42
Angers	23	25	89	332 624	0,84	1,06	1,36
Dijon	24	24	214	326 631	0,48	0,89	0,69
Saint-Étienne	25	22	41	321 703	− 0,72	− 0,01	− 0,54
Brest	26	27	51	303 484	0,42	0,38	0,65
Le Havre	27	26	72	296 773	− 0,07	0,20	− 0,12
Le Mans	28	28	90	293 159	0,36	0,32	0,56
Reims	29	29	175	291 735	0,41	0,66	0,66
Avignon	30	31	44	290 466	0,78	0,87	1,24
Mulhouse	31	34	62	271 024	0,39	0,30	0,33
Amiens	32	33	210	270 870	0,30	0,33	0,52
Béthune	33	30	73	268 439	− 0,10	0,11	− 0,25
Dunkerque	34	32	56	265 974	0,03	0,02	1,05
Perpignan	35	36	61	249 016	0,84	1,00	2,00
Limoges	36	35	78	247 944	0,28	0,19	0,68
Besançon	37	37	234	222 381	0,74	0,81	0,56
Nîmes	38	39	46	221 455	0,91	1,51	1,05
Pau	39	38	142	216 830	0,51	0,73	1,00
Bayonne	40	40	40	213 969	0,83	1,05	1,02
Genève (CH) - Annemasse (1)	41	42	111	212 248	1,28	2,35	1,78
Poitiers	42	41	83	209 216	1,04	0,82	1,20
Annecy	43	45	66	189 674	1,26	1,65	1,45
Lorient	44	43	24	186 144	0,14	0,75	0,76
Montbéliard	45	44	126	180 064	− 0,21	− 0,64	0,12
Troyes	46	46	120	172 497	0,25	0,09	0,45
Saint-Nazaire	47	47	23	172 379	0,38	0,25	0,76
La Rochelle	48	50	51	171 214	1,15	0,34	1,00
Valence	49	48	40	167 155	0,58	0,79	1,08
Thionville	50	49	30	156 433	− 0,09	− 0,45	− 1,26
Angoulême	51	51	80	153 781	0,15	0,33	0,83

(1) Aire urbaine dont le pôle est une unité internationale.

TABLEAU A.01-13

Population des régions et départements lors des recensements de 1990 et 1999
Variation de la population entre 1990 et 1999

France entière

Source : INSEE (recensements de la population)

Région et département	Au recensement de 1999, nombre de : Arrondissements	Cantons	Communes	Population sans doubles comptes 1990	1999	Variation de la population En valeur absolue	En valeur relative %
Alsace	**13**	**75**	**903**	**1 624 372**	**1 734 145**	**+ 109 773**	**+ 6,8**
67 Bas-Rhin	7	44	526	953 053	1 026 120	+ 73 067	+ 7,7
68 Haut-Rhin	6	31	377	671 319	708 025	+ 36 706	+ 5,5
Aquitaine	**18**	**235**	**2 292**	**2 795 830**	**2 908 359**	**+ 112 529**	**+ 4,0**
24 Dordogne	4	50	557	386 365	388 293	+ 1 928	+ 0,5
33 Gironde	5	63	542	1 213 499	1 287 334	+ 73 835	+ 6,1
40 Landes	2	30	331	311 461	327 334	+ 15 873	+ 5,1
47 Lot-et-Garonne	4	40	317	305 989	305 380	– 609	– 0,2
64 Pyrénées-Atlantiques	3	52	545	578 516	600 018	+ 21 502	+ 3,7
Auvergne	**14**	**158**	**1 310**	**1 321 214**	**1 308 878**	**– 12 336**	**– 0,9**
03 Allier	3	35	320	357 710	344 721	– 12 989	– 3,6
15 Cantal	3	27	260	158 723	150 778	– 7 945	– 5,0
43 Haute-Loire	3	35	260	206 568	209 113	+ 2 545	+ 1,2
63 Puy-de-Dôme	5	61	470	598 213	604 266	+ 6 053	+ 1,0
Bourgogne	**15**	**174**	**2 045**	**1 609 653**	**1 610 067**	**+ 414**	**–**
21 Côte-d'Or	3	43	707	493 866	506 755	+ 12 889	+ 2,6
58 Nièvre	4	32	312	233 278	225 198	– 8 080	– 3,5
71 Saône-et-Loire	5	57	573	559 413	544 893	– 14 520	– 2,6
89 Yonne	3	42	453	323 096	333 221	+ 10 125	+ 3,1
Bretagne	**15**	**201**	**1 268**	**2 795 638**	**2 906 197**	**+ 110 559**	**+ 4,0**
22 Côtes-d'Armor	4	52	372	538 395	542 373	+ 3 978	+ 0,7
29 Finistère	4	54	283	838 687	852 418	+ 13 731	+ 1,6
35 Ille-et-Vilaine	4	53	352	798 718	867 533	+ 68 815	+ 8,6
56 Morbihan	3	42	261	619 838	643 873	+ 24 035	+ 3,9
Centre	**20**	**198**	**1 842**	**2 371 036**	**2 440 329**	**+ 69 293**	**+ 2,9**
18 Cher	3	35	290	321 559	314 428	– 7 131	– 2,2
28 Eure-et-Loir	4	29	403	396 073	407 665	+ 11 592	+ 2,9
36 Indre	4	26	247	237 510	231 139	– 6 371	– 2,7
37 Indre-et-Loire	3	37	277	529 345	554 003	+ 24 658	+ 4,7
41 Loir-et-Cher	3	30	291	305 937	314 968	+ 9 031	+ 3,0
45 Loiret	3	41	334	580 612	618 126	+ 37 514	+ 6,5
Champagne-Ardenne	**15**	**146**	**1 945**	**1 347 848**	**1 342 363**	**– 5 485**	**– 0,4**
08 Ardennes	4	37	463	296 357	290 130	– 6 227	– 2,1
10 Aube	3	33	431	289 207	292 131	+ 2 924	+ 1,0
51 Marne	5	44	619	558 217	565 229	+ 7 012	+ 1,3
52 Haute-Marne	3	32	432	204 067	194 873	– 9 194	– 4,5
Corse	**5**	**52**	**360**	**250 371**	**260 196**	**+ 9 825**	**+ 3,9**
2A Corse-du-Sud	2	22	124	118 808	118 593	– 215	– 0,2
2B Haute-Corse	3	30	236	131 563	141 603	+ 10 040	+ 7,6
Franche-Comté	**9**	**116**	**1 786**	**1 097 276**	**1 117 059**	**+ 19 783**	**+ 1,8**
25 Doubs	3	35	594	484 770	499 062	+ 14 292	+ 2,9
39 Jura	3	34	545	248 759	250 857	+ 2 098	+ 0,8
70 Haute-Saône	2	32	545	229 650	229 732	+ 82	–
90 Territoire de Belfort	1	15	102	134 097	137 408	+ 3 311	+ 2,5
Île-de-France	**25**	**317**	**1 281**	**10 660 554**	**10 952 011**	**+ 291 457**	**+ 2,7**
75 Paris	1	20	1	2 152 423	2 125 246	– 27 177	– 1,3
77 Seine-et-Marne	5	43	514	1 078 166	1 193 767	+ 115 601	+ 10,7
78 Yvelines	4	39	262	1 307 150	1 354 304	+ 47 154	+ 3,6
91 Essonne	3	42	196	1 084 824	1 134 238	+ 49 414	+ 4,6
92 Hauts-de-Seine	3	45	36	1 391 658	1 428 881	+ 37 223	+ 2,7
93 Seine-Saint-Denis	3	40	40	1 381 197	1 382 861	+ 1 664	+ 0,1
94 Val-de-Marne	3	49	47	1 215 538	1 227 250	+ 11 712	+ 1,0
95 Val-d'Oise	3	39	185	1 049 598	1 105 464	+ 55 866	+ 5,3
Languedoc-Roussillon	**14**	**186**	**1 545**	**2 114 985**	**2 295 648**	**+ 180 663**	**+ 8,5**
11 Aude	3	35	438	298 712	309 770	+ 11 058	+ 3,7
30 Gard	3	46	353	585 049	623 125	+ 38 076	+ 6,5
34 Hérault	3	49	343	794 603	896 441	+ 101 838	+ 12,8
48 Lozère	2	25	185	72 825	73 509	+ 684	+ 0,9
66 Pyrénées-Orientales	3	31	226	363 796	392 803	+ 29 007	+ 8,0
Limousin	**8**	**106**	**747**	**722 850**	**710 939**	**– 11 911**	**– 1,6**
19 Corrèze	3	37	286	237 908	232 576	– 5 332	– 2,2
23 Creuse	2	27	260	131 349	124 470	– 6 879	– 5,2
87 Haute-Vienne	3	42	201	353 593	353 893	+ 300	+ 0,1

TABLEAU A.01-13 (suite et fin)

Population des régions et départements lors des recensements de 1990 et 1999
Variation de la population entre 1990 et 1999

France entière

Source : INSEE (recensements de la population)

Région et département	Au recensement de 1999, nombre de :			Population sans doubles comptes		Variation de la population	
	Arrondissements	Cantons	Communes	1990	1999	En valeur absolue	En valeur relative %
Lorraine	**19**	**157**	**2 337**	**2 305 726**	**2 310 376**	**+ 4 650**	**+ 0,2**
54 Meurthe-et-Moselle	4	44	594	711 943	713 779	+ 1 836	+ 0,3
55 Meuse	3	31	498	196 223	192 198	– 4 025	– 2,1
57 Moselle	9	51	730	1 011 302	1 023 447	+ 12 145	+ 1,2
88 Vosges	3	31	515	386 258	380 952	– 5 306	– 1,4
Midi-Pyrénées	**22**	**293**	**3 020**	**2 430 663**	**2 551 687**	**+ 121 024**	**+ 5,0**
09 Ariège	3	22	332	136 455	137 205	+ 750	+ 0,5
12 Aveyron	3	46	304	270 141	263 808	– 6 333	– 2,3
31 Haute-Garonne	3	53	588	925 962	1 046 338	+ 120 376	+ 13,0
32 Gers	3	31	463	174 587	172 335	– 2 252	– 1,3
46 Lot	3	31	340	155 816	160 197	+ 4 381	+ 2,8
65 Hautes-Pyrénées	3	34	474	224 759	222 368	– 2 391	– 1,1
81 Tarn	2	46	324	342 723	343 402	+ 679	+ 0,2
82 Tarn-et-Garonne	2	30	195	200 220	206 034	+ 5 814	+ 2,9
Nord-Pas-de-Calais	**13**	**156**	**1 547**	**3 965 058**	**3 996 588**	**+ 31 530**	**+ 0,8**
59 Nord	6	79	653	2 531 855	2 555 020	+ 23 165	+ 0,9
62 Pas-de-Calais	7	77	894	1 433 203	1 441 568	+ 8 365	+ 0,6
Basse-Normandie	**11**	**141**	**1 814**	**1 391 318**	**1 422 193**	**+ 30 875**	**+ 2,2**
14 Calvados	4	49	705	618 478	648 385	+ 29 907	+ 4,8
50 Manche	4	52	602	479 636	481 471	+ 1 835	+ 0,4
61 Orne	3	40	507	293 204	292 337	– 867	– 0,3
Haute-Normandie	**6**	**112**	**1 420**	**1 737 247**	**1 780 192**	**+ 42 945**	**+ 2,5**
27 Eure	3	43	675	513 818	541 054	+ 27 236	+ 5,3
76 Seine-Maritime	3	69	745	1 223 429	1 239 138	+ 15 709	+ 1,3
Pays de la Loire	**17**	**203**	**1 504**	**3 059 112**	**3 222 061**	**+ 162 949**	**+ 5,3**
44 Loire-Atlantique	4	59	221	1 052 183	1 134 266	+ 82 083	+ 7,8
49 Maine-et-Loire	4	41	364	705 882	732 942	+ 27 060	+ 3,8
53 Mayenne	3	32	261	278 037	285 338	+ 7 301	+ 2,6
72 Sarthe	3	40	375	513 654	529 851	+ 16 197	+ 3,2
85 Vendée	3	31	283	509 356	539 664	+ 30 308	+ 6,0
Picardie	**13**	**129**	**2 292**	**1 810 687**	**1 857 481**	**+ 46 794**	**+ 2,6**
02 Aisne	5	42	816	537 259	535 489	– 1 770	– 0,3
60 Oise	4	41	693	725 603	766 441	+ 40 838	+ 5,6
80 Somme	4	46	783	547 825	555 551	+ 7 726	+ 1,4
Poitou-Charentes	**14**	**157**	**1 465**	**1 595 109**	**1 640 068**	**+ 44 959**	**+ 2,8**
16 Charente	3	35	404	341 993	339 628	– 2 365	– 0,7
17 Charente-Maritime	5	51	472	527 146	557 024	+ 29 878	+ 5,7
79 Deux-Sèvres	3	33	308	345 965	344 392	– 1 573	– 0,5
86 Vienne	3	38	281	380 005	399 024	+ 19 019	+ 5,0
Provence - Alpes - Côte d'Azur	**18**	**232**	**963**	**4 257 907**	**4 506 151**	**+ 248 244**	**+ 5,8**
04 Alpes-de-Haute-Provence	4	30	200	130 883	139 561	+ 8 678	+ 6,6
05 Hautes-Alpes	2	30	177	113 300	121 419	+ 8 119	+ 7,2
06 Alpes-Maritimes	2	52	163	971 829	1 011 326	+ 39 497	+ 4,1
13 Bouches-du-Rhône	4	53	119	1 759 371	1 835 719	+ 76 348	+ 4,3
83 Var	3	43	153	815 449	898 441	+ 82 992	+ 10,2
84 Vaucluse	3	24	151	467 075	499 685	+ 32 610	+ 7,0
Rhône-Alpes	**25**	**332**	**2 879**	**5 350 701**	**5 645 407**	**+ 294 706**	**+ 5,5**
01 Ain	4	43	419	471 019	515 270	+ 44 251	+ 9,4
07 Ardèche	3	33	339	277 581	286 023	+ 8 442	+ 3,0
26 Drôme	3	36	370	414 072	437 778	+ 23 706	+ 5,7
38 Isère	3	58	533	1 016 228	1 094 006	+ 77 778	+ 7,7
42 Loire	3	40	327	746 288	728 524	– 17 764	– 2,4
69 Rhône	2	51	293	1 508 966	1 578 869	+ 69 903	+ 4,6
73 Savoie	3	37	305	348 261	373 258	+ 24 997	+ 7,2
74 Haute-Savoie	4	34	293	568 286	631 679	+ 63 393	+ 11,2
Ensemble métropole	**329**	**3 876**	**36 565**	**56 615 155**	**58 518 395**	**+ 1 903 240**	**+ 3,4**
97-1 Guadeloupe	3	43	34	386 987	422 496	+ 35 509	+ 9,2
97-2 Martinique	4	45	34	359 572	381 427	+ 21 855	+ 6,1
97-3 Guyane	2	19	22	114 678	157 213	+ 42 535	+ 37,1
97-4 Réunion	4	49	24	597 823	706 300	+ 108 477	+ 18,1
Ensemble départements d'outre-mer	**13**	**156**	**114**	**1 459 060**	**1 667 436**	**+ 208 376**	**+ 14,3**
France (métropole et départements d'outre-mer)	**342**	**4 032**	**36 679**	**58 074 215**	**60 185 831**	**+ 2 111 616**	**+ 3,6**

Chapitre A.02

Environnement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Carte et tableaux.

Carte et liste des tableaux :

Carte. Réserves naturelles et parcs nationaux en 2000.

1. Volume d'eau de pluie par année hydrologique.
2. Évolution de l'occupation physique du territoire.
3. Superficie des espaces naturels protégés en 2000.
4. Nombre cumulé de sites inscrits et classés.
5. État des espèces de vertébrés en France.
6. État des espèces animales en Europe.
7. Plans de chasse au grand gibier.
8. Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France en 1999 et 2000.
9. Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par catégorie d'émetteurs.
10. Émissions d'oxydes d'azote (NO_X) par catégorie d'émetteurs.
11. Émissions de dioxyde de carbone (CO_2) par catégorie d'émetteurs.
12. Qualité des eaux de baignade en eau douce par type de lieu de baignade.
13. Évolution de la qualité des eaux de baignade en eau douce et en mer.
14. Pollution industrielle de l'eau.
15. Assainissement et épuration des grandes villes.
16. Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels par type de polluant en 1999.
17. Répartition des accidents industriels et technologiques par secteur d'activité en 2000.
18. Évolution du montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles.
19. Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'installations, quantités traitées en 1999.
20. Dépense nationale liée à l'environnement par domaine et par agent responsable.
21. Évolution de la dépense de protection de l'environnement par domaine.
22. Dépenses de lutte contre la pollution dans quelques pays de l'OCDE en % du PIB.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de l'Institut français de l'Environnement.

1. PRÉSENTATION

Le territoire français est occupé pour 38 % par des zones naturelles, les terres agricoles représentant 54 %, les zones artificielles bâties ou non 8 % et les zones interdites d'accès 0,2 %. La surface des sols artificialisés a progressé de 1,1 % entre 1999 et 2000.

La France occupe le premier rang en Europe pour la diversité des vertébrés, avec près de mille espèces présentes en métropole. De nombreuses espèces sont cependant menacées en raison des pressions qu'exercent les activités humaines sur leurs habitats. Le quart du territoire national est recensé comme zone d'intérêt écologique, faunistique ou floristique.

Les zones centrales de parcs nationaux, les réserves naturelles, les arrêtés préfectoraux de biotope et les sites du Conservatoire du littoral assurent une protection des milieux naturels pour 1,3 % environ du territoire français métropolitain. Les parcs naturels régionaux et les zones périphériques des parcs nationaux couvrent en outre 12,6 %. D'autres espaces naturels sont encore protégés en application des lois françaises, des obligations européennes ou des conventions internationales.

Des efforts soutenus visent à réduire les émissions des principaux polluants dans l'air. À l'échelle planétaire, l'effet de serre est lié aux émissions de gaz carbonique, protoxyde d'azote, méthane et de certains composés halogénés. L'altération de la couche d'ozone stratosphérique est imputée essentiellement aux chlorofluorocarbures et aux halons dont la production et la consommation sont désormais interdits en Europe, les autres substances qui appauvrissent la couche d'ozone étant strictement réglementées. Au niveau des agglomérations, la qualité de l'air est de mieux en mieux suivie. Lorsque l'un des seuils d'information et de recommandation est dépassé, les pouvoirs publics informent le public, afin que les personnes sensibles puissent prendre des précautions.

Les rejets dans le milieu naturel aquatique sont d'origine domestique, industrielle ou agricole. Les rendements des stations d'épuration publiques progressent. De nombreuses agglomérations ont dû ou doivent en effet mettre en place un traitement plus rigoureux de leurs effluents (traitement complémentaire pour l'azote ou le phosphore, traitement biologique…) selon les échéances prévues par la directive européenne sur les eaux résiduaires urbaines.

En France, la production annuelle de déchets est de l'ordre de 600 millions de tonnes (déchets de chantiers réutilisés en remblais non compris). L'inventaire des installations de traitement des ordures ménagères répertorie 757 installations en 1999 qui traitent 23 millions de tonnes d'ordures ménagères. Le tri est actuellement en forte progression, ainsi que la collecte sélective auprès des ménages.

La dépense de protection de l'environnement a atteint 23,9 milliards d'euros en 1999. Elle représente 1,8 % du PIB. Incorporant en outre les dépenses relatives à la mobilisation de la ressource en eau, au cadre de vie et à la récupération, la dépense nationale liée à l'environnement a été estimée à 38,9 milliards d'euros en 1999.

2. MÉTHODOLOGIE

Les pluies efficaces

Le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de l'eau) calcule par modèle les valeurs cantonales des pluies efficaces, à partir des données de précipitations disponibles auprès de Météo-France. La moyenne annuelle nationale est la moyenne des valeurs cantonales pondérée par la superficie des cantons.

La protection des espaces naturels

La protection des espaces naturels relève de la compétence du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DNP et DIREN), ainsi que des organismes responsables ou gestionnaires de protections (Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, Parcs nationaux et Parcs naturels régionaux,...). Le Muséum national d'histoire naturelle (Service du patrimoine naturel), gère pour le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement une base nationale des espaces protégés dans son système d'information géographique. L'Ifen a rassemblé et traité l'ensemble des informations disponibles.

La faune et la flore

Le Muséum national d'histoire naturelle (Service du patrimoine naturel) rassemble et étudie l'information disponible sur les espèces produites par les milieux scientifiques, les Conservatoires botaniques nationaux, les associations de naturalistes. Le Conseil supérieur de la pêche et l'Office national de la chasse et de la faune produisent aussi de nombreuses données sur les espèces.

La chasse au grand gibier est réglementée par les plans de chasse. Le nombre d'animaux prélevés est recensé par l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, par espèce et par saison de chasse.

L'air

- La qualité de l'air ambiant

Les associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) gèrent les réseaux de mesures de la qualité de l'air des agglomérations. 39 associations sont en place fin 1999. Agréées par le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, elles regroupent l'État, des collectivités locales, des industriels, des établissements publics, des associations de protection de l'environnement et des personnalités qualifiées. Elles informent quotidiennement le public sur la pollution de l'air. Toutes les agglomérations de plus de 100 000 habitants disposent actuellement d'un réseau de surveillance de la qualité de l'air. L'ensemble des données recueillies sont examinées puis stockées par l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) dans la banque de données sur la qualité de l'air.

● Les émissions des principaux polluants dans l'air

Elles sont estimées par le CITEPA (Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique) par source d'émissions (combustion, transport, installations industrielles,...) à partir de modèles. Les résultats sont établis en fonction soit de mesures d'émissions, soit de paramètres caractéristiques d'activité pondérés par un facteur caractérisant les rejets. Les données présentées ici sont éditées au format UNECE, harmonisé au niveau européen.

L'eau

Le réseau national des données sur l'eau (RNDE) fédère les principaux producteurs et usagers des données sur l'eau en France : le ministère chargé de l'Environnement, et celui chargé de la Santé, les six Agences de l'eau, le Conseil supérieur de la pêche, l'Institut français de l'environnement, EDF, IFREMER, Météo-France, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et l'Office international de l'eau (OIEau). Il vise à améliorer la production, la collecte, le stockage et la communication des données sur l'eau. Le RNDE a confié à l'OIEau la gestion de la banque nationale de données sur l'eau.

● Les eaux de baignade

Les eaux de baignade, en eau douce et en mer, sont soumises à une surveillance sanitaire régulière réalisée par les Directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDASS) suivant les décrets n^{os} 81-324 et 91-980 pris en application de la directive européenne 76/160 du 8 décembre 1975. Toutes les eaux « pour lesquelles la baignade est habituellement pratiquée par un nombre important de baigneurs et où elle n'est pas interdite pour quelque raison que ce soit » sont concernées par les analyses. Celles-ci portent principalement sur le comptage des germes tests de contamination fécale.

L'interprétation des résultats conduit à assigner à chaque point de surveillance une classe (A = bonne qualité, conforme ; B = qualité moyenne, conforme ; C = pollution momentanée, non conforme ; D = mauvaise qualité, non conforme).

Les données sont ensuite rassemblées, traitées puis diffusées par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction générale de la santé) et par le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de l'eau).

● La pollution de l'eau

Pour les principaux émetteurs industriels, les rejets sont connus à partir de mesures. Les données relatives aux rejets d'eaux résiduaires des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à auto-surveillance, sont collectées par les Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement puis transmises au ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (Direction de la prévention des pollutions et des risques - Service de l'environnement industriel), pour les établissements qui dépassent un seuil minimal de rejet par polluant fixé chaque année. Les données nationales obtenues ainsi ne représentent donc que le cumul des plus gros rejets, mesurés en sortie du site industriel et avant épuration éventuelle dans une station d'épuration collective.

Les données relatives aux flux entrant et sortant des stations d'épuration publiques des collectivités sont collectées auprès des Agences de l'eau dans le cadre du RNDE.

Les risques technologiques et naturels

Le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR-SEI-BARPI : bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles) rassemble dans la banque de données ARIA les informations relatives aux accidents technologiques, pollutions graves et incidents significatifs survenus dans les installations ou liés à leur activité, qui sont susceptibles de porter atteinte à l'environnement, à la sécurité ou à la santé publique. L'amélioration des réseaux de collecte d'information et l'importance croissante accordée au retour d'expérience par les acteurs de la sécurité contribuent à augmenter le nombre d'accidents ou incidents répertoriés dans cette base, mais les informations recueillies ne peuvent être considérées comme exhaustives.

Les aspects financiers relatifs aux risques naturels sont décrits chaque année par la Fédération française des sociétés d'assurance.

Les déchets

Réalisé par l'ADEME, à la demande du ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, l'inventaire des installations de traitement, de transit ou de mise en décharge des déchets ménagers et assimilés (ITOM A) recense les principales caractéristiques des installations (à partir de 3 000 tonnes par an pour les décharges). Cet inventaire fournit des informations sur les tonnages reçus et sur les populations desservies, par mode principal des installations.

Les résultats relatifs aux ordures ménagères présentés ici correspondent aux déchets de l'activité domestique quotidienne des ménages collectés traditionnellement (hors collecte sélective de verre, vieux papiers, etc.).

La dépense nationale liée à l'environnement

L'Ifen et le ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement élaborent le compte satellite de l'environnement, en cohérence avec les concepts de la comptabilité nationale. La méthodologie d'élaboration des comptes de la dépense de protection de l'environnement est harmonisée au niveau européen dans le cadre du SERIEE (système européen de rassemblement de l'information économique sur l'environnement). Les autres dépenses liées à l'environnement font l'objet d'estimations.

La Commission des comptes et de l'économie de l'environnement a été créée par le décret n° 98-623 du 21 juillet 1998. Elle a pour mission d'assurer le rassemblement, l'analyse et la publication de données et des comptes économiques décrivant les activités et dépenses de protection et de mise en valeur de l'environnement, les impacts sur l'environnement des activités des différents secteurs économiques, les ressources et le patrimoine naturels.

Une partie des résultats de l'enquête sur les dépenses de lutte contre la pollution réalisée par l'OCDE est fournie ici. Les données ont été recueillies par l'OCDE auprès des

pays membres, cependant les définitions et les méthodes demeurent différentes d'un pays à l'autre. Les comparaisons internationales sont par conséquent à interpréter avec précaution.

3. DÉFINITIONS

Arrêtés de protection de biotope

L'arrêté préfectoral de protection de biotope a été instauré par le décret n° 77-1295 du 25 novembre 1977 pris en application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976. Il permet au préfet de fixer par arrêté les mesures tendant à favoriser, sur tout ou partie du territoire d'un département, la conservation des biotopes nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie d'espèces protégées. Certains résultats incluent ou non le domaine public maritime.

Équivalent-habitant

Unité de représentation qui assimile la pollution rejetée ou produite, mesurée par des paramètres chimiques, à la pollution résultant de l'activité journalière d'un habitant. Un équivalent-habitant correspond à 90 g/jour de matières en suspension, 57 g/jour de matières oxydables, 15 g d'azote réduit, 4 g de phosphore total et des toxiques.

Espèces menacées

Elles comprennent les catégories « en danger » et « vulnérables » définies par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Les espèces « en danger » ont leur effectif réduit à un seuil critique ; leur survie est improbable si les facteurs responsables de leur régression persistent. Les espèces « vulnérables » ont leur effectif en forte régression ; elles sont susceptibles de passer dans la catégorie précédente, si les facteurs de leur vulnérabilité persistent. Les autres catégories sont les espèces « disparues », « rares » ou « indéterminées ».

Espèces protégées

La loi sur la protection de la nature prévoit la conservation partielle ou totale d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou les nécessités de la préservation du patrimoine biologique national le justifient (article L. 411-1 du Code de l'environnement). Les listes des espèces animales protégées sur l'ensemble du territoire national et celles, nationale et régionales, des espèces végétales protégées sont fixées par des arrêtés ministériels. En outre la réglementation de la cueillette de certaines espèces (champignons, muguet, ...) peut faire l'objet d'arrêtés préfectoraux.

Parcs nationaux

Un parc national est un territoire classé par décret en Conseil d'État pour l'intérêt de la conservation de son milieu naturel et pour le préserver, en application des articles L. 331-1 et suivants du Code de l'environnement. Il comporte une zone centrale strictement protégée et une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Plans de chasse

Ils définissent chaque année le nombre d'animaux qui peuvent être prélevés sur les territoires de chasse pendant la période de chasse propre à chaque département. Ils sont obligatoires sur tout le territoire national pour les cerfs, biches, daims, mouflons et chevreuils (art. L. 425-1 à L. 425-3 du Code de l'environnement).

Pluies efficaces

Il s'agit des quantités de pluie tombées dont on soustrait les quantités évaporées et celles transpirées par les végétaux. Cette ressource en eau est disponible pour l'écoulement, l'alimentation des eaux souterraines et les prélèvements.

Rendement des stations d'épuration

Le rendement est la part de la pollution entrant dans la station d'épuration qui est éliminée. Il est calculé pour les paramètres suivants : la demande biologique en oxygène à 5 jours (DBO5), l'azote réduit (azote organique et azote ammoniacal) et le phosphore.

Réserves naturelles

En application des articles L. 332-1 et suivants du Code de l'environnement, des parties de territoire d'une ou de plusieurs communes peuvent être classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

Sites classés ou inscrits

Des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque peuvent être protégés en application de l'article L. 341-1 et suivants du Code de l'environnement.

Le classement est une procédure de protection stricte, instituée par le ministre chargé des sites ou, à défaut de consentement de l'un des propriétaires, par décret en Conseil d'État. Tous travaux susceptibles de détruire ou modifier l'état ou l'aspect des lieux sont interdits, sauf autorisation ministérielle expresse préalable (ou autorisation préfectorale pour certains travaux non soumis à permis de construire).

L'inscription sur l'inventaire des sites décidée par arrêté ministériel est un mode de protection plus léger que le classement. L'inscription a pour principal effet d'obliger les intéressés à ne pas procéder à des travaux autres que d'exploitation courante agricole ou d'entretien normal des bâtiments, sans en avoir obtenu l'avis de l'architecte des Bâtiments de France.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

Institut français de l'environnement.

Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement ;

— Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale ;

— Direction générale de l'administration, des finances et des affaires internationales ;

— Direction de l'eau ;

— Direction de la prévention des pollutions et des risques ;

— Direction de la nature et des paysages.

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité ; secrétariat d'État chargé de la Santé.

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche :

— Service central des enquêtes et études statistiques.

Organisation de coopération et de développement économiques.

Institut national de la statistique et des études économiques.

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Agences de l'eau.

Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique.

Muséum national d'histoire naturelle :

— Service du patrimoine naturel.

Office international de l'eau.

Office national de la chasse et de la faune sauvage.

Publications IFEN :

« Catalogue des sources de données de l'environnement », Tec & Doc Lavoisier, janvier 1997 ;

« Chiffres-clés de l'environnement », à paraître en 2002 ;

« Abrégé statistique de l'environnement », avril 2001 ;

« Les régions et l'environnement : les données », *Études et Travaux,* n° 33, Directions régionales de l'Environnement, juillet 2001 ;

« L'Environnement en France », à paraître en 2002 ;

« L'Environnement en France », Éditions La Découverte, novembre 1998 ;

« Les données de l'environnement », (mensuel) ;

« Données économiques de l'environnement - Rapport de la Commission des comptes et de l'économie de l'environnement », édition 2000-2001, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.

Publication INSEE :

INSEE-Première :

— « Trier, récupérer, réparer – Les pratiques des ménages en matière de déchets », n° 684, décembre 1999.

Autres publications :

« Statut de la faune de France métropolitaine », Muséum national d'histoire naturelle - Réserves naturelles de France, ministère de l'Environnement, 1997 ;

« Inventaire des émissions dans l'air en France dans le cadre de la pollution transfrontière à longue distance, format UNECE », CITEPA, ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, décembre 2000 ;

« L'assainissement des grandes villes 1998, données 1996 », RNDE, 1998 ;

« Qualité des eaux de baignade – Baignade en mer et en eau douce, (Résultats 1998, campagne 1999) » ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Secrétariat d'État à la santé), ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, mai 1999 ;

« Le traitement des déchets ménagers et assimilés en centres collectifs en 1998 », ADEME, *données et références*, 1999 ;

« L'utilisation du territoire en 2000, nouvelles séries de 1992 à 2000 », Agreste, *Chiffres et Données*, Agriculture, n° 133, SCEES, ministère de l'Agriculture et de la Pêche mars 2001 ;

« Données OCDE sur l'environnement », Compendium 2001, Éditions de l'OCDE, à paraître ;

« Données OCDE sur l'environnement », Compendium 1999, Éditions de l'OCDE, Paris 1999 ;

« Indicateurs d'environnement – Vers un développement durable, », OCDE, 2001 ;

« Indicateurs clés d'environnement », OCDE, 2001 ;

« L'environnement de l'Europe : deuxième évaluation. Vue d'ensemble », Agence européenne pour l'environnement, Office des publications officielles des communautés européennes, 1998 ;

« Compendium statistique de l'environnement en Europe, deuxième évaluation », Eurostat, Office des publications officielles des Communautés européennes, 1998 ;

« Environmental pressure indicators for the EU – Data 1985-98 », Commission européenne - Eurostat, Office des publications officielles des Communautés européennes, thème 8 : Environnement et énergie, collection « Panorama of the EU », Luxembourg, 2001 ;

« Environmental signals 2001 : european environment agency regular indicator report », Agence européenne pour l'environnement, Copenhague, janvier 2001.

*
* *

CARTE A.02

Réserves naturelles et parcs nationaux en 2000

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DNP)
Muséum national d'histoire naturelle - IFEN

TABLEAU A.02-1

Volume d'eau de pluie par année hydrologique (1)

Source : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DE) — *Unité* : milliard de m^3/an

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Précipitations	391	412	468	473	602	554	455	474	465	558	576
Pluies efficaces	97	139	121	174	296	260	152	150	183	223	220

(1) L'année hydrologique "n" va du 1er septembre de l'année "n-1" au 31 août de l'année "n".

TABLEAU A.02-2

Évolution de l'occupation physique du territoire

Années 1994 à 2000

Sources : SCEES, IFEN — *Unité* : Millier d'hectares

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Cultures annuelles	15 162	15 141	15 220	15 306	15 400	15 323	15 299
Forêts	14 721	14 810	14 887	14 934	14 985	15 003	15 049
Prairies	11 411	11 377	11 252	11 134	10 978	11 006	10 980
Landes, parcours et alpages	4 407	4 341	4 295	4 245	4 210	4 200	4 171
Haies, arbres épars, peupleraies, chemins	2 005	1 981	1 936	1 926	1 912	1 903	1 887
Roches et eaux	1 837	1 837	1 839	1 842	1 836	1 825	1 825
Routes et parkings	1 580	1 601	1 625	1 634	1 650	1 673	1 683
Sols artificiels non bâtis	1 394	1 423	1 455	1 482	1 515	1 539	1 558
Cultures pérennes	1 308	1 302	1 290	1 285	1 280	1 281	1 283
Sols bâtis	974	985	995	1 008	1 028	1 042	1 059
Zones interdites d'accès	122	122	124	124	124	125	126

TABLEAU A.02-3

Superficie des espaces naturels protégés en 2000

Sources : Muséum national d'histoire naturelle (SPN), Conservatoire du littoral, IFEN — *Unité* : km^2

Type de protection ou d'acquisition foncière	Nombre	Surface
Réserves naturelles	136	2 176
Acquisitions du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres	429	560
Parcs nationaux (zones centrales)	6	3 509
Arrêtés de protection de biotope	516	1 043

TABLEAU A.02-4

Nombre cumulé de sites inscrits et classés

France entière

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DNP), IFEN

	1975	1980	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre de sites inscrits	4 301	4 674	5 013	5 074	5 084	5 089	5 099	6 003
Nombre de sites classés	2 219	2 356	2 553	2 655	2 675	2 706	2 738	2 748

TABLEAU A.02-5

État des espèces de vertébrés en France

Sources : Muséum national d'Histoire naturelle (SPN), IFEN (mise à jour en juillet 2001)

Espèces	Espèces connues nombre	Espèces menacées nombre	Espèces menacées %	Espèces en régression nombre	Espèces en régression %
Mammifères	123	24	19,5	20	16,3
Oiseaux (1)	357	51	14,3	51	14,3
Poissons et cyclostomes	416 *e*	31	7,5	28	6,7
Reptiles	38	6	15,8	16	42,1
Amphibiens	38	11	28,9	13	34,2

(1) Oiseaux nicheurs et autres oiseaux séjournant régulièrement sur le territoire national.

TABLEAU A.02-6

État des espèces animales en Europe

Nombre d'espèces connues par pays, fin des années 1990

Sources : OCDE, IFEN

	Mammifères	Oiseaux	Poissons	Reptiles	Amphibiens	Invertébrés
Autriche	82	219	58	16	21	45 000
Belgique	57	167	46	4	13	939
Danemark	50	170	33	5	14	3 760
Finlande	59	240	59	5	5	25 000
France	**119**	**357**	**426**	**36**	**37**	**38 500**
Allemagne	79	240	66	14	21	...
Grèce	116	422	107	59	20	32 800
Irlande	31	193	27	3	3	...
Italie	118	473	85	58	38	56 500
Luxembourg	61	130	34	6	13	30 000
Pays-Bas	64	170	28	7	16	27 700
Portugal	98	313	43	34	17	...
Espagne	118	368	68	56	25	25 000
Suède	68	245	55	7	13	23 400
Royaume-uni	63	517	54	7	7	22 778

TABLEAU A.02-7

Plans de chasse au grand gibier

Nombre d'animaux prélevés par saison de chasse (1)

Sources : Office National de la Chasse, Fédérations de chasse, Réseau de correspondants "Cervidés-sanglier", IFEN

	1981	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Chevreuils	71 837	179 673	302 744	327 403	367 288	395 657	408 627
Cerfs	9 884	13 600	20 084	23 857	27 820	32 349	33 307
Sangliers	80 000	134 220	226 093	298 332	322 567	343 628	306 826

(1) Saison de chasse : pendant le deuxième semestre de l'année *n* indiquée en tête de colonne et le premier semestre de l'année suivante.

TABLEAU A.02-8

Concentrations atmosphériques en dioxyde de soufre (SO_2), dioxyde d'azote (NO_2) et ozone (O_3) dans la station la plus chargée du réseau de quelques villes de France en 1999 et 2000 (1)

Sources : ADEME et réseaux de mesure de la qualité de l'air (BDQA), IFEN — *Unité* : microgramme / m^3

Réseau de mesure de la qualité de l'air	Valeur de la moyenne journalière de la concentration en SO_2 dépassée dans 2 % des cas		Valeur de la moyenne horaire de la concentration en NO_2 dépassée dans 2 % des cas		Moyenne horaire maximale en O_3	
	1999	2000	1999	2000	1999	2000
Clermont-Ferrand	30	32	129	123	179	159
Grenoble	35	29	125	122	194	189
La Rochelle	14	10	...	106	176	154
Le Havre	169	129	102	97	156	188
Lyon	93	64	179	158	239	218
Marseille	88	69	214	164	262	270
Nancy	54	36	118	113	154	164
Nantes	13	9	98	88	169	135
Paris-Ile de France	52	34	183	172	266	238
Rouen	179	229	95	82	203	166
Strasbourg	119	50	138	125	174	242
Toulouse	23	23	135	135	188	158

(1) du 1er janvier au 31 décembre.

TABLEAU A.02-9

Émissions de dioxyde de soufre (SO_2) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 07/11/2000), IFEN — *Unité* : Millier de tonnes de SO_2

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Combustion dans la transformation d'énergie	496,2	590,3	466,7	369,0	346,1	358,5	357,3	305,4	358,4	288,4
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	133,9	137,8	130,7	121,8	98,9	88,1	89,0	77,9	90,2	74,2
Combustion dans l'industrie manufacturière	333,0	359,4	311,0	271,8	276,2	251,1	248,3	216,0	198,1	178,6
Procédés industriels	86,9	84,5	77,6	68,7	62,8	66,3	66,1	69,5	67,8	60,8
Extraction et distribution de combustible et géothermie	38,7	22,4	21,9	18,4	10,5	15,0	13,9	8,7	8,7	14,0
Solvants et utilisations d'autres produits	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transport routier	139,5	144,5	151,5	153,6	147,2	113,9	98,2	46,4	46,0	27,5
Autres modes de transport et machinerie	34,9	34,8	33,1	33,6	31,8	27,1	26,2	25,7	24,9	25,7
Traitement et élimination des déchets	15,1	14,9	18,6	15,3	16,1	13,9	14,1	16,9	13,5	12,4
Agriculture	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres sources et puits	0,7	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,1
Total	**1 278,8**	**1 388,8**	**1 211,3**	**1 052,3**	**989,8**	**934,2**	**913,4**	**766,8**	**807,8**	**681,7**

TABLEAU A.02-10

Émissions d'oxydes d'azote (NO_x) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 07/11/2000), IFEN — *Unité* : Millier de tonnes d'équivalent NO_2

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Combustion dans la transformation d'énergie	135,8	176,6	149,7	103,4	103,1	115,4	125,3	111,5	147,5	134,4
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	96,1	108,8	107,9	105,9	96,8	99,2	107,9	99,8	105,7	102,8
Combustion dans l'industrie manufacturière	160,5	163,5	150,6	143,4	148,7	138,9	141,1	139,0	139,4	135,0
Procédés industriels	28,0	25,4	22,2	17,9	15,6	17,0	17,7	17,6	16,8	16,0
Extraction et distribution de combustibles et géothermie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Solvants et utilisations d'autres produits	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transport routier	1 031,5	1 044,4	1 066,5	1 033,9	1 000,1	943,2	890,4	839,8	782,5	728,2
Autres modes de transport et machinerie	394,3	392,1	368,1	346,4	344,7	366,4	382,5	407,9	383,3	397,5
Traitement et élimination des déchets	18,4	19,4	20,5	21,5	21,6	20,1	19,0	17,6	16,3	16,1
Agriculture	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres sources et puits	6,4	3,4	3,8	3,9	4,1	4,4	4,0	4,6	4,2	3,8
Total	**1 871,0**	**1 933,6**	**1 889,3**	**1 776,4**	**1 734,8**	**1 704,5**	**1 687,9**	**1 637,9**	**1 595,8**	**1 533,8**

TABLEAU A.02-11

Émissions de dioxyde de carbone (CO_2) par catégorie d'émetteurs

Sources : CITEPA/CORALIE format UNECE (mise à jour 07/11/2000), IFEN

Unité : millier de tonnes de CO_2 net ultime (1)

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Combustion dans la transformation d'énergie	63 846	75 314	67 491	54 088	50 351	53 167	57 592	53 954	66 159	59 303
Combustion dans les secteurs résidentiel et tertiaire et en agriculture	84 364	94 049	93 639	91 849	86 023	87 894	96 092	89 561	94 501	93 287
Combustion dans l'industrie manufacturière	74 120	75 003	72 779	67 338	70 750	69 702	70 257	70 818	72 489	72 446
Procédés industriels	24 468	22 781	21 203	20 622	21 586	21 499	20 401	20 826	21 246	20 351
Extraction et distribution de combustible et géothermie	784	911	810	832	829	795	694	637	563	498
Solvants et utilisations d'autres produits	1 802	1 719	1 682	1 562	1 563	1 577	1 556	1 564	1 590	1 560
Transport routier	108 796	111 411	115 873	115 930	116 730	117 990	119 078	121 428	123 554	126 282
Autres modes de transport et machinerie	16 832	16 642	15 930	15 272	15 331	16 298	16 945	17 447	16 962	17 386
Traitement et élimination des déchets	2 425	2 468	2 550	2 566	2 686	2 688	2 753	2 615	2 662	2 621
Autres sources et puits	– 54 812	– 51 683	– 56 441	– 61 060	– 62 690	– 60 346	– 62 392	– 63 285	– 63 219	– 64 190
TOTAL NET	**322 625**	**348 615**	**335 516**	**308 999**	**303 159**	**311 264**	**322 976**	**315 565**	**336 507**	**329 544**

(1) Les quantités tiennent compte des puits de carbone liés à la photosynthèse et aux changements d'utilisation des sols ; tout le carbone est comptabilisé sous forme de CO_2.

TABLEAU A.02-12

Qualité des eaux de baignade en eau douce par type de lieu de baignade (1)

France entière

Année 1998

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DGS), IFEN

	A (2)	B (3)	C (4)	D (5)	**Total**
Rivière					
Nombre de points de surveillance classés	108	352	41	6	**507**
%	21,3	69,4	8,1	1,2	**100,0**
Étang					
Nombre de points de surveillance classés	143	70	5	1	**219**
%	65,3	32,0	2,3	0,5	**100,0**
Retenue artificielle					
Nombre de points de surveillance classés	185	117	3	–	**305**
%	60,7	38,4	1,0	–	**100,0**
Lac					
Nombre de points de surveillance classés	156	64	8	1	**229**
%	68,1	27,9	3,5	0,4	**100,0**
Barrage réservoir					
Nombre de points de surveillance classés	128	38	1	–	**167**
%	76,6	22,8	0,6	–	**100,0**
Gravière, carrière					
Nombre de points de surveillance classés	94	31	1	–	**126**
%	74,6	24,6	0,8	–	**100,0**
Ensemble					
Nombre de points de surveillance classés	**814**	**672**	**59**	**8**	**1 553**
%	**52,4**	**43,3**	**3,8**	**0,5**	**100,0**

(1) Les informations des années 1999 et 2000 ne sont pas disponibles.
(2) eau de bonne qualité; (3) eau de qualité moyenne; (4) eau pouvant être momentanément polluée; (5) eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-13

Évolution de la qualité des eaux de baignade en eau douce et en mer (1)

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DGS), IFEN

	1995		1996		1997		1998	
	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer	Eau douce	Mer
Nombre total de points classés	**1 588**	**1 777**	**1 592**	**1 790**	**1 587**	**1 829**	**1 553**	**1 856**
selon la catégorie de qualité								
A (2)	678	1 052	752	1 131	672	1 094	814	1 155
Pourcentage	42,7	59,2	47,2	63,2	42,3	59,8	52,4	62,2
B (3)	768	614	698	580	777	608	672	598
Pourcentage	48,4	34,5	43,8	32,4	49,0	33,2	43,3	32,2
C (4)	113	110	111	79	124	126	59	102
Pourcentage	7,1	6,2	7,0	4,4	7,8	6,9	3,8	5,5
D (5)	29	1	31	–	14	1	8	1
Pourcentage	1,8	0,1	2,0	–	0,9	0,1	0,5	0,1

(1) Les informations des années 1999 et 2000 ne sont pas disponibles.
(2) eau de bonne qualité ; (3) eau de qualité moyenne ; (4) eau pouvant être momentanément polluée ; (5) eau de mauvaise qualité.

TABLEAU A.02-14

Pollution industrielle de l'eau

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR) - Agence de l'eau - RNDE

	Unités	1980	1985	1990	1995	1996	1997
Pollution nette (1) rejetée par les industries							
– Matières oxydables	tonne/jour	2 775	2 288	2 109	1 680	1 604	1 502
– Matières toxiques	10^3 équitox/jour	56 185	44 387	37 165	20 100	17 705	19 000

(1) Flux rejeté après traitement éventuel dans une station d'épuration industrielle.

TABLEAU A.02-15

Assainissement et épuration des grandes villes (1)

Sources : RNDE - Agences de l'eau, BNDE

Unités : flux de pollution en t/j
rendement en %

	(2) DBO_5				Azote réduit				Phosphore			
	1995	1996	1997	1998	1995	1996	1997	1998	1995	1996	1997	1998
Pollution éliminée par les stations d'épuration	1 675	1 828	1 802	1 796	188	194	207	224	44	48	49	123
Rendement des stations d'épuration	86	85	87	88	39	40	43	46	37	40	43	42

(1) Pour les agglomérations émettant plus de 10 000 équivalent-habitants.
(2) DBO : Demande Biochimique en Oxygène.

TABLEAU A.02-16

Rejets dans l'eau des principaux établissements industriels par type de polluant en 1999 (1)

France entière

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR-SEI), IFEN

Types de polluant	Seuil par polluant et par établissement	Nombre d'établissements dont les rejets dépassent ce seuil	Cumul des rejets annuels de ces établissements
Aluminium (et ses composés)	2 t/an	13	18 156 t
Arsenic (et ses composés)	30 kg/an	10	10 296 kg
Azote (en N)	100 t/an	70	20 629 t
Cadmium (et ses composés)	10 kg/an	18	3 084 kg
Chlorures	1 000 t/an	47	2 521 533 t
Chrome (et ses composés)	0,3 t/an	25	568 t
Cuivre (et ses composés)	0,3 t/an	22	27 t
Cyanures	30 kg/an	11	64 758 kg
Demande chimique en oxygène	500 t/an	231	290 824 t
Étain (et ses composés)	0,2 t/an	6	6 t
Fer (et ses composés)	3 t/an	20	75 047 t
Fluorures	10 t/an	24	2 393 t
Hydrocarbures	10 t/an	19	369 t
Manganèse (et ses composés)	0,5 t/an	16	451 t
Matières en suspension	500 t/an	50	772 702 t
Nickel (et ses composés)	0,3 t/an	20	22 t
Phénols	0,3 t/an	28	62 t
Phosphore (en P)	10 t/an	118	4 532 t
Plomb (et ses composés)	0,1 t/an	20	21 t
Sulfates	1 500 t/an	25	241 832 t
Titane (et ses composés)	100 t/an	3	17 179 t
Zinc (et ses composés)	1 t/an	22	124 t

(1) Somme des flux rejetés par les établissements dépassant le seuil indiqué par polluant ; flux raccordés, isolés ou épandus.

TABLEAU A.02-17

Répartition des accidents industriels et technologiques par secteur d'activité en 2000

France entière

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (DPPR - SEI - BARPI) - IFEN, base ARIA mise à jour de mai 2001

	Nombre d'accidents
Agriculture, sylviculture, pêche	307
Industries extractives	8
Industries alimentaires	79
Industries manufacturières (hors alimentaires)	469
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	88
Construction	24
Commerce, réparation automobile et d'articles domestiques	153
Transports	128
Autres secteurs d'activité	276
Particuliers	61
Activité en cause indéterminée	232

TABLEAU A.02-18

Évolution du montant des indemnités versées par les assureurs au titre des catastrophes naturelles

Sources : Fédération française des sociétés d'assurance, IFEN

Unité : Milliard d'euros

	1990	1991	1992	1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Montant	0,6	0,2	0,5	0,7	0,4	0,8	0,7	0,5	0,5	1,0

TABLEAU A.02-19

Installations de traitement des ordures ménagères : nombre d'installations, quantités traitées en 1999

France entière

Sources : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), IFEN — *Unité* : kilotonne/an

Type de traitement	Nombre d'installations	Quantité annuelle reçue
Tri de déchets industriels banals	44	282,6
Tri d'ordures ménagères	68	578,6
Compostage	64	1 339,2
Méthanisation	1	87,5
Incinération sans récupération d'énergie	113	1 288,1
Incinération avec récupération d'énergie	101	8 519,0
Fabrication de combustibles solides	1	45,3
Mise en décharge (1)	365	10 794,2
Total	**757**	**22 934,5**

(1) Décharges traitant plus de 3 000 tonnes par an.

TABLEAU A.02-20

Dépense nationale liée à l'environnement par domaine et par agent responsable

Année 1999 (*p*)

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (D4E), IFEN — *Unité* : Million d'euros

	Administrations publiques	Entreprises	Ménages	**Total**
Gestion des eaux usées	8 092,5	1 233,8	827,6	**10 153,9**
Protection de l'air	...	1 348,1	229,9	**1 578,0**
Réduction du bruit	43,0	602,2	90,2	**735,4**
Gestion des déchets	4 308,7	3 066,7	303,5	**7 678,9**
Nettoyage des rues	926,9	///	///	**926,9**
Protection de la biodiversité et des paysages	330,5	283,4	72,6	**686,5**
Recherche et développement	579,5	339,0	///	**918,5**
Administration générale de l'environnement	1 174,9	...	///	**1 174,9**
Dépense de protection de l'environnement	**15 455,9**	**6 873,2**	**1 523,9**	**23 852,9**
Cadre de vie	1 497,0	...	...	**1 497,0**
Récupération	///	4 264,5	///	**4 264,5**
Production et distribution d'eau	9 277,6	///	///	**9 277,6**
Dépense nationale liée à l'environnement	**26 230,5**	**11 137,6**	**1 523,9**	**38 892,0**

TABLEAU A.02-21

Évolution de la dépense de protection de l'environnement par domaine

Sources : Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (D4E), IFEN — *Unité* : Million d'euros

	1990	1992	*r* 1994	*r* 1996	*r* 1998	*p* 1999
Gestion des eaux usées	6 381,4	6 836,0	8 464,6	8 950,0	9 713,0	10 153,9
Protection de l'air	1 378,0	1 396,0	1 300,4	1 481,3	1 572,7	1 578,0
Réduction du bruit	658,7	705,2	738,2	705,1	700,0	735,4
Gestion des déchets	4 142,8	4 994,1	5 823,6	6 831,2	7 445,8	7 678,9
Nettoyage des rues	692,9	741,7	785,9	833,9	897,2	926,9
Protection de la biodiversité et des paysages (1)	460,7	495,8	669,7	635,5	739,1	686,5
Recherche et développement	651,0	724,9	768,3	805,1	879,6	918,5
Administration générale de l'environnement	633,4	827,0	1 043,2	1 090,0	1 122,0	1 174,9
Total	**14 998,8**	**16 720,6**	**19 593,8**	**21 332,1**	**23 069,3**	**23 852,9**

(1) Rupture de série en 1994 pour la protection de la biodiversité et des paysages.

TABLEAU A.02-22

Dépenses de lutte contre la pollution dans quelques pays de l'OCDE en % du PIB

Année 1997

Sources : OCDE, IFEN

Pays	Secteur public	Secteurs public et privé
Allemagne (3)	0,8	1,5
Australie (2)	0,5	0,8
Autriche (4)	1,0	1,7
Belgique (1)	0,5	0,9
Canada (3)	0,6	1,1
Danemark (2)	0,6	0,9
Espagne (5)	0,5	0,5
États-Unis (4)	0,7	1,6
Finlande (1)	0,6	1,1
France (2)	**1,0**	**1,4**
Grèce (3)	0,5	0,8
Islande (2)	0,3	. . .
Japon (8)	0,9	1,1
Pays-Bas (3)	1,3	1,8
Portugal (4)	0,6	0,7
Royaume-Uni	0,4 (8)	0,3 (4)
Suisse	1,0 (6)	1,6 (5)
Suède (7)	0,8	1,2

(1) 1997.
(2) 1996.
(3) 1995.
(4) 1994.
(5) 1993.
(6) 1992.
(7) 1991.
(8) 1990.

B

Démographie

Chapitre B.01

Structure de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Part des 65 ans et plus dans la population de quelques pays.

1. Population totale par sexe et âge.
2. Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1999.
3. Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2001.
4. Population des États de l'Union européenne.
5 Population totale par sexe et âge aux recensements de 1982, 1990 et 1999.
6. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1982, 1990 et 1999 (DOM).
7. Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement.
8. Population de 15 ans ou plus par sexe et âge selon le diplôme au recensement de 1999.
9. Population de 15 ans ou plus par sexe et âge selon le diplôme au recensement de 1999 (DOM).
10. Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1990 et 1999.
11. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 1999.
12. Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 1999 (DOM).
13. Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut en 1999.
14. Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon l'activité économique en 1999.
15. Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique en 1999 (DOM).
16. Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1999.
17. Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990.
18. Migrations par sexe en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990 (DOM).

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » et la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Depuis 1990, la population de la France métropolitaine augmente de 1,9 million dont 1,2 million pour les plus de 60 ans. En 1999, plus d'un habitant sur cinq de la métropole a plus de 60 ans et un sur quatre a moins de 20 ans. Comparés aux données des recensements précédents, ces chiffres confirment le vieillissement de la population de la métropole.

En comparaison, la population des départements d'outre-mer (DOM) est relativement jeune, 34 % a moins de 20 ans en 1999. Elle l'est cependant de moins en moins puisque cette proportion était de 37 % en 1990 et de plus de 50 % en 1961. La proportion de la population âgée de 60 ans et plus passe de 10,5 % en 1990 à 12,1 % en 1999.

L'activité féminine continue de progresser mais à un rythme ralenti, portant le nombre d'actifs à son plus haut niveau : 26,5 millions en 1999 contre 25,3 millions en 1990. Plus féminisée qu'en 1990, la population active est aussi plus âgée : les 40 - 54 ans constituent désormais 40,6 % de la population active contre un tiers en 1990.

2. MÉTHODOLOGIE

Les chiffres définitifs du dénombrement de la population issus du recensement du 8 mars 1999 ont été arrêtés et authentifiés par le décret n° 99-1154 du 29 décembre 1999, rectifié par le décret n° 2000-1021 du 17 octobre 2000.

Vous trouverez ici quelques éléments sur l'exploitation et la diffusion des résultats du recensement de la population de 1999.

Dans ce chapitre consacré aux « structures de la population », la plupart des tableaux sont issus du recensement de 1999, comparé dans la mesure du possible aux recensements de 1990 et de 1982. On trouvera également des résultats du recensement de 1999 dans les chapitres A.01 : « Territoire et population », B.03 : « Étrangers », B.04 : « Ménages », C.01 : « Population active, emploi » et D.02 « Logement ».

En revanche, les quatre premiers tableaux ne sont pas issus du recensement. Trois sont des estimations annuelles de population établies par la division « Enquêtes et études démographiques » de l'INSEE. Les calculs sont basés sur le recensement de 1999, qui a amené à réviser les estimations depuis 1991.

Exploitation du recensement de 1999

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer entre le 8 mars et le 3 avril 1999, conformément aux dispositions du décret n° 98-403 du 22 mai 1998.

La date de référence est le 8 mars 1999.

Dans un premier temps, on effectue un décompte des questionnaires permettant d'obtenir différentes données concernant entre autres la population légale de la France et des différentes circonscriptions administratives.

L'ensemble des questionnaires donne ensuite lieu à une exploitation statistique permettant d'obtenir des résultats détaillés : répartition de la population par sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, confort des logements, etc.

Le dépouillement statistique est effectué pour la population dite « sans doubles comptes » (voir la définition dans le chapitre A.01), c'est-à-dire en privilégiant la commune de résidence personnelle. Elle comprend deux grandes catégories : la population des ménages et la population hors ménage (voir définition dans le chapitre B.04).

Le plan d'exploitation des questionnaires des recensements de 1990 et 1999 a été modifié par rapport à celui de 1982. Considérée lors des recensements antérieurs à 1990 comme une exploitation postérieure à celle des échantillons au 1/20 et au 1/4, l'exploitation principale (anciennement exhaustive légère) a été réalisée en premier, avant les exploitations des échantillons au 1/20 et au 1/4. Elle a consisté en une opération à part entière qui a permis de fournir les informations principales sur la structure de la population totale et de la population active, ainsi que sur les déplacements domicile-travail et toutes les caractéristiques des logements, à des niveaux géographiques fins.

Lors des phases d'exploitation suivantes, l'ensemble des informations collectées au niveau du bulletin individuel n'est saisi que pour une partie seulement des questionnaires, dans un premier temps sur un échantillon au 1/20 et dans un second sur un échantillon plus large au 1/4. Ces deux exploitations dites complémentaires donnent lieu à des publications qui complètent celles issues de l'exploitation principale.

Dans le présent chapitre, les résultats des recensements de 1982 et 1990 sont issus de l'exploitation au 1/4 et ceux de 1999 de l'exploitation principale ou complémentaire selon les tableaux.

Plan de diffusion des résultats du recensement

Les résultats du recensement de 1999 font l'objet d'une diffusion très large : indicateurs, tableaux statistiques, bases de données localisées, publications, cartes, graphiques, fichiers détail et exploitations sur mesure. Ces produits sont disponibles sur différents supports (publications, cédéroms et en ligne via internet) et selon des échelons géographiques standard ou personnalisés. De nombreux articles dans *INSEE-Première* et dans les revues régionales de l'INSEE sont consacrés à la présentation et à l'analyse des résultats du recensement. Les résultats correspondant aux diverses étapes de l'exploitation sont donnés dans les publications traditionnelles [Séries « bleue », « orange », « jaune », « verte » dont les volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »)] depuis 1962.

Ces publications et, plus généralement, ces résultats du recensement peuvent être obtenus en s'adressant aux directions régionales de l'INSEE ou à INSEE-Info-service à Paris ou directement sur le site internet de l'INSEE.

On peut distinguer les résultats du dénombrement de la population (population légale et statistiques communales complémentaires) et ceux des exploitations statistiques (exploitation principale, exhaustive, et exploitation complémentaire).

Dénombrement. Population légale

Les résultats du dénombrement de la population, obtenus à partir des bordereaux de district et des feuilles récapitulatives communales établis par les agents recenseurs et les mairies ont fait l'objet d'une synthèse dans plusieurs *INSEE-Première* ainsi que sous forme de publications dans deux Séries (« bleue », « orange »).

● Série « bleue » « Populations légales » (population totale, municipale, comptée à part et sans doubles comptes).

● Série « orange » : « Évolutions démographiques 1982-1990-1999 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements).

Ces résultats font également l'objet d'une présentation sous forme de tableaux normalisés, de cartes et graphiques et de fichiers :

● Tableaux :

— tableaux prédéfinis :

  — tableaux statistiques des fascicules série « bleue » ;

  — tableaux statistiques des fascicules série « orange » ;

  — tableaux historiques.

(ces tableaux sont rassemblés sur tout ensemble de communes entières et disponibles sur papier, disquettes, cédéroms, internet...).

● Cartes et graphiques :

— fiche profil : évolutions démographiques ;

— fiche cartographique : évolutions démographiques.

● Base de données localisées sur cédéroms :

— populations légales ;

— évolutions démographiques depuis 1962.

Les données géographiques sont publiées sous forme de :

● Code officiel géographique :

— 13 ème édition au 1-1-1999 avec rectificatif annuel (dernière mise à jour au 1er janvier 2001).

● Zonages géographiques :

— composition communale des unités urbaines 1999, paru dans la collection « Nomenclatures et codes » ;

— composition communale du zonage en aires urbaines 1999, disponible sur le site internet de l'INSEE.

Résultats de l'exploitation principale

En sus de la publication des premiers résultats sous forme *d'INSEE-Première,* le traitement de l'exploitation principale a donné lieu à la publication d'une « série jaune », de tableaux, de cartes et graphiques, de fichiers et de bases de données localisées.

● Série « jaune » : « Tableaux Références et Analyses ».

● Tableaux :

— tableaux références : une centaine d'indicateurs sur tous les thèmes de l'exploitation principale ;

— tableaux analyses : 27 tableaux sur 12 thèmes (22 tableaux sur 10 thèmes pour les DOM) ;

— tableaux mobilités : 2 tableaux résidence/travail, 8 tableaux résidences 90-99, 1 tableau résidence/études ;

— tableaux rétrospectifs : de 1962 à 1999 (sauf pour la Corse [de 1982 à 1999] et pour les DOM de [1990 à 1999]) ;

— tableaux sur mesure : standard agrégés sur une zone géographique, tableaux entièrement spécifiques.

Supports de diffusion :

— fascicule papier, cédérom, internet.

● Cartes et graphiques :

— fiches profil : ensemble d'indicateurs et graphiques clés sur territoires personnalisés (9 fiches pour la métropole, 1 fiche pour les DOM) ;

— fiches cartographiques : ensemble de cartes sur territoires personnalisés (5 fiches pour la métropole).

● Bases de données localisées :

— bases de données locales Territoires... et Communes... : bases de données regroupant des indicateurs sur tous les grands territoires de France ou zonages locaux ;

— bases de données locales Iris... et Ilots...: bases de données regroupant des indicateurs sur des zonages infracommunaux.

● Fichiers détails de l'exploitation principale :

— fichiers « détail...Logements » ;

— fichiers « détail...Individus et logements ».

Résultats de l'exploitation complémentaire - sondage au 1/20

Les résultats, au niveau France métropolitaine, de l'exploitation complémentaire (sondage au 1/20) sont parus sous la forme d'un volume Tableaux Références et Analyses dans la collection *INSEE-Résultats* en 2001 et sous forme d'un fichier « détail-individus et logements » au 1/20.

Résultats de l'exploitation complémentaire - sondage au 1/4 (1)

Ils donnent lieu à la publication de la Série « verte » : « Tableaux Références et Analyses », et volumes thématiques (anciennement Série « bordeaux »), de tableaux, cartes et graphiques et de fichiers.

● Série « verte » : « Tableaux références et Analyses ».

● Tableaux :

— Tableaux Références : une cinquantaine d'indicateurs sur 5 thèmes (population, activité, emploi, ménages, familles) ;

— Tableaux Analyses : 37 tableaux sur 12 thèmes (34 tableaux sur 11 thèmes pour les DOM) ;

— Tableaux Mobilités ;

---

(1) Pour les DOM et la collectivité territoriale de Saint-Pierre et Miquelon et certaines zones de métropole, les résultats de cette exploitation sont élaborés à partir de l'ensemble des bulletins et non d'un échantillon.

— tableaux Rétrospectifs : de 1962 à 1999 (sauf pour la Corse [de 1982 à 1999] et pour les DOM de [1990 à 1999]) ;
— tableaux sur mesure : standard agrégés sur une zone géographique, tableaux entièrement spécifiques ;

— tableaux détaillés thématiques.

Supports de diffusion :

— fascicule papier, cédérom, internet.

● Cartes et graphiques :

— fiches profil : ensemble d'indicateurs et graphiques clés sur territoires personnalisés ;

— fiches cartographiques : ensemble de cartes sur territoires personnalisés.

● Bases de données localisées :

— bases de données locales Territoires... et Communes... : bases de données regroupant des indicateurs sur tous les grands territoires de France ou zonages locaux ;

— bases de données locales Iris... et Ilots...: bases de données regroupant des indicateurs sur des zonages infracommunaux.

● Fichiers détail de l'exploitation complémentaire :

— fichiers « Détail...Individus et Logements ».

3. DÉFINITIONS

Activité économique

La notion d'activité économique se distingue de la notion de profession. Cette dernière correspond au métier individuel (par exemple : sténodactylo) ; la première se rapporte à l'unité économique où la profession est exercée (par exemple : construction automobile).

Dans le recensement de 1999 (ainsi que dans les recensements précédents), on a attribué à chaque actif ayant un emploi l'activité économique de l'établissement qu'il dirige ou qui l'emploie. Cette notion mérite deux précisions pour lever les ambiguïtés d'interprétation :

— il s'agit de l'établissement et non de l'entreprise qui peut comprendre plusieurs établissements d'activités différentes. Un établissement est une cellule économique (usine, bureau, magasin de vente, dépôt, mine, etc.) située dans un lieu déterminé, dans laquelle travaillent une ou plusieurs personnes pour le compte d'une même autorité directrice. Comme lors des recensements antérieurs, les actifs sont classés selon l'activité principale de l'établissement qui les emploie et non d'après l'activité de la section d'établissement où ils travaillent et qui peut être différente. Les tableaux ne fournissent donc pas une classification par branche mais une classification par secteur d'établissement (voir définition de la branche et du secteur au chapitre K.01) ;

— les actifs employés par un établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre (entreprise de nettoyage, service de maintenance de matériel, agence de travail temporaire, etc.) relèvent de l'activité économique de l'établissement de prestation de services ou de main-d'oeuvre qui les emploie et non de l'activité économique de l'établissement où ils travaillent.

Âge

La population est classée par année de naissance, c'est-à-dire par génération. L'âge indiqué est l'âge atteint par chaque génération au cours de l'année du recensement c'est également l'âge en années révolues au 31 décembre de l'année du recensement.

En métropole et dans les DOM, la classe « 0 » ne comprend, pour le recensement de 1999, que les enfants nés entre le 1er janvier 1999 et le 7 mars 1999. Pour le recensement de 1990, elle ne comprend, en métropole, que ceux nés du 1er janvier 1990 au 4 mars 1990 et dans les DOM que ceux nés du 1er janvier 1990 au 14 mars 1990. Pour le recensement de 1982, la classe « 0 » ne comprend, en métropole, que les enfants nés du 1er janvier 1982 au 3 mars 1982, et pour les DOM, ceux nés du 1er janvier 1982 au 8 mars 1982.

Catégorie socioprofessionnelle

Depuis le recensement de 1982, est utilisée la nomenclature des « Professions et catégories socioprofessionnelles ».

Cette nomenclature comprenant 455 postes est le résultat de la refonte complète du système de nomenclatures d'emplois (et en particulier, de la nomenclature des « catégories socioprofessionnelles » utilisée pendant 30 ans).

La catégorie socioprofessionnelle est obtenue par regroupement de rubriques de la nomenclature « professions et catégories socioprofessionnelles – PCS ».

Trois niveaux de regroupement sont proposés :

— le « niveau 42 » (dont 33 pour les actifs) est suffisamment détaillé pour permettre aux utilisateurs d'autres regroupements selon leurs besoins ;

— le « niveau 24 » (dont 19 pour les actifs) s'en tient à des catégories assez fournies en effectifs mais maintient néanmoins dans leurs grandes lignes les principales distinctions de la nomenclature PCS : salariés - non-salariés, niveau de classification, public - privé ;

— le « niveau 8 » (dont 6 pour les actifs) représente les « groupes socioprofessionnels » : 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle et 2 groupes sans activité professionnelle. Les chômeurs ayant déjà occupé un emploi sont classés, selon leur dernier emploi, dans l'un des 6 groupes de personnes ayant une activité professionnelle ; les chômeurs n'ayant jamais travaillé et les militaires du contingent sont classés dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle ». La distinction entre personnes ayant une activité professionnelle et personnes sans activité professionnelle qui figure dans certains tableaux ne coïncide donc pas tout à fait avec la distinction actifs-inactifs au sens du type d'activité.

Diplômes

L'information relative au dernier diplôme figurant sur le bulletin individuel (question n° 10) correspond à une information légèrement modifiée par rapport à ce qui était demandé au recensement de 1990. On distingue désormais le baccalauréat général du baccalauréat technologique ou professionnel et le niveau « aucun diplôme » a été ajouté.

Les différents niveaux de diplôme retenus sont :

— aucun diplôme ;

— certificat d'études primaires ;

— BEPC, brevet élémentaire, brevet des collèges ;

— CAP ;

— BEP ;

— baccalauréat général (Philo., Sciences ex., Math. élém., A, B, C, D, E, L, S, ES, etc.) ;

— baccalauréat technologique (F, G, H, STI, etc.) ou professionnel, brevet professionnel ou de technicien, autre brevet (BEA, BEC, BEI, etc.), capacité en droit ;

— diplôme universitaire de 1er cycle, BTS, DEUST, DUT, diplôme des professions sociales ou de la santé ;

— diplôme universitaire de 2e ou 3e cycle, diplôme d'ingénieur, d'une grande école, etc.

État matrimonial

Les personnes recensées doivent indiquer leur « état matrimonial légal » : célibataire, marié(e) ou remarié(e), veuf(ve) ou divorcé(e). Les réponses peuvent présenter, dans certaines situations, des différences avec la situation légale de la personne, par exemple :

— une personne vivant séparée de son conjoint mais non encore divorcée et donc légalement mariée aura pu hésiter entre les réponses « célibataire », « marié(e) » ou « divorcé(e) » ;

— des personnes vivant en union libre auront pu hésiter devant la réponse « marié(e) » ; mais certaines d'entre elles, légalement divorcées ou séparées, pourront préférer se déclarer célibataires...

Si, dans la plupart des cas, l'état matrimonial déclaré reste un bon indicateur de l'état matrimonial légal de la personne recensée, il faut avoir à l'esprit ces remarques lorsqu'on étudie certaines sous-populations particulières.

Navettes

On appelle « navettes » les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail.

On répartit les actifs ayant un emploi selon qu'ils résident et travaillent :

— dans la même commune ;

— dans des communes différentes :

  — de la même unité urbaine ;

  — de la même zone d'emploi (sauf pour les DOM) ;

  — du même département ;

  — autres que ci-dessus.

Les découpages géographiques particuliers que constituent les unités urbaines et les zones d'emploi ne sont pas emboîtés et ne sont pas toujours entièrement compris dans un seul département. Ainsi, la commune de lieu de travail peut être dans un autre département, tout en étant dans la même unité urbaine.

Certaines personnes exerçant des professions bien déterminées telles que « chauffeur-routier », « chauffeur de taxi », « VRP », « commerçant ambulant » ou « marin-pêcheur » les amenant à se déplacer plus ou moins fréquemment pour leur travail sont, par convention, considérées comme travaillant dans leur commune de résidence.

Population active aux recensements de 1990 et 1999

Les résultats concernant la population active – et particulièrement le nombre même de personnes actives – dépendent assez fortement des méthodes utilisées pour les obtenir. Par exemple, dans un recensement, on est contraint à se borner à quelques questions générales, auxquelles la plupart des habitants répondent eux-mêmes ; au contraire, dans une enquête par sondage centrée sur les questions de main-d'oeuvre, des questions plus nombreuses et plus précises sont posées par des enquêteurs formés à cet effet. Ceci entraîne des évaluations différentes de la population active entre les résultats de ce chapitre et ceux du chapitre C.01 « Population active, emploi ».

La population active comprend la « population active ayant un emploi », les chômeurs et, depuis le recensement de 1990, les militaires du contingent.

Le type d'activité (voir définition ci-dessous) joue un rôle de filtre pour orienter les chiffrements ultérieurs :

— profession et catégorie socioprofessionnelle ;

— statut ;

— activité économique ;

— lieu de travail.

Statut et condition d'emploi dans la profession

● STATUT

La notion de statut ne s'applique qu'à la population active ayant un emploi ; elle permet, pour l'ensemble des actifs ayant un emploi, de distinguer de manière systématique les personnes à leur compte des salariés et au sein de ceux-ci, ceux qui travaillent respectivement dans les secteurs privé, public ou semi-public :

Salariés :

— salariés du secteur privé ;

— salariés du secteur public (État, collectivités locales) ;

— salariés des entreprises publiques ou nationales et de la sécurité sociale.

Non-salariés :

— indépendants sans salarié ;

— employeurs ;

— aides familiaux.

● SALARIÉS

Sont classées dans ces postes toutes les personnes qui ont répondu affirmativement à la question « Êtes-vous salarié ? » et qui, n'étant pas chefs d'entreprise, n'ont pas été affectées aux postes « indépendants sans salarié » ou « employeurs ».

La répartition entre les cinq catégories de salariés décrites ci-dessous dépend de la nature de l'employeur.

1. Salariés du secteur privé

Sont classés dans ce poste les salariés rattachés à une entreprise qui apparaît en secteur privé dans le fichier SIRENE ou, qui n'appartiennent pas à l'une des quatre autres catégories de salariés déterminées comme suit.

2. Salariés de l'État

Salariés, titulaires ou non (auxiliaires, contractuels, vacataires, etc.), des services de l'État et établissements ou organismes assimilés.

3. Salariés des collectivités locales, hôpitaux publics, HLM, etc.

Salariés, titulaires ou non des régions, départements, communes et des services ou organismes rattachés ou en émanant (syndicats de communes, régies, etc.) et des « organismes divers d'administration locale » de formes juridiques variées mais dont les ressources principales sont des transferts des collectivités territoriales.

4. Salariés de la Sécurité sociale.

Ce poste rassemble les salariés dont l'employeur est un régime de sécurité sociale.

5. Salariés des entreprises publiques ou nationales.

Salariés dont l'employeur est un des principaux établissements publics à caractère industriel ou commercial, une des principales sociétés nationales d'État, d'économie mixte ou leurs sociétés filiales.

● NON-SALARIÉS (indépendants sans salariés, employeurs)

La notion d'employeur ou d'indépendant est plus large que celle qui ressort de la réponse affirmative à la question : « Êtes-vous à votre compte ou chef d'entreprise ? » (exploitant agricole, artisan, commerçant, industriel, profession libérale, aide familial non salarié, etc.). Elle recouvre toutes les personnes établies à leur compte ou qui dirigent de droit – sans avoir besoin d'une délégation quelconque – une entreprise ou une société. Un gérant de société peut se déclarer salarié au recensement parce qu'il cumule un emploi salarié avec un mandat social ou parce que le Code des impôts lui permet de se déclarer tel. Néanmoins, il est considéré comme employeur ou indépendant dans le code « statut ».

On considère donc comme non salariées les personnes déclarant les professions suivantes :

— gérant (majoritaire ou non) de SARL (société à responsabilité limitée) ;

— président-directeur général ;

— président de société anonyme ;

— directeur général de société anonyme ;

— associé de société en nom ;

— associé de société de fait ;

— commanditaire de société en commandite ;

— chef d'entreprise ;

— administrateur de société ;

— agent d'assurance dirigeant un cabinet ;

— associé d'un cabinet de groupe (professions libérales) ;

— administrateur général d'entreprise publique ;

— président d'entreprise nationalisée ;

— associé de GAEC (agriculture) ;

— ainsi que :

  — les médecins ayant à la fois une activité libérale et salariée ;

  — les avocats ;

  — les gérants libres du commerce (mais les gérants salariés du commerce restent classés comme salariés).

La distinction entre indépendants sans salarié et employeurs résulte selon les cas de la réponse à la question : « Si vous êtes à votre compte ou chef d'entreprise, combien de salariés employez-vous? » ou de l'examen du nombre de salariés dans l'entreprise dans le fichier des entreprises (SIRENE). En l'absence de réponse et lorsque l'entreprise apparaît comme employant « moins de 10 salariés » dans le fichier SIRENE, le statut a été classé « indépendants sans salarié ». C'est le plus vraisemblable ; cependant cette interprétation fait glisser un certain nombre d'employeurs négligents du statut d'employeur à celui d'indépendant sans salarié.

Type d'activité au recensement de 1999

Pour toute personne née en 1984 ou avant, le type d'activité correspond à l'une des rubriques suivantes :

1. Actifs :

— actifs ayant un emploi ;

— chômeurs ;

— militaires du contingent.

2. Inactifs :

— anciens actifs ;

— étudiants, élèves ou stagiaires non rémunérés (sauf ceux qui exercent simultanément une activité professionnelle) ;

— autres inactifs.

3. Actifs ayant un emploi

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant, qui ont déclaré : soit avoir un statut (salarié ou son compte), soit un lieu de travail, soit être aide familial, soit avoir une situation particulière, soit enfin avoir une position professionnelle.

Remarque :

— les membres du clergé en activité font également partie des actifs ayant un emploi.

4. Chômeurs

On considère comme chômeurs les personnes nées de 1925 à 1984 qui :

— soit se déclarent chômeurs sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle, ni avoir répondu qu'ils ne recherchaient pas d'emploi ;

— soit se déclarent « retraités, retirés des affaires, femmes au foyer, autres inactifs », tout en annonçant rechercher un emploi sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

5. Militaires du contingent

À partir du recensement de 1990, les militaires du contingent font partie des actifs tout en restant dans le groupe des « autres personnes sans activité professionnelle » dans la nomenclature des catégories socioprofessionnelles. Sont exclus de cette rubrique les militaires de carrière classés parmi les actifs ayant un emploi.

6. Anciens actifs

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1969 ou avant qui déclarent être retraitées ou retirées des

affaires, n'avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle ni rechercher un emploi.

7. Étudiants, élèves, stagiaires non rémunérés

Sont classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui ont répondu au bulletin individuel particulier pour la catégorie des élèves, internes, ou qui ont répondu « élève, étudiant, stagiaire non rémunéré » sans être âgées de plus de 39 ans ni avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle.

8. Autres inactifs

Sont classés dans cette rubrique les jeunes nés après 1984 et les détenus.

Sont également classées dans cette rubrique les personnes nées en 1984 ou avant qui déclarent être soit :

— femme au foyer ou autre inactif, sans avoir répondu à aucune des questions ni rechercher un emploi ;

— chômeur, sans avoir répondu à aucune des questions concernant l'activité professionnelle mais ayant répondu ne pas rechercher d'emploi ;

— étudiant, sans avoir répondu aux questions concernant l'activité professionnelle et ayant plus de 39 ans.

Remarque :

— les stagiaires rémunérés en stage de formation (dans un centre FPA, etc.), classés en autres inactifs au recensement de 1982 sont désormais classés parmi les actifs ayant un emploi ;

— les personnes en disponibilité sont considérées comme inactives.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

INSEE.

Publications INSEE :

Généralités et méthodologie sur le recensement de 1999 :

Guide d'utilisation du recensement de la population 1999.

Tome 1 : Organisation générale du recensement de la population de 1999.

Tome 2 : Description du dénombrement.

Tome 3 : Description des données de l'exploitation légère (principale).

Tome 4 : Description des traitements de l'exploitation légère (principale).

Tome 5 : Description des données de l'exploitation lourde (complémentaire).

Tome 6 : Description des traitements de l'exploitation lourde (complémentaire).

Tome 7 : Description des tableaux prédéfinis des exploitations statistiques (à paraître).

Tome 8 : Description des fichiers des exploitations statistiques (à paraître).

Tome 9 : Liste des tableaux des volumes thématiques (à paraître).

Tome 10 : Produits de diffusion (à paraître).

Publications relatives au recensement de la population de 1999 :

Série « bleue » : « Populations légales » (population totale, municipale, comptée à part et sans doubles comptes) :

— fascicules départementaux (100) + un pour Saint-Pierre-et-Miquelon (collectivité territoriale), arrondissement, cantons, communes ;

— fascicule national : compilation des fascicules départementaux ;

— fascicule national de synthèse : France, régions, départements et communes de plus de 2000 habitants.

Série « orange » : « Évolutions démographiques 1982-1990-1999 » (population sans doubles comptes, mouvement naturel et migratoire, nombre de logements) :

— fascicules départementaux (100) : départements, arrondissements, cantons, communes, unités urbaines, zones d'emploi ;

— fascicule national : France, départements, unités urbaines.

Nomenclatures et Codes :

— composition communale des unités urbaines, délimitation 1999.

Série « jaune » : « Tableaux Références et Analyses » :

— fascicules départementaux (100) : tableaux rétrospectifs et analyses de l'exploitation principale pour le département, indicateurs références pour les communes, cantons, arrondissements, unités urbaines 1999 et zones d'emploi du département ;

— fascicule national - France, régions et départements : tableaux rétrospectifs France métropolitaine, tableaux analyses pour la France, les régions métropolitaines et les DOM, indicateurs références pour les régions, les départements, les DOM et par tranche d'importance.

Série « verte » :

● « Tableaux Références et Analyses » :

— fascicules régionaux (22) : tableaux rétrospectifs et analyses de l'exploitation complémentaire pour les régions métropolitaines, indicateurs références pour les départements et zones d'emploi de la région ;

— fascicules départementaux (4) : tableaux rétrospectifs et analyses de l'exploitation complémentaire pour les 4 Départements d'Outre-Mer, indicateurs références pour les communes, cantons, arrondissements et unités urbaines 1999 du département ;

— fascicule national - France, régions, départements : tableaux rétrospectifs France métropolitaine, tableaux analyses pour la France, les régions métropolitaines et les DOM, indicateurs références pour les régions, les départements métropolitains et les DOM.

● Fascicules thématiques :

— Population immigrée, population étrangère ;

— Ménages / familles (à paraître) ;

— Population active (à paraître).

INSEE-Résultats, série Démographie-Société :

— « Recensement de la population de 1999 : Tableaux Références et Analyses – sondage au vingtième », n° 82, juillet 2001.

INSEE-Première :

— « Recensement de la population de 1999. Premier comptage national », n° 663, juillet 1999 ;

— « Recensement de la population de 1999. La population des régions (métropole) », n° 664, juillet 1999 ;

— « Recensement de la population de 1999. La population des départements d'outre-mer », n° 665, juillet 1999 ;

— « La population légale au recensement de 1999 », n° 691, janvier 2000 ;

— « Recensement de la population de 1999. Poursuite d'une urbanisation très localisée », n° 692, janvier 2000 ;

— « Bilan démographique 1999, hausse de la fécondité et recul de la mortalité », n° 698, février 2000 ;

— « Recensement de la population de 1999. Les formes de la croissance urbaine », n° 701, mars 2000 ;

— « Forte extension des villes entre 1990 et 1999 », n° 707, avril 2000 ;

— « Recensement de la population de 1999. Évolutions contrastées du rural », n° 726, juillet 2000 ;

— « Recensement de la population de 1999. Redéploiement de la population dans la plupart des régions », n° 728, juillet 2000 ;

— « Recensement de la population de 1999. La France continue de vieillir », n° 746, novembre 2000 ;

— « Recensement de la population de 1999. Les DOM : une population encore jeune, mais de moins en moins », n° 747, novembre 2000 ;

— « Recensement de la population de 1999. La proportion d'immigrés est stable depuis 25 ans », n° 748, novembre 2000 ;

— « Recensement de la population de 1999. 12,2 millions d'actives et 14,3 millions d'actifs », n° 749, novembre 2000 ;

— « Recensement de la population de 1999. Des logements plus grands et plus confortables », n° 750, novembre 2000 ;

— « Recensement de la population 1999. Les migrations en France entre 1990 et 1999 – Les régions de l'Ouest de plus en plus attractives », n° 758, février 2001 ;

— « Recensement de la population 1999. 4 millions d'habitants en plus dans les aires urbaines », n° 765, avril 2001 ;

— « Recensement de la population 1999. les grandes villes françaises étendent leur influence », n° 766, avril 2001 ;

— « Recensement de la population 1999. La scolarisation des moins de 18 ans », n° 787, juillet 2001 ;

— « Recensement de la population 1999. 7,4 millions de personnes vivent seules en 1999 », n° 788, juillet 2001 ;

— « Recensement de la population 1999. Des ménages de plus en plus petits », n° 789, juillet 2001 ;

— « Recensement de la population 1999. L'espace des métiers de 1990 à 1999 », n° 790, juillet 2001 ;

— « Recensement de la population 1999. De plus en plus de femmes immigrées sur le marché du travail », n° 791, juillet 2001 ;

— « Recensement de la population 1999. Les métiers se redéploient sur le territoire métropolitain », n° 792, juillet 2001.

INSEE-Méthodes :

— « Le recensement de la population de 1999 - Préparation (1) », n°s 79-80, septembre 1998.

— « Le recensement de la population de 1999 - Préparation (2) » (à paraître).

Recensements dans les territoires d'outre-mer et collectivités territoriales :

Mayotte : 5 août 1997.

Wallis-et-Futuna : 3 octobre 1996.

Polynésie française : 3 septembre 1996.

Nouvelle-Calédonie : 16 avril 1996.

Saint-Pierre-et-Miquelon : 8 mars 1999.

INSEE-Première :

— « Recensement de la population en Nouvelle-Calédonie », n° 506, janvier 1997 ;

— « Recensement de la population de Polynésie française », n° 543, septembre 1997 ;

— « Wallis-et-Futuna, Recensement de la population du 3 octobre 1996 », n° 575, avril 1998 ;

— « Mayotte, Recensement de la population du 5 août 1997 », n° 608, septembre 1998 ;

— « Le recensement de la population à Saint-Pierre-et-Miquelon », n° 731, août 2000.

INSEE-Résultats série Démographie-Société :

— « Image de la population de Nouvelle-Calédonie », n° 55. Principaux résultats du recensement 1996, mai 1997 ;

— « Recensement général de la population de la collectivité territoriale de Mayotte », n° 69, octobre 1998 ;

— « Images de la population de Wallis-et-Futuna - Principaux résultats du recensement de 1996 », n° 79, novembre 2000.

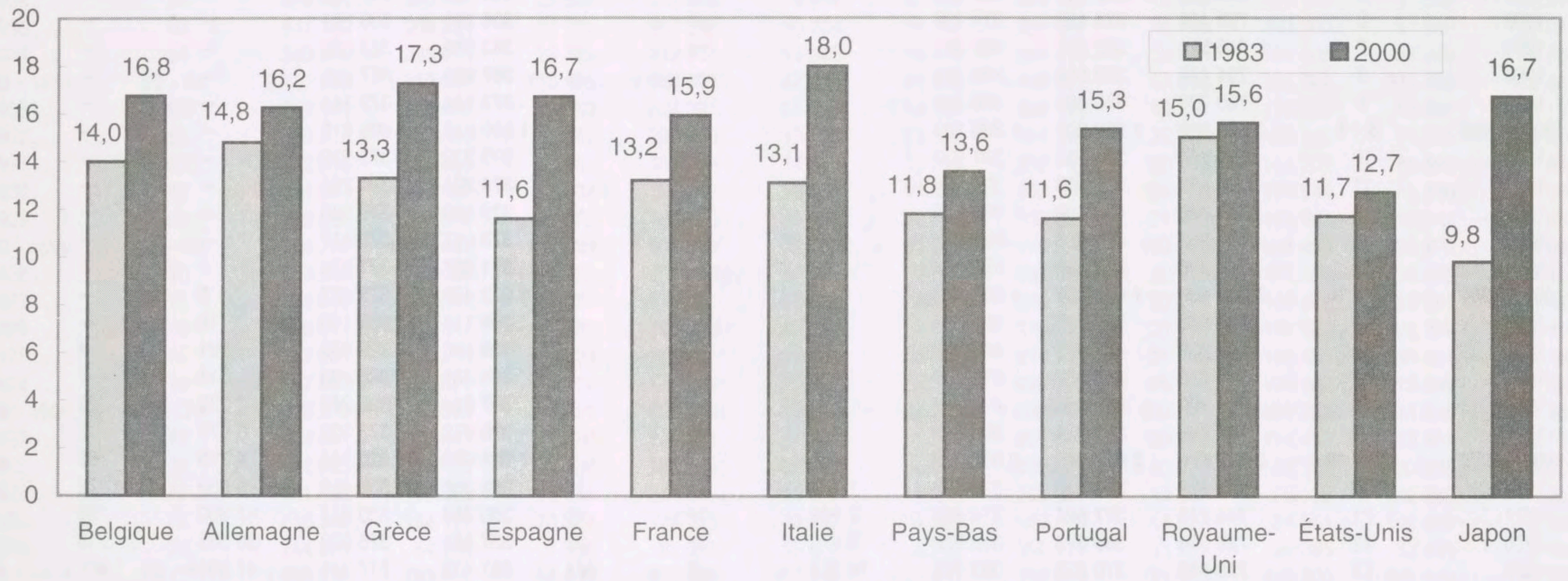
Autres publications :

Se reporter au chapitre B.02

GRAPHIQUE B.01

Part des 65 ans et plus dans la population de quelques pays (1)

En %



(1) Au 1er janvier 2000 (sauf Japon : 1er janvier 1999 et États-Unis : 1er juillet 1999).

Source : Eurostat

TABLEAU B.01-1

Population totale par sexe et âge

Situation au 1er janvier

Source : INSEE

Année	Population au 1er janvier (milliers)	Âge moyen	Âge médian (1)	Nombre de femmes pour 100 hommes	Répartition par groupe d'âge pour 100 personnes de : 0 à 19 ans	20 à 59 ans	60 ans ou plus	75 ans ou plus
1975	52 600,0	35,02	31,56	104,13	32,11	49,50	18,39	5,05
1980	53 731,4	35,67	32,21	104,74	30,56	52,40	17,04	5,73
1985	55 157,3	36,20	33,45	105,12	29,17	52,76	18,07	6,27
1990	56 577,0	36,88	34,67	105,40	27,78	53,19	19,02	6,78
1995 *r*	57 752,5	37,82	36,11	105,69	26,12	53,80	20,08	6,12
1996 *r*	57 935,6	38,01	36,42	105,77	25,99	53,78	20,22	6,39
1997 *r*	58 116,0	38,20	36,71	105,82	25,91	53,74	20,35	6,64
1998 *r*	58 299,0	38,39	37,01	105,88	25,78	53,76	20,46	6,85
1999 *r*	58 496,6	38,57	37,29	105,93	25,67	53,77	20,55	7,04
2000 *p*	58 744,1	38,35	37,52	105,91	25,56	53,81	20,63	7,22
2001 *p*	59 039,7	38,49	38,82	105,87	25,42	53,95	20,63	7,40

(1) L'âge médian : 50 % de la population est plus jeune, 50 % plus âgée.

TABLEAU B.01-2

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1999

Évaluation basée sur le recensement de 1999

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Ensemble	Hommes					Femmes				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1998	0	**722 125**	**369 458**	369 458	–	–	–	**352 667**	352 667	–	–	–
1997	1	**707 595**	**363 034**	363 034	–	–	–	**344 561**	344 561	–	–	–
1996	2	**718 490**	**368 315**	368 315	–	–	–	**350 175**	350 175	–	–	–
1995	3	**712 282**	**364 436**	364 436	–	–	–	**347 846**	347 846	–	–	–
1994	4	**699 350**	**357 864**	357 864	–	–	–	**341 486**	341 486	–	–	–
1998 - 1994 ...	**0 - 4**	**3 559 842**	**1 823 107**	**1 823 107**	**–**	**–**	**–**	**1 736 735**	**1 736 735**	**–**	**–**	**–**
1993	5	**696 893**	**356 493**	356 493	–	–	–	**340 400**	340 400	–	–	–
1992	6	**730 484**	**374 193**	374 193	–	–	–	**356 291**	356 291	–	–	–
1991	7	**746 314**	**382 375**	382 375	–	–	–	**363 939**	363 939	–	–	–
1990	8	**754 405**	**386 566**	386 566	–	–	–	**367 839**	367 839	–	–	–
1989	9	**760 726**	**388 582**	388 582	–	–	–	**372 144**	372 144	–	–	–
1993 - 1989 ...	**5 - 9**	**3 688 822**	**1 888 209**	**1 888 209**	**–**	**–**	**–**	**1 800 613**	**1 800 613**	**–**	**–**	**–**
1988	10	**764 264**	**391 032**	391 032	–	–	–	**373 232**	373 232	–	–	–
1987	11	**765 432**	**391 208**	391 208	–	–	–	**374 224**	374 224	–	–	–
1986	12	**776 320**	**396 800**	396 800	–	–	–	**379 520**	379 520	–	–	–
1985	13	**764 950**	**391 333**	391 333	–	–	–	**373 617**	373 617	–	–	–
1984	14	**760 400**	**388 563**	388 563	–	–	–	**371 837**	371 834	3	–	–
1988 - 1984 ...	**10 - 14**	**3 831 366**	**1 958 936**	**1 958 936**	**–**	**–**	**–**	**1 872 430**	**1 872 427**	**3**	**–**	**–**
1983	15	**749 053**	**382 937**	382 937	–	–	–	**366 116**	366 100	16	–	–
1982	16	**797 939**	**408 459**	408 459	–	–	–	**389 480**	389 355	121	4	–
1981	17	**811 288**	**415 437**	415 427	10	–	–	**395 851**	395 498	343	7	3
1980	18	**811 902**	**414 388**	414 309	76	–	3	**397 514**	396 262	1 222	23	7
1979	19	**767 696**	**391 024**	390 643	372	3	6	**376 672**	373 529	3 073	32	38
1983 - 1979 ...	**15 - 19**	**3 937 878**	**2 012 245**	**2 011 775**	**458**	**3**	**9**	**1 925 633**	**1 920 744**	**4 775**	**66**	**48**
1978	20	**742 720**	**376 420**	375 298	1 103	7	12	**366 300**	359 450	6 669	72	109
1977	21	**745 778**	**377 524**	374 857	2 588	19	60	**368 254**	350 581	17 300	96	277
1976	22	**720 324**	**362 973**	356 973	5 876	32	92	**357 351**	325 828	30 663	219	641
1975	23	**738 090**	**370 955**	353 732	16 913	49	261	**367 135**	317 341	47 865	401	1 528
1974	24	**787 030**	**394 555**	363 028	30 974	66	487	**392 475**	315 913	73 670	420	2 472
1978 - 1974 ...	**20 - 24**	**3 733 942**	**1 882 427**	**1 823 888**	**57 454**	**173**	**912**	**1 851 515**	**1 669 113**	**176 167**	**1 208**	**5 027**
1973	25	**834 537**	**418 372**	363 991	52 989	86	1 306	**416 165**	306 189	105 521	477	3 978
1972	26	**856 425**	**428 882**	346 939	79 484	146	2 313	**427 543**	283 605	137 365	642	5 931
1971	27	**860 073**	**429 947**	319 010	107 247	173	3 517	**430 126**	255 809	165 286	778	8 253
1970	28	**838 666**	**419 161**	283 397	130 638	172	4 954	**419 505**	223 177	184 605	937	10 786
1969	29	**836 977**	**417 157**	251 678	157 791	233	7 455	**419 820**	198 244	205 827	1 105	14 644
1973 - 1969 ...	**25 - 29**	**4 226 678**	**2 113 519**	**1 565 015**	**528 149**	**810**	**19 545**	**2 113 159**	**1 267 024**	**798 604**	**3 939**	**43 592**
1968	30	**831 409**	**413 566**	228 585	175 314	263	9 404	**417 843**	180 491	218 710	1 316	17 326
1967	31	**835 866**	**415 922**	211 898	191 981	330	11 713	**419 944**	168 050	229 835	1 568	20 491
1966	32	**865 105**	**430 520**	201 716	213 721	406	14 677	**434 585**	159 372	248 691	1 898	24 624
1965	33	**868 380**	**432 333**	188 238	225 862	534	17 699	**436 047**	147 267	258 105	2 258	28 417
1964	34	**888 250**	**441 018**	176 896	242 611	652	20 859	**447 232**	138 593	272 977	2 740	32 922
1968 - 1964 ...	**30 - 34**	**4 289 010**	**2 133 359**	**1 007 333**	**1 049 489**	**2 185**	**74 352**	**2 155 651**	**793 773**	**1 228 318**	**9 780**	**123 780**
1963	35	**878 600**	**435 571**	163 047	248 561	700	23 263	**443 029**	125 790	277 660	3 230	36 349
1962	36	**852 510**	**422 642**	145 632	250 226	827	25 957	**429 868**	111 784	275 438	3 708	38 938
1961	37	**863 042**	**427 300**	136 410	260 308	988	29 594	**435 742**	103 947	284 677	4 323	42 795
1960	38	**857 262**	**424 182**	125 227	266 168	1 149	31 638	**433 080**	94 686	288 102	4 908	45 384
1959	39	**864 312**	**427 444**	114 561	276 043	1 428	35 412	**436 868**	86 401	294 607	6 026	49 834
1963 - 1959 ...	**35 - 39**	**4 315 726**	**2 137 139**	**684 877**	**1 301 306**	**5 092**	**145 864**	**2 178 587**	**522 608**	**1 420 484**	**22 195**	**213 300**
1958	40	**844 369**	**416 828**	102 666	275 135	1 594	37 433	**427 541**	77 326	292 373	6 678	51 164
1957	41	**850 681**	**420 265**	95 220	283 033	1 720	40 292	**430 416**	71 218	297 390	7 662	54 146
1956	42	**845 231**	**417 520**	86 990	286 240	1 982	42 308	**427 711**	64 809	298 274	8 586	56 042
1955	43	**841 431**	**415 009**	78 249	290 346	2 295	44 119	**426 422**	59 826	299 283	9 466	57 847
1954	44	**846 896**	**419 001**	72 787	297 333	2 645	46 236	**427 895**	55 593	302 078	10 581	59 643
1958 - 1954 ...	**40 - 44**	**4 228 608**	**2 088 623**	**435 912**	**1 432 087**	**10 236**	**210 388**	**2 139 985**	**328 772**	**1 489 398**	**42 973**	**278 842**
1953	45	**831 862**	**412 264**	66 300	296 513	2 900	46 551	**419 598**	51 342	297 389	11 483	59 384
1952	46	**845 652**	**419 729**	62 959	305 646	3 269	47 855	**425 923**	48 703	303 682	12 695	60 843
1951	47	**834 398**	**414 704**	58 019	304 846	3 642	48 197	**419 694**	45 355	299 912	13 962	60 465
1950	48	**865 283**	**431 678**	56 021	321 444	4 117	50 096	**433 605**	43 616	311 339	15 941	62 709
1949	49	**857 901**	**428 157**	50 515	323 733	4 594	49 315	**429 744**	39 911	309 598	18 072	62 163
1953 - 1949 ...	**45 - 49**	**4 235 096**	**2 106 532**	**293 814**	**1 552 182**	**18 522**	**242 014**	**2 128 564**	**228 927**	**1 521 920**	**72 153**	**305 564**
1948	50	**856 576**	**429 321**	46 923	329 260	4 958	48 180	**427 255**	37 413	310 175	19 991	59 676
1947	51	**844 214**	**422 649**	42 717	326 635	5 429	47 868	**421 565**	34 978	307 045	21 558	57 984
1946	52	**804 237**	**402 329**	39 063	313 168	5 654	44 444	**401 908**	31 554	293 606	23 127	53 621
1945	53	**609 424**	**304 855**	28 249	238 723	4 698	33 185	**304 569**	23 345	221 630	19 906	39 688
1944	54	**605 275**	**301 776**	26 502	238 715	5 229	31 330	**303 499**	22 215	221 199	22 236	37 849
1948 - 1944 ...	**50 - 54**	**3 719 726**	**1 860 930**	**183 454**	**1 446 501**	**25 968**	**205 007**	**1 858 796**	**149 505**	**1 353 655**	**106 818**	**248 818**

TABLEAU B.01-2 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et état matrimonial au 1er janvier 1999

Évaluation basée sur le recensement de 1999

Source : INSEE

Année de naissance	Âge en années révolues	Ensemble	Hommes					Femmes				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1943	55	**589 607**	**294 251**	24 759	234 321	5 447	29 724	**295 356**	20 793	215 336	23 701	35 526
1942	56	**549 051**	**273 928**	22 858	219 344	5 478	26 248	**275 123**	19 108	199 551	24 517	31 947
1941	57	**497 529**	**247 415**	20 885	197 891	5 562	23 077	**250 114**	16 968	181 300	24 636	27 210
1940	58	**518 838**	**256 202**	21 731	205 867	6 272	22 332	**262 636**	17 569	189 446	28 860	26 761
1939	59	**551 959**	**269 327**	23 490	217 015	7 338	21 484	**282 632**	18 413	202 758	34 960	26 501
1943 - 1939 . . .	**55 - 59**	**2 706 984**	**1 341 123**	**113 723**	**1 074 438**	**30 097**	**122 865**	**1 365 861**	**92 851**	**988 391**	**136 674**	**147 945**
1938	60	**545 112**	**264 827**	23 167	213 867	7 950	19 843	**280 285**	18 501	198 462	38 213	25 109
1937	61	**543 533**	**262 261**	23 150	211 776	8 539	18 796	**281 272**	18 073	197 749	42 053	23 397
1936	62	**548 651**	**263 305**	23 654	212 806	9 440	17 405	**285 346**	18 505	197 168	47 338	22 335
1935	63	**541 483**	**256 824**	23 125	207 397	10 104	16 198	**284 659**	18 516	193 298	51 900	20 945
1934	64	**558 860**	**263 450**	23 389	212 991	11 346	15 724	**295 410**	19 423	196 405	58 946	20 636
1938 - 1934 . . .	**60 - 64**	**2 737 639**	**1 310 667**	**116 485**	**1 058 837**	**47 379**	**87 966**	**1 426 972**	**93 018**	**983 082**	**238 450**	**112 422**
1933	65	**542 162**	**253 057**	22 569	204 325	11 939	14 224	**289 105**	19 311	187 339	63 291	19 164
1932	66	**560 370**	**259 305**	22 642	209 383	13 730	13 550	**301 065**	20 509	190 540	71 201	18 815
1931	67	**552 313**	**252 609**	22 461	203 274	14 360	12 514	**299 704**	20 955	184 305	76 599	17 845
1930	68	**551 633**	**249 527**	22 304	199 737	15 659	11 827	**302 106**	21 626	179 544	83 930	17 006
1929	69	**522 252**	**234 350**	20 553	186 970	16 409	10 418	**287 902**	21 057	163 931	87 649	15 265
1933 - 1929 . . .	**65 - 69**	**2 728 730**	**1 248 848**	**110 529**	**1 003 689**	**72 097**	**62 533**	**1 479 882**	**103 458**	**905 659**	**382 670**	**88 095**
1928	70	**513 949**	**227 585**	19 633	181 593	17 080	9 279	**286 364**	20 726	157 035	94 176	14 427
1927	71	**496 565**	**217 382**	17 874	173 169	17 962	8 377	**279 183**	20 711	146 879	98 241	13 352
1926	72	**490 072**	**211 247**	17 271	167 126	19 265	7 585	**278 825**	21 278	139 527	105 209	12 811
1925	73	**477 031**	**202 213**	17 223	158 224	19 777	6 989	**274 818**	21 398	130 885	110 131	12 404
1924	74	**457 653**	**190 377**	15 820	147 992	20 407	6 158	**267 276**	20 938	120 907	113 989	11 442
1928 - 1924 . . .	**70 - 74**	**2 435 270**	**1 048 804**	**87 821**	**828 104**	**94 491**	**38 388**	**1 386 466**	**105 051**	**695 233**	**521 746**	**64 436**
1923	75	**444 561**	**183 057**	14 320	141 811	21 352	5 574	**261 504**	20 783	111 478	118 451	10 792
1922	76	**431 926**	**175 062**	13 293	134 559	22 305	4 905	**256 864**	20 074	102 374	124 038	10 378
1921	77	**431 425**	**172 358**	12 758	130 885	23 896	4 819	**259 067**	19 839	96 112	132 865	10 251
1920	78	**416 855**	**164 177**	10 988	124 120	24 866	4 203	**252 678**	18 674	84 851	139 469	9 684
1919	79	**244 971**	**94 794**	7 306	69 511	15 421	2 556	**150 177**	11 799	45 385	87 139	5 854
1923 - 1919 . . .	**75 - 79**	**1 969 738**	**789 448**	**58 665**	**600 886**	**107 840**	**22 057**	**1 180 290**	**91 169**	**440 200**	**601 962**	**46 959**
1918	80	**199 407**	**74 425**	4 796	54 302	13 505	1 822	**124 982**	9 471	33 598	77 188	4 725
1917	81	**166 974**	**60 644**	4 084	43 545	11 596	1 419	**106 330**	8 027	25 733	68 529	4 041
1916	82	**146 404**	**51 643**	3 429	36 182	10 895	1 137	**94 761**	7 377	20 447	63 510	3 427
1915	83	**168 727**	**57 977**	3 875	39 611	13 313	1 178	**110 750**	8 742	21 189	76 933	3 886
1914	84	**235 771**	**77 817**	5 185	51 474	19 643	1 515	**157 954**	12 020	28 062	112 566	5 306
1918 - 1914 . . .	**80 - 84**	**917 283**	**322 506**	**21 369**	**225 114**	**68 952**	**7 071**	**594 777**	**45 637**	**129 029**	**398 726**	**21 385**
1913	85	**213 694**	**69 019**	4 534	43 562	19 612	1 311	**144 675**	11 126	22 680	106 141	4 728
1912	86	**192 678**	**59 688**	4 023	35 670	18 920	1 075	**132 990**	10 522	18 169	99 956	4 343
1911	87	**159 005**	**47 125**	3 235	26 785	16 224	881	**111 880**	9 077	13 111	86 098	3 594
1910	88	**142 862**	**40 428**	2 751	21 806	15 166	705	**102 434**	8 302	10 203	80 785	3 144
1909	89	**119 030**	**31 921**	2 091	16 053	13 276	501	**87 109**	7 174	7 124	70 195	2 616
1913 - 1909 . . .	**85 - 89**	**827 269**	**248 181**	**16 634**	**143 876**	**83 198**	**4 473**	**579 088**	**46 201**	**71 287**	**443 175**	**18 425**
1908	90	**99 136**	**25 300**	1 742	11 786	11 396	376	**73 836**	6 468	4 998	60 190	2 180
1907	91	**77 948**	**18 923**	1 273	8 226	9 152	272	**59 025**	5 303	3 437	48 612	1 673
1906	92	**62 408**	**14 308**	976	5 840	7 293	199	**48 100**	4 575	2 305	39 916	1 304
1905	93	**48 251**	**10 642**	731	4 029	5 734	148	**37 609**	3 677	1 512	31 426	994
1904	94	**36 418**	**7 689**	655	2 568	4 372	94	**28 729**	2 883	1 003	24 116	727
1908 - 1904 . . .	**90 - 94**	**324 161**	**76 862**	**5 377**	**32 449**	**37 947**	**1 089**	**247 299**	**22 906**	**13 255**	**204 260**	**6 878**
1903	95	**27 162**	**5 200**	484	1 512	3 140	64	**21 962**	2 324	649	18 457	532
1902	96	**19 683**	**3 622**	350	963	2 257	52	**16 061**	1 688	454	13 525	394
1901	97	**14 247**	**2 636**	349	737	1 516	34	**11 611**	1 296	356	9 679	280
1900	98	**8 922**	**1 584**	241	384	934	25	**7 338**	923	184	6 047	184
1899	99	**5 169**	**700**	56	136	501	7	**4 469**	507	59	3 794	109
1903 - 1899 . . .	**95 - 99**	**75 183**	**13 742**	**1 480**	**3 732**	**8 348**	**182**	**61 441**	**6 738**	**1 702**	**51 502**	**1 499**
1898 et avant .	**100 et plus**	**7 662**	**938**	**68**	**132**	**731**	**7**	**6 724**	**825**	**81**	**5 698**	**120**
Population totale		**58 496 613**	**28 406 145**	**14 208 471**	**12 338 883**	**614 069**	**1 244 722**	**30 090 468**	**12 898 095**	**12 221 243**	**3 243 995**	**1 727 135**
Moins de 20 ans		**15 017 908**	**7 682 497**	7 682 027	458	3	9	**7 335 411**	7 330 519	4 778	66	48
De 20 à 64 ans.		**34 193 409**	**16 974 319**	6 224 501	9 500 443	140 462	1 108 913	**17 219 090**	5 145 591	9 960 019	634 190	1 479 290
65 ans et plus .		**9 285 296**	**3 749 329**	301 943	2 837 982	473 604	135 800	**5 535 967**	424 985	2 256 446	2 609 739	247 797
Moins de 15 ans		**11 080 030**	**5 670 252**	5 670 252	—	—	—	**5 409 778**	5 409 775	3	—	—
60 ans et plus .		**12 022 935**	**5 059 996**	418 428	3 896 819	520 983	223 766	**6 962 939**	515 003	3 239 528	2 848 189	360 219
75 ans et plus .		**4 121 296**	**1 451 677**	103 593	1 006 189	307 016	34 879	**2 669 619**	213 476	655 554	1 705 323	95 266

TABLEAU B.01-3

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2001

Évaluation provisoire basée sur les résultats du recensement de 1999

Source : INSEE

Année de naissance	Âge révolu	**Ensemble**	Hommes	Femmes	Année de naissance	Âge révolu	**Ensemble**	Hommes	Femmes
2000	0	**768 571**	394 048	374 523	1960	40	**856 033**	422 926	433 107
1999	1	**728 310**	372 583	355 727	1959	41	**862 311**	425 770	436 541
1998	2	**722 379**	369 321	353 058	1958	42	**841 534**	414 682	426 852
1997	3	**713 856**	366 291	347 565	1957	43	**847 388**	417 876	429 512
1996	4	**723 093**	370 764	352 329	1956	44	**841 044**	414 653	426 391
2000 - 1996	**0 - 4**	**3 656 209**	**1 873 007**	**1 783 202**	**1960 - 1956**	**40 - 44**	**4 248 310**	**2 095 907**	**2 152 403**
1995	5	**718 410**	367 880	350 530	1955	45	**837 225**	411 975	425 250
1994	6	**704 309**	360 441	343 868	1954	46	**842 626**	415 808	426 818
1993	7	**699 854**	357 977	341 877	1953	47	**826 850**	408 750	418 100
1992	8	**734 140**	376 025	358 115	1952	48	**840 172**	416 012	424 160
1991	9	**750 781**	384 654	366 127	1951	49	**828 588**	410 603	417 985
1995 - 1991	**5 - 9**	**3 607 494**	**1 846 977**	**1 760 517**	**1955 - 1951**	**45 - 49**	**4 175 461**	**2 063 148**	**2 112 313**
1990	10	**757 246**	388 011	369 235	1950	50	**858 929**	427 175	431 754
1989	11	**763 079**	389 716	373 363	1949	51	**851 327**	423 513	427 814
1988	12	**767 961**	392 867	375 094	1948	52	**849 804**	424 637	425 167
1987	13	**769 309**	393 330	375 979	1947	53	**836 771**	417 467	419 304
1986	14	**779 994**	398 730	381 264	1946	54	**797 568**	397 676	399 892
1990 - 1986	**10 - 14**	**3 837 589**	**1 962 654**	**1 874 935**	**1950 - 1946**	**50 - 54**	**4 194 399**	**2 090 468**	**2 103 931**
1985	15	**770 017**	393 632	376 385	1945	55	**603 709**	300 734	302 975
1984	16	**767 073**	391 558	375 515	1944	56	**599 547**	297 665	301 882
1983	17	**754 902**	385 561	369 341	1943	57	**583 653**	289 933	293 720
1982	18	**801 095**	409 341	391 754	1942	58	**543 253**	269 765	273 488
1981	19	**810 749**	413 690	397 059	1941	59	**491 141**	242 829	248 312
1985 - 1981	**15 - 19**	**3 903 836**	**1 993 782**	**1 910 054**	**1945 - 1941**	**55 - 59**	**2 821 303**	**1 400 926**	**1 420 377**
1980	20	**807 992**	410 363	397 629	1940	60	**511 434**	250 910	260 524
1979	21	**761 546**	385 601	375 945	1939	61	**543 775**	263 444	280 331
1978	22	**735 035**	370 411	364 624	1938	62	**535 977**	258 359	277 618
1977	23	**738 143**	372 290	365 853	1937	63	**533 122**	254 994	278 128
1976	24	**714 316**	359 136	355 180	1936	64	**537 415**	255 345	282 070
1980 - 1976	**20 - 24**	**3 757 032**	**1 897 801**	**1 859 231**	**1940 - 1936**	**60 - 64**	**2 661 723**	**1 283 052**	**1 378 671**
1975	25	**734 704**	368 452	366 252	1935	65	**529 314**	248 318	280 996
1974	26	**787 139**	394 167	392 972	1934	66	**545 214**	254 039	291 175
1973	27	**837 396**	419 933	417 463	1933	67	**527 302**	242 974	284 328
1972	28	**860 007**	430 767	429 240	1932	68	**543 800**	248 203	295 597
1971	29	**864 602**	432 123	432 479	1931	69	**534 263**	240 566	293 697
1975 - 1971	**25 - 29**	**4 083 848**	**2 045 442**	**2 038 406**	**1935 - 1931**	**65 - 69**	**2 679 893**	**1 234 100**	**1 445 793**
1970	30	**844 192**	421 849	422 343	1930	70	**532 860**	237 116	295 744
1969	31	**842 254**	419 710	422 544	1929	71	**502 509**	221 538	280 971
1968	32	**835 109**	415 249	419 860	1928	72	**492 329**	213 736	278 593
1967	33	**837 683**	416 591	421 092	1927	73	**473 837**	202 964	270 873
1966	34	**865 803**	430 653	435 150	1926	74	**465 627**	196 183	269 444
1970 - 1966	**30 - 34**	**4 225 041**	**2 104 052**	**2 120 989**	**1930 - 1926**	**70 - 74**	**2 467 162**	**1 071 537**	**1 395 625**
1965	35	**868 990**	432 344	436 646	1925	75	**451 488**	186 756	264 732
1964	36	**888 894**	440 938	447 956	1924	76	**430 223**	174 123	256 100
1963	37	**878 273**	434 913	443 360	1923	77	**414 617**	165 715	248 902
1962	38	**851 129**	421 410	429 719	1922	78	**400 113**	157 043	243 070
1961	39	**862 116**	426 185	435 931	1921	79	**396 648**	153 121	243 527
1965 - 1961	**35 - 39**	**4 349 402**	**2 155 790**	**2 193 612**	**1925 - 1921**	**75 - 79**	**2 093 089**	**836 758**	**1 256 331**

TABLEAU B.01-3 (suite et fin)

Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2001

Évaluation provisoire basée sur les résultats du recensement de 1999

Source : INSEE

Année de naissance	Âge révolu	**Ensemble**	Hommes	Femmes	Année de naissance	Âge révolu	**Ensemble**	Hommes	Femmes
1920	80	**386 626**	148 040	238 586	1905	95	**29 171**	5 888	23 283
1919	81	**222 386**	83 058	139 328	1904	96	**21 136**	4 227	16 909
1918	82	**178 309**	63 722	114 587	1903	97	**15 157**	2 668	12 489
1917	83	**146 734**	50 772	95 962	1902	98	**10 732**	1 915	8 817
1916	84	**123 136**	40 852	82 284	1901	99	**7 893**	1 523	6 370
1920 - 1916	**80 - 84**	**1 057 191**	**386 444**	**670 747**	**1905 - 1901**	**95 - 99**	84 089	**16 221**	**67 868**
1915	85	**135 512**	43 226	92 286	1900	100	**4 571**	900	3 671
1914	86	**194 836**	60 463	134 373	1899	101	**2 341**	281	2 060
1913	87	**172 343**	52 301	120 042	1898	102	**1 247**	174	1 073
1912	88	**152 685**	44 396	108 289	1897	103	**722**	85	637
1911	89	**120 753**	33 139	87 614	1896	104	**437**	55	382
1915 - 1911	**85 - 89**	**776 129**	**233 525**	**542 604**	**1900 - 1896**	**100 - 104**	9 318	**1 495**	**7 823**
1910	90	**105 990**	27 823	78 167	**1895 et av**	**105 ou +**	**538**	**59**	**479**
1909	91	**85 139**	20 882	64 257					
1908	92	**68 575**	16 111	52 464	**Population totale**		**59 039 713**	**28 677 636**	**30 362 077**
1907	93	**51 389**	11 384	40 005	Moins de 20 ans		**15 005 128**	7 676 420	7 328 708
1906	94	**39 564**	8 291	31 273	de 20 à 64 ans		**34 516 519**	17 136 586	17 379 933
1910 - 1906	**90 - 94**	**350 657**	**84 491**	**266 166**	65 ans et plus		**9 518 066**	3 864 630	5 653 436

TABLEAU B.01-4

Population des États de l'Union européenne

Au 1er janvier 2000

Source : Eurostat — *Unité* : Millier

Pays	Population	Hommes				Femmes			
		Ensemble	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +	Ensemble	0-19 ans	20-64 ans	65 ans ou +
U E (à 15)	**375 972,5**	**183 696,1**	**44 254,3**	**114 754,3**	**24 687,5**	**192 276,4**	**42 051,1**	**113 835,0**	**36 390,3**
Allemagne	82 163,3	40 090,7	8 996,2	26 019,1	5 075,4	42 072,6	8 533,9	25 262,9	8 275,8
Autriche	8 102,5	3 935,0	948,2	2 512,0	474,8	4 167,5	903,1	2 484,4	780,0
Belgique	10 239,0	5 006,0	1 237,1	3 069,8	699,1	5 233,0	1 182,8	3 034,3	1 015,9
Danemark	5 329,8	2 634,0	646,7	1 658,1	329,2	2 695,8	615,7	1 618,9	461,2
Espagne	39 441,5	19 279,1	4 396,4	12 135,7	2 747,0	20 162,4	4 153,8	12 165,8	3 842,8
Finlande	5 171,3	2 523,0	651,1	1 579,1	292,8	2 648,3	624,1	1 549,8	474,4
France	**58 744,1**	**28 528,8**	**7 680,3**	**17 036,2**	**3 812,3**	**30 215,3**	**7 333,1**	**17 281,1**	**5 601,1**
Grèce	10 542,8	5 195,4	1 181,8	3 203,6	810,0	5 347,4	1 115,1	3 223,0	1 009,3
Irlande	3 776,7	1 875,4	596,4	1 096,1	182,9	1 901,3	565,4	1 095,3	240,6
Italie	57 679,8	28 003,3	5 856,1	17 923,0	4 224,2	29 676,5	5 546,7	17 983,5	6 146,3
Luxembourg	435,6	214,6	54,6	135,5	24,5	221,0	51,7	131,6	37,7
Pays-Bas	15 863,8	7 846,3	1 981,3	4 985,5	879,5	8 017,5	1 891,7	4 852,9	1 272,9
Portugal	9 997,5	4 813,7	1 201,6	2 985,7	626,4	5 183,8	1 146,5	3 129,9	907,4
Royaume-Uni	59 623,3	29 370,6	7 726,1	17 783,8	3 860,7	30 252,7	7 343,5	17 468,2	5 441,0
Suède	8 861,5	4 380,2	1 100,4	2 631,1	648,7	4 481,3	1 044,0	2 553,4	883,9

TABLEAU B.01-5

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1982, 1990 et 1999 (1)

France métropolitaine

Source : INSEE (Division « Recensements de la population »)

Âge	1982			1990			1999		
	Ensemble	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes
Total	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**	**58 520 688**	**28 419 419**	**30 101 269**
Moins de 20 ans	**15 594 780**	7 980 256	7 614 524	**14 991 528**	7 666 883	7 324 645	**14 381 440**	7 358 257	7 023 183
20 à 59 ans	**28 664 076**	18 403 584	14 260 492	**30 358 978**	15 197 550	15 161 428	**31 661 121**	15 777 102	15 884 019
60 à 74 ans	**6 478 304**	2 888 248	3 590 056	**7 256 296**	3 301 003	3 955 293	**7 973 216**	3 672 160	4 301 056
75 ans ou plus	**3 558 452**	1 215 568	2 342 884	**4 045 153**	1 399 620	2 645 533	**4 504 911**	1 611 900	2 893 011
0 à 4 ans	**3 137 284**	1 605 824	1 531 460	**3 150 782**	1 610 598	1 540 184	**2 986 925**	1 529 915	1 457 010
5 à 9 ans	**3 815 176**	1 952 904	1 862 272	**3 841 218**	1 962 629	1 878 589	**3 629 294**	1 858 444	1 770 850
10 à 14 ans	**4 284 568**	2 196 596	2 087 972	**3 784 589**	1 938 195	1 846 394	**3 833 120**	1 959 694	1 873 426
15 à 19 ans	**4 357 752**	2 224 932	2 132 820	**4 214 939**	2 155 461	2 059 478	**3 932 101**	2 010 204	1 921 897
20 à 24 ans	**4 257 252**	2 141 600	2 115 652	**4 282 196**	2 168 190	2 114 006	**3 711 548**	1 876 612	1 834 936
25 à 29 ans	**4 191 764**	2 103 168	2 088 596	**4 306 887**	2 147 719	2 159 168	**4 177 776**	2 091 373	2 086 403
30 à 34 ans	**4 372 288**	2 219 016	2 153 272	**4 289 527**	2 138 743	2 150 784	**4 238 929**	2 110 021	2 128 908
35 à 39 ans	**3 624 168**	1 856 868	1 767 300	**4 270 236**	2 131 606	2 138 630	**4 339 487**	2 150 411	2 189 076
40 à 44 ans	**2 877 544**	1 470 516	1 407 028	**4 360 919**	2 209 016	2 151 903	**4 244 697**	2 096 099	2 148 598
45 à 49 ans	**3 073 684**	1 547 672	1 526 012	**2 965 883**	1 502 147	1 463 736	**4 221 816**	2 095 742	2 126 074
50 à 54 ans	**3 218 468**	1 595 684	1 622 784	**2 872 736**	1 434 130	1 438 606	**3 969 352**	1 985 266	1 984 086
55 à 59 ans	**3 048 908**	1 469 060	1 579 848	**3 010 594**	1 465 999	1 544 595	**2 757 516**	1 371 578	1 385 938
60 à 64 ans	**2 508 048**	1 174 148	1 333 900	**2 938 024**	1 389 269	1 548 755	**2 726 225**	1 313 366	1 412 859
65 à 69 ans	**1 816 164**	807 664	1 008 500	**2 719 706**	1 223 471	1 496 235	**2 757 853**	1 272 868	1 484 985
70 à 74 ans	**2 154 092**	906 436	1 247 656	**1 598 566**	688 263	910 303	**2 489 138**	1 085 926	1 403 212
75 à 79 ans	**1 699 836**	655 224	1 044 612	**1 689 051**	660 981	1 028 070	**2 166 683**	876 122	1 290 561
80 à 84 ans	**1 118 192**	377 024	741 168	**1 317 686**	458 605	859 081	**914 684**	333 659	581 025
85 ou plus	**740 424**	183 320	557 104	**1 038 416**	280 034	758 382	**1 423 544**	402 119	1 021 425

(1) Résultats issus de l'exploitation par sondage au 1/4 pour 1982 et 1990 et de l'exploitation principale (exhaustive) pour 1999.

TABLEAU B.01-6

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1982, 1990 et 1999

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division « Recensements de la population »)

Âge	1982			1990			1999		
	Ensemble	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes
Guadeloupe	**327 002**	**160 112**	**166 890**	**387 034**	**189 187**	**197 847**	**422 222**	**203 146**	**219 076**
Moins de 20 ans	**144 094**	72 772	71 322	**138 808**	70 309	68 499	**133 696**	67 809	65 887
20 à 39 ans	**93 157**	45 826	47 331	**130 776**	64 309	66 467	**132 517**	63 635	68 882
40 à 59 ans	**54 974**	26 130	28 844	**72 036**	34 697	37 339	**96 915**	45 853	51 062
60 ans ou plus	**34 777**	15 384	19 393	**45 414**	19 872	25 542	**59 094**	25 849	33 245
Guyane	**73 012**	**38 448**	**34 564**	**114 808**	**59 799**	**55 009**	**156 790**	**78 963**	**77 827**
Moins de 20 ans	**30 948**	15 678	15 270	**48 973**	24 836	24 137	**67 860**	34 437	33 423
20 à 39 ans	**25 759**	14 214	11 545	**40 196**	21 291	18 905	**49 168**	24 085	25 083
40 à 59 ans	**11 219**	6 118	5 101	**18 868**	10 348	8 520	**30 366**	15 879	14 487
60 ans ou plus	**5 086**	2 438	2 648	**6 771**	3 324	3 447	**9 396**	4 562	4 834
Martinique	**326 717**	**158 415**	**168 302**	**359 579**	**173 878**	**185 701**	**381 325**	**180 910**	**200 415**
Moins de 20 ans	**136 225**	68 712	67 513	**118 538**	60 258	58 280	**112 670**	56 922	55 748
20 à 39 ans	**93 158**	45 566	47 592	**121 225**	59 085	62 140	**116 422**	55 150	61 272
40 à 59 ans	**58 631**	27 460	31 171	**69 509**	32 703	36 806	**88 944**	41 448	47 496
60 ans ou plus	**38 703**	16 677	22 026	**50 307**	21 832	28 475	**63 289**	27 390	35 899
Réunion	**515 798**	**252 997**	**262 801**	**597 828**	**294 256**	**303 572**	**706 180**	**347 076**	**359 104**
Moins de 20 ans	**243 277**	122 651	120 626	**238 700**	120 608	118 092	**255 499**	129 697	125 802
20 à 39 ans	**150 551**	73 556	76 995	**204 729**	100 874	103 855	**233 573**	114 401	119 172
40 à 59 ans	**84 066**	41 134	42 932	**103 003**	51 076	51 927	**146 417**	72 545	73 872
60 ans ou plus	**37 904**	15 656	22 248	**51 396**	21 698	29 698	**70 691**	30 433	40 258

TABLEAU B.01-7

Population totale des territoires d'outre-mer et collectivités territoriales par sexe et groupes d'âges au dernier recensement

Source : INSEE (Division « Recensements de la population »)

Territoire ou collectivité territoriale	**Total**	Moins de 20 ans	20 à 39 ans	40 à 59 ans	60 ans et plus
Nouvelle-Calédonie Recensement de 1996					
Ensemble	**196 836**	**75 564**	**66 832**	**38 858**	**15 582**
Hommes	**100 842**	38 901	33 948	20 424	7 569
Femmes	**95 994**	36 663	32 884	18 434	8 013
Polynésie française Recensement de 1996					
Ensemble	**219 521**	**93 451**	**73 629**	**38 793**	**13 648**
Hommes	**113 934**	48 081	38 366	20 693	6 794
Femmes	**105 587**	45 370	35 263	18 100	6 854
Wallis et Futuna Recensement de 1996					
Ensemble	**14 166**	**7 073**	**3 637**	**2 392**	**1 064**
Hommes	**6 984**	3 623	1 652	1 237	472
Femmes	**7 182**	3 450	1 985	1 155	592
Saint-Pierre et Miquelon Recensement de 1999					
Ensemble	**6 316**	**1 701**	**1 931**	**1 700**	**984**
Hommes	**3 147**	881	994	894	378
Femmes	**3 169**	820	937	806	606
Mayotte Recensement de 1997					
Ensemble	**131 368**	**73 051**	**39 584**	**13 968**	**4 765**
Hommes	**66 600**	36 672	20 005	7 506	2 417
Femmes	**64 768**	36 379	19 579	6 462	2 348

TABLEAU B.01-8

Population de 15 ans ou plus par sexe et âge selon le diplôme au recensement de 1999

France métropolitaine

Source : INSEE (Division « Recensements de la population »)

Sexe et âge	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme	CEP	BEPC	CAP, BEP	BAC, Brevet professionnel	BAC plus 2 ans	Diplômes supérieurs
Ensemble	**48 071 349**	**5 426 393**	**8 511 666**	**7 369 796**	**3 467 522**	**10 592 142**	**5 201 118**	**3 633 680**	**3 869 032**
15 à 19 ans	**3 932 101**	3 551 436	168 570	12 734	89 418	94 902	12 919	1 135	987
20 à 24 ans	**3 711 548**	1 588 904	335 768	25 656	179 560	676 080	554 443	263 605	87 532
25 à 29 ans	**4 177 776**	244 739	523 655	54 757	216 528	1 047 467	761 835	670 218	658 577
30 à 39 ans	**8 578 416**	41 314	1 343 962	238 313	653 089	2 910 680	1 222 653	1 101 040	1 067 365
40 à 59 ans	**15 193 381**	–	2 430 117	2 487 439	1 351 312	4 320 300	1 816 955	1 290 187	1 497 071
60 ans ou plus	**12 478 127**	–	3 709 594	4 550 897	977 615	1 542 713	832 313	307 495	557 500
Hommes	**23 071 366**	**2 656 094**	**3 947 138**	**2 936 755**	**1 407 088**	**6 047 533**	**2 425 586**	**1 525 146**	**2 126 026**
15 à 19 ans	**2 010 204**	1 765 254	110 998	8 328	56 478	62 704	5 381	534	527
20 à 24 ans	**1 876 612**	749 465	191 253	14 029	96 935	408 065	267 736	116 148	32 981
25 à 29 ans	**2 091 373**	120 410	275 873	26 985	110 616	597 341	369 565	294 735	295 848
30 à 39 ans	**4 260 432**	20 965	680 686	108 512	283 032	1 635 212	527 888	459 611	544 526
40 à 59 ans	**7 548 685**	–	1 206 250	1 034 510	545 548	2 497 724	849 277	538 070	877 306
60 ans ou plus	**5 284 060**	–	1 482 078	1 744 391	314 479	846 487	405 739	116 048	374 838
Femmes	**24 999 983**	**2 770 299**	**4 564 528**	**4 433 041**	**2 060 434**	**4 544 609**	**2 775 532**	**2 108 534**	**1 743 006**
15 à 19 ans	**1 921 897**	1 786 182	57 572	4 406	32 940	32 198	7 538	601	460
20 à 24 ans	**1 834 936**	839 439	144 515	11 627	82 625	268 015	286 707	147 457	54 551
25 à 29 ans	**2 086 403**	124 329	247 782	27 772	105 912	450 126	392 270	375 483	362 729
30 à 39 ans	**4 317 984**	20 349	663 276	129 801	370 057	1 275 468	694 765	641 429	522 839
40 à 59 ans	**7 644 696**	–	1 223 867	1 452 929	805 764	1 822 576	967 678	752 117	619 765
60 ans ou plus	**7 194 067**	–	2 227 516	2 806 506	663 136	696 226	426 574	191 447	182 662

TABLEAU B.01-9

Population de 15 ans ou plus par sexe et âge selon le diplôme au recensement de 1999

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Division « Recensements de la population »)

Sexe et âge	**Ensemble**	Études en cours	Aucun diplôme	CEP	BEPC	CAP, BEP	BAC, Brevet professionnel	BAC plus 2 ans	Diplômes supérieurs
GUADELOUPE									
Ensemble	**322 581**	42 719	133 099	20 094	20 960	48 216	29 241	13 954	14 298
dont : 15 à 19 ans	**34 055**	31 133	2 054	45	352	366	89	7	9
20 à 24 ans	**27 310**	9 512	6 780	188	1 536	4 527	3 632	885	250
Hommes	**152 467**	20 771	65 357	8 170	8 455	24 713	12 039	5 668	7 294
dont : 15 à 19 ans	**17 130**	15 342	1 312	25	194	214	37	2	4
20 à 24 ans	**13 922**	4 553	4 052	100	792	2 491	1 504	340	90
Femmes	**170 114**	21 948	67 742	11 924	12 505	23 503	17 202	8 286	7 004
dont : 15 à 19 ans	**16 925**	15 791	742	20	158	152	52	5	5
20 à 24 ans	**13 388**	4 959	2 728	88	744	2 036	2 128	545	160
GUYANE									
Ensemble	**103 517**	14 771	44 773	4 068	4 911	15 694	8 300	5 014	5 986
dont : 15 à 19 ans	**14 587**	11 650	2 549	44	215	103	23	2	1
20 à 24 ans	**10 862**	2 558	4 668	155	579	1 572	927	293	110
Hommes	**51 841**	7 497	21 382	1 964	2 321	9 022	4 020	2 308	3 327
dont : 15 à 19 ans	**7 315**	5 913	1 220	26	100	49	7	–	–
20 à 24 ans	**5 667**	1 311	2 270	92	304	985	493	151	61
Femmes	**51 676**	7 274	23 391	2 104	2 590	6 672	4 280	2 706	2 659
dont : 15 à 19 ans	**7 272**	5 737	1 329	18	115	54	16	2	1
20 à 24 ans	**5 195**	1 247	2 398	63	275	587	434	142	49
MARTINIQUE									
Ensemble	**297 424**	38 851	117 602	22 860	20 171	44 919	24 788	13 364	14 869
dont : 15 à 19 ans	**28 769**	27 099	1 210	14	196	195	41	7	7
20 à 24 ans	**22 995**	9 598	5 123	76	924	3 572	2 624	791	287
Hommes	**138 632**	18 535	58 860	9 142	8 179	21 950	9 854	5 085	7 027
dont : 15 à 19 ans	**14 644**	13 586	797	8	108	125	15	1	4
20 à 24 ans	**11 551**	4 191	3 127	45	512	2 093	1 144	325	114
Femmes	**158 792**	20 316	58 742	13 718	11 992	22 969	14 934	8 279	7 842
dont : 15 à 19 ans	**14 125**	13 513	413	6	88	70	26	6	3
20 à 24 ans	**11 444**	5 407	1 996	31	412	1 479	1 480	466	173
RÉUNION									
Ensemble	**515 349**	71 996	254 291	20 334	29 261	62 606	36 306	17 384	23 171
dont : 15 à 19 ans	**64 668**	55 962	5 921	69	1 208	1 269	207	20	12
20 à 24 ans	**54 528**	13 704	17 295	210	4 516	9 664	6 695	1 737	707
Hommes	**250 098**	35 596	123 354	8 555	11 657	35 407	15 455	7 632	12 442
dont : 15 à 19 ans	**32 719**	27 869	3 473	46	566	694	61	5	5
20 à 24 ans	**26 932**	6 608	9 478	115	1 944	5 329	2 549	652	257
Femmes	**265 251**	36 400	130 937	11 779	17 604	27 199	20 851	9 752	10 729
dont : 15 à 19 ans	**31 949**	28 093	2 448	23	642	575	146	15	7
20 à 24 ans	**27 596**	7 096	7 817	95	2 572	4 335	4 146	1 085	450

TABLEAU B.01-10

Population totale par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1990 et 1999

Source : INSEE (recensements de la population - exploitation complémentaire)

Catégorie socioprofessionnelle	CS	1990			1999		
		Ensemble	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes
Niveau 8							
Agriculteurs exploitants	1	**1 012 937**	638 045	374 892	**642 167**	437 898	204 269
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2	**1 822 856**	1 236 506	586 350	**1 659 052**	1 173 953	485 099
Cadres, professions intellectuelles supérieures	3	**2 693 062**	1 859 579	833 483	**3 165 335**	2 063 606	1 101 729
Professions intermédiaires	4	**4 713 972**	2 616 258	2 097 714	**5 762 885**	2 991 994	2 770 891
Employés	5	**6 912 800**	1 533 495	5 379 305	**7 809 091**	1 831 247	5 977 844
Ouvriers (y compris agricoles)	6	**7 623 343**	6 019 848	1 603 495	**7 061 742**	5 631 910	1 429 832
Retraités	7	**9 221 132**	4 629 623	4 591 509	**10 634 443**	5 204 658	5 429 785
Autres sans activité professionnelle	8	**22 651 853**	9 031 702	13 620 151	**21 778 985**	9 081 651	12 697 334
Niveau 42							
Agriculteurs sur petite exploitation	11	**338 061**	198 285	139 776	**106 403**	63 434	42 969
Agriculteurs sur moyenne exploitation	12	**309 972**	200 004	109 968	**164 515**	115 425	49 090
Agriculteurs sur grande exploitation	13	**364 904**	239 756	125 148	**371 249**	259 039	112 210
Artisans	21	**850 464**	650 790	199 674	**761 082**	584 973	176 109
Commerçants et assimilés	22	**795 706**	437 004	358 702	**724 969**	443 164	281 805
Chefs d'entreprise 10 salariés ou plus	23	**176 686**	148 712	27 974	**173 001**	145 816	27 185
Professions libérales	31	**311 110**	211 890	99 220	**355 334**	233 452	121 882
Cadres de la fonction publique	33	**288 174**	207 270	80 904	**373 465**	240 310	133 155
Professeurs, professions scientifiques	34	**564 443**	280 211	284 232	**669 647**	317 619	352 028
Professions de l'information, des arts et des spectacles	35	**169 512**	97 116	72 396	**233 798**	130 846	102 952
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	37	**758 868**	529 603	229 265	**805 927**	524 045	281 882
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	38	**600 955**	533 489	67 466	**727 164**	617 334	109 830
Instituteurs et assimilés	42	**757 388**	264 072	493 316	**903 182**	314 653	588 529
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et du travail social	43	**783 659**	183 586	600 073	**1 032 249**	243 312	788 937
Clergé, religieux	44	**48 188**	28 032	20 156	**20 611**	16 053	4 558
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	45	**395 704**	196 552	199 152	**444 153**	190 613	253 540
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	46	**1 392 225**	747 797	644 428	**1 842 672**	894 156	948 516
Techniciens	47	**762 430**	664 777	97 653	**943 680**	807 955	135 725
Contremaîtres, agents de maîtrise	48	**574 378**	531 442	42 936	**576 338**	525 252	51 086
Employés civils et agents de service de la fonction publique	52	**1 997 604**	409 992	1 587 612	**2 343 270**	521 745	1 821 525
Policiers et militaires	53	**414 066**	386 398	27 668	**522 946**	475 108	47 838
Employés administratifs d'entreprise	54	**2 343 544**	359 021	1 984 523	**2 178 029**	335 366	1 842 663
Employés de commerce	55	**968 749**	183 624	785 125	**1 115 485**	247 103	868 382
Personnel des services directs aux particuliers	56	**1 188 837**	194 460	994 377	**1 649 361**	251 925	1 397 436
Ouvriers qualifiés de type industriel	62	**1 639 569**	1 416 203	223 366	**1 540 374**	1 315 434	224 940
Ouvriers qualifiés de type artisanal	63	**1 603 153**	1 469 873	133 280	**1 573 638**	1 422 772	150 866
Chauffeurs	64	**621 944**	603 540	18 404	**639 502**	607 743	31 759
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	65	**408 564**	374 802	33 762	**399 602**	366 669	32 933
Ouvriers non qualifiés de type industriel	67	**2 136 466**	1 291 286	845 180	**1 723 909**	1 102 687	621 222
Ouvriers non qualifiés de type artisanal	68	**931 599**	646 780	284 819	**887 451**	602 058	285 393
Ouvriers agricoles	69	**282 048**	217 364	64 684	**297 266**	214 547	82 719
Anciens agriculteurs exploitants	71	**1 273 460**	589 088	684 372	**1 080 155**	515 679	564 476
Anciens artisans, commerçants, chefs d'entreprise	72	**773 416**	379 824	393 592	**945 944**	514 694	431 250
Anciens cadres	74	**577 940**	447 504	130 436	**742 699**	583 419	159 280
Anciennes professions intermédiaires	75	**1 035 580**	561 756	473 824	**1 507 424**	770 791	736 633
Anciens employés	77	**2 674 969**	795 960	1 879 009	**3 203 517**	854 681	2 348 836
Anciens ouvriers (y compris agricoles)	78	**2 885 767**	1 855 491	1 030 276	**3 154 704**	1 965 394	1 189 310
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	81	**276 266**	96 349	179 917	**351 541**	147 794	203 747
Militaires du contingent	83	**231 475**	230 099	1 376	**85 623**	83 981	1 642
Élèves et étudiants de 15 ans ou plus	84	**5 261 236**	2 608 058	2 653 178	**5 433 071**	2 660 360	2 772 711
Autres inactifs de moins de 60 ans	85	**14 900 657**	6 020 755	8 879 902	**13 963 762**	6 037 625	7 926 137
Autres inactifs de 60 ans ou plus	86	**1 982 219**	76 441	1 905 778	**1 944 988**	151 891	1 793 097

TABLEAU B.01-11

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle
Ensemble	**642 167**	**1 659 052**	**3 165 335**	**5 762 885**	**7 809 091**	**7 061 742**	**10 634 443**	**21 778 985**
0-19	1 099	5 452	1 130	9 639	94 113	162 877	–	14 107 482
20-24	11 900	33 767	41 617	293 863	692 067	674 818	–	1 963 816
25-29	37 442	93 275	337 781	868 282	1 200 323	994 038	–	645 973
30-39	157 746	392 989	918 553	1 731 930	2 286 654	2 096 759	8 234	984 919
40-49	201 218	553 222	968 618	1 692 324	2 121 046	1 901 875	55 984	965 080
50-59	185 618	488 930	800 159	1 093 856	1 285 389	1 151 494	559 411	1 166 038
60 et plus	47 144	91 417	97 477	72 991	129 499	79 881	10 010 814	1 945 677
Hommes	**437 898**	**1 173 953**	**2 063 606**	**2 991 994**	**1 831 247**	**5 631 910**	**5 204 658**	**9 081 651**
0-19	876	3 402	699	5 080	31 054	150 120	–	7 169 370
20-24	9 899	19 429	21 347	136 086	193 434	556 532	–	938 858
25-29	31 400	59 686	193 505	421 029	333 119	820 985	–	232 744
30-39	119 352	278 747	573 579	889 285	536 078	1 693 360	3 211	165 511
40-49	140 229	402 118	644 120	896 659	459 077	1 455 736	19 726	170 801
50-59	114 302	354 387	558 969	604 732	259 992	898 120	313 191	252 254
60 et plus	21 840	56 184	71 387	39 123	18 493	57 057	4 868 530	152 113
Femmes	**204 269**	**485 099**	**1 101 729**	**2 770 891**	**5 977 844**	**1 429 832**	**5 429 785**	**12 697 334**
0-19	223	2 050	431	4 559	63 059	12 757	–	6 938 112
20-24	2 001	14 338	20 270	157 777	498 633	118 286	–	1 024 958
25-29	6 042	33 589	144 276	447 253	867 204	173 053	–	413 229
30-39	38 394	114 242	344 974	842 645	1 750 576	403 399	5 023	819 408
40-49	60 989	151 104	324 498	795 665	1 661 969	446 139	36 258	794 279
50-59	71 316	134 543	241 190	489 124	1 025 397	253 374	246 220	913 784
60 et plus	25 304	35 233	26 090	33 868	111 006	22 824	5 142 284	1 793 564

TABLEAU B.01-12

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 1999

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
GUADELOUPE									
Ensemble	**4 879**	**17 532**	**9 721**	**29 104**	**68 327**	**41 285**	**45 991**	**205 383**	**422 222**
0-19	9	32	7	40	260	405	–	132 943	**133 696**
20-24	83	384	71	1 200	3 921	2 913	–	18 738	**27 310**
25-29	281	1 277	634	4 317	10 714	6 435	–	9 776	**33 434**
30-39	1 319	5 741	2 920	9 669	24 366	14 733	94	12 931	**71 773**
40-49	1 440	5 511	3 341	8 388	17 736	10 046	596	9 797	**56 855**
50-59	1 391	3 438	2 314	4 893	9 666	5 727	3 149	9 482	**40 060**
60 et plus	356	1 149	434	597	1 664	1 026	42 152	11 716	**59 094**
Hommes	**4 054**	**12 920**	**6 115**	**13 229**	**15 830**	**35 342**	**22 137**	**93 519**	**203 146**
0-19	7	21	3	17	59	374	–	67 328	**67 809**
20-24	76	268	34	452	1 047	2 572	–	9 473	**13 922**
25-29	246	890	326	1 814	2 587	5 646	–	4 432	**15 941**
30-39	1 172	4 259	1 728	4 412	5 205	12 798	46	4 152	**33 772**
40-49	1 203	4 112	2 068	3 821	4 126	8 425	190	2 872	**26 817**
50-59	1 068	2 568	1 608	2 368	2 378	4 686	1 524	2 836	**19 036**
60 et plus	282	802	348	345	428	841	20 377	2 426	**25 849**
Femmes	**825**	**4 612**	**3 606**	**15 875**	**52 497**	**5 943**	**23 854**	**111 864**	**219 076**
0-19	2	11	4	23	201	31	–	65 615	**65 887**
20-24	7	116	37	748	2 874	341	–	9 265	**13 388**
25-29	35	387	308	2 503	8 127	789	–	5 344	**17 493**
30-39	147	1 482	1 192	5 257	19 161	1 935	48	8 779	**38 001**
40-49	237	1 399	1 273	4 567	13 610	1 621	406	6 925	**30 038**
50-59	323	870	706	2 525	7 288	1 041	1 625	6 646	**21 024**
60 et plus	74	347	86	252	1 236	185	21 775	9 290	**33 245**
GUYANE									
Ensemble	**2 019**	**4 685**	**4 565**	**10 349**	**19 751**	**13 624**	**6 209**	**95 588**	**156 790**
0-19	121	44	7	13	138	154	–	67 383	**67 860**
20-24	199	179	61	537	1 715	1 026	–	7 145	**10 862**
25-29	219	387	519	1 818	3 272	1 816	–	4 436	**12 467**
30-39	510	1 408	1 495	3 741	7 008	4 690	24	6 963	**25 839**
40-49	479	1 535	1 335	2 685	4 934	3 875	100	4 522	**19 465**
50-59	348	879	1 024	1 351	2 290	1 783	581	2 645	**10 901**
60 et plus	143	253	124	204	394	280	5 504	2 494	**9 396**
Hommes	**1 218**	**3 445**	**3 078**	**5 257**	**6 725**	**12 179**	**3 230**	**43 831**	**78 963**
0-19	59	35	5	5	36	138	–	34 159	**34 437**
20-24	97	128	43	216	812	921	–	3 450	**5 667**
25-29	120	256	292	812	1 163	1 622	–	1 489	**5 754**
30-39	290	1 024	975	1 829	2 371	4 228	14	1 933	**12 664**
40-49	326	1 116	905	1 449	1 514	3 431	46	1 229	**10 016**
50-59	227	690	755	812	712	1 591	303	773	**5 863**
60 et plus	99	196	103	134	117	248	2 867	798	**4 562**
Femmes	**801**	**1 240**	**1 487**	**5 092**	**13 026**	**1 445**	**2 979**	**51 757**	**77 827**
0-19	62	9	2	8	102	16	–	33 224	**33 423**
20-24	102	51	18	321	903	105	–	3 695	**5 195**
25-29	99	131	227	1 006	2 109	194	–	2 947	**6 713**
30-39	220	384	520	1 912	4 637	462	10	5 030	**13 175**
40-49	153	419	430	1 236	3 420	444	54	3 293	**9 449**
50-59	121	189	269	539	1 578	192	278	1 872	**5 038**
60 et plus	44	57	21	70	277	32	2 637	1 696	**4 834**

TABLEAU B.01-12 (suite et fin)

Population totale par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 1999

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Âge	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	Cadres, professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres sans activité professionnelle	**Ensemble**
MARTINIQUE									
Ensemble	**2 942**	**13 147**	**9 988**	**28 352**	**59 763**	**41 364**	**50 831**	**174 938**	**381 325**
0-19	7	17	3	33	132	261	–	112 217	**112 670**
20-24	52	172	86	1 018	2 402	2 305	–	16 960	**22 995**
25-29	167	738	683	4 155	8 074	5 858	–	8 829	**28 504**
30-39	839	4 126	2 795	9 087	21 588	15 189	73	11 226	**64 923**
40-49	908	4 134	3 460	8 216	16 971	10 434	472	7 536	**52 131**
50-59	724	2 785	2 545	5 136	8 962	6 250	2 963	7 448	**36 813**
60 et plus	245	1 175	416	707	1 634	1 067	47 323	10 722	**63 289**
Hommes	**2 386**	**9 630**	**6 047**	**12 172**	**13 616**	**34 071**	**23 892**	**79 096**	**180 910**
0-19	7	9	2	11	42	233	–	56 618	**56 922**
20-24	43	91	44	375	757	1 982	–	8 259	**11 551**
25-29	144	457	354	1 580	2 060	5 028	–	3 732	**13 355**
30-39	708	2 895	1 598	3 890	4 461	12 807	31	3 854	**30 244**
40-49	744	3 183	2 049	3 653	3 764	8 449	127	2 326	**24 295**
50-59	535	2 125	1 671	2 297	2 162	4 737	1 418	2 208	**17 153**
60 et plus	205	870	329	366	370	835	22 316	2 099	**27 390**
Femmes	**556**	**3 517**	**3 941**	**16 180**	**46 147**	**7 293**	**26 939**	**95 842**	**200 415**
0-19	–	8	1	22	90	28	–	55 599	**55 748**
20-24	9	81	42	643	1 645	323	–	8 701	**11 444**
25-29	23	281	329	2 575	6 014	830	–	5 097	**15 149**
30-39	131	1 231	1 197	5 197	17 127	2 382	42	7 372	**34 679**
40-49	164	951	1 411	4 563	13 207	1 985	345	5 210	**27 836**
50-59	189	660	874	2 839	6 800	1 513	1 545	5 240	**19 660**
60 et plus	40	305	87	341	1 264	232	25 007	8 623	**35 899**
RÉUNION									
Ensemble	**7 606**	**15 435**	**15 942**	**44 824**	**101 381**	**76 320**	**45 204**	**399 468**	**706 180**
0-19	45	55	18	107	742	906	–	253 626	**255 499**
20-24	275	530	239	3 469	10 309	6 562	–	33 144	**54 528**
25-29	567	1 292	1 434	7 975	17 478	11 547	–	15 250	**55 543**
30-39	2 306	5 306	4 938	15 792	36 082	29 725	125	29 228	**123 502**
40-49	2 285	4 753	5 282	11 613	24 332	18 513	1 016	22 160	**89 954**
50-59	1 758	2 620	3 615	5 296	10 877	8 213	4 549	19 535	**56 463**
60 et plus	370	879	416	572	1 561	854	39 514	26 525	**70 691**
Hommes	**6 644**	**11 607**	**10 460**	**21 367**	**29 353**	**68 653**	**25 853**	**173 139**	**347 076**
0-19	40	34	11	47	272	865	–	128 428	**129 697**
20-24	253	328	114	1 378	3 010	5 983	–	15 866	**26 932**
25-29	511	890	796	3 546	5 387	10 582	–	5 364	**27 076**
30-39	2 041	4 066	3 031	7 452	9 841	27 003	69	6 890	**60 393**
40-49	1 957	3 659	3 560	5 748	6 976	16 412	435	5 708	**44 455**
50-59	1 541	2 007	2 620	2 897	3 340	7 118	2 549	6 018	**28 090**
60 et plus	301	623	328	299	527	690	22 800	4 865	**30 433**
Femmes	**962**	**3 828**	**5 482**	**23 457**	**72 028**	**7 667**	**19 351**	**226 329**	**359 104**
0-19	5	21	7	60	470	41	–	125 198	**125 802**
20-24	22	202	125	2 091	7 299	579	–	17 278	**27 596**
25-29	56	402	638	4 429	12 091	965	–	9 886	**28 467**
30-39	265	1 240	1 907	8 340	26 241	2 722	56	22 338	**63 109**
40-49	328	1 094	1 722	5 865	17 356	2 101	581	16 452	**45 499**
50-59	217	613	995	2 399	7 537	1 095	2 000	13 517	**28 373**
60 et plus	69	256	88	273	1 034	164	16 714	21 660	**40 258**

TABLEAU B.01-13

Population active ayant un emploi par sexe, âge et statut en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Âge	Total des actifs ayant un emploi	Salariés					Non-salariés
		Total	Secteur privé	État (1)	Collecti-vités locales	Services publics (2)	
Ensemble	**23 050 566**	**20 358 713**	**14 218 930**	**2 904 855**	**2 570 533**	**664 395**	**2 691 853**
15-19	235 811	231 264	217 305	4 345	8 192	1 422	4 547
20-24	1 390 909	1 355 906	1 101 278	125 785	108 562	20 281	35 003
25-29	3 013 860	2 871 156	2 173 696	347 390	290 639	59 431	142 704
30-34	3 279 294	3 008 944	2 245 799	344 915	344 067	74 163	270 350
35-39	3 435 847	3 052 979	2 146 118	398 472	401 972	106 417	382 868
40-44	3 391 443	2 960 257	1 924 643	460 358	437 012	138 244	431 186
45-49	3 351 668	2 871 234	1 849 759	478 257	412 786	130 432	480 434
50-54	2 990 379	2 508 595	1 582 648	474 541	350 980	100 426	481 784
55-59	1 484 379	1 192 811	775 894	218 074	169 585	29 258	291 568
60 et plus	476 976	305 567	201 790	52 718	46 738	4 321	171 409
Hommes	**12 701 719**	**10 837 005**	**8 092 802**	**1 388 459**	**865 736**	**490 008**	**1 864 714**
15-19	166 580	163 669	154 843	3 090	4 606	1 130	2 911
20-24	756 831	732 627	614 414	67 674	38 285	12 254	24 204
25-29	1 629 884	1 532 819	1 225 709	168 769	98 522	39 819	97 065
30-34	1 816 618	1 629 515	1 296 706	168 450	113 097	51 262	187 103
35-39	1 896 375	1 629 648	1 232 550	186 633	132 857	77 608	266 727
40-44	1 846 201	1 543 822	1 074 681	219 565	142 348	107 228	302 379
45-49	1 830 901	1 491 817	1 026 295	226 821	138 452	100 249	339 084
50-54	1 667 916	1 329 539	909 947	221 607	121 169	76 816	338 377
55-59	847 451	643 941	461 754	99 317	61 910	20 960	203 510
60 et plus	242 962	139 608	95 903	26 533	14 490	2 682	103 354
Femmes	**10 348 847**	**9 521 708**	**6 126 128**	**1 516 396**	**1 704 797**	**174 387**	**827 139**
15-19	69 231	67 595	62 462	1 255	3 586	292	1 636
20-24	634 078	623 279	486 864	58 111	70 277	8 027	10 799
25-29	1 383 976	1 338 337	947 987	178 621	192 117	19 612	45 639
30-34	1 462 676	1 379 429	949 093	176 465	230 970	22 901	83 247
35-39	1 539 472	1 423 331	913 568	211 839	269 115	28 809	116 141
40-44	1 545 242	1 416 435	849 962	240 793	294 664	31 016	128 807
45-49	1 520 767	1 379 417	823 464	251 436	274 334	30 183	141 350
50-54	1 322 463	1 179 056	672 701	252 934	229 811	23 610	143 407
55-59	636 928	548 870	314 140	118 757	107 675	8 298	88 058
60 et plus	234 014	165 959	105 887	26 185	32 248	1 639	68 055

(1) Cette rubrique concerne aussi les salariés de la sécurité sociale.
(2) Salariés des entreprises publiques ou nationales.

TABLEAU B.01-14

Actifs occupés au lieu de travail par sexe et statut selon l'activité économique en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Activité économique (niveaux 4, 16 et 36)	NES	Ensemble	Salariés	Non Salariés	Hommes	Salariés	Non Salariés	Femmes	Salariées	Non Salariées
Ensemble		**22 800 731**	**20 118 253**	**2 682 478**	**12 539 561**	**10 681 955**	**1 857 606**	**10 261 170**	**9 436 298**	**824 872**
Agriculture	**ES**	947 446	304 850	642 596	661 662	220 206	441 456	285 784	84 644	201 140
Industrie	**ET**	4 151 952	3 906 267	245 685	2 941 624	2 752 844	188 780	1 210 328	1 153 423	56 905
Construction	**EU**	1 322 979	1 056 637	266 342	1 215 240	961 287	253 953	107 739	95 350	12 389
Tertiaire	**EV**	16 378 354	14 850 499	1 527 855	7 721 035	6 747 618	973 417	8 657 319	8 102 881	554 438
Agriculture, sylviculture, pêche	**EA**	**947 446**	**304 850**	**642 596**	**661 662**	**220 206**	**441 456**	**285 784**	**84 644**	**201 140**
Industries agricoles et alimentaires	**EB**	**622 722**	**538 519**	**84 203**	**384 856**	**328 211**	**56 645**	**237 866**	**210 308**	**27 558**
Industries des biens de consommation	**EC**	**751 953**	**687 386**	**64 567**	**392 260**	**345 320**	**46 940**	**359 693**	**342 066**	**17 627**
Habillement, cuir	C1	160 082	149 816	10 266	45 087	39 727	5 360	114 995	110 089	4 906
Édition, imprimerie, reproduction	C2	227 593	202 289	25 304	136 259	117 862	18 397	91 334	**84 427**	**6 907**
Pharmacie, parfumerie, entretien	C3	134 914	133 088	1 826	62 572	61 171	1 401	72 342	71 917	425
Industries des équipements du foyer	C4	229 364	202 193	27 171	148 342	126 560	21 782	81 022	75 633	5 389
Industrie automobile	**ED**	**268 497**	**266 262**	**2 235**	**224 816**	**222 776**	**2 040**	**43 681**	**43 486**	**195**
Industries des biens d'équipement	**EE**	**821 197**	**784 331**	**36 866**	**661 843**	**628 306**	**33 537**	**159 354**	**156 025**	**3 329**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	144 046	141 951	2 095	121 334	119 432	1 902	22 712	22 519	193
Industries des équipements mécaniques	E2	427 072	404 948	22 124	364 974	344 607	20 367	62 098	**60 341**	**1 757**
Industrie des équipements électriques et électroniques	E3	250 079	237 432	12 647	175 535	164 267	11 268	74 544	73 165	1 379
Industries des biens intermédiaires	**EF**	**1 443 341**	**1 386 899**	**56 442**	**1 083 845**	**1 035 319**	**48 526**	**359 496**	**351 580**	**7 916**
Industries des produits minéraux	F1	172 761	162 768	9 993	140 971	132 741	8 230	31 790	30 027	1 763
Industrie textile	F2	125 074	120 250	4 824	65 868	62 637	3 231	59 206	57 613	1 593
Industries du bois et du papier	F3	185 503	174 246	11 257	145 643	135 593	10 050	39 860	38 653	1 207
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	336 238	330 555	5 683	250 837	245 856	4 981	85 401	84 699	702
Métallurgie et transformation des métaux	F5	444 789	423 768	21 021	368 575	349 639	18 936	76 214	74 129	2 085
Industrie des composants électriques et électroniques	F6	178 976	175 312	3 664	111 951	108 853	3 098	67 025	66 459	566
Énergie	**EG**	**244 242**	**242 870**	**1 372**	**194 004**	**192 912**	**1 092**	**50 238**	**49 958**	**280**
Production de combustibles et de carburants	G1	37 783	37 535	248	32 345	32 129	216	5 438	5 406	32
Eau, gaz, électricité	G2	206 459	205 335	1 124	161 659	160 783	876	44 800	44 552	248
Construction	**EH**	**1 322 979**	**1 056 637**	**266 342**	**1 215 240**	**961 287**	**253 953**	**107 739**	**95 350**	**12 389**
Commerce	**EJ**	**3 013 546**	**2 522 116**	**491 430**	**1 659 031**	**1 337 521**	**321 510**	**1 354 515**	**1 184 595**	**169 920**
Commerce et réparation automobile	J1	443 047	369 341	73 706	357 569	294 603	62 966	85 478	74 738	10 740
Commerce de gros	J2	967 031	879 303	87 728	650 711	579 332	71 379	316 320	299 971	16 349
Commerce de détail, réparations	J3	1 603 468	1 273 472	329 996	650 751	463 586	187 165	952 717	809 886	142 831
Transports	**EK**	**997 935**	**924 835**	**73 100**	**781 263**	**718 281**	**62 982**	**216 672**	**206 554**	**10 118**
Activités financières	**EL**	**682 032**	**646 569**	**35 463**	**316 048**	**288 810**	**27 238**	**365 984**	**357 759**	**8 225**
Activités immobilières	**EM**	**279 034**	**239 479**	**39 555**	**124 414**	**96 756**	**27 658**	**154 620**	**142 723**	**11 897**
Services aux entreprises	**EN**	**2 799 774**	**2 558 954**	**240 820**	**1 639 799**	**1 458 343**	**181 456**	**1 159 975**	**1 100 611**	**59 364**
Postes et télécommunications	N1	471 517	469 050	2 467	261 126	259 135	1 991	210 391	209 915	476
Conseils et assistance	N2	1 154 902	980 513	174 389	655 937	521 337	134 600	498 965	459 176	39 789
Services opérationnels	N3	1 034 270	971 669	62 601	642 442	598 640	43 802	391 828	373 029	18 799
Recherche et développement	N4	139 085	137 722	1 363	80 294	79 231	1 063	58 791	58 491	300
Services aux particuliers	**EP**	**1 683 936**	**1 346 960**	**336 976**	**700 968**	**522 922**	**178 046**	**982 968**	**824 038**	**158 930**
Hôtels et restaurants	P1	802 459	624 034	178 425	413 279	309 680	103 599	389 180	314 354	74 826
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	376 817	312 516	64 301	213 354	168 962	44 392	163 463	143 554	19 909
Services personnels et domestiques	P3	504 660	410 410	94 250	74 335	44 280	30 055	430 325	366 130	64 195
Éducation, santé, action sociale	**EQ**	**4 325 868**	**4 026 534**	**299 334**	**1 219 759**	**1 052 649**	**167 110**	**3 106 109**	**2 973 885**	**132 224**
Éducation	Q1	1 676 121	1 648 193	27 928	587 768	570 137	17 631	1 088 353	1 078 056	10 297
Santé, action sociale	Q2	2 649 747	2 378 341	271 406	631 991	482 512	149 479	2 017 756	1 895 829	121 927
Administration	**ER**	**2 596 229**	**2 585 052**	**11 177**	**1 279 753**	**1 272 336**	**7 417**	**1 316 476**	**1 312 716**	**3 760**
Administration publique	R1	2 262 947	2 257 253	5 694	1 143 794	1 140 001	3 793	1 119 153	1 117 252	1 901
Activités associatives et extra-territoriales	R2	333 282	327 799	5 483	135 959	132 335	3 624	197 323	195 464	1 859

TABLEAU B.01-15

Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique en 1999

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

Activité économique (niveaux 4 et 16)	NES	Ensemble			Hommes			Femmes		
		Ensemble	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés
GUADELOUPE										
AGRICULTURE	**ES**	**7 316**	**2 836**	**4 480**	**6 063**	**2 259**	**3 804**	**1 253**	**577**	**676**
INDUSTRIE	**ET**	**8 999**	**7 082**	**1 917**	**6 900**	**5 326**	**1 574**	**2 099**	**1 756**	**343**
CONSTRUCTION	**EU**	**9 793**	**5 438**	**4 355**	**9 155**	**4 879**	**4 276**	**638**	**559**	**79**
TERTIAIRE	**EV**	**99 137**	**87 273**	**11 864**	**44 739**	**37 030**	**7 709**	**54 398**	**50 243**	**4 155**
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	**7 316**	2 836	4 480	**6 063**	2 259	3 804	**1 253**	577	676
Industries agricoles et alimentaires	EB	**2 597**	2 242	355	**1 885**	1 613	272	**712**	629	83
Autres industries (1)		**5 092**	3 558	1 534	**3 924**	2 642	1 282	**1 168**	916	252
Énergie	EG	**1 310**	1 282	28	**1 091**	1 071	20	**219**	211	8
Construction	EH	**9 793**	5 438	4 355	**9 155**	4 879	4 276	**638**	559	79
Commerce	EJ	**18 880**	14 324	4 556	**10 327**	7 471	2 856	**8 553**	6 853	1 700
Transports	EK	**5 255**	4 136	1 119	**3 800**	2 769	1 031	**1 455**	1 367	88
Activités financières	EL	**2 707**	2 547	160	**1 139**	1 028	111	**1 568**	1 519	49
Activités immobilières	EM	**994**	761	233	**464**	299	165	**530**	462	68
Services aux entreprises	EN	**9 661**	7 871	1 790	**5 682**	4 372	1 310	**3 979**	3 499	480
Services aux particuliers	EP	**14 873**	12 533	2 340	**5 656**	4 367	1 289	**9 217**	8 166	1 051
Éducation, santé, action sociale	EQ	**26 283**	24 704	1 579	**8 192**	7 312	880	**18 091**	17 392	699
Administration	ER	**20 484**	20 397	87	**9 479**	9 412	67	**11 005**	10 985	20
ENSEMBLE		**125 245**	**102 629**	**22 616**	**66 857**	**49 494**	**17 363**	**58 388**	**53 135**	**5 253**
GUYANE										
AGRICULTURE	**ES**	**2 888**	**997**	**1 891**	**2 001**	**888**	**1 113**	**887**	**109**	**778**
INDUSTRIE	**ET**	**3 524**	**2 878**	**646**	**2 873**	**2 350**	**523**	**651**	**528**	**123**
CONSTRUCTION	**EU**	**3 256**	**2 312**	**944**	**3 037**	**2 123**	**914**	**219**	**189**	**30**
TERTIAIRE	**EV**	**33 775**	**30 632**	**3 143**	**17 792**	**15 719**	**2 073**	**15 983**	**14 913**	**1 070**
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	**2 888**	997	1 891	**2 001**	888	1 113	**887**	109	778
Industries agricoles et alimentaires	EB	**496**	393	103	**342**	277	65	**154**	116	38
Autres industries (1)		**2 476**	1 939	537	**2 089**	1 637	452	**387**	302	85
Énergie	EG	**552**	546	6	**442**	436	6	**110**	110	–
Construction	EH	**3 256**	2 312	944	**3 037**	2 123	914	**219**	189	30
Commerce	EJ	**4 573**	3 213	1 360	**2 726**	1 876	850	**1 847**	1 337	510
Transports	EK	**1 616**	1 280	336	**1 238**	927	311	**378**	353	25
Activités financières	EL	**522**	497	25	**203**	185	18	**319**	312	7
Activités immobilières	EM	**297**	264	33	**164**	140	24	**133**	124	9
Services aux entreprises	EN	**4 237**	3 842	395	**2 845**	2 535	310	**1 392**	1 307	85
Services aux particuliers	EP	**3 203**	2 561	642	**1 303**	945	358	**1 900**	1 616	284
Éducation, santé, action sociale	EQ	**8 990**	8 686	304	**3 142**	2 968	174	**5 848**	5 718	130
Administration	ER	**10 337**	10 289	48	**6 171**	6 143	28	**4 166**	4 146	20
ENSEMBLE		**43 443**	**36 819**	**6 624**	**25 703**	**21 080**	**4 623**	**17 740**	**15 739**	**2 001**
MARTINIQUE										
AGRICULTURE	**ES**	**8 384**	**5 642**	**2 742**	**6 433**	**4 146**	**2 287**	**1 951**	**1 496**	**455**
INDUSTRIE	**ET**	**9 058**	**7 549**	**1 509**	**6 644**	**5 433**	**1 211**	**2 414**	**2 116**	**298**
CONSTRUCTION	**EU**	**7 070**	**4 558**	**2 512**	**6 559**	**4 105**	**2 454**	**511**	**453**	**58**
TERTIAIRE	**EV**	**91 555**	**81 797**	**9 758**	**40 609**	**34 139**	**6 470**	**50 946**	**47 658**	**3 288**
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	**8 384**	5 642	2 742	**6 433**	4 146	2 287	**1 951**	1 496	455
Industries agricoles et alimentaires	EB	**2 985**	2 673	312	**2 006**	1 775	231	**979**	898	81
Autres industries (1)		**4 747**	3 559	1 188	**3 558**	2 585	973	**1 189**	974	215
Énergie	EG	**1 326**	1 317	9	**1 080**	1 073	7	**246**	244	2
Construction	EH	**7 070**	4 558	2 512	**6 559**	4 105	2 454	**511**	453	58
Commerce	EJ	**16 530**	13 143	3 387	**8 638**	6 460	2 178	**7 892**	6 683	1 209
Transports	EK	**4 783**	3 201	1 582	**3 686**	2 164	1 522	**1 097**	1 037	60
Activités financières	EL	**2 491**	2 398	93	**971**	902	69	**1 520**	1 496	24
Activités immobilières	EM	**746**	575	171	**378**	262	116	**368**	313	55
Services aux entreprises	EN	**9 080**	7 816	1 264	**5 339**	4 410	929	**3 741**	3 406	335
Services aux particuliers	EP	**11 213**	9 502	1 711	**3 548**	2 686	862	**7 665**	6 816	849
Éducation, santé, action sociale	EQ	**26 785**	25 302	1 483	**7 947**	7 199	748	**18 838**	18 103	735
Administration	ER	**19 927**	19 860	67	**10 102**	10 056	46	**9 825**	9 804	21
ENSEMBLE		**116 067**	**99 546**	**16 521**	**60 245**	**47 823**	**12 422**	**55 822**	**51 723**	**4 099**

N.B. Voir Note en fin de tableau.

TABLEAU B.01-15 (suite et fin)

Population active ayant un emploi par sexe et statut selon l'activité économique en 1999

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Activité économique (niveaux 4 et 16)	NES	Ensemble			Hommes			Femmes		
		Ensemble	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés	**Ensemble**	Salariés	Non Salariés
RÉUNION										
AGRICULTURE	**ES**	**9 562**	**2 825**	**6 737**	**8 407**	**2 520**	**5 887**	**1 155**	**305**	**850**
INDUSTRIE	**ET**	**13 424**	**11 576**	**1 848**	**10 784**	**9 278**	**1 506**	**2 640**	**2 298**	**342**
CONSTRUCTION	**EU**	**11 003**	**8 900**	**2 103**	**10 370**	**8 385**	**1 985**	**633**	**515**	**118**
TERTIAIRE	**EV**	**139 688**	**126 802**	**12 886**	**71 073**	**62 161**	**8 912**	**68 615**	**64 641**	**3 974**
Agriculture, sylviculture, pêche	EA	**9 562**	2 825	6 737	**8 407**	2 520	5 887	**1 155**	305	850
Industries agricoles et alimentaires	EB	**4 706**	4 154	552	**3 577**	3 170	407	**1 129**	984	145
Autres industries (1)		**7 484**	6 195	1 289	**6 172**	5 080	1 092	**1 312**	1 115	197
Énergie	EG	**1 234**	1 227	7	**1 035**	1 028	7	**199**	199	–
Construction	EH	**11 003**	8 900	2 103	**10 370**	8 385	1 985	**633**	515	118
Commerce	EJ	**24 658**	19 590	5 068	**15 503**	11 857	3 646	**9 155**	7 733	1 422
Transports	EK	**5 494**	4 577	917	**4 422**	3 563	859	**1 072**	1 014	58
Activités financières	EL	**3 146**	3 034	112	**1 376**	1 288	88	**1 770**	1 746	24
Activités immobilières	EM	**1 705**	1 517	188	**1 043**	909	134	**662**	608	54
Services aux entreprises	EN	**11 225**	9 676	1 549	**7 295**	6 083	1 212	**3 930**	3 593	337
Services aux particuliers	EP	**13 707**	11 658	2 049	**5 151**	4 002	1 149	**8 556**	7 656	900
Éducation, santé, action sociale	EQ	**40 701**	37 834	2 867	**15 834**	14 100	1 734	**24 867**	23 734	1 133
Administration	ER	**39 052**	38 916	136	**20 449**	20 359	90	**18 603**	18 557	46
ENSEMBLE		**173 677**	**150 103**	**23 574**	**100 634**	**82 344**	**18 290**	**73 043**	**67 759**	**5 284**

(1) Le poste « Autres industries » regroupe l'industrie automobile et les industries de biens de consommation, de biens intermédiaires et de biens d'équipement.

TABLEAU B.01-16

Navettes domicile-travail des actifs ayant un emploi par sexe et catégorie socioprofessionnelle en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de résidence - Lieu de travail					
		Même commune	Dans deux communes différentes				
			Même unité urbaine	Même zone d'emploi	Même département	Même région	Autres cas
Population active ayant un emploi							
Ensemble	**23 050 566**	**9 360 300**	**6 075 492**	**8 579 135**	**10 046 416**	**12 743 571**	**930 325**
Hommes	**12 701 719**	4 828 235	3 290 628	4 747 842	5 652 967	7 226 853	637 751
Femmes	**10 348 847**	4 532 065	2 784 864	3 831 293	4 393 449	5 516 718	292 574
Catégorie Socioprofessionnelle							
Agriculteurs exploitants	**627 204**	571 916	4 470	41 025	48 058	51 550	3 706
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	**1 525 719**	1 000 733	233 267	345 597	395 420	491 246	32 888
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**3 025 190**	1 079 790	1 098 715	943 137	1 133 576	1 777 185	166 513
Professions intermédiaires	**5 318 217**	1 768 881	1 619 133	2 138 021	2 555 231	3 309 180	236 446
Employés	**6 645 135**	3 002 275	1 760 993	2 414 791	2 756 379	3 433 922	204 102
Ouvriers	**5 909 101**	1 936 705	1 358 914	2 696 564	3 157 752	3 680 488	286 670

TABLEAU B.01-17

Migrations par sexe et par catégorie socioprofessionnelle en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine	Même logement	Même commune	Même département	Même région	France métropolitaine	Hors France métropolitaine
Population totale											
Ensemble	**58 513 700**	**31 909 885**	**38 980 137**	**52 292 296**	**6 221 404**	**29 304 612**	**38 751 652**	**48 430 149**	**51 647 044**	**57 166 484**	**1 347 216**
Hommes	**28 416 917**	15 660 209	19 036 401	25 338 356	3 078 561	14 118 518	18 720 476	23 449 716	25 022 326	27 761 417	655 500
Femmes	**30 096 783**	16 249 676	19 943 736	26 953 940	3 142 843	15 186 094	20 031 176	24 980 433	26 624 718	29 405 067	691 716
Catégorie Socioprofessionnelle											
Agriculteurs exploitants	**642 167**	508 483	550 646	622 775	19 392	493 593	569 164	619 189	625 429	638 699	3 468
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 659 052**	794 582	996 113	1 427 113	231 939	850 324	1 111 871	1 396 440	1 487 372	1 628 088	30 964
Cadres, professions intellectuelles supérieures	**3 165 335**	882 542	1 447 935	2 760 949	404 386	1 180 640	1 658 606	2 127 207	2 456 878	3 055 838	109 497
Professions intermédiaires	**5 762 885**	2 491 906	3 411 170	5 216 439	546 446	2 360 120	3 238 779	4 436 505	4 907 583	5 656 421	106 464
Employés	**7 809 091**	3 924 915	4 890 784	6 853 794	955 297	3 384 580	4 843 838	6 388 383	6 854 062	7 648 511	160 580
Ouvriers	**7 061 742**	4 058 303	4 726 855	5 959 622	1 102 120	3 401 660	4 775 103	6 207 851	6 501 187	6 928 433	133 309
Retraités	**10 634 443**	5 499 625	6 646 059	9 479 886	1 154 557	8 241 552	9 103 093	9 822 509	10 021 496	10 571 425	63 018
Autres sans activité	**21 778 985**	13 749 529	16 310 575	19 971 718	1 807 267	9 392 143	13 451 198	17 432 065	18 793 037	21 039 069	739 916

TABLEAU B.01-18

Migrations par sexe en 1999 en fonction du lieu de naissance et du lieu de résidence au 1er janvier 1990

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

	Ensemble	Lieu de naissance				Lieu de résidence					
		Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger	Même logement	Même commune	Même département	Autre DOM ou TOM	France métropolitaine	Étranger
GUADELOUPE											
Ensemble	**422 222**	**341 539**	**8 962**	**46 102**	**25 619**	**223 935**	**313 468**	**368 299**	**4 941**	**42 083**	**6 899**
Hommes	**203 146**	164 372	4 013	23 207	11 554	108 648	152 059	177 031	2 344	20 548	3 223
Femmes	**219 076**	177 167	4 949	22 895	14 065	115 287	161 409	191 268	2 597	21 535	3 676
GUYANE											
Ensemble	**156 790**	**85 258**	**8 106**	**18 560**	**44 866**	**51 301**	**102 305**	**122 840**	**3 814**	**16 661**	**13 475**
Hommes	**78 963**	42 231	4 437	10 301	21 994	25 769	51 472	61 792	2 014	9 009	6 148
Femmes	**77 827**	43 027	3 669	8 259	22 872	25 532	50 833	61 048	1 800	7 652	7 327
MARTINIQUE											
Ensemble	**381 325**	**329 232**	**7 532**	**35 783**	**8 778**	**208 799**	**286 525**	**338 326**	**5 267**	**34 998**	**2 734**
Hommes	**180 910**	156 396	3 090	17 601	3 823	100 514	136 927	160 580	2 284	16 844	1 202
Femmes	**200 415**	172 836	4 442	18 182	4 955	108 285	149 598	177 746	2 983	18 154	1 532
RÉUNION											
Ensemble	**706 180**	**608 157**	**9 114**	**64 561**	**24 348**	**339 406**	**550 279**	**628 782**	**7 619**	**60 298**	**9 481**
Hommes	**347 076**	296 098	4 317	34 991	11 670	169 053	271 429	307 797	3 651	31 307	4 321
Femmes	**359 104**	312 059	4 797	29 570	12 678	170 353	278 850	320 985	3 968	28 991	5 160

Chapitre B.02

Mouvement de la population

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Mouvement de la population : aperçu d'ensemble.
2. Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité.
3. Indicateurs synthétiques de la situation démographique.
4. Nés vivants et enfants sans vie par sexe et qualité juridique.
5. Nés vivants par âge de la mère et qualité juridique.
6. Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance.
7. Nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère.
8. Indicateur de fécondité (pour 100 femmes) et âge moyen des mères à la maternité.
9. Mariages par âge et état matrimonial antérieur.
10. Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage.
11. Indicateurs de primo-nuptialité.
12. Décédés par sexe, groupe d'âges et état matrimonial.
13. Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes.
14. Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges.
15. Tables de mortalité annuelles abrégées.
16. Table de mortalité : années 1996-1998.
17. Principaux indicateurs démographiques de divers pays.
18. Nombre d'immigrants par type de procédure.
19. Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial.
20. Travailleurs étrangers permanents enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité.
21. DOM : mouvement naturel de la population en valeur absolue et taux pour 1000 habitants.
22. Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population.
23. Polynésie française : mouvement naturel de la population.
24. Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Enquêtes et Études démographiques » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Selon les estimations provisoires, la France métropolitaine compte 59 millions d'habitants au 1er janvier 2001. Avec 774 800 naissances et 538 300 décès en France métropolitaine, l'excédent naturel est de 240 600 personnes. Compte tenu de l'excédent migratoire, évalué à 55 000 personnes, l'excédent total s'élève à 295 600 personnes, soit un accroissement de 4,4 habitants pour mille dont 4,1 résultent de l'excédent des naissances sur les décès. Avec les départements d'outre-mer, la population française est de 60,7 millions d'habitants. Après une interruption en 1997, la natalité poursuit sa progression amorcée fin 1994. La mortalité recule de nouveau et l'espérance de vie à la naissance augmente. Les mariages dépassent la barre des 300 000, niveau qui n'avait plus été atteint depuis 17 ans.

Le regain des naissances

En 2000, la natalité connait un bond, à défaut d'un « boom » : 778 900 bébés sont nés en France métropolitaine, soit 34 000 de plus que l'année précédente (+ 4,6 %). Cette augmentation n'est pas attribuable à un pic autour du 1er janvier 2000 : il n'y a pas eu plus de naissances le premier jour de l'an 2000 qu'un jour férié habituel ; la hausse est constante sur l'ensemble de l'année, elle prolonge celle des deux années précédentes. Les naissances retrouvent le niveau de 1986, après une chute en 1993 et 1994 (711 000 naissances ces deux années).

La natalité progresse en France malgré la baisse du nombre de femmes d'âge fécond, entre 15 et 49 ans. L'indicateur conjoncturel de fécondité est de 1,89 enfant par femme en 2000 contre 1,79 l'année précédente et environ 1,71 il y a cinq ans. Il retrouve ainsi son niveau du début des années quatre-vingt.

Les mères des nouveau-nés sont plus nombreuses que l'année précédente à tout âge. La tendance de ces dernières années, où la fécondité des femmes de moins de 30 ans diminuait, est interrompue. Malgré tout, l'augmentation est plus marquée pour les femmes de plus de 30 ans : la hausse de l'indicateur conjoncturel de fécondité leur est attribuable aux deux tiers. Les femmes ont en moyenne leurs enfants de plus en plus tard. L'âge à la maternité augmente encore : 29,4 ans en 2000, deux ans de plus qu'en 1985.

Les mariés de l'an 2000

304 300 mariages ont été célébrés en 2000, soit 18 100 de plus qu'en 1999 (+ 6,3 %). Le nombre de mariages franchit la barre symbolique des 300 000, qu'il n'avait plus atteinte depuis 1983. Même la hausse des mariages en 1996 et 1997, à la suite du changement des règles d'imposition des parents non mariés (l'amendement Courson) n'avait pas permis d'atteindre un niveau aussi élevé. Le taux de nuptialité est ainsi remonté à 5,2 mariages pour mille habitants alors qu'il était descendu à 4,4 de 1993 à 1995. L'amélioration de la conjoncture économique a pu relancer l'intérêt « fiscal » du mariage. Un effet « an 2000 », propre à cette année symbolique, est également possible. Les couples cohabitant depuis plusieurs années ont pu souhaiter passer dans le troisième millénaire mariés. Seule l'évolution observée les prochaines années permettra de savoir si la baisse quasi-ininterrompue des mariages depuis trente ans, de 416 000 en 1972 à 255 000 en 1995, est durablement enrayée ou s'il s'agit d'un simple pic conjoncturel.

La mortalité recule toujours

En 2000, le nombre de décès est estimé à 538 300, soit un peu moins qu'en 1999 (- 0,6 %). Or, compte tenu de l'accroissement et du vieillissement de la population, si les conditions de mortalité de 2000 avaient été identiques à celles de 1999, 6 500 décès supplémentaires auraient été dénombrés. La baisse du nombre des décès révèle donc un recul de la mortalité encore plus net.

La mortalité infantile se stabiliserait cette année à 4,4 décès d'enfants de moins d'un an pour mille naissances vivantes après une baisse ininterrompue depuis cinquante ans.

Pour 1999, l'espérance de vie à la naissance est estimée à 75 ans pour les hommes et 82,5 années pour les femmes. Les gains d'espérance de vie à la naissance sont irréguliers mais continus. Actuellement, après le cap de la première année, c'est, pour les hommes, la baisse des taux de mortalité autour de 55 à 65 ans qui est à l'origine des progrès les plus importants de l'espérance de vie ; pour les femmes, c'est la baisse des taux de mortalité de 75 à 85 ans.

Un excédent migratoire en légère progression

Le solde migratoire de l'an 2000 est estimé à 55 000 personnes, en augmentation de 10 000 personnes par rapport à l'année précédente. La mesure des entrées et des sorties du territoire métropolitain reste difficile du fait du manque de données sur le sujet. Les seuls chiffres disponibles sur les entrées proviennent de l'Office des migrations internationales (OMI) et de l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). Pour les trois premiers trimestres de 2000, le nombre de réfugiés reconnus baisserait. Au contraire, les entrées de travailleurs étrangers augmenteraient légèrement.

2. MÉTHODOLOGIE

Statistiques de l'état civil

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) sont dressées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les maires au moment et dans la commune où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Le dépouillement des bulletins, effectué par l'INSEE, donne lieu à une publication annuelle présentant l'ensemble des résultats accompagnés d'une description détaillée des méthodes de collecte et d'élaboration des données, dans le volume « La situation démographique en 19.. – Mouvement de la population ». Le dernier ouvrage paru se rapporte à l'année 1998.

D'autres statistiques relatives au mouvement naturel de la population sont établies par divers ministères et organismes : le ministère de la Justice pour les divorces, celui de

la Santé pour les interruptions volontaires de grossesse, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale pour la statistique des causes médicales de décès.

Migrations extérieures

De 1982 à 1989, les bilans migratoires révisés résultent de la confrontation des populations des deux recensements de 1982 et de 1990, après déduction du mouvement naturel sur la période intercensitaire. Ces évaluations appellent les commentaires suivants :

— le solde migratoire apparent entre la France métropolitaine et le reste du monde, ainsi dégagé, peut être biaisé par d'éventuelles différences entre les taux de couverture des deux recensements ;

— ce solde ne correspond pas seulement aux mouvements d'étrangers mais inclut bien sûr les mouvements migratoires de Français (tels que, par exemple, les échanges de population entre la France métropolitaine et les DOM).

À partir de 1990, les bilans migratoires tiennent compte des flux d'entrées observés et des informations fournies par la comparaison des recensements. Les statistiques relatives aux entrées d'étrangers sont établies depuis 1990 par le Haut Conseil à l'intégration à partir des statistiques de l'OMI et de l'OFPRA. L'effectif des familles ne comprend pas toutes les familles de ressortissants de la CEE, mais seulement celles qui adressent une demande de regroupement familial à l'OMI, procédure qui n'est pas obligatoire. Les chiffres pour les réfugiés ont été transmis par l'OFPRA qui ne publie pas de données exhaustives par nationalité. La colonne « Autres » comprend des enfants de Français, des ascendants d'enfants français, et les autres bénéficiaires de plein droit de la carte de résident. La colonne « réexamens » comptabilise les personnes ayant obtenu un titre de séjour suite à la circulaire du 24 juin 1997.

3. DÉFINITIONS

Âge

● Âge moyen

L'âge moyen pondéré est calculé à partir des effectifs classés par année de naissance. Il faut tenir compte de l'inégalité des effectifs des générations dans l'interprétation de ces âges moyens.

L'âge moyen non pondéré est calculé à partir des taux, sans tenir compte de la structure par âge de la population considérée.

● Classement par âge

Le classement par âge utilisé dans ce chapitre est le classement par génération.

Pour la génération *g,* l'âge *x* atteint dans l'année *a* est $x = a - g$; il correspond à la différence entre l'année de l'événement et l'année de naissance de l'individu.

À la date de l'événement, dans une même génération, l'âge exact ou âge en années révolues n'est pas le même pour toutes les personnes. Ainsi, si l'événement a eu lieu à la date *d* :

— l'individu ayant son anniversaire après la date *d* aura comme âge en années révolues $(x - 1)$;

— l'individu ayant son anniversaire à la date *d* ou avant aura comme âge en années révolues (x).

Au 1er janvier de l'année, âge en années révolues et âge calculé par différence de millésimes coïncident.

● Classement par groupe d'âges

Le classement par groupe quinquennal d'âges utilisé dans ce chapitre regroupe les évènements de façon cohérente avec le calcul de la population moyenne.

Il s'agit de moyennes arithmétiques des effectifs de groupes de générations à chaque premier janvier. Les groupes de générations n'ont donc pas le même âge en années révolues aux deux premiers janvier.

Divorces

Les divorces prononcés sont la somme des divorces directs et des conversions de séparation de corps.

Événement

Les statistiques portent sur les événements survenus en France métropolitaine, ceux (peu nombreux) concernant des personnes domiciliées hors métropole y sont compris. À l'inverse, les événements enregistrés hors métropole concernant des personnes domiciliées en métropole ne sont pas pris en compte.

● Événement enregistré, événement domicilié

Le lieu d'enregistrement est le lieu où s'est produit l'événement : lieu de mariage, de la naissance ou du décès.

Le lieu du domicile est celui du domicile conjugal pour les mariages, du domicile de la mère pour les naissances et du domicile du défunt pour les décès.

● Date d'enregistrement, date de l'événement

Du fait du délai de trois jours pour déclarer une naissance à l'état civil, il y a une légère imprécision des statistiques provisoires. Dans l'exploitation définitive, la date retenue est bien entendu celle de l'événement lui-même.

Mouvement naturel

Au sens strict, différence entre les naissances et les décès durant une période donnée.

Naissances

● Enfants nés vivants, enfants sans vie, statistiques de naissances vivantes et d'enfants sans vie.

Jusqu'en 1992 :

— les enfants nés vivants mais décédés avant la déclaration de leur naissance à l'état civil (appelés également « faux mort-nés » ou « enfant sans vie (mort-nés) ayant respiré ») étaient légalement enregistrés comme enfants sans vie. Toutefois, leur prise en compte dans la statistique des naissances vivantes a été introduite dès 1975.

Avant 1975 :

— la statistique des naissances portait seulement sur les enfants vivants au moment de leur déclaration à l'état civil,

— la statistique des mort-nés portait sur l'ensemble des enfants déclarés sans vie, y compris ceux ayant respiré.

De 1975 à 1992 :

— la statistique des naissances s'est étendue à l'ensemble des enfants nés vivants : enfants déclarés vivants et enfants sans vie ayant respiré ;

— la statistique des enfants sans vie comprenait seulement les enfants sans vie n'ayant pas respiré et ceux pour lesquels le critère de vitalité (respiration) n'était pas renseigné.

À partir de 1993 :

— les règles d'établissement d'un acte de naissance ou d'un acte d'enfant sans vie dépendent de la vitalité de l'enfant, au moment de la naissance. Les enfants décédés au moment de la déclaration sont enregistrés en naissance et décès, si l'on justifie, par la production d'un certificat médical, qu'ils sont nés vivants et viables. Sinon, il est dressé un acte d'enfant sans vie ;

— la statistique des naissances comprend les enfants nés vivants et viables ;

— la statistique des enfants sans vie couvre l'ensemble des actes d'enfants sans vie : enfants décédés au moment de la déclaration nés vivants mais non viables, ou enfants enfant sans vie après une durée de gestation supérieure à 180 jours.

● Naissances légitimes, naturelles

Les naissances sont définies légitimes ou naturelles suivant les types d'actes de naissance établis par l'officier de l'état civil.

Les enfants légitimes sont ceux dont les parents sont mariés.

● Rang de naissance

Les tableaux par rang de naissance concernent uniquement les enfants légitimes.

Jusqu'en 1965, le rang de naissance est déterminé de deux manières : d'une part en tenant compte de tous les enfants nés vivants de la mère, d'autre part en prenant en compte les seuls enfants nés du mariage actuel. À partir de 1966, seule cette seconde classification est adoptée.

Les enfants sans vie ne sont pas retenus pour la détermination du rang de naissance.

Décès d'enfants de moins d'un an (mortalité infantile)

Jusqu'en 1974, les « faux enfants sans vie » (ne figurant pas dans les statistiques des nés vivants) étaient exclus des statistiques de décès.

Pour corriger la sous-estimation importante de la mortalité infantile introduite par cette pratique, on calculait, outre le taux de mortalité infantile, un taux de mortalité infantile rectifié en ajoutant les faux enfants sans vie aux naissances et aux décès.

À partir de l'année 1975, il n'existe plus qu'un seul taux de mortalité infantile. Jusqu'en 1992 les faux enfants sans vie étaient inclus dans les statistiques de décès.

Depuis 1993, les enfants morts au moment de la déclaration, nés vivants et viables, ont un acte de naissance et de décès.

Taux. Méthode de calcul des indicateurs

● Taux bruts

Les taux bruts rapportent le nombre d'événements de l'année (naissance, décès, mariages...) à la population moyenne totale de l'année.

● Taux par âge

Les taux par âge rapportent les événements, survenus dans une génération au cours de l'année, à l'effectif moyen de cette génération.

Les taux par groupe d'âges rapportent les événements classés par groupe d'âges à la population moyenne correspondante.

● Taux synthétiques

Pour résumer les séries de taux par âge, on en fait la somme (somme des naissances réduites, somme des premiers mariages réduits, somme des divorces réduits). Ceci revient à appliquer en l'absence de mortalité, les taux par âge observés dans l'année à une génération fictive, et à faire la somme des événements que cette génération subirait à chaque âge.

— Indicateur de primo-nuptialité

L'indicateur de primo-nuptialité, ou somme des premiers mariages réduits, est la somme des premiers mariages conclus à chaque âge, l'année considérée, sur la base de 100 hommes ou femmes par génération. Il mesure la proportion d'hommes ou de femmes non célibataires à 50 ans dans une génération fictive dont les mariages seraient à chaque âge égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateurs de mortalité infantile

(Voir ci-dessus les mots clés « décès d'enfants de moins d'un an » et « naissances »).

Le taux de mortalité infantile est le rapport du nombre d'enfants décédés avant un an à l'ensemble des nés vivants.

Parmi les enfants décédés avant l'âge d'un an au cours d'une année donnée, les uns sont nés au cours de la même année, les autres au cours de l'année précédente. Le taux de mortalité infantile est la somme des taux partiels relatifs à chacune des deux générations d'enfants.

Suivant la période de la mort de l'enfant, on distingue plusieurs taux :

— le taux de mortalité néo-natale précoce est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants ;

— le taux de mortalité néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins de 28 jours à l'ensemble des nés vivants ;

— le taux de mortalité post néo-natale est le rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an et plus de 28 jours à l'ensemble des nés vivants ;

— le taux de mortalité périnatale est le rapport du nombre d'enfants sans vie (mort-nés) et d'enfants décédés à moins de 7 jours à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie ;

— le taux de mortalité foeto-infantile est le rapport du nombre d'enfants sans vie et d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie ;

— le taux de mortinatalité est le rapport du nombre d'enfants sans vie à l'ensemble des nés vivants et enfants sans vie.

— Indicateur conjoncturel de divortialité

L'indicateur conjoncturel de divortialité ou somme des divorces réduits est, pour une année donnée, la somme des divorces prononcés à chaque durée de mariage sur la base de 100 mariages dont ils sont issus. Il indique le nombre de désunions dans une promotion fictive de 100 mariages dont les divorces seraient, à chaque durée de mariage, égaux à ceux observés l'année considérée.

— Indicateur conjoncturel de fécondité

Fondé sur le même principe, l'indicateur conjoncturel de fécondité, ou somme des naissances réduites, est la somme de l'ensemble des taux de fécondité par âge pour une année donnée. Il indique le nombre moyen d'enfants que mettrait au monde chaque femme d'une génération fictive pendant sa vie féconde, mesuré avec les taux de fécondité par âge identiques à ceux observés l'année considérée.

— Taux brut de reproduction

Le nombre moyen de filles mises au monde par une femme déduit de l'indicateur conjoncturel de fécondité multiplié par la proportion de fille à la naissance constitue le taux brut de reproduction. Pondéré par les coefficients de survie déduits de la table de mortalité de l'année, cet indice se transforme en taux net de reproduction.

Cet indice indique dans quelle mesure une génération serait remplacée par la suivante dans les conditions de fécondité de l'année considérée : si le taux est supérieur à 100, la génération est remplacée par une génération plus nombreuse, la population a tendance à augmenter ; s'il est inférieur à 100, la génération est remplacée par une génération moins nombreuse, la population a tendance à diminuer.

Les taux utilisés dans le calcul sont ceux qui ont été observés au cours d'une année donnée dans l'ensemble de la population féminine (composée de plusieurs générations) et ne représentent donc pas les taux d'une génération réelle de femmes ; il est probable qu'aucune génération réelle n'aura à chaque âge les taux observés.

Les taux de reproduction servent donc uniquement à caractériser d'une façon synthétique la situation démographique au cours d'une année donnée, sans qu'on puisse en tirer des conclusions certaines sur l'avenir de la population.

— Espérance de vie (voir tables de mortalité)

L'espérance de vie à chaque âge est la moyenne des durées restant à vivre pour les survivants à cet âge.

L'espérance de vie à la naissance (âge 0), ou durée moyenne de vie, est la moyenne des âges au décès d'une génération fictive soumise aux conditions actuelles de mortalité.

— Tables de mortalité

Une table de mortalité annuelle suit le cheminement d'une génération fictive de 100 000 nouveau-nés à qui l'on fait subir aux divers âges les conditions de mortalité observées sur les diverses générations réelles, durant l'année étudiée.

Cette table se construit à l'aide des quotients de mortalité observés l'année *n,* définis de la façon suivante :

— On rapporte les décès de la génération *g* atteignant l'âge $x = n - g$ au cours de l'année *n* à l'effectif de cette génération au 1er janvier, corrigé pour tenir compte des immigrations et émigrations.

À partir de ces quotients on construit une table de survivants au 31 décembre, dont on déduit le calcul des survivants à chaque anniversaire.

Pour éviter les aléas des tables annuelles et pour disposer d'une table détaillée par âge aussi précise que possible, on calcule une table de mortalité couvrant une période de plusieurs années.

Le calcul de cette table est identique à celui décrit précédemment pour la table annuelle, le quotient *t(x)* étant la moyenne arithmétique des quotients à l'âge *x* relatifs à chacune des années de la période.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Institut national de la Statistique et des Études économiques (INSEE) ;

— Institut national d'études démographiques (INED) ;

— Office des migrations internationales (OMI).

Publications INSEE :

Bulletin mensuel de statistique :

« Bilan démographique de 19.. », numéro de janvier.

INSEE-Résultats, série Démographie-société :

— « Projection de population totale pour la France métropolitaine », n° 44, septembre 1995 ;

— « Données de démographie régionale en 1990 », nos 45-46, décembre 1995 ;

— « Un siècle de démographie française », nos 47-48, décembre 1995 ;

— « Les évolutions démographiques départementales et régionales entre 1975 et 1994 », nos 67-68, février 1998 ;

— « Résultats du recensement général de la population de la Polynésie française du 3 septembre 1996, premier volume », nos 77-78, mars 2000 ;

— « Images de la population de Wallis et Futuna – principaux résultats du recensement de 1996 », n° 79, décembre 2000 ;

— « La situation démographique en 1998, mouvement de la population », nos 80-81, mai 2001.

INSEE-Première :

— « Des mariages, des couples et des enfants », n° 624, janvier 1999 ;

— « La famille idéale : combien d'enfants, à quel âge ? », n° 652, juin 1999 ;

— « Bilan démographique 1999, hausse de la fécondité et recul de la mortalité », n° 698, février 2000 ;

— « Bilan démographique 2000, une année de naissances et de mariages », n° 757, février 2001 ;

— « Projections de population à l'horizon 2050 : un vieillissement inéluctable », n° 762, mars 2001 ;

— « Refaire sa vie de couple est plus fréquent pour les hommes », n° 797, juillet 2001.

Économie et Statistique :

— « Les inégalités sociales de la mortalité infantile s'estompent », Q.C. Dinh, n° 314, 1998.

Données sociales, 1999, INSEE :

— « Maman après 40 ans », F. Daguet ;

— « Démographie des pays industrialisés : la position de la France », C. Beaumel, R. Kerjosse, I. Tamby.

France, portrait social 2001 – 2002 :

— « 2000, année des mariages et des naissances », G Abramovici, Z. Djider…, 2001.

Synthèses, Statistique publique :

— « Regards sur l'immigration depuis 1945 », n° 30, octobre 1999.

État civil communal 1998 : naissances, mariages, décès : France métropolitaine - *Base de données – Ressource électronique – CD ROM*, 2001.

Autres publications :

Population et Avenir (bimestriel).

Population et sociétés (mensuel), Institut national d'études démographiques.

Population (bimestriel), Institut national d'études démographiques.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Organisation des Nations Unies.

Statistiques démographiques 19.. (annuel), Eurostat.

OMISTAT (Annuaire des migrations), Office des migrations internationales, 1999.

* * *

TABLEAU B.02-1

Mouvement de la population : aperçu d'ensemble

Sources : INSEE
Ministère de la Justice

Unité : Millier

Année	**Population au 1er janvier**	Mariages	Divorces prononcés (1)	Naissances		Décès		Enfants sans vie	Excédent naturel	Solde migratoire	Variation totale
				Total	*dont* légitimes	**Total**	*dont* moins d'un an				
1975	**52 600,0**	387,4	55,6	**745,1**	681,6	**560,4**	10,3	8,2	184,7	13,6	198,3
1980 *r*	**53 731,4**	334,4	81,1	**800,4**	709,3	**547,1**	8,0	6,9	253,3	44,0	297,3
1985	**55 157,3**	269,4	107,5	**768,4**	617,9	**552,5**	6,4	5,7	215,9	38,0	253,9
1990	**56 577,0**	287,1	105,8	**762,4**	533,3	**526,2**	5,6	4,5	236,2	80,0	316,2
1995 *r*	**57 752,5**	254,7	119,2	**729,6**	455,4	**531,6**	3,5	3,9	198,0	40,0	238,0
1996 *r*	**57 935,6**	280,1	117,4	**734,3**	448,8	**535,8**	3,5	3,7	198,5	35,0	233,5
1997 *r*	**58 116,0**	284,0	116,1	**726,8**	435,9	**530,3**	3,4	3,6	196,5	40,0	236,5
1998 *r*	**58 299,0**	271,4	116,5	**738,1**	437,5	**534,0**	3,4	3,7	204,1	45,0	249,1
1999 *p*.....	**58 496,6**	286,2	116,8	**744,8**	433,9	**541,6**	3,3	3,4	203,2	45,0	248,2
2000 *p*.....	**58 744,1**	304,3	...	**778,9**	...	**538,3**	...	3,6	240,6	55,0	295,6

(1) Divorces directs prononcés et divorces prononcés par conversion de séparation de corps.

TABLEAU B.02-2

Mouvement naturel de la population : taux de nuptialité, natalité, mortalité

Source : INSEE

Année	**Population (1) moyenne**	Taux pour 1000 habitants				(2) Mortalité infantile		
		Nuptialité	Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	**Total**	Mortalité (3) néonatale	Mortalité post- (4) néonatale
1975.....	**52 699 169**	7,4	14,1	10,6	+ 3,5	**13,8**	9,1	4,7
1980.....	**53 880 009**	6,2	14,9	10,2	+ 4,7	**10,0**	5,8	4,2
1985.....	**55 284 271**	4,9	13,9	10,0	+ 3,9	**8,3**	4,6	3,7
1990 *r*.....	**56 708 831**	5,1	13,4	9,3	+ 4,1	**7,3**	3,6	3,8
1995 *r*.....	**57 844 247**	4,4	12,6	9,2	+ 3,4	**4,8**	2,9	2,0
1996 *r*.....	**58 025 989**	4,8	12,7	9,2	+ 3,5	**4,8**	3,0	1,8
1997 *r*.....	**58 207 490**	4,9	12,5	9,1	+ 3,4	**4,7**	3,0	1,7
1998 *r*.....	**58 397 788**	4,6	12,6	9,1	+ 3,5	**4,6**	2,9	1,7
1999 *p*	**58 622 489**	4,9	12,7	9,2	+ 3,5	**4,4**	2,9	1,6
2000 *p*	**58 891 913**	5,2	13,2	9,1	+ 4,1	**4,4**	...	...

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après le recensement de 1999.
(2) Taux rectifié, c'est-à-dire y compris les enfants nés vivants, mais morts avant leur déclaration à l'état civil.
(3) De 0 à 28 jours.
(4) De 29 à 365 jours.

TABLEAU B.02-3

Indicateurs synthétiques de la situation démographique

Source : INSEE

Année	Indice synthétique de primo-nuptialité		Indice synthétique		Taux de reproduction		Espérance de vie à la naissance	
	(1) Masculine	(1) Féminine	(2) Divortialité	(3) Fécondité	(4) Brut	(5) Net	(6) Hommes	(6) Femmes
1975	82,2	85,8	15,7	192,7	94,0	91,7	69,0	76,9
1980	68,9	70,6	22,3	194,5	94,8	92,9	70,2	78,4
1985	52,9	53,7	30,5	181,4	88,4	86,9	71,3	79,4
1990 *r*	55,2	56,4	32,1	177,8	86,6	85,3	72,8	81,0
1995 *r*	48,5	49,7	38,2	171,3	83,6	82,5	73,9	81,9
1996 *r*	53,2	54,7	38,0	173,3	84,3	83,3	74,1	82,1
1997 *r*	54,2	55,9	38,0	172,6	84,0	83,0	74,6	82,3
1998 *r*	52,3	54,2	38,5	176,4	86,0	85,0	74,8	82,4
1999 *p*	55,7	58,0	38,9	179,3	87,3	86,3	75,0	82,5
2000 *p*	...	62,5	...	188,9	92,0	91,0	75,2	82,7

(1) Somme des premiers mariages réduits, pour 100 (hommes ou femmes).
(2) Somme des divorces réduits, pour 100 mariages.
(3) Somme des naissances réduites, pour 100 femmes.
(4) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, en l'absence de mortalité.
(5) Nombre de filles mises au monde par une génération de 100 femmes, compte tenu de la mortalité.
(6) En années et dixièmes d'année.

TABLEAU B.02-4

Nés vivants et enfants sans vie par sexe et qualité juridique

Source : INSEE

Année	Nés vivants				Enfants sans vie			
	Ensemble	Garçons	Filles	*dont* nés vivants hors mariage	**Ensemble**	Garçons	Filles	*dont* enfants sans vie hors mariage
1975	**745 065**	381 804	363 261	63 429	**8 225**	4 406	3 819	1 008
1980	**800 376**	410 547	389 829	91 115	**6 942**	3 645	3 297	1 036
1985	**768 431**	394 112	374 319	150 492	**5 658**	2 945	2 713	1 386
1990	**762 407**	391 312	371 095	229 107	**4 488**	2 332	2 156	1 588
1995	**729 609**	373 409	356 200	274 210	**3 859**	2 059	1 800	1 586
1996	**734 338**	377 003	357 335	285 514	**3 689**	1 956	1 733	1 613
1997	**726 768**	373 157	353 611	290 848	**3 576**	1 874	1 702	1 571
1998	**738 080**	378 075	360 005	300 546	**3 685**	1 909	1 776	1 661
1999	**744 791**	382 132	362 659	310 886	**3 442**	1 799	1 643	1 566

TABLEAU B.02-5

Nés vivants par âge de la mère et qualité juridique

Source : INSEE

(1) Âge de la mère	1996		1997		1998		1999	
	Total	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage	**Total**	*dont* hors mariage
Moins de 20 ans	**13 141**	11 249	**13 241**	11 491	**13 584**	11 775	**14 697**	12 696
20 à 24 ans	**109 485**	65 689	**102 981**	63 651	**98 108**	61 666	**98 164**	63 434
25 à 29 ans	**275 306**	99 433	**270 678**	102 306	**273 223**	106 823	**270 106**	108 602
30 à 34 ans	**226 519**	71 241	**227 108**	73 828	**233 126**	77 139	**236 217**	79 929
35 à 39 ans	**90 583**	30 948	**92 616**	31 963	**98 672**	34 977	**103 209**	37 347
40 à 44 ans	**18 379**	6 683	**19 156**	7 294	**20 375**	7 833	**21 327**	8 520
45 ans ou plus	**925**	271	**988**	315	**992**	333	**1 071**	358
Total	**734 338**	**285 514**	**726 768**	**290 848**	**738 080**	**300 546**	**744 791**	**310 886**

(1) Il s'agit de l'âge atteint dans l'année (différence entre le millésime de l'année observée et celui de l'année de naissance de la mère).

TABLEAU B.02-6

Nés vivants légitimes suivant le rang de naissance (1)

Source : INSEE

Année	Total	Rang de la naissance	
		1	2 et plus
1975	**681 636**	328 838	352 798
1980	**709 261**	313 401	395 860
1985	**617 939**	260 490	357 449
1990	**533 300**	228 868	304 432
1995	**455 399**	200 243	255 156
1996	**448 824**	203 564	245 260
1997 (2)	**435 920**	...	...
1998	**437 534**	190 104	247 430
1999	**433 905**	195 938	237 967

(1) Le rang est déterminé en tenant compte uniquement des enfants nés vivants au cours du mariage actuel.
(2) Les données de l'année 1997 sont incomplètes en raison d'un changement d'exploitation en cours d'année.

TABLEAU B.02-7

Nés vivants légitimes suivant la nationalité des parents et nés vivants hors mariage de mère étrangère

Source : INSEE

Année	Enfants légitimes nés vivants					Pour 100 enfants légitimes			Enfants nés hors mariage de mère étrangère
	Total	Deux parents français	Père français mère étrangère	Père étranger mère française	Deux parents étrangers	Deux parents français	Couples mixtes	Deux parents étrangers	
1975	**681 636**	599 485	3 058	14 187	64 906	88,0	2,5	9,5	4 043
1980	**709 261**	618 945	4 852	15 248	70 216	87,3	2,8	9,9	6 223
1985	**617 939**	530 442	6 294	14 166	67 037	85,8	3,3	10,9	9 470
1990	**533 300**	451 521	9 026	13 801	58 952	84,7	4,3	11,0	13 386
1995	**455 399**	380 660	12 155	15 467	47 117	83,6	6,1	10,3	14 303
1996	**448 824**	377 181	12 432	15 598	43 613	84,0	6,3	9,7	14 358
1997	**435 920**	365 399	13 005	16 038	41 478	83,8	6,7	9,5	14 651
1998	**437 534**	363 921	14 743	16 761	42 109	83,2	7,2	9,6	15 970
1999	**433 905**	358 093	16 297	17 879	41 636	82,5	7,9	9,6	17 175

TABLEAU B.02-8

Indicateur de fécondité (pour 100 femmes) et âge moyen des mères à la maternité (1)

Source : INSEE

Année	Total	*dont* part du groupe						Âge moyen des mères à la maternité
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 ans et plus	
1975	**192,72**	12,67	63,78	63,57	33,48	14,71	4,51	26,7
1980	**194,50**	8,94	60,79	72,05	37,04	12,71	2,97	26,8
1985	**181,44**	5,70	48,43	70,80	39,45	13,92	3,14	27,5
1990 *r*	**177,84**	4,38	37,30	69,06	45,40	17,87	3,83	28,3
1995 *r*	**171,30**	3,54	27,93	65,83	49,88	19,84	4,28	29,0
1996 *r*	**173,34**	3,52	27,12	65,50	51,80	20,88	4,52	29,1
1997 *r*	**172,58**	3,53	26,52	64,12	52,35	21,38	4,68	29,2
1998 *r*	**176,36**	3,51	26,27	64,64	54,36	22,61	4,97	29,3
1999 *p*	**179,33**	3,71	26,87	64,46	55,61	23,48	5,20	29,3
2000 *p*	**188,92**	3,88	27,91	66,91	59,21	25,24	5,77	29,4

(1) La somme des naissances réduites, indicateur conjoncturel de fécondité, est la somme des taux de fécondité des femmes âgées de 15 à 50 ans, une année donnée. C'est le nombre moyen d'enfants d'une génération de femmes qui auraient au cours de leur vie la fécondité par âge observée dans l'année considérée. L'âge moyen (non pondéré) des mères à la maternité est celui à la naissance de leurs enfants.

TABLEAU B.02-9

Mariages par âge et état matrimonial antérieur

Année 1999

Source : INSEE

(1) Âge	Époux				Épouses			
	Total	Célibataires	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Veuves	Divorcées
Moins de 20 ans	**407**	404	0	3	**3 512**	3 506	2	4
20-24 ans	**22 455**	22 421	4	30	**53 482**	53 245	13	224
25-29 ans	**106 040**	105 042	25	973	**110 711**	107 778	117	2 816
30-34 ans	**67 503**	62 517	95	4 891	**51 868**	44 004	317	7 547
35-39 ans	**35 368**	26 332	215	8 821	**27 928**	17 680	470	9 778
40-44 ans	**20 575**	10 542	324	9 709	**16 302**	6 724	565	9 013
45-49 ans	**13 420**	3 860	457	9 103	**10 429**	2 630	620	7 179
50-54 ans	**9 861**	1 799	596	7 466	**6 818**	1 159	609	5 050
55-59 ans	**4 689**	673	544	3 472	**2 633**	425	347	1 861
60 ans et plus	**5 873**	820	1 873	3 180	**2 508**	466	696	1 346
Total	**286 191**	**234 410**	**4 133**	**47 648**	**286 191**	**237 617**	**3 756**	**44 818**

(1) Âge atteint dans l'année du mariage (différence entre le millésime de l'année de mariage et celui de l'année de naissance des époux).

TABLEAU B.02-10

Mariages par état matrimonial antérieur et par nationalité des époux. Âge moyen au premier mariage

Source : INSEE

Année de mariage	Total des mariages	État matrimonial antérieur des époux					Nationalité des époux			(1) Âge moyen au premier mariage	
		Époux célibataire	Époux veuf ou divorcé	Épouse célibataire	Épouse veuve ou divorcée	Deux époux français	Deux époux étrangers	Couples mixtes		Hommes	Femmes
								Époux français	Époux étrangers		
1975	**387 379**	350 094	37 285	353 410	33 969	359 612	7 157	7 918	12 692	**24,6**	**22,5**
1980	**334 377**	292 523	41 854	296 140	38 237	308 066	5 696	8 323	12 292	**25,2**	**23,0**
1985	**269 419**	227 133	42 286	229 787	39 632	241 497	6 505	8 773	12 644	**26,4**	**24,3**
1990	**287 099**	238 910	48 189	241 521	45 578	247 853	8 703	12 606	17 937	**27,8**	**25,7**
1995	**254 651**	208 571	46 080	211 179	43 472	225 612	5 214	10 545	13 280	**29,2**	**27,2**
1996	**280 072**	227 724	52 348	230 750	49 322	251 158	4 868	10 783	13 263	**29,8**	**27,7**
1997	**283 984**	230 873	53 111	234 495	49 489	254 020	5 237	10 916	13 811	**30,0**	**28,0**
1998	**271 361**	221 652	49 709	224 765	46 596	239 704	5 658	11 604	14 395	**30,2**	**28,1**
1999	**286 191**	234 410	51 781	237 617	48 574	250 252	5 897	13 638	16 404	**30,4**	**28,3**

(1) Âge moyen pondéré.

TABLEAU B.02-11

Indicateurs de primo-nuptialité

Nuptialité féminine pour 100 femmes

Source : INSEE

Année	Total	*dont* part du groupe					
		15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 50 ans
1975	85,84	19,08	48,50	12,57	3,28	1,27	0,65	0,49
1980	70,69	12,36	40,33	12,55	3,37	1,21	0,52	0,35
1985	53,72	4,67	29,48	13,72	3,80	1,23	0,50	0,32
1990 *r.*	56,35	2,19	25,40	19,82	5,90	1,91	0,73	0,40
1995 *r.*	49,71	1,01	15,91	21,43	7,32	2,57	1,00	0,47
1996 *r.*	54,67	0,88	16,03	23,07	9,27	3,50	1,32	0,60
1997 *r.*	55,93	0,85	15,26	24,15	9,80	3,78	1,45	0,64
1998 *r.*	54,21	0,80	14,03	24,29	9,47	3,59	1,39	0,64
1999 *p*	58,03	0,88	14,60	25,88	10,38	4,03	1,57	0,69
2000 *p*	62,45	...	...	...	...	...	...	...

TABLEAU B.02-12

Décédés par sexe, groupe d'âges (1) et état matrimonial

Année 1998

Source : INSEE

Année de naissance	Âge atteint dans l'année du décès	Ensemble	Sexe masculin					Sexe féminin				
			Total	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés	**Total**	Célibataires	Mariées	Veuves	Divorcées
1998-1997	moins d'1 an	**3 399**	**1 911**	1 911	–	–	–	**1 488**	1 488	–	–	–
1996-1993	1 à 4	**682**	**409**	409	–	–	–	**273**	273	–	–	–
1993-1989	5 à 9	**514**	**288**	288	–	–	–	**226**	226	–	–	–
1988-1984	10 à 14	**595**	**342**	342	–	–	–	**253**	253	–	–	–
1983-1979	15 à 19	**1 895**	**1 369**	1 351	11	6	1	**526**	514	4	7	1
1978-1974	20 à 24	**2 934**	**2 180**	2 112	61	3	4	**754**	678	62	8	6
1973-1969	25 à 29	**3 421**	**2 505**	2 111	347	9	38	**916**	642	221	13	40
1968-1964	30 à 34	**4 260**	**3 003**	1 985	841	14	163	**1 257**	619	518	24	96
1963-1959	35 à 39	**6 238**	**4 256**	2 066	1 611	31	548	**1 982**	696	963	71	252
1958-1954	40 à 44	**9 451**	**6 515**	2 153	3 055	68	1 239	**2 936**	675	1 604	115	542
1953-1949	45 à 49	**14 468**	**10 189**	2 408	5 511	179	2 091	**4 279**	689	2 524	235	831
1948-1944	50 à 54	**17 335**	**12 149**	2 157	7 350	305	2 337	**5 186**	622	3 252	480	832
1943-1939	55 à 59	**18 443**	**12 939**	2 068	8 401	530	1 940	**5 504**	598	3 426	801	679
1938-1934	60 à 64	**28 056**	**19 709**	3 106	13 383	1 252	1 968	**8 347**	863	4 873	1 826	785
1933-1929	65 à 69	**41 647**	**28 182**	3 921	19 887	2 503	1 871	**13 465**	1 272	6 937	4 278	978
1928-1924	70 à 74	**57 352**	**36 217**	4 180	25 853	4 503	1 681	**21 135**	2 076	8 908	9 009	1 142
1923-1919	75 à 79	**70 268**	**40 029**	3 619	28 194	6 882	1 334	**30 239**	2 659	9 386	16 777	1 417
1918-1914	80 à 84	**66 929**	**31 722**	2 552	20 333	8 051	786	**35 207**	2 884	6 520	24 385	1 418
1913-1909	85 à 89	**97 310**	**37 402**	2 713	19 682	14 227	780	**59 908**	4 995	6 250	46 419	2 244
1908-1904	90 à 94	**63 506**	**18 161**	1 116	7 010	9 746	289	**45 345**	4 117	2 098	37 704	1 426
1903 et av	95 et plus	**25 302**	**4 717**	272	1 132	3 255	58	**20 585**	1 993	409	17 589	594
Total		**534 005**	**274 194**	**42 840**	**162 662**	**51 564**	**17 128**	**259 811**	**28 832**	**57 955**	**159 741**	**13 283**

(1) Pour les groupes d'âges, se reporter à la partie « définitions » du présent chapitre.

TABLEAU B.02-13

Évolution de la mortalité infantile et de ses diverses composantes

Source : INSEE

Année	Taux de mortalité						Taux de morti-natalité (2)
	Néo-natale précoce (1)	Néo-natale (1)	Post néo-natale (1)	Infantile (1)	Péri-natale (2)	Foeto-infantile (2)	
1975	7,3	9,1	4,6	13,8	18,1	24,6	10,9
1980	4,4	5,8	4,3	10,0	12,9	18,5	8,6
1985	3,4	4,6	3,7	8,3	10,7	15,6	7,3
1990	2,5	3,6	3,8	7,3	8,3	13,2	5,9
1995	2,2	2,9	2,0	4,9	7,4	10,1	5,3
1996	2,2	3,0	1,8	4,8	7,2	9,7	5,0
1997	2,1	3,0	1,7	4,7	7,0	9,6	4,9
1998	2,1	2,9	1,7	4,6	7,0	9,6	5,0
1999 *p*	2,1	2,9	1,6	4,5	6,7	9,1	4,6

(1) Pour 1000 nés vivants.
(2) Pour 1000 enfants nés vivants ou enfants sans vie (mort-nés).

TABLEAU B.02-14A

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	Tous âges	Moins d'un an	1 à 4 ans	5 à 9 ans	10 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans
Ensemble									
1975	10,6	13,8	0,68	0,32	0,31	0,85	1,16	1,04	1,24
1980	10,2	10,0	0,59	0,30	0,29	0,84	1,23	1,08	1,19
1985	10,0	8,3	0,46	0,22	0,24	0,64	1,05	1,06	1,20
1990 *r*	9,3	7,3	0,38	0,17	0,19	0,56	0,98	1,08	1,25
1995 *r*	9,2	4,9	0,30	0,14	0,18	0,48	0,85	1,02	1,32
1996 *r*	9,2	4,8	0,28	0,14	0,16	0,47	0,80	0,91	1,19
1997 *r*	9,1	4,7	0,28	0,13	0,16	0,47	0,77	0,82	1,02
1998 *r*	9,1	4,6	0,24	0,14	0,16	0,48	0,78	0,81	0,99
1999 *p*	9,2	4,5	0,25	0,14	0,15	0,51	0,77	0,79	0,96
Hommes									
1975	11,3	15,5	0,54	0,39	0,39	1,18	1,70	1,43	1,62
1980	10,8	11,5	0,40	0,35	0,34	1,18	1,85	1,56	1,61
1985	10,6	9,5	0,32	0,25	0,30	0,89	1,56	1,56	1,67
1990 *r*	9,9	8,4	0,29	0,18	0,22	0,79	1,51	1,63	1,85
1995 *r*	9,8	5,4	0,20	0,16	0,20	0,66	1,25	1,52	1,91
1996 *r*	9,8	5,4	0,20	0,16	0,20	0,66	1,19	1,35	1,69
1997 *r*	9,6	5,3	0,19	0,15	0,18	0,65	1,16	1,23	1,46
1998 *r*	9,7	5,1	0,18	0,15	0,17	0,68	1,15	1,18	1,41
1999 *p*	9,7	5,0	0,17	0,15	0,18	0,73	1,14	1,16	1,34
Femmes									
1975	10,0	12,0	0,39	0,25	0,23	0,50	0,60	0,63	0,83
1980	9,5	8,4	0,32	0,24	0,22	0,48	0,59	0,59	0,76
1985	9,4	7,1	0,26	0,19	0,18	0,39	0,53	0,57	0,73
1990 *r*	8,7	6,2	0,20	0,15	0,16	0,33	0,43	0,54	0,66
1995 *r*	8,6	4,3	0,18	0,12	0,15	0,29	0,44	0,52	0,73
1996 *r*	8,7	4,1	0,15	0,12	0,12	0,27	0,41	0,48	0,70
1997 *r*	8,6	4,1	0,17	0,10	0,13	0,27	0,37	0,40	0,60
1998 *r*	8,6	4,1	0,13	0,13	0,14	0,27	0,41	0,43	0,58
1999 *p*	8,7	4,0	0,14	0,13	0,13	0,28	0,39	0,42	0,58

TABLEAU B.02-14B

Taux de mortalité par sexe et groupe d'âges

Nombre annuel de décédés pour 1000 personnes de chaque groupe d'âges

Source : INSEE

Année	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 à 59 ans	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 79 ans	80 à 89 ans	90 ans ou plus
Ensemble										
1975	1,86	3,07	4,84	7,15	10,1	15,3	23,8	47,3	120	271
1980	1,69	2,71	4,44	6,78	9,5	13,4	20,4	42,1	109	262
1985	1,64	2,41	3,89	6,20	9,1	12,8	18,2	38,9	105	255
1990 *r*	1,69	2,32	3,49	5,24	7,9	11,5	16,1	33,3	92	233
1995 *r*	1,68	2,40	3,42	4,84	6,9	10,5	15,6	28,0	85	216
1996 *r*	1,59	2,33	3,30	4,83	6,9	10,4	15,4	28,3	87	218
1997 *r*	1,44	2,18	3,30	4,72	6,7	9,9	15,0	28,2	87	216
1998 *r*	1,44	2,23	3,41	4,65	6,8	10,2	15,1	28,6	90	195
1999 *p*	1,38	2,27	3,42	4,70	6,7	9,9	15,0	29,3	89	199
Hommes										
1975	2,51	4,22	6,75	10,11	14,3	22,5	34,7	64,8	150	306
1980	2,24	3,69	6,26	9,76	13,8	19,7	30,4	59,2	136	297
1985	2,21	3,35	5,52	8,95	13,6	19,2	27,0	54,9	133	297
1990 *r*	2,40	3,28	4,87	7,47	11,5	17,2	24,2	46,9	117	270
1995 *r*	2,41	3,37	4,80	6,84	10,0	15,5	23,3	40,2	110	253
1996 *r*	2,23	3,28	4,61	6,78	10,0	15,3	23,0	40,6	113	255
1997 *r*	2,01	3,05	4,60	6,55	9,6	14,7	22,2	40,6	112	254
1998 *r*	1,99	3,11	4,82	6,51	9,6	14,9	22,3	40,6	114	219
1999 *p*	1,87	3,13	4,79	6,59	9,5	14,4	22,2	41,5	110	225
Femmes										
1975	1,18	1,89	2,92	4,32	6,1	9,1	15,0	35,7	108	261
1980	1,10	1,70	2,59	3,87	5,4	7,7	12,4	30,7	97	252
1985	1,04	1,44	2,24	3,49	4,9	7,2	11,0	28,1	92	244
1990	0,98	1,35	2,07	3,03	4,4	6,4	9,5	23,9	79	224
1995 *r*	0,97	1,44	2,03	2,83	4,0	5,9	9,2	19,1	73	205
1996 *r*	0,97	1,39	1,99	2,86	4,0	5,8	9,0	19,3	74	208
1997 *r*	0,87	1,33	2,00	2,87	3,9	5,6	8,9	19,2	75	205
1998 *r*	0,91	1,37	2,01	2,79	4,0	5,8	9,1	19,8	78	188
1999 *p*	0,89	1,42	2,07	2,80	3,9	5,8	8,9	20,5	78	191

TABLEAU B.02-15

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	0	1	2	3	4	5	10	15	20	25	30
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants											
Hommes											
1975	10 000	9 845	9 833	9 827	9 821	9 815	9 794	9 774	9 711	9 631	9 562
1980	10 000	9 883	9 872	9 866	9 861	9 856	9 838	9 820	9 756	9 666	9 592
1985	10 000	9 904	9 897	9 892	9 888	9 884	9 871	9 855	9 807	9 730	9 655
1990 *r*	10 000	9 916	9 908	9 904	9 900	9 898	9 887	9 876	9 833	9 757	9 678
1995 *r*	10 000	9 945	9 941	9 937	9 935	9 933	9 924	9 913	9 877	9 814	9 738
1996 *r*	10 000	9 945	9 941	9 937	9 935	9 933	9 925	9 914	9 877	9 818	9 751
1997 *r*	10 000	9 946	9 942	9 939	9 936	9 934	9 926	9 916	9 880	9 823	9 762
1998 *r*	10 000	9 949	9 944	9 942	9 940	9 938	9 930	9 921	9 888	9 831	9 773
1999 *p*	10 000	9 949	9 945	9 943	9 940	9 939	9 932	9 923	9 887	9 831	9 775
Femmes											
1975	10 000	9 880	9 869	9 864	9 859	9 856	9 842	9 830	9 804	9 775	9 744
1980	10 000	9 915	9 906	9 901	9 897	9 893	9 881	9 869	9 844	9 815	9 785
1985	10 000	9 928	9 922	9 918	9 915	9.912	9 902	9 892	9 872	9 846	9 817
1990 *r*	10 000	9 938	9 932	9 929	9 927	9 925	9 917	9 909	9 891	9 870	9 843
1995 *r*	10 000	9 956	9 951	9 949	9 947	9 945	9 938	9 931	9 915	9 893	9 866
1996 *r*	10 000	9 958	9 954	9 952	9 951	9 949	9 942	9 936	9 922	9 901	9 877
1997 *r*	10 000	9 958	9 955	9 952	9 950	9 948	9 943	9 936	9 921	9 902	9 882
1998 *r*	10 000	9 958	9 955	9 953	9 952	9 950	9 944	9 938	9 924	9 904	9 882
1999 *p*	10 000	9 960	9 956	9 954	9 953	9 951	9 945	9 939	9 924	9 905	9 885
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Hommes											
1975	69,0	69,1	68,2	67,2	66,2	65,3	60,4	55,5	50,9	46,3	41,6
1980	70,2	70,0	69,1	68,1	67,2	66,2	61,3	56,4	51,8	47,2	42,6
1985	71,3	70,9	70,0	69,0	68,1	67,1	62,2	57,3	52,5	47,9	43,3
1990	72,8	72,4	71,4	70,5	69,5	68,5	63,6	58,6	53,9	49,3	44,7
1995 *r*	73,9	73,3	72,3	71,3	70,4	69,4	64,4	59,5	54,7	50,0	45,4
1996 *r*	74,1	73,5	72,5	71,6	70,6	69,6	64,7	59,7	54,9	50,3	45,6
1997 *r*	74,6	74,0	73,0	72,0	71,0	70,0	65,1	60,2	55,4	50,7	46,0
1998 *r*	74,8	74,2	73,2	72,2	71,2	70,2	65,3	60,3	55,5	50,8	46,1
1999 *p*	75,0	74,4	73,4	72,4	71,4	70,4	65,5	60,5	55,7	51,0	46,3
Femmes											
1975	76,9	76,8	75,9	74,9	73,9	73,0	68,1	63,1	58,3	53,5	48,6
1980	78,4	78,1	77,1	76,2	75,2	74,2	69,3	64,4	59,6	54,7	49,9
1985	79,4	79,0	78,1	77,1	76,1	75,1	70,2	65,3	60,4	55,6	50,7
1990 *r*	81,0	80,5	79,5	78,5	77,6	76,6	71,6	66,7	61,8	56,9	52,1
1995 *r*	81,9	81,3	80,3	79,3	78,3	77,3	72,4	67,5	62,6	57,7	52,8
1996 *r*	82,1	81,4	80,4	79,5	78,5	77,5	72,5	67,6	62,7	57,8	52,9
1997 *r*	82,3	81,7	80,7	79,7	78,7	77,7	72,8	67,8	62,9	58,0	53,2
1998 *r*	82,4	81,8	80,8	79,8	78,8	77,8	72,9	67,9	63,0	58,1	53,3
1999 *p*	82,5	81,8	80,9	79,9	78,9	77,9	72,9	68,0	63,1	58,2	53,3

N.B. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-15 (suite et fin)

Tables de mortalité annuelles abrégées (1)

Source : INSEE

Année	35	40	45	50	55	60	65	70	75	80	85
Survivants aux âges indiqués pour 10 000 nés vivants											
Hommes											
1975	9 481	9 358	9 153	8 836	8 382	7 770	6 913	5 763	4 348	2 788	1 393
1980	9 513	9 402	9 222	8 926	8 482	7 898	7 100	6 062	4 706	3 152	1 646
1985	9 574	9 464	9 298	9 033	8 620	8 033	7 270	6 282	5 018	3 455	1 867
1990 *r*	9 587	9 471	9 309	9 076	8 729	8 221	7 516	6 629	5 455	4 002	2 357
1995 *r*	9 643	9 525	9 360	9 129	8 812	8 363	7 710	6 830	5 711	4 283	2 655
1996 *r*	9 667	9 557	9 395	9 172	8 853	8 406	7 761	6 882	5 754	4 336	2 681
1997 *r*	9 690	9 589	9 438	9 214	8 903	8 470	7 844	6 985	5 855	4 442	2 792
1998 *r*	9 705	9 609	9 459	9 236	8 926	8 501	7 887	7 044	5 917	4 503	2 818
1999 *p*	9 710	9 620	9 472	9 249	8 939	8 520	7 926	7 093	5 970	4 560	2 885
Femmes											
1975	9 702	9 643	9 548	9 403	9 195	8 899	8 486	7 838	6 817	5 254	3 258
1980	9 747	9 691	9 606	9 478	9 289	9 032	8 663	8 117	7 215	5 776	3 779
1985	9 781	9 728	9 655	9 543	9 373	9 135	8 796	8 286	7 467	6 104	4 134
1990 *r*	9 809	9 760	9 691	9 587	9 439	9 225	8 927	8 491	7 767	6 590	4 748
1995 *r*	9 830	9 780	9 708	9 606	9 467	9 275	8 995	8 570	7 912	6 826	5 130
1996 *r*	9 841	9 792	9 722	9 622	9 481	9 287	9 009	8 592	7 934	6 873	5 174
1997 *r*	9 851	9 807	9 739	9 639	9 494	9 306	9 039	8 626	7 990	6 937	5 263
1998 *r*	9 854	9 810	9 741	9 645	9 505	9 314	9 048	8 647	8 010	6 971	5 295
1999 *p*	9 857	9 813	9 744	9 644	9 505	9 319	9 058	8 668	8 045	7 002	5 314
Espérance de vie aux âges indiqués (2)											
Hommes											
1975	36,9	32,4	28,0	23,9	20,1	16,5	13,2	10,3	7,8	5,8	4,2
1980	37,9	33,3	28,9	24,8	20,9	17,3	13,9	10,9	8,3	6,1	4,5
1985	38,6	34,0	29,6	25,4	21,5	17,9	14,5	11,3	8,5	6,2	4,4
1990	40,1	35,5	31,1	26,8	22,8	19,0	15,6	12,3	9,4	6,9	4,9
1995 *r*	40,8	36,3	31,9	27,6	23,5	19,7	16,1	12,8	9,8	7,3	5,2
1996 *r*	41,0	36,4	32,0	27,7	23,6	19,7	16,1	12,8	9,9	7,2	5,2
1997 *r*	41,3	36,7	32,3	28,0	23,9	19,9	16,3	13,0	10,0	7,4	5,2
1998 *r*	41,4	36,8	32,4	28,1	24,0	20,0	16,4	13,0	10,0	7,4	5,3
1999 *p*	41,6	37,0	32,5	28,2	24,1	20,2	16,5	13,1	10,1	7,4	5,3
Femmes											
1975	43,8	39,1	34,4	29,9	25,6	21,3	17,2	13,4	10,0	7,2	5,1
1980	45,1	40,3	35,6	31,1	26,7	22,4	18,2	14,2	10,7	7,7	5,4
1985	45,9	41,1	36,4	31,8	27,3	23,0	18,8	14,8	11,1	8,0	5,5
1990 *r*	47,3	42,5	37,8	33,1	28,6	24,2	19,9	15,8	12,0	8,7	6,1
1995 *r*	48,0	43,3	38,6	33,9	29,4	25,0	20,6	16,5	12,7	9,3	6,5
1996 *r*	48,1	43,3	38,6	34,0	29,5	25,0	20,7	16,6	12,8	9,3	6,5
1997 *r*	48,3	43,5	38,8	34,2	29,7	25,2	20,9	16,8	12,9	9,4	6,6
1998 *r*	48,4	43,6	38,9	34,3	29,7	25,3	20,9	16,8	12,9	9,4	6,6
1999 *p*	48,5	43,7	39,0	34,3	29,8	25,3	21,0	16,8	12,9	9,4	6,6

(1) Âges en années.
(2) Nombre moyen d'années restant à vivre aux personnes qui atteignent l'âge indiqué.

TABLEAU B.02-16

Table de mortalité : années 1996-1998

Mortalité générale

Évaluation basée sur le recensement de 1999

Source : INSEE

Âge	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
0	100 000	532	74,48	100 000	421	82,27	**100 000**	**478**	**78,28**
1	99 468	45	73,87	99 579	34	81,62	**99 522**	**39**	**77,65**
2	99 423	29	72,90	99 546	22	80,64	**99 483**	**26**	**76,68**
3	99 394	24	71,93	99 524	18	79,66	**99 457**	**20**	**75,70**
4	99 370	20	70,94	99 506	16	78,68	**99 437**	**18**	**74,72**
5	99 350	17	69,96	99 491	12	77,69	**99 419**	**15**	**73,73**
6	99 333	17	68,97	99 479	12	76,70	**99 404**	**14**	**72,74**
7	99 317	15	67,98	99 467	12	75,71	**99 390**	**14**	**71,75**
8	99 302	16	66,99	99 455	13	74,72	**99 376**	**14**	**70,76**
9	99 286	15	66,00	99 442	12	73,73	**99 362**	**14**	**69,77**
10	99 270	15	65,01	99 430	11	72,73	**99 348**	**13**	**68,78**
11	99 256	16	64,02	99 419	12	71,74	**99 335**	**13**	**67,79**
12	99 240	18	63,03	99 407	14	70,75	**99 322**	**16**	**66,80**
13	99 222	22	62,04	99 394	14	69,76	**99 306**	**18**	**65,81**
14	99 201	30	61,06	99 380	16	68,77	**99 288**	**23**	**64,82**
15	99 170	42	60,07	99 363	22	67,78	**99 265**	**32**	**63,84**
16	99 129	51	59,10	99 342	24	66,80	**99 233**	**38**	**62,86**
17	99 078	66	58,13	99 318	28	65,81	**99 195**	**47**	**61,88**
18	99 012	92	57,17	99 290	35	64,83	**99 148**	**65**	**60,91**
19	98 922	104	56,22	99 255	36	63,85	**99 084**	**70**	**59,95**
20	98 819	107	55,28	99 220	36	62,88	**99 015**	**73**	**58,99**
21	98 713	116	54,34	99 184	40	61,90	**98 943**	**79**	**58,04**
22	98 599	122	53,40	99 144	42	60,92	**98 865**	**83**	**57,08**
23	98 478	121	52,46	99 102	39	59,95	**98 783**	**81**	**56,13**
24	98 359	121	51,53	99 064	40	58,97	**98 703**	**82**	**55,17**
25	98 240	120	50,59	99 024	39	57,99	**98 622**	**80**	**54,22**
26	98 121	123	49,65	98 985	43	57,02	**98 543**	**84**	**53,26**
27	98 000	127	48,71	98 942	45	56,04	**98 460**	**87**	**52,30**
28	97 875	130	47,77	98 897	45	55,07	**98 374**	**88**	**51,35**
29	97 748	133	46,83	98 852	51	54,09	**98 287**	**93**	**50,40**
30	97 618	142	45,89	98 802	57	53,12	**98 196**	**100**	**49,44**
31	97 480	148	44,96	98 746	58	52,15	**98 098**	**104**	**48,49**
32	97 336	148	44,02	98 688	63	51,18	**97 996**	**106**	**47,54**
33	97 192	158	43,09	98 626	69	50,21	**97 892**	**114**	**46,59**
34	97 039	171	42,16	98 558	71	49,25	**97 780**	**122**	**45,64**
35	96 873	183	41,23	98 488	80	48,28	**97 661**	**133**	**44,70**
36	96 695	198	40,30	98 409	86	47,32	**97 531**	**143**	**43,76**
37	96 504	210	39,38	98 324	92	46,36	**97 392**	**152**	**42,82**
38	96 301	230	38,46	98 234	101	45,40	**97 244**	**167**	**41,88**
39	96 079	241	37,55	98 135	111	44,45	**97 082**	**176**	**40,95**
40	95 848	268	36,64	98 026	118	43,49	**96 911**	**194**	**40,02**
41	95 592	298	35,74	97 911	129	42,55	**96 723**	**214**	**39,10**
42	95 307	325	34,84	97 785	138	41,60	**96 516**	**233**	**38,18**
43	94 997	354	33,95	97 650	155	40,66	**96 291**	**255**	**37,27**
44	94 660	374	33,07	97 499	163	39,72	**96 045**	**269**	**36,37**
45	94 307	408	32,20	97 340	178	38,78	**95 787**	**294**	**35,46**
46	93 921	442	31,33	97 167	192	37,85	**95 505**	**318**	**34,57**
47	93 506	474	30,46	96 980	203	36,92	**95 201**	**339**	**33,67**
48	93 063	512	29,60	96 783	212	36,00	**94 878**	**363**	**32,79**
49	92 586	554	28,75	96 578	236	35,07	**94 534**	**396**	**31,90**

NB. - Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU B.02-16 (suite et fin)

Table de mortalité : années 1996-1998

Mortalité générale

Source : INSEE

Âge	Hommes			Femmes			**Ensemble**		
	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	Survivants (1)	Quotient de mortalité (1) (2)	Espérance de vie (1)	**Survivants (1)**	**Quotient de mortalité (1) (2)**	**Espérance de vie (1)**
50	92 073	597	27,91	96 350	257	34,15	**94 160**	**427**	**31,03**
51	91 524	636	27,08	96 102	276	33,24	**93 758**	**455**	**30,16**
52	90 942	687	26,25	95 837	299	32,33	**93 331**	**493**	**29,30**
53	90 317	737	25,42	95 550	315	31,43	**92 871**	**525**	**28,44**
54	89 652	793	24,61	95 249	333	30,53	**92 383**	**562**	**27,59**
55	88 941	846	23,80	94 931	352	29,63	**91 864**	**597**	**26,74**
56	88 189	894	23,00	94 598	379	28,73	**91 316**	**633**	**25,90**
57	87 401	985	22,20	94 239	399	27,84	**90 738**	**688**	**25,06**
58	86 540	1 092	21,42	93 864	432	26,94	**90 114**	**757**	**24,23**
59	85 595	1 177	20,65	93 458	466	26,06	**89 432**	**814**	**23,41**
60	84 587	1 290	19,89	93 023	503	25,18	**88 704**	**887**	**22,60**
61	83 496	1 401	19,14	92 555	537	24,30	**87 917**	**957**	**21,80**
62	82 326	1 523	18,41	92 059	580	23,43	**87 076**	**1 037**	**21,00**
63	81 073	1 651	17,69	91 525	625	22,57	**86 173**	**1 119**	**20,22**
64	79 734	1 792	16,97	90 953	697	21,70	**85 209**	**1 222**	**19,44**
65	78 305	1 947	16,28	90 319	768	20,85	**84 168**	**1 329**	**18,67**
66	76 780	2 097	15,59	89 625	842	20,01	**83 049**	**1 437**	**17,92**
67	75 170	2 277	14,91	88 871	920	19,18	**81 856**	**1 558**	**17,17**
68	73 459	2 483	14,25	88 053	997	18,35	**80 581**	**1 690**	**16,44**
69	71 635	2 698	13,60	87 176	1 100	17,53	**79 219**	**1 840**	**15,71**
70	69 702	2 966	12,96	86 217	1 240	16,72	**77 761**	**2 032**	**14,99**
71	67 635	3 184	12,34	85 148	1 344	15,92	**76 181**	**2 180**	**14,30**
72	65 481	3 485	11,73	84 004	1 510	15,13	**74 520**	**2 398**	**13,60**
73	63 199	3 724	11,14	82 735	1 696	14,36	**72 733**	**2 599**	**12,92**
74	60 846	3 993	10,55	81 331	1 909	13,60	**70 843**	**2 826**	**12,26**
75	58 416	4 445	9,97	79 779	2 146	12,85	**68 841**	**3 145**	**11,60**
76	55 819	4 841	9,41	78 067	2 400	12,12	**66 676**	**3 447**	**10,96**
77	53 117	5 322	8,86	76 193	2 736	11,41	**64 378**	**3 827**	**10,33**
78	50 291	5 922	8,33	74 108	3 123	10,72	**61 914**	**4 288**	**9,72**
79	47 312	6 447	7,82	71 794	3 524	10,04	**59 259**	**4 718**	**9,14**
80	44 262	7 257	7,33	69 264	4 071	9,39	**56 463**	**5 349**	**8,56**
81	41 050	8 021	6,86	66 444	4 613	8,77	**53 443**	**5 954**	**8,02**
82	37 758	8 891	6,42	63 379	5 314	8,17	**50 261**	**6 691**	**7,50**
83	34 400	9 920	5,99	60 011	6 108	7,60	**46 898**	**7 538**	**7,00**
84	30 988	10 842	5,60	56 346	6 938	7,06	**43 363**	**8 367**	**6,53**
85	27 628	11 968	5,22	52 437	7 924	6,55	**39 735**	**9 365**	**6,08**
86	24 322	13 335	4,86	48 281	9 014	6,07	**36 014**	**10 507**	**5,65**
87	21 078	14 645	4,53	43 929	10 216	5,62	**32 230**	**11 700**	**5,26**
88	17 991	16 315	4,22	39 441	11 549	5,21	**28 459**	**13 093**	**4,89**
89	15 056	17 863	3,95	34 886	13 103	4,82	**24 733**	**14 584**	**4,55**
90	12 367	19 393	3,70	30 315	14 568	4,47	**21 126**	**16 018**	**4,24**
91	9 968	21 187	3,47	25 899	16 238	4,15	**17 742**	**17 659**	**3,96**
92	7 856	22 884	3,26	21 693	17 915	3,86	**14 609**	**19 283**	**3,70**
93	6 058	24 383	3,08	17 807	19 669	3,59	**11 792**	**20 912**	**3,46**
94	4 581	26 263	2,92	14 305	21 398	3,35	**9 326**	**22 625**	**3,24**
95	3 378	27 384	2,78	11 244	23 502	3,13	**7 216**	**24 432**	**3,04**
96	2 453	29 097	2,64	8 601	25 254	2,93	**5 453**	**26 132**	**2,87**
97	1 739	31 141	2,51	6 429	27 596	2,76	**4 028**	**28 376**	**2,70**
98	1 198	32 899	2,43	4 655	30 596	2,62	**2 885**	**31 092**	**2,58**
99	804	35 762	2,37	3 231	32 689	2,55	**1 988**	**33 300**	**2,51**

(1) À l'âge indiqué.
(2) Pour 100 000 survivants.

TABLEAU B.02-17

Principaux indicateurs démographiques de divers pays

Année 1999 (1)

Sources : EUROSTAT
Conseil de l'Europe

Pays	Taux pour 1 000 habitants					Taux de reproduction		Mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	Espérance de vie à la naissance	
	Variation (2) totale	Natalité	Mortalité	Nuptialité	Divortialité	Brut	Net		Hommes	Femmes
Allemagne	1,5	9,4	10,3	5,2	2,3	0,66	0,66	4,5	74,7	80,7
Autriche	2,4	9,7	9,7	4,9	2,3	0,64	0,63	4,4	75,1	81,0
Belgique	2,5	11,1	10,3	4,3	2,6	0,79	0,75	4,9	74,4	80,8
Danemark	3,1	12,4	11,1	6,7	2,5	0,85	0,84	4,4	74,2	79,0
Espagne	1,2	9,6	9,4	5,2	0,9	0,59	0,56	4,9	75,3	82,5
Finlande	2,3	11,1	9,6	4,7	2,7	0,85	0,84	3,6	73,8	81,0
France	**4,2**	**12,7**	**9,2**	**4,9**	**2,0**	**0,87**	**0,86**	**4,4**	**75,0**	**82,5**
Grèce	2,0	9,6	9,8	5,8	0,9	0,63	0,62	6,2	75,5	80,6
Irlande	11,1	14,2	8,4	4,9	...	0,92	0,91	5,5	73,9	79,1
Italie	1,2	9,1	9,9	4,8	0,6	0,58	0,57	5,2	75,7	81,6
Luxembourg	15,0	12,9	8,8	4,8	2,4	0,85	0,84	4,7	74,7	81,2
Pays-Bas	6,6	12,7	8,9	5,7	2,1	0,81	0,80	5,2	75,3	80,5
Portugal	1,8	11,6	10,8	6,9	1,8	0,73	0,72	5,6	72,0	79,1
Royaume-Uni	3,9	11,8	10,6	5,1	2,7	0,82	0,81	5,8	75,0	79,8
Suède	0,8	10,0	10,7	4,0	2,4	0,73	0,72	3,4	77,1	81,9
Europe des Quinze *(p)*	**2,6**	**10,6**	**9,9**	**5,1**	**1,8**	**0,70**	**0,70**	**5,2**	**74,6**	**80,9**
États-Unis	9,1	14,3	8,7	8,4	4,2	...	...	7,2	74,1	79,7
Japon	1,9	9,9	8,0	...	...	...	...	4,0	77,3	83,8
Fédération Russe	– 5,3	8,3	14,7	6,2	3,6	...	0,95	16,9	59,9	72,4

(1) 1999 ou dernière année disponible.
(2) La variation totale tient compte du solde migratoire.

TABLEAU B.02-18

Nombre d'immigrants par type de procédure

Année 1999

Sources : Office des migrations internationales (OMI)
Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides (OFPRA)

Nationalité	Travailleurs permanents	Regroupement familial	Conjoints de français	Parents d'enfants français	Réfugiés (O.F.P.R.A.) (1)	Familles de réfugiés et apatrides	Actifs non salariés	Réexamens (2)	Autres	**Total 1999**	**Évolution 1999/1998 %**
Européens	**6 342**	**3 514**	**1 528**	**143**	**1 469**	**304**	**206**	**208**	**193**	**13 907**	**– 23,8**
dont : UE et pays non membres parties à l'EEE (3)	5 569	–	–	–	–	–	–	–	–	**5 569**	**– 9,8**
Autres Européens et ex-URSS	726	933	948	110	1 094	79	193	110	164	**4 357**	**– 27,8**
Turcs	47	2 581	580	33	375	225	13	98	29	**3 981**	**– 34,1**
Asiatiques	**1 284**	**2 224**	**1 352**	**114**	**1 817**	**434**	**194**	**314**	**215**	**7 948**	**– 44,3**
dont : Libanais	319	112	84	11	...	–	4	5	37	**572**	**...**
Sri Lankais	2	102	50	1	655	262	–	40	6	**1 118**	**– 35,2**
Vietnamiens	39	10	134	5	198	33	3	6	18	**446**	**– 21,3**
Africains	**2 026**	**14 131**	**8 696**	**891**	**1 232**	**151**	**256**	**2 726**	**908**	**31 017**	**– 49,3**
dont : Maghreb	1 290	11 569	6 771	208	...	23	168	1 257	525	**21 811**	**...**
Algériens	560	4 137	3 558	–	51	10	74	634	146	**9 170**	**– 40,2**
Marocains	528	5 919	1 849	145	...	5	66	428	309	**9 249**	**...**
Tunisiens	202	1 513	1 364	63	...	8	28	195	70	**3 443**	**– 30,4**
Afrique hors Maghreb	736	2 562	1 925	683	...	128	88	1 469	383	**7 974**	**...**
Américains	**1 163**	**1 850**	**951**	**210**	**106**	**39**	**284**	**71**	**71**	**4 745**	**– 21,1**
Autres	**80**	**43**	**44**	**9**	**35**	**1**	**14**	**3**	**–**	**229**	**– 3,8**
Ensemble	**10 895**	**21 762**	**12 571**	**1 367**	**4 659**	**929**	**954**	**3 322**	**1 387**	**57 846**	**– 42,2**

(1) Les données par nationalité détaillée sur les réfugiés ne sont pas disponibles.
(2) Circulaire du 24 juin 1997.
(3) L'Espace économique européen est composé des pays de l'Union européenne, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège.

TABLEAU B.02-19

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par âge, sexe et état matrimonial

Année 1999

Source : Office des migrations internationales (OMI)

Âge	**Total des travailleurs**	Hommes		Femmes	
		Total	*dont* mariés	Total	*dont* mariées
Moins de 20 ans	**241**	160	3	81	4
20 à 24 ans	**1 725**	1 067	64	658	41
25 à 29 ans	**3 483**	2 152	329	1 331	168
30 à 34 ans	**2 490**	1 798	584	692	136
35 à 39 ans	**1 381**	1 050	520	331	104
40 à 44 ans	**741**	569	369	172	75
45 ans ou plus	**834**	651	456	183	92
Total	**10 895**	**7 447**	**2 325**	**3 448**	**620**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.

TABLEAU B.02-20

Travailleurs étrangers permanents (1) enregistrés par l'OMI, par activité économique, profession et nationalité

Année 1999

Source : Office des migrations internationales (OMI)

	Allemands	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Turcs	Autres	**Total**
Activité économique (2)										
Pêche, agriculture, sylviculture	11	9	4	181	1	14	1	1	38	**260**
Industries agricoles et alimentaires	6	6	7	7	2	3	2	–	69	**102**
Industries textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure	3	–	10	4	1	5	3	4	41	**71**
Industrie chimique, caoutchouc et plastiques	25	12	11	3	3	4	1	–	172	**231**
Fabrication équipements électriques, électroniques	27	16	36	3	13	20	10	3	308	**436**
Construction	7	74	82	833	12	9	4	2	144	**1 167**
Commerce de gros, de détail et réparation	51	31	86	64	58	50	18	10	660	**1 028**
Hôtels, restaurants	45	52	159	118	31	22	4	5	499	**935**
Transports et communications	16	10	19	15	17	14	4	2	241	**338**
Activités financières	25	18	29	19	4	13	12	3	195	**318**
Immobilier, location, services aux entreprises	213	116	204	198	220	288	111	9	1 941	**3 300**
Éducation	57	30	40	2	45	22	19	1	424	**640**
Santé et action sociale	15	8	12	8	91	26	4	1	141	**306**
Services collectifs, sociaux, personnels	44	41	71	20	34	10	4	–	492	**716**
Services domestiques	11	45	19	141	12	10	–	1	127	**366**
Administration publique, activités extra-territoriales	14	6	4	3	7	–	2	–	38	**74**
Autres (3)	44	30	29	17	9	18	3	5	452	**607**
Total	**614**	**504**	**822**	**1 636**	**560**	**528**	**202**	**47**	**5 982**	**10 895**
Profession										
Ouvriers et employés non qualifiés	71	227	245	1 029	75	76	14	9	737	**2 483**
Ouvriers et employés qualifiés	189	129	279	553	129	90	26	17	1 740	**3 152**
Techniciens et agents de maîtrise	39	12	38	11	64	44	19	2	410	**639**
Cadres et ingénieurs	315	136	260	43	292	318	143	19	3 095	**4 621**
Total	**614**	**504**	**822**	**1 636**	**560**	**528**	**202**	**47**	**5 982**	**10 895**

(1) Ceux qui sont autorisés à travailler en France sous couvert d'un contrat à durée indéterminée ou d'une durée initiale supérieure à un an.
(2) D'après la nomenclature utilisée par l'OMI, à partir de la NAF (Nomenclature d'activités française).
(3) Extraction de produits énergétiques et non énergétiques, travail du bois, fabrication d'articles en bois, industries du papier, édition, imprimerie, cokéfaction, raffinage, industrie nucléaire, métallurgie et travail des métaux, fabrication de machines et équipements, fabrication de matériel de transport, autres industries manufacturières, production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

TABLEAU B.02-21A

Mouvement naturel de la population en valeur absolue

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants (2)	Enfants sans vie	Décédés (2)	Décédés de moins d'un an (2)	Excédent naturel
GUADELOUPE								
1975	324,5	1 668	199	8 257	272	2 351	296	5 906
1980	326,9	1 603	450	6 425	141	2 143	118	4 282
1985	353,1	1 610	527	6 754	85	2 313	130	4 441
1990	389,5	2 021	548	7 569	110	2 334	76	5 235
1995	404,6	1 865	626	7 027	95	2 448	51	4 579
1996	409,1	1 869	607	7 184	74	2 431	68	4 753
1997	413,8	1 936	548	7 473	97	2 407	63	5 066
1998 *r*	418,9	1 959	653	6 507	31	2 514	66	3 993
1999 *p*	423,4	1 892	869	7 352	99	2 712	60	4 640
GUYANE								
1975	56,3	219	26	1 476	43	408	59	1 068
1980	68,2	205	27	1 933	56	468	64	1 465
1985	90,8	315	87	2 491	59	500	53	1 991
1990	118,5	461	99	3 606	72	597	64	3 009
1995	137,8	656	92	4 211	48	540	75	3 671
1996 *r*	142,4	573	128	4 331	50	556	73	3 775
1997 *r*	147,6	640	167	4 426	54	598	75	3 828
1998 *r*	153,0	510	146	4 696	52	607	51	4 089
1999 *p*	158,5	548	143	4 907	62	678	63	4 229
MARTINIQUE								
1975	323,6	1 453	349	6 741	179	2 305	190	4 436
1980	326,1	1 190	308	5 303	93	2 164	107	3 139
1985	340,9	1 307	284	5 711	68	2 126	88	3 585
1990	361,5	1 572	327	6 437	54	2 228	48	4 209
1995	369,4	1 507	604	5 630	54	2 273	33	3 357
1996	372,3	1 488	428	5 615	52	2 240	46	3 375
1997	375,5	1 548	412	5 683	60	2 358	38	3 325
1998	379,0	1 501	355	5 793	53	2 518	50	3 275
1999 *p*	382,1	1 591	679	5 766	42	2 579	42	3 187
RÉUNION								
1975	481,1	3 346	352	13 301	523	3 212	348	10 089
1980	505,7	3 057	498	12 303	270	3 242	197	9 061
1985	549,6	3 185	629	13 174	159	3 055	136	10 119
1990 *r*	602,4	3 716	798	13 912	150	3 183	96	10 729
1995 *r*	663,4	3 313	1 435	13 053	95	3 420	101	9 633
1996	674,9	3 306	1 154	13 047	134	3 565	84	9 482
1997	686,5	3 211	999	13 638	104	3 557	89	10 081
1998	698,2	3 348	1 215	13 538	99	3 731	111	9 807
1999 *p*	709,9	3 495	1 045	13 741	101	3 825	84	9 916

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après le recensement de 1999.
(2) Y compris les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-21B

Mouvement naturel de la population : Taux pour 1000 habitants

Départements d'outre-mer

Source : INSEE

Année	Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel	Mortalité infantile (1)
GUADELOUPE					
1975	5,1	25,4	7,1	18,3	36
1980	4,9	19,7	6,5	13,1	18
1985	4,6	19,1	6,6	12,7	19
1990	5,2	19,5	6,0	13,5	10
1995	4,6	17,4	6,1	11,3	7
1996	4,6	17,6	5,9	11,6	10
1997	4,7	18,1	5,8	12,2	8
1998	4,7	15,5	6,0	9,5	10
1999 *p*	4,5	17,4	6,4	11,0	. . .
GUYANE					
1975	3,9	26,2	7,2	19,0	40
1980	3,0	28,6	6,9	21,7	33
1985	3,6	28,2	5,7	22,6	20
1990	3,9	30,7	5,2	26,4	17
1995	4,8	30,6	3,9	26,6	18
1996	4,0	30,3	3,9	26,4	17
1997	4,3	29,8	4,0	25,8	17
1998	3,3	30,5	3,9	26,6	11
1999 *p*	3,5	31,0	4,3	26,7	. . .
MARTINIQUE					
1975	4,5	20,8	7,0	13,8	28
1980	3,7	15,4	6,6	9,8	20
1985	3,9	16,9	6,3	10,5	15
1990	4,4	17,9	6,2	11,6	7
1995	4,1	15,2	6,2	9,1	6
1996	4,0	15,1	6,0	9,1	8
1997	4,1	15,1	6,3	8,9	7
1998	4,0	15,3	6,6	8,6	7
1999 *p*	4,2	15,1	6,7	8,3	. . .
RÉUNION					
1975	7,0	27,6	6,7	20,9	26
1980	6,0	24,3	6,4	17,9	16
1985	5,8	24,0	5,6	18,4	10
1990	6,2	23,1	5,3	17,8	7
1995	5,0	19,7	5,1	14,5	7
1996	4,9	19,3	5,3	14,0	6
1997	4,6	19,9	5,2	14,7	7
1998	4,8	19,4	5,3	14,0	8
1999 *p*	4,9	19,4	5,4	14,0	. . .

(1) Nombre de décédés de moins d'un an pour 1000 nés vivants ; le taux inclut les enfants sans vie ayant respiré.

TABLEAU B.02-22

Nouvelle-Calédonie : mouvement naturel de la population

Source : INSEE

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre						Taux pour 1000				
		Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décédés au total	Mortalité infantile	Excédent naturel	Nuptialité (2)	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
1975.....	133,0	...	...	4 115	923	142	3 192	...	30,9	6,9	24,0	34,5
1980.....	140,0	781	127	3 668	1 008	99	2 660	5,6	26,2	7,2	19,0	27,0
1985.....	154,5	794	207	3 619	891	53	2 728	5,1	23,4	5,8	17,7	14,6
1990.....	170,9	887	157	4 378	928	47	3 450	5,2	25,6	5,4	20,2	10,7
1995.....	193,8	875	181	4 242	1 020	33	3 222	4,5	21,9	5,3	16,6	7,8
1996.....	197,4	937	156	4 401	1 020	38	3 381	4,7	22,3	5,2	17,1	8,6
1997.....	200,9	1 005	179	4 490	1 016	24	3 474	5,0	22,4	5,1	17,3	5,3
1998.....	204,3	1 005	196	4 352	982	30	3 370	4,9	21,3	4,8	16,5	6,9
1999.....	207,6	943	161	4 316	1 095	27	3 221	4,5	20,8	5,3	15,5	6,3

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1976, 1983, 1989 et 1996.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1 000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-23

Polynésie française : mouvement naturel de la population

Sources : ITSEE
Institut territorial de la Statistique et des Études Économiques

Année	Population moyenne (en milliers) (1)	Nombre				Taux pour 1000			
		Nés vivants	Décédés au total	Mortalité infantile	Excédent naturel	Natalité (2)	Mortalité (2)	Excédent naturel (2)	Mortalité infantile (3)
1975.....	131,8	4 404	953	187	3 451	33,4	7,2	26,2	42,5
1980.....	150,9	4 544	1 005	185	3 539	30,1	6,7	23,5	40,7
1985.....	174,5	5 413	993	125	4 420	31,0	5,7	25,3	23,1
1990.....	196,7	5 568	982	64	4 586	28,3	5,0	23,3	11,5
1995.....	216,0	4 905	1 113	50	3 792	22,7	5,2	17,6	10,2
1996.....	219,2	4 848	1 029	48	3 819	22,1	4,7	17,4	9,9
1997.....	222,5	4 702	1 089	36	3 613	21,1	4,9	16,2	7,7
1998 *r*	226,1	4 569	1 112	32	3 457	20,2	4,9	15,3	7,0
1999.....	229,6	4 712	1 020	31	3 692	20,5	4,4	16,1	6,6

(1) Population estimée en milieu d'année, d'après les recensements de 1975, 1982, 1988 et 1996.
(2) Taux par rapport à la population moyenne.
(3) Taux pour 1000 naissances vivantes.

TABLEAU B.02-24

Saint-Pierre-et-Miquelon : mouvement naturel de la population

Sources : INSEE
Préfecture de Saint-Pierre-et-Miquelon

Année	Population moyenne (en milliers) (2)	Nombre					(1) Taux pour 1 000			
		Mariages	Divorces prononcés	Nés vivants	Décédés au total	Excédent naturel	Nuptialité	Natalité	Mortalité	Excédent naturel
1975	5,9	50	...	99	32	67	8,5	16,9	5,4	11,5
1980	6,0	32	6	90	39	51	5,3	15,0	6,5	8,5
1985	6,3	32	5	95	50	45	5,1	15,2	8,0	7,2
1990	6,4	34	7	74	38	36	5,3	11,5	5,9	5,6
1995	6,6	17	9	75	50	25	2,6	11,4	7,6	3,8
1996	6,6	30	14	74	37	37	4,5	11,2	5,6	5,6
1997	6,7	36	10	93	57	36	5,4	14,0	8,6	5,4
1998	6,7	27	7	74	50	24	4,0	11,1	7,5	3,6
1999	6,5	26	5	75	45	30	4,0	11,5	6,9	4,6

(1) À Saint-Pierre-et-Miquelon, le faible nombre de décès de moins d'un an enlèverait toute signification au calcul d'un taux de mortalité infantile.
(2) Population estimée en milieu d'année, d'après le recensement de 1999.

Chapitre B.03

Étrangers et Immigrés

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Effectif des immigrés en 1999 suivant les principaux pays de naissance.

1. Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements.
2. Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1999.
3. Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle en 1999.
4. Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée et le sexe.
5. Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence en 1999.
6. Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française.
7. Acquisitions de la nationalité française par décret, selon la nationalité antérieure.
8. Population par nationalité, sexe, âge et activité en 1999. DOM.
9. Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999.
10. Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1999 selon le pays de naissance.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la cellule Statistiques et études sur l'immigration et de la division « Recensements de la population » de l'INSEE, de la Direction de la population et des migrations du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, et du ministère de la Justice.

1. PRÉSENTATION

La notion d'étranger est fondée sur le critère de la nationalité : est étrangère toute personne qui n'a pas la nationalité française. La nationalité peut changer : certaines personnes acquièrent la nationalité française au cours de leur vie. On les appelle alors français par acquisition, par opposition aux français de naissance.

La notion d'immigré est, pour sa part, liée à deux caractéristiques invariables : le lieu de naissance et la nationalité. L'immigré est une personne née étrangère, dans un pays étranger, mais qui vit en France. Après son entrée en France, il peut soit devenir français, soit rester étranger, suivant les possibilités offertes par le Code de la nationalité française. Tout étranger n'est pas nécessairement un immigré, et tout immigré n'est pas forcément un étranger.

En mars 1999, 3 263 186 étrangers sont recensés en France métropolitaine. Leur part dans la population totale atteint 5,6 % contre 6,3 % en 1990 et 6,8 % en 1982. La diminution du nombre d'étrangers originaires de l'Union européenne, observée lors des recensements précédents, se confirme en 1999. Cette baisse concerne tout particulièrement les nationalités les plus nombreuses en 1990 (Espagnols, Italiens, Portugais). Les étrangers originaires du Maghreb sont également moins nombreux en 1999 qu'en 1990 quelle que soit leur nationalité.

La population étrangère résidant en France est relativement jeune. La proportion de personnes agées de 20 à 40 ans dans la population étrangère est de 34,5 % ; elle est de 29,6 % dans la population totale. En revanche, 16,4 % des étrangers ont 60 ans ou plus contre 21,3 % pour la population totale.

Les immigrés sont au nombre de 4 308 527 en 1999, 2 753 588 sont étrangers, les 1 554 939 autres étant français par acquisition.

La structure par âge de la population immigrée diffère de celle de l'ensemble de la population. Les jeunes sont peu nombreux, puisque, par définition, les immigrés ne naissent pas en France. Les moins de 20 ans représentent le quart de l'ensemble de la population et 8 % seulement de la population immigrée. La moitié des immigrés ont entre 30 et 55 ans, contre un tiers de l'ensemble des résidents. Un quart de la population immigrée a plus de 60 ans. Cette proportion n'est que d'un cinquième dans l'ensemble de la population.

Depuis 1975 l'écart, entre le nombre d'hommes et de femmes parmi les immigrés se réduit : les femmes immigrées sont en 1999 aussi nombreuses que les hommes.

2. MÉTHODOLOGIE

Pour la partie recensement de ce chapitre, voir la méthodologie au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

La législation sur la nationalité a fait l'objet de modifications importantes depuis une vingtaine d'années.

La loi n° 73-42 du 9 janvier 1973 qui a complété et modifié le Code de la nationalité française tel qu'il résultait de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, la loi n° 74-631 du 5 juillet 1974 fixant à 18 ans l'âge de la majorité et la loi n° 84-341 du 7 mai 1984 modifiant l'article 37-1 du code prévoyant l'acquisition à raison du mariage, réglaient jusqu'en 1993 les questions d'acquisition et de perte de la nationalité française.

La réforme du droit de la nationalité, issue de la loi n° 93-933 du 22 juillet 1993, intégrée dans le code civil, modifie les règles d'attribution et d'acquisition de la nationalité française mais aussi la répartition des compétences à partir de 1994.

Avant cette réforme, le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration avait compétence pour l'ensemble des acquisitions de la nationalité française, quelle que soit la procédure (l'acquisition de la nationalité française à 18 ans par les jeunes étrangers nés et résidant en France ne nécessitait aucune formalité).

Après la réforme, les compétences étaient réparties entre le ministère de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration et celui de la Justice, et depuis juin 1997, elles le sont entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et celui de la Justice ; le premier reste seul compétent en matière d'acquisition par décret (naturalisation et réintégration) et les déclarations d'acquisition à raison du mariage, les autres acquisitions par déclaration sont de la compétence du second. La manifestation de volonté qui concernait les jeunes étrangers nés en France relevait du juge d'instance. Chaque ministère présente les statistiques des acquisitions qui relèvent de sa compétence.

Depuis le 1er septembre 1998, la loi n° 98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité a supprimé la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté.

3. DÉFINITIONS

Acquisition de la nationalité française

a) Pour les jeunes :

Depuis la loi du 16 mars 1998, tout enfant né en France de parents étrangers acquiert la nationalité française automatiquement à sa majorité, si à cette date, il a sa résidence en France et s'il a eu sa résidence habituelle en France pendant une période continue ou discontinue d'au moins cinq ans depuis l'âge de 11 ans.

La loi du 16 mars 1998 rétablit également la possibilité, pour l'enfant, de devenir français par anticipation durant sa minorité. Ainsi, sous certaines conditions de résidence, l'enfant mineur né en France de parents étrangers peut devenir français sans attendre sa majorité.

Dès 16 ans, il peut anticiper l'acquisition automatique de la nationalité française par une démarche volontaire et personnelle.

À partir de 13 ans, ses parents peuvent réclamer la nationalité française par déclaration, en son nom et avec son consentement personnel.

b) Pour les majeurs :

- Par décret

Les naturalisations accordées par décret concernent des étrangers qui en font la demande et sous certaines

conditions (sauf exceptions prévues, justification d'une résidence habituelle en France pendant les cinq années qui précèdent le dépôt de la demande) (art 21.17 du Code Civil).

Un enfant mineur devient français de plein droit dans le cas où l'un de ses parents acquiert la nationalité française, si son nom est mentionné dans le décret de naturalisation et s'il a la même résidence habituelle que ce parent (art 22.1 du Code Civil).

Une réintégration peut également résulter d'un décret.

● Par déclaration de nationalité

Elles sont souscrites par des étrangers sous certaines conditions. On distingue :

— les déclarations de nationalité à raison du mariage (art. 21-2 du Code Civil) ;

— les déclarations de nationalité des enfants adoptés par un Français ou recueillis en France (art. 21-12 du Code Civil) ;

— les déclarations de nationalité à raison de la possession d'état de français (jouissance de la nationalité française, pendant les dix années précédant la déclaration) (art. 21-13 du Code Civil) ;

— les déclarations de nationalité souscrites par des personnes qui se sont vu opposer les dispositions des articles 23-6 ou 30-3 du Code Civil.

— les déclarations de nationalité souscrites en vue de la réintégration dans la nationalité française (art. 24 ; 24-2 du Code Civil).

● Par manifestation de volonté (à raison de la naissance et de la résidence en France)

La procédure d'acquisition de la nationalité française par manifestation de volonté, créée le 1er janvier 1994, s'appliquait aux jeunes étrangers, dès l'âge de 16 ans et jusqu'à l'âge de 21 ans, nés en France et y résidant de façon habituelle depuis au moins cinq ans (art 21.7 du Code civil).

Depuis le 1er septembre 1998, la loi n°98-170 du 16 mars 1998 relative à la nationalité supprime la procédure d'acquisition de nationalité par manifestation de volonté. Toutefois, les manifestations de volonté souscrites mais non enregistrées avant le 1er septembre 1998 demeurent régies par les dispositions en vigueur à la date de leur souscription, c'est-à-dire par la loi du 22 juillet 1993. Cette disposition transitoire est importante pour les jeunes ayant manifesté leur volonté de devenir français entre 18 et 21 ans. En effet, ayant passé l'âge de 18 ans, ils ne peuvent plus bénéficier de l'acquisition de plein droit rétablie par la loi du 16 mars 1998.

Nationalité au RP 1999

La population est répartie en trois grands groupes :

— Français de naissance (y compris par réintégration) ;

— Français par acquisition (personnes devenues françaises par naturalisation, mariage, déclaration ou à leur majorité) ;

— Étrangers, qui sont classés suivant leur nationalité.

Parmi les étrangers se trouvant en France au moment du recensement, seuls ont été recensés ceux qui ont leur résidence permanente en France et ceux qui y travaillent ou y étudient (travailleurs permanents, stagiaires, étudiants, ainsi que leur famille le cas échéant), à l'exception des travailleurs saisonniers et des travailleurs frontaliers. En outre, n'ont pas été recensés les étrangers membres du corps diplomatique, mais le personnel étranger (administratif, technique ou de service) des ambassades résidant de façon permanente en France l'a été. Ne sont recensés ni les touristes ni toute personne faisant en France un séjour de courte durée.

Les étrangers sont regroupés par nationalité selon plusieurs nomenclatures.

Les résultats du recensement de 1999 contiennent des données par nationalité détaillée.

Les pays de l'Union européenne en mars 1999 sont : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, l'Autriche, la Finlande et la Suède. Le champ de l'Union européenne actuelle a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.

Naturalisation

Naturaliser français un étranger, c'est lui accorder la condition de citoyen français à part entière.

Perte de la nationalité française

Les pertes de la nationalité française contrôlées se divisent en deux catégories :

— les pertes de la nationalité française résultant d'une demande des intéressés : déclarations de perte souscrites par des Français qui ont acquis une nationalité étrangère, déclarations de répudiation (enfants français dans certaines conditions ; conjoint français d'un étranger), décrets de perte de la nationalité française (libération de l'allégeance française) ;

— les pertes de la nationalité française décidées par le Gouvernement : retraits d'office, déchéances.

Il faut noter que depuis la mise en vigueur de la loi du 9 janvier 1973, il n'y a plus de perte automatique de la nationalité française par acquisition d'une nationalité étrangère, sauf exception prévue par la Convention du Conseil de l'Europe du 6 mai 1963.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations.

— Ministère de la Justice.

Publications INSEE :

— « Recensement général de la population de 1999. Populations immigrée et étrangère (exploitation complémentaire) », série verte, 2001.

INSEE-Résultats, série Démographie-société :

— « Recensement de la population de 1990, nationalités », résultats au 1/4, n° 217, novembre 1992 ;

— « Les immigrés et leur famille », n^os 538-539, avril 1997 ;

— « La population active immigrée en 1982 et 1990 », n° 577, octobre 1997.

INSEE-Première :

— « La population étrangère. Recensement de la population de 1990 », J-C Labat , n° 150, juin 1991, 4 pages ;

— « La localisation de la population étrangère. Recensement de la population de 1990 », J Harnois, n° 177, janvier 1992 ;

— « La population étrangère en 1990 par nationalité, recensement de la population de 1990 », n° 217, juillet 1992 ;

— « La population immigrée. Le résultat d'une longue histoire », n° 457, mai 1996 ;

— « Asile politique : 121 000 réfugiés vivent en France », n° 601, juillet 1998 ;

— « L'emploi des immigrés en 1999 », n° 717, mai 2000 ;

— « Recensement de la population 1999, la proportion d'immigrés est stable depuis 25 ans », n° 748, novembre 2000 ;

— « Recensement de la population 1999, de plus en plus de femmes immigrées sur le marché du travail », n° 791, juillet 2001.

Économie et Statistique :

— « La présence étrangère en France métropolitaine », J-C Labat, n° 242, avril 1991, p. 7-15 ;

— « Le parcours professionnel des immigrés en France : une analyse longitudinale », n° 299, 1996.

Contours et caractères :

— « Les étrangers en France », mai 1994 ;

— « Les immigrés en France », février 1997.

Données sociales :

— « Les immigrés vivant hors du cadre familial », « La vie professionnelle des immigrés originaires du Portugal », « Les immigrés et le logement », 1996 ;

— « Vieillir en France quand on est immigré », S. Thave, A. Mesrine, 1999.

Synthèses :

— « Regards sur l'immigration depuis 1945 », n° 30, octobre 1999.

Autres publications :

— « Immigration et présence étrangère en France 1997/1998 », A. Lebon, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations, décembre 1998.

— *OMISTAT (Annuaire des migrations*), Office des migrations internationales, annuel.

— « La politique de la nationalité en 1999 : données chiffrées et commentaires », ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Population et des Migrations.

— « Les acquisitions de la nationalité française en 1999 », *Études et Statistiques*, *Justice,* ministère de la Justice, ministère de l'Emploi et de la Solidarité, février 2001.

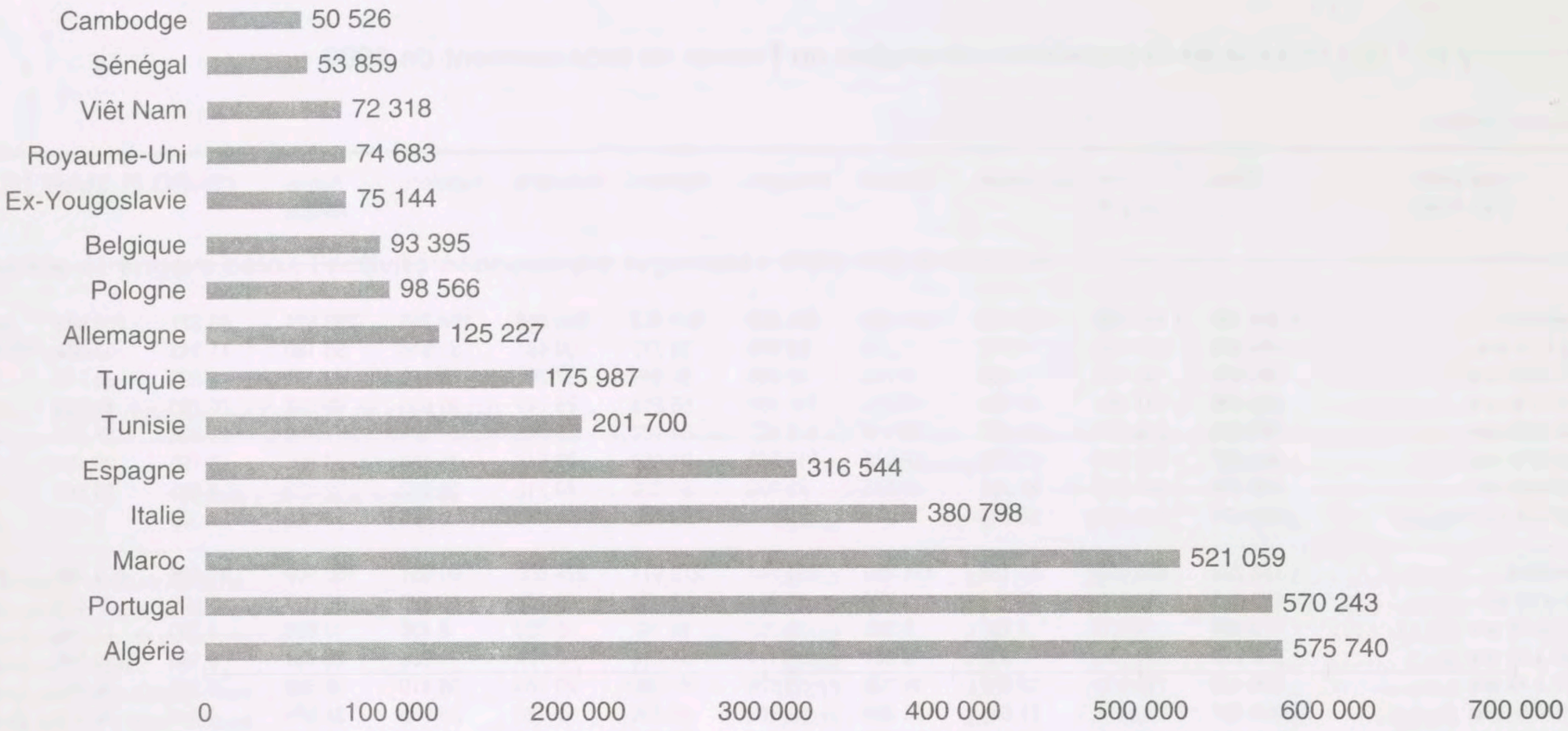
— « Nouvelles mobilités : un essai de typologie des nouvelles mobilités », *Hommes & migrations* n° 1233, septembre, octobre 2001.

— « Les entrées d'étrangers en France de 1994 à 1999 », X. Thierry, 2001.

*
* *

GRAPHIQUE B.03

Effectif des immigrés en 1999 suivant les principaux pays de naissance



Source : INSEE, recensement de la population de 1999

TABLEAU B.03-1

Étrangers selon quelques nationalités sélectionnées aux différents recensements

Source : INSEE

Nationalité	1975		1982		1990		1999 (2)	
	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
Population totale	**52 599 430**	///	**54 295 612**	///	**56 651 955**	///	**58 520 688**	///
Total étrangers	**3 442 415**	**100,0**	**3 714 200**	**100,0**	**3 596 602**	**100,0**	**3 263 186**	**100,0**
Total nationalités d'Europe	**2 090 235**	**60,7**	**1 768 176**	**47,6**	**1 459 113**	**40,6**	**1 334 412**	**40,9**
dont : UE à 15 (1)	1 876 990	54,5	1 602 208	43,1	1 321 529	36,7	1 195 498	36,6
Allemands (ex - RFA)	42 955	1,3	44 000	1,2	52 723	1,5	78 381	2,4
Belges	55 945	1,6	52 636	1,4	56 129	1,6	66 666	2,0
Espagnols	497 480	14,5	327 156	8,8	216 047	6,0	161 762	5,0
Italiens	462 940	13,4	340 308	9,2	252 759	7,0	201 670	6,2
Polonais	93 665	2,7	64 804	1,7	47 127	1,3	33 758	1,0
Portugais	758 925	22,0	767 304	20,7	649 714	18,1	553 663	17,0
Ex-Yougoslaves	70 280	2,1	62 472	1,7	52 453	1,5	50 543	1,5
Autres nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	108 055	3,1	109 496	2,9	132 161	3,7	187 969	5,8
Ex-URSS	**12 450**	**0,4**	**7 452**	**0,2**	**4 661**	**0,1**	**17 249**	**0,5**
Total nationalités d'Afrique	**1 192 300**	**34,6**	**1 594 772**	**43,0**	**1 633 142**	**45,4**	**1 419 758**	**43,5**
Algériens	710 690	20,6	805 116	21,7	614 207	17,1	477 482	14,6
Marocains	260 025	7,6	441 308	11,9	572 652	15,9	504 096	15,4
Tunisiens	139 735	4,1	190 800	5,2	206 336	5,7	154 356	4,7
Autres nationalités d'Afrique	81 850	2,3	157 548	4,2	239 947	6,7	283 824	8,7
Total nationalités d'Amérique	**41 560**	**1,2**	**52 840**	**1,4**	**72 758**	**2,0**	**81 293**	**2,5**
Total nationalités d'Asie	**104 465**	**3,0**	**289 560**	**7,8**	**424 668**	**11,8**	**407 450**	**12,5**
Turcs	50 860	1,5	122 260	3,3	197 712	5,5	208 049	6,4
Autres nationalités	53 605	1,5	167 300	4,5	226 956	6,3	199 401	6,1
Nationalités d'Océanie, nationalités non précisées	**1 405**	**0,1**	**1 400**	∈	**2 260**	**0,1**	**3 024**	**0,1**

(1) Le champ de l'Union européenne actuelle a été reconstitué pour 1975, 1982 et 1990.
(2) Il existe une différence minime entre les chiffres de la population totale figurant dans ce tableau, issus d'une exploitation statistique, et les chiffres du dénombrement authentifiés par décret.

TABLEAU B.03-2

Structure par âge et sexe de la population étrangère en France au recensement de 1999

Source : INSEE

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* UE à 15	Espagnols	Italiens	Portugais	Algériens	Marocains	Tunisiens	Autres Afrique	(1) Asie	Turcs	Autres
Ensemble	**3 263 186**	**1 195 498**	**161 762**	**201 670**	**553 663**	**477 482**	**504 096**	**154 356**	**283 824**	**63 371**	**208 049**	**654 913**
0 à 14 ans	**444 328**	103 435	6 302	7 218	59 963	36 727	104 481	31 648	50 180	11 243	53 354	83 212
15 à 24 ans	**360 078**	84 492	7 009	6 743	43 209	36 599	87 208	16 259	43 167	9 392	35 748	74 744
25 à 34 ans	**558 698**	181 861	14 685	15 316	105 035	68 218	75 743	20 659	68 632	10 760	49 666	129 984
35 à 44 ans	**598 855**	216 976	22 905	25 059	113 407	84 969	78 036	30 705	71 460	11 938	28 726	131 650
45 à 54 ans	**544 937**	212 514	22 227	29 272	117 325	93 507	89 846	31 586	33 895	8 195	26 499	92 585
55 à 64 ans	**396 414**	181 502	29 794	38 545	79 153	94 830	49 712	16 502	12 328	4 535	10 584	60 431
65 ans ou plus	**359 876**	214 718	58 840	79 517	35 571	62 632	19 070	6 997	4 162	7 308	3 472	82 307
Hommes	**1 732 288**	**623 026**	**81 153**	**114 399**	**294 746**	**272 911**	**274 899**	**90 551**	**150 908**	**31 585**	**109 790**	**311 346**
0 à 14 ans	**226 952**	52 859	3 214	3 736	30 794	18 682	53 479	16 120	25 027	5 690	27 600	42 610
15 à 24 ans	**176 884**	41 209	3 287	3 345	23 257	18 147	45 704	8 450	19 620	4 790	17 346	32 938
25 à 34 ans	**278 670**	94 557	7 356	8 861	59 114	34 318	40 174	11 258	29 731	6 163	26 505	55 190
35 à 44 ans	**298 402**	113 502	12 959	16 132	59 676	41 000	29 984	16 410	39 390	6 287	15 487	61 077
45 à 54 ans	**306 221**	113 346	11 645	18 836	61 669	48 298	55 436	20 836	24 974	4 075	14 376	46 076
55 à 64 ans	**250 277**	99 890	15 187	23 615	42 794	67 794	36 857	12 680	9 925	2 037	6 725	32 663
65 ans ou plus	**194 882**	107 663	27 505	39 874	17 442	44 672	13 265	4 797	2 241	2 543	1 751	40 792
Femmes	**1 530 898**	**572 472**	**80 609**	**87 271**	**258 917**	**204 571**	**229 197**	**63 805**	**132 916**	**31 786**	**98 259**	**343 567**
0 à 14 ans	**217 376**	50 576	3 088	3 482	29 169	18 045	51 002	15 528	25 153	5 553	25 754	40 602
15 à 24 ans	**183 194**	43 283	3 722	3 398	19 952	18 452	41 504	7 809	23 547	4 602	18 402	41 806
25 à 34 ans	**280 028**	87 304	7 329	6 455	45 921	33 900	35 569	9 401	38 901	4 597	23 161	74 794
35 à 44 ans	**300 453**	103 474	9 946	8 927	53 731	43 969	48 052	14 295	32 070	5 651	13 239	70 573
45 à 54 ans	**238 716**	99 168	10 582	10 436	55 656	45 209	34 410	10 750	8 921	4 120	12 123	46 509
55 à 64 ans	**146 137**	81 612	14 607	14 930	36 359	27 036	12 855	3 822	2 403	2 498	3 859	27 768
65 ans ou plus	**164 994**	107 055	31 335	39 643	18 129	17 960	5 805	2 200	1 921	4 765	1 721	41 515

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-3

Population active totale par nationalité et par catégorie socioprofessionnelle en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Catégorie socioprofessionnelle (niveau intermédiaire)	Total	Français de naissance	Français par acquisition	Étrangers	
				Total	*dont* UE
Agriculteurs exploitants	642 167	625 176	7 042	9 949	5 345
Artisans	761 082	673 502	36 024	51 556	26 730
Commerçants et assimilés	724 969	638 463	38 546	47 960	17 206
Chefs d'entreprises de 10 salariés ou plus	173 001	158 884	6 536	7 581	4 473
Professions libérales	355 334	324 568	18 846	11 920	5 610
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	1 276 910	1 174 234	53 772	48 904	20 602
Cadres d'entreprises	1 533 091	1 417 477	58 088	57 526	32 297
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilés	2 400 195	2 265 795	80 185	54 215	21 929
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	1 842 672	1 709 697	72 406	60 569	30 512
Techniciens	943 680	878 747	37 703	27 230	12 355
Contremaîtres, agents de maîtrise	576 338	528 347	23 160	24 831	16 038
Employés de la fonction publique	2 866 216	2 671 462	112 401	82 353	24 390
Employés administratifs d'entreprises	2 178 029	2 021 925	94 354	61 750	27 700
Employés de commerce	1 115 485	1 008 498	55 046	51 941	18 481
Personnel des services directs aux particuliers	1 649 361	1 353 982	95 530	199 849	92 852
Ouvriers qualifiés	4 153 116	3 581 986	191 803	379 327	156 392
Ouvriers non qualifiés	2 611 360	2 170 976	125 124	315 260	103 047
Ouvriers agricoles	297 266	251 897	7 564	37 805	12 306
Chômeurs n'ayant jamais travaillé	351 541	270 547	22 884	58 110	3 286
Inactifs divers autres que retraités	85 623	83 526	1 945	152	13
Total	**26 537 436**	**23 809 689**	**1 138 959**	**1 588 788**	**631 564**

TABLEAU B.03-4

Salariés étrangers selon l'activité économique regroupée (NES 16) et le sexe

Année 2001

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars 2001)

Activité économique regroupée	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Effectif	**(1) %**	Effectif	(1) %	Effectif	(1) %
Agriculture, sylviculture et pêche	**28 710**	**8,7**	22 815	9,7	5 895	6,1
Industries agricoles et alimentaires	**18 277**	**3,5**	12 522	3,9	5 755	2,8
Industrie des biens de consommation	**30 190**	**4,2**	17 355	4,7	12 835	3,7
Industrie automobile	**22 483**	**7,4**	20 005	8,0	2 478	4,7
Industrie des biens d'équipement	**33 513**	**4,1**	28 919	4,4	4 594	3,0
Industrie des biens intermédiaires	**94 616**	**6,4**	73 338	6,6	21 278	5,7
Énergie	**2 247**	**0,9**	2 247	1,2	–	–
Construction	**185 665**	**15,9**	183 583	17,3	2 082	1,9
Commerce	**124 335**	**4,8**	72 794	5,2	51 541	4,3
Transports	**47 690**	**4,7**	39 396	5,0	8 294	3,9
Activités financières	**10 398**	**1,5**	5 435	1,8	4 963	1,3
Activités immobilières	**36 182**	**12,5**	10 712	8,2	25 470	16,2
Services aux entreprises	**214 396**	**7,6**	139 343	8,4	75 053	6,4
Services aux particuliers	**198 659**	**11,9**	65 225	12,0	133 434	11,8
Éducation, santé, action sociale	**101 792**	**2,6**	27 116	2,6	74 676	2,6
Administrations	**46 853**	**1,9**	19 313	1,5	27 540	2,2
Activité indéterminée	–	–	–	–	–	–
Total	**1 196 006**	**5,6**	**740 118**	**6,5**	**455 888**	**4,6**

(1) Pourcentage calculé par rapport à l'effectif salarié (français + étrangers) de l'activité.

TABLEAU B.03-5

Familles selon le nombre d'enfants de 0 à 16 ans et la nationalité de la personne de référence en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Famille	**Total**	Total étrangers	*dont* Union européenne				Algériens	Marocains	Tunisiens	Autres Afrique	(1) Asie	Turcs
			Ensemble	*dont* Espagnols	Italiens	Portugais						
Nombre total de familles	**16 096 782**	**1 056 756**	**460 266**	**62 078**	**90 509**	**222 477**	**170 011**	**132 446**	**46 533**	**71 848**	**16 759**	**59 732**
Familles comprenant des enfants de 0 à 16 ans :												
0 enfant	**9 328 536**	485 021	278 523	45 063	67 444	113 829	70 446	35 971	13 674	14 852	6 727	16 455
1 enfant	**3 178 661**	224 377	87 211	8 236	11 388	52 828	36 497	30 644	10 387	18 791	3 461	14 072
2 enfants	**2 505 916**	186 197	69 540	6 486	8 443	42 108	30 232	27 035	9 528	15 820	2 862	13 571
3 enfants	**842 662**	100 354	20 586	1 791	2 682	11 522	20 370	20 675	7 814	10 610	2 322	10 818
4 enfants ou plus	**241 007**	60 807	4 406	502	552	2 190	12 466	18 121	5 130	11 775	1 387	4 816
Nombre total d'enfants de 0 à 16 ans	**11 774 239**	**1 175 512**	**306 747**	**28 765**	**38 674**	**180 864**	**213 141**	**228 233**	**75 307**	**142 894**	**22 717**	**94 521**

(1) Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens.

TABLEAU B.03-6

Évolution du nombre d'acquisitions de la nationalité française

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Ministère de la Justice

	1989		1995		1997		*r* 1998		1999	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Acquisitions par décret	33 040	55,5	40 867	44,2	60 485	52,1	58 123	54,1	67 569	71,9
dont : enfants mineurs	10 178	17,1	12 041	13,0	18 471	15,9	17 673	16,4	21 225	22,6
Acquisitions par déclaration (1)	26 468	44,5	21 017	22,7	23 191	20,0	23 789	22,1	26 433	28,1
Total acquisitions	**59 508**	100,0	**61 884**	67,0	**83 676**	72,0	**81 912 (2)**	76,2	**94 002 (2)**	100,0
Par manifestation de volonté	///	///	30 526	33,0	32 518	28,0	25 549	23,8	///	///
Total	///	///	**92 410**	100,0	**116 194**	100,0	**107 461 (2)**	100,0	///	///

(1) Déclarations réellement acquisitives, non compris les déclarations en vue de renoncer à la faculté de répudier la nationalité française.
(2) Ce total ne comprend pas les acquisitions sans formalité et les acquisitions par anticipation rétablies par la loi du 16 mars 1998, et estimées respectivement à : 4 000 et 12 300 pour l'année 1998 ; 11 087 et 42 433 pour l'année 1999. En effet, la loi du 16 mars 1998 a supprimé la procédure de manifestation de volonté à compter du 1er septembre 1998 (cf. Méthodologie) ; par ailleurs, elle rétablit l'acquisition de plein droit de la nationalité française à la majorité pour les jeunes étrangers nés en France de parents étrangers. Cette loi a également rétabli la possibilité pour l'enfant de devenir français par anticipation durant sa minorité, à partir de 13 ans (cf. Définitions).

TABLEAU B.03-7

Acquisitions de la nationalité française, par décret, selon la nationalité antérieure

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Ministère de la Justice

Nationalités antérieures	1989	1997	1997 avec enfants mineurs	1998	1998 avec enfants mineurs	1999	1999 avec enfants mineurs
Nationalités d'Europe (sauf ex-URSS)	**7 085**	**6 338**	**8 532**	**5 867**	**7 889**	**5 790**	**7 793**
UE (à 15)	**4 962**	**3 799**	**5 143**	**3 326**	**4 465**	**3 396**	**4 582**
dont : Belges	155	121	169	132	176	155	203
Britanniques	141	98	124	72	89	86	116
Espagnols	977	414	505	318	394	265	307
Italiens	850	555	693	484	584	504	617
Portugais	2 671	2 496	3 514	2 213	3 079	2 288	3 213
Hors UE	**2 123**	**2 545**	**3 396**	**2 541**	**3 424**	**2 394**	**3 211**
dont : Polonais	1 052	630	864	602	844	539	743
Roumains	282	590	774	626	831	429	553
Ex-Yougoslaves	598	970	1 264	952	1 263	1 073	1 448
Nationalités d'Afrique	**7 278**	**24 124**	**34 059**	**23 850**	**33 646**	**28 838**	**41 366**
dont : Algériens	2 619	8 786	9 711	8 141	9 087	9 609	10 830
Marocains	2 230	8 427	13 525	8 694	13 356	11 292	17 870
Mauriciens	445	255	378	277	417	349	502
Togolais	139	248	364	201	279	250	345
Tunisiens	950	2 611	4 437	2 699	4 703	2 823	4 812
Nationalités d'Amérique	**801**	**1 311**	**2 124**	**1 268**	**1 982**	**1 283**	**2 020**
dont : Chiliens	176	172	233	135	168	123	160
Haïtiens	276	563	1 049	541	1 012	614	1 128
Nationalités d'Asie / Océanie	**7 581**	**10 028**	**15 238**	**9 192**	**14 139**	**10 104**	**15 799**
dont : Cambodgiens	1 485	1 642	2 679	1 340	2 215	1 330	2 068
Chinois	170	383	501	360	511	348	501
Iraniens	310	683	846	573	746	597	765
Laotiens	1 152	821	1 422	716	1 223	864	1 400
Libanais	874	1 311	1 777	1 012	1 405	793	1 075
Syriens	191	216	319	165	268	189	301
Turcs	687	2 221	3 700	2 589	4 228	3 306	5 661
Vietnamiens	2 151	1 558	2 137	1 372	1 879	1 186	1 646
Ex-Soviétiques	**85**	**170**	**228**	**209**	**283**	**247**	**311**
Diverses ou non précisées	**32**	**43**	**304**	**64**	**184**	**82**	**280**
Total	**22 862**	**42 014**	**60 485**	**40 450**	**58 123**	**46 344**	**67 569**

TABLEAU B.03-8

Population par nationalité, sexe, âge et activité en 1999

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristiques individuelles	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Ensemble	***dont* étrangers**	Ensemble	*dont* étrangers	Ensemble	*dont* étrangères
GUADELOUPE						
Population totale	**422 222**	**21 103**	203 146	9 740	219 076	11 363
0 à 14 ans	**99 641**	**4 520**	50 679	2 272	48 962	2 248
15 à 24 ans	**61 365**	**2 657**	31 052	1 222	30 313	1 435
25 à 39 ans	**105 207**	**6 681**	49 713	2 757	55 494	3 924
40 à 59 ans	**96 915**	**6 235**	45 853	2 978	51 062	3 257
60 ans ou plus	**59 094**	**1 010**	25 849	511	33 245	499
Activité						
Actifs ayant un emploi	**125 245**	**6 547**	66 857	3 819	58 388	2 728
Salariés	**102 629**	**5 021**	49 494	2 740	53 135	2 281
Non-salariés	**22 616**	**1 526**	17 363	1 079	5 253	447
Chômeurs	**65 518**	**4 881**	29 901	1 874	35 617	3 007
GUYANE						
Population totale	**156 790**	**46 576**	78 963	23 149	77 827	23 427
0 à 14 ans	**53 273**	**13 738**	27 122	7 003	26 151	6 735
15 à 24 ans	**25 449**	**8 237**	12 982	4 014	12 467	4 223
25 à 39 ans	**38 306**	**12 980**	18 418	5 902	19 888	7 078
40 à 59 ans	**30 366**	**9 852**	15 879	5 248	14 487	4 604
60 ans ou plus	**9 396**	**1 769**	4 562	982	4 834	787
Activité						
Actifs ayant un emploi	**43 443**	**9 050**	25 703	6 422	17 740	2 628
Salariés	**36 819**	**6 431**	21 080	4 702	15 739	1 729
Non-salariés	**6 624**	**2 619**	4 623	1 720	2 001	899
Chômeurs	**18 783**	**8 885**	9 083	4 206	9 700	4 679
MARTINIQUE						
Population totale	**381 325**	**3 589**	180 910	1 613	200 415	1 976
0 à 14 ans	**83 901**	**423**	42 278	211	41 623	212
15 à 24 ans	**51 764**	**439**	26 195	183	25 569	256
25 à 39 ans	**93 427**	**1 173**	43 599	466	49 828	707
40 à 59 ans	**88 944**	**1 329**	41 448	644	47 496	685
60 ans ou plus	**63 289**	**225**	27 390	109	35 899	116
Activité						
Actifs ayant un emploi	**116 067**	**1 066**	60 245	653	55 822	413
Salariés	**99 546**	**708**	47 823	390	51 723	318
Non-salariés	**16 521**	**358**	12 422	263	4 099	95
Chômeurs	**56 973**	**1 020**	25 304	382	31 669	638
RÉUNION						
Population totale	**706 180**	**3 614**	347 076	1 486	359 104	2 128
0 à 14 ans	**190 831**	**271**	96 978	137	93 853	134
15 à 24 ans	**119 196**	**601**	59 651	197	59 545	404
25 à 39 ans	**179 045**	**1 679**	87 469	650	91 576	1 029
40 à 59 ans	**146 417**	**814**	72 545	379	73 872	435
60 ans ou plus	**70 691**	**249**	30 433	123	40 258	126
Activité						
Actifs ayant un emploi	**173 677**	**899**	100 634	555	73 043	344
Salariés	**150 103**	**695**	82 344	412	67 759	283
Non-salariés	**23 574**	**204**	18 290	143	5 284	61
Chômeurs	**124 203**	**955**	63 519	372	60 684	583

TABLEAU B.03-9

Immigrés selon le sexe et quelques pays de naissance en 1999

Source : INSEE (Recensement de la population)

Pays d'origine	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Total	Français par acquisition	**Total**	Français par acquisition	**Total**	Françaises par acquisition
Population totale (1)	**58 520 688**	**2 355 290**	**28 419 419**	**1 088 369**	**30 101 269**	**1 266 921**
Total immigrés	**4 308 527**	**1 554 939**	**2 167 936**	**706 952**	**2 140 591**	**847 987**
Total pays d'Europe	**1 909 275**	**760 324**	**893 616**	**307 409**	**1 015 659**	**452 915**
dont : UE à 15	1 631 329	612 767	774 146	249 904	857 183	362 863
Allemagne	125 227	50 170	48 127	13 475	77 100	36 695
Belgique	93 395	33 664	39 070	10 083	54 325	23 581
Espagne	316 544	172 505	143 275	72 593	173 269	99 912
Italie	380 798	210 529	186 863	91 076	193 935	119 453
Pologne	98 566	68 441	34 342	23 055	64 224	45 386
Portugal	570 243	115 755	292 867	53 224	277 376	62 531
Ex-Yougoslavie	75 144	29 282	38 092	14 609	37 052	14 673
Autres pays d'Europe (sauf ex-URSS)	249 358	79 978	110 980	29 294	138 378	50 684
Ex-URSS	**32 323**	**15 441**	**12 120**	**5 081**	**20 203**	**10 360**
Total pays d'Afrique	**1 692 110**	**510 738**	**929 173**	**263 027**	**762 937**	**247 711**
Algérie	575 740	156 856	323 092	81 341	252 648	75 515
Maroc	521 059	133 405	283 940	68 633	237 119	64 772
Tunisie	201 700	80 987	116 232	43 075	85 468	37 912
Autres pays d'Afrique	393 611	139 490	205 909	69 978	187 702	69 512
Total pays d'Amérique	**127 343**	**50 150**	**55 745**	**21 419**	**71 598**	**28 731**
Total pays d'Asie	**543 326**	**217 270**	**275 421**	**109 608**	**267 905**	**107 662**
Turquie	175 987	26 759	93 383	14 280	82 604	12 479
Cambodge, Laos, Viêt-Nam	159 552	109 234	78 476	53 696	81 076	55 538
Autres pays d'Asie	207 787	81 277	103 562	41 632	104 225	39 645
Océanie	**4 150**	**1 016**	**1 861**	**408**	**2 289**	**608**

(1) Il existe une différence minime entre les chiffres de la population totale figurant dans ce tableau, issus d'une exploitation statistique, et les chiffres du dénombrement authentifiés par décret.

TABLEAU B.03-10

Structure par âge et sexe de la population immigrée en France au recensement de 1999 selon le pays de naissance

Source : INSEE (Recensement de la population)

Âge atteint en 1999	**Total**	*dont* UE à 15	Espagne	Italie	Portugal	Algérie	Maroc	Tunisie	Autres Afrique	(1) Asie du Sud-Est	Turquie	Autres
Ensemble	**4 308 527**	**1 631 329**	**316 544**	**380 798**	**570 243**	**575 740**	**521 059**	**201 700**	**393 611**	**159 552**	**175 987**	**1 013 293**
0 à 14 ans	**186 695**	39 494	2 527	2 713	12 742	22 404	21 518	5 318	27 609	7 407	9 283	75 174
15 à 24 ans	**364 974**	59 119	5 007	4 222	21 265	40 558	75 760	11 622	58 235	13 803	31 198	103 304
25 à 34 ans	**697 457**	186 010	15 137	13 112	107 523	89 560	98 011	25 458	95 383	35 426	53 231	164 616
35 à 44 ans	**875 179**	295 973	50 632	35 295	148 454	108 201	112 988	45 930	112 287	39 733	32 347	189 312
45 à 54 ans	**828 535**	322 712	53 903	64 804	143 691	118 124	116 210	49 925	63 649	30 395	28 898	158 936
55 à 64 ans	**588 487**	274 612	58 198	72 113	92 353	113 491	63 000	30 692	23 999	14 524	11 445	108 672
65 ans ou plus	**767 200**	453 409	131 140	188 539	44 215	83 402	33 572	32 755	12 449	18 264	9 585	213 279
Hommes	**2 167 936**	**774 146**	**143 275**	**186 863**	**292 867**	**323 092**	**283 940**	**116 232**	**205 909**	**78 476**	**93 383**	**443 899**
0 à 14 ans	**94 895**	20 136	1 292	1 385	6 565	11 431	11 466	2 738	13 529	3 221	4 838	38 430
15 à 24 ans	**175 763**	26 729	2 161	2 045	10 627	20 119	39 320	6 120	26 795	6 929	14 924	46 723
25 à 34 ans	**333 137**	89 217	6 551	6 774	55 210	43 576	49 500	13 598	41 590	18 136	28 193	70 009
35 à 44 ans	**424 678**	144 304	24 956	19 098	74 070	51 305	48 384	24 699	58 660	20 080	17 861	85 565
45 à 54 ans	**445 837**	161 195	25 482	34 865	75 544	61 789	71 107	31 862	41 893	15 707	16 042	71 546
55 à 64 ans	**339 422**	135 826	25 904	38 827	49 267	78 876	44 147	20 539	17 127	7 367	7 239	50 129
65 ans ou plus	**354 204**	196 739	56 929	83 869	21 584	55 996	20 016	16 676	6 315	7 036	4 286	81 497
Femmes	**2 140 591**	**857 183**	**173 269**	**193 935**	**277 376**	**252 648**	**237 119**	**85 468**	**187 702**	**81 076**	**82 604**	**569 394**
0 à 14 ans	**91 800**	19 358	1 235	1 328	6 177	10 973	10 052	2 580	14 080	4 186	4 445	36 744
15 à 24 ans	**189 211**	32 390	2 846	2 177	10 638	20 439	36 440	5 502	31 440	6 874	16 274	56 581
25 à 34 ans	**364 320**	96 793	8 586	6 338	52 313	45 984	48 511	11 860	53 793	17 290	25 038	94 607
35 à 44 ans	**450 501**	151 669	25 676	16 197	74 384	56 896	64 604	21 231	53 627	19 653	14 486	103 747
45 à 54 ans	**382 698**	161 517	28 421	29 939	68 147	56 335	45 103	18 063	21 756	14 688	12 856	87 390
55 à 64 ans	**249 065**	138 786	32 294	33 286	43 086	34 615	18 853	10 153	6 872	7 157	4 206	58 543
65 ans ou plus	**412 996**	256 670	74 211	104 670	22 631	27 406	13 556	16 079	6 134	11 228	5 299	131 782

(1) Cambodge, Laos et Viêt-Nam.

Chapitre B.04

Ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Évolution des ménages selon le nombre de personnes de 1962 à 1999.

1. Nombre de ménages lors des recensements.
2. Répartition des ménages en fonction de l'âge de la personne de référence.
3. Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1982, 1990 et 1999.
4. Catégories de population par sexe aux recensements de 1982, 1990 et 1999.
5. Type et composition des ménages selon l'âge de la personne de référence en 1999.
6. Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans en 1999.
7. Ménages, population et nombre de personnes selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999.
8. Ménages selon le nombre de personnes en 1982, 1990 et 1999. DOM.
9. Structure des ménages en 1999. DOM.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Depuis 1962, la taille des ménages baisse de manière continue.

Entre les recensements de 1990 et 1999, le phénomène marquant est la forte augmentation du nombre de ménages d'une seule personne. En 1999, un ménage sur trois se compose d'une seule personne contre un peu plus d'un sur quatre en 1990.

Les couples sans enfant sont eux aussi plus nombreux depuis 1990 (+ 16 %) alors que la population n'augmente dans le même temps que de 3,3 %.

En 1999, 9,8 millions de familles avec enfants habitent en métropole : 20 % sont des familles monoparentales et 80 % des couples.

La proportion des couples formés de deux personnes mariées continue de baisser depuis 1962, celle des couples de deux célibataires a quadruplé. Les couples composés de personnes séparées ou divorcées progressent aussi, confirmant la désaffection pour le (re)mariage. Celle-ci contribue aux recompositions familiales.

2. MÉTHODOLOGIE

La méthodologie du recensement de la population de 1999 est expliquée au chapitre B.01 : « Structure de la population ».

3. DÉFINITIONS

Ménages, familles

La définition du ménage correspond au concept de « ménage-logement » : il comprend toutes les personnes qui partagent une même résidence principale (voir la définition dans le chapitre D.02 : « Logement »).

La famille s'entend comme un cadre susceptible d'accueillir un ou des enfants. Elle est constituée d'au moins deux personnes, dont au moins un adulte.

Toute personne qui ne fait partie d'aucune famille est appelée "personne isolée".

Un ménage peut comprendre zéro, une ou deux familles. Le cas où un logement comporte trois familles est extrêmement rare, on considère alors les membres de la troisième famille comme des "isolés" ou "hors famille".

Dans chaque ménage, il est désigné une unique personne de référence du ménage grâce à une règle basée sur la prédominance donnée aux familles, aux pères, à l'activité et à l'âge.

Il est ainsi nécessaire de déterminer au préalable les familles.

Composition des familles

Chaque personne d'un ménage ne peut appartenir, tout au plus, qu'à une seule famille.

Une famille comprend :

- soit un couple (marié ou non) et, le cas échéant, ses enfants ;

- soit une personne sans conjoint et ses enfants (famille monoparentale).

L'enfant de la famille est compté comme tel, quel que soit son âge, s'il n'a pas de conjoint ou d'enfant vivant dans le ménage avec lequel il constituerait alors une famille en tant qu'adulte. Ce peut être l'enfant des deux parents, de l'un ou de l'autre, enfant adopté, enfant en tutelle de l'un ou l'autre parent. Aucune limite d'âge n'est fixée pour être enfant de la famille. Un petit-fils ou une petite-fille n'est pas considéré comme "enfant de la famille".

Détermination de la personne de référence du ménage

La règle de détermination est la suivante :

- si le ménage comprend plusieurs familles dont au moins une contenant un couple, la personne de référence est parmi les hommes de ces couples, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé ;

- sinon, si le ménage comprend au moins une famille monoparentale (et aucune famille contenant un couple), alors la personne de référence est, parmi les parents des familles monoparentales, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.

- sinon, si le ménage ne comprend aucune famille (il ne comprend donc que des "isolés"), la personne de référence est, parmi les personnes du ménage à l'exception des pensionnaires ou salariés logés, le plus âgé des actifs ou, à défaut, le plus âgé.

La personne de référence du ménage n'est pas toujours celle inscrite en première ligne du tableau de composition du ménage de la feuille de logement.

Lorsqu'une famille comprend la personne de référence du ménage, elle est appelée famille principale. L'autre famille éventuelle est appelée famille secondaire.

Population réintégrée du recensement de 1999

Ce sont les élèves internes des établissements d'enseignement et les militaires du contingent qui sont « réintégrés » dans la population des ménages de la commune où ils ont leur résidence personnelle.

Type de famille

Ce code caractérise chaque famille (famille monoparentale ou famille comprenant un couple).

Familles monoparentales :

Elles sont composées d'un père ou d'une mère de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants.

Ces familles sont distinguées selon le sexe du parent et son type d'activité (actif ayant un emploi-autres).

Familles comprenant un couple :

Les couples sont des couples de fait : les conjoints peuvent donc être mariés ou non.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

INSEE-Résultats, série Démographie-Société :

— « La structure des ménages par région et département », n° 35, septembre 1994.

INSEE-Première :

— « Les familles monoparentales dans l'Union européenne : un phénomène qui prend de l'ampleur », n° 620, décembre 1998 ;

— « Des mariages, des couples et des enfants », n° 624, janvier 1999 ;

— « Famille, je vous aide », n° 631, février 1999 ;

— « De l'histoire individuelle à la structure des ménages », n° 649, mai 1999 ;

— « La famille idéale : combien d'enfants, à quel âge ? », n° 652, juin 1999 ;

— « Le départ des enfants : satisfaction et désarroi des parents », n° 676, octobre 1999 ;

— « Vivre seul, sentiment de solitude et isolement relationnel », n° 678, octobre 1999 ;

— « Accession à la propriété : le régime de croisière ? », n° 718, juin 2000 ;

— « Des logements plus grands et plus confortables », n° 750, novembre 2000 ;

— « Douze millions et demi de grands-parents », n° 776, mai 2001 ;

— « Recensement de la population 1999. 7,4 millions de personnes vivent seules en 1999 », n° 788, juillet 2001 ;

— « Recensement de la population 1999. Des ménages de plus en plus petits », n° 789, juillet 2001.

Fascicule thématique du recensement de la population 1999, série « verte » :

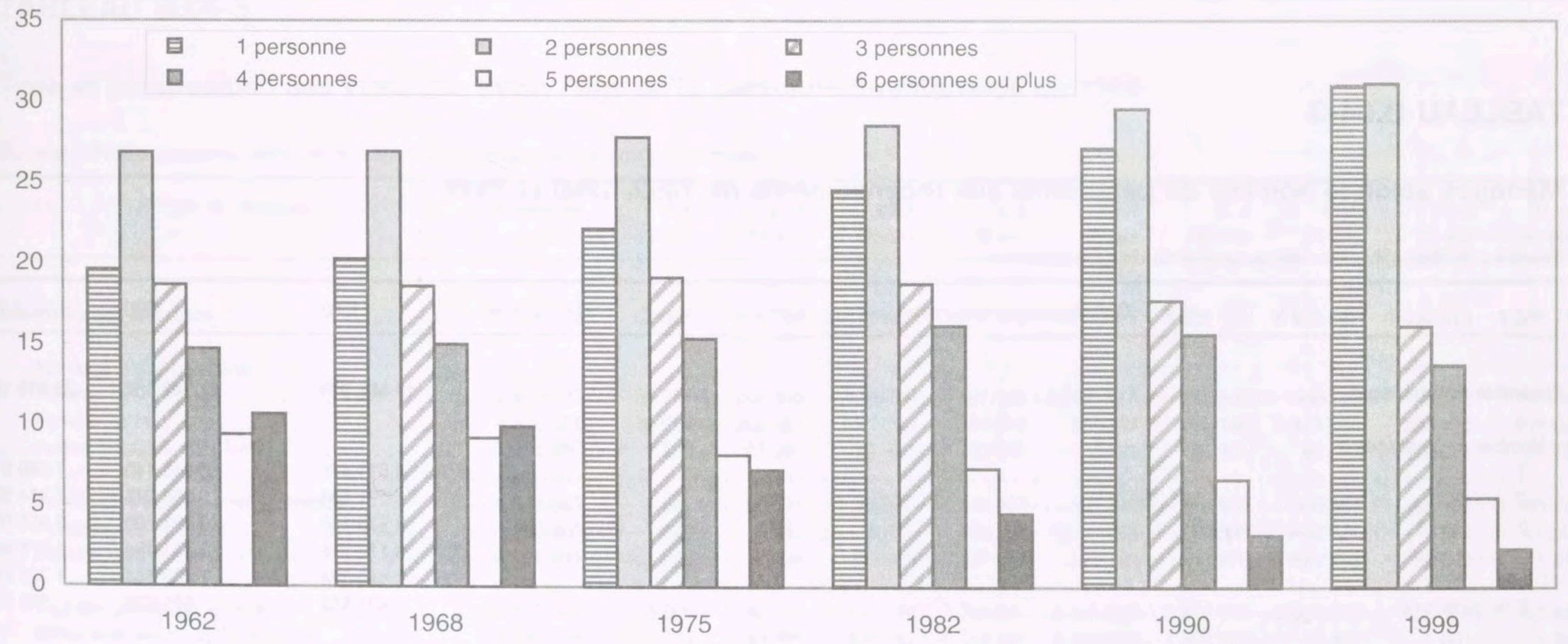
— Ménages / familles (à paraître).

*
* *

GRAPHIQUE B.04

Évolution des ménages selon le nombre de personnes de 1962 à 1999

En %



Source : INSEE (Recensements de population)

TABLEAU B.04-1

Nombre de ménages lors des recensements

Source : INSEE (Division « Recensements de la population ») *Unité* : millier

	1962	1968	1975	1982	1990	1999
Nombre de ménages	14 588 931	15 762 508	17 744 985	19 588 924	21 542 152	23 810 161

TABLEAU B.04-2

Répartition des ménages en fonction de l'âge de la personne de référence (1)

Source : INSEE (enquêtes Emploi janvier 1999 et mars 2001) *Unité* : %

Type de ménage	15 à 39 ans	40 à 64 ans	65 ans ou plus	**Total**	Répartition des ménages 2001	Répartition des ménages 1999
Seul et veuf	0,1	11,9	88,0	**100,0**	11,4	11,3
Seul et divorcé	8,0	66,7	25,3	**100,0**	5,1	4,8
Seul et célibataire	61,5	26,6	11,9	**100,0**	14,0	13,7
Personnes seules	**n.s.**	**n.s.**	**n.s.**	**n.s.**	**30,5**	**29,8**
Familles monoparentales	31,8	56,9	11,3	**100,0**	7,2	7,2
Personnes seules + familles monoparentales	**n.s.**	**n.s.**	**n.s.**	**n.s.**	**37,7**	**37,0**
Couple sans enfant	19,7	38,9	41,4	**100,0**	27,7	27,3
Couple avec enfant(s)	37,1	59,5	3,4	**100,0**	32,7	33,7
Plus d'une personne (sans famille)	42,9	31,9	25,2	**100,0**	1,9	2,0
Total	**n.s.**	**n.s.**	**n.s.**	**n.s.**	**100,0**	**100,0**

(1) Lecture : 61,5 % des célibataires vivant seuls ont entre 15 et 39 ans ; ils représentent 14,0% des ménages en 2001 contre 13,7% en 1999.

TABLEAU B.04-3

Ménages selon le nombre de personnes aux recensements de 1982, 1990 et 1999

Source : INSEE (Division «Recensements de population»)

Caractéristique du ménage	1982	1990	1999
Ensemble des ménages	**19 588 924**	**21 542 152**	**23 810 161**
Nombre de personnes :			
1	4 811 476	5 845 140	7 380 512
2	5 591 208	6 368 948	7 414 525
3	3 679 188	3 821 700	3 850 077
4	3 172 216	3 371 484	3 277 099
5	1 440 324	1 439 144	1 321 235
6 ou plus	894 512	695 736	566 713
Nombre total de personnes	52 987 260	55 396 580	57 226 208
Nombre moyen de personnes par ménage	2,70	2,57	2,40

TABLEAU B.04-4

Catégories de population par sexe aux recensements de 1982, 1990 et 1999 (1)

Source : INSEE (recensements de la population - exploitation complémentaire)

	1982			1990			1999		
	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Population totale	**54 295 612**	**26 487 656**	**27 807 956**	**56 651 955**	**27 565 056**	**29 086 899**	**58 513 700**	**28 416 917**	**30 096 783**
Population des ménages	52 987 260	25 794 600	27 192 660	55 396 580	26 924 992	28 471 588	57 220 124	27 785 532	29 434 592
Population non réintégrée	52 208 428	25 225 036	26 983 392	54 624 828	26 344 412	28 280 416	56 669 709	27 398 974	29 270 735
Population réintégrée	778 832	569 564	209 268	771 752	580 580	191 172	550 415	386 558	163 857
dont : Élèves internes	512 864	314 992	197 872	523 592	335 624	187 968	427 844	268 916	158 928
Militaires	241 792	240 104	1 688	248 160	244 956	3 204	122 571	117 642	4 929
Population des collectivités	1 045 428	516 024	529 404	1 005 092	469 120	535 972	1 060 985	471 326	589 659
Foyers de travailleurs	203 932	180 292	23 640	176 232	151 772	24 460	150 988	130 164	20 824
Foyers d'étudiants, cités universitaires	129 764	69 904	59 860	137 664	69 872	67 792	153 184	75 687	77 497
Maisons de retraite, hospices	329 152	102 600	226 552	357 268	99 212	258 056	424 850	110 777	314 073
Hospitalisation longue durée	192 772	89 780	102 992	140 784	60 952	79 832	116 456	46 644	69 812
Communautés religieuses	87 324	17 204	70 120	70 280	14 956	55 324	54 629	12 502	42 127
Autres collectivités	102 484	56 244	46 240	122 864	72 356	50 508	160 878	95 552	65 326
Population des habitations mobiles (y c. mariniers)	135 792	73 500	62 292	151 377	82 417	68 960	140 252	76 800	63 452
Population non réintégrée des établissements	127 132	103 532	23 600	98 906	88 527	10 379	92 339	83 259	9 080

(1) Les personnes en traitement dans les sanatoriums, préventoriums, aériums, de même que les personnes en traitement dans les hôpitaux psychiatriques ont été intégrées à la population en hospitalisation de longue durée pour le recensement de 1982 afin d'assurer la comparaison avec ceux de 1990 et 1999.

TABLEAU B.04-5

Type et composition des ménages selon l'âge de la personne de référence en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Type de ménage	Ensemble	15 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 à 79 ans	80 ans ou plus
Ensemble des ménages	**23 808 072**	**87 407**	**845 750**	**1 776 603**	**4 505 815**	**4 762 497**	**3 929 120**	**4 863 289**	**1 490 873**	**1 546 718**
Ménages d'une personne :										
Homme	2 964 035	32 254	262 815	376 704	607 725	491 415	387 246	483 748	146 382	175 746
Femme	4 416 074	39 088	305 667	321 395	384 210	328 219	465 109	1 173 868	594 460	804 058
Autres ménages sans famille	485 594	8 128	61 294	51 461	69 570	70 761	74 374	68 553	28 272	53 181
Familles principales monoparentales :	1 911 560	1 842	30 571	95 875	446 307	626 546	325 646	235 307	66 195	83 271
Homme avec enfant(s)	280 959	120	1 045	5 275	39 260	99 753	70 376	43 324	9 854	11 952
Femme avec enfant(s)	1 630 601	1 722	29 526	90 600	407 047	526 793	255 270	191 983	56 341	71 319
Familles principales comprenant un couple	14 030 809	6 095	185 403	931 168	2 998 003	3 245 556	2 676 745	2 901 813	655 564	430 462
Homme et femme actifs occupés	6 192 516	1 115	78 665	579 353	1 932 247	2 149 820	1 369 581	78 697	1 091	1 947
Homme actif occupé et femme autre	2 789 416	896	51 208	245 923	831 321	834 149	727 676	93 851	2 526	1 866
Homme autre et femme active occupée	932 629	1 626	18 716	51 127	114 370	132 166	253 817	347 400	10 049	3 358
Homme et femme autres	4 116 248	2 458	36 814	54 765	120 065	129 421	325 671	2 381 865	641 898	423 291

TABLEAU B.04-6

Familles selon le type, la catégorie socioprofessionnelle (niveau 8) de la personne de référence et le nombre d'enfants de 0 à 24 ans en 1999

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristique de la famille	Ensemble	Familles ayant ... enfant(s) de 0 à 24 ans					Nombre total d'enfants de				
		0	1	2	3	4 ans ou plus	0 à 3 ans	4 à 6 ans	7 à 11 ans	12 à 16 ans	17 à 24 ans
Ensemble des familles	**16 096 782**	**7 492 332**	**3 615 859**	**3 255 259**	**1 267 979**	**465 353**	**2 239 196**	**2 081 225**	**3 708 167**	**3 745 651**	**4 260 588**
Type de famille :											
Familles monoparentales :	**1 984 599**	**490 938**	**859 273**	**433 499**	**143 943**	**56 946**	**217 701**	**252 921**	**535 569**	**608 104**	**798 482**
Homme actif occupé	**186 673**	18 262	104 367	45 888	13 878	4 278	14 556	18 686	45 391	68 306	110 034
Homme autre	**106 025**	58 693	32 621	9 414	3 273	2 024	4 339	4 895	11 247	16 306	33 959
Femme active occupée	**928 037**	81 176	499 239	259 611	70 433	17 578	78 667	125 144	299 730	354 249	447 467
Femme autre	**763 864**	332 807	223 046	118 586	56 359	33 066	120 139	104 196	179 201	169 243	207 022
Familles comprenant un couple :	**14 112 183**	**7 001 394**	**2 756 586**	**2 821 760**	**1 124 036**	**408 407**	**2 021 495**	**1 828 304**	**3 172 598**	**3 137 547**	**3 462 106**
Homme et femme actifs occupés	**6 207 302**	1 911 611	1 754 773	1 856 785	569 551	114 582	1 074 368	1 007 330	1 808 405	1 843 383	1 935 506
Homme actif et femme autre	**2 801 075**	803 818	617 879	737 205	437 348	204 825	744 207	642 090	1 044 945	943 723	962 275
Homme autre et femme active occupée	**941 628**	577 933	187 951	114 714	43 240	17 790	70 741	65 120	123 125	141 806	226 200
Homme et femme autres	**4 162 178**	3 708 032	195 983	113 056	73 897	71 210	132 179	113 764	196 123	208 635	338 125
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :											
1. Agriculteurs exploitants	**327 187**	91 962	83 003	99 557	42 218	10 447	53 332	53 221	104 851	112 869	129 776
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	**1 005 285**	321 310	280 707	277 492	97 277	28 499	138 284	148 764	292 320	310 704	362 942
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	**1 723 436**	525 246	467 997	493 803	187 990	48 400	320 233	304 463	531 999	519 807	551 602
4. Professions intermédiaires	**2 451 449**	717 329	746 518	714 494	224 563	48 545	437 268	401 588	719 205	729 366	772 439
5. Employés	**1 734 002**	402 208	638 260	473 104	168 072	52 358	316 273	302 854	547 796	550 389	603 167
6. Ouvriers	**3 789 692**	1 006 094	1 052 477	1 043 236	471 000	216 885	842 844	766 482	1 316 180	1 276 999	1 346 011
7. Retraités	**4 318 497**	4 061 801	176 503	46 674	17 756	15 763	7 348	11 366	38 277	78 734	264 588
8. Autres sans activité professionnelle	**747 234**	366 382	170 394	106 899	59 103	44 456	123 614	92 487	157 539	166 783	230 063

TABLEAU B.04-7

Ménages, population et nombre de personnes selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999

France métropolitaine

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

Catégorie socio-professionnelle de la personne de référence	Ensemble des ménages				Ménages composés de ... personnes					
	Nombre de ménages	%	Population des ménages	Nombre de personnes par ménage	1	2	3	4	5	6 ou plus
ENSEMBLE	**23 808 072**	**100,0**	**57 220 124**	**2,40**	**7 380 109**	**7 414 180**	**3 848 586**	**3 276 615**	**1 322 024**	**566 558**
1. Agriculteurs exploitants	377 654	1,6	1 234 575	3,27	43 482	76 229	84 526	105 881	50 408	17 128
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1 189 966	5,0	3 560 921	2,99	169 158	306 300	281 391	287 992	106 947	38 178
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	2 283 985	9,6	6 327 940	2,77	525 829	553 392	455 464	495 227	196 869	57 204
4. Professions intermédiaires	3 349 275	14,1	8 889 358	2,65	848 204	819 094	699 414	692 326	230 396	59 841
5. Employés	2 732 961	11,5	6 459 938	2,36	943 983	704 349	510 588	378 740	141 170	54 131
6. Ouvriers	4 627 333	19,4	14 338 289	3,10	785 257	1 004 063	1 018 075	1 057 675	497 677	264 586
7. Retraités	7 143 836	30,0	12 777 480	1,79	2 761 181	3 519 720	622 878	157 565	47 922	34 570
8. Autres sans activité professionnelle	2 103 062	8,8	3 631 623	1,73	1 303 015	431 033	176 250	101 209	50 635	40 920

TABLEAU B.04-8

Ménages selon le nombre de personnes en 1982, 1990 et 1999

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensements de la population - exploitation complémentaire)

Caractéristique du ménage	Guadeloupe			Guyane			Martinique			Réunion		
	1982	1990	1999	1982	1990	1999	1982	1990	1999	1982	1990	1999
Ensemble des ménages	**85 629**	**112 478**	**144 818**	**21 063**	**33 285**	**46 173**	**82 265**	**106 536**	**130 844**	**120 861**	**157 853**	**215 044**
Nombre de personnes :												
1	17 746	22 265	35 257	5 138	7 300	10 304	16 982	22 790	32 396	13 874	20 481	36 580
2	14 775	22 077	34 237	4 399	6 701	9 386	14 932	21 293	30 668	17 954	26 477	43 844
3	12 511	19 987	27 695	3 431	5 731	8 094	12 635	18 572	25 529	20 037	30 229	43 384
4	12 374	19 238	24 550	2 902	5 153	7 283	12 868	18 070	21 907	21 979	32 171	45 585
5	9 502	12 807	13 117	1 914	3 422	4 695	9 673	11 423	11 337	16 611	21 817	25 893
6 ou plus	18 721	16 104	9 962	3 279	4 978	6 411	18 175	14 388	9 007	30 406	26 678	19 758
Nombre total de personnes	**323 400**	**383 627**	**419 050**	**70 241**	**112 953**	**154 290**	**321 811**	**355 498**	**377 317**	**509 232**	**593 684**	**701 030**
Nombre moyen de personnes par ménage	**3,7**	**3,4**	**2,9**	**3,3**	**3,4**	**3,3**	**3,7**	**3,3**	**2,9**	**4,2**	**3,8**	**3,3**

TABLEAU B.04-9

Structure des ménages en 1999

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (recensement de la population - exploitation complémentaire)

	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion
Ensemble des ménages	**144 818**	**130 844**	**46 173**	**215 044**
Structure du ménage :				
Ménage d'une personne :	35 257	32 396	10 304	36 580
Homme	18 486	16 643	6 489	18 887
Femme	16 771	15 753	3 815	17 693
Autre ménage sans famille	6 008	4 212	2 029	6 255
Famille principale monoparentale :	33 108	31 946	9 769	38 278
Homme + enfant(s)	3 593	3 272	1 298	4 550
Femme + enfant(s)	29 515	28 674	8 471	33 728
Famille principale comprenant un couple :	70 445	62 290	24 071	133 931
Homme et femme actifs	22 606	20 854	8 006	32 366
Homme actif et femme inactive	19 813	15 915	7 985	41 732
Homme inactif et femme active	7 115	6 268	1 615	12 552
Homme et femme inactifs	20 911	19 253	6 465	47 281
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :				
1. Agriculteurs exploitants	3 545	1 991	1 165	5 877
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	12 797	9 604	3 332	11 318
3. Cadres, professions intellectuelles supérieures	6 893	6 883	3 362	11 345
4. Professions intermédiaires	15 931	14 838	6 139	23 352
5. Employés	29 220	25 348	9 572	39 292
6. Ouvriers	26 533	24 591	9 997	55 456
7. Retraités	31 123	32 820	4 050	30 259
8. Autres sans activité professionnelle	18 776	14 769	8 556	38 145

C

Emploi, revenus et salaires

Chapitre C.01

Population active, Emploi

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. La population au chômage selon l'âge et le sexe, en mars 2001.

1. Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent.
2. Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT, par sexe et groupe d'âge quinquennal.

3A. Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.

3B. Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé.

4. Taux de chômage standardisés dans les Pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE.
5. Population résidente occupée au 31 décembre.
6. Population résidente salariée au 31 décembre.
7. Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement.

8A. Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel).

8B. Actifs occupés à temps partiel.

9. Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés.
10. Intérim et contrats à durée déterminée.
11. Indicateurs du marché du travail.
12. Demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 par qualification professionnelle et par sexe.
13. Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat, de « La Poste » et « France Télécom », par statut.
14. Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut.
15. Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire A, B, C et sexe.
16. Les effectifs féminins de l'État : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire et ministère.
17. Taux de chômage selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.
18. Évolution de la dépense pour l'emploi.
19. Effectifs de la fonction publique territoriale.
20. Population totale et population active des départements d'outre-mer.
21. Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité et le département de l'« Emploi et des Revenus d'activité » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Le nombre de personnes ayant un emploi continue de progresser fortement de mars 2000 à mars 2001 : 500 000 de plus en un an. L'amélioration de l'emploi se poursuit ainsi à un rythme comparable à celui de la période de janvier 1999 – mars 2000 (environ 600 000 personnes de plus en 14 mois). Hommes et femmes bénéficient de cette nouvelle progression de l'emploi. En mars 2001, la moitié (49,9 %) des personnes de 15 ans ou plus sont pourvues d'un emploi, soit 57,4 % des hommes et 43,1 % des femmes.

Le nombre de salariés augmente de 554 000 en un an (+ 2,7 %). Cette hausse provient exclusivement des emplois stables du privé : 617 000 personnes de plus (+ 4,6 %), alors que le secteur public perd 30 000 personnes, en raison de la réduction des effectifs du contingent. Mais surtout, interrompant une hausse continue depuis de nombreuses années, les emplois à durée limitée affichent une baisse de 33 000 personnes depuis mars 2000 (- 1,5 %), faisant légèrement reculer leur part dans l'emploi salarié. Cette diminution des emplois à durée limitée concerne exclusivement les personnes de 25 à 49 ans (- 4,7 %), en particulier les hommes (- 5,7 %). C'est pour les contrats aidés que la baisse est la plus importante (- 10 % en un an) ; elle est également significative pour les contrats à durée déterminée et les contrats d'apprentissage, marquant ainsi une rupture dans la hausse régulière de ces deux types de contrats depuis 1994. Seul l'emploi intérimaire continue de progresser (+ 12 %) particulièrement chez les plus jeunes (+ 18 %), les employés (+ 18 %) et les ouvriers (+ 11 %) et davantage chez les femmes (+ 17 %) que chez les hommes (+ 10 %). Représentant 10,9 % du total des emplois, la part de l'emploi non salarié continue de régresser ; mais la baisse est moins forte qu'au cours de la période janvier 1999 – mars 2000.

Rompant avec la tendance observée jusqu'en 1999, le recul de la part des emplois à temps partiel constatée il y a un an se confirme : - 0,5 point par rapport à mars 2000. Cette baisse concerne autant les hommes que les femmes ; elle est plus faible pour les salariés dans le champ des 35 heures (- 0,3 point contre – 0,6 pour les « hors champ »).

La proportion de personnes travaillant à temps partiel mais qui souhaitent travailler davantage diminue encore : - 2,4 points en un an et – 6,1 points depuis son maximum de 1997. Elle est de 33,3 % en mars 2001. Amélioration du marché du travail, ajustement des rythmes de travail aux « 35 heures » sont susceptibles d'avoir contribué à cette baisse.

Depuis mars 2000, le tertiaire s'est enrichi de 437 000 emplois dont 373 000 dans les services, soit + 2,6 % et + 2,7 % en un an. Les autres secteurs gagnent aussi des emplois, mais les hausses sont beaucoup plus modérées : moins de 1 % dans l'agriculture et l'industrie, + 1,2 % dans la construction. Le tertiaire rassemble désormais 71,6 % des emplois, soit environ 17 millions. La hausse de l'emploi bénéficie à toutes les catégories de salariés mais plus spécialement aux cadres et professions intellectuelles supérieures dont les effectifs progressent de 5,5 %.

Actifs ayant un emploi ou chômeurs, 26 044 000 personnes étaient présentes sur le marché du travail en mars 2001, soit 192 000 de plus qu'un an auparavant.

L'augmentation de la population active est plus forte chez les femmes que chez les hommes : + 111 000 et + 81 000 personnes. Le taux global d'activité est en légère hausse chez les femmes (0,1 point) et en légère baisse chez les hommes contribuant ainsi à un nouveau resserrement des taux d'activité entre les deux sexes. Pour les seules personnes de moins de 65 ans, le taux d'activité est de 68 % comme en mars 2000. C'est pour les jeunes de moins de 25 ans des deux sexes que le taux augmente le plus (+ 0,5 point). Ainsi se confirme le retournement à la hausse des taux d'activité des jeunes depuis mars 1998, contrepartie de l'arrêt de l'allongement des études.

Le recul du chômage se confirme en mars 2001 : 300 000 chômeurs de moins en un an. La proportion de chômeurs de longue durée est en baisse sensible depuis mars 2000. L'embellie sur le marché du travail profite davantage aux catégories sociales les plus fortement exposées : le taux de chômage des ouvriers et employés passe ainsi de 12,4 % en mars 2000 à environ 11 % en mars 2001. Ainsi l'écart de taux de chômage se réduit entre les ouvriers et les cadres ou professions intellectuelles supérieures, catégories sociales les moins exposées.

Le recul du chômage depuis mars 2000 s'accompagne d'une diminution importante du chômage longue durée. En un an, le nombre de chômeurs de longue durée s'est réduit de 232 000 personnes. La proportion de personnes au chômage depuis un an ou plus passe de 40,1 % en mars 2000 à 35,3 % en mars 2001. L'ancienneté moyenne de chômage est redescendue à 14,5 mois, soit un peu en dessous du niveau de mars 1995. C'est une baisse significative par rapport à mars 2000 (- 1,5 mois).

2. MÉTHODOLOGIE

Population active occupée

Ce chapitre fournit les dernières estimations disponibles concernant la population active occupée, par groupe d'activités économiques (secteur d'établissement).

Les séries publiées sont obtenues grâce à des indices d'évolution annuelle issus principalement des statistiques de l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce). Ces indices sont appliqués à la dernière donnée annuelle disponible, la base étant constituée à partir des résultats du recensement de la population.

L'UNEDIC établit au 31 décembre de chaque année, des statistiques d'effectifs salariés relevant du régime des ASSEDIC (Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), classés par activité économique et par sexe. Le champ d'application de ce régime est assez vaste mais ne couvre pas cependant l'ensemble des salariés. Aussi, les principales données concernant l'emploi se répartissent-elles de la façon suivante :

— statistiques annuelles de l'UNEDIC permettant d'obtenir des estimations de l'emploi à la fin de chaque année sur le champ couvert ;

— statistiques trimestrielles de l'UNEDIC portant sur les établissements de 10 salariés et plus et données fournies par le ministère de l'Emploi et la Solidarité, en particulier par son enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (ACEMO) ; elles permettent

à l'INSEE d'évaluer l'emploi en fin de trimestre sur le secteur « concurrentiel », c'est-à-dire l'ensemble des activités économiques hors agriculture, administration, santé, action sociale et éducation ;

— données complémentaires fournies par les régimes de sécurité sociale agricole ou des non-salariés ou par les grandes entreprises nationales et statistiques de source INSEE provenant principalement des enquêtes annuelles sur l'emploi, de l'exploitation des fichiers de paie de l'État et d'enquêtes auprès des collectivités locales, pour couvrir le champ non couvert par l'UNEDIC (secteur public, agriculture, services domestiques) ainsi que les non-salariés.

La Comptabilité nationale utilise pour ses travaux, en particulier dans le *Rapport sur les comptes de la Nation*, un cadre légèrement différent : celui des branches, alors que le secteur d'établissement regroupe les établissements ayant la même activité principale. La branche est l'activité qui élabore un produit et un seul parmi une nomenclature de biens et services. De plus, c'est l'emploi intérieur et non la population résidente occupée qui est ventilé par branche : le concept retenu dans les comptes de la Nation inclut les non-résidents ayant un emploi dans l'économie nationale et exclut les résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Enfin, la Comptabilité nationale utilise les moyennes annuelles, alors que les estimations présentées ici sont faites au 31 décembre.

La nomenclature par secteur d'établissement constitue, sur le plan statistique, le point de passage obligé pour toute estimation dans le cadre des branches. La répartition de la population active occupée par branche résultant d'un passage secteur-branche à travers une matrice établie en majeure partie à l'aide des résultats des enquêtes annuelles d'entreprises ; les résultats sont moins précis que ceux établis dans le cadre des secteurs. La répartition de la population active occupée par secteur résulte d'une ventilation de la population selon le code d'activité économique principale de l'établissement dans lequel chaque travailleur est occupé.

Le niveau de chômage

Jusqu'en 1975, la mesure du chômage retenue était la population disponible à la recherche d'un emploi, ensemble des individus qui déclaraient, à l'enquête sur l'emploi ou au recensement, être sans emploi et en rechercher un.

Depuis 1975, l'enquête annuelle sur l'emploi permet de retenir la définition du chômage, recommandée par le Bureau international du travail (BIT). Pour être classé comme chômeur, trois conditions sont requises :

— être dépourvu d'emploi ;

— être disponible pour travailler ;

— rechercher activement un travail.

L'enquête sur l'emploi dénombre les chômeurs répondant à ces critères, traduits en pratique dans le questionnaire de la façon suivante : ne pas avoir travaillé pendant la semaine de référence, être disponible pour travailler immédiatement, chercher un travail salarié ou non salarié, avoir fait un acte de recherche pendant le mois précédant l'enquête.

Outre l'intérêt de permettre les comparaisons internationales, la mesure du chômage au sens de la définition du Bureau international du travail présente l'avantage d'être fondée sur des critères factuels, de ne pas faire appel à l'appréciation personnelle des individus sur leur situation et de ne pas dépendre directement de la réglementation et des institutions en matière sociale. Il n'en est pas de même de la série des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et de celle des bénéficiaires d'indemnités de chômage, qui dépendent en effet du comportement des personnes au chômage et de la législation sociale. Ces dernières ont cependant le mérite d'apporter des informations plus fines, notamment au niveau régional et local, et de permettre le suivi conjoncturel grâce à leur périodicité mensuelle.

Les agents de l'État

Depuis 1976, le recensement des agents de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements privés sous contrat est établi à partir d'un système d'information statistique utilisant les fichiers automatisés de paie. La collecte des données est annuelle depuis 1983. Les recensements sont exhaustifs, en métropole, dans les DOM-TOM et à l'étranger et concernent à la fois l'emploi et les salaires. Les données sont individuelles.

Les personnes ou les rémunérations (indemnités, avantages en nature) manquantes dans les fichiers sont recensées au moyen d'une enquête complémentaire par questionnaire. Toutefois, le volet « Rémunérations » de l'enquête complémentaire n'est présent que les années paires. Le ministère de la Défense est inclus dans le champ des recensements, mais selon des modalités particulières qui se répercutent au niveau de la diffusion des résultats. Outre les informations sur les rémunérations (indices hiérarchiques, traitements, indemnités, cotisations, prestations...), les principales variables exploitées sont : l'affectation (ministère, service ou établissement), le lieu de travail, le sexe, l'âge et le lieu de naissance, le statut (titulaire, contractuel, auxiliaire, ouvrier, militaire), la catégorie statutaire (A, B, C, D), le corps et le grade, la catégorie socioprofessionnelle et la profession.

Les années impaires, l'exploitation des résultats est simplifiée et la diffusion est limitée aux caractéristiques fondamentales. Le champ des recensements individuels est prolongé par des enquêtes récapitulatives sur les personnels des organismes consulaires et des entreprises publiques à statut d'établissement public.

Intérim et contrats de travail à durée déterminée

Les relevés de contrats que les agences d'intérim établissent chaque mois sont collectés par l'UNEDIC et par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Depuis le 1er janvier 1995, ils sont centralisés par un centre serveur de l'UNEDIC. L'exploitation statistique est réalisée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ce nouveau système d'exploitation permet de prolonger les séries homogènes débutant en 1992. Par ailleurs, il fournit des informations qui n'étaient plus disponibles depuis cette date : répartition du nombre de contrats et du volume de travail correspondant par secteur d'activité et par catégorie socio-professionnelle.

L'enquête annuelle d'entreprise dans les services réalisée par l'INSEE renseigne sur l'activité des entreprises de travail temporaire (chiffre d'affaires, nombre de salariés, marges...).

Deux enquêtes fournissent des informations à la fois sur les contrats d'intérim et sur les contrats à durée déterminée :

— l'enquête sur l'emploi de l'INSEE permet de connaître le stock d'intérimaires et de salariés sous contrat à durée déterminée en mars de chaque année, (en janvier pour 1990 et 1999) ainsi que leur répartition par secteur d'activité, âge, sexe... ;

— les enquêtes sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre (enquêtes ACEMO) du ministère de l'Emploi et de la Solidarité fournissent chaque trimestre le taux d'intérim et le taux de salariés sous contrats à durée déterminée dans les établissements de 10 salariés et plus.

La législation en vigueur depuis le 12 juillet 1990 vise à limiter les abus dans le recours aux contrats à durée déterminée et à l'intérim et à rapprocher les deux formes d'emploi. Ses grands principes sont :

● Le retour à une liste limitative des cas de recours. Trois grands cas sont prévus :

— le remplacement d'un salarié ;

— les variations temporaires ou exceptionnelles d'activité ;

— les variations inhérentes à la nature des activités de l'entreprise (emplois saisonniers et emplois pour lesquels il est d'usage constant de ne pas recourir aux contrats à durée indéterminée, CDI).

● Limitation (sauf cas particulier) à 18 mois (contre 24 dans le régime précédent) de la durée maximale des contrats à terme précis.

● Limitation à un seul renouvellement.

Marché du travail

En dehors du chômage au sens du BIT et du nombre de bénéficiaires des allocations de chômage établi par l'UNEDIC, les autres données ayant servi à établir ces tableaux sont recueillies auprès des directions départementales du ministère de l'Emploi et de la Solidarité ou de l'ANPE ; ces renseignements sont centralisés et exploités sur le plan national par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques du ministère précité.

Les autres indicateurs du marché du travail donnent des informations concernant le chômage partiel. Ces renseignements sont établis à l'aide d'états dressés par les directions départementales de l'Emploi et de la Solidarité lors de l'octroi aux établissements d'indemnités de chômage partiel.

Dépenses pour l'emploi

Le champ retenu inclut non seulement toutes les actions de politique de l'emploi mises en oeuvre par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, mais également celles gérées par les autres administrations (de l'Agriculture et de la Pêche, de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). Il comprend aussi les dépenses effectuées par les entreprises dans le cadre de l'indemnisation du chômage ou de l'incitation au retrait d'activité à travers le système de l'UNEDIC, ainsi que celles réalisées pour la formation professionnelle continue. En matière d'aides aux entreprises, ne sont retenues que les mesures qui présentent un critère explicite de création ou de maintien de l'emploi.

3. DÉFINITIONS

Chômage au sens du BIT

Parmi les inscrits à l'ANPE répertoriés par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, l'INSEE ne prend pas en compte ceux ne satisfaisant pas aux critères suivants :

— Être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence).

— Être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne).

— Chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédant l'enquête).

En revanche, sont prises en compte dans le chômage BIT les personnes non inscrites à l'ANPE mais vérifiant les trois critères précédents.

Outre les différences de critère, il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et celui calculé à partir de l'enquête sur l'emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête sur l'emploi (vivant dans des ménages collectifs), cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises) mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers ANPE.

Contrat de travail à durée déterminée

Un contrat à durée déterminée est un contrat de travail nécessairement conclu par écrit. C'est un moyen subsidiaire pour faire exécuter provisoirement un travail précis, dans un certain nombre de cas prévus par le législateur.

Demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)

Elles concernent les travailleurs sans emploi recensés dans les agences locales pour l'emploi à la fin de chaque mois. Plus précisément, il s'agit des personnes inscrites à l'ANPE, sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche soit d'un emploi à durée indéterminée, à temps plein (DEFM de catégorie 1) soit d'un emploi à temps partiel (catégorie 2), soit d'un emploi saisonnier ou temporaire (catégorie 3).

En juin 1995, trois nouvelles catégories de DEFM sont créées par éclatement des anciennes catégories 1, 2 et 3. Dans les nouvelles catégories 6, 7 et 8 sont comptabilisées les personnes ayant travaillé plus de 78 heures au cours du mois et précédemment dénombrées dans les catégories 1, 2 et 3.

Des statistiques de flux sont également établies, notamment sur les demandes d'emploi enregistrées ou satisfaites (par placement ou annulation) chaque mois ou chaque trimestre.

Dépenses pour l'emploi

Elles sont présentées sous forme d'un bilan du coût des politiques d'emploi.

Sept rubriques composent la typologie des « Comptes de l'emploi » :

— l'indemnisation du chômage total comprend les prestations de chômage ;

— l'incitation au retrait d'activité englobe les prestations versées dans le cadre des garanties de ressources, des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi, les contrats de solidarité, le plan social de la sidérurgie, les aides au départ d'agriculteurs âgés et l'aide à la réinsertion des travailleurs étrangers ;

— la formation professionnelle reprend les opérations de formation professionnelle et d'insertion professionnelle des jeunes réalisées au profit, soit des actifs occupés, soit des demandeurs d'emploi, par l'État, les régions, les entreprises et leurs organismes de mutualisation, ainsi que l'UNEDIC ;

— la promotion de l'emploi et la création d'emploi comprend les aides à l'aménagement du territoire, les aides en faveur de l'artisanat, les exonérations fiscales ou sociales liées à la création d'emploi, l'aide à la création d'entreprises par les salariés privés d'emploi, les travaux d'utilité collective, les contrats emploi-solidarité ;

— l'incitation à l'activité regroupe les aides à la mobilité géographique, celles visant à faciliter l'installation des jeunes agriculteurs et la garantie de ressources des travailleurs handicapés ;

— le maintien de l'emploi recouvre l'indemnisation de chômage partiel, les subventions du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) et diverses mesures d'accompagnement des restructurations ;

— le perfectionnement du fonctionnement du marché du travail comptabilise principalement le fonctionnement de l'Agence nationale pour l'emploi.

Fonction publique

La Fonction publique comprend la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères et leurs établissements publics sous tutelle), la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons ou retraite publiques).

— *Effectifs budgétaires* : Lors de son vote annuel du budget, le Parlement pour les agents de l'État ou les instances territoriales (conseil généraux, municipaux...), conseils d'administration des hôpitaux pour les autres fonctions publiques « autorisent » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.

— *Titulaires* : Les personnels titulaires appartiennent à ces corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :

— catégorie A, assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction ;

— catégorie B, chargée des fonctions d'application ;

— catégorie C assure les tâches d'exécution (la catégorie D est en extinction depuis 1992).

— *Non-titulaires* : Ce sont les ouvriers d'État, contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), auxiliaires, vacataires, collaborateurs extérieurs, ou encore « emplois aidés » tels « les contrats emploi-solidarité ».

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire. Elle se caractérise donc par une relation triangulaire entre l'entreprise de travail temporaire, l'entreprise cliente et le salarié, et implique la conclusion de deux contrats, un contrat de mise à disposition (entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise cliente) et un contrat de mission (entre l'entreprise de travail temporaire et le salarié).

Offres d'emploi enregistrées au cours de l'année

Les offres d'emploi enregistrées au cours de l'année sont les offres d'emplois durables (type A), temporaires (type B) ou occasionnels (type C) déposées par les employeurs dans les agences locales pour l'emploi au cours de l'année.

Les offres d'emploi en fin de mois sont également décomptées : il s'agit des offres qui au dernier jour du mois ne sont pas satisfaites.

Jusqu'en mars 1995, les offres d'emplois étaient classées par catégorie : offres à temps plein et à durée indéterminée (catégorie 1), offres à temps partiel (catégorie 2), offres à durée déterminée (catégorie 3), offres d'emploi de très courte durée (catégorie 4). Le passage des catégories aux types d'offres en avril 1995 a entraîné une rupture de toutes les séries à l'exception de celle des offres enregistrées totales. Les offres enregistrées de type A + B + C correspondent à celles des catégories 1 + 2 + 3 + 4.

Population active

Elle regroupe la population active occupée et les chômeurs « au sens du BIT ». La somme de ces deux populations donne la population active dite « au sens du BIT ». Sa définition s'appuie sur une résolution adoptée en octobre 1982 par le Bureau international du travail (BIT). C'est cette définition de la population active qui sert de référence dans l'enquête sur l'emploi.

Population active occupée

Elle est mesurée chaque année par l'enquête sur l'emploi. Elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congé payé, conflit du travail, formation, etc.

Taux d'activité

Rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs à la recherche d'un emploi) et la population totale correspondante.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

— Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

Publications INSEE :

Économie et Statistique :

« Une décomposition du non-emploi en France », n° 331, juin 2000 ;

« Trajectoires comparées des chômeurs en France et aux États-Unis », « Emploi, chômage et non-activité : une analyse des transitions sur le marché du travail allemand », n^{os} 332-333, août 2000 ;

« Récurrence du chômage dans l'insertion des jeunes : des trajectoires hétérogènes », n° 334, octobre 2000 ;

« Les travailleurs pauvres en France », n° 335, décembre 2000 ;

« Les allocations chômage et le retour à l'emploi », n° 343, septembre 2001 ;

« Les emplois dans les services », n° 344, octobre 2001.

INSEE-Première :

« Les jeunes, premiers bénéficiaires de la baisse du chômage », n° 751, décembre 2000 ;

« De plus en plus de passages vers un emploi stable », n° 769, avril 2001 ;

« L'emploi dans les collectivités locales », n° 774, mai 2001 ;

« Le chômage au sein des ménages », n° 775, mai 2001 ;

« Enquête sur l'emploi de mars 2001 – la forte hausse de l'emploi se poursuit », n° 775, juin 2001 ;

« L'espace des métiers de 1990 à 1999 », n° 790, juillet 2001 ;

« RP 1999 : de plus en plus de femmes immigrées sur le marché du travail », n° 791, juillet 2001 ;

« RP 1999 : les métiers se redéploient sur le territoire métropolitain », n° 792, juillet 2001 ;

« Un tiers des étudiants ont une activité rémunérée au cours de l'année », n° 795, juillet 2001 ;

« Les transformations de l'emploi non qualifié depuis vingt ans », n° 796, juillet 2001 ;

« Il vaut mieux être embauché le 1er du mois », n° 806, septembre 2001.

INSEE-Résultats, série Emploi revenus :

« Projections de population active 1995-2040 », n° 115 ;

« Marché du travail - séries longues », n^{os} 138-139 ;

« Enquête sur l'emploi 1999. Résultats détaillés », n^{os} 153 - 154 ;

« Enquête sur l'emploi de mars 2000. Résultats détaillés », n^{os} 165-166, août 2000 ;

« Les agents de l'État au 31 décembre 1998 », n^{os} 174 - 175, mai 2001 ;

« L'emploi départemental et sectoriel en 1999 », n° 176, juillet 2001 ;

« Enquête sur l'emploi de mars 2001. Résultats détaillés », n^{os} 177-178, août 2001.

France, Portrait social, édition 2001-2002 :

« Avoir un emploi et être pauvre», Jean-Michel Hourriez.

Données sociales, INSEE, édition 1999 :

« Population active, emploi et chômage au cours des années quatre-vingt dix », O. Marchand ;

« Les politiques de l'emploi depuis 1973 », N. Holcblat, P. Marioni, B. Roguet ;

« L'évaluation des politiques de l'emploi », C. Charpail, D. Gélot, A. Gubian et S. Zilberman ;

« Salaire minimum et emploi en France et aux États-Unis », F. Kramarz, D. N. Margolis ;

« Le chômage de longue durée », D. Gélot, S. Lemerle, N. Siprès ;

« Dix ans d'évolution du chômage des cadres : 1987-1997 », V. André-Roux, S. Le Minez.

Recensement général de la population de 1999. Principaux résultats ; sondage au 1/20. INSEE.

« Tableaux références et analyses. Exploitation complémentaire », 3ème trimestre 2001.

« Fascicule thématique, série verte : population active (à paraitre) ».

Publications du ministère de l'Emploi et de la Solidarité :

Travail et emploi ;

Tableau de bord de la politique de l'emploi (mensuel) ;

Bulletin mensuel de statistiques du travail, et ses suppléments ;

Dossiers statistiques du travail et de l'emploi (8 à 10 numéros par an) ;

Revue française des affaires sociales, publication trimestrielle ;

Premières informations et Premières synthèses, DARES

« Les mouvements de main-d'oeuvre (semestriel) » ;

« Le marché du travail (mensuel) » ;

« La rémunération des salariés en 1999 », n° 04-1, 2001 ;

« Une croissance plus riche en emplois », n° 07-1, 2001 ;

« Les entreprises qui forment le plus leurs salariés recourent également à l'alternance », n° 09-1, 2001 ;

« Le contrat de qualification adulte, le point de vue de l'employeur », n° 10-1, 2001 ;

« La durée annuelle du travail : 1 722 heures en moyenne fin 1999 », n° 10-2, 2001 ;

« La dépense pour l'emploi en 1998 », n° 15-1, 2001 ;

« Les plans nationaux pour l'emploi et la construction d'indicateurs de suivi au niveau européen », n° 17-1, 2001 ;

« Les bilans de compétence en 1999 », n° 20-2, 2001 ;

« Les tensions sur le marché du travail en 2000 », n° 22-1, 2001 ;

« Les technologies de l'information et de la communication : emploi en forte hausse », n° 28-2, 2001 ;

« Le travail temporaire en 2000 : encore en forte hausse malgré un ralentissement en cours d'année », n° 33-1, 2001 ;

« L'emploi et le chômage en 2000 », n° 35-1, 2001 ;

« Le programme nouveaux services - emploi jeunes en 2000 », n° 36-1, 2001 ;

« TRACE en 2000 : un dispositif tourné vers les jeunes en grande difficulté », n° 37-1, 2001 ;

« Les entreprises de moins de 10 salariés et la réduction de la durée du travail en juin 2000 », n° 37-3, 2001 ;

« Le chomage partiel en 2000 », n° 39-2, 2001 ;

« L'emploi par métier en 2001 », n° 43-4, 2001 ;

« Les contrats emploi-solidarité et les contrats emplois consolidés en 2000 : des bénéficiaires de plus en plus âgés », n° 44-1, 2001.

Autres publications :

Rapport de la commission : « Relations sociales et Emploi ».

Bulletin de liaison de l'UNEDIC ;

« Entre l'emploi et la retraite », les dossiers thématiques, INSEE, Liaisons sociales, DARES, n° 14,1999 ;

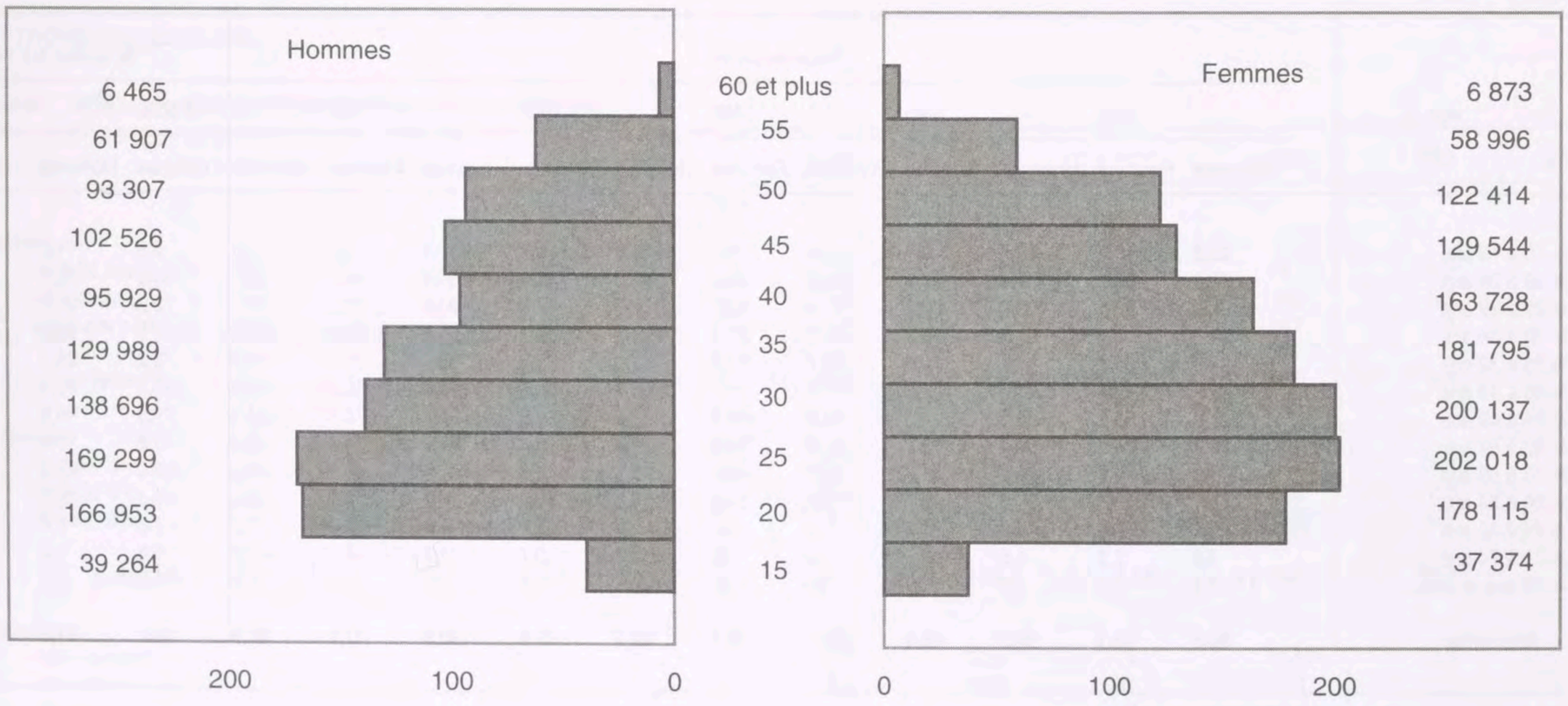
« L'entrée des jeunes dans la vie active », les dossiers thématiques, INSEE, Liaisons sociales, DARES, n° 15, 2000 ;

« Hommes et femmes face à l'emploi », les dossiers thématiques, INSEE, Liaisons sociales, DARES, n° 17, 2000.

*
* *

GRAPHIQUE C.01

La population au chômage selon l'âge et le sexe, en mars 2001



Source : INSEE, enquête sur l'emploi

TABLEAU C.01-1

Population active : actifs occupés, chômeurs et militaires du contingent

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Section Synthèse et Conjoncture de l'Emploi) — *Unité* : Millier

	r 1990	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000
Salariés :										
Hommes	10 998,1	10 878,1	10 664,3	10 601,4	10 742,8	10 768,9	10 802,6	10 982,0	11 176,1	11 574,1
Femmes	8 451,0	8 676,2	8 706,4	8 820,2	8 935,2	9 037,9	9 146,6	9 312,9	9 613,8	9 828,4
Ensemble	**19 449,1**	**19 554,3**	**19 370,7**	**19 421,5**	**19 678,0**	**19 806,9**	**19 949,2**	**20 294,9**	**20 789,8**	**21 402,5**
Non salariés :										
Hommes	1 655,7	1 538,6	1 469,1	1 420,9	1 395,0	1 365,1	1 344,7	1 337,5	1 328,2	1 335,2
Femmes	1 272,3	1 227,2	1 199,4	1 182,2	1 160,2	1 145,6	1 138,5	1 134,2	1 142,5	1 133,8
Ensemble	**2 928,0**	**2 765,8**	**2 668,4**	**2 603,1**	**2 555,2**	**2 510,7**	**2 483,2**	**2 471,7**	**2 470,6**	**2 468,9**
Chômeurs :										
Hommes	945,1	1 150,8	1 377,8	1 456,3	1 343,4	1 470,6	1 514,3	1 417,4	1 345,5	1 142,7
Femmes	1 253,1	1 409,4	1 513,6	1 597,6	1 543,7	1 618,1	1 630,3	1 586,1	1 525,1	1 374,9
Ensemble	**2 198,2**	**2 560,2**	**2 891,5**	**3 053,9**	**2 887,1**	**3 088,7**	**3 144,6**	**3 003,5**	**2 870,5**	**2 517,6**
Militaires du contingent	251,5	225,1	219,9	212,4	206,1	199,9	170,1	127,8	83,5	51,6
Population active totale :										
Hommes	13 598,9	13 567,6	13 511,2	13 478,6	13 481,2	13 604,6	13 661,6	13 736,9	13 849,7	14 051,9
Femmes	10 976,4	11 312,8	11 419,4	11 600,0	11 639,1	11 801,6	11 915,5	12 033,2	12 281,3	12 337,1
Ensemble	**24 575,2**	**24 880,4**	**24 930,6**	**25 078,6**	**25 120,3**	**25 406,2**	**25 577,0**	**25 770,1**	**26 131,0**	**26 389,0**

TABLEAU C.01-2

Taux d'activité au sens du recensement et au sens du BIT par sexe et groupe d'âge quinquennal

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (mars et janvier pour 1999)

Source : INSEE

Âge (1)	Recensements						Enquêtes sur l'emploi							
	1982		1990		1999		1998		1999		*r* 2000		2001	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
De 15 à 19 ans	23,8	16,7	14,4	9,0	10,9	5,5	10,6	4,7	11,1	5,3	11,4	5,9	11,0	6,2
De 20 à 24 ans	79,1	67,1	67,4	59,8	56,9	48,3	52,9	46,2	55,1	44,8	55,5	46,9	56,2	46,9
De 25 à 29 ans	93,3	71,1	93,5	80,2	91,4	82,3	91,5	77,9	90,5	78,2	91,7	79,3	91,9	78,5
De 30 à 34 ans	96,4	67,1	96,8	76,3	96,2	81,8	95,7	77,2	95,8	78,0	95,6	77,9	95,6	78,6
De 35 à 39 ans	96,8	65,4	97,2	75,6	96,7	81,6	97,0	78,5	96,4	79,4	96,3	79,2	96,1	79,6
De 40 à 44 ans	96,2	62,4	97,1	75,5	96,1	81,7	95,9	80,3	96,0	80,5	95,5	80,6	95,6	81,3
De 45 à 49 ans	94,9	58,7	95,9	71,5	95,0	80,2	95,2	79,8	94,7	79,6	94,9	79,3	94,6	79,9
De 50 à 54 ans	90,8	54,0	91,0	62,7	91,9	74,6	91,4	73,4	91,2	74,7	90,8	73,8	90,5	74,2
De 55 à 59 ans	76,8	44,9	69,7	46,3	70,7	53,2	67,0	49,4	67,7	50,9	65,8	52,0	66,9	52,0
De 60 à 64 ans	39,1	22,5	21,4	16,7	15,5	14,2	15,2	14,0	16,7	14,5	15,5	13,5	15,5	13,0
De 65 à 69 ans	9,5	5,0	5,2	3,3	1,5	0,9	4,0	2,5	3,6	2,2	3,7	2,5	3,3	2,3
De 70 à 74 ans	4,6	2,1	1,6	0,7	(2)	(2)	2,4	0,7	1,7	0,7	1,7	0,5	1,4	0,7
De 75 ans et plus	2,3	1,0	(3)	(3)	(2)	(2)	0,7	0,3	0,6	0,2	0,6	0,3	0,8	0,3
Ensemble	**68,5**	**43,1**	**64,5**	**46,4**	**62,3**	**48,7**	**62,0**	**47,6**	**62,0**	**47,9**	**61,9**	**48,2**	**61,8**	**48,3**

(1) Âge atteint au cours de l'année.
(2) Valeur comprise dans les 65 à 69 ans.
(3) Valeur comprise dans les 70 à 74 ans.

TABLEAU C.01-3A

Chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (section Synthèse et conjoncture de l'emploi) — *Unité* : Millier

	r 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000
Hommes :						
15 à 24 ans	247,5	273,5	304,5	276,8	278,9	232,0
25 à 49 ans	554,7	885,6	985,5	913,4	838,2	716,1
50 ans et plus	142,9	184,3	224,4	227,2	228,4	194,6
Total	**945,1**	**1 343,4**	**1 514,3**	**1 417,4**	**1 345,5**	**1 142,7**
Femmes :						
15 à 24 ans	334,9	340,2	325,0	293,1	270,1	241,4
25 à 49 ans	773,6	1 052,2	1 112,3	1 091,7	1 046,3	938,5
50 ans et plus	144,6	151,3	193,1	201,3	208,7	195,0
Total	**1 253,1**	**1 543,7**	**1 630,3**	**1 586,1**	**1 525,1**	**1 374,9**
Ensemble :						
15 à 24 ans	582,4	613,7	629,4	569,9	549,0	473,3
25 à 49 ans	1 328,3	1 937,8	2 097,8	2 005,1	1 884,4	1 654,6
50 ans et plus	287,5	335,6	417,5	428,5	437,1	389,6
Total	**2 198,2**	**2 887,1**	**3 144,6**	**3 003,5**	**2 870,5**	**2 517,6**

TABLEAU C.01-3B

Taux de chômage au sens du BIT par sexe et âge regroupé

En moyenne annuelle

Source : INSEE (Section Synthèse et Conjoncture de l'Emploi)

	r 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000
Hommes :						
15 à 24 ans	12,7	18,6	21,0	19,1	18,5	15,1
25 à 49 ans	5,8	8,7	9,7	9,0	8,3	7,1
50 ans et plus	5,7	7,8	8,9	8,7	8,4	7,0
Ensemble	**6,7**	**9,6**	**10,7**	**10,0**	**9,4**	**8,0**
Femmes :						
15 à 24 ans	21,1	28,1	28,3	25,2	22,6	19,7
25 à 49 ans	10,5	12,7	13,3	13,0	12,5	11,2
50 ans et plus	8,0	8,5	9,9	9,9	9,7	8,7
Ensemble	**11,7**	**13,7**	**14,2**	**13,7**	**13,0**	**11,6**
Ensemble :						
15 à 24 ans	16,5	22,9	24,2	21,8	20,3	17,1
25 à 49 ans	7,9	10,5	11,3	10,8	10,2	9,0
50 ans et plus	6,6	8,1	9,4	9,2	9,0	7,7
Ensemble	**8,9**	**11,4**	**12,3**	**11,7**	**11,0**	**9,6**

TABLEAU C.01-4

Taux de chômage (1) standardisés dans les Pays de l'Union européenne et d'autres pays de l'OCDE

Sources : Eurostat et OCDE (Principaux indicateurs économiques, juin 2001)

En % de la population active civile

	r 1990	*r* 1991	*r* 1992	*r* 1993	*r* 1994	*r* 1995	*r* 1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000
Pays de l'Union européenne :											
Allemagne	...	...	...	7,9	8,4	8,2	8,9	9,9	9,3	8,6	7,9
Autriche	...	...	...	4,0	3,8	3,9	4,3	4,4	4,5	4,0	3,7
Belgique	6,7	6,6	7,2	8,8	10,0	9,9	9,7	9,4	9,5	8,8	7,0
Danemark	7,7	8,4	9,2	10,2	8,2	7,2	6,8	5,6	5,2	5,2	4,7
Espagne	16,3	16,4	18,4	22,7	24,1	22,9	22,2	20,8	18,8	15,9	14,1
Finlande	3,2	6,6	11,6	16,4	16,7	15,2	14,5	12,6	11,4	10,2	9,8
France	**9,0**	**9,5**	**10,4**	**11,7**	**12,3**	**11,7**	**12,4**	**12,3**	**11,8**	**11,2**	**9,5**
Grèce	...	7,0	7,9	8,6	8,9	9,2	9,6	9,6	...	11,6	11,1
Irlande	13,4	14,8	15,4	15,6	14,4	12,3	11,7	9,9	7,5	5,6	4,2
Italie	9,0	8,6	8,9	10,2	11,2	11,6	11,7	11,7 *r*	11,8	11,3	10,5
Luxembourg	1,7	1,7	2,1	2,6	3,2	2,9	3,0	2,7	2,7	2,4	2,4
Pays-Bas	6,2	5,8	5,6	6,6	7,1	6,9	6,3	5,2	4,0	3,3	2,7
Portugal	4,8	4,2	4,3	5,7	7,0	7,3	7,3	6,8	5,2	4,5	4,2
Royaume-Uni	7,1	8,9	10,0	10,5	9,6	8,7	8,2	7,0	6,3	6,1	5,5
Suède	1,7	3,1	5,6	9,1	9,4	8,8	9,6	9,9	8,3	7,2	5,9
Total U.E	**...**	**8,2**	**9,2**	**10,7**	**11,1**	**10,7**	**10,8**	**10,6**	**9,9**	**9,1**	**8,2**
Autres pays de l'OCDE :											
Canada	8,1	10,3	11,2	11,4	10,4	9,4	9,6	9,1	8,3	7,6	6,8
États-Unis	5,6	6,8	7,5	6,9	6,1	5,6	5,4	4,9	4,5	4,2	4,0
Japon	2,1	2,1	2,2	2,5	2,9	3,1	3,4	3,4	4,1	4,7	4,7

(1) Les chiffres concernant l'Union européenne sont calculés par Eurostat, ce sont des taux « comparables » pour tous les pays membres. Les chiffres des pays qui ne sont pas du ressort d'Eurostat sont calculés par l'OCDE.

TABLEAU C.01-5

Population résidente occupée au 31 décembre

Source : INSEE (section Synthèse et conjonture de l'emploi) — *Unité* : Millier

Intitulé du secteur	NES 36	1990		1995		1997		*r* 1998		*p* 1999	
		Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié	Emploi total	Emploi salarié
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	1 235,2	271,6	1 023,3	275,7	987,3	287,1	972,0	292,4	946,4	285,2
Industries agricoles et alimentaires	B0	635,8	550,1	590,0	524,7	594,7	531,4	596,5	533,2	600,6	537,0
Habillement, cuir	C1	271,7	257,6	198,0	188,5	177,1	168,9	168,5	160,8	152,6	145,6
Édition, imprimerie, reproduction	C2	253,6	238,9	230,5	216,4	227,7	214,2	229,8	216,4	230,7	217,2
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	149,0	148,6	150,2	149,9	147,1	146,8	147,3	147,0	147,5	147,2
Industries des équipements du foyer	C4	292,9	266,8	241,9	220,4	230,3	210,5	230,6	211,0	229,0	209,6
Industrie automobile	D0	324,5	323,3	292,2	291,2	286,4	285,4	282,6	281,6	285,9	284,9
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	191,4	190,0	162,1	161,1	154,7	153,8	155,4	154,5	151,7	150,8
Industries des équipements mécaniques	E2	493,0	477,3	441,3	426,1	434,8	419,9	438,7	423,8	442,5	427,6
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	277,6	268,6	231,0	221,2	233,8	224,6	236,7	227,6	235,2	226,2
Production de produits minéraux	F1	223,3	215,4	194,4	187,5	182,5	176,2	178,4	172,3	176,0	169,9
Industrie textile	F2	165,1	161,7	131,1	128,2	123,5	121,0	121,5	118,9	116,6	114,2
Industries du bois et du papier	F3	230,3	219,5	202,8	192,3	195,9	186,0	194,5	184,7	193,0	183,3
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	381,5	379,3	352,0	348,3	352,0	348,5	356,2	352,7	358,8	355,2
Métallurgie et transformation des métaux	F5	539,4	518,7	462,9	442,8	456,6	437,3	462,5	443,1	463,1	443,7
Industries des composants électriques et électroniques	F6	178,3	176,8	184,1	181,3	180,4	177,8	186,9	184,3	188,1	185,5
Production de combustibles et de carburants	G1	65,4	65,3	49,9	49,9	41,3	41,3	34,4	34,4	32,7	32,7
Eau, gaz, électricité	G2	203,4	203,2	206,9	206,7	206,1	205,8	202,7	202,4	206,3	206,0
Construction	H0	1 639,2	1 336,2	1 434,6	1 169,0	1 373,4	1 109,6	1 382,5	1 117,2	1 420,6	1 150,6
Commerce et réparation automobile	J1	443,1	373,3	440,3	377,8	436,3	377,7	442,1	383,9	450,5	391,6
Commerce de gros, intermédiaires	J2	999,7	946,3	933,6	883,1	939,4	888,6	954,5	904,0	967,6	916,9
Commerce de détail, réparations	J3	1 614,3	1 233,8	1 593,6	1 244,1	1 627,8	1 286,9	1 661,3	1 320,4	1 712,9	1 364,0
Transports	K0	960,5	894,3	975,7	907,3	995,9	928,2	1 029,3	960,7	1 069,1	999,6
Activités financières	L0	720,7	690,4	692,3	666,8	683,5	659,2	680,3	656,4	683,1	659,7
Activités immobilières	M0	320,4	271,7	331,3	301,4	334,7	305,6	339,6	310,8	352,1	322,9
Postes et télécommunications	N1	477,6	476,8	464,0	462,5	451,6	450,2	447,6	446,2	445,5	444,2
Conseils et assistance	N2	921,1	802,1	1 018,7	892,3	1 103,0	970,4	1 186,4	1 047,2	1 250,0	1 106,4
Services opérationnels	N3	690,0	641,1	780,0	727,3	908,7	848,7	955,8	894,4	1 094,1	1 025,7
Recherche et développement	N4	125,8	125,6	131,7	131,6	130,9	130,7	132,5	132,3	133,5	133,3
Hôtels et restaurants	P1	738,4	543,7	774,4	595,5	813,2	631,0	841,5	657,1	866,7	680,5
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	296,2	239,0	371,6	312,0	402,1	340,4	421,7	358,7	445,0	381,2
Services personnels et domestiques	P3	463,1	383,1	538,3	466,1	578,6	503,6	599,3	523,2	611,0	533,8
Éducation	Q1	1 568,5	1 549,2	1 723,2	1 705,3	1 728,9	1 711,5	1 757,7	1 740,5	1 797,5	1 780,3
Santé, action sociale	Q2	2 074,5	1 830,0	2 306,7	2 072,0	2 341,7	2 109,8	2 378,7	2 148,7	2 409,8	2 182,0
Administration publique	R1	1 981,6	1 980,4	2 093,3	2 091,6	2 103,3	2 101,6	2 141,9	2 140,2	2 175,7	2 174,0
Activités associatives et extra-territoriales	R2	229,3	226,5	261,7	259,8	270,6	268,7	298,1	296,1	319,3	317,2
Total	**TT**	**22 375,2**	**19 476,2**	**22 209,6**	**19 677,6**	**22 435,8**	**19 958,9**	**22 845,7**	**20 379,2**	**23 360,6**	**20 885,7**
	NES 16										
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	1 235,2	271,6	1 023,3	275,7	987,3	287,1	972,0	292,4	946,4	285,2
Industries agricoles et alimentaires	EB	635,8	550,1	590,0	524,7	594,7	531,4	596,5	533,2	600,6	537,0
Industries des biens de consommation	EC	967,3	911,9	820,6	775,2	782,2	740,4	776,1	735,1	759,8	719,6
Industrie automobile	ED	324,5	323,3	292,2	291,2	286,4	285,4	282,6	281,6	285,9	284,9
Industries des biens d'équipement	EE	961,9	936,0	834,4	808,3	823,3	798,3	830,8	805,9	829,4	804,6
Industries des biens intermédiaires	EF	1 717,9	1 671,4	1 527,3	1 480,4	1 490,9	1 446,8	1 500,0	1 456,0	1 495,6	1 451,8
Énergie	EG	268,8	268,5	256,8	256,6	247,4	247,1	237,0	236,8	238,9	238,7
Construction	EH	1 639,2	1 336,2	1 434,6	1 169,0	1 373,4	1 109,6	1 382,5	1 117,2	1 420,6	1 150,6
Commerce	EJ	3 057,1	2 553,4	2 967,5	2 505,0	3 003,5	2 553,2	3 057,9	2 608,3	3 131,0	2 672,5
Transports	EK	960,5	894,3	975,7	907,3	995,9	928,2	1 029,3	960,7	1 069,1	999,6
Activités financières	EL	720,7	690,4	692,3	666,8	683,5	659,2	680,3	656,4	683,1	659,7
Activités immobilières	EM	320,4	271,7	331,3	301,4	334,7	305,6	339,6	310,8	352,1	322,9
Services aux entreprises	EN	2 214,5	2 045,5	2 394,4	2 213,7	2 594,2	2 400,0	2 722,3	2 520,1	2 923,2	2 709,6
Services aux particuliers	EP	1 497,6	1 165,8	1 684,3	1 373,6	1 793,9	1 475,0	1 862,5	1 538,9	1 922,7	1 595,4
Éducation, santé, action sociale	EQ	3 643,0	3 379,2	4 029,9	3 777,3	4 070,6	3 821,3	4 136,4	3 889,2	4 207,2	3 962,3
Administration	ER	2 210,9	2 206,9	2 355,0	2 351,4	2 373,9	2 370,3	2 439,9	2 436,3	2 495,0	2 491,3
Total	**TT**	**22 375,2**	**19 476,2**	**22 209,6**	**19 677,6**	**22 435,8**	**19 958,9**	**22 845,7**	**20 379,2**	**23 360,6**	**20 885,7**

TABLEAU C.01-6

Population résidente salariée au 31 décembre

Source : INSEE (section Synthèse et conjoncture de l'emploi) — *Unité* : Millier

Intitulé du secteur	NES 36	1990		1995		1997		*r* 1998		*p* 1999	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	209,5	62,1	211,7	64,0	220,5	66,6	224,2	68,2	219,1	66,1
Industries agricoles et alimentaires	B0	345,8	204,3	325,9	198,8	327,4	204,0	326,0	207,2	325,3	211,6
Habillement, cuir	C1	65,1	192,5	49,8	138,6	45,9	123,0	44,2	116,6	40,8	104,8
Édition, imprimerie, reproduction	C2	145,0	93,9	129,8	86,6	126,9	87,3	127,8	88,5	127,7	89,5
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	68,9	79,7	69,6	80,3	68,4	78,4	68,6	78,4	68,7	78,5
Industries des équipements du foyer	C4	163,9	103,0	136,4	84,0	131,4	79,1	132,2	78,7	132,4	77,2
Industrie automobile	D0	269,2	54,1	243,1	48,1	237,2	48,2	234,1	47,5	238,5	46,4
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	161,8	28,2	136,9	24,2	130,7	23,1	131,4	23,1	128,1	22,7
Industries des équipements mécaniques	E2	406,7	70,7	362,4	63,6	356,9	63,0	359,9	63,9	362,5	65,0
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	181,1	87,5	151,1	70,1	154,1	70,6	155,7	71,9	154,5	71,8
Production de produits minéraux	F1	177,7	37,7	154,0	33,4	143,9	32,3	140,7	31,6	138,9	31,1
Industrie textile	F2	82,5	79,3	67,1	61,1	63,4	57,6	62,6	56,3	60,0	54,2
Industries du bois et du papier	F3	165,5	53,9	147,8	44,6	143,9	42,1	143,5	41,1	142,8	40,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	281,8	97,5	261,4	86,9	261,4	87,1	264,4	88,4	265,4	89,8
Métallurgie et transformation des métaux	F5	427,9	90,8	365,4	77,4	362,2	75,1	367,2	76,0	367,7	76,0
Industries des composants électriques et électroniques	F6	110,0	66,8	113,6	67,7	112,4	65,3	116,8	67,5	117,7	67,7
Production de combustibles et de carburants	G1	55,6	9,7	42,0	7,9	34,7	6,6	29,9	4,5	28,5	4,2
Eau, gaz, électricité	G2	162,0	41,1	165,0	41,6	163,7	42,2	160,1	42,3	161,6	44,4
Construction	H0	1 218,3	117,9	1 062,9	106,1	1 008,3	101,3	1 015,3	101,9	1 045,7	104,9
Commerce et réparation automobile	J1	299,3	74,0	302,1	75,7	301,7	76,0	306,7	77,2	312,2	79,4
Commerce de gros, intermédiaires	J2	625,2	321,1	584,3	298,8	586,8	301,9	597,1	306,9	605,1	311,8
Commerce de détail, réparations	J3	462,5	771,3	465,3	778,8	483,9	803,0	496,1	824,3	510,8	853,2
Transports	K0	718,8	175,4	722,8	184,6	737,5	190,7	758,8	201,9	786,3	213,3
Activités financières	L0	309,8	380,7	296,7	370,2	291,1	368,0	288,6	367,9	288,4	371,3
Activités immobilières	M0	123,1	148,6	127,4	174,0	129,2	176,4	132,6	178,2	136,7	186,2
Postes et télécommunications	N1	276,1	200,6	265,0	197,5	260,6	189,7	258,2	188,0	256,4	187,7
Conseils et assistance	N2	421,2	381,0	480,4	411,9	529,8	440,6	578,2	469,0	614,5	491,8
Services opérationnels	N3	386,7	254,4	424,4	302,9	500,6	348,1	531,6	362,8	610,4	415,4
Recherche et développement	N4	75,4	50,2	76,5	55,1	75,7	54,9	77,3	55,1	77,6	55,7
Hôtels et restaurants	P1	272,5	271,3	299,5	296,0	318,7	312,4	330,6	326,4	341,1	339,3
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	128,1	110,9	164,2	147,9	178,9	161,4	190,1	168,6	202,6	178,6
Services personnels et domestiques	P3	49,8	333,3	50,9	415,2	53,5	450,1	54,2	469,0	55,2	478,6
Éducation	Q1	543,7	1 005,6	584,7	1 120,6	588,6	1 122,8	600,4	1 140,2	607,3	1 173,0
Santé, action sociale	Q2	423,2	1 406,8	487,8	1 584,2	491,3	1 618,5	506,4	1 642,3	515,7	1 666,3
Administration publique	R1	1 056,9	923,4	1 086,8	1 004,8	1 086,2	1 015,4	1 107,7	1 032,5	1 121,6	1 052,5
Activités associatives et extra-territoriales	R2	91,1	135,4	105,5	154,3	106,4	162,3	120,7	175,4	132,2	185,0
Total	**TT**	**10 961,5**	**8 514,7**	**10 720,2**	**8 957,4**	**10 813,8**	**9 145,1**	**11 040,1**	**9 339,1**	**11 300,0**	**9 585,7**

	NES 16										
Agriculture, sylviculture et pêche	EA	209,5	62,1	211,7	64,0	220,5	66,6	224,2	68,2	219,1	66,1
Industries agricoles et alimentaires	EB	345,8	204,3	325,9	198,8	327,4	204,0	326,0	207,2	325,3	211,6
Industries des biens de consommation	EC	442,9	469,1	385,7	389,5	372,6	367,8	372,9	362,2	369,6	350,0
Industrie automobile	ED	269,2	54,1	243,1	48,1	237,2	48,2	234,1	47,5	238,5	46,4
Industries des biens d'équipement	EE	749,6	186,4	650,5	157,9	641,7	156,7	647,0	158,9	645,1	159,4
Industries des biens intermédiaires	EF	1 245,4	426,0	1 109,3	371,0	1 087,2	359,5	1 095,2	360,8	1 092,5	359,3
Énergie	EG	217,7	50,8	207,0	49,5	198,4	48,8	190,0	46,8	190,1	48,6
Construction	EH	1 218,3	117,9	1 062,9	106,1	1 008,3	101,3	1 015,3	101,9	1 045,7	104,9
Commerce	EJ	1 387,0	1 166,4	1 351,7	1 153,3	1 372,4	1 180,9	1 399,9	1 208,4	1 428,1	1 244,4
Transports	EK	718,8	175,4	722,8	184,6	737,5	190,7	758,8	201,9	786,3	213,3
Activités financières	EL	309,8	380,7	296,7	370,2	291,1	368,0	288,6	367,9	288,4	371,3
Activités immobilières	EM	123,1	148,6	127,4	174,0	129,2	176,4	132,6	178,2	136,7	186,2
Services aux entreprises	EN	1 159,4	886,1	1 246,3	967,3	1 366,7	1 033,3	1 445,3	1 074,9	1 558,9	1 150,7
Services aux particuliers	EP	450,3	715,5	514,6	859,1	551,1	923,9	575,0	964,0	598,9	996,5
Éducation, santé, action sociale	EQ	966,9	2 412,4	1 072,5	2 704,9	1 079,9	2 741,3	1 106,8	2 782,4	1 122,9	2 839,3
Administration	ER	1 148,0	1 058,9	1 192,3	1 159,1	1 192,6	1 177,7	1 228,4	1 207,9	1 253,8	1 237,5
Total	**TT**	**10 961,5**	**8 514,7**	**10 720,4**	**8 957,4**	**10 813,8**	**9 145,1**	**11 040,1**	**9 339,1**	**11 300,0**	**9 585,7**

TABLEAU C.01-7

Répartition des effectifs salariés du régime UNEDIC par taille d'établissement

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC

%

Taille de l'établissement	1990	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*p* 2000
Ensemble							
1 à 9 salariés	24,2	26,0	26,2	26,1	25,9	25,5	24,6
10 à 49 salariés	28,7	28,9	28,9	28,7	28,7	28,4	28,2
50 à 199 salariés	22,9	22,6	22,6	22,4	22,2	22,3	22,8
200 à 499 salariés	11,6	11,6	11,5	11,8	12,0	12,4	12,7
500 salariés et plus	12,6	11,0	10,8	11,0	11,2	11,5	11,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**13 821,2**	**13 746,1**	**13 772,3**	**14 025,6**	**14 361,1**	**14 882,8**	**15 515,7**
dont :							
Industrie (1)							
1 à 9 salariés	10,7	11,6	11,8	11,9	11,8	11,7	11,3
10 à 49 salariés	22,5	23,3	23,3	23,4	23,4	23,1	22,7
50 à 199 salariés	24,8	25,1	25,2	25,0	24,9	24,9	25,1
200 à 499 salariés	17,4	17,8	17,5 *r*	17,5	17,7	17,7	17,8
500 salariés et plus	24,6	22,3	22,1	22,3 *r*	22,2	22,6	23,0
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**4 387,9**	**3 868,0**	**3 796,6**	**3 786,3**	**3 790,7**	**3 796,8**	**3 880,1**
Bâtiment, génie civil et agricole (1)							
1 à 9 salariés	31,0	34,3	35,6	36,6	37,0	37,2	36,7
10 à 49 salariés	35,8	37,1	37,1	37,7	38,1	38,4	38,5
50 à 199 salariés	20,7	19,0	18,5	17,6	17,4	17,4	18,0
200 à 499 salariés	7,4	6,0	5,5	5,2	5,0	4,9	4,6
500 salariés et plus	5,1	3,7	3,3	2,9	2,5	2,1	2,2
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**1 343,4**	**1 173,9**	**1 130,5**	**1 117,6**	**1 127,5**	**1 167,0**	**1 221,5**
Tertiaire (1)							
1 à 9 salariés	30,4	31,2	31,1	30,7 *r*	30,2	29,3	28,1
10 à 49 salariés	30,9	30,3	30,3	29,9	29,7	29,2	29,0
50 à 199 salariés	22,2	22,0	22,0	21,9	21,7	21,8	22,6
200 à 499 salariés	9,2	9,6	9,7	10,3 *r*	10,6	11,3	11,7
500 salariés et plus	7,3	6,9	6,9	7,4	7,8	8,4	8,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Effectifs (en milliers)	**8 073,2**	**8 693,4**	**8 834,4**	**9 111,6**	**9 432,8**	**9 908,8**	**10 403,0**

(1) À partir de 1993, les données sont présentées en NAF, l'industrie, le BGCA (devenu construction) et le tertiaire ne recouvrent pas exactement le même champ que dans l'ancienne nomenclature (NAP).

TABLEAU C.01-8A

Actifs occupés selon le sexe, l'activité économique regroupée (NES 16), le statut et le type d'horaire de travail (temps complet, temps partiel)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars) — *Unité* : Millier

	Non salariés						Salariés					
	2000			2001			2000			2001		
	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%	Total	Temps partiel	%
Hommes												
Agriculture, sylviculture et pêche	436,3	30,3	6,9	426,5	22,7	5,3	233,2	19,1	8,2	235,0	19,8	8,4
Industries agricoles et alimentaires	53,2	0,7	1,4	52,0	1,0	2,0	349,8	11,4	3,3	322,2	10,9	3,4
Industries des biens de consommation	50,9	1,6	3,2	43,9	2,7	6,2	372,1	11,6	3,1	369,4	13,1	3,5
Industrie automobile	1,2	–	–	2,2	–	–	240,7	3,4	1,4	250,3	1,3	0,5
Industries des biens d'équipement	28,6	0,9	3,1	32,0	0,5	1,7	651,1	10,1	1,6	656,8	12,8	1,9
Industries des biens intermédiaires	43,2	2,7	6,4	50,6	1,2	2,5	1 116,8	18,1	1,6	1 106,0	15,6	1,4
Énergie	0,7	–	–	0,5	–	–	181,8	2,3	1,2	187,7	6,1	3,2
Construction	277,0	4,5	1,6	255,3	4,3	1,7	1 033,8	17,4	1,7	1 058,2	15,5	1,5
Commerce	303,4	11,3	3,7	288,0	13,3	4,6	1 368,3	75,6	5,5	1 394,1	68,9	4,9
Transports	59,6	0,8	1,3	52,8	0,8	1,5	752,0	26,9	3,6	795,2	33,1	4,2
Activités financières	22,6	1,4	6,1	23,5	0,2	1,0	308,5	7,2	2,3	309,8	9,3	3,0
Activités immobilières	21,8	1,3	6,1	22,3	1,7	7,4	111,0	8,5	7,6	131,1	8,3	6,3
Services aux entreprises	172,2	6,4	3,7	165,3	7,1	4,3	1 564,4	95,3	6,1	1 661,9	85,6	5,1
Services aux particuliers	193,1	12,5	6,5	183,8	12,8	7,0	547,4	100,9	18,4	544,0	97,0	17,8
Éducation, santé, action sociale	131,3	7,5	5,7	138,2	9,3	6,8	1 052,5	115,2	10,9	1 061,0	109,7	10,3
Administration	2,1	0,3	13,3	1,6	–	–	1 338,9	95,6	7,1	1 280,9	75,4	5,9
Activité indéterminée	1,1	–	–	–	–		3,0	–	–	3,6	–	–
Total	**1 798,1**	**82,2**	**4,6**	**1 738,3**	**77,7**	**4,5**	**11 225,3**	**618,6**	**5,5**	**11 367,0**	**582,3**	**5,1**
Femmes												
Agriculture, sylviculture et pêche	207,1	69,0	33,3	206,3	67,0	32,5	92,6	34,9	37,7	96,2	35,1	36,5
Industries agricoles et alimentaires	36,4	2,9	8,0	33,1	3,7	11,0	212,0	46,9	22,1	204,7	46,5	22,7
Industries des biens de consommation	16,3	4,6	28,2	15,5	2,5	15,9	357,1	52,5 *r*	14,7	348,0	51,2	14,7
Industrie automobile	0,3	–	–	0,8	0,3	40,1	46,1	6,5	14,1	52,2	5,8	11,0
Industries des biens d'équipement	5,5	2,0	36,3	4,6	1,8	38,3	161,6	28,7	17,8	155,3	26,6	17,1
Industries des biens intermédiaires	6,5	1,3	19,9	8,2	1,2	15,1	362,2	44,2	12,2	375,1	38,5	10,3
Énergie	–	–	–	–	–	–	42,3	8,5	20,2	52,0	13,4	25,8
Construction	33,2	21,3	64,2	28,2	19,8	70,3	108,9	33,9	31,1	108,1	34,5	31,9
Commerce	176,6	26,6	15,1	167,1	22,6	13,6	1 187,0	419,4	35,3	1 212,2	416,2	34,3
Transports	10,0	3,9	39,6	8,8	2,6	29,5	206,1	46,1	22,4	213,9	49,9	23,3
Activités financières	6,7	1,9	27,7	6,2	2,3	36,7	377,0	78,2	20,8	378,0	71,6	18,9
Activités immobilières	6,4	2,2	33,8	9,7	2,5	25,6	165,1	42,4	25,7	157,6	42,7	27,1
Services aux entreprises	63,0	12,5	19,9	67,5	12,0	17,7	1 124,8	329,5	29,3	1 174,4	301,3	25,7
Services aux particuliers	165,5	26,0	15,7	157,1	22,3	14,2	1 095,0	573,7	52,4	1 130,4	596,3	52,8
Éducation, santé, action sociale	131,4	36,7	27,9	128,6	33,2	25,8	2 878,4	916,2	31,8	2 923,7	916,4	31,3
Administration	1,4	–	–	2,3	0,6	27,7	1 218,4	387,8	31,8	1 226,5	394,7	32,2
Activité indéterminée	0,4	0,4	100,0	0,3	–	–	3,9 *r*	1,1	27,9	0,9	0,3	39,7
Total	**866,5**	**211,4**	**24,4**	**844,2**	**194,4**	**23,0**	**9 638,6**	**3 050,5**	**31,6**	**9 809,0**	**3 040,9**	**31,0**
Ensemble												
Agriculture, sylviculture et pêche	643,4	99,3	15,4	632,8	89,7	14,2	325,8	53,9	16,6	331,2	54,9	16,6
Industries agricoles et alimentaires	89,7	3,6	4,0	85,2	4,7	5,5	561,8	58,3	10,4	526,9	57,4	10,9
Industries des biens de consommation	67,2	6,2	9,3	59,4	5,2	8,7	729,2	64,1	8,8	717,4	64,3	9,0
Industrie automobile	1,4	–	–	3,0	0,3	10,6	286,8	9,9	3,5	302,4	7,1	2,3
Industries des biens d'équipement	34,0	2,9	8,4	36,6	2,3	6,4	812,8	38,8	4,8	812,0	39,4	4,9
Industries des biens intermédiaires	49,7	4,0	8,1	58,8	2,5	4,2	1 479,0	62,3	4,2	1 481,0	54,1	3,6
Énergie	0,7	–	–	0,5	–	–	224,1	10,8	4,8	239,7	19,5	8,1
Construction	310,1	25,8	8,3	283,4	24,1	8,5	1 142,7	51,2	4,5	1 166,4	50,0	4,3
Commerce	479,9	37,9	7,9	455,0	35,9	7,9	2 555,3	495,1	19,4	2 606,2	485,2	18,6
Transports	69,5	4,7	6,8	61,6	3,4	5,5	958,2	73,0	7,6	1 009,1	83,0	8,2
Activités financières	29,3 *r*	3,2	11,1	29,6	2,5	8,4	685,5	85,4	12,5	687,8	80,9	11,8
Activités immobilières	28,2	3,5	12,4	32,0	4,1	12,9	276,1	50,9	18,4	288,7	51,0	17,7
Services aux entreprises	235,1	18,9	8,0	232,7	19,1	8,2	2 689,2	424,8	15,8	2 836,3	386,8	13,6
Services aux particuliers	358,6	38,5	10,7	340,8	35,2	10,3	1 642,4	674,6	41,1	1 674,4	693,3	41,4
Éducation, santé, action sociale	262,7	44,2	16,8	266,8	42,6	16,0	3 930,9	1 031,4	26,2	3 984,7	1 026,2	25,8
Administration	3,5	0,3	8,1	4,0	0,6	16,3	2 557,3	483,4	18,9	2 507,4	470,1	18,7
Activité indéterminée	1,5	0,4	26,0	0,3	–	–	6,9	1,1	15,9	4,4	0,3	7,9
Total	**2 664,6**	**293,5**	**11,0**	**2 582,5**	**272,1**	**10,5**	**20 863,9**	**3 669,1**	**17,6**	**21 176,0**	**3 623,3**	**17,1**

TABLEAU C.01-8B

Actifs occupés à temps partiel

Effectifs et taux de temps partiel par sexe et statut (hors appelés du contingent)

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi de mars) — *Unité* : Millier

	Hommes				Femmes				Ensemble			
	2000		2001		2000		2001		2000		2001	
	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel	Effectifs	Taux de temps partiel
Indépendants, employeurs	57,4	3,3	61,9	3,7	121,9	19,6	105,9	16,9	179,4	7,6	167,8	7,2
Aides familiaux	24,7	46,0	15,8	34,4	89,5	36,8	88,5	40,8	114,2	38,5	104,3	39,6
Salariés des services domestiques	8,4	43,4	12,3	49,3	344,6	65,2	360,5	66,9	353,0	64,4	372,8	66,2
Autres salariés du secteur privé	409,0	4,6	391,6	4,3	1 737,2	29,4	1 742,2	28,5	2 146,1	14,5	2 133,8	14,0
Salariés de l'État	34,8	3,5	36,8	3,7	214,8	26,8	222,3	27,1	249,6	13,9	259,1	14,3
Salariés des collectivités locales	78,4	7,2	73,5	6,9	583,9	27,5	584,0	27,7	662,3	20,6	657,5	20,7
Stagiaires et contrats aidés	88,1	46,0	68,1	38,9	170,0	63,1	132,0	56,7	258,1	56,0	200,0	49,1
Total	**700,8**	**5,4**	**660,0**	**5,0**	**3 261,9**	**31,1**	**3 235,3**	**30,4**	**3 962,7**	**16,9**	**3 895,3**	**16,4**

TABLEAU C.01-9

Nombre d'établissements de travail temporaire et effectifs salariés

Situation au 31 décembre

Source : UNEDIC

	1990	1995	1997	1998	*r* 1999	*p* 2000
Nombre d'établissements	4 723	4 859	5 171	5 403	5 875	6 462
Effectifs salariés (1) en milliers :						
Hommes	207,3	207,4	284,4	302,4	393,8	449,0
Femmes	84,2	81,8	115,7	126,6	179,1	222,5
Ensemble	**291,5**	**289,2**	**400,1**	**429,0**	**572,9**	**671,4**

(1) Comprend le personnel intèrimaire et celui des agences de travail temporaire.

TABLEAU C.01-10

Intérim et contrats à durée déterminée

Situation à la date de l'enquête sur l'emploi (mars, et janvier pour 1999)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) — *Unité* : Millier

	1999			2000			2001		
	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés	Intérim	Contrats à durée déter-minée	Ensemble des salariés
Par sexe et âge									
Hommes : Moins de 25 ans	90,1	104,8	904,1	119,2	126,5	991,8	134,2	118,0	1 046,9
25 à 39 ans	171,4	226,3	4 806,7	200,7	230,3	4 930,8	199,9	188,4	4 858,3
40 ans et plus	58,0	87,7	5 150,8	76,1	99,2	5 302,7	93,4	88,3	5 461,9
Total	**319,5**	**418,8**	**10 861,6**	**396,0**	**456,0**	**11 225,4**	**427,5**	**394,8**	**11 367,0**
Femmes : Moins de 25 ans	34,3	115,7	635,7	40,0	122,6	737,9	50,1	141,7	765,4
25 à 39 ans	66,7	248,0	4 036,8	77,7	276,3	4 118,7	81,0	251,1	4 084,6
40 ans et plus	26,4	109,7	4 619,2	36,3	119,7	4 781,9	46,5	141,5	4 959,0
Total	**127,4**	**473,4**	**9 291,7**	**154,0**	**518,6**	**9 638,6**	**177,7**	**534,3**	**9 809,0**
Ensemble : Moins de 25 ans	124,4	220,5	1 539,8	159,3	249,1	1 729,8	184,3	259,8	1 812,3
25 à 39 ans	238,1	474,3	8 843,5	278,4	506,6	9 049,5	280,9	439,5	8 942,8
40 ans et plus	84,4	197,4	9 770,0	112,4	218,8	10 084,6	139,9	229,8	10 420,9
Total	**446,9**	**892,2**	**20 153,3**	**550,1**	**974,5**	**20 863,9**	**605,2**	**929,0**	**21 176,0**
Par sexe et catégorie socioprofessionnelle regroupée									
Hommes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	18,0	108,6	4 320,5	23,9	126,4	4 424,8	27,4	112,1	4 558,9
Employés	13,3	72,0	1 588,2	14,0	71,4	1 624,9	14,2	64,4	1 694,4
Ouvriers	288,2	238,2	4 843,1	358,1	258,1	5 092,2	386,0	218,2	5 087,3
Militaires du contingent	///	///	109,8	///	///	83,5	///	///	26,4
Total	**319,5**	**418,8**	**10 861,6**	**396,0**	**456,0**	**11 225,4**	**427,5**	**394,8**	**11 367,0**
Femmes : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	13,3	102,4	3 085,5	16,4	117,0	3 232,4	16,4	131,7	3 347,9
Employés	41,5	267,3	5 026,8	46,7	281,7	5 169,3	56,8	280,4	5 188,7
Ouvriers	72,6	103,7	1 178,0	90,9	119,9	1 235,2	104,5	122,1	1 271,7
Militaires du contingent	///	///	1,4	///	///	1,7	///	///	0,7
Total	**127,4**	**473,4**	**9 291,7**	**154,0**	**518,6**	**9 638,6**	**177,7**	**534,3**	**9 809,0**
Ensemble : Cadres, professions intellectuelles supérieures et Professions intermédiaires	31,3	211,0	7 406,0	40,3	243,4	7 657,2	43,8	243,9	7 906,8
Employés	54,8	339,3	6 615,0	60,8	353,1	6 794,2	70,9	344,8	6 883,1
Ouvriers	360,8	341,9	6 021,1	449,0	378,0	6 327,4	490,5	340,3	6 359,0
Militaires du contingent	///	///	111,2	///	///	85,1	///	///	27,1
Total	**446,9**	**892,2**	**20 153,3**	**550,1**	**974,5**	**20 863,9**	**605,2**	**929,0**	**21 176,0**

TABLEAU C.01-11

Indicateurs du marché du travail

Moyennes annuelles

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, INSEE (section Synthèse et conjoncture de l'emploi) et UNEDIC — *Unité* : Millier

	1995	1997	1998	*r* 1999	*p* 2000
Chômage BIT (1) :					
Hommes	1 343,4	1 514,3	1 417,4	1 345,5	1 142,7
Femmes	1 543,7	1 630,3	1 586,1	1 525,1	1 374,9
Total	**2 887,1**	**3 144,6**	**3 003,5**	**2 870,5**	**2 517,6**
Demandes d'emploi en fin de mois (2) :					
Hommes	1 599,8	1 758,4	1 715,4 *r*	1 617,3	1 366,9
Femmes	1 649,5	1 753,3	1 751,8 *r*	1 674,3	1 466,8
Total	**3 249,3**	**3 511,7**	**3 467,2 *r***	**3 291,6**	**2 833,7**
Bénéficiaires des aides :					
Allocation unique dégressive	1 756,9	1 790,0	1 783,3	1 783,1	1 664,1
Allocation d'insertion	19,0	15,0	19,5	23,4	29,9
Allocation de solidarité spécifique	471,5	497,4	484,0	485,2	450,0
Total des demandeurs d'emploi indemnisés	**2 247,4**	**2 302,4**	**2 286,8**	**2 291,7**	**2 144,0**
Bénéficiaires des aides :					
Garanties de ressources	6,1	2,2	0,9	0,1	–
Allocation spéciale du FNE	164,3	118,6	99,4	81,7	65,7
Allocation spécifique de conversion	54,3	60,8	46,5	42,0	33,7
Ancienneté moyenne du chômage (en mois) (3)	14,6	15,0	16,0	14,9	15,9
Pourcentage de chômeurs de plus d'un an (3)	39,5	39,0 *r*	41,2 *r*	38,2	40,1
Chômage partiel indemnisé :					
Effectifs concernés	158,6	118,7	66,9	67,5	22,2
Journées indemnisables	802,1	613,9	333,3	344,3	123,7
Offres d'emploi de types A + B + C enregistrées au cours de l'année	2 012,6	2 513,4	2 716,6	2 962,7	3 156,6
Demandes d'emploi enregistrées au cours de l'année	4 250,3	4 386,2	4 184,7	4 083,8	3 906,5
dont : demandes enregistrées à la suite d'un licenciement économique	329,2	312,2	251,3	228,3	196,7
Demandes d'emploi sorties au cours de l'année (4)	...	4 195,2	4 117,0	4 170,5	4 177,6
dont : reprises d'emploi	...	1 380,4	1 330,8	1 268,7	1 233,5
autres motifs de sortie	...	1 926,7	1 961,8	2 069,1	2 170,9

(1) Cette série a été révisée depuis l'année 1990.
(2) Il s'agit des demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) de l'ancienne catégorie 1 (nouvelles catégories 1 et 6 depuis juin 1995).
(3) D'après l'enquête sur l'emploi de l'INSEE.
(4) Suite aux grèves postales de décembre 1995, les flux de sorties ne sont pas disponibles pour les mois de novembre et décembre 1995.

TABLEAU C.01-12

Demandes d'emploi en fin de mois de catégorie 1 par qualification professionnelle et par sexe

Moyennes annuelles

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unité* : Millier

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Manœuvres	112,7	105,0	101,1	98,4	92,4	78,1
Ouvriers spécialisés	329,5	323,0	316,6	302,1	284,7	235,1
Ouvriers qualifiés	527,3	539,7	535,7	487,3	434,7	336,4
Employés non qualifiés	530,2	535,2	535,4	522,7	495,7	429,6
Employés qualifiés	1 078,0	1 129,7	1 156,4	1 117,1	1 039,5	883,7
Agents de maîtrise, techniciens	190,4	214,3	229,2	219,9	204,8	174,5
Cadres	178,8	185,9	190,8	184,2	174,0	157,9
Non précisé	27,7	23,0	31,1	36,7	46,0	44,5
Total	**2 974,6**	**3 055,8**	**3 096,3**	**2 968,4**	**2 771,8**	**2 339,8**
Hommes	1 456,7	1 515,6	1 542,6	1 459,9	1 357,3	1 130,6
Femmes	1 517,9	1 540,2	1 553,7	1 508,5	1 414,5	1 209,2
Total	**2 974,6**	**3 055,8**	**3 096,3**	**2 968,4**	**2 771,8**	**2 339,8**

TABLEAU C.01-13

Effectifs des agents de l'État, des établissements publics nationaux, des établissements d'enseignement privé sous contrat, de « La Poste » et « France Télécom », par statut.

Situation au 31 décembre 2000 (résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Organismes et zones de fonction	Titulaires civils et militaires		Autres personnels (1)		Ensemble		
	Total	*dont* militaires	**Total**	*dont* ouvriers d'État	**Total**	mi-temps ou plus	moins de mi-temps
1. État :							
11. Ministères civils :							
Métropole	**1 591 821**	474	**206 021**	12 209	**1 797 842**	240 976	24 297
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 663 277**	2 196	**226 821**	12 670	**1 890 098**	247 100	25 001
12. Ministère de la Défense							
Métropole, DOM-TOM, étranger	**353 393**	318 024	**58 869**	50 403	**412 262**	9 668	153
Tous ministères :							
Métropole	**1 927 415**	301 284	**262 969**	62 612	**2 190 384**	250 604	24 443
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 947 855**	277 499	**299 579**	69 187	**2 247 434**	229 358	26 853
2. Établissements publics nationaux (2), (3) :							
Métropole	**77 495**	94	**249 550**	1 575	**327 045**	92 492	32 205
Métropole, DOM-TOM, étranger	**85 387**	114	**264 955**	1 577	**350 342**	95 217	33 713
3. Enseignement privé sous contrat (personnels payés par l'État) :							
Métropole	**1 268**	–	**143 006**	–	**144 274**	26 638	4 400
Métropole, DOM-TOM, étranger	**1 790**	–	**147 338**	–	**149 128**	26 947	4 478
4. La Poste et France Télécom (2), (4) :							
Métropole	**372 285**	–	**75 597**	–	**447 882**	86 514	13 963
Métropole, DOM-TOM, étranger	**378 956**	–	**76 778**	–	**455 734**	87 824	14 095
Ensemble :							
Métropole	**2 378 463**	301 378	**731 122**	64 187	**3 109 585**	456 248	75 011
DOM-TOM	**82 290**	11 020	**26 818**	312	**109 108**	9 461	1 905
Étranger	**22 050**	7 936	**16 821**	151	**38 871**	1 047	518
Total	**2 482 803**	**320 334**	**774 761**	**64 650**	**3 257 564**	**466 756**	**77 434**

(1) Y compris contrats emploi-solidarité et emplois jeunes (adjoints de sécurité, adjoints d'éducation...).
(2) Chiffres de 1998, ceux de 2000 ne sont pas encore disponibles.
(3) Non compris les établissements suivants (entreprises publiques) : SNCF, EDF-GDF, Charbonnages de France et Houillères de Bassin, RATP, Aéroports de Paris et de Mulhouse, ports autonomes, INA et huit établissements divers.
(4) La Poste et France Télécom ont été séparés de l'État et transformés en « exploitants publics » au 1er janvier 1991. Depuis 1996, France télécom est une société anonyme.

TABLEAU C.01-14

Répartition des agents de l'État par ministère, grand service et statut

Situation au 31 décembre

Métropole, DOM-TOM et étranger
Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État)

Ministères	Titulaires et militaires de carrière				Ensemble			
	r 1996	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000	*r* 1996	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000
Éducation nationale : enseignement scolaire	929 115	933 956	942 776	951 042	1 021 299	1 026 683	1 034 844	1 047 267
Éducation nationale : enseignement supérieur	109 427	114 242	117 436	119 514	125 649	130 803	133 893	136 143
Jeunesse et Sports (1)	6 466	6 385	6 412	6 484	7 742	7 593	8 262	8 095
Total	**1 045 008**	**1 054 583**	**1 066 624**	**1 077 040**	**1 154 690**	**1 165 079**	**1 176 999**	**1 191 505**
dont : Enseignements 1er degré (2)	322 475	320 862	321 345	325 222	323 583	321 941	322 209	326 175
Enseignements 2ème degré (2)	534 742	543 903	549 947	552 748	613 467	626 405	632 911	639 929
Enseignements supérieurs (2)	104 826	109 261	112 310	114 204	120 779	125 540	128 439	130 462
Économie, Finances et Industrie	191 780	188 878	187 769	186 914	202 217	200 361	199 053	196 940
dont : Services extérieurs du Trésor	60 549	59 467	58 980	59 011	62 262	61 898	60 918	60 892
Services extérieurs des Impôts	84 882	83 924	83 501	82 820	88 749	87 993	87 604	86 088
Services extérieurs des Douanes	20 360	20 073	20 091	19 821	21 174	20 863	21 139	20 637
INSEE	7 140	7 089	7 018	6 948	7 630	7 582	7 528	7 433
Industrie, commerce	5 747	5 415	3 685	3 832	6 921	6 144	4 126	4 284
Intérieur et DOM-TOM	163 250	164 775	164 916	163 264	169 073	178 117	183 696	184 073
dont : Services des préfectures	28 745	29 844	29 630	29 322	30 723	32 774	32 534	32 253
Police nationale	126 265	126 255	126 594	126 202	128 648	135 359	141 155	142 746
Services divers intérieur	3 725	3 631	3 668	2 711	4 317	4 221	4 293	3 358
DOM-TOM	2 514	3 039	3 033	3 052	3 139	3 507	3 504	3 525
Équipement, Transports, Tourisme	98 689	96 847	96 892	96 932	119 212	115 882	115 929	115 536
dont : Équipement et Logement	87 713	85 611	85 514	85 426	106 045	102 530	102 563	101 986
Transports, Mer	10 962	11 222	11 365	11 493	13 008	13 184	13 247	13 437
Justice	59 038	60 615	61 252	62 233	61 399	63 132	63 950	66 146
dont : Services judiciaires	24 859	25 695	25 992	26 483	25 988	26 990	27 264	28 353
Services pénitentiaires	24 501	25 017	25 172	25 335	25 007	25 500	25 712	26 134
Protection judiciaire de la jeunesse	5 915	6 079	6 144	6 399	6 136	6 297	6 502	7 099
Agriculture	27 842	29 087	29 655	29 555	33 458	35 066	35 501	35 302
dont : Services déconcentrés	12 990	13 366	13 523	12 941	15 432	16 156	16 221	15 590
Enseignement agricole	13 112	14 001	14 390	14 829	15 937	16 856	17 224	17 636
Santé, Affaires sociales, Travail-Emploi	22 361	22 885	22 940	23 411	25 915	28 575	29 252	29 771
dont : Services déconcentrés, Santé, Action sociale	11 228	11 634	11 703	11 917	13 078	15 353	15 648	15 828
Services déconcentrés Travail-Emploi	8 519	8 638	8 649	8 812	9 445	9 842	10 148	10 322
Affaires étrangères, coopération	10 360	9 911	10 267	10 055	19 534	19 159	19 594	19 040
Culture	10 336	12 229	12 212	12 525	12 413	14 425	14 654	14 643
Recherche	235	222	20	27	8 303	9 040	9 062	9 243
Anciens combattants (3)	2 262	2 059	1 949	–	2 569	2 390	2 278	–
Services du Premier ministre	1 227	1 341	1 367	1 321	2 759	2 963	3 007	2 898
Total ministères civils (4)	**1 632 388**	**1 643 432**	**1 655 863**	**1 663 277**	**1 811 542**	**1 834 189**	**1 852 975**	**1 865 097**
Défense (5)	307 242	351 381	351 381	353 393	391 108	409 050	409 050	412 109
Tous ministères	**1 939 630**	**1 994 813**	**2 007 244**	**2 016 670**	**2 202 650**	**2 243 239**	**2 262 025**	**2 277 206**

(1) Hors sport scolaire et universitaire.
(2) Hors formation des personnels du ministère, formation permanente, formation des adultes et bibliothèques universitaires.
(3) Les Anciens combattants ont été rattachés au ministère de la Défense en 2000.
(4) Le total de l'ensemble ne peut être comparé strictement avec celui du tableau C01-13, le champ étant différent, les titulaires n'ayant pas le droit statutairement de travailler à moins de mi-temps.
(5) Résultats provisoires au-delà de 1998.

TABLEAU C.01-15

Effectifs des agents de l'État par catégorie statutaire A, B, C (1) et sexe

Non compris agents effectuant un service à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensement des agents de l'Etat)

	Ensemble			Hommes			Femmes		
	r 1996	*r* 1998	*p* 2000	*r* 1996	*r* 1998	*p* 2000	*r* 1996	*r* 1998	*p* 2000
Tous agents	**2 202 650**	**2 243 239**	**2 277 206**	**1 134 436**	**1 155 888**	**1 163 592**	**1 068 214**	**1 087 351**	**1 113 614**
A	838 679	886 455	951 289	419 716	431 881	446 308	418 963	454 574	504 981
B	685 986	652 913	619 534	360 679	347 838	338 065	325 307	305 075	281 469
C	669 385	687 559	682 674	350 069	367 408	366 551	319 316	320 151	316 123
***dont* : personnels enseignants (2)**	**955 198**	**963 240**	**986 361**	**374 429**	**374 332**	**377 097**	**580 769**	**588 908**	**609 264**
A	665 176	705 895	766 022	296 199	305 244	318 217	368 977	400 651	447 805
B	290 022	257 345	220 339	78 230	69 088	58 880	211 792	188 257	161 459
***dont* : personnels non enseignants**	**1 247 452**	**1 279 999**	**1 290 845**	**760 007**	**781 556**	**786 495**	**487 445**	**498 443**	**504 350**
A	173 503	180 560	185 267	123 517	126 637	128 091	49 986	53 923	57 176
B	395 964	395 568	399 195	282 449	278 750	279 185	113 515	116 818	120 010
C	669 385	687 559	682 674	350 069	367 408	366 551	319 316	320 151	316 123
***dont* : titulaires civils**	**1 661 941**	**1 674 489**	**1 696 450**	**724 527**	**724 866**	**727 853**	**937 414**	**949 623**	**968 597**
A	729 575	776 909	837 957	343 890	354 937	367 092	385 685	421 972	470 865
B	404 789	373 593	336 108	132 038	123 092	113 420	272 751	250 501	222 688
C	527 569	523 985	522 383	248 592	246 835	247 339	278 977	277 150	275 044
***dont* : militaires**	**299 998**	**321 456**	**321 467**	**277 453**	**295 205**	**295 089**	**22 545**	**26 251**	**26 378**
Officiers	43 402	43 837	43 786	41 441	41 627	41 579	1 961	2 210	2 207
Sous-officiers	212 535	210 272	210 256	195 593	191 933	191 919	16 942	18 339	18 337
Hommes du rang	42 228	66 214	66 177	38 640	60 512	60 476	3 588	5 702	5 701

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C. Quelques agents n'ont pas pu être classés, ce qui explique que la somme des rubriques A, B, C, soit parfois inférieure aux effectifs totaux.
(2) Enseignants, chercheurs et assimilés (directeurs d'établissements, surveillants...).

TABLEAU C.01-16

Les effectifs féminins de l'État : condition d'emploi, statut, catégorie statutaire (1) et ministère

Non compris agents employés à moins de mi-temps

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) %

	% de femmes parmi les effectifs totaux			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs féminins			% de femmes à temps partiel parmi les effectifs totaux à temps partiel		
	r 1996	*r* 1998	*p* 2000	*r* 1996	*r* 1998	*p* 2000	*r* 1996	*r* 1998	*p* 2000
Statuts :									
Titulaires civils	56,4	56,7	57,1	16,5	16,9	17,5	89,7	90,1	89,3
Non-titulaires civils (2)	45,0	45,1	45,8	32,9	32,0	33,8	60,7	61,8	60,4
Tous personnels civils	**55,0**	**55,2**	**55,6**	**18,2**	**18,5**	**19,3**	**82,4**	**83,2**	**81,8**
Militaires	7,6	8,2	8,2	–	–	–	–	–	–
Tous personnels	**48,5**	**48,5**	**48,9**	**17,8**	**18,1**	**18,9**	**82,4**	**83,2**	**81,8**
Catégories statutaires (civils) :									
A	52,4	53,7	55,4	12,5	12,1	13,0	73,2	74,7	74,7
B	65,1	64,8	64,3	17,1	18,8	21,7	83,2	83,4	82,6
C	50,3	50,6	50,4	25,9	26,7	27,3	89,6	90,7	88,9
Ministères (regroupés) :									
Éducation, universités, jeunesse et sports	62,8	63,0	63,5	13,4	13,3	14,6	80,0	82,2	81,7
Économie, Finances	61,8	61,5	60,2	34,9	35,9	36,6	94,2	93,2	91,5
Intérieur, DOM-TOM	26,7	28,1	29,5	21,5	23,9	22,8	88,9	85,0	84,6
Équipement, logement et transports	26,9	27,3	27,4	27,8	28,4	29,2	67,0	69,3	65,6
Justice	49,6	50,1	51,6	24,4	25,3	25,0	94,7	91,4	90,1
Agriculture	48,0	48,9	50,4	28,5	28,8	29,2	77,0	75,5	75,4
Santé, Affaires sociales, Travail-Emploi	71,3	73,2	73,1	36,3	37,0	36,1	93,9	91,5	90,8
Culture	53,1	50,9	51,8	18,7	19,1	20,1	82,5	82,6	81,5
Ensemble des ministères civils	**55,8**	**56,1**	**56,5**	**18,1**	**18,4**	**19,2**	**82,2**	**83,1**	**81,9**
Défense	14,5	14,1	14,3	11,9	12,5	13,1	86,7	85,2	79,7

(1) Les catégories statutaires de la fonction publique concernent en droit les titulaires civils. Ces catégories ont été étendues aux autres personnels par assimilation : ainsi les officiers ont été classés avec les agents de catégorie A, les sous-officiers avec ceux de la catégorie B et les hommes du rang avec ceux de la catégorie C.
(2) Y compris ouvriers d'État.

TABLEAU C.01-17

Taux de chômage selon le sexe et la catégorie socioprofessionnelle

Situation en mars (1)

Source : INSEE (Enquête sur l'emploi) %

	1982			1990			*r* 2000			2001			Structure de la population active 2001		
	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**	Hommes	Femmes	**Total**
Agriculteurs exploitants	0,1	0,4	**0,2**	0,4	0,5	**0,5**	0,3	0,5	**0,4**	0,3	1,5	**0,7**	2,9	1,7	**2,4**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1,8	2,4	**2,0**	2,4	4,3	**3,0**	4,0	4,6	**4,2**	3,2	4,1	**3,5**	7,5	3,8	**5,8**
Cadres (2) et professions intermédiaires	3,1	4,5	**3,6**	2,9	4,5	**3,6**	4,6	5,1	**4,8**	3,5	4,8	**4,1**	35,7	31,4	**33,7**
Cadres (2)	2,3	3,2	**2,5**	2,3	3,5	**2,6**	3,5	4,1	**3,7**	3,0	3,4	**3,1**	16,1	10,3	**13,4**
Professions intermédiaires	3,6	4,8	**4,1**	3,4	4,9	**4,1**	5,4	5,6	**5,5**	4,0	5,5	**4,7**	19,7	21,1	**20,3**
Employés	5,5	10,1	**8,9**	9,6	12,6	**11,9**	10,8	12,9	**12,4**	9,1	11,7	**11,0**	13,2	49,2	**29,7**
Employés administratifs y.c. fonction publique	3,5	7,6	**6,4**	7,8	10,0	**9,5**	8,8	10,6	**10,1**	8,2	9,8	**9,4**	9,8	30,1	**19,1**
Employés du commerce et des services	13,1	15,2	**14,9**	15,6	17,9	**17,5**	16,4	16,7	**16,6**	11,7	14,6	**14,1**	3,4	19,1	**10,6**
Ouvriers (3)	8,0	15,8	**9,6**	10,1	19,8	**12,2**	10,8	18,5	**12,4**	9,4	16,5	**10,9**	39,8	12,8	**27,4**
Ouvriers qualifiés	6,3	12,2	**6,9**	7,1	13,5	**7,8**	7,4	16,5	**8,5**	6,4	14,0	**7,3**	27,6	4,6	**17,0**
Ouvriers non qualifiés	11,1	17,3	**13,3**	16,1	21,7	**18,3**	19,0	19,2	**19,1**	16,8	17,6	**17,1**	10,8	7,5	**9,3**
Total (4)	**5,8**	**10,5**	**7,8**	**7,0**	**12,0**	**9,2**	**8,5**	**11,9**	**10,0**	**7,1**	**10,7**	**8,8**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Proportion de chômeurs par rapport à l'ensemble des actifs de la catégorie. En 1990, l'enquête sur l'emploi a eu lieu exceptionnellement au mois de janvier.
(2) La catégorie « cadres » comprend ici les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les professions intellectuelles et artistiques, les cadres d'entreprises.
(3) Les ouvriers agricoles sont inclus dans l'ensemble des ouvriers mais ne sont pas répartis entre ouvriers qualifiés et non qualifiés.
(4) Outre les catégories présentées dans ce tableau, la ligne total inclut les chômeurs n'ayant jamais travaillé.

TABLEAU C.01-18

Évolution de la dépense pour l'emploi

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) *Unité* : Million d'euros

	1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*p* 1999
Dépenses passives	**21 481,0**	**22 337,6**	**23 853,5**	**24 502,8**	**24 761,4**
Indemnisation du chômage	17 159,5	17 872,7	19 415,3	20 181,0	20 861,0
Incitation au retrait d'activité	4 321,5	4 464,9	4 438,2	4 321,8	3 900,4
Dépenses actives	**22 643,7**	**24 475,8**	**24 359,8**	**24 735,3**	**26 160,6**
Formation professionnelle	12 422,0	13 094,6	12 671,4	12 766,7	12 778,0
Promotion de l'emploi	6 226,0	7 250,0	7 662,7	7 845,9	9 081,7
Exonérations non compensées	1 599,8	1 613,7	1 615,5	1 711,5	1 802,9
Autres	2 395,9	2 517,5	2 410,2	2 411,1	2 498,0
Incitation à l'activité	835,3	881,6	926,4	936,8	968,1
Maintien de l'emploi	723,5	769,7	584,0	561,5	499,6
Fonctionnement du marché du travail	837,1	866,2	899,8	912,9	1 030,4
Total de la dépense pour l'emploi	**44 124,5**	**46 813,4**	**48 213,4**	**49 238,1**	**50 921,9**
En % du PIB	3,73	3,86	3,85	3,77	3,77
Baisses générales de charges sociales sur les bas salaires	3 150,1	5 778,6	7 122,3	7 207,2	5 989,9
Aides à l'ARTT (1)	///	///	191,5	575,2	1 004,0
Total de la dépense pour l'emploi + baisses générales + ARTT	**47 274,6**	**52 592,0**	**55 527,1**	**57 020,5**	**57 915,8**
En % du PIB	4,00	4,34	4,42	4,32	4,24

(1) Aménagement de la réduction du temps de travail.

TABLEAU C.01-19

Effectifs de la fonction publique territoriale

France entière

Source : INSEE (Enquête sur les effectifs des collectivités territoriales)

	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998	*p* 1999
1. Organismes départementaux et régionaux (1)	215 260	219 856	225 906	233 873	245 133
Régions	8 134	8 657	9 087	9 733	10 492
Départements	165 290	166 310	169 642	174 198	177 605
Établissements publics	41 836	44 889	47 177	49 942	57 036
2. Organismes communaux et intercommunaux (2)	1 210 061	1 219 764	1 230 711	1 255 401	1 271 068
Communes	1 002 476	1 008 675	1 014 924	1 032 655	1 045 322
Organismes communaux	98 920	98 451	99 368	100 121	100 716
Organismes intercommunaux	108 665	112 638	116 419	122 625	125 030
3. Organismes privés d'action locale (à financement public prédominant) (3)	106 248	108 805	109 246	110 542	110 050
4. Établissements publics administratifs divers (4)	29 795	29 256	28 073	27 963	27 717
dont : office d'HLM	23 678	23 105	22 133	22 061	21 850
5. Établissements publics, industriels et commerciaux (5)	32 244	32 855	34 668	36 007	36 622
dont : offices publics d'aménagement et de construction	19 740	20 305	21 492	21 737	22 079
Total : collectivités locales (1 à 5)	**1 593 608**	**1 610 536**	**1 628 604**	**1 663 786**	**1 690 590**
***dont* : Métropole**	**1 528 180**	**1 545 265**	**1 562 851**	**1 595 925**	**1 620 832**
Emplois principaux	**1 494 643**	**1 510 006**	**1 525 701**	**1 565 988**	**1 592 226**
Titulaires	**945 635**	**964 576**	**984 298**	**1 011 280**	**1 035 548**
Non titulaires	**440 432**	**442 201**	**442 856**	**441 042**	**440 727**
Assistantes maternelles à domicile	**60 175**	**59 506**	**58 668**	**58 391**	**57 512**
Contrats « emploi solidarité » (CES)	**147 366 (6)**	**144 253**	**140 075**	**130 821**	**122 909**
Contrats « emplois jeunes »	**...**	**–**	**2 707**	**22 252**	**33 894**
Effectifs totaux convertis en équivalent temps complet	**1 294 162**	**1 309 408**	**1 326 607**	**1 362 225**	**1 389 836**
Administrations publiques locales : 1 à 3 (7)	**1 531 569**	**1 548 425**	**1 565 863**	**1 599 816**	**1 626 251**
Fonction publique territoriale : 1, 2, 4 (8)	**1 455 116**	**1 468 876**	**1 484 690**	**1 517 237**	**1 543 918**

(1) Non compris les établissements publics nationaux classés en administrations publiques locales qui sont inclus dans la fonction publique d'État : agences de l'eau, centres de la propriété forestière, etc.
(2) Y compris les syndicats mixtes entre des communes et d'autres collectivités publiques.
(3) Y compris les sociétés d'économie mixte non marchandes (SAFER...)
(4) Offices publics d'HLM, caisses de crédit municipal, associations syndicales autorisées (ASA).
(5) Y compris régies dotées de la personnalité morale.
(6) Pour l'année 1995, ce chiffre regroupe les contrats « emploi solidarité » et « emplois jeunes ».
(7) Non compris les organismes consulaires et les ASA.
(8) Y compris personnels non fonctionnaires des organismes considérés.

TABLEAU C.01-20

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (Recensement de la population 1999)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
GUADELOUPE								
Ensemble :								
Population totale	**422 222**	99 641	34 055	60 744	71 773	56 855	40 060	59 094
dont : Actifs	**191 362**	///	2 085	44 741	63 198	48 062	27 978	5 298
Hommes :								
Population totale	**203 146**	50 679	17 130	29 863	33 772	26 817	19 036	25 849
dont : Actifs	**97 329**	///	1 317	22 511	31 300	24 250	14 872	3 079
Femmes :								
Population totale	**219 076**	48 962	16 925	30 881	38 001	30 038	21 024	33 245
dont : Actifs	**94 033**	///	768	22 230	31 898	23 812	13 106	2 219
GUYANE								
Ensemble :								
Population totale	**156 790**	53 273	14 587	23 329	25 839	19 465	10 901	9 396
dont : Actifs	**62 634**	///	1 328	15 423	20 677	15 844	7 931	1 431
Hommes :								
Population totale	**78 963**	27 122	7 315	11 421	12 664	10 016	5 863	4 562
dont : Actifs	**35 186**	///	695	8 310	11 328	9 064	4 877	912
Femmes :								
Population totale	**77 827**	26 151	7 272	11 908	13 175	9 449	5 038	4 834
dont : Actifs	**27 448**	///	633	7 113	9 349	6 780	3 054	519
MARTINIQUE								
Ensemble :								
Population totale	**381 325**	83 901	28 769	51 499	64 923	52 131	36 813	63 289
dont : Actifs	**173 950**	///	1 205	36 783	58 285	45 551	26 822	5 304
Hommes :								
Population totale	**180 910**	42 278	14 644	24 906	30 244	24 295	17 153	27 390
dont : Actifs	**86 428**	///	779	18 562	28 107	22 318	13 669	2 993
Femmes :								
Population totale	**200 415**	41 623	14 125	26 593	34 679	27 836	19 660	35 899
dont : Actifs	**87 522**	///	426	18 221	30 178	23 233	13 153	2 311

TABLEAU C.01-20 (suite et fin)

Population totale et population active (1) des départements d'outre-mer

Source : INSEE (Recensement de la population 1999)

	Total	0 à 14 ans	15 à 19 ans	20 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 ans et plus
RÉUNION								
Ensemble :								
Population totale	**706 180**	190 831	64 668	110 071	123 502	89 954	56 463	70 691
dont : Actifs	**298 847**	///	6 435	81 980	101 881	70 282	33 506	4 763
Hommes :								
Population totale	**347 076**	96 978	32 719	54 008	60 393	44 455	28 090	30 433
dont : Actifs	**165 098**	///	3 857	43 136	56 059	39 375	19 863	2 808
Femmes :								
Population totale	**359 104**	93 853	31 949	56 063	63 109	45 499	28 373	40 258
dont : Actifs	**133 749**	///	2 578	38 844	45 822	30 907	13 643	1 955

(1) La population active, au sens du recensement, comprend : les actifs ayant un emploi, les chômeurs, et les militaires du contingent.

TABLEAU C.01-21

Taux d'activité et de chômage dans les départements d'outre-mer

Pour la population en âge d'activité

Source : INSEE (Recensement de la population 1999) %

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Réunion
Taux d'activité :				
Hommes	63,8	67,9	62,3	66,0
Femmes	55,3	53,1	55,1	50,4
Ensemble	59,3	60,5	58,5	58,0
Taux de chômage :				
Hommes	30,7	25,8	29,3	38,5
Femmes	37,9	35,3	36,2	45,4
Ensemble	34,2	30,0	32,8	41,6

Chapitre C.02

Conditions de travail

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Représentation des syndicats dans l'ensemble des collèges des comités d'entreprise.

1. Durée annuelle du travail des salariés à temps complet et pratique des heures supplémentaires, selon le secteur d'activité, en 1999.
2. Les grèves dans la fonction publique et les entreprises privées et nationalisées.
3. Conflits du travail.
4. Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle.

5A. Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le dimanche.

5B. Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le samedi.

6A. Les efforts et les risques au travail.

6B. L'organisation des horaires de travail.

7. Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies.
8. Nombre de maladies professionnelles indemnisées.
9. Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts.
10. Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
11. Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général.
12. Représentativité des syndicats et des organisations patronales.
13. Évolution de la représentation des salariés selon les employeurs.
14. Résultats des élections aux comités d'entreprise.
15. Établissements et salariés couverts par un comité d'entreprise (CE), des délégués syndicaux (DS), un CHSCT ou ayant élu des délégués du personnel (DP), selon la taille des établissements.
16. Taux de présence des représentants du personnel dans les établissements et parmi les salariés.
17. Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail.
18. Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) et de la division « Emploi » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1999, les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux délégations uniques du personnel indiquent une progression de l'audience syndicale, principalement pour la CFDT dont les suffrages obtenus progressent de + 2,1 points, mais également, dans une moindre mesure, pour la CGT et la CFTC. La CGT-FO et la CFE-CGC maintiennent leur niveau. Les listes « autres syndicats » sont en léger recul et les listes de « non syndiqués » perdent – 3,5 points. La mise en place progressive de la RTT, après négociation avec les syndicats, mobilise les syndicats et les salariés des entreprises et a pu avoir un effet positif sur l'audience des syndicats. Ceci est très marqué pour la CFDT, très engagée dans les négociations sur le temps de travail, et également, dans une moindre mesure pour la CFTC. La stabilité de CGT-FO correspond à l'attitude très en retrait que ce syndicat a gardé sur ce sujet. Le regain de la CGT semble plutôt provenir de son attitude très engagée dans les conflits durs. La CFE-CGC semble pâtir des difficultés de positionnement des cadres dans les négociations sur la RTT et dans les conflits sociaux.

Depuis 1994, les résultats incluent ceux des élections de la « délégation unique du personnel » instaurée par la loi quinquennale pour l'emploi de décembre 1993. Les entreprises de moins de 200 salariés ont désormais la faculté de mettre en place une "délégation unique du personnel" qui reçoit tout à la fois les attributions des délégués du personnel et celles des représentants du personnel au comité d'entreprise ou d'établissement. Si, quelquefois, des délégations uniques ont été créées dans des entreprises où il n'existait pas auparavant de représentation du personnel, dans la majorité des cas, les délégations uniques ont remplacé des comités d'entreprise. Pour apprécier l'évolution des scores des syndicats et des listes sans étiquette, il est donc nécessaire de cumuler depuis 1994 et 1995 les résultats des élections aux comités d'entreprise et aux nouvelles délégations uniques.

En 1999, 36 % des établissements d'au moins 10 salariés et 80 % de ceux d'au moins 50 salariés disposent de DP. La couverture augmente bien sûr avec la taille ; cependant au delà du seuil de 50 salariés, la présence des DP est moins souvent signalée que celle d'un CE (1). Globalement, 70 % des salariés côtoient un DP.

Le taux de couverture par un CE s'élève à 88 % si l'on se limite aux établissements de plus de 50 salariés. Ce taux augmente très vite avec la taille et atteint pratiquement 100 % dans les plus grands établissements. Ils sont peu souvent implantés auprès des établissements en dessous du seuil légal de 50 salariés (14 % d'établissements couverts (2)) et font alors en général partie du CE d'une entreprise plus vaste. Globalement 72 % des salariés des établissements de 10 salariés ou plus sont couverts, et 95 % de ceux qui travaillent dans des établissements de 50 salariés ou plus.

Les délégués syndicaux sont présents dans deux tiers des établissements de 50 salariés ou plus, et ils le sont presque toujours au dessus de 500 salariés. Mais ils sont peu implantés dans les établissements de moins de 50 salariés, dont ils ne couvrent que 10 % (là encore, surtout des établissements appartenant à de plus grandes entreprises). Leur présence va en général de pair avec la mise en place d'un comité d'entreprise et (ou) de délégués du personnel. Globalement, 63 % des salariés des établissements de 10 salariés et plus sont couverts par un DS (84 % dans les établissements de 50 salariés et plus).

La CGT et la CFDT sont les syndicats les mieux implantés. 46,7 % des établissements de plus de 50 salariés sont couverts par un DS CGT, 45,6 par un DS CFDT. Ce sont aussi les plus présents au sein des autres institutions représentatives du personnel. Ils ont en effet au moins un délégué du personnel dans 26 % des établissements de 50 salariés ou plus pour la CGT et 25 % pour la CFDT, et au moins un élu au comité d'entreprise dans plus de 42 % de ceux-ci pour la CGT et plus de 40 % pour la CFDT.

Les délégués syndicaux CGT-FO couvrent 40 % des établissements de 50 salariés ou plus (59 % des salariés) : la CGT-FO a un DP dans 19 % des cas et un représentant CE dans 32 %. La CFE-CGC couvre 27 % de ces établissements, et a au moins un DP et des représentants au CE dans 13 % et 24 % des cas. La CFTC est la moins présente des grandes centrales syndicales puisqu'elle est implantée dans 26 % des établissements couvrant 43 % des salariés de ces établissements.

2. MÉTHODOLOGIE

La durée annuelle dans l'enquête ACEMO de 1999

Les chiffres présentés proviennent de l'enquête ACEMO (Activités et Conditions d'emploi de la main d'œuvre) annuelle de la DARES de 1999. Menée depuis 1998, cette enquête comprend un ensemble de questions sur la durée du travail, auquel s'ajoutent un volet de questions sur les effectifs et un autre sur les rémunérations.

Une première partie du volet « durée » du questionnaire porte sur la situation de l'établissement par rapport à une réduction collective du temps de travail.

La seconde partie de ce volet cherche à estimer une durée annuelle offerte (ou durée collective) pour les salariés à temps complet, à partir de l'organisation du temps de travail telle qu'elle s'applique au 31 décembre, en distinguant trois grandes catégories de salariés à temps complet en fonction de leur organisation du travail :

— les salariés dont la durée de travail est organisée sur la semaine ;

— les salariés dont la durée de travail est annualisée.

Une autre question cerne le volume d'heures supplémentaires de l'année avec les effectifs concernés.

Les grandeurs mesurées dépendent des pratiques de déclaration des entreprises. Généralement, celles-ci déclarent dans l'enquête les heures supplémentaires qui

---

(1) On a regroupé dans l'analyse les Délégations uniques avec à la fois les DP et les CE. On a considéré qu'un établissement était couvert par un DP si un DP y était effectivement présent, ou si l'établissement ressortissait d'une DU (implantée dans l'établissement ou dans un autre établissement de l'entreprise).

(2) À la différence des DP, on a considéré, en cas d'entreprises composées de plusieurs établissements, qu'un établissement est couvert par un CE si au moins l'un des établissements de l'entreprise à laquelle ils appartiennent est couvert par un CE ; de même pour les DS et les CHSCT.

sont rémunérées comme telles. Ainsi, dans les secteurs où la durée conventionnelle est inférieure à la durée légale, de nombreux établissements considèrent cette durée conventionnelle comme le seuil déclencheur du décompte des heures supplémentaires, alors qu'en droit c'est la durée légale qui constitue ce seuil. En outre, au vu d'études monographiques, les heures supplémentaires donnant lieu à un repos compensateur de remplacement ne semblent souvent pas comptabilisées, de même que celles donnant lieu à des arrangements individuels et informels. Dans ces cas, elles n'ont pas été déclarées et n'apparaissent pas dans l'enquête.

Enfin, une dernière question porte sur les effectifs de salariés à temps partiel selon le taux de temps partiel.

Accidents du travail

Les chiffres présentés dans les trois tableaux comptabilisent les victimes d'accidents du travail dont le caractère professionnel a été reconnu. L'année correspond d'ailleurs à la date de reconnaissance. Elle diffère, pour une proportion non négligeable de ces accidents, de l'année de survenance.

Les accidents avec arrêt sont ceux ayant entraîné un arrêt d'au moins 24 heures en plus du jour de l'accident.

Des accidents du travail sont exclus de ce décompte :

— les accidents de trajet, entre le domicile et le lieu de travail ;

— les accidents de salariés des DOM-TOM ;

— les accidents couverts par des régimes spéciaux ;

— les accidents de titulaires de l'État ;

— les accidents de titulaires des administrations ou collectivités régionales, départementales ou locales.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

Ces données statistiques ont été établies sur la base d'informations fournies par les inspecteurs du travail pour la première fois au début de l'année 1988, sur les CHSCT existant au 31 décembre 1987. Elle concerne les établissements de 50 salariés et plus assujettis et relevant de l'inspection du travail des ministères de l'Emploi et de la Solidarité, des Transports et de l'Agriculture.

Pour des raisons techniques, deux grandes entreprises publiques - EDF et la SNCF - ont dû être exclues du champ, de même que les établissements publics (en particulier, les hôpitaux).

Conflits du travail, conflits localisés et conflits généralisés

Les statistiques des conflits sont établies mensuellement par la DARES sur la base des informations issues des sections d'inspections du travail et collectées au niveau régional.

Le champ de la statistique du ministère de l'Emploi et de la Solidarité recouvre l'ensemble des activités des entreprises privées et publiques nationalisées, en métropole, et depuis 1995, dans les DOM-TOM. Cette statistique comprend donc la SNCF, la RATP, Air-France et EDF-GDF, l'agriculture et la fonction publique n'en font pas partie. Les statistiques portent sur les conflits collectifs du travail donnant lieu à cessation totale du travail, c'est-à-dire les grèves, au sens du code du travail. D'autres formes d'actions, comme les manifestations, les grèves perlées ou les grèves du zèle, ne sont pas comptabilisées. Pour les conflits localisés, il est facile de dénombrer le nombre de conflits ainsi que le nombre de grévistes et jours de grève. En revanche, les conflits généralisés ainsi que leurs participants sont plus difficiles à dénombrer ; le nombre de journées individuelles non travaillées est donc estimé.

Des données relatives aux grèves dans la fonction publique (hospitalière et collectivités territoriales) sont publiées par la Direction générale de la fonction publique.

Élections aux comités d'entreprise ou aux délégations uniques du personnel

Le système de collecte et de traitement informatique des résultats des élections aux comités d'entreprise, mis en place en 1974, prend en compte des données relatives aux entreprises ou établissements relevant du contrôle de l'inspection du travail ainsi que celles relevant du contrôle des inspections du travail spécifiques au Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement et au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche. Ce système repose sur l'envoi par les établissements concernés à la section d'inspection du travail dont ils dépendent, des procès-verbaux des élections intervenues.

La mise en place progressive d'une nouvelle chaîne informatique entre 1996 et 1998 a provoqué un changement dans le traitement de l'information. Les sections ont été chargées d'enregistrer les élections qui leurs sont parvenues. Le remplissage des fiches de codification à partir des procès-verbaux et la saisie des résultats sont désormais confiées à une entreprise de service. La modification des procédures de remontée de l'information en modifie le contenu. L'effet qui en résulte est difficile à isoler des autres facteurs intervenant sur le champ de l'enquête.

La loi du 20 décembre 1993 ouvre aux entreprises de moins de 200 salariés la possibilité de mettre en place une délégation unique du personnel. La fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise. Dans les entreprises de moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise sont directement élus par le personnel pour une durée de deux ans.

Enquête sur les conditions de travail et enquête sur les techniques et l'organisation du travail

L'enquête de 1998, est la quatrième depuis 1978 ; elle est menée auprès d'échantillons représentatifs de l'ensemble des salariés. Elle est organisée et exploitée par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des

statistiques du ministère de l'emploi et de la solidarité. Cette enquête est réalisée en complément de l'enquête sur l'Emploi de l'INSEE.

Le questionnaire est soumis à tous les actifs ayant un emploi parmi le tiers sortant de l'échantillon, soit environ 22 000 personnes. Le champ de cette enquête est celui de l'enquête sur l'Emploi.

Enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise

Cette enquête a été menée de décembre 1998 à mai 1999 auprès de 3 000 établissements de 20 salariés ou plus, dans les secteurs privé et semi-public (hors administration et agriculture), tirés aléatoirement selon des critères de taille et de secteur pour constituer un échantillon représentatif au niveau national, et volontaires pour recevoir un enquêteur en face-à-face. Dans l'échantillon figurent également 570 établissements déjà interrogés en 1993 afin de constituer un panel.

Dans la nouvelle enquête, un volet supplémentaire a été introduit. Des salariés (10, 20, ou 30, selon la taille de l'établissement) ont été enquêtés par voie postale, avec des questionnaires auto-administrés. Les salariés ont été tirés au sort par l'enquêteur, avec l'accord préalable du représentant « Employeur », qui a toujours reçu, à titre d'information, un exemplaire du questionnaire destiné aux salariés.

Au total 2 978 « Employeurs », 1 673 « Représentants du personnel » (dont 55 % délégués syndicaux, 26 % secrétaires du comité d'entreprise, 15 % délégués du personnel et 4 % pour délégation unique, CHSCT ou salariés mandatés), ainsi que 10 303 salariés enquêtés, entrent dans le champ étudié.

Maladies professionnelles indemnisées

Ces statistiques comptabilisent les maladies professionnelles indemnisées, dont le caractère professionnel est dûment constaté par le système traditionnel ou complémentaire, ayant entraîné des prestations financières (indemnité journalière ou rente d'incapacité) et/ou des prestations en nature (soins, etc.). L'année correspond à la date de survenance.

Les sources sont d'une part (ligne « a ») le régime général des salariés (CNAMTS), d'autre part (ligne « b ») le régime des salariés agricoles (MSA). Les autres organismes d'assurance particuliers à certains secteurs (EDF-GDF, RATP, les mines, administrations nationales et locales) ne sont pas inclus dans cet ensemble.

Dans les éditions antérieures à celle-ci, le système complémentaire était exclu de ces statistiques. Pour la CNAMTS, les maladies professionnelles indemnisées ayant entraîné uniquement des prestations financières étaient prises en compte.

Le numéro de chaque maladie, noté T... dans le tableau, renvoie au texte de la réglementation propre aux régimes d'assurance considérés. Par exemple, pour les affections provoquées par le bruit, le T42 réglemente l'assurance du régime général (CNAMTS), le T46 réglemente celle des salariés agricoles (MSA).

Enquête ACEMO sur les modes de représentation du personnel

— L'enquête ACEMO sur les modes de représentation du personnel a été réalisée en 1999 auprès d'un échantillon de 11 000 établissements et 900 entreprises de 10 salariés ou plus appartenant au champ de l'enquête ACEMO (activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre). L'échantillon est représentatif de l'ensemble des activités économiques à l'exclusion principalement de l'agriculture, des administrations et d'une grande partie des services du secteur sanitaire et social. Tous les établissements ou entreprises de plus de 100 salariés sont interrogés, ceux compris entre 50 et 99 salariés le sont par sondage au ½ et ceux entre 10 et 49 salariés par sondage au 1/8^{ième}. Les entreprises pour lesquelles un seul envoi de questionnaires est effectué au siège, ont pour consigne de retourner autant de questionnaires qu'il y a de comités d'établissement dans l'entreprise.

— Le questionnaire s'intéresse à la présence des institutions représentatives dans les établissements. L'unité de réponse choisie est le comité d'entreprise et la délégation unique du personnel, ceci afin de cadrer l'enquête avec les résultats statistiques issus de l'exploitation des procès-verbaux d'élection. La Délégation unique du personnel, qui peut être mise en place dans les entreprises de moins de 200 salariés, reçoit les attributions des délégués du personnel et des représentants du personnel au comité d'entreprise. Aussi, elle sera prise en compte dans les résultats ici présentés aussi bien au titre des CE qu'à celui des DP.

— La période concernée par l'enquête s'étend de mars 1997 à mars 1999 afin de couvrir tous les comités d'entreprise. Les représentants aux CE et les DP sont en effet élus pour deux ans.

— Les résultats rassemblés dans ce document se présentent comme des taux de couverture des établissements par l'une et l'autre de ces institutions. Nous avons fait l'hypothèse que tous les établissements d'une entreprise étaient couverts par un CE chaque fois qu'un établissement de cette entreprise était couvert par un CE. Nous avons fait la même hypothèse pour les DS et les CHSCT. En revanche, nous n'avons pas appliqué cette hypothèse forte pour les DP. Leurs attributions s'exercent en effet au niveau local et leur présence dans un établissement n'implique pas qu'ils soient compétents pour un autre établissement de la même entreprise.

— Le redressement de l'échantillon a été effectué à l'aide de la méthode du calage sur les marges des variables taille (en 5 tranches) et activité (en 36 secteurs). La taille retenue est celle de l'établissement telle qu'elle est renseignée dans la base de sondage, et non la taille du comité d'entreprise qui était demandée à l'enquête. Les résultats publiés dans ce document ne dénombrent pas des institutions de représentation du personnel mais des établissements couverts par l'une ou (et) l'autre de ces institutions.

Représentants du personnel

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité procède à un recensement annuel des demandes de licenciement de représentants du personnel déposées auprès des inspecteurs du travail. Ces données sont agrégées par le

service statistique du ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES). Parallèlement, la Direction des relations du travail dénombre annuellement les recours hiérarchiques occasionnés par ces décisions.

3. DÉFINITIONS

Comités d'entreprise

Par comité d'entreprise, on entend aussi bien le comité d'entreprise que le comité d'établissement, et par élection, soit une élection pour la création du comité, soit une élection pour son renouvellement.

La mise en place d'un comité d'entreprise est obligatoire dans les entreprises de 50 salariés ou plus lorsqu'elles emploient du personnel dans des conditions de droit privé (1). Dans les entreprises employant moins de 50 salariés, des comités d'entreprise peuvent être créés par convention ou accord conclu entre l'employeur et les organisations syndicales. Les entreprises de 50 salariés ou plus qui ont des établissements distincts sont tenues d'instituer des comités d'établissement ainsi qu'un comité central d'entreprise. Les membres des comités d'établissement, comme ceux des comités d'entreprise, sont directement élus par le personnel pour une durée de deux ans. Leur nombre augmente avec la taille de l'établissement. En revanche, les membres des comités centraux sont désignés par les comités d'établissement.

Les élections ont lieu par collèges catégoriels. Les collèges légaux sont au nombre de deux : ouvriers et employés d'une part, agents de maîtrise, techniciens, ingénieurs et cadres d'autre part. Le nombre et la composition des collèges peuvent être modifiés après accord entre les organisations syndicales et l'entreprise. Dans un certain nombre de petites et moyennes entreprises, l'ensemble du personnel est regroupé dans un collège unique.

Le comité d'entreprise est chargé de l'animation des activités culturelles et sociales. Il est de plus consulté pour toutes questions de portée collective intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise.

Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail (CHSCT)

La constitution d'un CHSCT est obligatoire pour tous les établissements occupant au moins 50 salariés. La loi du 31 décembre 1991, entrée en vigueur le 1er janvier 1993, supprime la dérogation qui touchait les petites entreprises du bâtiment. Les entreprises du secteur dont l'effectif n'atteint pas 300 salariés sont donc tenues de mettre en place des CHSCT dans ceux de leurs établissements occupant au moins 50 salariés.

Le CHSCT est composé du chef d'établissement et d'une délégation du personnel dont les membres sont désignés pour deux ans par un collège constitué des membres élus du comité d'entreprise ou d'établissement et des délégués du personnel.

Conflits localisés et conflits généralisés

La distinction entre conflits localisés et conflits généralisés est fonction de l'origine du mot d'ordre de grève. Si ce mot d'ordre est propre à l'entreprise, il s'agit d'un conflit localisé ; si ce mot d'ordre est extérieur à l'entreprise et commun à plusieurs d'entre elles, il s'agit d'un conflit généralisé. Une journée d'action nationale plurisectorielle ou non sera considérée comme un conflit généralisé.

Délégations uniques du personnel

La loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle adoptée le 20 décembre 1993 a donné aux entreprises de moins de 200 salariés la faculté de mettre en place une "délégation unique du personnel" qui reçoit tout à la fois les attributions des délégués du personnel et celles des représentants du personnel au comité d'entreprise ou d'établissement. Si, quelquefois, des délégations uniques ont été créées dans des entreprises où il n'existait pas auparavant de représentation du personnel, dans la majorité des cas, les délégations uniques ont remplacé des comités d'entreprise.

Délégués du personnel

Tout établissement d'au moins 11 salariés doit élire un ou plusieurs délégués du personnel, à l'exception des organismes relevant du droit public. Depuis la loi du 20 décembre 1993, le mandat des délégués du personnel a été porté de un an à deux ans, s'alignant ainsi sur les comités d'entreprise. Les règles d'élections des délégués du personnel sont les mêmes que celles des élections des représentants aux comités d'entreprise.

Les délégués du personnel sont l'institution représentative du personnel dont le champ d'application est le plus étendu. Porte-parole des salariés auprès du chef d'entreprise et de l'inspecteur du travail, leur rôle principal est de veiller à l'application de la réglementation du travail. Ils sont consultés sur les conditions de travail et d'emploi dans l'entreprise et peuvent émettre des avis et faire des propositions à l'employeur comme aux autres institutions représentatives qui existent dans l'entreprise.

Les délégués syndicaux

Chaque organisation syndicale représentative qui, dans une entreprise d'au moins de 50 salariés, constitue une section syndicale peut désigner un ou plusieurs délégués syndicaux, leur nombre augmentant avec la taille de l'entreprise. Les délégués syndicaux sont les interlocuteurs nécessaires et obligatoires de l'employeur dans les négociations de la convention ou des accords d'entreprise.

Nuisances professionnelles

Être exposé à une nuisance professionnelle ne signifie pas être en présence d'un risque. Il y a risque seulement si la nature, la durée ou l'intensité de l'exposition sont suffisantes pour provoquer une atteinte éventuelle à la santé du salarié. Les résultats publiés ici concernent uniquement les expositions.

---

(1) La Fonction publique et certains établissements publics ne sont pas soumis à la législation sur les comités d'entreprise.

Représentants du personnel

Sont englobées sous le terme « représentants du personnel » les diverses catégories de salariés protégés par la loi : délégués du personnel, membres des comités d'entreprise, des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, délégués syndicaux, représentants syndicaux auprès des comités d'entreprise, représentants des salariés aux conseils d'administration ou de surveillance des entreprises soumises à la loi de démocratisation du secteur public. D'autres catégories de salariés, disposant de mandats électifs ou non, bénéficient également d'un statut protecteur : les représentants des salariés des entreprises en redressement judiciaire, les conseillers prud'homaux, et, depuis 1991, les conseillers du salarié.

Les représentants du personnel bénéficient de dispositions légales protectrices. Parmi elles, figure l'obligation, pour tout employeur souhaitant licencier un représentant du personnel, d'en demander l'autorisation préalable à l'inspecteur du travail. Saisi d'une demande de licenciement de salarié protégé, l'inspecteur du travail peut l'autoriser ou la refuser. Le cas échéant, l'une ou l'autre partie (employeur ou représentant du personnel en cause) peut contester la décision de l'inspecteur du travail en formant un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité : direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques ;

— INSEE - division « Emploi » ;

— Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS).

Publications de la DARES :

Bulletin mensuel des statistiques du Travail .

Dossiers statistiques.

Premières informations et premières synthèses :

« Les conventions de réduction du temps de travail de 1998 à 2000 : embaucher, maintenir les rémunérations, se réorganiser », n° 45.2, novembre 2000 ;

« Les conflits en 1999 : une reprise sensible », n° 48.1, novembre 2000 ;

« Entre crise et croissance : une évolution des relations professionnelles en entreprise », n° 49.1, décembre 2000 ;

« Les 35 heures, l'emploi et les salaires », n° 50.2, décembre 2000 ;

« Négocier les salaires dans l'entreprise : une pratique courante mais souvent informelle », n° 05.1, fèvrier 2001 ;

« La durée annuelle du travail : 1 722 heures en moyenne fin 1999 », n° 10.2, mars 2001 ;

« Résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 4ème trimestre 2000 », n° 13.2, mars 2001 ;

« Les femmes secrétaires de comité d'entreprise : une parité trompeuse ? », n° 15.2, avril 2001 ;

« Réduction du temps de travail : la négociation d'entreprise au 1er semestre 2000 », n° 17.2, avril 2001 ;

« Le risque d'accident du travail varie avec la conjoncture économique », n° 17.2, avril 2001 ;

« Le mandatement : mesure transitoire ou solution d'avenir ? », n° 19.1, mai 2001 ;

« Dynamique de la négociation d'entreprise en 1999 et 2000 : l'effet des lois de réduction du temps de travail », n° 19.2, mai 2001 ;

« Les effets de la réduction du temps de travail sur les modes de vie : qu'en pensent les salariés un an après ? », n° 21.1, mai 2001 ;

« Reprise de la négociation salariale dans les entreprises au premier trimestre 2001 », n° 34.1, août 2001 ;

« Les entreprises de moins de 20 salariés et la réduction de la durée du travail en juin 2000 », n° 37.2, septembre 2001 ;

« Le temps partiel subi diminue depuis 1998 », n° 42.2, octobre 2001 ;

« Les élections aux comités d'entreprises en 1999 », n° 49.1, décembre 2001 ;

« L'appui-conseil aux 35 heures : un dispositif original d'aide au conseil dans les petites entreprises », n° 49.2, décembre 2001.

Les Dossiers de la DARES :

« L'utilisation de l'informatique et des nouvelles technologies par les salariés », La documentation française, n° 1, 2001.

Travail et emploi :

« Dossier : Accidents du travail, au-delà des chiffres », n° 88, octobre 2001.

Bilans et rapports :

« La négociation collective en 2000 », juin 2001.

Publications de l'INSEE :

« Enquête sur l'emploi », *INSEE-Résultats* ;

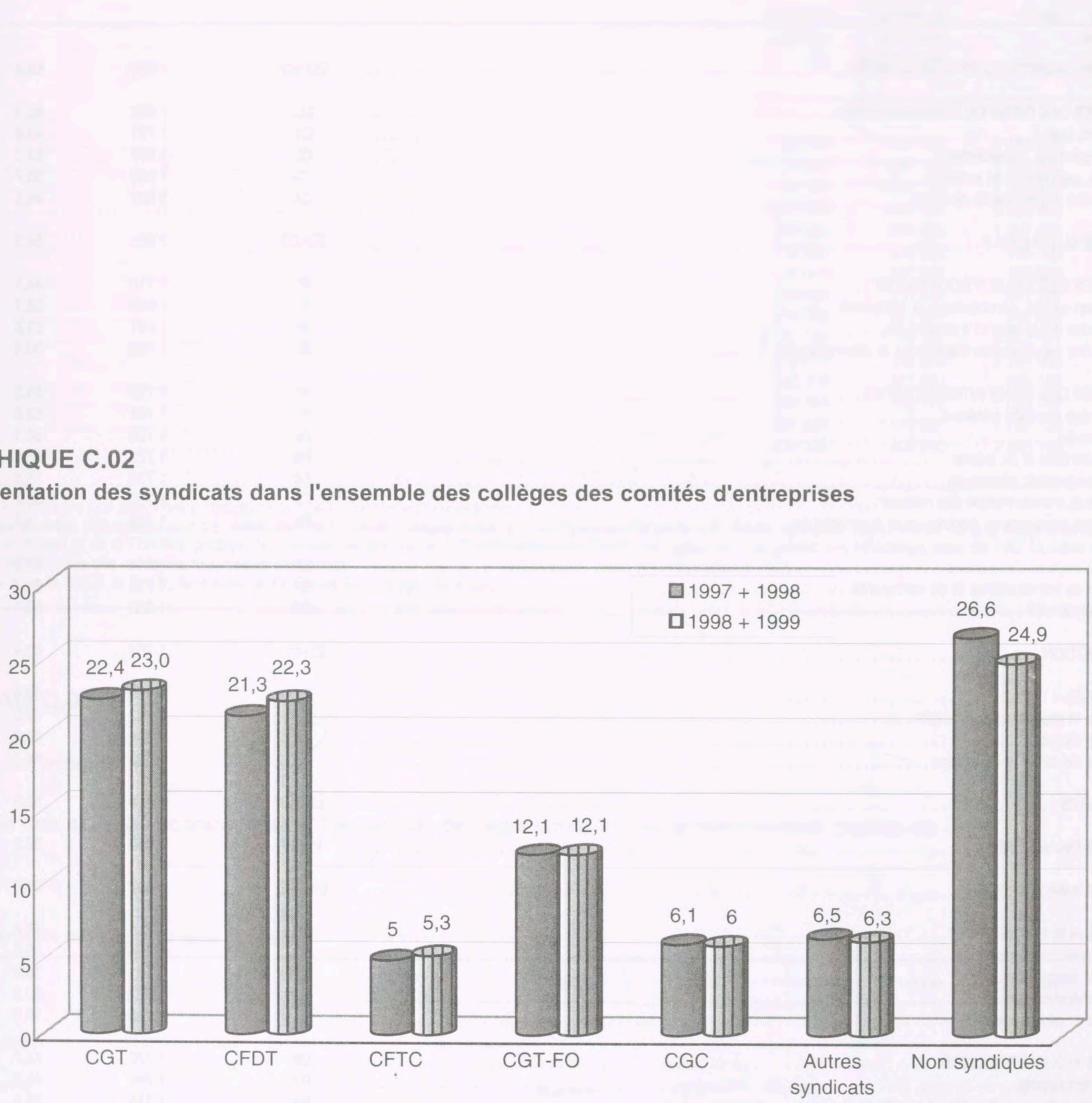
« Durée et conditions de travail, négociation collective », *France, Portrait Social*, octobre 2001.

*
* *

GRAPHIQUE C.02

Représentation des syndicats dans l'ensemble des collèges des comités d'entreprises

En %



Pour avoir une vision d'ensemble des comités d'entreprise et des délégations uniques, il est indispensable de regrouper deux années consécutives. Les élections dans un même établissement n'ont lieu que tous les deux ans et les résultats d'une année ne concernent grosso-modo que la moitié du parc des établissements. De plus, les résultats des années paires diffèrent sensiblement de ceux des années impaires.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

TABLEAU C.02-1

Durée annuelle du travail des salariés à temps complet et pratique des heures supplémentaires, selon le secteur d'activité, en 1999

Source : Enquête ACEMO annuelle (DARES-MES)

Unité : Heure

Secteur	Code NES 16 et 36	Durée annuelle du travail des salariés à temps complet	% des salariés ayant fait des heures supplémentaires dans les entreprises en déclarant	Volume annuel moyen d'heures supplémentaires par salarié en ayant effectué
INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	EB-B0	1 699	59,8	46,7
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	EC	1 697	45,4	37,3
Habillement, cuir	C1	1 701	48,9	25,2
Édition, imprimerie, reproduction	C2	1 697	53,2	50,1
Pharmacie, parfumerie, et entretien	C3	1 693	33,7	32,7
Industries des équipements du foyer	C4	1 697	45,5	37,1
INDUSTRIE AUTOMOBILE	ED-D0	1 665	54,9	46,6
INDUSTRIES DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	EE	1 716	44,2	39,7
Construction navale, aéronautique er ferroviaire	E1	1 690	38,7	33,1
Industries des équipements mécaniques	E2	1 731	53,2	47,0
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	1 703	30,4	29,6
INDUSTRIES DES BIENS INTERMÉDIAIRES	EF	1 726	55,3	36,4
Industries des produits minéraux	F1	1 744	62,8	41,0
Industrie textile	F2	1 726	50,1	29,6
Industries du bois et du papier	F3	1 722	55,6	43,2
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	1 716	55,4	33,3
Métallurgie et transformation des métaux	F5	1 739	61,7	40,5
Industrie des composants électriques et électroniques	F6	1 706	0,4	27,7
ÉNERGIE	EG	1 644	53,9	52,4
Production de combustibles et de carburants	G1	1 712	62,7	33,7
Eau, gaz, électricité	G2	1 630	52,1	56,2
CONSTRUCTION	EH-H0	1 754	63,4	50,1
COMMERCE	EJ	1 730	48,6	43,8
Commerce et réparation automobile	J1	1 743	49,0	50,3
Commerce de gros	J2	1 734	41,9	48,5
Commerce de détail et réparation	J3	1 724	54,1	37,9
TRANSPORTS	EK-K0	1 758	55,5	83,5
ACTIVITÉS FINANCIÈRES	EL-L0	1 693	22,2	22,8
ACTIVITÉS IMMOBILIÈRES	EM-M0	1 697	24,0	28,9
SERVICES AUX ENTREPRISES	EN	1 711	45,4	42,0
Postes et télécommunications	N1	1 750	35,9	63,0
Conseils et assistance	N2	1 731	38,3	38,7
Services opérationnels	N3	1 662	60,6	41,2
Recherche et développement	N4	1 703	18,0	34,6
SERVICES AUX PARTICULIERS	EP	1 770	44,7	48,3
Hôtels et restaurants	P1	1 794	45,6	45,8
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	1 715	39,4	59,4
Services personnels et domestiques	P3	1 723	55,2	35,9
ÉDUCATION, SANTE, ACTION SOCIALE	EQ	1 732	35,4	45,4
Éducation	Q1	1 697	44,9	69,2
Santé, action sociale	Q2	1 736	34,9	44,2
ACTIVITÉS ASSOCIATIVES ET EXTRA-TERRITORIALES	ER-R2	1 722	40,7	45,8
TOUS SECTEURS		**1 722**	**48,4**	**45,2**

TABLEAU C.02-2

Les grèves dans la fonction publique et les entreprises privées et nationalisées

En nombre de journées individuelles non travaillées (JINT) (1)

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) et Ministère de la Fonction publique (DGAFP)

	Fonction publique (2)	Entreprises privées et publiques nationalisées (3)	**Total**	Secteur privé et nationalisé par rapport au total en %
1986	853 000	1 041 500	**1 894 500**	55
1987	784 900	969 000	**1 753 900**	55
1988	686 000	1 242 200	**1 928 200**	64
1989	2 322 000	904 400	**3 226 400**	28
1990	573 900	693 700	**1 267 600**	55
1991	239 000	665 500	**904 500**	74
1992	218 000	490 500	**708 500**	69
1993	388 500	533 200	**921 700**	58
1994	226 600	521 000	**747 600**	70
1995	3 762 700	2 120 501	**5 883 201**	36
1996	686 000	448 000	**1 134 000**	39
1997	382 916	455 099	**838 015**	54
1998	683 584	353 176	**1 036 760**	34
1999	751 868	573 561	**1 325 429**	43
2000	1 650 338	809 860	**2 460 198**	33

(1) Journées individuelles non travaillées à l'occasion de conflits localisés et généralisés.
(2) Il s'agit des journées individuelles non travaillées dans la Fonction publique d'État, y compris France-Télécom et la Poste, sauf pour 1996,1998 et 1999, à l'exclusion de la Fonction publique territoriale et de la Fonction publique hospitalière (les chiffres de 1988 ne comprennent donc pas notamment les grèves des infirmières, ceux de 1997 la grève des internes, ceux de 1999 la grève des médecins hospitaliers d'urgence).
(3) Y compris donc la SNCF, la RATP, Air-France et Air-France Europe (ex : Air-Inter).

TABLEAU C.02-3

Conflits du travail

Ensemble des activités économiques à l'exception de l'agriculture et des administrations publiques

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité

	Unités	1996	1997	1998	1999	2000
Conflits localisés						
Conflits observés	Nombre	1 439	1 607	1 475	2 319	3 142
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	136,4	145,9	121,3	178,9	222,2
Journées individuelles non travaillées	Millier	444,1	393,4	345,6	568,1	807,8
Conflits généralisés						
Effectifs ayant cessé le travail	Millier	...	9,3	1,3	1,3	2,1
Journées individuelles non travaillées	Millier	3,7	61,7	7,6	5,4	...
Ensemble des conflits						
Journées individuelles non travaillées	Millier	447,8	455,1	353,2	573,6 *r*	809,9

TABLEAU C.02-4

Répartition des salariés par type d'horaires et selon la catégorie socioprofessionnelle

Source : INSEE (enquête sur l'emploi de mars) (1) %

Catégorie socioprofessionnelle	Mêmes horaires tous les jours	Horaires alternants	Horaires variables d'un jour à l'autre
Cadres			
2001	53,7	0,7	45,6
2000	54,0	0,6	45,4
1999	52,2	0,6	47,2
1990	47,2	0,7	52,1
Professions intermédiaires			
2001	62,4	7,2	30,4
2000	62,1	7,2	30,7
1999	62,2	7,5	30,3
1990	60,2	6,5	33,3
Employés			
2001	64,9	7,4	27,7
2000	66,0	7,5	26,5
1999	65,8	6,9	27,3
1990	68,0	6,8	25,2
Ouvriers			
2001	64,4	19,0	16,6
2000	64,2	18,9	16,9
1999	65,1	17,6	17,3
1990	68,2	15,0	16,8
Ensemble des salariés			
2001	**62,6**	**9,9**	**27,5**
2000	**62,8**	**10,0**	**27,2**
1999	**63,0**	**9,4**	**27,6**
1990	**64,0**	**8,8**	**27,2**

(1) En 1990 et 1999, l'enquête sur l'emploi a eu lieu exceptionnellement au mois de janvier.

TABLEAU C.02-5A

Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le dimanche

Source : INSEE (enquête sur l'emploi de mars) (1) %

Catégorie socioprofessionnelle	Travail habituel le dimanche	Certains dimanches seulement	Aucun dimanche travaillé
Cadres			
2001	4,5	28,6	66,9
2000	4,4	29,8	65,8
1999	3,7	29,3	67,0
1990	2,3	19,8	77,9
Professions intermédiaires			
2001	6,1	21,5	72,5
2000	5,9	22,7	71,4
1999	4,9	23,9	71,2
1990	4,7	17,3	78,0
Employés			
2001	9,8	17,9	72,3
2000	9,3	18,3	72,4
1999	8,2	19,4	72,4
1990	8,5	16,9	74,7
Ouvriers			
2001	5,6	11,2	83,2
2000	5,6	11,8	82,6
1999	4,8	12,2	83,0
1990	4,4	11,3	84,3
Ensemble des salariés			
2001	**6,9**	**18,3**	**74,8**
2000	**6,7**	**18,9**	**74,4**
1999	**5,8**	**19,6**	**74,6**
1990	**5,5**	**15,4**	**79,1**

(1) En 1990 et 1999, l'enquête sur l'emploi a eu lieu exceptionnellement au mois de janvier.

TABLEAU C.02-5B

Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle et selon le travail le samedi

Source : INSEE (enquête sur l'emploi de mars) (1) %

Catégorie socioprofessionnelle	Travail habituel le samedi	Certains samedis seulement	Aucun samedi travaillé
Cadres			
2001	11,2	36,1	52,7
2000	12,4	37,4	50,2
1999	12,1	38,3	49,6
1990	14,5	33,6	51,9
Professions intermédiaires			
2001	18,6	29,0	52,4
2000	18,5	30,5	51,0
1999	17,1	32,5	50,4
1990	21,7	28,8	49,5
Employés			
2001	30,0	21,4	48,6
2000	29,9	21,9	48,2
1999	28,3	23,4	48,3
1990	30,9	22,0	47,1
Ouvriers			
2001	15,2	24,9	59,9
2000	15,5	26,2	58,3
1999	14,8	27,7	57,5
1990	14,1	29,7	56,2
Ensemble des salariés			
2001	**20,2**	**26,3**	**53,5**
2000	**20,4**	**27,3**	**52,3**
1999	**19,4**	**28,8**	**51,8**
1990	**21,3**	**27,4**	**51,3**

(1) En 1990 et 1999, l'enquête sur l'emploi a eu lieu exceptionnellement au mois de janvier.

TABLEAU C.02-6A

Les efforts et les risques au travail

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES, enquêtes « conditions de travail de 1984, 1991, et 1998 » %

Proportion de salariés déclarant	Ensemble			Cadres			Professions intermédiaires			Employés			Ouvriers		
	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998	1984	1991	1998
Les efforts physiques															
Rester longtemps debout	49	53	54	20	23	26	43	44	46	42	48	51	68	73	76
Rester longtemps dans une autre posture pénible ou fatigante à la longue	16	29	37	5	10	13	8	19	26	13	26	37	27	46	57
Effectuer des déplacements à pied longs ou fréquents	17	28	35	10	13	16	18	28	33	16	28	35	19	34	45
Porter des charges lourdes	22	31	38	4	6	10	10	19	27	15	26	36	40	54	61
Effectuer des mouvements douloureux ou fatigants	...	...	34	...	...	6	...	...	21	...	...	31	...	...	59
Effectuer d'autres efforts physiques importants	11	19	24	3	4	5	6	11	15	6	14	21	21	35	44
Subir des secousses ou vibrations	8	11	13	2	3	3	3	5	8	2	4	5	18	26	31
Les risques professionnels															
Respirer des fumées	15	21	20	6	13	11	11	17	17	13	19	16	21	29	32
Respirer des poussières	27	35	36	7	11	13	15	22	24	16	25	28	51	63	65
Respirer des produits toxiques ou dangereux	13	16	18	4	6	7	9	12	14	6	8	10	23	29	34
Manipuler des produits toxiques ou dangereux	14	19	22	8	9	8	13	17	19	8	13	16	23	30	37
Être en contact des produits explosifs	4	5	8	4	3	3	4	6	7	2	3	5	6	7	12
Risquer d'être atteint par la projection ou la chute de matériaux	14	19	23	5	6	8	8	13	19	4	8	12	28	40	46
Risquer une chute grave	14	21	25	4	6	7	8	13	17	7	14	19	27	38	45
Risquer d'être électrocuté	9	14	15	5	6	7	8	13	14	4	7	9	16	23	27
Risquer d'être brûlé	11	15	18	4	5	6	8	11	14	7	10	13	19	27	33
Risquer des blessures sur machine	15	17	19	2	3	4	7	9	12	3	4	6	34	39	45
Risquer des blessures avec des outils ou des matériaux	...	28	30	...	6	8	...	18	24	...	13	15	...	57	62
Risquer des accidents de la circulation	17	25	29	19	28	32	18	29	34	10	13	18	23	32	37
Risquer des irradiations	...	3	3	...	3	4	...	4	5	...	2	3	...	2	3
Être exposé à des risques infectieux.	14	19	27	11	13	18	19	24	31	16	23	33	...	13	23
Les nuisances sonores															
Subir des pointes de bruits très forts ou très aigus	25	32	31	12	17	14	22	29	27	13	20	20	41	51	52
Ne pas entendre une personne parler sans qu'elle élève la voix	16	19	18	4	6	6	9	11	12	7	10	10	34	37	36

TABLEAU C.02-6B

L'organisation des horaires de travail

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES, enquêtes « conditions de travail de 1984, 1991, et 1998 » %

	Horaires alternants		Semaines variables	Pas de repos de 48 heures	Journées de plus de 10h	Travail de nuit	Travail du dimanche
	2 x 8	3 x 8					
Cadres							
1998	–	–	10	14	39	9	30
1991	–	–	14	20	39	10	24
1984	–	–	11	19	33	16	24
Professions intermédiaires							
1998	3	3	14	19	23	14	26
1991	4	3	16	22	21	12	21
1984	3	2	12	22	18	12	19
Employés							
1998	4	2	18	28	19	12	29
1991	4	2	18	27	17	10	25
1984	3	2	14	23	17	10	22
Ouvriers							
1998	11	7	12	17	17	19	18
1991	10	5	12	16	17	15	16
1984	9	5	10	12	15	15	14
Ensemble							
1998	5	4	14	21	22	14	25
1991	6	3	15	21	20	12	21
1984	5	3	12	19	18	12	18

TABLEAU C.02-7

Proportion de salariés utilisateurs des nouvelles technologies

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (enquêtes sur les conditions de travail) %

Type d'équipement	Cadres			Professions intermédiaires			Employés			Ouvriers qualifés			Ouvriers non qualifiés			Ensemble		
	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998	1991	1993	1998
Terminal relié à un ordinateur	35	38	31	28	30	25	24	24	18	7	9	9	3	4	4	20	22	18
Micro-ordinateur (y compris machine à traitement de texte)	52	63	83	37	45	68	26	33	47	6	8	20	3	4	9	35	31	47
Ordinateur (terminal relié à un ordinateur ou micro-ordinateur)	60	–	●	47	–	●	36	–	●	10	–	●	5	–	●	32	–	●
Minitel	44	56	●	32	44	●	25	34	●	4	7	●	1	2	●	21	30	●
Vidéo	17	24	●	13	20	●	3	7	●	2	4	●	1	2	●	7	11	●
Robot ou manipulateur automatique	1	1	1	1	2	2	–	–	–	3	4	4	2	3	3	1	2	2
Machine à commande numérique	1	1	1	1	2	3	–	–	1	4	7	11	2	5	9	1	3	4
Instruments de mesure	–	12	●	–	11	●	–	4	●	–	10	●	–	5	●	–	8	●
Instruments médicaux	–	2	●	–	3	●	–	1	●	–	–	●	–	–	●	–	1	●
Autres outils	–	4	●	–	3	●	–	2	●	–	2	●	–	1	●	–	2	●
Appareil à télécopie (fax)	–	68	●	–	48	●	–	34	●	–	10	●	–	4	●	–	34	●

TABLEAU C.02-8

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA)

	1991		1995		1997		*r* 1998		*p* 1999	
	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel
Affections provoquées par le bruit :										
Total	**1 063**	**1 063**	**760**	**721**	**759**	**728**	**677**	**664**	**635**	**619**
T. 42a (1)	1 034	1 034	734	695	709	680	642	630	595	582
T. 46b (1)	29	29	26	26	50	48	35	34	40	37
Affections périarticulaires :										
Total	**2 541**	**2 541**	**7 401**	**7 266**	**11 264**	**11 053**	**13 388**	**13 107**	**16 753**	**16 418**
T. 57a	2 360	2 360	6 772	6 637	10 320	10 109	12 133	11 875	15 281	14 960
T. 39b	181	181	629	629	944	944	1 255	1 232	1 472	1 458
Silicoses :										
Total	**345**	**345**	**233**	**225**	**261**	**209**	**230**	**185**	**278**	**223**
T. 25a	344	344	233	225	261	209	229	184	278	223
T. 22b	1	1	–	–	–	–	1	1	–	–
Ciment :										
Total	**466**	**466**	**327**	**321**	**235**	**229**	**232**	**227**	**241**	**241**
T. 8a	464	464	327	321	232	226	228	224	236	236
T. 14b	2	2	–	–	3	3	4	3	5	5
Amiante :										
Total	**586**	**586**	**1 056**	**1 033**	**1 764**	**1 556**	**1 941**	**1 660**	**2 653**	**2 335**
T. 30a	586	586	1 056	1 033	1 763	1 555	1 939	1 658	2 652	2 335
T. 47b	–	–	–	–	1	1	2	2	1	–
Hépatites virales :										
Total	**91**	**91**	**62**	**60**	**67**	**64**	**43**	**41**	**53**	**50**
T. 45a	91	91	62	60	67	64	42	40	52	49
T. 33b	–	–	–	–	–	–	1	1	1	1
Lésions eczématiformes de mécanisme allergique :										
Total	**533**	**533**	**522**	**519**	**504**	**495**	**467**	**464**	**506**	**501**
T. 65a	500	500	475	472	461	453	423	420	460	457
T. 44b	33	33	47	47	43	42	44	44	46	44
Bois :										
Total	**146**	**146**	**103**	**97**	**118**	**116**	**114**	**110**	**116**	**114**
T. 47a	141	141	100	94	113	111	108	104	109	107
T. 36b (bois exotiques)	5	5	3	3	5	5	6	6	7	7
Affections respiratoires de mécanisme allergique :										
Total	**314**	**314**	**347**	**333**	**361**	**350**	**362**	**352**	**375**	**360**
T. 66a	278	278	301	287	320	310	312	302	332	318
T. 45b	36	36	46	46	41	40	50	50	43	42
Vibrations et chocs d'outils :										
Total	**193**	**193**	**165**	**156**	**189**	**183**	**174**	**162**	**197**	**192**
T. 69a	172	172	149	140	167	161	155	143	183	178
T. 29b	21	21	16	16	22	22	19	19	14	14
Brucelloses :										
Total	**91**	**91**	**34**	**34**	**22**	**20**	**12**	**12**	**13**	**13**
T. 24a	65	65	27	27	13	12	3	3	8	8
T. 6b	26	26	7	7	9	8	9	9	5	5
Dermatoses dues aux lubrifiants :										
Total	**164**	**164**	**131**	**128**	**122**	**120**	**137**	**134**	**141**	**141**
T. 36a	164	164	130	127	122	120	137	134	141	141
T. 25b	–	–	1	1	–	–	–	–	–	–
Isocyanates organiques :										
Total	**142**	**142**	**90**	**86**	**85**	**85**	**102**	**100**	**123**	**122**
T. 62a	142	142	90	86	85	85	101	99	123	122
T. 43b	–	–	–	–	–	–	1	1	–	–

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-8 (suite et fin)

Nombres de maladies professionnelles indemnisées

Sources : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et Mutualité sociale agricole (MSA)

	1991		1995		1997		*r* 1998		*p* 1999	
	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel	Tout système	dont système traditionnel
Amines aromatiques :										
T. 15a	98	98	74	73	70	68	22	22	12	12
Acides chromiques, chromates :										
Total	**76**	**76**	**52**	**49**	**44**	**43**	**25**	**24**	**27**	**27**
T. 10a	76	76	52	49	44	43	25	24	27	27
T. 34b	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Dérivés halogénés de l'éthylène :										
T. 12a	52	52	34	33	37	37	27	27	24	24
Benzolisme :										
Total	**37**	**37**	**19**	**19**	**25**	**25**	**29**	**26**	**26**	**24**
T. 4a	37	37	19	19	25	25	29	26	26	24
T. 19b	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Aldéhyde formique et polymères :										
Total	**91**	**91**	**36**	**36**	**43**	**41**	**30**	**28**	**30**	**30**
T. 43a	91	91	35	35	42	40	28	28	29	29
T. 28b	–	–	1	1	1	1	2	–	1	1
Sidérose (oxyde de fer) :										
T. 44a	37	37	37	32	20	18	21	15	33	27
Résines époxydiques :										
Total	**145**	**145**	**98**	**98**	**87**	**87**	**87**	**87**	**87**	**85**
T. 51a	145	145	98	98	87	87	87	87	87	85
T. 37b	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Amines aliphatiques et alicycliques :										
T. 49a	25	25	28	28	27	27	19	19	33	32
Maladies infectieuses en milieu hospitalier :										
T. 76a	51	51	15	15	13	13	17	17	67	66
Kératoconjonctivites virales :										
T. 80a	20	20	13	13	2	2	1	1	1	1
Affections consécutives aux vibrations :										
Total	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**21**	**20**	**485**	**463**
T. 97a	...	...	...	...	...	...	21	20	447	427
T. 57b	...	...	...	...	...	...	–	–	38	36
Affections consécutives à la manipulation de charges lourdes :										
Total	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**...**	**109**	**105**	**1 727**	**1581**
T. 98a	...	...	...	...	...	...	109	105	1 722	1576
T. 57bisb	...	...	...	...	...	...	–	–	5	5
Total des maladies listées	**7 307**	**7 307**	**11 637**	**11 375**	**16 119**	**15 569**	**18 287**	**17 609**	**24 636**	**23 701**
a	**6 973**	**6 973**	**10 861**	**10 599**	**15 000**	**14 455**	**16 858**	**16 207**	**22 958**	**22 046**
b	**334**	**334**	**776**	**776**	**1 119**	**1 114**	**1 429**	**1 402**	**1 678**	**1 655**
Total des maladies indemnisées	**7 871**	**7 871**	**11 908**	**11 642**	**16 729**	**16 164**	**19 190**	**18 449**	**25 784**	**24 768**
a	**7 512**	**7 512**	**11 086**	**10 824**	**15 554**	**15 009**	**17 722**	**17 010**	**24 049**	**23 064**
b	**359**	**359**	**822**	**818**	**1 175**	**1 155**	**1 468**	**1 439**	**1 735**	**1 704**

(1) Voir l'explication dans la partie méthodologie du texte pour la définition des lignes a et b.

TABLEAU C.02-9

Nombre d'accidents du travail avec arrêt pour 1 000 salariés et nombre de morts (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

	1990	1995	1996	1997	1998	1999
Nombre d'arrêts pour 1 000 salariés :						
CNAMTS	53	46	45	44	45	44
Régime agricole	39	33	32	30	32	31
Nombre de morts :						
CNAMTS	1 213	712	773	690	683	717
Régime agricole	72	93	106	85	81	60
Total	**1 285**	**805**	**879**	**775**	**764**	**777**

(1) Champ : total des 15 comités techniques nationaux.

TABLEAU C.02-10

Taux de fréquence des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1995	1996	1997	1998	1999
Bâtiment, travaux publics (3)	64	59	59	59	58
Industrie du bois	52	51	50	52	53
Pierres et terre à feux	39	37	36	37	36
Transports et manutention	41	40	42	40	40
Alimentation	34	33	34	34	33
Caoutchouc et papier-carton	32	30	30	31	32
Métallurgie	27	27	26	26	27
Industries textiles	26	25	25	27	28
Ensemble du régime général	**25**	**24**	**25**	**25**	**24**

(1) Taux de fréquence = (Nombre d'accidents avec arrêt / Nombre d'heures travaillées) x 1 000 000.
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-11

Taux de gravité des accidents du travail dans les secteurs les plus exposés du régime général (1)

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS)

Année de reconnaissance de l'accident (2)	1995	1996	1997	1998	1999
Bâtiment, travaux publics (3)	3,05	2,85	2,87	2,91	2,85
Industrie du bois	1,74	1,71	1,70	1,74	1,79
Pierres et terre à feux	1,56	1,53	1,45	1,50	1,52
Transports et manutention	1,88	1,82	1,95	1,91	1,93
Alimentation	1,13	1,09	1,15	1,17	1,18
Caoutchouc et papier-carton	1,03	1,01	0,96	1,04	1,09
Métallurgie	0,86	0,85	0,85	0,87	0,90
Industries textiles	0,88	0,86	0,85	0,96	1,02
Ensemble du régime général	**0,90**	**0,94**	**0,97**	**0,98**	**0,98**

(1) Taux de gravité = (nombre de journées perdues / nombre d'heures travaillées) x 1 000.
(2) Une partie de ces accidents sont survenus l'année antérieure.
(3) Les taux relatifs au bâtiment et aux travaux publics sont calculés « sièges sociaux et bureaux » non compris.

TABLEAU C.02-12

Représentativité des syndicats et des organisations patronales

« Comment qualifieriez-vous à ce jour la représentativité ? »

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise 1998/1999 [1]) *Unité* : %

	Très faible	Faible	Forte	Très forte	Sans opinion
Des syndicats de salariés	29,4	51,3	13,6	0,8	4,9
Des organisations patronales	24,7	47,6	15,4	0,7	11,6

(1) Cf. partie « 2. MÉTHODOLOGIE » dans le texte du chapitre.

TABLEAU C.02-13

Évolution de la représentation des salariés selon les employeurs

« Les employeurs souhaitent-ils une évolution de la représentation des salariés dans leurs établissements? »

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (enquête relations professionnelles et négociations d'entreprise 1998/1999 [1]) *Unité* : %

	Établissements avec délégués syndicaux	Établissements avec représentants élus du personnel	Établissements sans représentants du personnel	**Ensemble**
Que rien ne change	37,9	60,8	51,0	**50,2**
Que la situation évolue	59,6	36,8	45,6	**47,2**
Ne se prononcent pas	2,5	2,4	3,4	**2,6**

(1) Cf. partie « 2. MÉTHODOLOGIE » dans le texte du chapitre.

TABLEAU C.02-14

Résultats des élections aux comités d'entreprise (1)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité — *Unité* : % des suffrages exprimés

	1995	1996	1997	1998	1999
	Sans SNCF	Avec SNCF	Sans SNCF	Avec SNCF	Sans SNCF
Ensemble des salariés :					
CGT	19,7	23,6	20,4	24,3	21,5
CFDT	20,5	21,5	20,8	21,7	22,9
CFTC	5,1	4,5	5,1	4,9	5,8
FO	12,3	12,1	12,1	12,1	12,2
CGC	6,4	5,8	6,4	5,8	6,3
Autres syndicats	6,2	7,3	5,9	7,0	5,6
Non syndiqués	29,9	25,1	29,3	24,1	25,8
Ouvriers et employés (premier collège + collèges uniques) :					
CGT	24,1	28,7	24,7	29,3	26,3
CFDT	20,8	21,8	21,5	21,9	23,3
CFTC	5,1	4,4	5,3	4,7	13,3
FO	13,3	13,0	13,0	13,1	5,9
CGC	1,1	0,9	1,2	1,1	0,7
Autres syndicats	5,4	6,3	5,0	6,0	4,8
Non syndiqués	30,3	25,0	29,3	23,9	25,7
Maîtrise, techniciens et cadres [deuxième et troisième collèges (2)] :					
CGT	10,4	12,8	11,1	13,2	11,7
CFDT	20,0	21,0 *r*	19,5	21,5	22,1
CFTC	5,0	4,6	4,8	5,2	9,8
FO	10,3	10,1 *r*	10,2	9,9	5,5
CGC	17,6	16,4	17,5	16,3	17,7
Autres syndicats	7,8	9,7	7,7	9,1	7,2
Non syndiqués	28,9	25,4	29,2	24,7	26,1

(1) Depuis 1992, les élections SNCF ont lieu les années paires.
(2) Troisième collège à partir du moment où il est constitué.

TABLEAU C.02-15

Établissements et salariés couverts par un comité d'entreprise (CE), des délégués syndicaux (DS), un CHSCT (1) ou ayant élu des délégués du personnel (DP), selon la taille des établissements (2)

Année 1999

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (Enquête ACEMO - IRP) — *Unité* : %

Type de l'institution	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 250 salariés	250 à 499 salariés	500 salariés et plus	Toutes tailles	10 à 49 salariés	50 salariés et plus
Etablissements									
Couverture CE - DU (3)	7,8	24,5	82,7	92,6	96,2	98,1	27,1	14,5	88,1
Présence DP - DU	14,7	48,3	73,8	83,4	91,6	94,8	36,4	27,9	79,8
Couverture DS	5,6	18,0	55,1	74,0	89,1	95,5	20,2	10,5	67,0
Couverture CHSCT	6,2	16,9	71,8	88,8	95,2	96,4	22,6	10,5	81,1
Aucune institution	81,2	44,1	10,2	3,3	1,7	0,5	56,2	66,4	6,6
Salariés									
Couverture CE - DU	25,3	33,4	87,5	93,4	97,0	98,7	71,9	30,1	95,0
Présence DP - DU	20,6	53,4	76,1	84,4	91,8	96,8	70,4	39,7	88,6
Couverture DS	23,5	23,1	60,9	76,4	90,2	97,8	62,5	23,3	84,2
Couverture CHSCT	23,2	22,8	77,7	90,5	96,1	97,8	67,3	23,0	91,8
Aucune institution	63,5	37,5	7,2	2,6	1,6	0,1	18,7	48,2	2,3

(1) CHSCT : comité d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail.
(2) Établissements de 10 salariés et plus.
(3) DU : délégation unique.

TABLEAU C.02-16

Taux de présence des représentants du personnel dans les établissements et parmi les salariés (1) (2)

Année 1999

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DARES (Enquête ACEMO - IRP)

Unité : %

	CFDT	CGC	CFTC	CGT	CGT-FO	Autres syndicats	Non syndiqués	Au moins un syndicat	Pas d'IRP (3)
Établissements									
Élus aux CE	12,5	7,0	6,1	12,9	9,8	2,7	14,8	18,9	72,9
Moins de 50 salariés	6,7	3,4	3,3	6,8	5,2	1,2	7,8	10,0	85,5
Plus de 50 salariés	40,5	24,3	19,2	42,1	32,0	10,2	48,3	61,8	11,9
Élus DP	7,4	2,8	2,2	6,6	4,6	1,4	24,6	15,9	63,6
Moins de 50 salariés	3,8	0,7	1,0	2,7	1,8	0,6	21,2	8,5	72,1
Plus de 50 salariés	25,4	13,4	8,0	26,3	18,8	5,5	41,6	30,6	20,2
DS	13,7	7,8	7,9	14,0	11,6	3,3	–	20,2	79,8
Moins de 50 salariés	7,1	3,7	4,1	7,2	5,7	1,4	–	10,5	89,5
Plus de 50 salariés	45,6	27,2	26,4	46,7	39,7	12,2	–	66,9	33,0
Salariés									
Élus aux CE	46,2	34,3	22,6	42,4	35,1	14,9	27,9	59,3	28,1
Moins de 50 salariés	17,6	10,3	6,4	11,4	9,2	1,4	18,2	22,1	69,9
Plus de 50 salariés	61,9	47,5	31,6	59,5	49,4	22,4	33,3	79,9	5,0
Élus DP	35,0	22,9	13,0	31,9	24,7	10,5	29,5	52,7	29,6
Moins de 50 salariés	9,0	2,4	2,7	5,6	4,3	0,8	27,7	15,5	60,3
Plus de 50 salariés	50,5	35,1	19,2	47,6	36,9	16,3	30,6	74,8	11,4
DS	49,3	35,3	29,6	45,5	41,8	16,3	–	61,4	37,5
Moins de 50 salariés	18,2	7,0	5,9	12,4	10,3	2,9	–	23,3	76,7
Plus de 50 salariés	66,5	50,9	42,7	63,8	59,2	23,6	–	82,4	15,8

(1) Établissements de 10 salariés et plus.
(2) L'écart des résultats entre les taux d'établissements couverts par les DP et les taux des établissements couverts par l'une des deux autres IRP s'expliquent par les hypothèses retenues (cf méthodologie paragraphe 5).
(3) Institution représentative du personnel.

TABLEAU C.02-17

Demandes de licenciement de représentants du personnel et décisions prises par les inspecteurs du travail

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)

	Motifs (1) économiques			Autres (2) motifs			Tous motifs		
	1997	1998	1999	1997	1998	1999	1997	1998	1999
Nombre de demandes de licenciement de représentants du personnel	12 430	8 490	10 283	3 491	4 190	4 982	15 921	12 680	15 265
Variation par rapport à l'année précédente (en %)	+ 11	– 32	– 21	+ 21	+ 20	+ 19	+ 13	– 20	20
Nombre d'autorisations	10 990	7 492 *r*	9 092	2 531	3 461	4 256	13 521	10 953	13 348
Autorisations par rapport aux demandes (en %)	88	88	88	73	83	85	85	86	87

(1) Motifs économiques : cette rubrique concerne essentiellement les demandes de licenciement économique, y sont regroupées également les demandes d'autorisations de transfert de salariés protégés en cas de transfert partiel d'entreprise.
(2) Autres motifs : cette rubrique concerne essentiellement les demandes de licenciement pour motif disciplinaire, avec lesquelles sont regroupées les demandes de licenciement pour divers motifs (inaptitude professionnelle, maladie, fin de contrat à durée déterminée).

TABLEAU C.02-18

Décisions prises sur recours hiérarchique en matière de représentants du personnel

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES)

	Motifs économiques			Autres motifs			Tous motifs		
	1997	1998	1999	1997	1998	1999	1997	1998	1999
Nombres de décisions prises (1)	434	369	...	444	494	...	878	863	784
Variation par rapport à l'année précédente (en %)	+ 15	− 15	...	+ 23	+ 11	...	+ 19	− 2	− 9

(1) Une décision peut concerner plusieurs représentants du personnel.

Chapitre C.03

Revenus et salaires

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Compte de revenu net des ménages par catégorie socioprofessionnelle.
2. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon la catégorie sociale de la personne de référence.
3. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon l'âge de la personne de référence.
4. Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu moyen des ménages selon le type de ménage à la date de l'enquête.
5. Nombre d'établissements, effectifs et masse des salaires.
6. Salaires nets annuels moyens.

7A. Répartition des salaires, nets de prélèvements.

7B. Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvement, dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux.

8A. Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations des salariés et CSG et CRDS.

8B. Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations patronales.

9. Salaire minimum de croissance SMIC.

10. Proportion de salariés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet.

11. Gains bruts moyens mensuels selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socioprofessionnelle.

12A. Les gains bruts moyens selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle.

12B. Les gains bruts mensuels moyens et leur décomposition, selon le secteur d'activité de l'établissement.

13. Évolution annuelle du salaire horaire de base des ouvriers selon l'activité économique.

14. Évolution annuelle du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés selon l'activité économique.

15. Salaire annuel net monétaire moyen des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe.

16. Taux des rémunérations annexes des agents de l'État par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe.

17. Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires.

18. Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État.

19. Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État.

20. Évolution de la structure des coûts de la main-d'oeuvre.

21. Structure du coût de la main-d'oeuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne.

22. Coût horaire de la main-d'oeuvre par secteur dans 13 pays européens.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité et les divisions « Salaires et revenus d'activité », « Exploitation des fichiers administratifs sur l'emploi et les revenus » et « Revenus du patrimoine des ménages » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 1999, le salaire moyen brut pour les emplois à temps complet du secteur privé et semi-public s'établit à 2 093 euros (13 730 francs) par mois.

La part des primes dans le salaire annuel diminue en 1999 de 0,3 point, comme on a déjà pu le constater les années précédentes.

Le poids des prélèvements à la source sur les salaires (CSG, CRDS) s'est accru de 0,1 % sous l'effet d'une légère hausse des cotisations aux caisses de retraite complémentaire. Ainsi, le salaire net de tous prélèvements à la source s'élève à 1 666 euros (10 930 francs) par mois ; il progresse de 2,1 % en monnaie courante, soit de 1,6 % en pouvoir d'achat (déduction faite de la hausse des prix à la consommation de 0,5 % en moyenne en 1999).

N'ayant pas eu de coup de pouce supplémentaire, le SMIC évolue plus modérément qu'en 1998 et 1997 (+ 1,2 % en juillet 1999). Sa progression en pouvoir d'achat est de 0,8 %.

La mise en place progressive de la loi Aubry sur la réduction du temps de travail est à l'origine d'un accroissement des salaires horaires en 1999 plus important que celui des salaires mensuels (2,3 % en monnaie constante contre 1,7 %).

La structure des emplois des salariés à temps complet se modifie : la seule augmentation de la part des cadres et des professions intermédiaires parmi les salariés à temps complet (respectivement 15,1 % et 24,5 % en 1999, après 14,8 et 24,2 % en 1998) au détriment de celle des ouvriers et des employés, explique 0,6 point de l'accroissement du salaire moyen. Cet effet de structure est deux fois plus important que celui de l'année dernière.

Par ailleurs, les cadres et les professions intermédiaires travaillent moins souvent à temps partiel : en conséquence, les salaires horaires des salariés à temps partiel sont inférieurs à ceux des salariés à temps complet (10,4 euros soit 68,2 francs en brut contre 12,75 euros soit 83,7 francs). En revanche, ils progressent plus rapidement (2,5 % contre 2,3 %).

La hiérarchie des salaires reste stable autour du salaire mensuel net médian qui s'établit à 1 353 euros (8 875 francs). Un cadre perçoit en 1999 un salaire mensuel net de 3 190 euros (20 930 francs), soit 2,6 fois celui d'un ouvrier ou d'un employé. De même, un homme salarié à temps complet perçoit en moyenne une rémunération supérieure de 25 % à celle d'une femme. Ce résultat est à mettre en relation avec le fait que 17,4 % des hommes salariés sont des cadres, contre seulement 10 % des femmes salariées. Ces rapports ne sont pas ou peu modifiés depuis plusieurs années. Le salaire annuel moyen des femmes augmente toutefois un peu plus vite.

En 1999, les 1,8 million d'agents titulaires et non titulaires des services civils de l'État en métropole ont perçu un salaire moyen brut annuel de 27 200 euros (178 430 francs), soit 2 267 euros (14 870 francs par mois). Une fois prélevés 2 249 euros de cotisations sociales et 2 102 euros pour la CSG et la CRDS, le salaire annuel moyen net est de 22 850 euros (149 890 francs), soit 1 904 euros (12 490 francs) par mois.

À structure constante, c'est à dire à corps, grade, échelon identiques, la variation du salaire moyen s'établit, en brut comme en net, à 1,2 % soit une hausse de 0,7 % en monnaie constante.

L'éventail des salaires est moins ouvert dans la fonction publique d'État que dans le secteur privé : un cadre y gagne en moyenne 1,7 fois plus qu'un employé ou un ouvrier.

Le salaire net moyen des agents de l'État est supérieur d'environ 13 % à celui du privé ; une qualification moyenne plus élevée explique cet écart, plus de la moitié des agents civils de l'État sont enseignants. Le salaire moyen de la fonction publique hospitalière est voisin de celui du secteur privé ; celui de la Fonction publique territoriale est inférieur.

2. MÉTHODOLOGIE

Le revenu des ménages

Le revenu présenté ici porte sur l'ensemble des catégories de revenus des ménages, compatibles avec les définitions de la Comptabilité Nationale.

Les comptes de revenus des ménages par catégorie socioprofessionnelle reposent largement sur l'exploitation des données fiscales collectées par la Direction Générale des Impôts en vue de l'établissement de l'impôt sur le revenu. Cette exploitation est effectuée tous les cinq ou six ans.

La formation des revenus est retracée à travers quelques rubriques : revenus primaires, revenus de transfert, impôts directs, revenu disponible brut.

Les revenus monétaires déclarés aux enquêtes sont issus de l'enquête annuelle sur les revenus fiscaux (ERF), réalisée en 1997 et non plus du panel européen des ménages.

Les rubriques « impôts » et « revenu disponible après impôt » ont été introduites. C'est sur ce revenu disponible que sont calculées les différentes composantes du revenu (et non plus avant impôt comme précédemment). Les revenus salariaux comprennent les indemnités journalières de maladie et de chômage. Les revenus d'indépendants sont nets de déficits. Les pensions-retraites comprennent outre les retraites, les pensions alimentaires reçues et les rentes viagères. Les autres revenus sociaux comprennent les prestations familiales, les aides au logement, les minima sociaux. Les autres revenus sont les revenus du patrimoine déclarés (revenus mobiliers et fonciers, revenus perçus à l'étranger). Les impôts comprennent l'impôt sur le revenu, la taxe d'habitation, la CRDS, la CSG non déductible. La CSG déductible ne figure pas ici car elle est déjà déduite des revenus primaires correspondants (revenus d'activité et de remplacement).

Les salaires et les gains

Les tableaux donnant le nombre d'établissements et les salaires annuels moyens (secteurs privé et semi-public) résultent de l'exploitation des DADS (déclarations annuelles de données sociales) adressées par les employeurs à l'administration fiscale. Le champ couvert par les DADS ne comprend pas l'agriculture, les gens de maison, les apprentis et les administrations publiques. Ces exclusions peuvent expliquer certaines différences

entre les statistiques fournies par l'UNEDIC et les résultats issus des DADS, notamment pour les secteurs E2, les arsenaux faisant partie des administrations publiques, et P2, Q1, Q2 et R1, une partie de ces secteurs étant exclue du champ. La collecte imparfaite des DADS dans certains secteurs d'activité (A0, par exemple) est aussi une cause de différence entre les deux sources statistiques. Les salaires tirés des DADS sont présentés sous deux concepts : le salaire déclaré tel qu'il figure dans les déclarations des employeurs et le salaire offert, c'est-à-dire redressé des erreurs de déclaration et des retenues pour absence ou maladie. Par construction, le salaire offert est donc plus élevé que le salaire déclaré. L'évolution de l'indice du salaire horaire de base des ouvriers est présentée par activité économique et par qualification.

L'enquête trimestrielle ACEMO (Activité et conditions d'emploi de la main-d'oeuvre) permet de connaître ces évolutions, ainsi que celles de l'emploi et de la durée du travail.

L'enquête sur les gains des salariés fait suite depuis fin 1988 à la série des enquêtes gains ACEMO effectuées depuis octobre 1972. Cette enquête est généralement semestrielle (avril et octobre). Elle mesure le gain mensuel moyen brut (primes mensuelles comprises) des salariés de la quasi-totalité des secteurs marchands non agricoles.

L'échantillon couvre l'ensemble du pays à l'exclusion des départements et territoires d'outre-mer. Il comprend tous les établissements de 50 salariés et plus, et un huitième des établissements de 11 à 49 salariés, soit environ 57 000 établissements employant plus de 10 salariés. Les établissements de 10 salariés et moins ne sont pas pris en compte dans le champ de l'enquête. Ils font l'objet d'une enquête annuelle distincte, réalisée en octobre.

L'enquête retient tous les salariés ayant un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée et ayant perçu une rémunération pour le mois de référence, qu'ils aient été présents tout le mois ou une partie du mois.

Une enquête complémentaire sur les gains annuels (appelée aussi "enquête primes") permet d'estimer le gain mensuel moyen toutes primes comprises. Elle est destinée à mesurer la part des primes qui ne sont pas versées mensuellement. Celles-ci se composent des primes à caractère stable comme le treizième mois, les primes de vacances et des primes aléatoires liées aux résultats de l'entreprise ou au rendement individuel du salarié.

Cette enquête porte uniquement sur les rémunérations annuelles décomposées selon la même ventilation que les rémunérations d'octobre ou d'avril de l'enquête semestrielle. Elle est effectuée auprès d'un cinquième des établissements qui répondent à l'enquête semestrielle soit environ 10 000 établissements employant plus de 10 salariés. Les données collectées et présentées ici concernant le salaire de base, excluent les primes et majorations pour heures supplémentaires.

Les salaires de la Fonction publique

L'exploitation des fichiers informatisés de paie de la Fonction publique permet d'extraire, entre autres, des données sur le salaire annuel net moyen des agents de l'État ou sur le niveau de leurs primes et indemnités ; celles-ci s'ajoutent au traitement de base, obtenu en multipliant l'indice hiérarchique de chaque agent par la valeur du point d'indice. La grille indiciaire majorée de la fonction publique va d'un minimum (172) à un maximum (820), au-delà duquel se situe « l'échelle-lettre », elle-même subdivisée en groupes (de A à G) et chevrons (de 1 à 3). L'équivalent indiciaire du groupe E, 2e chevron est de 1 319 (les lettres F et G étant réservées aux ministres, ou secrétaires d'État, et à quelques emplois, tels les préfets de région, les hauts magistrats et les chefs d'État-major...). Du traitement brut il faut déduire la retenue pour pension, la cotisation maladie de sécurité sociale et, le cas échéant (indices dépassant un certain seuil) la contribution de solidarité pour les travailleurs sans emploi (qui remplace la cotisation aux ASSEDIC). Dans les tableaux de ce chapitre, la contribution sociale généralisée (CSG) est également déduite et depuis 1996, la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS). À l'inverse, le traitement est majoré, éventuellement, d'une indemnité de résidence (1 ou 3 % du traitement) et d'un supplément familial pour enfants à charge.

Pour tenir compte à la fois des mesures générales et des mesures catégorielles, un indice d'ensemble des traitements de la Fonction publique d'État est élaboré. Cet indice vise à représenter ce qu'aurait été l'évolution du salaire moyen dans la Fonction publique d'État dans l'hypothèse où il n'y aurait eu aucun recrutement et aucun départ et où chacun des salariés aurait gardé, en l'absence de tout avancement ou de toute promotion, la même situation professionnelle. Il est calculé sur des salaires qui ne tiennent pas compte de la plupart des mesures concernant les primes et indemnités. Or, depuis 1989, des mesures catégorielles se sont développées dans la Fonction publique d'État.

Cet indice prend également en compte l'incidence moyenne, pour l'ensemble des fonctionnaires civils titulaires de l'État, des mesures concernant l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement. Certaines mesures catégorielles étant rétroactives, cet indice des traitements ne devient définitif qu'au bout d'une période qui peut être généralement estimée à deux ans.

Dans ce chapitre, les résultats relatifs aux salaires annuels nets de prélèvements ne sont pas directement comparables, les champs étant différents.

Le coût de la main-d'oeuvre

Depuis 1988, les enquêtes sur les coûts de la main-d'oeuvre ont lieu tous les quatre ans dans les pays de l'Union européenne.

La dernière enquête réalisée se rapporte à 2000, mais les résultats ne sont pas disponibles au moment de la rédaction de cet ouvrage.

Les coûts de la main-d'oeuvre sont des dépenses consenties par les employeurs pour employer des salariés. Ces coûts sont divisés en coûts directs et en coûts indirects.

— Les coûts directs correspondent, pour l'essentiel, à la rémunération directe (par exemple, montants bruts avant déduction des impôts et des cotisations de sécurité sociale à la charge des salariés), primes non périodiques, versements au titre de la formation d'un patrimoine au profit des salariés, rémunérations pour journées non ouvrées et avantages en nature.

— Les coûts indirects incluent les dépenses de sécurité sociale à la charge de l'employeur, de formation professionnelle, les impôts, etc. Toute subvention perçue par l'employeur est déductible de ces coûts.

3. DÉFINITIONS

Coût de la main-d'oeuvre

Le coût de la main-d'oeuvre est constitué de l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes mensuelles et autres, congés payés, etc.), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, oeuvres sociales.

Gains

Voir dans la méthodologie « Les salaires et les gains ».

Rémunération de la Fonction publique

La Fonction publique comprend la Fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères), la Fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) et la Fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics).

Le minimum mensuel de rémunération existe dans la Fonction publique depuis octobre 1955 et joue un rôle analogue à celui du SMIC dans le secteur privé. Il s'applique aux fonctionnaires titulaires de plus de 18 ans ; il est défini par un indice hiérarchique variable dans le temps. Une indemnité de résidence variable selon le lieu de travail, s'ajoute au minimum de rémunération.

L'échelle hiérarchique a été modifiée à différentes reprises par l'octroi à tous les fonctionnaires de points hiérarchiques uniformes. Ces mesures ont contribué à un léger resserrement de l'éventail hiérarchique.

L'indemnité de résidence, qui s'ajoute au traitement proprement dit, est calculée en pourcentage de celui-ci. Les communes sont classées dans différentes zones dont le nombre est passé de 10 en 1950, date d'entrée en vigueur du statut des fonctionnaires, à 3 depuis novembre 1974. Parallèlement, le taux de l'indemnité de résidence a diminué, celle-ci étant intégrée dans le traitement proprement dit, ce qui a contribué à majorer les pensions de retraite des fonctionnaires. Depuis novembre 1983, cette intégration est totale pour les communes classées en zone 3, l'indemnité de résidence ne subsistant plus qu'à Paris (au taux de 3 %), en Corse et dans quelques grandes villes (au taux de 1 %).

Les traitements augmentent sous l'effet de mesures générales (proportionnelles ou uniformes) ou catégorielles ; celles-ci peuvent concerner un seul corps de fonctionnaires (instituteurs, professeurs de collège, agents et adjoints administratifs des administrations centrales et des services déconcentrés), un ensemble de corps ou un ministère, ou même toute une catégorie statutaire comprenant plus de 500 000 personnes.

Revenus primaires et revenus de transferts

Les revenus primaires regroupent les revenus d'activité nets de cotisation et de patrimoine. Les revenus du travail salarié aussi bien que les revenus d'entreprise individuelle sont nets de cotisations sociales. Les revenus de la production hors entreprise individuelle (loyers réels et fictifs, jardins familiaux) sont nets des intérêts versés pour le logement ; de même, les revenus d'entreprise individuelle sont nets d'intérêts versés au titre de l'activité d'entreprise. Les revenus de transfert comprennent les prestations sociales, les opérations nettes d'assurance-dommage et les autres transferts reçus. Les impôts directs sont les impôts sur le revenu et le patrimoine.

Revenu disponible brut et net

Le revenu disponible brut est égal au revenu primaire auquel on a enlevé les impôts directs et les cotisations sociales et ajouté les prestations reçues. Pour une meilleure comparaison entre les revenus d'entrepreneurs individuels et les revenus des salariés, on déduit du revenu disponible brut la consommation de capital fixe des entreprises individuelles. De même, pour comparer les revenus disponibles des ménages propriétaires de logements à ceux des autres ménages, on retranche la consommation de capital fixe en logements. La consommation de capital fixe correspond à la dépréciation économique évaluée par la comptabilité nationale. On obtient alors le revenu disponible net.

SMIC

L'évolution du salaire minimum de croissance (SMIC) [loi n° 70-7 du 2 janvier 1970], est fonction de la hausse des prix à la consommation des ménages. De plus, le SMIC peut être relevé eu égard à l'évolution des conditions économiques générales (1).

Cette même loi détermine l'entrée en vigueur depuis janvier 1970 d'un minimum garanti, indexé sur les prix uniquement, qui sert au calcul de diverses allocations indemnités, primes, plafonds de ressources ou exemptions fiscales.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE ;

---

(1) Le SMIC s'applique également aux salariés agricoles ; la rémunération minimale en agriculture peut, toutefois, être réduite contractuellement dans la limite de 10 % pour les salariés n'ayant qu'une capacité professionnelle réduite. Il est révisé de droit selon deux modalités :

— chaque hausse d'au moins 2 % de l'indice des prix est automatiquement suivie d'un relèvement du SMIC dans les mêmes proportions ;

— une réévaluation a lieu chaque année au mois de juillet de façon à ce que l'accroissement du pouvoir d'achat du SMIC ne soit pas inférieur à la moitié du gain de pouvoir d'achat du taux de salaire horaire ouvrier. Enfin, clause non obligatoire, le Gouvernement peut décider de porter en cours d'année le SMIC à un niveau supérieur à celui qui résulterait de la seule évolution des prix.

— Direction générale des Impôts ;
— *Journal officiel ;*
— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité ;
— Eurostat.

Publications :

● Ministère du travail et de la solidarité – DARES

Premières informations et Premières synthèses :

— « La rémunération des salariés en 1998 », n° 01.1, janvier 2000 ;

— « Salariés à « bas salaire » et travailleurs pauvres : une comparaison France-États-Unis », n° 02.1, janvier 2000 ;

— « Les hausses de salaires sont moins fréquentes et plus individualisées en 1998 », n° 10.3, mars 2000 ;

— « 12,8 % des salariés ont bénéficié de la revalorisation du SMIC en 1999 », n° 27.1, juillet 2000 ;

— « Les rémunérations et l'emploi dans les très petites entreprises en juin 1999 », n° 50.1, décembre 2000 ;

— « Les 35 heures, l'emploi et les salaires », n° 50.2, décembre 2000 ;

— « La rémunération des salariés en 1999 » n° 04.1, janvier 2001 ;

— « En juillet 2000, 13,6 % des salariés ont bénéficié du relèvement du SMIC horaire ou de la garantie mensuelle de rémunération », n° 27.1, juillet 2001.

● INSEE :

« Comparaison des salaires des secteurs public et privé », J.Y. Fournier, *Document de travail*, Direction des études et synthèses économiques, 2001.

Économie et Statistique :

— « Les salariés jugent leur salaire », n° 331, janvier 2000 ;

— « L'Earned Income Taxe Credit, un crédit d'impôt ciblé sur les foyers de salariés modestes aux États-Unis », « Le Working families Tax Credit, un nouveau crédit d'impôt pour les familles de travailleurs à bas revenu au Royaume-Uni », n° 335, mai 2000 ;

— « Une mesure de la discrimination dans l'écart de salaires entre hommes et femmes », n^{os} 337-338, février 2001.

INSEE-Résultats :

— « Le coût de la main-d'oeuvre en 1996. Résultats de l'enquête sur le niveau et la structure du coût de la main-d'oeuvre en 1996 », n° 692, janvier 2000 ;

— « Séries longues sur les salaires », n° 735, décembre 2000 (disponible également sur cédérom) ;

— « Les salaires dans l'industrie, le commerce et les services en 1999 », n° 750, juillet 2001.

INSEE-Première :

— « Les salaires des agents de l'État en 1998 », n° 694, janvier 2000 ;

— « Le revenu non agricole des foyers d'agriculteurs », n° 722, juin 2000 ;

— « Entrepreneurs individuels : des revenus en forte baisse entre 1990 et 1997 », n° 732, août 2000 ;

— « Les écarts de salaires entre régions s'expliquent surtout par la structure des emplois », n° 738, septembre 2000 ;

— « Les travailleurs pauvres », n° 745, octobre 2000 ;

— « Plus de ménages pauvres parmi les salariés, moins chez les retraités – La pauvreté monétaire des ménages de 1970 à 1997 », n° 761, mars 2001 ;

— « Les salaires des agents de l'État en 1999 », n° 768, avril 2001 ;

— « Les salaires dans les entreprises en 1999 : les salaires horaires augmentent plus vite que les salaires mensuels », n° 778, mai 2001 ;

— « Les salaires des dirigeants de société », n° 784, juin 2001 ;

— « Un tiers des étudiants ont une activité rémunérée au cours de l'année », n° 795, juillet 2001 ;

— « Comment se détermine le niveau de vie d'une personne », n° 798, juillet 2001 ;

— « Les écarts de revenu salarial entre hommes et femmes en début de carrière », n° 801, août 2001 ;

— « Les salaires dans les collectivités locales en 1999 », n° 811, octobre 2001 ;

— « Les salaires des ingénieurs diplômés en 2000 », n° 812, novembre 2001 ;

— « Les salaires des agents de l'État en 2000 », n° 818, décembre 2001.

Synthèses, Statistique publique :

— « Les revenus d'activité non-salariée jusqu'en 1997 », n° 25, juin 1999 ;

— « Revenus et patrimoine des ménages, édition 1999 », n° 28, septembre 1999 ;

— « L'évolution des salaires jusqu'en 1998 », n° 42 septembre 2000.

Données sociales, 1999 :

— « Les salaires depuis 1950 », A. Friez ;

— « Les bas salaires en France depuis le début des années quatre-vingt et quelques éléments de comparaison avec les États-Unis », P. Concialdi, S. Ponthieux, Ph. Combault ;

— « L'intérim : une voie d'accés à l'emploi », C. Jourdain ;

— « Le développement du travail à temps partiel », S. Audric, G. Forgeot ;

— « Les transformations du marché du travail des jeunes et des femmes en France et dans trois autres pays européens », V. Sandoval.

France Portrait Social : 2001 – 2002

— « Des évolutions plus fortes pour les salaires horaires que pour les salaires mensuels dans les entreprises » ;

— « Les salaires des secteurs privé et semi-public » ;

— « Les salaires de la fonction publique ».

*
* *

TABLEAU C.03-1

Compte de revenu net des ménages par catégorie socioprofessionnelle

Année 1993

Source : INSEE — *Unité* : Millier d'euros

	Agriculteurs exploitants	Indépendants non agricoles	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Inactifs	dont retraités	Ensemble
Revenu d'activité professionnelle	27,7	48,6	43,1	27,1	17,8	18,1	4,0	3,7	18,3
Travail salarié	3,8	15,4	41,8	26,5	17,4	17,7	3,4	3,2	14,9
Entreprise individuelle	23,9	33,2	1,4	0,6	0,5	0,5	0,6	0,5	3,4
Revenu de la production des ménages « purs »	2,9	1,1	0,5	0,9	0,9	1,1	1,8	2,0	1,2
Revenu de la propriété	3,2	6,9	5,8	2,3	1,2	0,9	4,6	5,2	3,4
Revenu primaire net	**33,8**	**56,6**	**49,4**	**30,3**	**20,0**	**20,1**	**10,4**	**10,8**	**22,9**
Prestations sociales	7,5	5,6	7,3	6,7	6,7	8,5	18,0	19,7	11,3
dont : Vieillesse/Survie	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,5	13,3	14,9	5,5
Transferts divers	0,2	0,8	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Revenu disponible avant impôts	**41,5**	**63,0**	**57,0**	**37,4**	**26,8**	**28,8**	**28,5**	**30,6**	**34,5**
Impôts sur le revenu et le patrimoine	3,4	11,3	8,2	3,4	2,0	1,5	2,1	2,3	3,4
dont : Impôt sur le revenu	2,7	10,1	6,7	2,3	1,1	0,8	1,4	1,5	2,4
Revenu disponible net	**38,1**	**51,7**	**48,8**	**34,0**	**24,8**	**27,3**	**26,4**	**28,4**	**31,1**
Nombre de ménages (en milliers)	470,1	1 599,0	1 965,0	2 929,2	2 471,3	4 562,4	8 840,9	7 076,1	22 837,9

TABLEAU C.03-2

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu (1) moyen des ménages (2) selon la catégorie sociale de la personne de référence

Année 1997

Source : INSEE-DGI (enquête revenus fiscaux 1997) — *Unité* : %

Catégorie sociale de la personne de référence	Nombre de ménages (milliers)	Revenu disponible moyen après impôt (€) (=100%)	Revenus d'activité	*dont* : Revenus salariaux	*dont* : Revenus d'indépendants	Pensions et Retraites	Autres revenus sociaux	Autres revenus	Impôts	Revenu annuel moyen avant impôt (€)
Agriculteurs exploitants	381	23 539,0	91,1	25,8	65,3	6,7	7,9	8,6	– 14,4	26 928,7
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1191	31 744,9	101,4	60,2	41,1	2,6	5,3	8,3	– 17,6	37 332,0
dont : Artisans	605	27 283,6	100,4	46,1	54,2	2,2	6,5	5,1	– 14,1	31 130,6
Commerçants	473	30 556,1	99,5	57,7	41,8	3,4	5,8	7,6	– 16,3	35 536,8
Chefs d'entreprise	113	60 693,3	107,8	99,7	8,1	2,0	1,4	17,7	– 28,8	78 173,0
Professions libérales	241	56 531,1	120,3	28,8	91,5	3,0	2,8	3,0	– 29,2	73 038,2
Cadres	2035	40 927,4	110,9	108,9	2,0	2,4	2,6	2,1	– 17,9	48 253,4
Professions intermédiaires	3123	28 116,0	103,1	99,1	3,9	2,8	5,0	0,5	– 11,4	31 321,2
Employés	2646	19 530,1	93,3	92,1	1,2	5,1	10,3	–	– 8,7	21 229,2
Ouvriers qualifiés	3549	23 262,8	94,2	93,3	0,9	2,0	10,9	0,3	– 7,4	24 984,3
Ouvriers non qualifiés et agricoles	1262	18 500,6	84,2	83,3	0,9	2,9	18,8	0,2	– 6,2	19 647,6
Retraités	7389	19 647,8	17,4	15,8	1,6	85,7	2,4	6,5	– 12,1	22 025,2
dont : Anciens agriculteurs	730	13 390,7	17,2	8,0	9,2	67,3	5,4	18,5	– 8,4	14 515,5
Anciens indépendants non agricoles	654	18 394,7	15,2	9,2	6,0	74,8	3,0	21,2	– 14,2	21 006,7
Anciens cadres et professions intermédiaires	2057	27 652,4	17,2	16,5	0,7	94,4	0,6	5,2	– 17,3	32 436,3
Autres anciens salariés	3948	16 841,5	18,1	17,5	0,6	83,0	3,5	3,2	– 7,9	18 172,0
Autres inactifs	1521	14 481,0	40,5	38,8	1,7	40,1	22,4	4,3	– 7,2	15 523,6
Ensemble	**23 338**	**23 835,6**	**76,5**	**68,7**	**7,8**	**26,0**	**6,6**	**3,1**	**– 12,2**	**26 743,5**

(1) Champ revenus : revenu fiscal positif ou nul et revenu disponible positif.
(2) Champ ménages : ménages ordinaires hors ménages dont la personne de référence est étudiante ou militaire du contingent.

TABLEAU C.03-3

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu (1) moyen des ménages (2) selon l'âge de la personne de référence

Année 1997

Source : INSEE-DGI (enquête revenus fiscaux 1997)

%

Âge de la de la personne de référence	Nombre de ménages (milliers)	Revenu disponible moyen après impôt (€) (=100%)	Revenus d'activité	*dont* : Revenus salariaux	*dont* : Revenus d'indépendants	Pensions et Retraites	Autres revenus sociaux	Autres revenus	Impôts	Revenu annuel moyen avant impôt (€)
29 ans et moins	2 042	17 540,0	96,5	93,7	2,9	1,8	10,4	0,4	– 9,1	19 136,2
30 à 39 ans	4 636	25 091,4	96,1	88,3	7,8	1,5	11,3	1,3	– 10,2	27 650,8
40 à 49 ans	4 792	28 906,6	99,3	87,7	11,7	2,8	8,1	1,6	– 11,9	32 346,5
50 à 59 ans	3 782	28 662,2	101,1	89,8	11,3	8,0	3,9	2,4	– 15,3	33 047,6
60 à 69 ans	3 352	21 960,7	35,2	30,3	4,9	70,4	3,0	5,3	– 14,0	25 035,2
70 à 79 ans	3 088	18 497,9	8,1	6,6	1,6	93,7	2,4	8,0	– 12,2	20 754,6
80 ans et plus	1 645	16 083,8	5,6	4,7	0,9	92,4	3,6	8,5	– 10,1	17 708,3
Ensemble	**23 338**	**23 835,6**	**76,5**	**68,7**	**7,8**	**26,0**	**6,6**	**3,1**	**– 12,2**	**26 743,5**

(1) Champ revenus : revenu fiscal positif ou nul et revenu disponible positif.
(2) Champ ménages : ménages ordinaires hors ménages dont la personne de référence est étudiante ou militaire du contingent.

TABLEAU C.03-4

Part des revenus d'activité et sociaux dans le revenu (1) moyen des ménages (2) selon le type de ménage à la date de l'enquête

Année 1997

Source : INSEE-DGI (Enquête revenus fiscaux 1997)

%

Type de ménage	Nombre de ménages (milliers)	Revenu disponible moyen après impôt (€) (=100%)	Revenus d'activité	*dont* : Revenus salariaux	*dont* : Revenus d'indépendants	Pensions et Retraites	Autres revenus sociaux	Autres revenus	Impôts	Revenu annuel moyen avant impôt (€)
Couple de 2 actifs, 0 enfant	2 154	27 986,9	111,7	101,8	9,9	1,6	1,0	1,1	– 15,5	32 324,9
Couple de 2 actifs, 1 enfant (3)	2 213	31 584,2	107,8	97,7	10,1	1,4	2,6	1,3	– 13,0	35 690,2
Couple de 2 actifs, 2 enfants ou plus	3 145	35 904,0	98,7	86,5	12,2	1,4	8,6	1,7	– 10,3	39 602,1
Couple avec 1 actif, 0 enfant	1 090	27 091,3	86,1	75,5	10,6	23,8	2,1	5,5	– 17,4	31 805,1
Couple avec 1 actif, 1 enfant	661	26 901,5	95,3	86,7	8,6	9,1	5,5	2,9	– 12,8	30 344,8
Couple avec 1 actif, 2 enfants ou plus	1 506	29 731,7	82,1	71,1	11,0	2,6	21,1	2,8	– 8,6	32 288,6
Couple d'inactifs	3 707	23 206,1	15,2	14,0	1,3	87,7	2,5	6,9	– 12,3	26 060,4
Famille monoparentale	1 642	19 524,1	70,2	64,5	5,7	18,1	18,9	1,4	– 8,5	21 183,7
Personnes seules actives	2 942	14 833,4	109,1	102,4	6,7	2,9	4,5	–	– 16,4	17 266,1
Personnes seules inactives	3 850	12 889,4	6,4	5,8	0,7	90,7	5,8	7,2	– 10,2	14 204,1
Autres ménages	427	22 762,0	60,2	53,5	6,7	40,4	7,0	3,7	– 11,3	25 334,1
Ensemble	**23 338**	**23 835,6**	**76,5**	**68,7**	**7,8**	**26,0**	**6,6**	**3,1**	**– 12,2**	**26 743,5**

(1) Champ Revenus : Revenu fiscal positif ou nul et revenu disponible positif.
(2) Champ Ménages : Ménages ordinaires hors ménages dont la personne de référence est étudiante ou militaire du contingent.
(3) Enfant de moins de 26 ans célibataire de la personne de référence.

TABLEAU C.03-5

Nombre d'établissements (1), effectifs et masse des salaires

Année 1999

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Activité économique	NES 36	Nombre d'établissements actifs (2) au 31-12	Nombre de postes rémunérés dans l'année	Nombre de postes rémunérés au 31-12	Masse des salaires bruts (en millions d'euros)
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	2 610	16 043	10 518	211,4
Industries agricoles et alimentaires	B0	57 958	723 660	524 574	10 424,7
Habillement, cuir	C1	8 253	174 305	127 903	2 515,2
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	17 890	264 032	199 947	5 512,0
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	1 818	161 415	133 559	4 296,4
Industries des équipements du foyer	C4	14 550	239 388	190 128	4 039,8
Industrie automobile	D0	2 077	295 729	264 157	6 722,9
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	1 797	157 783	117 993	3 700,7
Industries des équipements mécaniques	E2	20 941	505 675	402 954	10 253,9
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	11 303	292 855	226 684	7 268,0
Industries des produits minéraux	F1	10 109	191 379	158 155	3 729,2
Industrie textile	F2	4 613	142 411	113 952	2 332,7
Industrie du bois et du papier	F3	8 093	201 964	164 301	3 718,5
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	7 448	398 315	330 178	8 675,2
Métallurgie et transformation des métaux	F5	19 927	516 333	422 838	10 094,5
Industries des composants électriques et électroniques	F6	3 705	222 163	174 955	4 537,6
Production de combustibles et de carburants	G1	209	42 363	36 864	1 277,1
Eau, gaz, électricité	G2	2 252	231 927	197 897	6 102,7
Construction	H0	180 390	1 433 647	1 078 646	19 462,8
Commerce et réparation automobile	J1	64 822	506 285	385 654	7 665,9
Commerce de gros	J2	106 987	1 194 301	895 493	23 885,3
Commerce de détail, réparation	J3	241 454	1 860 685	1 269 049	21 211,7
Transports	K0	52 768	1 201 406	947 321	21 364,5
Activités financières	L0	46 776	818 221	632 666	20 517,2
Activités immobilières	M0	147 237	375 437	264 822	5 464,9
Postes et télécommunications	N1	2 548	569 205	489 667	11 861,2
Conseils et assistance	N2	132 442	1 440 261	1 050 928	33 850,8
Services opérationnels	N3	67 837	2 573 132	824 877	20 724,8
Recherche et développement	N4	2 266	145 340	118 078	3 978,5
Hôtels et restaurants	P1	154 710	1 168 177	628 581	10 444,4
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	59 988	456 064	250 774	6 072,3
Services personnels et domestiques	P3	58 385	209 212	151 871	2 054,2
Éducation	Q1	27 258	361 807	252 424	4 534,8
Santé, action sociale	Q2	109 294	2 430 503	1 985 009	38 959,6
Administration publique	R1	4 547	312 430	269 689	6 772,9
Activités associatives et extra-territoriales	R2	52 040	379 932	253 899	4 743,4
Non renseigné		882	3 723	2 283	30,0
Total		**1 708 184**	**22 217 508**	**15 549 288**	**359 011,6**

(1) Champ : entreprises privées, publiques et hôpitaux, hors agriculture-sylviculture, fonction publique d'Etat et fonction publique territoriale et hors DOM.
(2) Établissements actifs = établissements ayant rémunéré des salariés dans l'année.

TABLEAU C.03-6

Salaires nets annuels moyens (1)

Année 1999

Source : INSEE (exploitation des DADS)

Unités : Salaires : euro
Effectifs : millier d'années-travail

Activité économique	NES 36	Effectifs toutes catégories	Par sexe			Par catégorie socioprofessionnelle			
			Ensemble	Hommes	Femmes	Cadres supérieurs et chefs d'entreprise	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Agriculture, sylviculture et pêche	A0	8,5	21 883,1	23 033,5	12 349,7	43 790,2	26 460,0	16 042,5	19 458,1
Industries agricoles et alimentaires	B0	429,9	16 875,5	18 219,0	14 078,2	38 017,7	21 991,4	13 401,8	14 272,9
Habillement, cuir	C1	116,6	15 235,6	20 149,2	13 312,8	40 026,6	22 125,4	14 966,7	11 953,5
Édition, Imprimerie, reproduction	C2	162,3	22 912,2	24 850,3	19 541,8	39 254,4	24 438,8	17 215,8	17 830,9
Pharmacie, parfumerie et entretien	C3	111,0	25 533,4	29 393,1	21 805,9	45 549,0	23 977,9	18 473,3	16 604,9
Industries des équipements du foyer	C4	171,1	17 025,4	18 302,7	14 512,2	36 256,9	20 906,7	15 400,6	13 725,6
Industrie automobile	D0	244,8	21 111,3	21 591,7	18 078,5	41 499,7	23 643,2	18 675,5	17 122,3
Construction navale, aéronautique et ferroviaire	E1	112,3	24 858,5	25 465,8	20 833,1	41 768,7	24 275,1	19 347,5	18 016,9
Industries des équipements mécaniques	E2	384,7	19 899,8	20 264,3	17 299,5	39 024,2	21 974,9	16 481,7	15 573,1
Industries des équipements électriques et électroniques	E3	217,9	24 653,0	26 981,0	18 461,6	40 122,6	21 403,1	17 353,3	15 133,3
Industries des produits minéraux	F1	149,7	18 627,7	19 134,2	15 825,3	39 462,8	23 107,2	16 192,5	15 537,6
Industrie textile	F2	106,2	16 017,2	18 186,9	13 206,0	40 456,2	20 422,5	14 968,8	12 844,9
Industrie du bois et du papier	F3	155,6	17 812,6	18 390,7	15 439,0	40 508,8	23 296,6	15 954,7	14 692,1
Chimie, caoutchouc, plastiques	F4	314,1	20 559,7	21 751,1	16 601,9	43 415,2	23 522,3	17 095,6	15 683,5
Métallurgie et transformation des métaux	F5	396,1	18 714,6	19 233,4	15 743,1	40 851,5	22 565,5	16 436,7	15 560,9
Industries des composants électriques et électroniques	F6	164,7	20 498,4	23 168,0	15 640,4	39 901,5	21 497,4	16 432,5	14 918,8
Production de combustibles et de carburants	G1	35,8	27 512,8	27 932,3	23 863,1	51 712,1	28 117,7	21 801,4	20 567,5
Eau, gaz, électricité	G2	186,9	25 992,1	26 907,6	22 170,4	43 783,7	24 482,2	18 100,4	18 895,9
Construction	H0	950,9	17 031,3	17 038,9	16 909,0	34 894,1	22 052,8	15 443,5	14 356,0
Commerce et réparation automobile	J1	312,6	16 905,7	17 259,5	15 053,4	31 610,0	20 705,5	14 648,7	13 768,1
Commerce de gros	J2	768,7	21 967,6	23 603,7	18 082,7	41 791,3	22 012,0	15 296,3	14 198,9
Commerce de détail, réparation	J3	832,2	15 375,7	17 101,9	13 711,3	28 176,4	17 308,8	12 396,5	13 460,3
Transports	K0	854,8	19 008,7	19 356,5	17 317,0	38 105,1	22 272,3	16 458,9	15 976,7
Activités financières	L0	555,7	27 117,0	33 400,7	21 212,5	44 088,7	22 419,5	18 265,2	17 775,7
Activités immobilières	M0	167,2	20 140,5	23 338,7	16 984,8	38 585,2	21 553,5	14 795,8	13 601,7
Postes et télécommunications	N1	416,1	21 887,4	23 367,8	19 513,2	34 176,3	22 603,5	18 328,6	20 105,6
Conseils et assistance	N2	875,2	27 664,0	32 220,3	20 914,6	41 121,9	21 118,3	15 872,8	15 667,0
Services opérationnels	N3	562,1	16 335,4	16 851,6	15 286,4	38 383,2	19 523,4	13 498,9	13 199,6
Recherche et développement	N4	105,9	28 313,3	31 320,0	23 758,9	34 510,8	21 614,5	18 058,3	16 970,9
Hôtels et restaurants	P1	417,0	14 755,4	15 680,4	13 292,8	24 269,6	17 587,1	12 660,3	13 479,5
Activités récréatives, culturelles et sportives	P2	145,5	23 614,0	25 982,5	19 953,3	36 584,6	24 099,9	15 051,4	16 286,0
Services personnels et domestiques	P3	85,0	13 053,9	15 989,3	11 881,9	21 845,2	16 713,0	11 685,1	12 221,8
Éducation	Q1	122,1	19 532,7	22 466,1	16 898,5	31 200,7	18 801,5	13 736,3	13 783,2
Santé, action sociale	Q2	1 361,0	18 639,2	20 037,0	18 059,0	33 776,0	21 533,6	15 510,3	11 561,1
Administration publique	R1	228,4	20 997,7	25 108,4	19 173,5	33 066,6	20 293,4	16 715,0	16 462,4
Activités associatives et extra-territoriales	R2	135,6	19 840,0	22 530,9	17 750,2	31 798,1	19 192,7	15 394,3	14 219,5
Non renseigné		1,1	16 576,8	17 944,5	14 026,4	30 421,2	19 755,6	13 257,3	14 723,2
Ensemble		**12 365,4**	**20 001,5**	**21 434,0**	**17 440,5**	**38 181,9**	**21 539,1**	**15 154,7**	**14 766,4**

(1) Champ : salariés à temps complet hors apprentis et stagiaires ; entreprises privées, publiques et hôpitaux ; hors agriculture-sylviculture, fonction publique d'Etat et fonction publique territoriale ; hors DOM.

TABLEAU C.03-7A

Répartition des salaires, nets de prélèvements (1) (2)

Année 1999

Source : INSEE (exploitation des DADS) — *Unité* : euro

	Salaire annuel (3)			Salaire horaire (4)		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
1er décile D 1 (10%)	11 065,2	10 102,9	10 663,4	5,57	5,24	5,43
1er quartile Q1 (25 %)	13 272,8	12 034,0	12 804,2	6,60	6,11	6,41
Médiane D5 (50 %)	17 122,9	15 494,0	16 505,4	8,51	7,76	8,23
3ème quartile Q3 (75%)	23 892,4	20 299,7	22 405,3	11,88	10,11	11,16
9ème décile D9 (90%)	35 510,3	26 571,6	31 901,9	17,67	13,16	15,87
95ème centile (95%)	47 119,9	32 026,5	42 033,5	23,44	15,89	20,90
99ème centile (99%)	83 665,5	51 109,1	74 111,6	41,60	25,25	36,75
D 9 / D 1	3,21	2,66	2,99	3,26	2,51	2,93
(D9 - D1) / D5	1,43	1,06	1,29	1,44	1,02	1,27
Salaire moyen	21 434,0	17 440,5	20 001,5	10,67	8,75	9,99

(1) Champ : Salariés à temps complet hors apprentis et stagiaires ; entreprises privées, publiques et hôpitaux ; hors agriculture-sylviculture, fonction publique d'État et fonction publique territoriale ; hors DOM.
(2) Cotisations sociales, contribution sociale généralisée (CSG instituée en 1991) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS depuis le 1er février 1996).
(3) Le salaire annuel de la moitié des salariés est inférieur à 16 505,4 € en 1999. Celui d'un quart d'entre eux n'atteint pas 12 804,2 €.
(4) Le salaire horaire de la moitié des salariés est inférieur à 8,23 € en 1999. Celui d'un quart d'entre eux n'atteint pas 6,41 €.

TABLEAU C.03-7B

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements (1), dans les entreprises privées, publiques et les hôpitaux (2)

Salariés à temps complet y compris stagiaires et apprentis

Source : INSEE, DADS de 1997, 1998, 1999 — *Unité* : Euro

	1997			1998			1999		
Déciles	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**
D 1	10 258,8	9 441,2	**9 887,7**	10 468,7	9 727,8	**10 121,1**	10 551,0	9 773,5	**10 183,6**
D 2	11 868,8	10 778,5	**11 423,2**	12 096,8	11 066,3	**11 671,5**	12 226,4	11 162,3	**11 788,9**
D 3	13 265,7	11 968,9	**12 777,1**	13 494,8	12 258,4	**13 026,8**	13 645,7	12 389,5	**13 167,0**
D 4	14 721,8	13 284,4	**14 198,0**	14 958,3	13 584,7	**14 452,2**	15 126,0	13 738,7	**14 616,8**
D 5	16 356,7	14 750,7	**15 746,2**	16 623,0	15 051,3	**16 023,9**	16 825,8	15 275,4	**16 237,3**
D 6	18 296,3	16 368,5	**17 524,9**	18 601,8	16 702,3	**17 845,7**	18 874,7	16 975,2	**18 127,7**
D 7	20 907,5	18 193,3	**19 769,1**	21 275,8	18 580,5	**20 147,7**	21 649,3	18 952,5	**20 515,1**
D 8	25 066,1	20 726,7	**23 320,6**	25 520,0	21 172,1	**23 788,1**	26 027,6	21 621,8	**24 244,0**
D 9	33 765,2	25 379,1	**30 297,7**	34 293,4	25 866,0	**30 835,9**	35 045,0	26 454,5	**31 534,1**
D 9/D 1	3,29	2,69	**3,06**	3,28	2,66	**3,05**	3,32	2,71	**3,10**

(1) Cotisations sociales, contribution sociale généralisée (CSG instituée en 1991) et contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS depuis le 1er février 1996).
(2) Les résultats de ce tableau sont définitifs et exhaustifs ; ils ne sont pas directement comparables avec ceux du tableau C03-7A.

TABLEAU C.03-8A

Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations des salariés, CSG et CRDS (1)

Source : INSEE

% du salaire brut

	Taux moyen (salariés à temps complet du secteur privé)	Taux de cotisation sur la partie du salaire...			Plafond Sécurité sociale (mensuel brut en €)
		...inférieure au plafond de la sécurité sociale	...comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	...comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)	
1989	16,7	18,0	12,4	9,4	1 591,6
1990	16,7	18,0	12,5	9,5	1 664,7
1991	17,0	18,4	13,9	10,9	1 750,1
1992	17,7	19,0	14,6	11,5	1 830,9
1993	18,7	20,0	15,6	12,1	1 903,3
1994	19,7	20,9	17,2	13,4	1 945,2
1995	20,1	20,9	18,1	14,2	1 981,1
1996	20,9	21,6	19,1	15,2	2 048,2
1997	20,5	21,4	19,2	15,6	2 091,6
1998	20,0	20,8	19,0	15,4	2 148,0
1999	20,3	21,0	19,7	16,0	2 205,9
2000	...	21,0	19,7	16,1	2 241,0

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale, celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, à la CSG et à la CRDS.

TABLEAU C.03-8B

Prélèvements sociaux sur les salaires : cotisations patronales (1)

Source : INSEE

% du salaire brut

	Taux de cotisation pour un salaire égal au SMIC	Taux de cotisation sur la partie du salaire...		
		...inférieure au plafond de la sécurité sociale (2) (non cadres)	...comprise entre 1 et 4 fois le plafond (cadres)	...comprise entre 4 et 8 fois le plafond (cadres)
1989	39,1	39,1	31,4	18,8
1990	37,9	37,9	35,1	22,3
1991	37,9	37,9	35,0	29,3
1992	38,5	38,5	35,6	29,7
1993	36,5	39,2	36,3	29,7
1994	34,2	39,6	37,6	31,1
1995	29,8	39,6	38,5	32,7
1996	21,8	40,0	39,1	33,3
1997	21,9	40,1	39,5	34,0
1998	22,3	40,5	40,2	34,6
1999	22,6	40,8	40,8	35,3
2000	22,6	40,8	40,8	35,3

(1) Elles comprennent les cotisations de sécurité sociale hors accidents de travail (taux variable), celles relatives aux retraites complémentaires, aux assedic, au fonds de garantie des salaires, à la construction, à l'allocation logement, à la taxe d'apprentissage et à la formation professionnelle.
(2) Hors mesures d'allégements de charges patronales sur les bas salaires, mises en place à partir de juillet 1993.

TABLEAU C.03-9

Salaire minimum de croissance SMIC

Moyennes annuelles

Source : Journal officiel

Unité : Euro par heure

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Métropole :						
SMIC brut (1)	5,53	5,73	5,90	6,07	6,17	6,31
Minimum garanti brut	2,68	2,74	2,77	2,79	2,81	2,83
Départements d'outre-mer :						
Antilles, Guyane, Réunion (SMIC brut) (1)	5,11	5,73	5,90	6,07	6,17	6,31
Métropole :						
SMIC net (2)	4,40	4,49	4,64	4,81	4,87	4,98

(1) Au 1er juillet 2001, le montant horaire brut est de 6,67 €.
(2) Au 1er juillet 2001, le montant horaire net (CSG et CRDS déduites) est de 5,27 €.

TABLEAU C.03-10

Proportion de salariés au SMIC selon l'activité économique au 1er juillet

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête trimestrielle ACEMO sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activités économiques (NES 16, NES 36) Champ ACEMO : ensemble des secteurs non agricoles, hors administration, personnel domestique et travail temporaire	NES 16	NES 36	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Industries agro-alimentaires	**EB**	**B0**	**15,7**	**15,6**	**20,4**	**20,2**	**20,7**	**21,2**
Industries des biens de consommation	**EC**		**12,3**	**10,0**	**13,6**	**12,7**	**10,7**	**12,7**
Habillement , cuir		C1	29,5	26,1	34,5	30,9	24,9	32,2
Édition, imprimerie, reproduction		C2	3,6	3,9	5,8	5,9	5,4	6,6
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	1,5	1,9	2,4	2,1	2,3	2,2
Industries des équipements du foyer		C4	11,9	8,8	12,1	12,3	10,8	12,2
Industrie automobile	**ED**	**D0**	**1,1**	**0,8**	**1,1**	**1,3**	**1,2**	**1,5**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**3,5**	**2,9**	**4,0**	**3,8**	**4,2**	**4,3**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	1,6	1,2	2,0	1,9	2,6	3,0
Industries des équipements mécaniques		E2	3,9	3,4	4,9	4,5	4,4	4,3
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	4,0	3,0	3,7	3,7	4,9	4,8
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**8,2**	**6,5**	**8,7**	**8,3**	**7,1**	**8,5**
Industries des produits minéraux		F1	7,4	6,7	8,5	7,8	6,6	8,5
Industrie textile		F2	16,5	14,7	20,8	19,4	16,3	17,9
Industries du bois et du papier		F3	11,6	8,3	11,8	11,6	10,3	11,9
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	6,0	4,4	5,7	6,2	5,0	6,7
Métallurgie et transformation des métaux		F5	6,8	5,4	7,5	6,5	5,7	6,9
Industries des composants électriques et électroniques		F6	6,9	5,8	6,4	6,9	5,6	6,3
Énergie	**EG**		**0,3**	**0,2**	**0,2**	**0,2**	**0,2**	**0,3**
Production de combustibles et de carburants		G1	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3
Eau, gaz, électricité		G2	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3
Construction	**EH**	**H0**	**7,2**	**7,6**	**9,0**	**9,4**	**11,7**	**12,3**
Commerce	**EJ**		**16,0**	**14,9**	**19,9**	**16,2**	**15,7**	**19,0**
Commerce et réparation automobile		J1	11,9	12,3	14,1	14,1	15,3	14,9
Commerce de gros		J2	8,6	8,1	9,7	9,5	8,9	9,1
Commerce de détail		J3	22,6	20,0	28,1	21,0	20,5	26,8
Transports	**EK**	**K0**	**5,2**	**5,8**	**9,1**	**6,4**	**5,9**	**5,6**
Activités financières	**EL**	**L0**	**1,9**	**2,4**	**2,7**	**2,8**	**2,0**	**2,2**
Activités immobilières	**EM**	**M0**	**12,9**	**13,7**	**16,3**	**16,7**	**15,5**	**16,0**
Services aux entreprises	**EN**		**7,1**	**5,9**	**15,4**	**11,6**	**12,2**	**10,1**
Postes et télécommunications		N1	...	...	...	...	0,8	0,5
Conseil et assistance		N2	4,1	4,1	4,7	4,3	6,5	5,9
Services opérationnels		N3	11,4	7,5	25,0	18,3	30,3	22,9
Recherche et développement		N4	1,4	1,7	1,3	1,4	1,3	1,7
Services aux particuliers	**EP**		**32,3**	**33,6**	**36,5**	**36,5**	**32,7**	**33,9**
Hôtels et restaurants		P1	37,8	41,0	45,6	45,4	38,9	40,7
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	17,7	16,5	15,0	16,0	17,4	18,8
Services personnels et domestiques		P3	29,9	28,8	31,1	31,0	34,6	33,1
Éducation, santé, action sociale	**EQ**		**12,5**	**9,3**	**11,1**	**10,8**	**14,2**	**15,4**
Éducation		Q1	11,1	7,8	7,8	8,0	10,2	9,2
Santé, action sociale		Q2	12,9	9,6	11,8	11,4	14,9	17,2
Administration (activités associatives)		R2	9,3	11,2	14,6	16,2	24,7	18,4
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**11,2**	**10,7**	**14,1**	**12,4**	**12,8**	**13,6**
Regroupements spéciaux								
Industries de transformation, non compris la construction	EB à EG	RS1	8,2	7,1	9,3	8,6	8,2	9,2
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH	RS5	...	...	...	...	9,0	9,9
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER	RS6	13,4	12,7	16,8	14,5	14,9	15,6

TABLEAU C.03-11

Gains bruts moyens mensuels selon la taille, l'activité économique de l'établissement, le sexe et la catégorie socio-professionnelle

Sources : INSEE, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (Enquête annuelle ACEMO) — *Unité* : Euro

Activité économique	NES 16	Établissements de moins de 10 salariés juin 1999			Établissements de 10 salariés et plus moyenne 1999		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Gains mensuels des ouvriers		**1 651,0**	**1 419,3**	**1 614,4**	**1 623,6**	**1 295,8**	**1 568,7**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 587,0	1 373,6	1 564,1	1 718,1	1 343,1	1 634,3
Construction	EH	1 458,9	1 413,2	1 458,9	1 507,7	1 370,5	1 507,7
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 521,4	1 394,9	1 510,8	1 667,8	1 343,1	1 608,3
Commerce	EJ	1 558,0	1 358,3	1 539,7	1 501,6	1 294,3	1 483,3
Transports (y compris SNCF)	EK	1 526,0	1 452,8	1 515,3	1 680,0	1 422,3	1 672,4
Services	EL à EN, EP à ER	1 736,4	1 460,5	1 705,9	1 422,3	1 120,5	1 343,1
Gains mensuels des employés		**1 704,4**	**1 535,2**	**1 574,8**	**1 728,8**	**1 574,8**	**1 628,2**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 855,3	1 489,4	1 548,9	1 965,1	1 705,9	1 779,1
Construction	EH	1 832,4	1 542,8	1 605,3	1 858,4	1 648,0	1 689,1
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 844,6	1 516,9	1 577,8	1 955,9	1 698,3	1 768,4
Commerce	EJ	1 692,2	1 519,9	1 579,4	1 507,7	1 369,0	1 416,3
Transports (y compris SNCF)	EK	1 524,5	1 513,8	1 524,5	1 858,4	1 599,2	1 719,6
Services	EL à EN, EP à ER	1 631,2	1 542,8	1 562,6	1 800,4	1 629,7	1 690,7
Gains mensuels des professions intermédiaires		**2 160,2**	**1 898,0**	**2 045,9**	**2 419,4**	**2 090,1**	**2 302,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 152,6	1 878,2	2 044,3	2 513,9	2 199,8	2 443,8
Construction	EH	2 050,4	1 702,9	2 019,9	2 317,2	2 077,9	2 297,4
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 100,7	1 785,2	2 032,1	2 486,4	2 193,7	2 427,0
Commerce	EJ	2 143,4	1 867,5	2 021,5	2 318,7	1 917,8	2 199,8
Transports (y compris SNCF)	EK	1 936,1	1 798,9	1 936,1	2 404,1	2 112,9	2 334,0
Services	EL à EN, EP à ER	2 201,4	1 969,6	2 062,6	2 407,2	2 103,8	2 254,7
Gains mensuels des cadres		**2 933,1**	**2 398,0**	**2 794,4**	**4 448,5**	**3 382,8**	**4 200,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 818,8	2 366,0	2 734,9	4 523,2	3 535,3	4 357,0
Construction	EH	2 472,7	1 971,2	2 451,4	4 297,5	3 181,6	4 212,2
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 643,5	2 157,2	2 591,6	4 495,7	3 515,5	4 341,7
Commerce	EJ	2 866,0	2 370,6	2 734,9	4 597,9	3 396,6	4 350,9
Transports (y compris SNCF)	EK	2 632,8	2 573,3	2 613,0	4 113,1	3 212,1	3 977,4
Services	EL à EN, EP à ER	3 117,6	2 489,5	2 917,9	4 500,3	3 410,3	4 201,5
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**2 103,8**	**1 734,9**	**1 916,3**	**2 312,7**	**1 853,8**	**2 161,7**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 888,8	1 641,9	1 820,2	2 306,6	1 771,5	2 167,8
Construction	EH	1 591,6	1 619,0	1 591,6	1 853,8	1 855,3	1 853,8
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 737,9	1 629,7	1 705,9	2 216,6	1 774,5	2 117,5
Commerce	EJ	2 052,0	1 747,1	1 936,1	2 195,3	1 632,7	2 000,1
Transports (y compris SNCF)	EK	1 757,7	1 728,8	1 739,4	2 015,4	1 832,4	1 986,4
Services	EL à EN, EP à ER	2 321,8	1 773,0	2 015,4	2 686,2	1 978,8	2 361,4

TABLEAU C.03-12A

Les gains bruts moyens selon l'activité économique de l'établissement et la catégorie socioprofessionnelle

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1999

Sources : INSEE, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (enquête annuelle ACEMO)

Activités économiques	NES 16	Gain moyen en 1999 (euros)	Décomposition de la masse salariale (%)			
			Salaire de base	Heures supplémentaires	Primes	**Total**
Gains mensuels des ouvriers		**1 568,7**	**84,7**	**1,4**	**13,9**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 634,3	81,6	1,4	17,0	100,0
Construction	EH	1 507,7	89,9	2,1	8,0	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 608,3	82,7	1,5	15,8	100,0
Commerce	EJ	1 483,3	88,4	1,4	10,2	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	1 672,4	82,9	3,0	14,1	100,0
Services	EL à EN, EP à ER	1 343,1	84,8	0,9	14,3	100,0
Gains mensuels des employés		**1 628,2**	**87,0**	**0,7**	**12,3**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	1 779,1	85,3	0,6	14,1	100,0
Construction	EH	1 689,1	93,3	0,5	6,2	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	1 768,4	86,3	0,6	13,1	100,0
Commerce	EJ	1 416,3	88,9	1,2	9,9	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	1 719,6	85,3	0,9	13,8	100,0
Services	EL à EN, EP à ER	1 690,7	86,5	0,4	13,1	100,0
Gains mensuels des professions intermédiaires		**2 302,0**	**85,4**	**0,7**	**13,9**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 443,8	83,3	0,8	15,9	100,0
Construction	EH	2 297,4	91,5	0,5	8,0	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 427,0	84,5	0,7	14,8	100,0
Commerce	EJ	2 199,8	86,8	0,5	12,7	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	2 334,0	85,3	1,2	13,5	100,0
Services	EL à EN, EP à ER	2 254,7	85,0	0,4	14,6	100,0
Gains mensuels des cadres		**4 200,0**	**87,7**	**0,1**	**12,2**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	4 357,0	88,6	0,1	11,3	100,0
Construction	EH	4 212,2	90,9	–	9,1	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	4 341,7	88,9	0,1	11,0	100,0
Commerce	EJ	4 350,9	87,2	0,1	12,7	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	3 977,4	87,3	0,3	12,4	100,0
Services	EL à EN, EP à ER	4 201,5	85,4	0,1	14,5	100,0
Gains mensuels de l'ensemble des salariés		**2 161,7**	**85,9**	**0,9**	**13,2**	**100,0**
Industries de transformation (non compris la construction)	EB à EG	2 167,8	84,1	0,9	15,0	100,0
Construction	EH	1 853,8	90,5	1,3	8,2	100,0
Industries de transformation (y compris la construction)	EB à EH	2 117,5	85,0	0,9	14,1	100,0
Commerce	EJ	2 000,1	87,6	0,9	11,5	100,0
Transports (y compris SNCF)	EK	1 986,4	84,0	2,2	13,8	100,0
Services	EL à EN, EP à ER	2 361,4	85,5	0,4	14,1	100,0

TABLEAU C.03-12B

Les gains bruts mensuels moyens et leur décomposition, selon le secteur d'activité de l'établissement

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1999

Sources : INSEE, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité DARES (enquête annuelle ACEMO)

Activités économiques	NES 16	NES 36	Gain moyen en 1999 (euros)	Décomposition de la masse salariale (%) Salaire brut	Heures supplémentaires	Primes	**Total**
Industries agro-alimentaires	**EB**	**B0**	**1 875,1**	**84,2**	**1,0**	**14,8**	**100,0**
Industries des biens de consommation	**EC**		**2 151,1**	**86,9**	**0,6**	**12,5**	**100,0**
Habillement , cuir		C1	1 583,9	93,6	0,3	6,1	**100,0**
Édition, imprimerie, reproduction		C2	2 465,1	86,8	1,1	12,1	**100,0**
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	2 721,2	84,2	0,4	15,4	**100,0**
Industries des équipements du foyer		C4	1 821,8	85,5	0,6	13,9	**100,0**
Industrie automobile	**ED**	**D0**	**2 190,7**	**80,3**	**1,1**	**18,6**	**100,0**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**2 399,5**	**85,6**	**0,8**	**13,6**	**100,0**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	2 724,3	81,1	0,8	18,1	**100,0**
Industries des équipements mécaniques		E2	2 117,5	85,4	1,2	13,4	**100,0**
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	2 704,4	87,9	0,4	11,7	**100,0**
Industries des biens intermédiaires	**EF**	**F0**	**2 036,7**	**83,9**	**0,9**	**15,2**	**100,0**
Industries des produits minéraux		F1	2 019,9	82,5	1,1	16,4	**100,0**
Industrie textile		F2	1 684,6	90,2	0,6	9,2	**100,0**
Industries du bois et du papier		F3	1 905,6	84,0	0,9	15,1	**100,0**
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	2 219,7	81,8	0,8	17,4	**100,0**
Métallurgie et transformation des métaux		F5	1 987,9	84,3	1,2	14,5	**100,0**
Industries des composants électriques et électroniques		F6	2 151,1	85,3	0,6	14,1	**100,0**
Énergie	**EG**		**2 707,5**	**79,0**	**1,2**	**19,8**	**100,0**
Production de combustibles et de carburants		G1	2 928,5	70,5	1,6	27,9	**100,0**
Eau, gaz, électricité		G2	2 663,3	81,0	1,1	17,9	**100,0**
Construction	**EH**	**H0**	**1 853,8**	**90,5**	**1,3**	**8,2**	**100,0**
Commerce	**EJ**		**2 000,1**	**87,6**	**0,9**	**11,5**	**100,0**
Commerce et réparation automobile		J1	1 959,0	88,3	0,8	10,9	**100,0**
Commerce de gros		J2	2 334,0	85,7	0,5	13,8	**100,0**
Commerce de détail		J3	1 625,1	90,0	1,5	8,5	**100,0**
Transports	**EK**	**K0**	**1 986,4**	**84,0**	**2,2**	**13,8**	**100,0**
Activités financières	**EL**	**L0**	**2 884,3**	**79,8**	**0,3**	**19,9**	**100,0**
Activités immobilières	**EM**	**M0**	**2 164,8**	**86,3**	**0,5**	**13,2**	**100,0**
Services aux entreprises	**EN**		**2 448,3**	**88,1**	**0,6**	**11,3**	**100,0**
Postes et télécommunications		N1	...	...	...	...	...
Conseil et assistance		N2	3 042,9	88,5	0,3	11,2	**100,0**
Services opérationnels		N3	1 693,7	88,2	1,4	10,4	**100,0**
Recherche et développement		N4	2 988,0	82,1	0,2	17,7	**100,0**
Services aux particuliers	**EP**		**1 933,1**	**91,3**	**0,9**	**7,8**	**100,0**
Hôtels et restaurants		P1	1 651,0	92,1	1,1	6,8	**100,0**
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	2 591,6	89,1	0,6	10,3	**100,0**
Services personnels et domestiques		P3	1 561,1	94,1	0,8	5,1	**100,0**
Éducation, santé, action sociale	**EQ**		**1 791,3**	**87,6**	**0,8**	**11,6**	**100,0**
Éducation		Q1	...	...	...	...	...
Santé, action sociale		Q2	1 730,3	86,9	0,8	12,3	**100,0**
Administration (activités associatives)		R2	2 216,6	91,7	0,2	8,1	**100,0**
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**2 161,7**	**85,9**	**0,9**	**13,2**	**100,0**

TABLEAU C.03-13

Évolution annuelle du salaire horaire de base des ouvriers selon l'activité économique

De décembre à décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête trimestrielle ACEMO sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activités économiques	NES 16	NES 36	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999
Industries agro-alimentaires	**EB**	**B0**	**2,8**	**2,0**	**3,2**	**4,5**
Industries des biens de consommation	**EC**		**2,8**	**2,0**	**3,2**	**4,4**
Habillement, cuir		C1	3,2	2,0	3,6	4,6
Édition, imprimerie, reproduction		C2	1,5	1,7	2,3	3,7
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	3,0	2,5	2,2	5,9
Industries des équipements du foyer		C4	2,7	1,9	3,9	4,2
Industrie automobile	**ED**	**D0**	**2,5**	**1,4**	**7,7**	**3,7**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**2,4**	**2,2**	**2,9**	**5,0**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	1,9	3,1	4,0	7,8
Industries des équipements mécaniques		E2	2,5	2,1	2,7	4,5
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	2,4	1,7	3,2	5,2
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**2,6**	**1,7**	**2,5**	**4,8**
Industries des produits minéraux		F1	2,3	2,1	2,0	5,5
Industrie textile		F2	3,0	1,6	2,1	5,1
Industries du bois et du papier		F3	2,6	2,0	2,9	4,7
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	2,6	1,6	1,8	4,7
Métallurgie et transformation des métaux		F5	2,4	1,8	2,6	4,4
Industries des composants électriques et électroniques		F6	2,8	1,2	3,6	5,1
Énergie	**EG**		**2,4**	**0,9**	**5,9**	**2,6**
Production de combustibles et de carburants		G1	2,6	1,0	4,2	4,5
Eau, gaz, électricité		G2	2,4	0,9	5,9	2,2
Construction	**EH**	**H0**	**2,4**	**1,8**	**2,8**	**4,5**
Commerce	**EJ**		**2,9**	**2,1**	**3,6**	**4,6**
Commerce et réparation automobile		J1	2,4	1,6	3,9	4,2
Commerce de gros		J2	2,7	1,9	3,6	4,8
Commerce de détail		J3	3,6	2,7	3,0	4,2
Transports	**EK**	**K0**	**2,4**	**1,7**	**2,9**	**7,1**
Activités financières	**EL**	**L0**	**...**	**...**	**0,6**	**2,7**
Activités immobilières	**EM**	**M0**	**4,1**	**1,3**	**3,2**	**7,5**
Services aux entreprises	**EN**		**2,2**	**2,3**	**4,3**	**5,7**
Postes et télécommunications		N1	...	...	1,9	13,4
Conseil et assistance		N2	3,1	0,8	2,4	3,1
Services opérationnels		N3	2,1	2,4	6,3	4,3
Recherche et développement		N4	...	...	2,0	8,3
Services aux particuliers	**EP**		**3,9**	**2,4**	**3,3**	**5,6**
Hôtels et restaurants		P1	4,4	2,4	3,5	5,8
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	2,7	2,8	2,1	5,4
Services personnels et domestiques		P3	2,8	2,1	2,5	3,9
Education, santé, action sociale	**EQ**		**1,9**	**2,3**	**2,5**	**6,3**
Éducation		Q1	...	...	3,4	6,7
Santé, action sociale		Q2	1,7	2,1	2,4	6,3
Administration (activités associatives)		R2	...	...	4,9	4,1
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**2,6**	**1,9**	**3,4**	**5,1**
Regroupements spéciaux						
Industries de transformation, non compris la construction	EB à EG		2,6	1,8	3,3	4,5
Industries mécaniques et électriques			2,5	1,8	4,1	4,4
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH		2,6	1,8	3,2	4,5
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER		2,6	2,1	3,7	5,9
Ventilation par qualification						
Ouvriers peu qualifiés			2,8	...	...	...
Ouvriers qualifiés			2,4	...	...	...

TABLEAU C.03-14

Évolution annuelle du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés selon l'activité économique

De décembre à décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DARES) (enquête trimestrielle ACEMO sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre) %

Activités économiques	NES 16	NES 36	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999
Industries agro-alimentaires	**EB**	**B0**	**2,1**	**1,5**	**1,3**	**1,7**
Industries des biens de consommation	**EC**		**2,2**	**1,6**	**1,8**	**1,7**
Habillement, cuir		C1	2,7	1,9	1,4	1,7
Édition, imprimerie, reproduction		C2	1,5	1,3	1,7	1,3
Pharmacie, parfumerie et entretien		C3	2,4	1,5	2,0	2,0
Industries des équipements du foyer		C4	2,1	1,7	2,1	1,9
Industrie automobile	**ED**	**D0**	**2,2**	**1,2**	**1,5**	**2,3**
Industries des biens d'équipement	**EE**		**1,9**	**1,6**	**2,1**	**2,2**
Construction navale, aéronautique et ferroviaire		E1	1,9	2,2	2,4	2,5
Industries des équipements mécaniques		E2	1,9	1,7	1,8	1,9
Industries des équipements électriques et électroniques		E3	2,1	0,9	2,6	2,4
Industries des biens intermédiaires	**EF**		**2,3**	**1,6**	**1,7**	**2,0**
Industries des produits minéraux		F1	1,9	1,9	1,5	1,7
Industrie textile		F2	2,5	1,4	1,0	1,7
Industries du bois et du papier		F3	2,5	1,6	1,7	2,1
Chimie, caoutchouc, plastiques		F4	2,5	1,5	1,5	1,8
Métallurgie et transformation des métaux		F5	2,1	1,6	1,9	2,2
Industries des composants électriques et électroniques		F6	1,4	1,6	2,2	2,2
Énergie	**EG**		**1,5**	**0,4**	**1,1**	**1,4**
Production de combustibles et de carburants		G1	1,6	1,5	2,7	2,1
Eau, gaz, électricité		G2	1,4	0,2	0,9	1,3
Construction	**EH**	**H0**	**2,0**	**1,8**	**1,9**	**2,7**
Commerce	**EJ**		**2,4**	**1,7**	**1,6**	**1,8**
Commerce et réparation automobile		J1	1,9	1,5	2,2	1,9
Commerce de gros		J2	2,4	1,6	1,9	1,8
Commerce de détail		J3	2,5	1,9	1,1	1,8
Transports	**EK**	**K0**	**2,1**	**1,7**	**1,5**	**2,2**
Activités financières	**EL**	**L0**	**1,1**	**1,9**	**1,0**	**1,2**
Activités immobilières	**EM**	**M0**	**2,3**	**1,2**	**1,8**	**1,9**
Services aux entreprises	**EN**		**1,7**	**2,1**	**1,7**	**2,0**
Postes et télécommunications		N1	...	...	2,0	1,8
Conseil et assistance		N2	1,5	1,4	2,3	1,9
Services opérationnels		N3	1,8	2,6	1,0	2,3
Recherche et développement		N4	1,3	1,8	1,2	1,1
Services aux particuliers	**EP**		**2,4**	**2,0**	**2,2**	**2,5**
Hôtels et restaurants		P1	2,0	2,0	2,3	2,3
Activités récréatives, culturelles et sportives		P2	3,3	2,3	2,0	2,8
Services personnels et domestiques		P3	3,0	1,3	1,9	2,9
Éducation, santé, action sociale	**EQ**		**1,2**	**1,6**	**1,1**	**1,6**
Éducation		Q1	0,9	1,5	2,1	1,1
Santé, action sociale		Q2	1,4	1,7	1,0	1,7
Administration (activités associatives)		R2	...	...	2,3	1,6
Ensemble des secteurs	**EB à ER**		**2,0**	**1,7**	**1,6**	**2,0**
Regroupements spéciaux						
Industries de transformation, non compris la construction	EB à EG		2,1	1,5	1,7	1,9
Industries mécaniques et électriques			2,0	1,5	2,0	2,2
Industries de transformation, y compris la construction	EB à EH		2,1	1,5	1,7	2,1
Tertiaire (commerces, transports, services)	EJ à ER		2,0	1,8	1,6	1,9

TABLEAU C.03-15

Salaire annuel net monétaire (1) moyen des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Non compris Défense, France entière

Année 2000 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité* : Millier d'euros

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (années-travail)	Tous personnels			Titulaires			Non titulaires		
		Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**755 074**	**30,2**	**33,8**	**27,1**	**30,4**	**34,0**	**27,2**	**26,4**	**28,7**	**22,9**
Cadres	**114 252**	**40,4**	**42,9**	**35,0**	**41,1**	**43,6**	**35,7**	**34,3**	**36,7**	**29,6**
Personnels de direction (3)	8 241	68,4	70,4	61,1	68,9	70,9	61,3	58,7	59,2	56,8
Magistrats	5 516	47,7	50,2	45,2	47,7	50,2	45,2	42,5	38,6	60,2
Cadres administratifs	73 775	36,8	39,2	32,7	37,3	39,7	33,2	33,2	35,7	29,3
Cadres techniques	26 097	40,0	41,9	33,1	40,4	42,3	33,6	35,0	36,9	27,2
Officiers (non généraux)	624	40,0	40,1	38,4	40,0	40,1	38,4	///	///	///
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	**640 821**	**28,4**	**31,3**	**26,3**	**28,6**	**31,6**	**26,4**	**20,6**	**21,9**	**19,0**
dont : Enseignants du supérieur, chercheurs	63 960	35,5	37,7	30,6	38,6	40,4	34,1	19,4	20,8	17,3
Personnels de direction du secondaire (4)	31 642	33,6	36,7	30,2	33,7	36,6	30,5	25,2	43,3	19,3
Professeurs agrégés et certifiés (5)	538 029	27,2	29,4	25,7	27,2	29,4	25,8	21,8	22,5	21,2
Professions intermédiaires	**378 344**	**21,9**	**22,5**	**21,4**	**22,9**	**23,6**	**22,4**	**16,1**	**17,3**	**15,0**
Instituteurs, professeurs de collège et assimilés (6)	206 658	21,1	20,9	21,1	22,9	23,7	22,6	14,7	15,1	14,4
dont : Professeurs de collège et maîtres auxiliaires	37 097	21,6	22,1	21,3	26,5	27,2	26,0	17,8	18,3	17,3
Instituteurs et assimilés	143 583	22,5	23,0	22,4	22,5	23,0	22,4	23,7	22,3	24,3
Professions de la santé et du travail social, clergé	13 585	20,7	21,4	20,4	20,9	21,8	20,6	15,8	15,9	15,6
Professions intermédiaires administratives, police	94 942	24,0	25,6	22,7	24,0	25,6	22,7	22,3	24,6	20,8
Professions intermédiaires techniques	31 135	24,8	25,3	22,5	24,9	25,4	22,7	23,2	23,8	19,6
Contremaîtres et agents de maîtrise	31 141	18,6	18,9	16,8	17,9	18,1	16,8	24,2	24,3	20,4
Sous-officiers	884	25,5	25,7	20,8	25,5	25,7	20,8	///	///	///
Employés et ouvriers	**436 333**	**17,6**	**18,7**	**16,3**	**18,0**	**19,1**	**16,7**	**13,9**	**14,7**	**13,0**
Employés et agents de service	251 824	16,4	16,6	16,3	17,0	17,6	16,7	12,6	12,3	12,9
dont : Employés	162 659	17,9	18,8	17,6	18,4	19,5	18,0	13,6	13,7	13,6
Personnels de service	73 985	14,1	14,9	13,6	14,1	14,9	13,6	14,1	15,6	13,7
Personnels de la police et des prisons	117 246	21,3	21,6	19,3	21,4	21,6	19,3	15,2	15,9	14,0
Militaires hommes du rang	210	16,3	16,4	n.s.	16,3	16,4	11,7	–	–	–
Ouvriers	67 053	15,8	16,1	14,3	15,3	15,5	14,2	20,7	21,0	18,0
Toutes catégories	**1 569 751**	**24,7**	**26,6**	**22,9**	**25,3**	**27,3**	**23,5**	**17,7**	**19,5**	**15,7**

(1) Salaire net de prélèvements (CSG et CRDS déduites), non compris les avantages en nature.
(2) Agents à temps complet en métropole, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger.
(3) Y compris, le cas échéant les officiers généraux en poste dans les ministères civils.
(4) Y compris personnels d'inspection, d'éducation et d'orientation.
(5) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.
(6) Y compris maîtres d'internat et surveillants (tous non titulaires).

TABLEAU C.03-16

Taux des rémunérations annexes (1) des agents de l'État (2) par catégorie socioprofessionnelle, statut et sexe

Non compris Défense

Année 2000 (Résultats provisoires)

Source : INSEE (Recensement des agents de l'État) — *Unité* : Millier d'euros

Catégorie socioprofessionnelle	Effectifs (années de travail)	Salaire net annuel	Taux de rémunérations annexes				
			Total	Titulaires	Non-titulaires	Hommes	Femmes
Cadres et professions intellectuelles supérieures	**718 358**	**29,4**	**15,8**	**15,8**	**14,2**	**19,7**	**11,8**
Cadres	**106 803**	**38,7**	**39,7**	**42,4**	**15,2**	**42,8**	**32,9**
dont : Personnels de direction	7 817	66,1	**43,6**	44,8	16,9	45,9	35,2
Magistrats	5 297	46,5	**39,5**	39,5	25,9	40,6	38,2
Cadres administratifs	68 779	35,0	**35,3**	38,2	13,9	37,8	30,7
Cadres techniques	24 785	38,7	**50,1**	53,4	19,0	53,0	39,1
Officiers (non généraux)	126	34,1	**29,4**	29,4	–	30,2	22,1
Professeurs, professions scientifiques, culturelles	**611 555**	**27,8**	**11,2**	**11,2**	**13,3**	**13,2**	**9,5**
dont : Enseignants du supérieur ou chercheurs	63 175	35,2	**9,3**	9,5	7,9	9,7	8,5
Directeurs et inspecteurs du secondaire	30 179	32,9	**12,0**	12,0	5,8	13,5	10,0
Professeurs agrégés et certifiés (3)	513 296	26,6	**11,3**	11,3	15,3	14,0	9,4
Professions intermédiaires	**356 884**	**21,2**	**16,5**	**17,0**	**12,3**	**20,7**	**13,4**
dont : Instituteurs, Professeurs de collèges et assimilés	193 217	20,3	**10,1**	10,1	10,1	10,7	9,9
dont : Professeurs de collége et maîtres auxiliaires	33 197	20,5	**14,7**	13,0	16,6	15,2	14,3
Instituteurs et assimilés	134 758	21,8	**9,8**	9,8	11,0	10,2	9,6
Santé, travail social, clergé	12 932	20,2	**12,0**	12,0	11,5	13,9	11,0
Professions intermédiaires administratives, police	90 253	23,1	**26,5**	26,9	11,7	30,8	22,9
Professions intermédiaires techniques	30 090	24,4	**28,6**	30,2	9,6	29,7	23,3
Contremaîtres et agents de maîtrise	30 267	18,4	**17,7**	15,0	36,2	18,9	10,4
Sous-officiers	124	21,0	**23,6**	23,6	–	24,3	12,8
Employés et ouvriers	**416 043**	**17,2**	**20,8**	**21,5**	**11,8**	**25,0**	**15,4**
dont : Employés et agents de service	237 577	15,7	**15,8**	17,0	6,2	18,6	14,6
dont : Employés	152 325	17,1	**20,0**	21,0	7,6	25,8	18,2
Personnels de service	70 547	13,7	**7,8**	7,5	13,6	11,1	6,1
Personnels de la police et des prisons	114 144	21,0	**33,1**	33,1	17,6	32,9	35,0
Militaires hommes du rang	20	n.s.	**n.s.**	n.s.	–	n.s.	–
Ouvriers	64 302	15,6	**13,5**	11,1	36,5	14,8	6,9
Ensemble	**1 491 285**	**24,0**	**16,9**	**17,1**	**12,8**	**21,1**	**12,8**

(1) Rapport (multiplié par 100) des rémunérations annexes brutes (hors indemnité de résidence et supplément familial de traitement) au traitement brut.
(2) Agents à temps complet en métropole.
(3) Y compris professeurs des écoles et professeurs de collège hors classe.

TABLEAU C.03-17

Éventail des rémunérations mensuelles brutes des fonctionnaires

Moyenne annuelle

Sources : INSEE, Journal officiel — *Unité* : Euro

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Minimun mensuel de rémunération brute hors indemnité de résidence (1)	802,6	934,5	968,1	986,5	1 031,6	1 055,9	1 078,4
Rémunération mensuelle brute afférente à l'indice hiérarchique maximum (2) hors indemnité de résidence (1)	2 967,1	3 305,9	3 350,8	3 369,0	3 407,5	3 447,0	3 482,9
Rémunération mensuelle brute afférente à l'échelle lettre F avec indemnité de résidence de 3 % (3)	5 096,2	5 675,5	5 763,5	5 794,6	5 860,9	5 926,5	5 984,7

(1) Depuis 1991, à la rémunération de l'indice minimum s'ajoute l'indemnité différentielle qui met la rémunération effective au niveau du SMIC. Cette indemnité différentielle est nulle depuis le 1er avril 1998.
(2) Indice majoré d'août 1991 à mars 1999 = 818 ; indice majoré d'avril 1999 à novembre 1999 = 819 ; indice majoré à partir de décembre 1999 = 820.
(3) Indice majoré d'août 1991 à mars 1999 = 1 366 ; indice majoré à partir d'avril 1999 à novembre 1999 = 1 367 ; indice majoré à partir de décembre 1999 = 1 368.

TABLEAU C.03-18

Distribution par décile des salaires annuels, nets de prélèvements, de la Fonction publique d'État

Champ : ensemble des agents des services civils de l'État

Source : INSEE (fichier de paie des agents de l'État) — *Unité* : Euro

Déciles (1)	1990			*r* 1998			1999		
	Homme	Femme	**Ensemble**	Homme	Femme	**Ensemble**	Homme	Femme	**Ensemble**
D1	11 398,6	10 285,7	**10 669,9**	13 985,7	13 078,6	**13 414,0**	14 109,2	13 336,2	**13 604,6**
D2	13 289,0	11 865,1	**12 459,7**	16 398,9	15 254,0	**15 740,4**	16 517,9	15 618,4	**16 031,5**
D3	15 255,6	13 348,4	**14 063,4**	18 380,8	16 883,7	**17 417,3**	18 565,2	17 295,3	**17 732,9**
D4	16 927,9	14 749,4	**15 586,4**	20 441,9	18 232,9	**18 958,6**	20 696,5	18 678,1	**19 353,4**
D5	18 428,0	16 055,9	**17 043,8**	22 271,3	19 580,6	**20 707,2**	22 562,5	20 086,7	**21 094,4**
D6	19 928,1	17 423,4	**18 510,4**	24 376,6	21 204,1	**22 425,3**	24 693,7	21 644,7	**22 826,2**
D7	21 521,2	18 821,4	**20 042,5**	27 167,9	23 054,9	**24 626,6**	27 495,7	23 568,6	**25 044,3**
D8	24 244,0	20 458,7	**21 810,9**	31 153,0	25 535,2	**27 806,7**	31 579,8	26 067,3	**28 259,5**
D9	29 950,1	23 001,5	**26 355,4**	37 676,3	29 802,3	**33 381,8**	38 408,0	30 413,6	**33 970,2**
D9/D1	2,63	2,24	**2,47**	2,69	2,28	**2,49**	2,72	2,28	**2,50**
Salaire net moyen	**19 672,0**	**16 435,5**	17 876,2	**24 561,1**	**20 865,7**	22 461,8	**24 858,3**	**21 327,6**	22 850,6

(1) En 1999, 10% des salariés à temps complet de la fonction publique ont un salaire annuel net de prélèvements inférieur à 13 604,6 euros, 20% inférieur à 16 031,5 euros, etc.

TABLEAU C.03-19

Indice d'évolution des traitements bruts et nets des fonctionnaires civils titulaires de l'État

Moyennes annuelles

Source : INSEE

Ancien indice base 100 : Décembre 1969
Nouvel indice base 100 : Décembre 1991

	1990	Ancien Indice (1) 1992	Nouvel Indice (2) 1992	1997	1998	1999	2000
Indices bruts par catégorie :							
Catégorie A	522,1	550,1	101,5	110,3	111,6	113,0	114,2
Catégorie B	567,2	600,5	101,6	111,2	112,6	114,1	115,5
Catégorie C	593,4	629,5	///	///	///	///	///
Catégorie D	683,3	739,8	///	///	///	///	///
Catégories C + D	608,3	647,6	101,9	112,9	114,7	116,8	118,6
Indice brut d'ensemble	**570,0**	**603,8**	**101,6**	**111,2**	**112,6**	**114,1**	**115,5**
Indices nets par catégorie (3) :							
Catégorie A	480,5	509,1	101,5	108,2	110,6	111,9	113,1
Catégorie B	523,9	558,3	101,6	108,9	111,4	112,9	114,2
Catégorie C	552,6	591,0	///	///	///	///	///
Catégorie D	638,3	697,3	///	///	///	///	///
Catégories C + D	566,9	608,5	101,9	110,4	113,2	115,3	117,0
Indice net d'ensemble (3)	**527,7**	**562,8**	**101,6**	**108,9**	**111,4**	**112,9**	**114,3**

(1) À l'exception de certaines catégories de personnels, notamment les personnels de police, les gardiens de prison et les fonctionnaires hors échelle.
(2) L'indice mensuel des traitements de la Fonction publique d'État a été rénové en 1992 ; il est dorénavant calculé en base 100 décembre 1991. De plus, en application du plan Durafour, les agents de la catégorie D ont été progressivement intégrés dans la catégorie C à partir de 1990.
(3) Les traitements sont nets à la fois de cotisations sociales et de prélèvements fiscaux (CSG et CRDS).

TABLEAU C.03-20

Évolution de la structure des coûts de la main-d'œuvre

Champ : établissements des entreprises de 10 salariés et plus en 1996
établissements de 10 salariés et plus en 1992
établissements de 10 salariés et plus dans l'industrie et le bâtiment en 1984 et 1988
entreprises de 10 salariés et plus dans le commerce, les banques et les assurances en 1984 et 1988

Source : INSEE-Eurostat (Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre)

%

Eléments du coût de la main-d'œuvre	Industrie et bâtiment				Services (1)			
	1984	1988	1992	1996	1984	1988	1992	1996
Salaire, primes et épargne salariale	57,5	57,6	58,4	59,7	57,9	57,8	59,9	59,5
Congés payés et jours fériés chômés payés	9,4	9,4	9,0	8,0	8,7	8,6	7,6	6,6
Sécurité sociale	19,4	19,1	18,7	17,6	18,5	18,0	18,6	18,2
dont : Assurance maladie, maternité, invalidité, décès	12,4	12,3	13,2	13,1	12,5	12,3	13,4	14,2
Allocations familiales	4,9	4,7	4,2	3,0	4,6	4,5	4,2	3,0
Autres charges (y compris accidents du travail)	2,1	2,1	1,3	1,5	1,4	1,3	1,0	1,0
Autres modes de protection sociale	8,7	8,9	9,2	9,0	8,3	9,1	9,0	8,7
dont : ASSEDIC	2,8	3,0	3,1	3,5	2,8	3,0	3,1	3,3
Retraite complémentaire	4,7	4,9	4,9	4,4	4,6	4,8	5,0	4,3
Autres charges conventionnelles	1,2	1,0	1,3	1,1	0,8	1,3	0,9	1,1
Autres charges sociales diverses	5,0	5,0	4,6	5,7	6,6	6,5	4,9	7,0
Coût total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Coût total mensuel moyen par salarié équivalent temps complet (en euros)	1 816	2 294	2 686	2 975	1 907	2 406	2 791	3 176

(1) Commerce, banques, assurances jusqu'en 1992; en 1996, section G à K de la Nace révisée 1, non compris transports, poste-télécommunication, auxiliaires financiers d'assurance et recherche-développement.

TABLEAU C.03-21

Structure du coût de la main-d'œuvre dans l'industrie dans les pays de l'Union européenne

Champ : établissements d'entreprises de 10 salariés et plus en 1996

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

% du coût total

	Coûts directs	Rémunération directe	Coût indirect	Sécurité sociale
Allemagne	74,4	62,7	25,6	23,6
Autriche	70,4	61,3	29,6	25,3
Belgique	67,4	55,5	32,6	30,8
Danemark	92,0	...	8,1	6,1
Espagne	73,6	73,5	26,4	25,0
Finlande	75,1	63,8	24,9	22,7
France	**66,9**	**57,2**	**33,1**	**29,2**
Grèce	76,0	69,9	24,0	22,9
Irlande	83,5	73,2	16,5	13,6
Italie	66,0	65,5	34,0	31,0
Luxembourg	84,0	71,8	16,0	14,8
Pays-Bas	74,9	64,7	25,1	22,8
Portugal	75,8	69,1	24,8	20,8
Royaume-Uni	...	...	...	...
Suède	67,7	60,7	32,3	29,7
EUROPE DES 15	**73,7**	**...**	**26,3**	**23,6**

TABLEAU C.03-22A

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 13 pays européens (1)

Champ : établissements d'entreprises de 10 salariés et plus

Année 1996

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

Coût horaire en écus

Secteurs	B	DK	D	EL	ES	F	IRL	I	L	NL	P	FIN	S
Industries extractives	23,9	27,4	32,4	11,0	18,9	27,1	17,3	16,7	21,0	34,8	6,9	19,4	27,8
Industrie manufacturière	26,0	22,8	27,4	9,0	15,0	22,4	13,3	16,9	21,0	23,0	6,0	19,7	24,1
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	43,9	26,3	33,8	14,4	24,8	33,6	19,2	30,5	32,4	28,3	12,1	23,7	26,2
Construction	22,6	23,2	21,3	8,2	12,3	19,6	14,6	15,4	15,5	20,4	5,3	18,1	21,9
Services	23,9	25,2	23,5	9,2	14,0	22,2	14,4	19,2	22,8	18,8	8,2	19,0	23,9
Commerce, réparations automobiles	21,4	22,9	21,3	7,9	11,5	19,5	11,6	16,7	15,7	17,5	6,9	18,1	22,7
Hôtels et restaurants	14,2	19,6	15,5	10,7	9,8	16,5	...	13,4	11,7	13,5	4,7	14,3	16,9
Activités financières	34,9	31,1	32,8	14,4	25,5	33,0	21,7	31,0	34,7	28,9	16,9	23,3	30,1
Immobilier, location et services aux entreprises	24,3	26,4	...	...	11,3	23,7	14,1	19,6	19,7	18,2	7,5	20,2	24,8
Ensemble de l'industrie	**25,8**	**23,0**	**26,5**	**9,6**	**14,9**	**22,5**	**13,8**	**17,2**	**19,3**	**22,6**	**6,1**	**19,7**	**23,9**

(1) B = Belgique, DK = Danemark, D = Allemagne (ex-RFA), EL = Grèce, ES = Espagne, F = France, IRL = Irlande, I = Italie, L = Luxembourg, NL = Pays-Bas, A = Autriche, P = Portugal, FIN = Finlande, S = Suède. Les résultats ne sont pas disponibles pour le Royaume-Uni.

TABLEAU C.03-22B

Coût horaire de la main-d'œuvre par secteur dans 13 pays européens (1)

Champ : établissements de 10 salariés et plus

Année 1996

Source : Enquêtes communautaires sur le coût de la main-d'œuvre

Secteurs	NACE révisé 1	Nombre moyen d'heures travaillées durant l'année												
		B	DK	D	EL	ES	F	IRL	L	NL	A	P	FIN	S (2)
Industries extractives	C	1 605	1 488	1 552	1 908	1 534	1 593	2 081	1 669	1 654	1 817	1 784	1 650	1 678
Industrie manufacturière	D	1 529	1 411	1 704	1 881	1 703	1 647	1 920	1 664	1 613	1 696	1 769	1 653	1 691
Industrie des produits alimentaires et boissons	15	1 572	1 391	1 758	1 892	1 714	1 667	1 950	1 769	1 600	1 718	1 817	1 693	1 615
Industrie textile	17	1 431	1 454	1 719	1 887	1 706	1 651	1 858	1 693	1 625	1 667	1 758	1 623	1 625
Industrie de l'habillement et des chaussures	18	1 329	1 401	1 645	1 816	1 713	1 624	1 730	...	1 636	1 699	1 748	1 585	1 638
Industrie du cuir et de la chaussure	19	1 344	1 400	1 642	1 877	1 742	1 628	1 911	...	c	1 675	1 782	1 606	1 724
Travail du bois, fabrique d'articles en bois et liège	20	1 560	1 399	1 778	1 901	1 722	1 660	1 908	1 761	1 633	1 726	1 791	1 670	1 694
Industrie du papier carton	21	1 562	1 410	1 709	1 914	1 717	1 646	1 961	c	1 548	1 661	1 756	1 616	1 652
Édition, imprimerie	22	1 574	1 443	1 662	1 966	1 709	1 667	1 900	1 762	1 597	1 663	1 739	1 563	1 764
Cokéfaction, raffinage de pétrole, industrie nucléaire	23	1 728	1 567	1 674	1 887	1 667	1 640	c	...	1 582	1 585	1 716	1 736	1 766
Industrie chimique	24	1 597	1 422	1 675	1 913	1 708	1 631	1 910	1 681	1 614	1 659	1 748	1 637	1 675
Industrie du caoutchouc et des plastiques	25	1 578	1 337	1 723	1 911	1 697	1 651	1 935	1 698	1 621	1 653	1 784	1 630	1 656
Métallurgie	27	1 513	1 397	1 735	1 883	1 726	1 659	2 034	1 619	1 576	1 713	1 768	1 646	1 676
Travail des métaux	28	1 570	1 418	1 719	1 798	1 710	1 665	1 973	1 697	1 661	1 701	1 773	1 659	1 697
Fabrication de machines et équipement non compris ailleurs	29	1 546	1 442	1 696	1 895	1 695	1 663	1 902	1 720	1 669	1 720	1 769	1 707	1 730
Fabrication de machines de bureau et matériel informatique	30	1 776	1 383	1 613	1 959	1 674	1 654	1 922	...	1 598	c	...	1 673	1 804
Fabrication de machines et appareils électriques non compris ailleurs	31	1 476	1 355	1 641	1 896	1 716	1 651	1 901	1 719	1 629	1 729	1 763	1 646	1 711
Fabrication d'équipement radio, télévision, communication	32	1 632	1 406	1 690	c	1 695	1 650	1 918	...	1 606	1 652	1 713	1 723	1 786
Fabrication d'instruments de précision	33	1 633	1 289	1 683	1 765	1 703	1 671	1 871	1 640	1 638	1 677	1 736	1 714	1 786
Industrie automobile	34	1 554	1 367	1 694	1 780	1 679	1 610	1 932	1 673	1 587	1 664	1 790	1 669	1 637
Production et distribution d'eau, gaz et électricité	E	1 514	1 449	1 624	1 753	1 651	1 631	1 950	1 698	1 582	1 692	1 713	1 604	1 731
Électricité, gaz, vapeur et eau chaude	40	1 514	c	1 611	1 657	1 647	c	1 996	c	1 584	1 695	1 686	1 603	1 730
Construction	F	1 381	1 276	1 704	1 832	1 732	1 681	1 933	1 715	1 598	...	1 788	1 658	1 710

(1) B = Belgique, DK = Danemark, D = Allemagne (nouveaux Länder), EL = Grèce, ES = Espagne, F = France, IRL = Irlande, L = Luxembourg, NL = Pays-Bas, A = Autriche, P = Portugal, FIN = Finlande, S = Suède.
(2) Résultats 1997 .

Chapitre C.04

Transferts sociaux

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB en 1998 dans l'Union européenne.

1. Compte de la protection sociale.
2. Contributions publiques reçues par les différents régimes.
3. Prestations de protection sociale par risque.
4. Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne.
5. Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne.
6. Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne.
7. Prestations maladies versées par les caisses de sécurité sociale.
8. Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation.
9. Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département.
10. Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre.
11. Prestations familiales, ensemble des régimes. Montant global.
12. Nombre de familles allocataires et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales.
13. Prestations familiales, tous régimes. Montants versés par allocation.
14. Prestations familiales, régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation.
15. Montant mensuel moyen des retraites de droit direct selon les régimes de base d'affiliation et le type de carrière.
16. Montant mensuel moyen des avantages composant la retraite globale selon le sexe.
17. Montant mensuel moyen des différents avantages vieillesse composant la retraite globale.

18A. Bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI.

18B. Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI selon l'organisme verseur.

19. Minimum vieillesse.
20. Allocataires de minima sociaux.
21. Bénéficiaires du RMI payés et allocation moyenne selon la situation familiale.
22. Allocataires du RMI selon l'âge.
23. Allocataires du RMI.
24. Bénéficiaires du RMI.

Ce chapitre a été élaboré avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, Direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques.

1. PRÉSENTATION

En 2000, le montant des prestations de protection sociale versées par l'ensemble des régimes de protection sociale s'élève à 400 milliards d'euros (2 624 milliards de francs). La part des prestations dans le PIB appelée taux de redistribution sociale, s'établit à 28,5 %. Ce taux, dont l'évolution est par nature contracyclique, a diminué depuis 1997, avec la croissance.

Tous régimes confondus, les prestations de protection sociale sont, par ordre d'importance décroissante, celles liées à la vieillesse – survie (176,6 milliards d'euros, soit 1 159 milliards de francs), à la santé (136,2 milliards d'euros soit 894 milliards de francs), à la maternité – famille (40,9 milliards d'euros, soit 268 milliards de francs), à l'emploi (28 milliards d'euros soit 184 milliards de francs), au logement (12,5 milliards d'euros soit 82 milliards de francs), enfin à la pauvreté – exclusion sociale (5,7 milliards d'euros, soit 37 milliards de francs).

Les régimes d'assurance sociale sont prépondérants dans le système de protection sociale, représentant 83 % du système de protection sociale. À lui seul, le régime général de la Sécurité sociale a géré plus de 182,7 milliards d'euros (1 198 milliards de francs) de prestations en 2000 au titre des différents risques (maladie, vieillesse et famille), à l'exception de l'emploi et de l'exclusion sociale.

Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics (État et collectivités locales) assurent 10 % des dépenses, tous les risques étant concernés.

Les cotisations ont vu leur part dans le financement total de la protection sociale diminuer de plus de 8 points depuis 1995. Ce recul, en grand partie imputable à la baisse de cotisation de salariés, s'opère au profit du financement fiscal.

Les impôts et taxes affectés représentent une composante de plus en plus importante du financement des différentes prestations : familiales d'abord, puis vieillesse et enfin maladie. Leur montant est passé de 25,7 milliards d'euros (168,6 milliards de francs) en 1995 à 80,7 milliards d'euros (529,4 milliards de francs) en 2000. À côté de la CSG qui représente désormais plus de 71 % de l'ensemble des impôts et taxes affectés, les principaux impôts affectés sont les droits sur les alcools (9,5 % du total) et sur le tabac (3,6 %), le prélèvement de 2 % sur les revenus de capitaux et valeurs mobilières (2,2 %) et la fraction de TVA versée au régime des exploitants agricoles (0,9 %).

Les dépenses de protection sociale s'accroissent de 2,9 % en valeur en 2000. En termes réels, cette croissance s'établit à 1,5 %, elle est donc moins rapide qu'en 1999 (+ 2,5 %), en particulier pour les prestations liées à la vieillesse.

Les prestations maladie connaissent un rebond sensible en 2000 (+ 5 %). Comme les années précédentes, leur croissance est tirée par la forte progression des dépenses pharmaceutiques et les indemnités journalières d'arrêt maladie. Les prestations familiales augmentent de façon ralentie (+ 1%), avec une diminution des allocations familiales et une croissance des allocations pour garde d'enfants (AFEAMA, AGED). Les retraites de base s'accroissent plus lentement que par le passé. Le dynamisme de l'économie et l'amélioration du marché de l'emploi se traduisent également par une diminution des prestations de chômage et l'arrêt de la croissance du revenu minimum d'insertion, pour la première fois depuis sa création.

Le solde des comptes de protection sociale, devenu excédentaire à partir de 1998, s'améliore de 4,9 milliards d'euros (32 milliards de francs) en 1998 et de 3,2 milliards d'euros (21 milliards de francs) en 2000. La croissance des recettes est depuis plusieurs années plus rapide que celle des dépenses.

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la protection sociale décrivent les diverses interventions des régimes précités selon les types de prestations et les risques couverts. Ils permettent également d'appréhender l'équilibre financier des régimes et l'origine de leurs ressources.

Généralités

Les prestations sociales sont réparties en quatre risques principaux :

— **la « santé »** recouvre la maladie, l'invalidité-infirmité, les accidents du travail et maladies professionnelles ;

— **la « vieillesse »** correspond aux cessations d'activités, au minimum vieillesse et à d'autres prestations ainsi qu'à l'assurance-veuvage et aux pensions de réversion ;

— **la « famille »** compense une partie des charges liées à la naissance et à l'éducation des enfants. Il est à noter que les aides au logement y sont incluses ;

— **l'« emploi »**

Le risque emploi se décompose en inadaptation professionnelle et chômage. L'inadaptation professionnelle correspond à la recherche et à l'adaptation à un nouvel emploi et aux versements compensant la perte de salaire due à l'absence de travail pour cause de formation professionnelle.

Deux autres risques « logement et exclusion sociale » correspondent essentiellement à la protection sociale de certaines catégories de la population.

Les régimes de protection sociale

Ils se décomposent en cinq grands sous-ensembles :

— **Les régimes d'assurances sociales** : ce sont des régimes obligatoires pour les individus en vertu de la législation, le plus souvent dans le cadre du travail. Les cotisations à la charge de l'assuré et de l'employeur en assurent le financement. La protection contre le chômage et la sécurité sociale, à travers ses multiples régimes et caisses, constituent l'essentiel de cette catégorie où entrent également les régimes complémentaires.

— **Les régimes d'employeurs** : ils sont organisés par les employeurs sans que la législation en impose l'existence (suppléments familiaux de traitement, indemnités de licenciement...).

— **Les sociétés mutualistes** : elles sont définies par le code de la mutualité. L'affiliation est facultative, l'assuré acquittant seul sa cotisation. Les mutuelles interviennent essentiellement dans le domaine de la santé.

— **Les régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics** regroupent trois types de régime :

— l'aide sociale concerne des populations spécifiques à faible niveau de revenu auxquelles le système d'assurance sociale n'assure pas une protection jugée suffisante. Les collectivités locales, départements et communes assurent l'essentiel de l'aide sociale ;

— le régime des victimes de guerre concerne les anciens combattants et victimes de guerre, les rapatriés et les réfugiés ;

— les autres régimes d'intervention sociale comprennent l'aide publique aux chômeurs, la rémunération des stagiaires et l'aide au logement. Ces régimes prennent également en charge la lutte contre l'exclusion, et en particulier les dépenses liées au revenu minimum d'insertion depuis 1989.

— **Les régimes d'intervention sociale des administrations privées** : ils sont constitués par des organismes privés sans but lucratif dont le financement provient à titre principal de dons ou d'autres contributions volontaires (Croix-Rouge, Armée du Salut...).

L'enquête retraite

L'opération destinée à améliorer la connaissance des retraites en France, réalisée pour la première fois en 1993, a été renouvelée en 1997. L'échantillon de 1993 comprenait les générations de 1906, 1912, 1918, 1922 et 1926, l'échantillon de 1997 a été augmenté des générations paires de 1930 à 1942 ; il est composé de 60 000 personnes tirées du répertoire national d'identification des personnes physiques, et qui ont toutes été identifiées par au moins une caisse de retraite comme bénéficiaires d'un avantage vieillesse. Cette population est représentative de la population globale des retraités. La DREES a rassemblé les diverses retraites versées à un même individu pour calculer le montant des retraites tous régimes confondus. L'échantillon porte sur des individus et non sur des foyers fiscaux. Le montant des retraites perçues par une personne n'est donc qu'une fraction plus ou moins importante de ses revenus ou des revenus de son foyer.

Les statistiques européennes

Le système européen de statistiques intégrées de protection sociale (SESPROS) réalisé par l'OSCE (Office statistique des communautés européennes) établit, sur une base homogène, des données statistiques comprenant le poids et la structure des dépenses et recettes relatives à la protection sociale entre les différents États membres.

3. DÉFINITIONS

L'aide sociale

« L'aide sociale est l'aide apportée par les collectivités publiques aux personnes dont les ressources sont insuffisantes : elle relève directement d'une idée d'assistance et ne fait aucune place aux mécanismes de l'assurance. Elle exprime un devoir de solidarité à l'égard des plus déshérités de ses membres (Droit de la Sécurité sociale, Dalloz, 1989) ». Elle dépend de l'appréciation d'une « commission d'admission » ; l'aide sociale, est un droit « octroyé » qui nécessite une procédure d'admission et des instances administratives. Elle est « obligatoire » ou « légale » à la différence de l'action sociale.

On distingue les prestations relevant de la compétence du département et celles relevant de la compétence de l'État. Les départements gèrent la très grande majorité des allocations d'aide sociale et des services sociaux. Les conditions d'attribution, ainsi que le montant minimum des prestations, restent toutefois fixés au niveau national.

Les diverses catégories d'assurance

● Les assurances maladie et maternité ont pour objectifs :

— de prendre en charge, sous forme de prestations en nature, en totalité (maladies longues et maternité) ou partiellement, les dépenses médicales engagées par les assurés sociaux et leurs ayants droit ;

— de compenser partiellement, par des indemnités journalières (prestations en espèces), les pertes de revenus subies par les assurés et leurs ayants droit en cas de maladie ou de maternité.

● L'assurance invalidité accorde à l'assuré une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de sa capacité de travail.

● L'assurance décès garantit aux ayants droit des assurés le paiement d'un capital.

● L'assurance accident du travail et maladies professionnelles intervient en cas d'accidents ou de maladies subis par les salariés, en remboursant des dépenses médicales et en versant des prestations en espèces (indemnités journalières et rentes) pour incapacité temporaire ou permanente.

Ces catégories d'assurance sont gérées par une multiplicité de régimes :

— le plus important, le régime général dont bénéficient les salariés de l'industrie et du commerce ;

— les régimes agricoles : exploitants et salariés (MSA) ;

— le régime des artisans et professions libérales (CANAM) ;

— les régimes spéciaux, (mines, SNCF, militaires, marins, RATP, Banque de France, clercs de notaires...).

L'assurance vieillesse (les régimes de retraite de base)

Le système d'assurance du risque vieillesse est extrêmement complexe. On dénombre en effet plus de 120 régimes de base, environ 180 caisses de retraite complémentaire obligatoire dont 59 regroupées au sein de l'AGIRC (Association générale des institutions de retraites des cadres) et 113 au sein de l'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires), sans compter une centaine de caisses de retraite complémentaire dite facultative qui correspondent à des dispositifs conventionnels d'entreprise.

Les régimes de retraite de base peuvent se répartir en trois catégories :

● le régime général des salariés de l'industrie et du commerce (CNAV) et le régime des salariés agricoles (géré par la mutualité sociale agricole) ;

● les régimes de non-salariés :

— la Caisse autonome d'assurance vieillesse des artisans (CANCAVA),

— la Caisse autonome nationale d'assurance vieillesse des industriels et des commerçants (ORGANIC),

— la Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL),

— la Mutualité sociale agricole pour le régime des exploitants agricoles (MSA),

— la Caisse nationale des barreaux français (CNBF),

— la Caisse d'assurance vieillesse des cultes (CAMAVIC).

● les régimes spéciaux de salariés.

Ces régimes, au nombre de quinze, ont été créés avant 1930. Les pensions des régimes spéciaux constituent à la fois la pension de base et la pension complémentaire. La population concernée est généralement composée de salariés du secteur public ou des entreprises publiques (fonctionnaires, agents des collectivités locales, SNCF, EDF...) mais certains salariés du secteur privé (marins, clercs de notaire) bénéficient aussi de régimes spéciaux.

Le minimum vieillesse et l'allocation supplémentaire du Fonds de solidarité Vieillesse

Créé le 1er janvier 1994, le Fonds de solidarité Vieillesse (FSV) accorde, sous certaines conditions d'âge, de nationalité et de résidence, une allocation supplémentaire aux personnes titulaires de pensions de vieillesse ou d'invalidité dans la limite d'un plafond à ne pas dépasser. Il leur assure ainsi le minimum vieillesse. Une personne sur dix âgée de plus de 65 ans perçoit encore cette allocation.

Le minimum vieillesse garanti par les pouvoirs publics aux personnes âgées de plus de 65 ans (ou de 60 ans en cas d'inaptitude) résulte de l'addition de deux étages de prestations :

— premier étage : le montant est aligné sur l'allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS), il peut être constitué de pensions normales ou d'allocations non contributives diverses (allocation spéciale servie par le fonds spécial, majoration de pension destinée à porter le montant de l'avantage contributif au niveau de l'AVTS...) ;

— second étage : l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité vieillesse.

Même si la personne ne peut prétendre à aucune retraite, il existe un dispositif spécifique pour atteindre le minimum vieillesse, le service de l'allocation spéciale vieillesse (SASV). Elle doit, dans un premier temps, solliciter l'allocation spéciale vieillesse. Le montant maximal de cette allocation est celui de l'AVTS.

Les prestations chômage et préretraite

Depuis avril 1984, l'indemnisation du chômage comprend deux régimes distincts :

— un régime d'assurance chômage financé par les partenaires sociaux (UNEDIC et ASSEDIC) et destiné aux chômeurs ayant travaillé suffisamment ;

— un régime de solidarité relevant de l'État.

Les préretraites-État comprennent :

— l'allocation spéciale du FNE (AS-FNE) destinée aux salariés de 56 ans minimum, licenciés par une entreprise ayant signé une convention avec l'État ;

— la préretraite progressive qui permet aux salariés de 55 ans minimum, le passage à un emploi à mi-temps dans les seules entreprises industrielles qui s'engagent à maintenir leur effectif à plein-temps constant ;

— l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE) suite à l'accord du 6 septembre 1995. En contrepartie du départ des salariés d'au moins 58 ans en 1997 et ayant 172 trimestres d'assurance vieillesse, l'entreprise s'engage à procéder à des embauches, notamment de jeunes de moins de 26 ans.

Ce dispositif est complété depuis 1997 par l'allocation pour chômeurs âgés.

Les prestations familiales

● Allocations familiales.

Cette prestation est versée dès que la famille a deux enfants ou plus à charge. Sa valeur dépend du nombre d'enfants, et, dans une moindre mesure, de leur âge. En 1998, les allocations familiales ont été mises sous condition de ressources. Cette condition a été supprimée en 1999.

● Complément familial.

Cette prestation est versée sous conditions de ressources aux familles de trois enfants et plus, tous les enfants ayant plus de trois ans. Le plafond de ressources évolue en fonction du nombre d'enfants et du nombre de revenus perçus par le ménage.

● Allocation de rentrée scolaire.

Cette allocation est soumise à conditions de ressources et à la présence d'enfants scolarisés. Elle est versée en une fois.

● Allocation d'adoption.

Créée le 1er janvier 1995, elle est versée, sous condition de ressources, depuis le 1er août 1996, pendant vingt et un mois aux personnes qui adoptent un enfant ou qui acccueillent un enfant en vue de son adoption.

● Allocation pour jeune enfant.

Depuis le 1er janvier 1996, elle est versée sous condition de ressources du cinquième mois de grossesse aux trois ans de l'enfant. Plus généreuse et plus large que le complément familial, elle se substitue à celui-ci pour les familles de trois enfants et plus dans lesquelles l'un des enfants a moins de trois ans.

● Allocation parentale d'éducation.

Elle est versée sans condition de ressources à des familles de trois enfants dont un est âgé de moins de trois ans. En outre, l'un des parents ne doit plus exercer d'activité, mais doit avoir exercé une activité salariée pendant 24 mois au cours des dix années précédentes. Depuis le 1er juillet 1994, elle est versée à des familles de deux enfants, sous condition d'une activité salariée pendant 24 mois au cours des cinq années précédentes.

● Allocation de garde d'enfant à domicile.

Elle vise à assurer une aide financière aux parents qui exercent une activité professionnelle et emploient à leur domicile une personne pour garder leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans.

● Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée.

Elle est attribuée en faveur des ménages occupant une assistante maternelle agréée, pour assurer la garde au domicile de celle-ci d'un enfant âgé de moins de 6 ans.

● Allocation de parent isolé.

Elle est soumise à conditions de ressources. Elle est attribuée aux mères ou pères isolés qui élèvent un enfant de moins de 3 ans. Versée de façon différentielle, elle leur garantit un revenu minimum.

● Allocation de soutien familial.

Elle a pour but d'aider le conjoint survivant, le parent isolé ou la famille d'accueil à élever le ou les enfants orphelins dont ils assument la charge. Elle est également versée pour les enfants dont les parents sont séparés lorsque l'un ou les deux refusent de payer une pension alimentaire pour son entretien. Dans ce cas, l'allocation a la nature d'une avance récupérable par la caisse d'allocations familiales.

● Allocation de logement « familiale ».

Réservée à l'origine aux familles bénéficiaires de prestations familiales, elle a été étendue après 1972 aux ménages sans enfant pendant les cinq premières années de mariage, ainsi qu'aux ménages ayant à leur charge un ascendant. La très grande majorité des bénéficiaires sont des familles avec enfants.

● Allocation de logement « sociale ».

Elle est versée sous conditions de ressources à des personnes âgées, des handicapés et des jeunes salariés. Son extension aux étudiants, permet de couvrir intégralement toutes les personnes qui peuvent y prétendre. C'est uniquement parce que les caisses d'allocations familiales en assurent le versement que cette prestation peut être considérée comme familiale.

● Aide personnalisée au logement.

La CNAF participe au financement de cette prestation lorsqu'elle s'adresse à des familles. La part de l'aide personnalisée au logement considérée comme « familiale » est de 46 % depuis 1984.

Les prestations en nature de l'assurance maladie

● Les honoraires privés comprennent :

— les honoraires médicaux du secteur privé perçus en cabinets libéraux et établissements privés correspondant aux consultations (C), visites (V), actes de chirurgie et de spécialités (K et KC), actes utilisant les radiations ionisantes (Z et ZB), actes de surveillance et stomatologie (SPM) et aux frais de déplacement des praticiens ;

— les honoraires dentaires perçus en secteur privé à partir des soins conservateurs et prothèses (SCP) et des soins divers (D et DC).

● Les versements aux établissements d'hospitalisation.

Il s'agit :

— des versements au secteur public ou assimilé (dotation globale, frais de séjour des établissements médico-sociaux) ;

— des versements au secteur privé.

● Les prescriptions.

Ce poste concerne :

— les remboursements de pharmacie en matière de médicaments, produits d'origine humaine, accessoires et pansements. Ne sont pas retenus ici les médicaments consommés en hôpitaux publics ni les médicaments non coûteux compris dans les forfaits journaliers des hôpitaux privés ;

— les remboursements d'actes auxiliaires médicaux (AM et SFI) : infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures, sages-femmes ;

— les remboursements d'actes de biologie (B, BP, BM, BR, K, KB, AMI) : les actes en B et BP sont des actes d'analyse effectués dans les laboratoires et les pharmacies d'officine, les actes cotés en BP correspondant aux actes d'anatomie et de cytologie pathologique ; les prélèvements sont cotés en K, en KB ou en AMI, suivant qu'ils sont réalisés par des médecins, des directeurs de laboratoire non médecins ou des auxiliaires ;

— les remboursements d'appareillages optique et orthopédique ;

— le poste autres prestations est constitué des frais de déplacement des malades, des cures thermales et d'autres prestations ;

— le poste « prestations en espèces » comprend les indemnités journalière, les pensions, les rentes.

Les prestations de vieillesse

En matière de retraites, il existe deux sortes de droits : les droits directs correspondant aux droits acquis par un individu en contrepartie de ses cotisations passées et les droits dérivés correspondant aux pensions de réversion versées au conjoint lors du décès de l'assuré.

Le régime d'assurance chômage

Le régime d'assurance-chômage est géré de manière paritaire, d'une part par des représentants des employeurs, d'autre part par des représentants des salariés.

La gestion de ce régime, assurée au plan national par l'UNEDIC, est fortement décentralisée.

L'UNEDIC regroupe, au plan local, 48 ASSEDIC en métropole et 5 dans les départements d'outre-mer.

Le financement est assuré par les cotisations des employeurs et des salariés, et par une contribution supplémentaire due par l'employeur pour toute rupture de contrat de travail d'un salarié de 50 ans et plus.

Protection sociale

Les risques retenus au titre de la protection sociale sont la santé, la vieillesse, la famille, l'emploi et les risques divers.

Elle recouvre les prestations et cotisations suivantes :

● Prestations sociales.

Elles prennent la forme de versements en espèces (pensions de retraite, prestations familiales, indemnités de chômage, indemnités journalières...), de remboursements d'une dépense engagée, de prises en charge d'une dépense par un tiers payant.

● Prestations fiscales.

Ce sont des exonérations ou des réductions d'impôts accordées au titre de l'un des risques.

● Prestations de services sociaux.

Elles retracent l'avantage constitué par l'accès à des services gratuits ou quasi gratuits, fournis en relation avec un risque de la protection sociale (services de santé, d'action sociale, de placement).

● Cotisations sociales.

Elles sont considérées ne pouvoir être versées que par l'assuré ou son employeur pour son compte.

● Cotisations fictives.

Dans le cas des régimes gérés directement par les employeurs, le montant des cotisations est calculé par solde pour assurer l'équilibre du régime : elles sont égales aux prestations versées, diminuées des éventuelles cotisations de salariés, transferts de compensation ou subventions publiques.

Revenu minimum d'insertion

La loi du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion (RMI) établit, d'une part, une allocation différentielle pour porter le revenu des personnes les plus démunies au-dessus d'un certain seuil et organise, d'autre part, le cadre d'une politique d'insertion sociale ou professionnelle pour les bénéficiaires de l'allocation.

Les bénéficiaires du RMI sont les personnes résidant en France, âgées de plus de vingt-cinq ans (ou moins si elles ont des enfants à charge). Les étudiants ou les stagiaires de la formation professionnelle peuvent bénéficier de l'allocation, uniquement si leur formation constitue une activité d'insertion.

Le montant du seuil de revenu est fixé à 2 552,30 F (389,1 euros) par mois pour une personne seule à compter du 1er janvier 2000 (2 608,50 F (397,7 euros) à partir du 1er janvier 2001), majoré de 50 % pour la seconde personne au foyer, 30 % pour chacune des personnes suivantes et 40 % à partir du 3e enfant.

En décembre 1999, 1 017 847 allocataires ont bénéficié d'une allocation de RMI en métropole et 127 176 dans les DOM, soit plus de 2 256 957 personnes avec les ayants droit.

Des commissions locales d'insertion (CLI) ont été mises en place dans chaque département. Il en existe 600 environ en métropole. Dans un délai de trois mois après l'ouverture de son droit au RMI, chaque bénéficiaire doit signer un contrat d'insertion avec le président de la CLI. Ce contrat est instruit par les travailleurs sociaux des centres communaux d'action sociale, par les services d'action sociale des départements ou par des associations.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES).
- Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).
- Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.
- Caisse nationale des allocations familiales.
- Caisse des dépôts et consignations.
- Caisse centrale de mutualité sociale agricole.
- Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC).
- Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO).
- Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC).

Publications du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité :

DREES (Direction de la Recherche des Études de l'Évaluation et des Statistiques) :

Chiffres et indicateurs départementaux (CID).

Dossiers Solidarité et santé :

— « Comptes nationaux de la santé 1999 », n° 1, 2000 ;

— « Les comptes de la protection sociale 1995-1999, n° 2, 2000 ;

— « Les revenus sociaux en 1999 », n° 4, 2000 ;

— « Études sociales », n° 3, 2001.

Collection Études et Statistiques :

— « Données sur la situation sanitaire et sociale en France en 2001 » ;

— « *Annuaire des statistiques sanitaires et sociales* ».

Documents de travail, Série Statistiques :

— « L'allocation supplémentaire du minimum vieillesse - bénéficiaires au 31 décembre 1999 », n° 13, décembre 2000 ;

— « Le compte de la protection sociale » n° 24, septembre 2001 ;

— « Bénéficiaires de l'Aide sociale des départements et de l'État en 2000 » n° 29, novembre 2001.

Documents de travail, Série Études :

— « Pauvreté et transferts sociaux en 2001 », juillet 2001.

DARES (Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques) :

Les mesures de politique d'emploi en faveur de la réinsertion des bénéficiaires du RMI, décembre 2000.

Études et résultats :

— « Les évolutions récentes du RMI : un effet perceptible de la conjoncture économique », n° 86, octobre 2000 ;

— « Les retraites en 1999 », n° 88, octobre 2000 ;

— « Transferts sociaux et pauvreté en Europe », n° 104, février 2001 ;

— « Les bénéficiaires de l'allocation de parent isolé (API) », n° 112, avril 2001 ;

— « Les demandeurs de fonds d'aide aux jeunes : résultats de l'année 2000 », n° 113, mai 2001 ;

— « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2000 », n° 121, juin 2001 ;

— « La prestation spécifique dépendance au 31 mars 2001 », n° 125, juillet 2001 ;

— « Les prestations sociales en 2000 », n° 130, août 2001 ;

— « Vieillissement et protection sociale : une projection comparée pour six pays de l'Union européenne », n° 134, septembre 2001 ;

— « La prestations spécifique dépendance à domicile : l'évaluation des besoins par le plan d'aide », n° 136, septembre 2001 ;

— « Les comptes de la protection sociale en 2000 », n° 139, octobre 2001 ;

— « Les prestations familiales et de logement en 2000 », n° 140, octobre 2001 ;

— « Les bénéficiaires de la couverture maladie universelle au 30 juin 2001 », n° 141, octobre 2001 ;

— « Les aides et les aidants des personnes âgées », n° 142, novembre 2001 ;

— « Les retraites en 2000 », n° 147, décembre 2001 ;

— « Les allocataires des minima sociaux en 2000 », n° 148, décembre 2001.

Publications INSEE :

Recueil d'études sociales, Statistique publique.

Économie et statistique :

— « Les parcours de fin de carrière des générations 1912-1941 : l'impact du cadre institutionnel », n° 335, 2000-5 ;

— « L'effet de l'allocation unique dégressive sur la reprise d'emploi », n° 343, mars 2001.

INSEE-Première :

— « Les allocataires du RMI », n° 720, juin 2000 ;

— « L'aide à domicile en faveur des personnes âgées », n° 744, octobre 2000 ;

— « La pauvreté monétaire des ménages de 1970 à 1997 – Plus de ménages pauvres parmi les salariés, moins chez les retraités », n° 761, mars 2001.

Synthèses :

— « Les revenus sociaux - 1981-1997 », n° 21, mars 1999.

Données sociales 1999 :

— « La protection sociale », G. Abramovici ;

— « Le RMI : un dispositif en mutation », C. Afsa, S. Amira ;

— « L'allocation parentale d'éducation : entre politique familiale et politique pour l'emploi », C. Afsa ;

— « Les retraites », O. Dangerfield, D. Prangère ;

— « Des retraités qui vont continuer à croître », C. Bonnet, J.M. Chanut, C. Colin ;

— « Les professions sociales et leur diversité », M. Autès, J.P. Guilbert, M. Monrose ;

— « Les minima sociaux : huit prestations de solidarité dans le système de protection sociale », J.P. Zoyem.

France, Portrait social (Édition 2001-2002) :

— « Protection sociale ».

● **Autres publications** :

Recherches et Prévisions, n° 64, juin 2001 : CNAF :

— « Les bénéficiaires des prestations légales en décembre 2000 » ;

— « Les aides personnelles au logement en France dans l'histoire des politiques du logement ».

Rapport annuel d'activité, ASSEDIC.

Bulletin de liaison (mensuel), UNEDIC.

Bulletin d'information (trimestriel), ARRCO.

Rapport d'activité (annuel), ARRCO.

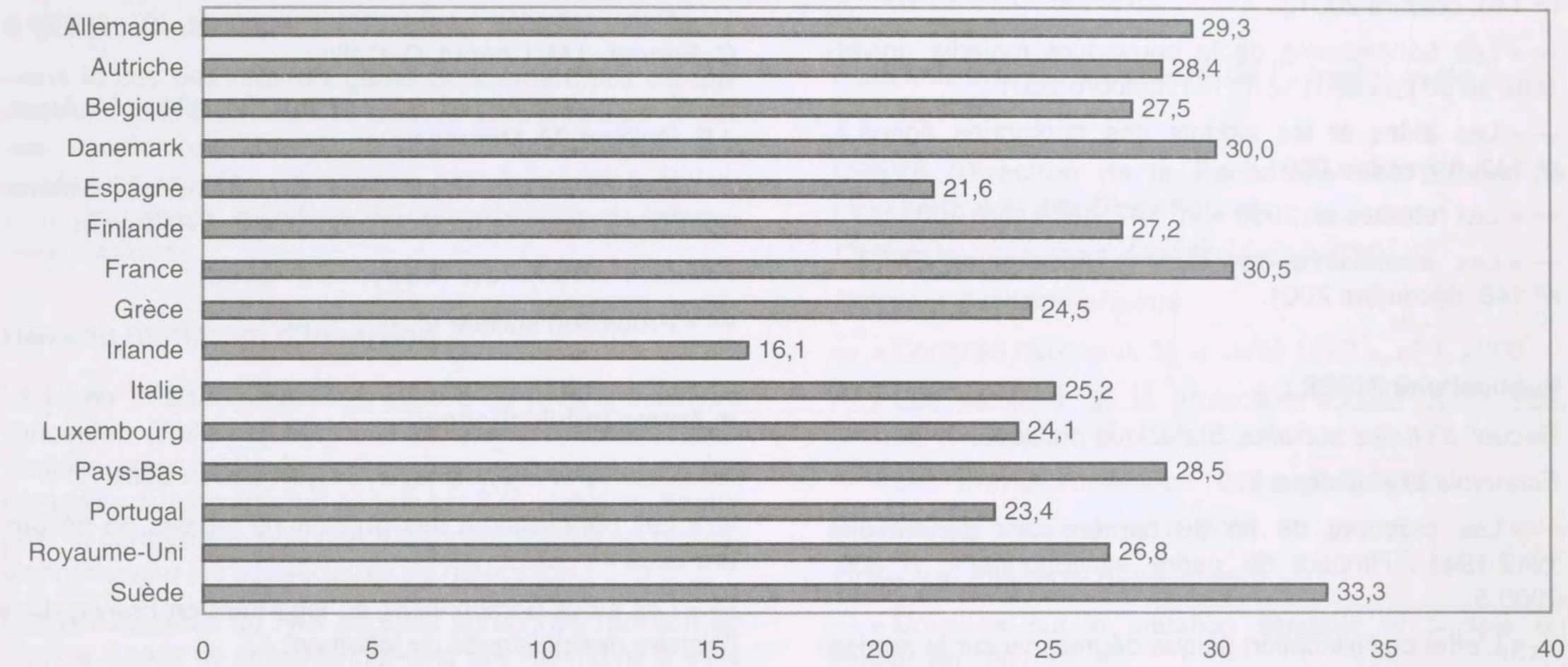
Bulletin d'information (trimestriel), AGIRC.

La Mutualité sociale agricole, statistiques (annuel), Caisses centrales de mutualité sociale agricole.

*
* *

GRAPHIQUE C.04

Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB en 1998 dans l'Union européenne (1)



(1) Données provisoires

Source : *Eurostat*

TABLEAU C.04-1

Compte de la protection sociale (1)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Million d'euros

	1995	1997	*r* 1998	*r* 1999	2000
EMPLOIS					
Prestations sociales	305 146	326 421	335 889	345 885	356 398
Prestations de services sociaux	37 733	39 657	41 580	42 531	43 684
Frais de gestion	14 365	15 346	15 933	16 372	17 018
Transferts entre régimes	60 767	69 445	71 127	71 274	73 893
Frais financiers	2 503	928	735	780	742
Autres dépenses	2 720	2 971	3 727	3 637	3 385
Total des emplois	**423 234**	**454 768**	**468 991**	**480 479**	**495 120**
RESSOURCES					
Cotisations	266 700	280 624	265 104	277 574	287 308
Impôts et taxes affectés	25 663	35 454	65 385	68 896	80 713
Transferts entre régimes	60 767	69 445	71 127	71 274	73 893
Contributions publiques	51 018	56 383	58 189	57 514	51 764
Produits financiers	3 699	3 406	3 265	3 535	3 615
Autres recettes	8 928	8 410	7 459	8 015	7 871
Total des ressources	**416 775**	**453 723**	**470 528**	**486 808**	**505 164**
Solde opérations courantes	**– 6 459**	**– 1 044**	**1 537**	**6 329**	**10 044**

(1) Compte de la protection sociale, base 1995.

TABLEAU C.04-2

Contributions publiques reçues par les différents régimes (1)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Million d'euros

	1998	1999	2000
Régime général de la sécurité sociale	3 837	3 728	4 353
Régimes d'indemnisation du chômage	430	216	507
Régimes d'intervention sociale des pouvoirs publics	47 156	47 212	40 200
Autres régimes de sécurité sociale	6 766	6 358	6 704
Total	**58 189**	**57 514**	**51 764**

(1) Compte de la protection sociale, base 1995.

TABLEAU C.04-3

Prestations de protection sociale par risque (1)

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Million d'euros

	r 1995	*r* 1998	*r* 1999	2000
Santé	**115 085**	**126 659**	**129 971**	**136 218**
Maladie	92 656	101 975	104 589	109 994
Invalidité, infirmité	16 384	18 549	19 118	19 776
Accidents du travail, maladies professionnelles	6 045	6 135	6 264	6 448
Vieillesse-survie	**149 278**	**165 831**	**171 521**	**176 707**
Vieillesse	127 989	142 820	148 239	152 972
Survie	21 289	23 011	23 282	23 735
Maternité-famille	**36 263**	**39 213**	**40 345**	**40 928**
Maternité	4 661	4 777	4 893	5 110
Famille	31 602	34 436	35 452	35 818
Emploi	**26 985**	**28 639**	**28 673**	**28 123**
Insertion et réinsertion professionnelle	4 226	3 236	3 019	2 876
Chômage	22 759	25 403	25 654	25 247
Logement	**11 046**	**11 965**	**12 313**	**12 447**
Pauvreté, exclusion sociale	**4 222**	**5 162**	**5 593**	**5 660**
Total	**342 879**	**377 469**	**388 416**	**400 083**

(1) Compte de la protection sociale, base 1995.

TABLEAU C.04-4

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE)

Unité : Million d'écus

	1990	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998	*p* 1999
Maladie : UE à 15	**...**	**487 361**	**507 256**	**516 845** ***e***	**540 056** ***e***	**...**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	91 750	161 358	160 457	150 608 *p*	152 692	158 955
Autriche	8 509	13 052	12 937	12 997	13 652	...
Belgique	10 422	13 300	14 161	13 828 *e*	14 182 *e*	14 566 *e*
Danemark	5 895	7 705	7 827	7 988	8 736	...
Espagne	22 317	27 332	29 514	28 964 *p*	30 342	31 441
Finlande	7 440	6 399	6 593	6 750	6 900	7 165
France	**73 012**	**101 144**	**105 364**	**105 094**	**109 363**	**113 325**
Grèce	3 314	5 034	5 423	6 068	6 175	...
Irlande	2 212	3 341	3 462	4 119	4 322	4 977
Italie	51 368	45 799	54 003	58 957	60 594	62 970
Luxembourg	459	788	870	870	887	...
Pays-Bas	19 452	26 272	25 454	25 142 *p*	26 846	28 608
Portugal	2 240	4 872	5 473	5 918	6 468	...
Royaume-Uni	45 575	56 965	60 257	74 104	82 612	...
Suède	...	14 000	15 462	15 436	16 286	...
Invalidité : UE à 15	**...**	**147 297**	**153 196**	**162 258** ***e***	**167 469** ***e***	**...**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	18 117	36 454	39 429	41 915 *p*	43 109	44 309
Autriche	2 285	3 929	4 155	4 225	4 504	...
Belgique	2 955	4 968	4 999	5 041 *e*	5 110 *e*	5 220 *e*
Danemark	2 923	4 570	4 726	4 781	5 235	...
Espagne	5 983	7 040	7 667	7 769 *p*	8 436	8 837
Finlande	4 058	4 576	4 536	4 514	4 373	4 423
France	**15 234**	**17 704**	**17 622**	**17 735**	**18 338**	**18 975**
Grèce	1 513	1 263	1 364	1 473	1 587	...
Irlande	296	444	496	556	572	630
Italie	15 160	14 169	16 568	16 648	16 008	16 741
Luxembourg	260	425	413	430	436	...
Pays-Bas	11 337	14 098	11 260	11 076 *p*	11 123	11 569
Portugal	1 223	1 781	2 103	2 289	2 459	...
Royaume-Uni	15 473	28 121	29 710	35 790	38 106	...
Suède	...	7 755	8 147	8 014	8 074	...
Vieillesse : UE à 15	**...**	**701 869**	**750 123**	**791 488** ***e***	**819 644** ***e***	**...**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	125 130	212 860	214 807	212 416 *p*	219 355	227 793
Autriche	12 501	19 168	19 579	19 293	19 753	...
Belgique	11 504	18 029	18 265	18 012 *e*	18 311 *e*	18 763 *e*
Danemark	10 746	16 226	17 115	17 336	17 333	...
Espagne	29 626	37 665	41 264	42 117 *p*	43 486	45 553
Finlande	7 758	8 831	9 215	9 199	9 271	9 620
France	**89 130**	**128 236**	**134 968**	**136 904**	**141 715**	**148 040**
Grèce	5 771	8 149	9 264	10 325	11 223	...
Irlande	1 549	1 876	1 918	2 172	2 240	2 399
Italie	96 500	106 588	122 611	134 341	138 330	145 227
Luxembourg	570	990	1 346	1 384	1 437	...
Pays-Bas	22 057	29 084	31 060	32 099 *p*	33 741	35 786
Portugal	2 625	5 351	6 089	6 288	6 908	...
Royaume-Uni	62 515	86 887	97 129	123 756	130 693	...
Suède	...	21 929	25 492	25 845	25 847	...
Survie : UE à 15	**...**	**95 824**	**96 884**	**102 024** ***e***	**102 326** ***e***	**...**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	7 184	10 732	10 387	10 274 *p*	10 244	10 154
Autriche	3 781	5 368	5 413	5 284	5 344	...
Belgique	4 341	6 195	6 162	6 364 *e*	6 523 *e*	6 741 *e*
Danemark	24	26	26	25	24	...
Espagne	3 550	4 069	4 334	4 301 *p*	4 430	4 619
Finlande	1 090	1 191	1 197	1 221	1 213	1 261
France	**16 917**	**21 362**	**22 361**	**22 243**	**22 813**	**23 504**
Grèce	1 314	1 585	1 883	2 039	2 233	...
Irlande	446	565	610	684	709	759
Italie	21 054	21 910	26 222	28 646	27 767	30 468
Luxembourg	273	457	154	155	156	...
Pays-Bas	3 691	4 868	5 367	5 262 *p*	4 984	5 364
Portugal	559	1 098	1 247	1 336	1 400	...
Royaume-Uni	9 371	14 900	9 812	12 572	12 909	...
Suède	...	1 498	1 710	1 619	1 578	...

TABLEAU C.04-4 (suite 1)

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité* : Million d'écus

	1990	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998	*p* 1999
Famille, enfants : UE à 15	**...**	**138 065**	**156 123**	**164 732** *e*	**167 711** *e*	**...**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	21 831	39 840	51 915	54 073 *p*	54 664	59 224
Autriche	3 402	5 764	5 654	5 331	5 232	...
Belgique	3 684	4 933	4 978	4 869 *e*	4 935 *e*	5 047 *e*
Danemark	3 477	5 340	5 482	5 568	5 878	...
Espagne	1 316	1 654	1 956	2 054 *p*	2 152	2 265
Finlande	3 526	4 083	3 851	3 878	3 894	3 952
France	**23 107**	**34 063**	**35 568**	**36 679**	**36 534**	**37 823**
Grèce	1 003	1 709	1 870	1 974	2 076	...
Irlande	743	1 102	1 288	1 511	1 499	1 616
Italie	9 672	6 369	8 186	8 910	9 349	9 911
Luxembourg	199	429	432	439	507	...
Pays-Bas	3 870	4 241	4 088	4 253 *p*	4 232	4 369
Portugal	526	854	887	947	1 023	...
Royaume-Uni	15 275	20 473	22 361	26 878	28 242	...
Suède	...	7 213	7 607	7 367	7 494	...
Chômage : UE à 15	**...**	**147 051**	**154 126**	**147 092** *e*	**145 244** *e*	**...**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	17 059	47 583	49 671	46 535 *p*	47 414	49 675
Autriche	1 485	2 823	2 956	2 798	2 855	...
Belgique	5 426	7 319	7 420	7 292 *e*	7 391 *e*	7 372 *e*
Danemark	4 504	6 356	6 082	5 564	5 284	...
Espagne	13 897	15 725	14 865	14 216 *p*	13 980	14 081
Finlande	1 591	4 396	4 306	4 106	3 659	3 465
France	**20 602**	**26 854**	**28 762**	**28 301**	**28 491**	**29 117**
Grèce	585	873	905	1 095	1 216	...
Irlande	954	1 631	1 875	1 961	1 830	1 724
Italie	3 372	4 203	7 443	7 277	7 108	7 325
Luxembourg	48	101	120	128	127	...
Pays-Bas	5 743	9 111	9 238	8 234 *p*	6 844	6 462
Portugal	186	848	972	899	909	...
Royaume-Uni	9 652	12 656	12 218	11 492	11 652	...
Suède	...	6 573	7 293	7 195	6 483	...
Logement : UE à 15 (1)	**...**	**36 545**	**38 486**	**41 471** *e*	**42 547** *e*	**...**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	1 802	3 144	3 285	3 451 *p*	3 620	3 686
Autriche	157	159	157	157	168	...
Belgique	...	...	...	...	...	...
Danemark	689	1 056	1 060	1 080	1 120	...
Espagne	445	584	355	354 *p*	346	348
Finlande	197	459	394	369	437	488
France	**7 132**	**11 083**	**11 401**	**11 514**	**11 889**	**12 319**
Grèce	278	510	603	790	793	...
Irlande	231	304	334	389	405	443
Italie	32	64	79	71	54	227
Luxembourg	4	5	4	9	12	...
Pays-Bas	761	998	1 310	1 389 *p*	1 525	1 601
Portugal	4	4	4	4	3	...
Royaume-Uni	10 122	16 050	17 333	20 055	20 453	...
Suède	...	2 124	2 166	1 838	1 722	...
Exclusion sociale : UE à 15	**...**	**27 276**	**31 701**	**32 109** *e*	**32 731** *e*	**...**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	5 938	11 913	12 272	11 984 *p*	11 718	11 098
Autriche	414	585	614	557	573	...
Belgique	933	1 523	1 539	1 484 *e*	*1 548 e*	1 625 *e*
Danemark	1 064	1 896	1 797	1 771	1 685	...
Espagne	277	533	784	810 *p*	717	747
Finlande	492	641	724	749	667	639
France	**3 064**	**4 239**	**4 499**	**4 672**	**5 138**	**5 632**
Grèce	142	221	269	282	270	...
Irlande	106	176	202	237	243	258
Italie	39	61	221	245	253	313
Luxembourg	28	42	36	39	41	...
Pays-Bas	1 918	2 081	4 486	4 483 *p*	4 862	5 171
Portugal	24	62	103	160	297	...
Royaume-Uni	1 301	1 386	2 016	2 440	2 631	...
Suède	...	1 916	2 138	2 196	2 090	...

(1) Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.04-4 (suite 2 et fin)

Prestations de protection sociale par fonction dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité* : Million d'écus

	1990	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998	*p* 1999
Total des prestations de l'Union européenne à 15 (1)	**...**	**1 781 288**	**1 887 894**	**1 958 020** *e*	**2 017 729** *e*	**...**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	288 811	523 882	542 223	531 257 *p*	542 817	564 894
Autriche	32 535	50 849	51 464	50 643	52 082	...
Belgique	39 265	56 267	57 523	56 890 *e*	57 998 *e*	59 336 *e*
Danemark	29 322	43 175	44 116	44 113	45 295	...
Espagne	77 411	94 602	100 739	100 584 *p*	103 888	107 891
Finlande	26 152	30 576	30 818	30 787	30 414	31 014
France	**248 198**	**344 685**	**360 546**	**363 142**	**374 282**	**388 735**
Grèce	13 921	19 342	21 581	24 046	25 573	...
Irlande	6 539	9 439	10 186	11 630	11 819	12 807
Italie	197 196	199 164	235 333	255 096	259 463	273 183
Luxembourg	1 841	3 236	3 375	3 455	3 604	...
Pays-Bas	68 828	90 753	92 263	91 939 *p*	94 157	98 930
Portugal	7 386	14 870	16 878	17 842	19 466	...
Royaume-Uni	169 284	237 439	250 834	307 086	327 297	...
Suède	...	63 008	70 014	69 511	69 575	...

(1) Somme des informations disponibles.

TABLEAU C.04-5

Dépenses courantes de protection sociale en pourcentage du PIB dans les pays de l'Union européenne (1)

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — %

	1990	1995	1996	1997	*p* 1998	*p* 1999
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	25,4	29,6	30,0 *r*	29,5 *p*	29,3	29,6
Autriche	26,7	29,8	29,6	28,8	28,4	...
Belgique	26,6	28,2	28,8	28,1 *e*	27,5 *e*	27,0 *e*
Danemark	28,7	32,2	31,4	30,5 *r*	30,0	...
Espagne	19,9	22,1	22,5 *r*	22,0 *p*	21,6	21,1
Finlande	25,1	31,8	31,6	29,3	27,2	26,3
France	**27,7**	**30,7**	**31,0**	**30,8**	**30,5**	**30,4**
Grèce	23,2	22,6	23,1	23,6	24,5	...
Irlande	19,1	19,6	18,5	17,2 *r*	16,1	15,3
Italie	24,3	25,2	25,2 *r*	25,7 *r*	25,2	25,7
Luxembourg	22,6	24,9	25,2	24,8	24,1	...
Pays-Bas	32,5	31,5	30,1 *r*	29,4 *p*	28,5	28,2
Portugal	15,6	20,8	22,0 *r*	22,5	23,4	...
Royaume-Uni	23,5	28,6	28,0 *r*	27,3 *r*	26,8	...
Suède	33,1	35,2	34,5	33,6	33,3	...
Ensemble de l'Union européenne	**25,4**	**28,6**	**28,6** *r*	**28,1** *e*	**27,7** *e*	**...**

(1) Prestations de protection sociale + frais de fonctionnement + autres dépenses courantes.

TABLEAU C.04-6

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité* : Million d'écus

	1990	1995	*r* 1996	*r* 1997	*p* 1998	*p* 1999
Cotisations sociales des employeurs : UE à 15	**...**	**744 038 *e***	**785 984**	**813 223 *e***	837 271	...
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	139 693	225 083	217 197	213 808 *p*	216 980	223 511
Autriche	12 727	19 532	19 869	19 831	20 316	...
Belgique	18 226	30 096 *e*	32 270	32 373 *e*	34 128 *e*	36 407 *e*
Danemark	2 612	4 943	5 102	4 378	4 609	...
Espagne	43 283	48 777	53 189	54 650 *p*	56 967	60 081
Finlande	13 995	11 874	12 444	12 412	13 080	13 875
France	**137 078**	**169 534**	**176 218**	**177 576**	**184 540**	**193 137**
Grèce	5 840	8 052	9 171	9 774	10 175	...
Irlande	1 651	2 186	2 317	2 751	2 960	3 326
Italie	111 923	105 732	126 099	135 811	121 094	124 608
Luxembourg	633	914	964	946	1 001	...
Pays-Bas	16 462	23 764	25 027	25 150 *p*	36 102	38 319
Portugal	3 350	5 016	5 328	5 838	6 283	...
Royaume-Uni	57 944	62 265 *e*	70 075	87 642	98 996	...
Suède	...	26 271	30 713	29 764	30 037	...
Cotisations sociales des personnes protégées (1) : UE à 15	**...**	**451 187 *e***	**499 109**	**521 791 *e***	**499 059 *e***	**...**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	90 795	159 097	164 375	164 164 *p*	166 175	170 039
Autriche	8 382	13 704	14 056	14 252	14 654	...
Belgique	11 222	13 646 *e*	14 642	14 526 *e*	15 149 *e*	15 511 *e*
Danemark	1 752	6 674	7 667	9 049	9 531	...
Espagne	13 405	16 744	18 110	18 388 *p*	19 092	19 828
Finlande	2 540	4 822	4 786	4 711	5 001	4 676
France	**75 919**	**98 576**	**105 313**	**100 798**	**78 956**	**83 900**
Grèce	3 000	5 061	5 384	6 032	6 524	...
Irlande	1 060	1 381	1 492	1 655	1 681	2 040
Italie	31 705	37 254	42 802	45 227	40 099	40 177
Luxembourg	496	847	853	910	971	...
Pays-Bas	32 210	49 910	46 151	48 122 *p*	41 062	45 378
Portugal	1 803	3 157	3 271	3 574	3 791	...
Royaume-Uni	34 744	36 569 *e*	65 057	84 284	89 262	...
Suède	...	3 744	5 151	6 100	7 112	...
Contributions publiques courantes : UE à 15	**...**	**615 325 *e***	**657 060**	**694 201 *e***	**776 316 *e***	**...**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	80 755	158 978	173 289	170 231 *p*	179 086	194 047
Autriche	12 017	19 241	18 963	18 172	18 668	...
Belgique	11 007	16 076 *e*	16 609	16 170 *e*	16 461 *e*	16 906 *e*
Danemark	26 674	35 289	35 288	34 956	35 715	...
Espagne	20 822	28 979	28 574	28 002 *p*	29 716	30 800
Finlande	12 904	16 345	15 827	15 621	15 573	15 911
France	**44 029**	**77 156**	**82 559**	**91 101**	**121 704**	**125 680**
Grèce	5 026	6 232	6 678	7 683	7 894	...
Irlande	4 007	6 185	6 622	7 531	7 587	8 256
Italie	61 245	63 183	72 559	79 784	103 714	111 068
Luxembourg	891	1 665	1 743	1 784	1 854	...
Pays-Bas	20 656	17 342	18 891	18 750 *p*	18 787	19 520
Portugal	3 047	6 595	8 190	8 549	9 066	...
Royaume-Uni	84 884	127 227 *e*	134 992	160 496	175 298	...
Suède	...	34 830	36 278	35 372	35 192	...
Autres recettes courantes : UE à 15	**...**	**98 353 *e***	**79 476**	**79 290 *e***	**81 933 *e***	**...**
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	8 836	12 292	15 789	16 647 *p*	17 168	17 946
Autriche	312	359	304	333	472	...
Belgique	4 136	1 779 *e*	1 810	1 743 *e*	1 767 *e*	1 808 *e*
Danemark	2 248	3 069	3 180	3 203	3 325	...
Espagne	2 016	2 637	3 018	3 432 *p*	3 356	3 310
Finlande	2 314	2 424	2 569	2 405	2 463	2 691
France	**6 556**	**12 618**	**12 051**	**11 722**	**11 591**	**12 253**
Grèce	1 171	2 159	2 219	2 493	2 451	...
Irlande	71	84	96	120	142	165
Italie	6 658	4 724	6 265	6 061	5 924	5 826
Luxembourg	173	185	174	157	178	...
Pays-Bas	13 151	17 285	21 759	21 914 *p*	23 866	24 341
Portugal	826	1 965	2 757	1 835	2 133	...
Royaume-Uni	35 268	31 174 *e*	1 784	2 030	2 585	...
Suède	...	5 599	5 699	5 195	4 512	...

N.B. Voir note en fin de tableau.

TABLEAU C.04-6 (suite 1 et fin)

Recettes courantes de protection sociale par nature dans les pays de l'Union européenne

Source : Office statistique de la communauté européenne (OSCE) — *Unité* : Million d'écus

	1990	1995	*r* 1996	1997	*p* 1998	*p* 1999
Total des recettes courantes (2) : UE à 15	**...**	**1 908 903** *e*	**2 021 629**	**2 108 504** *e*	**2 194 579**	...
Allemagne : RFA (incluant l'ex RDA à partir de 1991)	320 080	555 450	570 650	564 849 *p*	579 410	605 543
Autriche	33 438	52 835	53 193	52 588	54 111	...
Belgique	44 591	61 598 *e*	65 331	64 811 *e*	67 505 *e*	70 631
Danemark	33 285	49 976	51 238	51 585	53 181	...
Espagne	79 525	97 136	102 891	104 472 *p*	109 131	114 019
Finlande	31 754	35 465	35 626	35 150	36 117	37 153
France	**263 584**	**357 884**	**376 141**	**381 196**	**396 791**	414 971
Grèce	15 036	21 503	23 452	25 982	27 044	...
Irlande	6 789	9 835	10 527	12 057	12 371	13 787
Italie	211 531	210 894	247 725	266 883	270 831	281 679
Luxembourg	2 194	3 612	3 733	3 798	4 004	...
Pays-Bas	82 479	108 301	111 828	113 937 *p*	119 816	127 558
Portugal	9 026	16 733	19 546	19 796	21 274	...
Royaume-Uni	212 840	257 236 *e*	271 909	334 452	366 141	...
Suède	...	70 445	77 841	76 948	76 853	...

(1) Les cotisations des personnes protégées comprennent les cotisations à charge des employés, des indépendants, des pensionnés et autres personnes protégées.
(2) Non compris les transactions entre régimes.

TABLEAU C.04-7

Prestations maladies versées par les caisses de sécurité sociale

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) — *Unité* : Million d'euros

	1980	1985	1990	1995	1997	*p* 1998	Structure en % 1998
CNAMTS	**19 012,4**	**35 305,8**	**50 617,5**	**66 072,6**	**69 908,1**	**72 883,7**	**82,4**
Autres régimes	**5 250,6**	**9 702,9**	**12 651,9**	**14 813,9**	**15 109,2**	**15 572,5**	**17,6**
Dont : CANAM	1 097,9	2 075,4	2 811,6	3 374,0	3 450,1	3 540,3	4,0
Exploitants agricoles	1 629,7	2 960,0	4 124,8	4 791,9	4 934,3	5 123,5	5,8
Salariés agricoles	941,8	1 649,5	1 998,8	2 373,2	2 450,6	2 572,1	2,9
Assurance agricole personnelle	...	30,5	24,4	25,8	29,3	27,6	–
Mines	403,1	697,9	901,0	1 047,0	1 057,4	1 046,4	1,2
SNCF	554,2	963,0	1 148,1	1 298,1	1 260,3	1 280,1	1,5
Militaires	386,3	754,6	953,0	1 116,4	1 130,4	1 147,2	1,3
Marins	122,1	223,2	256,3	278,2	263,1	288,6	0,4
CAMAC (1)	...	81,7	107,0	127,1	129,7	127,8	0,1
RATP (2)	57,9	144,8	152,4	165,3	169,7	175,9	0,2
Clercs de notaires	32,6	59,5	90,4	109,6	113,4	123,3	0,1
Banque de France	18,4	36,6	51,1	61,9	64,9	63,3	0,1
Compagnie des Eaux (3)	4,0	6,6	9,5	///	///	///	///
Chambre de Commerce	2,6	5,3	7,8	10,2	11,4	9,6	∈
Français de l'Étranger	...	14,3	15,9	34,1	43,4	45,7	∈
Port autonome de Bordeaux	...	...	...	1,1	1,1	1,1	∈
Total	**24 263,0**	**45 008,7**	**63 269,4**	**80 886,6**	**85 017,3**	**88 456,3**	**100,0**

(1) Caisse mutuelle d'assurance maladie des cultes.
(2) Les données portant sur le montant du maintien du salaire assuré par la RATP sont exclues des séries à partir de 1990.
(3) Régime intégré au régime général à compter du 1er janvier 1991.

TABLEAU C.04-8

Prestations maladie selon le régime de sécurité sociale et le type de prestation

Année 1998 provisoire

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés — *Unité* : Million d'euros

	Régime général	Régime exploitants agricoles	Régime salariés agricoles	CANAM	Autres régimes	Ensemble des régimes
Consultations	4 076,8	193,8	119,1	138,3	174,7	4 702,4
Visites	862,4	89,6	35,7	47,3	46,3	1 081,5
Chirurgie et spécialités [K, KC, KE, forfaits]	2 385,4	152,6	72,0	138,6	136,6	2 885,3
Radiologie [Z, ZN, PRA]	1 257,7	69,1	36,3	65,1	70,7	1 498,7
Autres	507,2	41,9	16,9	28,4	108,4	702,8
Total honoraires médicaux	**9 089,5**	**547,0**	**279,9**	**417,6**	**536,8**	**10 870,8**
Total honoraires dentaires	**1 800,9**	**72,4**	**50,6**	**68,0**	**91,9**	**2 083,8**
Total honoraires privés (médicaux + dentaires)	**10 890,3**	**619,4**	**330,5**	**485,6**	**628,7**	**12 954,7**
Versements aux établissements du secteur public	34 755,2	2 372,0	1 208,6	1 713,5	1 829,1	41 982,5
Versements aux établissements du secteur privé	5 434,0	415,1	192,8	323,5	381,9	6 747,5
Total versements aux établissements d'hospitalisation (1)	**40 189,2**	**2 787,1**	**1 401,5**	**2 037,0**	**2 336,4**	**48 750,9**
Pharmacie	11 151,8	934,7	385,5	575,2	795,0	13 842,1
Actes en AM, AIS et SFI (2)	3 048,1	345,9	123,2	197,7	206,6	3 921,4
Actes en B, BP, BR, KB, PB et TB (3)	1 615,7	104,6	49,9	87,0	93,9	1 951,0
Optique et orthopédie	853,9	86,3	29,9	59,0	61,3	1 090,5
Total prescriptions	**16 669,4**	**1 471,4**	**588,5**	**919,0**	**1 156,8**	**20 805,0**
Autres prestations	**1 363,0**	**245,6**	**107,5**	**77,0**	**181,9**	**1 975,1**
Prestations en espèces	**3 771,7**	**...**	**144,2**	**21,6**	**32,8**	**3 970,4**
Total maladie	**72 883,7**	**5 123,5**	**2 572,1**	**3 518,5**	**4 336,6**	**88 456,1**

(1) Y compris les régularisations comptables.
(2) Y compris les frais de déplacement des auxiliaires médicaux.
(3) B, BP, BR, KB, PB et TB : actes de biologie.

TABLEAU C.04-9

Dépenses d'aide sociale relevant de la compétence de l'État et du département

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Million d'euros

	r 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	1999	2000
DÉPENSES BRUTES RELEVANT DE L'ÉTAT (1)							
Aide sociale aux personnes handicapées	**766,5**	**814,8**	**859,7**	**895,0**	**927,0**	**958,4**	**991,2**
Centres d'aide par le travail	757,8	806,9	852,2	888,5	920,8	953,4	987,0
Centres de rééducation professionnelle	–	–	–	–	–	–	–
Allocation différentielle	8,7	8,0	7,5	6,6	6,1	5,0	4,3
Centres d'hébergement et de réadaptation sociale	**349,4**	**367,1**	**378,8**	**400,7**	**414,3**	**455,1**	**454,0**
Sans domicile fixe (IVG et soins aux SDF) (2)	**122,1**	**106,3**	**105,8**	**123,9**	**121,7**	**123,2**	**47,4**
Interruption volontaire de grossesse	0,9	0,9	0,9	–	–	–	–
Aide médicale aux SDF	121,2	105,3	104,9	123,9	121,7	123,2	47,4
Sans domicile fixe : Autres formes d'aide sociale	**58,5**	**55,5**	**54,0**	**56,5**	**57,9**	**56,7**	**55,3**
Aide sociale aux personnes âgées	38,1	38,1	37,0	38,7	40,9	39,5	38,7
Aide sociale aux personnes handicapées	15,7	14,8	14,6	16,5	16,5	16,3	16,5
Aide sociale à l'enfance	4,7	2,6	2,1	1,2	0,5	0,9	0,2
Aide sociale aux personnes âgées	**3,8**	**3,0**	**3,0**	**2,7**	**2,6**	**1,8**	**0,8**
Allocation simple	3,8	3,0	3,0	2,7	2,6	1,8	0,8
Divers	**49,7**	**57,5**	**67,3**	**75,0**	**85,0**	**95,0**	**104,3**
Allocations supplémentaires (personnes âgées et handicapées)	2,1	1,5	1,4	1,4	1,1	0,9	0,6
Allocation militaire	0,2	0,2	–	–	–	–	–
Tutelle et curatelle	44,1	52,0	61,6	69,4	79,5	89,6	99,2
Prévention/Réadaptation	3,5	4,0	4,2	4,2	4,3	4,3	4,3
Total	**1 350,1**	**1 404,2**	**1 468,6**	**1 553,8**	**1 608,4**	**1 690,2**	**1 652,9**
DÉPENSES NETTES RELEVANT DU DÉPARTEMENT							
Aide sociale à l'enfance	**3 511,7**	**3 650,8**	**3 784,1**	**3 949,6** *e*	**4 079,7** *e*	**4 198,4** *e*	**4 271,8** *e*
Aide sociale aux personnes handicapées	**2 714,4**	**2 888,0**	**3 042,7**	**3 099,9** *e*	**2 849,6** *e*	**2 729,6** *e*	**2 686,0** *e*
À domicile (3)	1 332,1	1 394,1	1 428,8	1 392,2 *e*	1 045,5 *e*	832,8 *e*	...
Hébergement (4)	1 370,2	1 479,2	1 596,4	1 666,4 *e*	1 759,4 *e*	1 847,5 *e*	...
Autres dépenses (5)	12,0	14,5	17,5	41,5 *e*	44,7 *e*	49,2 *e*	...
Aide sociale aux personnes âgées	**1 036,7**	**1 070,8**	**1 063,3**	**1 080,3** *e*	**1 285,8** *e*	**1 455,4** *e*	**1 532,7** *e*
À domicile	202,8	194,8	183,1	177,6 *e*	312,7 *e*	416,3 *e*	...
Hébergement	822,2	862,9	867,1	884,2 *e*	936,8 *e*	1 026,6 *e*	...
Autres dépenses (5)	11,7	13,3	13,1	18,3 *e*	26,4 *e*	– 7,6 *e*	...
PSD non ventilée entre domicile et établissement (6)	///	///	///	///	9,9	20,1	...
Aide médicale	**829,6**	**947,6**	**997,0**	**1 131,6**	**1 216,4**	**1 280,7**	**184,8** *e*
Aide médicale générale	805,4	///	///	///	///	///	///
À domicile	279,7	358,1	395,0	...	...	...	///
Hospitalière	124,2	172,1	193,5	...	...	...	///
Soins (7)	404,0	530,2	588,5	727,0	765,9	817,7	///
Cotisations d'assurance personnelle (8)	391,9	406,0	315,4	425,2	469,4	477,9	///
Autres dépenses (5)	9,5	11,6	10,8	...	...	...	///
Aide médicale aux malades mentaux	22,7	///	///	///	///	///	///
Aide médicale aux tuberculeux	1,7	///	///	///	///	///	///
Sous-total prestations versées	**8 092,3**	**8 557,3**	**8 887,2**	**9 261,4** *e*	**9 431,4** *e*	**9 664,2** *e*	**8 675,3** *e*
Charges d'insertion bénéficiaires du RMI	413,9	463,7	511,8	536,6	602,8	655,7	639,1 *e*
Service départemental d'action sociale (9)	544,2	580,7	632,2	1 020,0	1 140,9	1 209,1	1 205,4 *e*
Frais communs	298,2	295,6	323,8	346,8	379,3	403,2	355,8 *e*
Total	**9 348,8**	**9 897,3**	**10 354,9**	**11 164,9** *e*	**11 554,4** *e*	**11 932,2** *e*	**10 875,6** *e*

(1) Champ : France entière, pour les dépenses relevant de l'État
(2) Depuis 1997, la nomenclature ne distingue plus les dépenses afférentes à l'IVG des dépenses d'aide médicale pour les SDF.
(3) Les dépenses d'aide à domicile sont essentiellement des dépenses d'allocation compensatrice.
(4) Y compris les dépenses d'éducation spéciale à partir de 1992.
(5) Depuis 1992, le poste « Autres dépenses » regroupe les frais divers (frais d'inhumation, frais de transport, argent de poche, etc.) qui, auparavant, étaient inclus dans chaque sous-chapitre.
(6) PSD : prestation spécifique dépendance instaurée par la loi du 24 janvier 1997.
(7) La rubrique soins correspond à l'ensemble des soins de ville et hospitaliers.
(8) Dépenses à la charge du département depuis 1987. À partir de 1989, s'ajoutent les dépenses de cotisations d'assurance personnelle au titre du RMI.
(9) En 1997, le champ de l'action sociale a été élargi du chapitre 954-2 aux chapitres 954-2,954-9, 957 et 951 de la nomenclature M51.

TABLEAU C.04-10

Bénéficiaires de l'aide sociale au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) (Enquête Aide sociale)

	r 1994	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	*e* 2000
Aide relevant du département (1)							
Aide sociale à l'enfance :							
Mesures administratives	33 412	31 306	30 573	29 619	28 858	28 936	28 682
Mesures judiciaires	73 215	76 138	78 356	80 337	81 844	82 525	82 253
Total des enfants confiés à l'ASE	**106 627**	**107 444**	**108 929**	**109 956**	**110 702**	**111 461**	**110 935**
Placements directs	28 136	27 222	27 126	26 771	26 173	25 483	25 077
Total des enfants accueillis à l'ASE	**134 763**	**134 666**	**136 055**	**136 727**	**136 875**	**136 944**	**136 012**
Aide sociale aux personnes handicapées :							
Aide ménagère et auxiliaires de vie	7 900	8 085	9 140	9 900	11 595	11 865	12 870
ACTP (2) des moins de 60 ans (3)	81 665	84 245	85 980	87 330	89 930	88 175	92 120
Accueil :							
Hébergement en établissement	74 255	73 960	75 225	77 080	78 660	77 980	77 940
Accueil de jour	4 560	5 545	6 495	7 130	7 825	8 250	8 000
Accueil en milieu familial	2 315	2 590	2 760	2 960	3 005	3 095	3 305
Aide sociale aux personnes âgées :							
ACTP des moins de 60 ans (3)	188 070	200 040	203 095	175 050	104 685	62 690	43 830
Aide à domicile :							
Aide ménagère ARSM (4) (3)	90 260	86 860	80 895	75 415	71 380	65 445	59 810
PSD (5) à domicile	///	///	///	10 000	46 440	54 665	63 220
Accueil :							
Hébergement en établissement	135 250	133 310	130 350	128 655	125 195	120 910	116 700
Accueil en milieu familial	650	685	705	710	830	920	925
PSD en établissement	///	///	///	13 000	39 560	52 295	62 115
Aide médicale :							
Cotisations d'assurance personnelle	261 650	270 300	264 675	290 735	283 940	280 410	...
Prise en charge des soins (6)	...	...	2 618 060	2 776 430	2 839 895	2 925 600	...

(1) Les estimations nationales pour ces séries ont été revues en 1999 pour les années 1992 à 1998.
(2) ACTP : allocation compensatrice pour tierce personne.
(3) Sont compris ici les personnes ayant des droits ouverts au 31 décembre.
(4) ARSM : allocation représentative des services ménagers.
(5) PSD : prestation spécifique dépendance instaurée par la loi du 24 janvier 1997.
(6) Sont comptés ici les titulaires et ayants droit.

TABLEAU C.04-11

Prestations familiales, ensemble des régimes. Montant global (1)

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) — *Unité* : Million d'euros

	r 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	2000
Tous régimes hors AAH (2)	16 316,2	20 170,9	21 837,7	21 619,1	22 020,8	22 178,0
Régime général hors AAH (2)	13 713,6	17 703,3	19 386,0	19 338,5	19 789,5	19 962,4

(1) Prestations versées au titre du Fonds national des Prestations familiales (FNPF).
(2) AAH : allocation d'adulte handicapé.

TABLEAU C.04-12

Nombre de familles allocataires et d'enfants bénéficiaires de prestations familiales

Source : CNAF *(*Caisse nationale des allocations familiales) — *Unité* : Millier

	1980	1985	1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	2000
Familles allocataires :								
Tous régimes	5 701	5 890	5 848	5 914	5 858	5 567	6 086	6 130
dont : régime général	4 368	4 761	4 863	5 091	5 137	4 924	5 412	5 467
Enfants bénéficiaires :								
Tous régimes	12 588	12 446	12 406	12 271	12 112	11 203	12 474	12 470
dont : régime général	9 626	9 972	10 253	10 459	10 532	9 797	11 007	11 031

TABLEAU C.04-13

Prestations familiales, tous régimes. Montants versés par allocation

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales) — *Unité* : Million d'euros

	r 1990	*r* 1995	*r* 1997	*r* 1998	*r* 1999	2000
Prestations complément de revenu :						
Allocations familiales	9 563,4	10 485,1	10 647,0	10 076,7	10 613,7	10 506,8
Complément familial	1 281,8	1 495,8	1 465,6	1 477,1	1 463,6	1 501,8
Allocation de parent isolé	572,6	690,3	680,8	673,3	681,6	696,2
Prestations liées à la maternité :						
Allocation pour jeune enfant	2 960,5	3 027,8	2 547,8	2 566,2	2 564,7	2 605,8
Allocation parentale d'éducation	910,2	1 245,5	2 587,6	2 718,6	2 742,8	2 761,0
Allocation de garde d'enfant à domicile	39,2	142,7	337,2	252,0	129,9	134,2
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	///	859,7	1 212,1	1 577,6	1 530,5	1 689,7
Allocation d'adoption	///	1,4	3,4	3,3	3,6	3,4
Prestations spécifiques :						
Allocation de soutien familial	536,8	675,7	713,6	736,6	757,1	778,1
Allocation d'éducation spéciale	189,7	259,5	277,5	287,2	298,4	315,4
Allocation de rentrée scolaire	295,6	1 253,3	1 320,3	1 334,2	1 322,0	1 298,7
Aide à la scolarité	///	112,8	112,2	0,7	– 0,1	–
Logement :						
Allocation de logement à caractère familial	1 806,9	2 207,3	2 283,2	2 377,4	2 477,7	2 574,0
Prime de déménagement	4,7	3,4	3,7	3,9	4,1	3,8
Dépenses diverses :						
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	50,2	29,4	27,7	25,7	21,0	23,3
Allocation différentielle	25,5	26,2	29,0	26,7	27,4	17,9
Frais de tutelle	80,5	125,2	153,4	150,4	163,1	161,1
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	– 1,1	...	– 5,8	– 4,9	– 5,0	– 1,7
Prestations familiales (1) (2)	**16 316,2**	**20 170,9**	**21 837,7**	**21 619,1**	**22 020,8**	**22 178,0**
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] (3) :						
Allocation de logement à caractère social	1 421,9	3 009,2	3 170,6	3 271,4	3 408,3	3 430,9
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitation (FNH) :						
Aide personnalisée au logement	4 202,7	5 440,9	5 742,8	5 885,4	5 967,2	5 939,1
Prime de déménagement	4,7	4,0	4,1	4,1	3,8	3,8

(1) Hors AAH (allocation adulte handicapé).
(2) Prestations versées au titre du Fonds national des Prestations familiales (FNPF)
(3) Régime général, mines, régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-14

Prestations familiales, régime général. Montants versés et bénéficiaires par allocation

Source : Caisse nationale des allocations familiales (CNAF) — *Unités* : Millier de bénéficiaires et million d'euros

	1998			1999			2000		
	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires	Montants versés	Nombre de familles allocataires	Nombre d'enfants bénéficiaires
Prestations complément de revenu :									
Allocations familiales	8 696,8	3 553	8 852	9 246,8 *r*	3 886	...	9 173,5	3 905	...
Complément familial	1 294,0	792	2 653	1 294,0	790	...	1 329,1	822	...
Allocation de parent isolé	668,2	149	248	676,7	154	...	690,4	156	...
Prestations liées à la maternité :									
Allocation pour jeune enfant	2 346,0 *r*	1 225 *r*	2 076	2 358,7	1 222	...	2 402,5	1 244	...
Allocation parentale d'éducation	2 472,1	487	1 220	2 495,1 *r*	485 *r*	...	2 509,2	487	...
Allocation de garde d'enfant à domicile	248,6	72	157	128,5	65	...	132,1	60	...
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle	1 527,7	468	748	1 478,8	501	...	1 626,1	544	...
Allocation d'adoption	2,6	1	2	2,9	1	...	2,7	1	...
Prestations spécifiques :									
Allocation de soutien familial	688,6	496	845	710,9	515 *r*	...	729,1	517	...
Allocation d'éducation spéciale	251,7	94	224	264,2	95	...	280,3	98	...
Allocation de rentrée scolaire	1 200,5	2 656 *r*	6 105	1 193,8 *r*	2 771	...	1 177,6	2 745	...
Aide à la scolarité	0,6	–	...	–	–	...	–	–	...
Logement :									
Allocation de logement à caractère familial	2 273,2	1 068	2 009	2 378,5	1 079	...	2 465,4	1 103	...
Prime de déménagement	3,8	...	...	4,0	...	...	3,7	...	...
Dépenses diverses :									
Prestations versées à l'étranger et accords CEE	20,9	42	...	17,2 *r*	25 *r*	...	17,8	19	...
Allocation différentielle	26,7	14	33	27,4	17 *r*	...	17,9	11	...
Frais de tutelle	145,0	–	...	158,2	...	...	154,5	222	...
Solde des prêts à l'amélioration de l'habitat	– 4,9 *r*	...	...	– 5,0	...	...	– 1,7	...	...
Prestations familiales (1) (2)	**19 338,5 *r***	**4 924**	**9 797 *r***	**19 789,5 *r***	**5 412**	**11 007**	**19 962,4**	**5 467**	**11 031**
Prestations versées au titre du Fonds national d'aide au logement [FNAL] (3) :									
Allocation de logement à caractère social	3 049,1	2 054	...	3 190,3	2 045	...	3 221,9	2 047	...
Prestations versées au titre du Fonds national de l'Habitat (FNH) :									
Aide personnalisée au logement	5 641,7	2 758	...	5 728,0	2 724 *r*	...	5 704,3	2 685	...
Prime de déménagement	4,1 *r*	...	...	3,8 *r*	...	...	3,8	...	...

(1) Hors AAH (allocation d'adulte handicapé).
(2) Prestations versées au titre du Fonds national des prestations familiales.
(3) Régime général, mines, régimes agricoles seulement.

TABLEAU C.04-15

Montant mensuel moyen des retraites de droit direct selon le régime de base d'affiliation et le type de carrière

Ensemble des retraités de droit direct de 60 ans et plus
(échantillon interrégimes de retraités 1997)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Ensemble des carrières				Carrières complètes (1)		
	Montant moyen (euro)	Effectifs (%)	Durée de cotisation (trimestre)	Part des carrières complètes (%)	Montant moyen (euro)	Effectifs (%)	Durée de cotisation (trimestre)
Un seul régime de base : retraités unipensionnés							
Salarié du secteur privé (régime général et régimes complémentaires)	882,2	45,4	128	50,8	1 362,3	38,4	172
Agents de la fonction publique d'État	1 661,2	4,9	143	63,7	1 877,3	5,2	155
Agents des collectivités locales (CNRACL)	1 053,0	1,0	118	26,1	1 535,9	0,5	153
Salariés agricoles (MSA)	484,6	1,1	103	41,0	833,9	0,8	168
Autres régimes (EDF, SNCF, RATP, Mines, Marine...)	1 332,6	2,0	136	39,9	1 640,7	1,4	157
Ensemble des anciens salariés	**964,4**	**55,0**	**129**	**50,9**	**1 421,4**	**46,2**	**169**
Exploitants agricoles	301,4	8,0	142	62,5	350,9	8,4	167
Artisans (CANCAVA)	509,2	n.s	123	45,7	746,2	0,2	174
Commerçants (ORGANIC)	335,8	1,0	92	15,0	551,3	0,2	162
Professions libérales	1 828,6	n.s	129	17,3	2 412,2	0,1	159
Ensemble des anciens non salariés	**337,4**	**9,0**	**137**	**57,4**	**377,2**	**8,9**	**167**
Ensemble des unipensionnés	**873,1**	**64,0**	**130**	**51,8**	**1 252,8**	**55,1**	**169**
Plusieurs régimes de base : retraités polypensionnés							
RG (2) et régime salarié agricole	884,8	7,0	152	68,4	1 098,7	8,5	177
RG et régime exploitant agricole	576,7	4,0	156	63,7	709,7	4,6	186
RG et régime artisan	927,2	2,0	166	82,1	1 023,8	3,2	179
RG et régime commerçant	847,3	4,0	150	60,9	1 097,0	3,5	178
RG et régime fonctionnaire ou CNRACL	1 440,3	4,6	172	78,9	1 587,9	6,1	185
RG et un autre régime de base	1 533,9	3,2	170	81,7	1 657,0	4,4	180
RG et deux autres régimes ou plus	1 116,8	4,2	181	84,7	1 184,7	5,9	189
Salarié agricole et exploitant agricole	553,8	3,0	163	80,5	599,3	3,4	174
Salarié agricole, exploitant agricole et autre régime	753,4	3,0	177	83,4	820,8	3,7	189
Autres situations à deux régimes ou plus	1 176,6	1,0	167	70,3	1 327,4	1,6	186
Ensemble des polypensionnés	**980,9**	**36,0**	**164**	**74,4**	**1 133,0**	**44,9**	**182**
Ensemble des régimes	**912,1**	**100,0**	**142**	**60,0**	**1 199,0**	**100,0**	**175**

(1) Carrières complètes : retraités de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus.
(2) RG : régime général.

TABLEAU C.04-16

Montant mensuel moyen des avantages composant la retraite globale selon le sexe

(échantillon interrégimes des retraités)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Euro

	1993				1997				
	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de réversion	**Retraite totale**	Avantages principaux de droit direct	Avantages accessoires (1)	Pension de réversion	Allocations du FSV	**Retraite totale**
Retraités de droit direct ayant exercé une carrière complète (2) (3)									
Hommes	1 230,4	69,1	4,3	**1 303,7**	1 353,3	61,1	4,6	3,8	**1 422,8**
Femmes	764,4	39,9	74,7	**879,0**	903,4	26,8	79,1	6,7	**1 016,1**
Ensemble	**1 065,2**	**58,8**	**29,3**	**1 153,3**	**1 199,0**	**49,4**	**30,2**	**4,7**	**1 283,3**
Ensemble des retraités de droit direct de 60 ans ou plus (4)									
Hommes	1 137,6	71,2	4,7	**1 213,5**	1 272,0	58,7	4,7	6,9	**1 342,3**
Femmes	490,4	43,4	126,2	**660,1**	593,6	27,9	134,9	11,0	**767,4**
Ensemble	**776,6**	**55,8**	**72,6**	**904,9**	**912,1**	**42,4**	**73,8**	**9,0**	**1 037,3**

(1) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, majoration pour tierce personne à charge.
(2) Carrière complète : retraité de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus.
(3) Champ : Retraités ayant exercé une carrière complète.
(4) Champ : Ensemble des retraités (quelle que soit la durée de carrière).

TABLEAU C.04-17

Montant mensuel moyen des différents avantages vieillesse composant la retraite globale

(échantillon interrégimes de retraités 1997)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Euro

	60 à 64 ans	65 à 69 ans	70 à 74 ans	75 à 84 ans	85 ans et plus	Ensemble
Retraités de droit direct ayant effectué une carrière complète (1)						
Hommes						
Droits directs	1 335,9	1 351,2	1 369,9	1 384,8	1 232,9	1 353,3
Droits dérivés (réversion)	1,4	2,7	4,7	7,5	15,9	4,6
Avantages accessoires (2)	52,4	59,0	64,8	69,4	63,3	61,1
Allocations du FSV	1,5	2,0	3,8	5,3	17,7	3,8
Retraite globale	**1 391,2**	**1 414,9**	**1 443,2**	**1 467,0**	**1 329,7**	**1 422,8**
Femmes						
Droits directs	1 018,1	930,2	892,4	854,0	734,5	903,4
Droits dérivés (réversion)	39,2	50,6	81,1	114,3	144,7	79,1
Avantages accessoires (2)	27,7	27,9	24,4	28,1	23,8	26,8
Allocations du FSV	0,8	1,8	3,4	8,7	37,0	6,7
Retraite globale	**1 085,7**	**1 010,6**	**1 001,3**	**1 005,1**	**940,0**	**1 016,1**
Ensemble						
Droits directs	1 242,0	1 214,7	1 205,1	1 186,2	995,0	1 199,0
Droits dérivés (réversion)	12,5	18,3	31,1	47,4	77,3	30,2
Avantages accessoires (2)	45,1	48,9	50,9	53,8	44,4	49,4
Allocations du FSV	1,4	2,0	3,7	6,7	27,0	4,7
Retraite globale	**1 301,0**	**1 283,9**	**1 290,8**	**1 294,1**	**1 143,7**	**1 283,3**
Retraités de droit direct de 60 ans ou plus (quelle que soit la durée de carrière) (3)						
Hommes						
Droits directs	1 250,4	1 289,0	1 292,5	1 299,5	1 105,9	1 272,0
Droits dérivés (réversion)	1,5	3,2	4,6	7,6	16,3	4,7
Avantages accessoires (2)	49,9	57,8	62,8	66,3	57,9	58,7
Allocations du FSV	3,8	4,7	7,6	8,1	21,8	6,9
Retraite globale	**1 305,6**	**1 354,7**	**1 367,5**	**1 381,5**	**1 201,9**	**1 342,3**
Femmes						
Droits directs	747,5	632,5	576,1	543,8	470,6	593,6
Droits dérivés (réversion)	53,7	83,8	125,8	183,4	239,8	134,9
Avantages accessoires (2)	29,7	29,0	25,8	29,4	23,9	27,9
Allocations du FSV	5,3	5,9	7,6	11,6	32,8	11,0
Retraite globale	**836,2**	**751,3**	**735,3**	**768,2**	**767,1**	**767,4**
Ensemble						
Droits directs	1 041,2	966,2	906,2	855,1	659,0	912,1
Droits dérivés (réversion)	23,2	42,8	69,8	111,0	173,5	73,8
Avantages accessoires (2)	41,5	43,6	42,8	44,7	34,0	42,4
Allocations du FSV	4,4	5,3	7,6	10,2	29,6	9,0
Retraite globale	**1 110,3**	**1 058,0**	**1 026,4**	**1 021,0**	**896,1**	**1 037,3**

(1) Champ : retraités de droit direct de 60 ans et plus, ayant exercé une carrière complète (retraités de 60 ans ou plus ayant cotisé 150 trimestres ou plus).
(2) Bonification pour enfants, majoration pour conjoint à charge, majoration pour tierce personne à charge.
(3) Champ : ensemble des retraités de droit direct de 60 ans et plus.

TABLEAU C.04-18A

Bénéficiaires et prestations vieillesse versées par le FSV et FSI

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction de la Sécurité Sociale)
Caisse des Dépôts et Consignations, CNAMTS

Unités : Effectifs : Millier
Montant : Million d'euros

	1985	1990	1995	1997	1998	1999
Fonds de solidarité vieillesse :						
Effectifs	1 539,5	1 212,9	988,8	886,1	840,7	807,8
Montants versés	3 151,9	2 717,7	2 271,6	2 044,8	1 915,4	1 850,1
Fonds spécial d'invalidité :						
Effectifs	139,2	133,0	104,7	102,0	102,0	101,5
Montants versés	235,1	248,9	233,9	241,6	244,8	253,2

TABLEAU C.04-18B

Bénéficiaires et montants des prestations vieillesse versées par le FSV et le FSI selon l'organisme verseur

France entière

Au 31 décembre 1999

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (Direction de la Sécurité Sociale)
Caisse des Dépôts et Consignations, CNAMTS

Unité : Montants en million d'euros

	Fonds de solidarité vieillesse		Fonds spécial invalidité	
	Effectifs	Montants	Effectifs	Montants
Régime général (métropole)	378 269	864,4	87 282 (2)	209,5
Exploitants agricoles	200 578	322,6	4 961	14,8
SASV	64 184	236,8	///	///
Salariés agricoles	35 456	86,4	5 460	16,0
ORGANIC (commerçants)	18 441	53,8	384	0,8
CANCAVA (artisans)	16 657	37,4	1 005	3,2
CAVIMAC (cultes)	6 065	14,8	15	...
Professions libérales	726	0,8	18	...
Régimes spéciaux (1)	7 090	8,5	1 106	2,7
SNCF	1 801	...	228	...
Mines	1 006	...	129	...
Marins	1 650	...	90	...
Ouvriers de l'État	549	...	85	...
Collectivités locales	1 797	...	523	...
Autres régimes spéciaux	287	...	51	...
Total métropole	**727 466**	**1 625,4**	**100 231**	**247,0**
DOM	**80 365**	**224,9**	**1 300** *e*	**6,6**

(1) Non compris les fonctionnaires (au 31 décembre 1999, ils étaient environ 1 800).
(2) L'effectif de 1999 est supposé identique à celui de 1998.

TABLEAU C.04-19

Minimum vieillesse

Montant annuel moyen des allocations constituant le minimum vieillesse au 1er juillet

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Euro

	1985	*r* 1990	1995	1997	1998	1999	2000
Allocation aux vieux travailleurs salariés (AVTS)	1 980,3	2 285,2	2 532,2	2 614,0	2 642,9	2 674,7	2 688,1
Allocation supplémentaire au Fonds de Solidarité Vieillesse (FSV)	2 664,8	3 076,4	3 545,8	3 666,4	3 706,8	3 802,1	3 853,5
Minimum vieillesse :							
Personne seule	4 645,1	5 361,6	6 078,1	6 280,4	6 349,7	6 476,8	6 541,6
Couple	8 418,2	9 621,1	10 903,9	11 266,9	11 391,0	11 618,9	11 735,1

TABLEAU C.04-20

Allocataires de minima sociaux

Nombre de bénéficiaires au 31 décembre

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES), CNAF, MSA, UNEDIC (FNA), CNAMTS, CNAVT — *Unité* : Millier

	1990	1995	1996	1997	1998	*r* 1999	*e* 2000
Revenu Minimum d'Insertion (RMI)	422,1	840,8	903,1	956,6	993,3	1 017,8	965,2
Allocation de Parents Isolés (API)	131,0	148,0	149,1	150,9	150,2	155,2	156,8
Allocation aux Adultes Handicapés (AAH)	519,0	593,5	609,6	627,7	647,0	671,3	689,0
Allocation Supplémentaire d'Invalidité	131,7	103,4	101,2	100,7	100,7	100,2	99,0
Allocation de Solidarité Spécifique (ASS)	336,1	485,8	513,0	480,1	482,0 *r*	470,8	429,7
Allocation d'Insertion (AI)	123,6	18,4	15,1	16,1	21,4 *r*	26,7	32,1
Allocation Supplémentaire de Vieillesse	1 182,9	908,8	861,3	805,1	760,3	727,5	700,0
Allocation Veuvage	16,0	16,2	17,0	18,2	19,6	20,0	19,0
Total	**2 862,4**	**3 115,0**	**3 169,3**	**3 155,4**	**3 174,5**	**3 189,5**	**3 090,8**

TABLEAU C.04-21

Bénéficiaires du RMI payés et allocation moyenne selon la situation familiale (1)

France entière

Au 31 décembre 2000

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

	Métropole			DOM		
	Effectif	%	Allocation moyenne (Euro/mois)	Effectif	%	Allocation moyenne (Euro/mois)
Personne sans conjoint :						
Sans enfant	542 420	57,7	...	65 675	49,9	...
Avec un enfant	116 402	12,4	...	18 822	14,3	...
Avec deux enfants	59 367	6,3	...	12 271	9,3	...
Avec trois enfants et plus	36 565	3,9	...	7 535	5,7	...
Couple :						
Sans enfant	40 187	4,3	349,6	4 019	3,1	314,0
Avec un enfant	45 146	4,8	368,0	6 514	4,9	318,2
Avec deux enfants	42 895	4,6	392,0	7 790	5,9	323,7
Avec trois enfants et plus	57 605	6,1	...	9 045	6,9	...
Total	**940 587**	**100,0**	**328,1**	**131 671**	**100,0**	**271,7**

(1) Nombre d'enfants à charge au sens du RMI.

TABLEAU C.04-22

Allocataires du RMI selon l'âge (1)

France entière

Situation au 31 décembre 2000

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

	Métropole		DOM	
	Effectif	%	Effectif	%
Âge :				
Moins de 25 ans	26 104	2,8	6 261	4,8
De 25 à 29 ans	194 968	20,7	24 909	18,9
De 30 à 39 ans	299 053	31,8	45 157	34,3
De 40 à 49 ans	233 781	24,8	30 295	23,0
De 50 à 59 ans	155 337	16,6	19 522	14,8
60 ans et plus	31 284	3,3	5 519	4,2
Âge non connu	60	–	8	–
Total	**940 587**	**100,0**	**131 671**	**100,0**

(1) Il s'agit du nombre d'allocataires payés par les caisses d'allocations familiales.

TABLEAU C.04-23

Allocataires du RMI

France entière

Payés en décembre

Sources : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales), MSA (Mutualité sociale agricole)

	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Métropole	422 102	840 839	903 804	956 596	993 286	1 017 847	965 180
D.O.M.	88 044	105 171	106 668	111 305	118 822	127 176	131 671
Total	**510 146**	**946 010**	**1 010 472**	**1 067 901**	**1 112 108**	**1 145 023**	**1 096 851**

TABLEAU C.04-24

Bénéficiaires du RMI

Au 31 décembre 2000

Source : CNAF (Caisse nationale des allocations familiales)

Ouverture de droits	Nombre	%
Moins de 6 mois	115 834	12,3
De 6 mois à 1 an	95 797	10,2
De 1 à 2 ans	162 098	17,2
De 2 à 3 ans	126 014	13,4
De 3 à 5 ans	172 781	18,4
Plus de 5 ans	268 063	28,5
Total	**940 587**	**100,0**

D

Consommation et conditions de vie

Chapitre D.01

Consommation et modes de vie des ménages

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Dépense de consommation des ménages et pouvoir d'achat de 1984 à 2000.

1A. Consommation effective des ménages par fonction (en valeur).
1B. Consommation effective des ménages par fonction (en volume).
2A. Montant de la consommation effective des ménages en biens et services (en valeur).
2B. Évolution de la consommation effective des ménages en biens et services (en volume).
3. Principales quantités consommées en France par les ménages depuis 1990.
4. Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage.
5A. Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage.
5B. Équipement des ménages en biens durables selon leur taille.
6. Poids des repas et consommation extérieurs dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence.
7. Taux d'équipement des ménages européens en biens durables.
8. Le budget des ménages en 1995.
9. Évolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1986 et 1999.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du département « Prix à la consommation, ressources et conditions de vie des ménages » et la division « Synthèses des biens et services » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

En 2000, la dépense de consommation des ménages augmente de 2,5 % en volume en moyenne annuelle. Cette hausse est moins forte que celle des deux années précédentes.

Pourtant le pouvoir d'achat des ménages augmente davantage qu'en 1999 (+ 3,1 % après 2,5 %). Le revenu disponible brut bénéficie du dynamisme de l'emploi et de nombreux allègements fiscaux, surtout sensibles en fin d'année.

Les consommateurs sont attentifs à la hausse des prix à la consommation, un peu plus élevée que les années précédentes (1,5 % après 0,4 % en 1999 et 0,7 % en 1998). Ils diminuent leurs achats de produits énergétiques dont les prix accusent la plus forte augmentation : 20,5 % en moyenne annuelle.

Ils modèrent leur consommation alimentaire dans un contexte d'accélération des prix (+ 2,4 % en 2000 après + 0,2 %) ; en particulier, la hausse du prix des viandes subit les effets de la crise de la vache folle.

Les achats en volume d'automobiles neuves diminuent en 2000 (- 2,8 %) après deux années de forte croissance, 1999 ayant été la meilleure année de la décennie en nombre d'immatriculations.

En revanche, les ménages continuent à s'équiper en ce qui concerne les autres biens durables. Comme en 1999, ils orientent nettement leurs dépenses vers les produits des technologies de l'information et de la communication (TIC), en croissance de 21,3 % en volume en 2000 : les achats de matériel informatique, de produits et services de téléphonie mobile restent en particulier très soutenus.

La hausse des dépenses est également sensible dans d'autres domaines touchant aux loisirs : l'année 2000 est marquée par l'explosion des ventes de DVD et par la forte progression de celles des appareils photos numériques.

Les 166 millions d'entrées dans les salles de cinéma constituent le meilleur score de la décennie après 1998.

Renouant avec la hausse de 1998, les transports ferroviaires progressent de 5,6 % . L'excédent touristique s'accroît fortement (+ 11,4 %).

Les dépenses pour l'équipement et l'entretien du logement continuent de croître, favorisées par des mesures fiscales incitatives.

Les ménages augmentent leurs dépenses d'habillement de 2 % en volume en 2000, un peu plus rapidement que les trois années précédentes.

Malgré des prix restés stables, la hausse des dépenses de santé est soutenue en 2000 (+ 6,4 %), tirée par les achats de médicaments en forte accélération (+ 12,3 %).

Les occupations quotidiennes des personnes évoluent : quatre temps viennent scander la journée des Français. Le temps consacré à entretenir la « machine humaine » occupe la moitié de la journée ; le temps de travail ou d'études est très variable bien sûr, selon que l'on est actif ou inactif (femme au foyer, retraité ou étudiant). Pour leur part, les travaux domestiques et les loisirs remplissent respectivement, quatre heures et quatre heures et demi de la journée. Entre 1986 et 1999, grâce essentiellement à la diminution globale du temps de travail et des tâches ménagères, le temps quotidien de loisirs s'est allongé d'une demi-heure (cf. tableau D01-9).

2. MÉTHODOLOGIE

Les informations relatives à la consommation des ménages et à son évolution sont ici de trois types :

— dépenses globales de consommation au sens des comptes nationaux ;

— estimation des quantités consommées de certains produits alimentaires et de quelques autres biens et services, parcs de biens durables (disponibles pour la métropole uniquement) ;

— données issues de diverses enquêtes auprès des ménages, apportant un éclairage sur leurs modes de vie et leurs comportements.

Consommation des ménages en comptabilité nationale

Les estimations présentées dans la consommation des ménages (tableaux D.01-1 et D.01-2) sont homogènes aux autres données de la comptabilité nationale (dans le nouveau système européen de comptabilité nationale - SEC 95 - mis en application dans la « base 1995 ») : leur addition forme exactement le total « Consommation effective des ménages » qui constitue le principal emploi du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté des ménages (1). Ces tableaux analysent, avec un certain détail, la structure de la consommation des ménages et son évolution récente (2).

Les évaluations de la consommation sont obtenues à partir de trois sources principales :

- les enquêtes directes (générales ou spécialisées) auprès des ménages.

Elles sont réalisées par sondage auprès d'échantillons aléatoires de 5 000 à 15 000 ménages. Elles ne sont pas parfaitement adaptées aux évaluations des comptes nationaux car elles ont un champ et une périodicité différents, mais elles constituent le seul moyen de saisir les disparités entre les catégories socioprofessionnelles et permettent la description d'autres aspects des modes de vie (niveau d'équipement, déplacements, etc.). Les principales enquêtes utilisées sont les suivantes :

— l'enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV). Elle est effectuée trois fois par an auprès de 8 000 ménages. L'enquête de mai fournit des informations sur l'équipement des ménages en biens durables.

L'effectif de ménages répondant pour certaines catégories socioprofessionnelles est parfois petit et, par conséquent, les résultats sont à utiliser avec précaution.

— l'enquête sur le budget des familles.

Les données sur les dépenses des ménages (tableau D01-8) sont issues de l'enquête sur le budget des familles réalisée en 1995 ; de périodicité quinquennale, elle fait suite aux précédentes enquêtes effectuées en 1979, 1984-1985 et 1989. L'échantillon de 1995 est constitué par 9 634 ménages.

---

(1) Voir le chapitre G.01 « Comptabilité nationale » du présent annuaire et le « Rapport sur les comptes de la nation » dont la référence figure en sources de documentation.

(2) Pour plus de détails, voir la publication annuelle *INSEE-Résultats*, série Consommation-modes de vie, sous le titre : « Consommation des ménages de l'année n », cf. Sources de documentation.

— L'enquête « Emploi du temps 1998-1999 », a lieu environ tous les dix ans. Elle fait suite aux enquêtes précédentes sur le même thème, effectuées en 1964-1965, 1974-1975, et 1985-1986. Ce sont des enquêtes « à vagues » étalées sur un an (comme budget de famille) pour éviter les effets de saisonnalité (on n'a pas les mêmes occupations en hiver et en été). La dernière enquête, réalisée entre février 1998 et février 1999, a interrogé tous les individus de 15 ans et plus d'un échantillon de 8 000 ménages sur la nature et la durée de leurs activités pendant 24 heures. Le tableau D01-9, concerne 16 000 individus environ.

— l'enquête logement qui a lieu tous les quatre ans.

— les enquêtes transports.

● les statistiques de production et du commerce extérieur.

Elles permettent de calculer, pour un produit donné, les ressources sur le territoire. Elles sont établies soit en valeur, soit en quantités physiques.

Les statistiques de production en valeur résultent le plus souvent de l'exploitation des déclarations fiscales des chiffres d'affaires des différents secteurs d'activité (principalement déclarations de bénéfices industriels et commerciaux) et des enquêtes annuelles d'entreprise.

Les statistiques de production en quantités physiques sont, elles aussi, largement utilisées. Souvent d'origine professionnelle (enquêtes de branche), elles sont centralisées par les services statistiques des différents ministères (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, ministère de l'Agriculture et de la Pêche, etc.).

Les statistiques du commerce extérieur en valeur et en quantités résultent de l'exploitation de la base de données douanières. Les importations et exportations par produits détaillés sont ainsi obtenues.

Pour la consommation des ménages, les indices de prix à qualité constante résultent de très nombreuses observations effectuées mensuellement par l'INSEE pour l'établissement de l'indice des prix à la consommation.

● les statistiques de distribution.

Différentes sources sont utilisées : les statistiques fiscales des chiffres d'affaires des entreprises commerciales, l'enquête annuelle d'entreprise du commerce, les enquêtes directes auprès de détaillants (notamment l'enquête mensuelle sur les chiffres d'affaires du commerce de détail indépendant effectuée par l'INSEE), les statistiques professionnelles établies pour certains circuits de distribution (grands magasins, magasins populaires, coopératives de consommation).

Les statistiques de distribution ne permettent pas d'estimer la consommation dans une nomenclature aussi fine que les équilibres « Ressources-Emplois ».

L'imperfection des sources disponibles (statistiques de production et du commerce extérieur, enquêtes auprès des ménages ou des détaillants), dont aucune ne peut être utilisée comme base exclusive, impose de faire une synthèse qui consiste en l'établissement de bilans des ressources et des emplois pour chaque bien ou service.

Les ressources sont constituées par la production intérieure hors TVA et les importations, augmentées des marges commerciales et de transport ainsi que l'ensemble des impôts sur les produits (dont la TVA et les droits de douanes), et diminuées des subventions sur les produits. Les emplois se répartissent entre la consommation intermédiaire, la consommation des ménages, la formation brute de capital fixe, les exportations et enfin les variations de stocks + acquisitions nettes de cession d'objet de valeur.

L'intérêt des statistiques de distribution réside dans le fait que les chiffres d'affaires du commerce sont très proches de la consommation des ménages. Par contre, les équilibres « Ressources-Emplois » nécessitent de faire une estimation des marges et des variations de stocks, variations qui sont mal connues.

Si chaque élément est connu à partir de sources indépendantes et ayant leur propre marge d'incertitude, l'ensemble des estimations permet, par cohérence, d'améliorer notablement les chiffres les plus incertains, ou même de déduire des éléments non saisis directement. Il ne faut donc pas s'étonner de rencontrer des divergences appréciables, qui peuvent exister en certaines occasions, entre les statistiques brutes, tels par exemple les résultats globaux des enquêtes, et les évaluations retenues dans les comptes nationaux puisque celles-ci résultent de l'examen critique de l'ensemble des sources disponibles.

La détermination des niveaux est effectuée lors de l'élaboration des comptes de l'année de base. Ces évaluations résultent de la confrontation et de l'harmonisation des quatre sources déjà citées, dans le cadre des équilibres « Ressources-Emplois ».

La détermination des évolutions annuelles s'effectue chaque année en calculant les indices de valeur, de prix et de volume, sans remettre en question les niveaux de la base en cours.

Nomenclatures

● Nomenclature de fonction

Elle classe les biens et les services selon les besoins humains auxquels ils répondent : alimentation, boissons alcoolisées et tabac, articles d'habillement et chaussures, logement chauffage et éclairage, équipement du logement, santé, transport, communications, loisirs-culture, éducation, hôtels, cafés et restaurants, autres biens et services, constituent les douze grandes fonctions. La fonction 13 représente les dépenses de consommation des Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et la 14ème regroupe les dépenses de consommation finale individualisable des Administrations publiques (APU). Cette nomenclature regroupe, aux prix de quelques conventions, les produits complémentaires c'est-à-dire simultanément nécessaires à la satisfaction d'un même besoin, ou substituables c'est-à-dire alternatifs pour satisfaire un même besoin. Les biens et services destinés à satisfaire un même besoin sont ainsi regroupés dans cette nomenclature. Par exemple, la fonction « transport » regroupe les achats de véhicules, leurs frais d'entretien et de réparation, la consommation de carburants, les dépenses de transports ferroviaires, routiers et enfin les transports aériens.

● Nomenclature de durabilité

Elle oppose les biens durables aux biens fongibles et distingue les biens des services. Elle classe les biens en

trois groupes : biens durables importants (véhicules, meubles, équipement ménager ou de loisir), biens semi-durables (textile, habillement) et biens non durables (alimentation, énergie).

Quantités consommées

Les évaluations relatives aux quantités (tableau D.01-3) ne sont pas toujours homogènes aux estimations, aux prix de l'année précédente, de la comptabilité nationale. Des notes précisent le contenu exact de chaque ligne.

Les quantités de produits alimentaires ont été retenues après comparaison des statistiques de production et de celles du commerce extérieur. Dans certains cas, on a pu tenir compte de statistiques de distribution ; ainsi s'expliquent les divergences entre les quantités retenues et certaines statistiques de production. Les quantités sont données par habitant.

Pour les produits non alimentaires et les services, ce sont les quantités totales qui figurent dans les tableaux ; dans la plupart des cas, en effet, la notion de quantité par habitant n'a pas de sens.

Panel communautaire des ménages

Le panel communautaire des ménages, enquête multidimensionnelle européenne, coordonnée par Eurostat, a pour objectif principal de suivre les dynamiques individuelles d'emploi et de revenus. La première vague a eu lieu en 1994 dans les douze États membres formant l'Union européenne à l'époque. L'échantillon total comprenait environ 60 500 ménages sélectionnés de façon aléatoire. L'enquête « panel communautaire des ménages » fournit des statistiques comparables entre pays. (cf. tableau D01-7). Cette enquête est abandonnée pour être remplacée en 2003 par un nouvel instrument : EU – SILC (statistiques sur le revenu et les conditions de vie).

3. DÉFINITIONS

La consommation finale des ménages

Les comptes nationaux sont désormais établis selon le système européen de comptabilité : SEC 95. Dans ce nouveau système de comptabilité nationale, deux concepts de consommation finale sont distingués : la dépense de consommation finale et la consommation finale effective. La dépense de consommation finale des ménages remplace le concept de consommation finale du système précédent. Selon le SEC 95, la dépense de consommation finale des ménages recouvre les dépenses consacrées par les ménages à l'acquisition de biens et services, utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains « individuels ». La dépense de consommation finale peut être effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde.

La consommation des ménages qui doit être évaluée est une consommation nationale, c'est-à-dire la consommation des ménages résidents qu'elle ait lieu dans ou hors le territoire économique national. Le territoire économique français inclut désormais les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), mais exclut Monaco.

Pour des raisons statistiques, on ne peut évaluer dans un premier temps, par produits, qu'une consommation territoriale, représentant l'ensemble des achats effectués sur le territoire par des ménages résidents ou non. La consommation nationale est obtenue en retranchant la consommation des non-résidents sur le territoire et en additionnant la consommation des résidents hors le territoire. Les données nécessaires sont obtenues par un traitement particulier de la balance des paiements.

Les biens et services marchands constituent l'essentiel du poste ; ils correspondent aux achats de biens neufs (sauf les logements mais y compris les achats en crédit bail pour les automobiles), de véhicules d'occasion (passant par le commerce), et aux achats de services marchands. Ils comprennent aussi l'autoconsommation de produits alimentaires, les avantages fournis par les employeurs à leurs salariés ou par l'armée aux militaires, les loyers « imputés » des logements occupés par leurs propriétaires, qui tous, viennent en contrepartie des revenus de même montant inclus dans le revenu disponible des ménages.

Quand ces biens et services marchands sont utilisés par des entrepreneurs individuels pour leur activité productive, on ne les prend pas en compte dans la consommation finale des ménages. Pour les biens et services à usage mixte, on ne retient ici qu'une partie de leur valeur, proportionnelle à l'utilisation domestique qui en est faite.

Les services non marchands pris en compte dans la dépense de consommation finale des ménages comprennent tout d'abord les paiements partiels des ménages aux institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) (séances de ciné-club, spectacles amateurs, offices religieux) ou aux administrations publiques (hôpitaux, enseignement, musées, théâtres). S'y ajoutent les services domestiques fournis par le personnel salarié employé par les ménages (employés de maison, nourrices, concierges et gardiens d'immeubles), qui ont leur contrepartie en production pour compte propre des ménages.

La consommation effective finale des ménages

Le SEC 95, outre la dépense de consommation finale des ménages, définit également la consommation effective finale des ménages. Celle-ci recouvre l'ensemble des biens et services qu'ils utilisent effectivement (ou consomment) quelle que soit la manière dont ils sont financés, alors que la dépense de consommation se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. L'écart entre les deux notions représente les remboursements de sécurité sociale, les aides aux logements, les dépenses de la collectivité en éducation, en santé, etc.

Pour passer de la dépense de consommation des ménages à la consommation effective, il faut ajouter au premier de ces agrégats les transferts sociaux en nature versés par les administrations publiques (APU) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques sont subdivisées entre dépenses de consommation finale individualisable (celles dont le consommateur effectif est identifiable) et dépenses de consommation collective, correspondant aux fonctions régaliennes des administrations.

Les transferts sociaux en nature des administrations publiques aux ménages correspondent aux dépenses de consommation finale individualisable de ces administrations.

La consommation effective des administrations publiques ne comprend plus alors que les biens et services inclus dans les dépenses de consommation finale collective.

- exemples de dépenses individualisables : dépenses d'éducation, de santé, de culture...

- exemples de dépenses collectives : dépenses liées à la défense, la justice, la police, l'administration générale...

Théoriquement, on aurait dû adopter la même démarche concernant les ISBLSM. Par convention, c'est l'ensemble de leurs dépenses de consommation qui est considéré comme individualisable et constitue une consommation effective des ménages, il n'y a donc pas de consommation finale effective pour les ISBLSM. Pourtant, comme la dépense, elles n'incluent pas la valeur ajoutée domestique (préparation des repas, travail ménager, aide aux enfants dans leurs devoirs scolaires, bricolage).

Mais, c'est par ailleurs une notion plus restreinte que la dépense, car la comptabilité nationale ne classe pas en consommation l'achat et les gros travaux d'amélioration du logement, les intérêts liés à ceux-ci, les impôts. Elle ne retrace pas non plus les achats de ménages à d'autres ménages : seules les marges commerciales des revendeurs sont prises en compte. C'est notamment le cas pour le poste « voitures d'occasion ».

Si elles couvrent des champs différents et satisfont à des contraintes particulières, ces deux notions ont aussi des utilisations complémentaires. La consommation est à privilégier pour l'analyse des séries temporelles ou l'analyse économétrique faisant intervenir de nombreuses variables des comptes, qui respectent les contraintes de comparabilité. Tandis que la dépense saisie par les enquêtes auprès des ménages est plus apte à mettre en évidence les disparités internes aux populations enquêtées (socioprofessionnelles, démographiques ou géographiques), et permet d'introduire des données autres que comptables, plus qualitatives, dans une étude.

.	**Ménages**	**Administrations publiques**	**ISBLSM**
Dépenses de consommation	Dépenses de consommation des ménages	Dépenses collectives et individuelles des administrations publiques	Dépenses de consommation des ISBLSM
Consommation effective	Dépenses de consommation des ménages + Dépenses individuelles des APU + Dépenses de consommation des ISBLSM	Dépenses collectives des administrations publiques	

● L'autoconsommation

C'est la contrepartie de la production pour compte propre des ménages destinée à leur consommation finale. Dans le SEC 95 cette production constitue une production pour emploi final propre, qu'elle porte sur des biens ou des services.

- autoconsommation de biens

Tous les biens sont susceptibles d'être autoconsommés. Cette production pour compte propre doit être comptabilisée si elle est significativement importante au regard de l'offre totale de ce bien. On n'évalue une autoconsommation que pour les produits agricoles et agro-alimentaires.

- exemples :

pommes de terre, fruits, miel, viande, volailles, lait, beurre, vin, eau de vie...

- autoconsommation de services

Elle concerne trois postes :

- Les services des logements occupés par leurs propriétaires (ou loyers imputés).

- Les services d'action sociale (assistante maternelle).

- Les services domestiques découlant de l'emploi de personnel rémunéré (les services résultant de l'activité domestique non rémunérée ne sont pas retenus).

L'autoconsommation ne comprend pas d'évaluation de la valeur ajoutée des travaux faits chez eux par les membres des ménages (travaux ménagers, garde d'enfants, petits travaux d'entretien, bricolage, peinture, etc.) ni d'évaluation des prélèvements effectués par les commerçants sur leurs stocks (autofourniture) ; ces derniers sont assimilés à des achats.

L'autoconsommation de service du logement ou loyers imputés que paieraient les propriétaires, s'ils étaient locataires de leur logement, est évaluée aux prix des loyers des locataires correspondants ; le reste de l'autoconsommation est évaluée aux prix à la production.

On notera que les produits alimentaires comptabilisés dans la consommation alimentaire ne correspondent qu'à la consommation alimentaire effectuée « à domicile ». Les denrées alimentaires consommées « hors du domicile », dans les hôpitaux privés d'une part, et les cantines, établissements scolaires et restaurants d'autre part, sont comprises dans la valeur du service rendu par ces établissements et comptabilisées dans les consommations de services marchands d'« Hôpitaux, cliniques » et de

« Cantines » ou « Cafés-restaurants ». La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par ces branches elles-mêmes. Par contre, la consommation alimentaire des militaires du contingent est également comptabilisée dans le service de « Cantines » mais correspond à une vente résiduelle du secteur administration. La consommation intermédiaire correspondante est effectuée par la branche « Services non marchands ». La consommation correspondante des ménages est, ici encore, marchande.

Les dépenses de consommation occasionnées par un sinistre (par ex. : accident d'auto) et remboursées par les compagnies d'assurances sont comptées en consommation. Les ressources correspondantes sont imputées au compte de revenu.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— INSEE.

— Office statistique de la Communauté européenne (OSCE).

Publications INSEE :

Économie et Statistique :

— « Vingt ans après, la comptabilité nationale s'adapte », n° 318, 1998 ;

— « Les nouvelles évaluations de biens et services dans les comptes nationaux », n°s 321-322, 1999 ;

— « Les comptes de secteur institutionnels : de la base 80 à la base 95 », n°s 321-322, 1999 ;

— « Consommation : un lent bouleversement de 1979 à 1997 », « Les effets d'âge et de génération sur le niveau et la structure de la consommation », n°s 324-325, avril-mai 1999 ;

— « Les effets de l'existence du parc HLM sur le profil de consommation des ménages », n° 328, avril 2000 ;

— « Le téléphone : un facteur d'intégration », n° 345 novembre 2001 ;

— « Départs en vacances : la persistance des inégalités », n° 345 novembre 2001.

INSEE-Première :

— « Consommation des ménages et dépense publique », n° 514, mars 1997 ;

— « L'informatique à la maison : une diffusion sensible mais encore très ciblée », n° 629, janvier 1999 ;

— « L'informatique, une technique assimilée par les jeunes générations », n° 643, avril 1999 ;

— « Le temps de travail des cadres », n° 671, août 1999 ;

— « En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs », n° 675, octobre 1999 ;

— « La percée du téléphone portable et d'Internet », n° 700, février 2000 ;

— « Les Comptes de la nation en 1999 », n° 710, avril 2000 ;

— « La consommation des ménages en 1999 », n° 715, mai 2000 ;

— « Le cadre de vie des plus de soixante ans », n° 760, février 2001 ;

— « Les Comptes de la nation en 2000 », n° 773, avril 2001 ;

— « La consommation des ménages en 2000, les nouvelles technologies toujours en tête », n° 782, juin 2001 ;

— « Le tabac : vingt ans d'usage et de consommation », n° 808, octobre 2001.

INSEE-Résultats – Consommation-modes de vie :

— « Le budget des ménages en 1995 », n° 90, juillet 1997 ;

— « Enquête emploi du temps 1998-1999 », n°s 101-102, janvier 2000 ;

— « La consommation des ménages en 1999 », n°s 103-104, juillet 2000 ;

— « Modes de transport utilisés par les ménages », n° 105, mars 2001 ;

— « Équipement des ménages en biens durables électroménagers, audiovisuels et de communication », n° 106, mars 2001 ;

— « La consommation des ménages en 2000 », n°s 108-109, août 2001 ;

— « Comptes nationaux – rapport sur les comptes de la nation 2000 », n° 191, novembre 2001 : (+ Cédérom contenant des séries longues depuis 1978 pour certaines).

Données sociales 1999, INSEE :

— « Modes de vie et consommation en France de 1980 à 1996 », N. Herpin, D. Kerger ;

— « Combien nous coûtent nos enfants », L. Olier.

France, Portrait social, 2001-2002 :

— « Ralentissement graduel de la consommation des ménages, malgré une vive progression des revenus ».

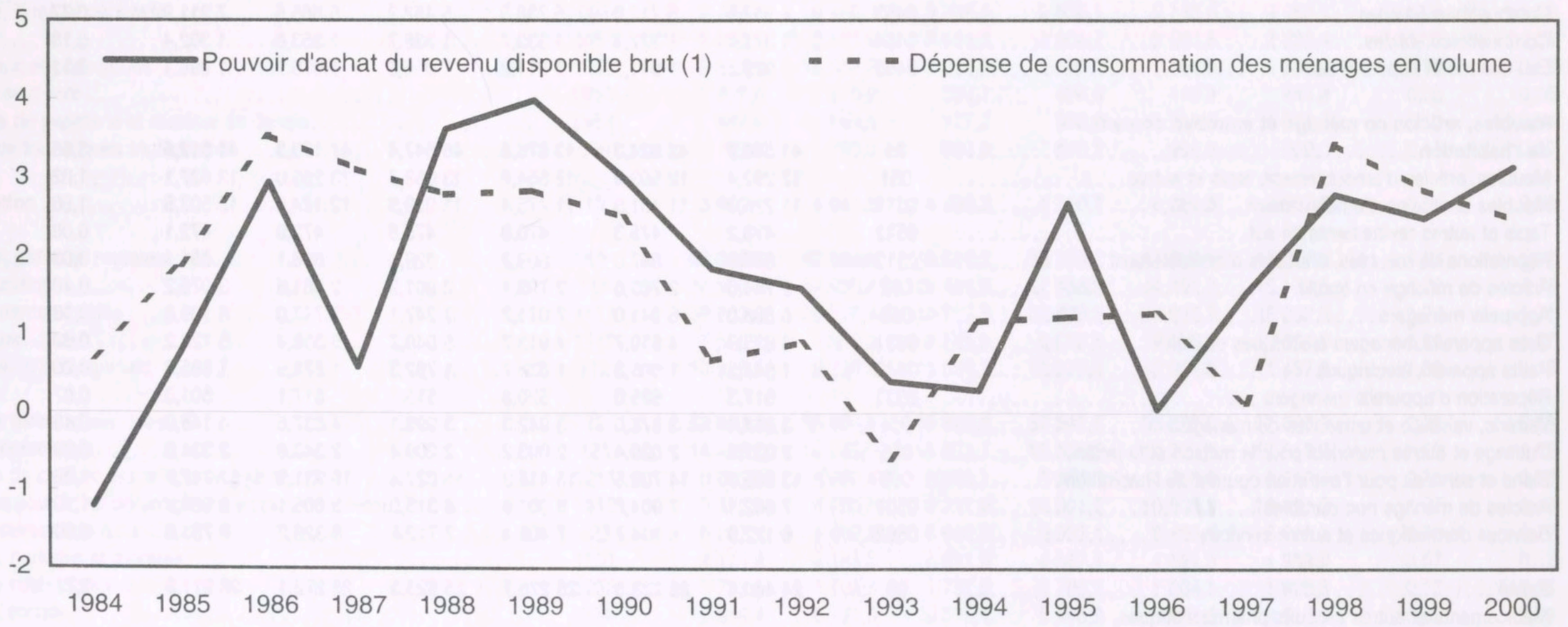
Recueil d'études sociales.

*
* *

GRAPHIQUE D.01

Dépense de consommation des ménages et pouvoir d'achat de 1984 à 2000

(Variation par rapport à l'année précédente en %)



(1) Le déflateur utilisé est l'indice de prix des dépenses de consommation finale des ménages.

Source : INSEE (comptes nationaux)

TABLEAU D.01-1A

Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) — *Unité* : Million d'euros

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000	1990	2000
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	**01**	**98 976,5**	**99 826,2**	**102 429,3**	**105 347,3**	**106 713,5**	**110 073,4**	**13,14**	**11,39**
Produits alimentaires	011	92 223,2	92 982,0	95 248,1	97 977,2	99 296,6	102 423,5	12,38	10,60
Pain et céréales	0111	13 578,0	14 055,7	14 294,6	14 506,7	14 641,2	15 083,3	1,77	1,56
Viandes	0112	29 634,0	29 842,7	30 733,9	31 318,1	31 394,4	32 312,3	4,10	3,34
Poissons et crustacés	0113	6 628,3	6 896,0	7 118,5	7 542,3	7 815,9	8 129,8	0,92	0,84
Lait, fromages et œufs	0114	13 882,6	13 701,7	13 932,0	14 415,0	14 747,9	15 331,8	1,82	1,59
Huiles et graisses	0115	2 710,1	2 787,3	2 829,7	2 835,4	2 865,5	2 888,3	0,39	0,30
Fruits	0116	6 525,8	6 394,1	6 699,9	6 865,8	6 843,7	7 104,9	0,91	0,74
Légumes	0117	9 825,6	9 798,7	9 817,3	10 315,6	10 498,4	10 666,6	1,31	1,10
Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	0118	6 852,0	6 825,4	7 044,7	7 272,6	7 422,1	7 670,5	0,86	0,79
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.c.a	0119	2 586,7	2 680,5	2 777,6	2 905,7	3 067,4	3 236,1	0,30	0,33
Boissons non alcoolisées	012	6 753,2	6 844,2	7 181,2	7 370,1	7 417,0	7 649,9	0,76	0,79
Café, thé et cacao	0121	2 402,3	2 370,9	2 478,1	2 514,2	2 415,3	2 435,0	0,27	0,25
Autres boissons non alcoolisées	0122	4 350,9	4 473,3	4 703,1	4 856,0	5 001,7	5 214,8	0,49	0,54
Boissons alcoolisées et tabac	**02**	**22 229,0**	**23 161,0**	**23 828,2**	**24 913,1**	**25 429,6**	**26 489,2**	**2,45**	**2,74**
Boissons alcoolisées	021	11 427,7	11 736,3	11 922,3	12 389,8	12 796,4	12 880,9	1,45	1,33
Alcools	0211	3 333,3	3 478,0	3 479,3	3 516,8	3 571,3	3 663,2	0,40	0,38
Vins, cidres et champagnes	0212	6 702,4	6 844,4	7 001,7	7 362,4	7 695,6	7 717,3	0,85	0,80
Bières	0213	1 392,0	1 414,0	1 441,3	1 510,6	1 529,5	1 500,4	0,20	0,16
Tabac	022	10 801,3	11 424,7	11 906,0	12 523,2	12 633,1	13 608,4	1,00	1,41
Articles d'habillement et chaussures	**03**	**36 320,9**	**36 563,2**	**37 164,0**	**37 698,9**	**38 206,0**	**39 007,4**	**5,36**	**4,04**
Articles d'habillement	031	28 699,1	28 849,7	29 345,1	29 851,4	30 321,2	30 947,6	4,30	3,20
Fournitures pour habillement	0311	399,4	397,1	392,6	392,3	376,7	384,5	0,07	0,04
Vêtements	0312	24 215,5	24 254,8	24 697,4	25 086,1	25 327,7	25 759,2	3,66	2,66
Autres articles et accessoires d'habillement	0313	3 007,1	3 076,4	3 146,2	3 260,3	3 433,6	3 618,5	0,43	0,37
Nettoyage, réparation et location de vêtements	0314	1 077,2	1 121,3	1 108,9	1 112,8	1 183,2	1 185,4	0,15	0,12
Chaussures y. c. réparations	032	7 621,8	7 713,5	7 819,0	7 847,5	7 884,8	8 059,8	1,07	0,83
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	**04**	**156 403,8**	**164 088,6**	**167 279,9**	**173 081,2**	**178 347,1**	**184 570,2**	**17,44**	**19,09**
Loyers d'habitations effectifs	041	30 933,7	32 228,6	33 148,4	34 185,9	35 299,4	36 100,8	3,34	3,73
Loyers imputés	042	79 334,6	82 281,3	84 717,9	88 025,4	91 975,8	95 261,6	8,65	9,86
Réparation et entretien courants de logements	043	8 974,4	9 319,8	9 565,0	9 786,5	9 947,8	10 119,0	1,02	1,05
Autres services liés au logement	044	10 805,1	11 622,4	12 233,7	12 800,7	13 365,5	13 670,9	1,09	1,41
Distribution d'eau	0441	3 707,0	3 998,7	4 135,3	4 294,0	4 421,3	4 517,5	0,37	0,47
Enlèvement des ordures ménagères	0442	2 354,7	2 591,2	2 767,3	2 930,2	3 254,9	3 357,8	0,25	0,35
Services d'assainissement	0443	1 900,0	2 084,9	2 268,6	2 406,7	2 516,0	2 613,1	0,13	0,27
Ramonage, gardiennage et entretien des ascenseurs	0444	2 843,5	2 947,6	3 062,5	3 169,7	3 173,2	3 182,4	0,33	0,33
Électricité, gaz et autres combustibles	045	26 356,0	28 596,4	27 614,9	28 282,6	27 758,5	29 417,9	3,34	3,04
Électricité	0451	14 711,5	15 580,3	14 881,8	15 212,1	14 823,4	14 878,4	1,74	1,54
Gaz	0452	4 425,4	4 915,6	4 652,9	5 224,1	4 839,3	4 927,2	0,54	0,51
Combustibles liquides	0453	4 917,9	5 712,0	5 738,3	5 452,2	5 665,5	7 211,9	0,77	0,75
Combustibles solides	0454	1 371,7	1 377,4	1 330,7	1 338,7	1 353,6	1 302,4	0,18	0,13
Eau chaude et vapeur d'eau	0455	929,5	1 011,2	1 011,2	1 055,6	1 076,7	1 098,1	0,11	0,11
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	**05**	**41 580,9**	**42 824,3**	**43 876,8**	**45 547,4**	**47 173,3**	**49 012,5**	**5,65**	**5,07**
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres	051	12 292,4	12 503,9	12 554,6	13 063,7	13 255,0	13 627,1	1,82	1,41
Meubles et articles d'ameublement	0511	11 226,3	11 431,5	11 475,4	11 959,5	12 174,9	12 503,9	1,66	1,29
Tapis et autres revêtements de sol	0512	478,2	475,3	470,0	475,8	472,0	472,1	0,08	0,05
Réparations de meubles, d'articles d'ameublement	0513	587,8	597,0	609,2	628,4	608,1	651,1	0,08	0,07
Articles de ménage en textile	052	2 744,0	2 762,6	2 799,1	2 901,2	2 961,5	3 075,2	0,40	0,32
Appareils ménagers	053	6 888,0	6 941,0	7 071,2	7 347,1	7 747,0	8 109,8	0,96	0,84
Gros appareils ménagers électriques ou non	0531	4 825,9	4 810,7	4 913,7	5 049,7	5 358,4	5 723,2	0,69	0,59
Petits appareils électriques	0532	1 544,8	1 605,3	1 636,7	1 782,3	1 871,5	1 885,3	0,20	0,20
Réparation d'appareils ménagers	0533	517,3	525,0	520,8	515,1	517,1	501,3	0,07	0,05
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	054	3 814,4	3 878,0	3 942,3	3 998,1	4 037,8	4 148,0	0,49	0,43
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	055	2 037,1	2 029,4	2 093,2	2 209,4	2 240,8	2 334,9	0,28	0,24
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation	056	13 805,0	14 709,5	15 416,3	16 027,8	16 931,3	17 717,5	1,69	1,83
Articles de ménage non durables	0561	7 682,1	7 904,8	8 007,9	8 315,0	8 605,1	8 928,9	1,10	0,92
Services domestiques et autres services	0562	6 122,9	6 804,7	7 408,4	7 712,8	8 326,2	8 788,6	0,60	0,91
Santé	**06**	**24 460,4**	**25 233,5**	**25 275,7**	**25 623,3**	**26 272,1**	**28 011,5**	**2,71**	**2,90**
Médicaments et autres produits pharmaceutiques, appareils et matériels thérapeutiques	061	9 703,5	9 814,2	9 818,3	10 216,2	10 807,0	12 091,3	1,01	1,25
Médecine non hosp. et services paramédicaux	062	9 249,1	9 569,5	9 535,8	9 806,4	10 032,1	10 279,9	1,09	1,06
Services hospitaliers	063	5 507,8	5 849,8	5 921,6	5 600,7	5 433,0	5 640,3	0,62	0,58

TABLEAU D.01-1A (suite 1)

Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) — *Unité* : Million d'euros

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000	1990	2000
Transport	**07**	**96 101,2**	**100 926,2**	**98 658,9**	**104 666,7**	**111 147,0**	**117 618,1**	**12,60**	**12,17**
Achats de véhicules	071	26 308,3	28 946,3	24 175,2	27 666,6	30 702,8	30 834,8	4,08	3,19
Automobiles neuves et d'occasion	0711	24 294,7	26 835,4	21 961,7	25 332,9	28 165,7	28 272,3	3,82	2,92
Motos	0712	960,9	1 165,8	1 313,0	1 464,4	1 627,9	1 610,6	0,12	0,17
Bicyclettes	0713	1 052,7	945,0	900,5	869,3	909,2	951,9	0,14	0,10
Dépenses d'utilisation de véhicules	072	56 476,0	57 884,1	59 592,2	61 204,9	63 856,5	69 223,9	6,73	7,16
Pièces détachées et accessoires	0721	16 760,5	17 033,9	17 468,4	18 278,2	18 774,3	19 405,2	1,86	2,01
Carburants, lubrifiants	0722	21 301,4	22 630,8	23 609,2	23 349,4	24 694,1	28 421,5	2,72	2,94
Entretien et réparations	072	13 357,1	12 856,2	12 936,1	13 627,9	14 049,9	14 789,8	1,62	1,53
Autres services liés aux véhicules personnels	0723	5 057,0	5 363,3	5 578,6	5 949,5	6 338,2	6 607,3	0,54	0,68
Services de transports	073	13 316,9	14 095,8	14 891,4	15 795,2	16 587,7	17 559,5	1,79	1,82
Transports de voyageurs par rail	0731	2 239,6	2 480,7	2 628,4	2 805,4	2 944,1	3 159,4	0,35	0,33
Transports de voyageurs par route	0732	3 715,5	3 892,3	4 027,6	4 255,0	4 409,4	4 458,5	0,44	0,46
Transports de voyageurs par air	0733	3 241,5	3 482,5	3 726,5	4 017,6	4 363,2	4 825,5	0,49	0,50
Transports de voyageurs par mer et voies d'eau intérieures	0734	321,5	287,1	323,8	279,0	275,6	282,5	0,05	0,03
Autres services de transports achetés à l'exclusion des assurances-voyage	0735	431,0	450,9	470,5	494,8	515,0	546,6	0,06	0,06
Titres de transports combinés et autres achats de services de transports	0736	3 367,8	3 502,4	3 714,7	3 943,4	4 080,3	4 287,0	0,41	0,44
Communications	**08**	**12 080,8**	**12 581,3**	**12 865,0**	**13 695,3**	**15 433,3**	**16 862,4**	**1,45**	**1,74**
Services des postes	0811	1 353,1	1 451,6	1 437,7	1 487,9	1 574,8	1 576,3	0,20	0,16
Matériel téléphonique, télécopieurs	0812	324,7	359,9	419,7	430,1	533,3	639,2	0,04	0,07
Services de télécommunications	0813	10 403,0	10 769,8	11 007,6	11 777,3	13 325,3	14 646,8	1,22	1,52
Loisirs et culture	**09**	**55 989,5**	**57 138,3**	**58 570,5**	**62 436,1**	**64 994,4**	**68 853,4**	**7,03**	**7,12**
Appareils et accessoires audio-visuels et informatiques	091	11 089,8	10 921,9	11 213,5	12 201,1	12 722,6	13 874,8	1,52	1,44
Appareils de réception, d'enregistrement du son et de l'image	0911	5 106,7	4 838,0	4 747,3	5 284,2	5 551,6	6 004,4	0,86	0,62
Équipement photo et cinéma et instruments d'optique	0912	446,5	472,6	495,0	545,5	585,3	666,7	0,07	0,07
Matériel de traitement de l'information	0913	898,5	1 019,6	1 195,4	1 482,1	1 695,1	2 119,0	0,05	0,22
Supports d'enregistrement de l'image et du son	0914	3 784,9	3 766,3	3 962,5	4 137,0	4 132,1	4 334,9	0,42	0,45
Réparations pour l'audio-visuel, la photo et les ordinateurs	0915	853,1	825,5	813,5	752,3	758,6	749,9	0,12	0,08
Autres biens durables culturels et récréatifs	092	2 082,0	2 187,5	2 089,1	2 299,4	2 527,0	2 715,5	0,33	0,28
Autres biens durables culturels et récréatifs neufs	0921-2	1 605,0	1 642,6	1 573,1	1 854,7	2 079,7	2 258,1	0,25	0,23
Réparations d'autres biens durables culturels et récréatifs	0923	477,0	544,9	516,0	444,7	447,3	457,4	0,08	0,05
Autres biens et équipements de loisirs	093	11 360,7	11 542,9	11 908,9	12 341,6	12 665,6	13 020,2	1,48	1,35
Jeux et jouets	0931	2 877,3	2 783,0	2 943,2	3 040,4	3 230,4	3 424,3	0,36	0,35
Équipement de sport, de camping et de recréation en plein air	0932	2 098,7	2 140,6	2 201,8	2 340,9	2 386,3	2 368,5	0,27	0,25
Jardinage	0933	3 312,4	3 378,7	3 334,8	3 397,9	3 390,6	3 450,7	0,51	0,36
Animaux d'agrément	0934	2 295,7	2 413,9	2 585,7	2 679,4	2 734,5	2 797,6	0,26	0,29
Vétérinaires et autres services pour animaux d'agrément	0935	776,6	826,7	843,3	882,8	923,8	979,2	0,08	0,10
Services culturels et récréatifs	094	20 868,2	22 240,5	23 222,6	25 159,7	26 435,8	28 382,7	2,33	2,94
Services sportifs et de loisirs	0941	9 317,0	9 943,6	10 215,9	11 177,3	11 695,8	12 303,0	1,06	1,27
Services culturels	0942	6 946,0	7 303,9	7 789,5	8 447,6	8 981,2	9 413,4	0,78	0,97
Jeux de hasard	0943	4 605,2	4 993,0	5 217,3	5 534,8	5 758,8	6 666,3	0,48	0,69
Presse, livres et papeterie	095	9 789,6	9 480,1	9 298,4	9 536,1	9 733,6	9 958,1	1,28	1,03
Livres	0951	2 856,7	2 781,9	2 556,3	2 664,7	2 685,8	2 833,4	0,38	0,29
Journaux et périodiques	0952	5 537,1	5 352,6	5 375,2	5 450,2	5 580,9	5 588,6	0,72	0,58
Imprimés divers	0953	407,8	375,9	389,7	434,6	448,2	484,8	0,05	0,05
Articles de papeterie et matériel de dessin	0954	987,9	969,6	977,3	986,6	1 018,7	1 051,2	0,13	0,11
Voyages touristiques tout compris	096	799,3	765,3	838,0	898,2	909,8	902,0	0,10	0,09
Éducation	**10**	**3 966,4**	**4 041,3**	**4 593,3**	**4 690,7**	**4 789,3**	**4 817,5**	**0,51**	**0,50**
Hôtels, cafés et restaurants	**11**	**48 055,9**	**47 669,6**	**49 516,1**	**53 065,2**	**55 337,0**	**57 661,2**	**6,03**	**5,97**
Restauration	111	37 930,8	37 930,4	39 481,4	42 488,3	44 382,2	46 173,5	4,76	4,78
Restaurants et cafés	1111	30 252,6	29 539,4	30 719,8	33 425,8	34 595,7	35 852,5	3,74	3,71
Cantines	1112	7 678,2	8 390,9	8 761,5	9 062,5	9 786,5	10 321,0	1,02	1,07
Services d'hébergement	112	10 125,1	9 739,2	10 034,7	10 576,9	10 954,8	11 487,8	1,28	1,19
Autres biens et services	**12**	**52 869,2**	**55 624,3**	**55 898,8**	**57 341,5**	**56 882,3**	**57 833,9**	**6,07**	**5,98**
Soins personnels	121	14 466,5	15 263,4	15 603,1	16 838,9	17 225,8	17 610,7	1,82	1,82
Salons de coiffure et instituts de beauté	1211	6 095,2	6 498,4	6 305,1	6 837,2	6 716,9	6 713,4	0,75	0,69
Articles pour soins personnels et articles de toilette	1212	8 371,3	8 765,0	9 297,9	10 001,7	10 508,9	10 897,3	1,07	1,13
Effets personnels n.c.a	123	5 897,7	5 892,2	6 068,8	6 333,1	6 495,4	6 918,3	0,80	0,72
Bijoux, horloges et montres	1231	4 174,4	4 185,3	4 311,3	4 567,4	4 691,3	4 989,0	0,57	0,52
Autres effets personnels	1232	1 723,3	1 706,8	1 757,5	1 765,7	1 804,1	1 929,3	0,23	0,20
Action sociale	124	7 846,4	8 121,9	8 575,1	8 945,9	9 251,5	9 615,9	0,85	0,99
Assurances	125	18 069,0	18 336,0	19 374,7	18 577,0	19 541,1	20 211,4	1,83	2,09
Assurance-vie	1251	6 521,5	6 801,5	7 733,7	7 802,2	8 649,5	9 024,5	0,45	0,93
Assurance habitation	1252	2 908,3	3 187,7	3 213,8	3 003,6	2 834,3	2 887,7	0,26	0,30

TABLEAU D.01-1A (suite et fin)

Consommation effective des ménages par fonction (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) *Unité* : Million d'euros

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coeficients budgétaires %	
		1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000	1990	2000
Assurance santé	1253	5 244,6	4 756,4	5 114,1	4 781,3	4 867,5	4 958,9	0,57	0,51
Assurance automobile	1254	3 195,6	3 374,6	3 171,2	2 931,9	2 968,8	3 110,3	0,46	0,32
Autres assurances	1255	199,1	215,7	141,9	58,1	220,9	230,0	0,08	0,02
Services financiers	126	5 057,3	5 250,8	5 064,2	5 464,4	5 427,9	5 753,4	0,57	0,60
Autres services	127	1 532,3	2 760,1	1 212,9	1 182,4	– 1 059,4	– 2 275,9	0,21	– 0,24
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**649 034,5**	**669 637,6**	**679 956,5**	**708 106,6**	**730 725,0**	**760 810,8**	**80,46**	**78,71**
Consommation individualisable des ISBLSM	13	7 027,9	7 301,2	7 624,4	7 961,5	8 447,5	8 841,9	0,69	0,91
Consommation individualisable des APU	14	166 781,2	172 704,3	177 481,6	183 541,8	189 343,8	196 961,5	18,86	20,38
Consommation effective des ménages		**822 843,6**	**849 643,2**	**865 062,5**	**899 609,9**	**928 516,4**	**966 614,3**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.01-1B

Consommation effective des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000	de 1991 à 2000
Prod. alimentaires et boissons non alcoolisées	**01**	**101,5**	**100,0**	**100,8**	**101,1**	**101,3**	**100,8**	**0,8**
Produits alimentaires	011	101,3	99,8	100,6	101,0	101,2	100,7	0,7
Pain et céréales	0111	100,6	102,1	100,0	100,4	99,7	101,1	0,4
Viandes	0112	101,7	99,3	100,6	101,2	101,2	100,0	0,3
Poissons et crustacés	0113	97,4	102,4	100,2	99,9	100,4	100,4	0,7
Lait, fromages et œufs	0114	102,0	98,0	101,0	102,8	101,7	101,5	1,4
Huiles et graisses	0115	97,6	100,7	100,4	98,4	99,1	99,0	– 1,0
Fruits	0116	100,4	98,3	101,6	98,5	103,2	102,2	0,6
Légumes	0117	102,4	100,4	100,1	100,9	102,3	100,0	1,1
Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie	0118	102,4	98,4	101,2	102,2	100,8	101,7	1,2
Sel, épices, sauces et prod. alimentaires n.c.a.	0119	105,8	102,8	101,5	102,8	102,2	102,4	2,6
Boissons non alcoolisées	012	104,2	102,5	102,7	101,6	102,1	101,8	2,2
Café, thé et cacao	0121	97,8	103,8	101,0	99,1	100,7	99,7	0,2
Autres boissons non alcoolisées	0122	107,2	101,8	103,5	102,9	102,8	102,8	3,1
Boissons alcoolisées et tabac	**02**	**99,7**	**99,6**	**98,0**	**102,3**	**98,9**	**101,3**	**– 0,1**
Boissons alcoolisées	021	100,9	100,8	99,5	102,5	101,2	99,6	0,7
Alcools	0211	99,1	103,3	97,8	101,0	101,7	102,5	1,2
Vins, cidres et champagnes	0212	101,9	99,4	100,9	103,0	101,0	98,7	0,8
Bières	0213	100,5	101,2	97,2	103,6	101,1	97,4	– 0,7
Tabac	022	98,4	98,3	96,5	102,1	96,6	103,0	– 1,1
Articles d'habillement et chaussures	**03**	**97,9**	**99,8**	**101,2**	**101,7**	**101,3**	**101,9**	**– 0,3**
Articles d'habillement	031	97,5	99,7	101,2	101,9	101,4	101,8	– 0,5
Fournitures pour habillement	0311	98,1	99,1	98,6	99,3	95,6	101,7	– 2,8
Vêtements	0312	97,0	99,3	101,2	101,8	100,8	101,5	– 0,6
Autres articles et accessoires d'habillement	0313	100,2	102,2	102,6	104,1	105,2	105,0	1,1
Nettoyage, réparation et location de vêtements	0314	100,0	102,2	98,3	100,1	105,6	98,6	– 0,7
Chaussures y. c. réparations	032	99,3	100,3	101,2	100,6	100,6	102,4	0,2
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	**04**	**101,2**	**102,2**	**100,4**	**102,2**	**102,1**	**101,9**	**1,8**
Loyers d'habitations effectifs	041	102,4	101,9	101,3	101,1	101,5	102,1	1,8
Loyers imputés	042	99,9	101,5	101,5	101,9	102,7	102,3	1,9
Réparation et entretien courants de logements	043	101,3	100,3	100,6	100,7	102,1	105,3	1,4
Autres services liés au logement	044	101,9	101,6	100,7	102,0	102,5	100,8	1,5
Distribution d'eau	0441	99,1	101,4	100,5	102,0	101,2	101,0	0,6
Enlèvement des ordures ménagères	0442	106,6	102,2	99,2	102,9	109,4	100,8	3,8
Services d'assainissement	0443	104,3	101,7	101,7	102,0	101,7	101,0	1,9
Ramonage, gardiennage et entretien des ascenseurs	0444	100,4	101,5	101,5	101,1	98,6	100,3	0,5
Électricité, gaz et autres combustibles	045	103,2	105,5	96,0	105,0	100,9	99,7	1,6
Électricité	0451	103,2	104,8	97,6	104,5	102,0	102,5	2,5
Gaz	0452	106,0	110,8	90,8	110,6	100,7	97,7	2,7
Combustibles liquides	0453	102,1	105,5	95,1	103,5	98,4	94,9	– 0,6
Combustibles solides	0454	98,5	98,0	96,4	99,5	99,2	94,1	– 1,5
Eau chaude et vapeur d'eau	0455	102,1	103,8	99,9	100,8	102,0	102,0	1,4
Meubles, articles de ménage et entretien courant de l'habitation	**05**	**101,2**	**100,9**	**101,3**	**102,7**	**103,1**	**103,2**	**0,9**
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres	051	99,8	99,3	99,4	102,8	100,9	102,3	– 0,9
Meubles et articles d'ameublement	0511	100,1	99,5	99,4	103,0	101,3	102,2	– 0,8
Tapis et autres revêtements de sol	0512	93,0	97,9	99,0	101,3	99,5	100,4	– 1,8
Réparations de meubles, d'articles d'ameublement	0513	100,5	96,6	100,5	101,0	95,0	104,3	– 0,8
Articles de ménage en textile	052	97,3	98,2	100,1	102,5	101,9	103,6	– 0,7
Appareils ménagers	053	102,4	100,2	102,2	105,2	107,1	106,7	2,6
Gros appareils ménagers électriques ou non	0531	101,7	99,7	102,7	104,2	108,3	109,5	2,8
Petits appareils électriques	0532	104,6	103,5	102,8	110,9	106,6	102,4	4,4
Réparation d'appareils ménagers	0533	101,7	96,0	96,0	96,3	97,9	94,1	– 4,0
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	054	101,9	98,6	100,3	100,0	99,8	101,6	– 0,2
Outillage et autres matériels pour la maison et le jardin	055	99,7	97,5	101,7	105,2	101,1	104,1	0,5
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation	056	102,7	104,2	102,9	102,0	104,3	102,5	2,3
Articles de ménage non durables	0561	101,9	101,7	101,0	102,4	102,5	101,9	0,5
Services domestiques et autres services	0562	103,7	107,3	105,1	101,5	106,3	103,2	4,8
Santé	**06**	**103,3**	**101,5**	**99,3**	**100,7**	**102,4**	**106,4**	**3,0**
Médicaments et autres produits pharmaceutiques, appareils et matériels thérapeutiques	061	103,3	100,0	99,2	103,7	105,9	112,3	5,0
Médecine non hosp. et services paramédicaux	062	103,1	102,3	99,0	102,3	102,1	101,9	2,2
Services hospitaliers	063	103,5	102,7	99,8	93,2	96,6	103,0	1,0

TABLEAU D.01-1B (suite 1)

Consommation effective des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000	de 1991 à 2000
Transport	**07**	**100,0**	**102,5**	**96,8**	**106,1**	**105,1**	**101,4**	**0,9**
Achats de véhicules	071	96,5	111,3	85,4	113,5	112,1	100,2	0,5
Automobiles neuves et d'occasion	0711	95,6	112,0	83,8	114,2	112,3	100,3	0,4
Motos	0712	119,2	119,8	115,8	113,4	112,1	97,7	5,6
Bicyclettes	0713	100,4	89,1	95,1	95,9	105,3	102,7	– 1,8
Dépenses d'utilisation de véhicules	072	102,0	97,7	101,0	103,6	102,2	101,1	0,9
Pièces détachées et accessoires	0721	106,2	99,2	103,0	105,9	102,6	103,5	2,6
Carburants, lubrifiants	0722	99,5	99,1	100,8	102,0	101,6	97,9	0,4
Entretien et réparations	0723	100,8	91,8	98,3	103,1	101,2	103,1	– 1,0
Autres services liés aux véhicules personnels	0724	102,3	102,7	102,1	104,3	105,1	102,6	3,0
Services de transports	073	98,7	105,2	103,0	104,3	104,5	104,7	1,9
Transports de voyageurs par rail	0731	95,0	108,2	104,4	105,5	103,6	105,6	1,1
Transports de voyageurs par route	0732	98,6	102,3	101,2	103,7	102,6	100,2	1,1
Transports de voyageurs par air	0733	99,7	111,8	104,0	105,7	109,5	109,5	3,5
Transports de voyageurs par mer et voies d'eau intérieures	0734	99,7	95,3	99,4	96,5	96,6	93,5	– 2,2
Autres services de transports achetés à l'exclusion des assurances-voyage	0735	99,5	101,9	102,0	102,5	103,8	105,1	0,7
Titres de transports combinés et autres achats de services de transports	0736	100,0	101,6	103,5	103,7	102,8	104,5	2,1
Communications	**08**	**103,8**	**106,1**	**104,7**	**114,7**	**124,1**	**118,8**	**8,6**
Services des postes	0811	98,7	102,5	97,8	103,4	105,7	99,8	– 0,8
Matériel téléphonique, télécopieurs	0812	109,7	125,5	133,4	115,9	135,8	133,6	22,1
Services de télécommunications	0813	104,4	106,0	104,7	116,1	126,0	120,5	9,4
Loisirs et culture	**09**	**101,9**	**100,8**	**102,6**	**107,1**	**105,5**	**106,4**	**3,0**
Appareils et accessoires audio-visuels et informatiques	091	107,2	101,8	108,5	116,9	113,6	116,1	7,5
Appareils de réception, d'enregistrement du son et de l'image	0911	103,0	100,3	105,8	119,6	114,8	115,8	6,3
Équipement photo et cinéma et instruments d'optique	0912	107,3	109,2	109,6	114,0	112,5	113,7	5,9
Matériel de traitement de l'information	0913	164,5	128,2	141,6	164,3	154,8	148,8	41,1
Supports d'enregistrement de l'image et du son	0914	103,7	98,9	105,5	105,2	100,0	106,6	3,9
Réparations pour l'audio-visuel, la photo et les ordinateurs	0915	106,8	92,0	96,3	90,6	99,4	97,4	– 3,5
Autres biens durables culturels et récréatifs	092	98,9	102,3	94,5	109,5	109,0	106,1	– 0,1
Autres biens durables culturels et récréatifs neufs	0921-2	98,6	100,0	95,2	117,7	111,8	107,8	1,2
Réparations d'autres biens durables culturels et récréatifs	0923	100,3	110,1	92,5	84,7	97,6	98,4	– 5,0
Autres biens et équipements de loisirs	093	101,7	100,7	102,6	103,0	103,3	101,7	1,6
Jeux et jouets	0931	103,5	95,6	105,0	103,0	107,8	105,7	2,7
Équipement de sport, de camping et de récréation en plein air	0932	104,5	101,2	102,8	106,6	101,6	98,6	1,9
Jardinage	0933	98,4	102,0	99,3	100,4	102,2	99,1	– 0,8
Animaux d'agrément	0934	102,4	103,9	104,7	103,4	101,2	101,6	3,4
Vétérinaires et autres services pour animaux d'agrément	0935	101,0	103,8	100,7	103,0	102,5	104,7	3,8
Services culturels et récréatifs	094	101,1	103,1	102,6	106,5	104,5	106,0	3,4
Services sportifs et de loisirs	0941	98,3	103,8	101,6	107,3	102,9	104,0	2,3
Services culturels	0942	103,3	102,6	105,6	105,7	105,9	104,1	3,8
Jeux de hasard	0943	103,6	102,4	100,4	106,3	105,4	113,1	5,0
Presse, livres et papeterie	095	98,8	95,3	97,4	101,8	100,7	101,6	– 0,6
Livres	0951	100,3	95,1	90,8	103,0	100,0	105,5	– 1,5
Journaux et périodiques	0952	97,4	95,6	99,9	101,0	100,7	99,2	– 0,4
Imprimés divers	0953	101,0	90,2	101,3	108,6	101,0	106,5	0,6
Articles de papeterie et matériel de dessin	0954	102,0	96,1	100,7	100,1	102,8	102,3	0,1
Voyages touristiques tout compris	096	99,5	95,5	107,9	103,5	99,1	100,2	0,6
Éducation	**10**	**101,0**	**100,4**	**112,3**	**100,8**	**101,3**	**100,2**	**1,0**
Hôtels, cafés et restaurants	**11**	**100,2**	**97,1**	**102,3**	**105,3**	**102,6**	**102,2**	**0,7**
Restauration	111	99,5	97,8	102,4	105,9	102,9	102,4	0,9
Restaurants et cafés	1111	100,5	95,5	102,4	107,3	102,1	101,8	0,8
Cantines	1112	95,6	106,7	102,5	101,0	105,9	104,6	1,5
Services d'hébergement	112	103,0	94,6	101,7	102,7	101,6	101,5	– 0,3
Autres biens et services	**12**	**105,3**	**103,8**	**97,6**	**102,2**	**98,2**	**100,3**	**0,6**
Soins personnels	121	100,9	103,3	100,2	106,6	100,8	100,3	1,1
Salons de coiffure et instituts de beauté	1211	101,0	104,6	96,1	106,9	97,0	98,4	0,1
Articles pour soins personnels et articles de toilette	1212	100,8	102,3	103,3	106,4	103,4	101,5	1,7
Effets personnels n.c.a	123	103,5	99,4	103,2	104,9	104,2	105,2	2,5
Bijoux, horloges et montres	1231	103,9	100,3	103,4	107,1	105,3	104,7	3,4
Autres effets personnels	1232	102,6	97,3	102,8	99,7	101,4	106,3	0,4

TABLEAU D.01-1B (suite et fin)

Consommation des ménages par fonction (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000	de 1991 à 2000
Action sociale	**124**	**103,4**	**100,7**	**103,5**	**102,0**	**101,2**	**102,0**	**2,2**
Assurances	125	108,3	101,7	99,9	100,1	103,5	102,3	1,4
Assurance-vie	1251	103,4	93,9	98,8	98,4	110,3	103,2	0,6
Assurance habitation	1252	111,6	112,5	97,9	99,5	98,4	100,8	2,0
Assurance santé	1253	112,4	102,2	92,3	101,7	94,7	100,8	– 0,5
Assurance automobile	1254	109,4	106,7	113,8	102,1	104,8	103,6	4,4
Autres assurances	1255	69,7	109,2	115,5	101,5	95,5	103,0	– 1,5
Services financiers	126	94,6	101,0	96,0	104,2	99,2	105,0	0,1
Autres services	127	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Dépense de consommation des ménages	**01..12**	**101,2**	**101,3**	**100,1**	**103,4**	**102,8**	**102,5**	**1,3**
Consommation individualisable des ISBLSM	**13**	**103,0**	**101,9**	**103,2**	**103,3**	**104,9**	**103,4**	**4,8**
Consommation individualisable des APU	**14**	**100,6**	**101,7**	**101,6**	**102,4**	**102,1**	**103,0**	**2,3**
Consommation effective des ménages		**101,1**	**101,4**	**100,5**	**103,2**	**102,7**	**102,6**	**1,6**

TABLEAU D.01-2A

Montant de la consommation effective des ménages en biens et services (en valeur)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995) *Unité* : Million d'euros

Intitulé du poste	Code	Valeurs aux prix courants						Coefficients budgétaires %	
		1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000	1990	2000
Biens durables importants	**1**	**52 063,5**	**54 874,0**	**50 370,2**	**55 775,1**	**60 197,1**	**62 263,4**	**7,84**	**6,44**
Automobiles	11	24 294,7	26 835,4	21 961,7	25 332,9	28 165,7	28 272,3	3,82	2,92
Automobiles neuves	111	19 635,9	21 945,0	16 851,1	19 620,6	21 849,6	21 228,1	3,24	2,20
Automobiles autres	112	4 658,8	4 890,4	5 110,5	5 712,3	6 316,1	7 044,2	0,58	0,73
Téléviseurs	12	1 812,2	1 706,7	1 680,6	1 997,5	1 982,8	2 097,7	0,28	0,22
Réfrigérateurs, congélateurs	13	1 153,3	1 131,8	1 182,5	1 188,0	1 271,3	1 345,2	0,17	0,14
Machines à laver	14	1 234,2	1 204,5	1 229,7	1 247,8	1 321,9	1 372,5	0,17	0,14
Meubles	15	11 298,0	11 507,3	11 561,0	12 061,3	12 241,5	12 600,1	1,66	1,30
Autres biens durables importants	16	12 271,1	12 488,3	12 754,8	13 947,6	15 214,0	16 575,6	1,75	1,71
Biens semi-durables	**2**	**82 829,1**	**83 703,8**	**85 240,8**	**87 827,4**	**89 697,2**	**92 684,9**	**11,29**	**9,59**
Textiles et cuirs	21	38 691,4	38 908,3	39 557,6	40 293,8	40 808,3	41 737,6	5,72	4,32
Autres biens semi-durables	22	44 137,6	44 795,5	45 683,2	47 533,6	48 888,9	50 947,2	5,57	5,27
Biens non durables	**3**	**220 774,7**	**227 170,1**	**231 986,7**	**239 043,0**	**244 066,6**	**256 840,5**	**27,88**	**26,57**
Biens non durables et non alimentaires	31	108 851,8	114 013,4	115 913,4	119 530,7	122 761,7	132 075,1	13,11	13,66
Énergie, y c. sylviculture	311	51 406,0	55 268,6	55 401,8	55 961,9	56 908,6	62 386,7	6,45	6,45
Autres biens non durables et non alimentaires	312	57 445,8	58 744,9	60 511,6	63 568,8	65 853,1	69 688,4	6,66	7,21
Alimentation, y c. animale	32	111 922,9	113 156,7	116 073,3	119 512,3	121 304,9	124 765,3	14,77	12,91
Services	**4**	**467 176,4**	**483 895,3**	**497 464,8**	**516 964,4**	**534 555,5**	**554 825,5**	**52,99**	**57,40**
Logement, y c. entretien	41	125 986,3	130 201,1	134 608,8	139 552,0	144 751,1	149 084,6	13,60	15,42
Services de santé, y c. vétérinaires	42	80 934,9	83 928,4	85 649,7	87 765,4	89 744,6	93 602,6	9,29	9,68
Transports en commun, postes et télécommunications	43	30 039,0	31 484,1	32 855,2	34 892,5	37 648,0	40 139,1	3,72	4,15
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	48 073,6	47 687,7	49 533,4	53 072,7	55 344,0	57 668,4	6,04	5,97
Autres services	45	182 142,6	190 594,0	194 817,6	201 681,8	207 067,7	214 330,8	20,34	22,17
Action sociale, y c. services domestiques	451	24 264,9	25 671,3	27 051,6	28 321,1	29 414,7	30 610,4	2,61	3,17
Autres services divers	452	157 877,7	164 922,7	167 766,0	173 360,8	177 653,0	183 720,4	17,74	19,01
Consommation effective des ménages		**822 843,6**	**849 643,2**	**865 062,5**	**899 609,9**	**928 516,4**	**966 614,3**	**100,00**	**100,00**

TABLEAU D.01-2B

Évolution de la consommation effective des ménages en biens et services (en volume)

Source : INSEE (Comptabilité nationale, base 1995)

Intitulé du poste	Code	Indices de volume base 100 de l'année précédente						Taux de variation annuel moyen (%)
		1995	1996	1997	*r* 1998	*r* 1999	*p* 2000	de 1991 à 2000
Biens durables importants	**1**	**99,6**	**106,4**	**93,9**	**112,0**	**110,6**	**105,0**	**2,0**
Automobiles	11	95,6	112,0	83,8	114,2	112,3	100,3	0,4
Automobiles neuves	111	93,5	113,8	78,9	115,3	113,1	97,2	– 0,6
Automobiles autres	112	105,9	104,3	105,9	110,7	109,4	110,9	4,6
Téléviseurs	12	102,4	98,5	106,0	126,8	108,6	112,8	6,1
Réfrigérateurs et congélateurs	13	102,5	97,5	104,3	102,0	108,5	108,2	1,9
Machines à laver	14	99,8	97,5	103,5	102,6	109,0	107,1	2,6
Meubles	15	100,3	99,5	99,5	103,1	100,9	102,3	– 0,8
Autres biens durables importants	16	106,8	104,5	106,9	116,2	116,7	114,4	6,9
Biens semi-durables	**2**	**100,5**	**99,7**	**101,6**	**103,2**	**102,2**	**102,9**	**0,7**
Textiles et cuirs	21	97,7	99,6	101,2	102,0	101,2	102,2	– 0,3
Autres biens semi-durables	22	103,0	99,7	102,0	104,2	103,1	103,5	1,6
Biens non durables	**3**	**101,3**	**100,6**	**100,1**	**102,5**	**101,5**	**101,3**	**1,2**
Biens non durables et non alimentaires	31	101,2	101,1	99,5	103,7	101,8	101,9	1,5
Énergie, y c. sylviculture	311	101,4	102,6	98,3	103,5	101,2	99,0	1,0
Autres biens non durables et non alimentaires	312	101,1	99,8	100,7	104,0	102,3	104,4	1,9
Alimentation, y c. animale	32	101,4	100,2	100,7	101,2	101,2	100,7	0,8
Services	**4**	**101,3**	**101,5**	**101,2**	**102,7**	**102,4**	**102,9**	**1,9**
Logement, y c. entretien	41	100,7	101,1	101,9	101,7	102,1	102,3	1,9
Services de santé, y c. vétérinaires	42	100,3	102,2	101,0	101,6	101,5	103,4	2,2
Transports en commun, postes et télécommunications	43	101,5	104,6	103,6	108,0	111,6	109,6	4,5
Services des hôtels, cafés, restaurants, cantines, foyers	44	100,2	97,1	102,3	105,2	102,6	102,2	0,7
Autres services	45	102,5	102,1	100,1	102,3	101,4	102,1	1,6
Action sociale, y c. services domestiques	451	102,3	103,2	103,1	102,5	101,9	102,0	2,7
Autres services divers	452	102,5	101,9	99,7	102,2	101,3	102,2	1,5
Consommation effective des ménages		**101,1**	**101,4**	**100,5**	**103,2**	**102,7**	**102,6**	**1,6**

TABLEAU D.01-3

Principales quantités consommées en France par les ménages depuis 1990 (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1990	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
A. CONSOMMATION ALIMENTAIRE (par habitant)								
Population intérieure moyenne	10^6	**56,71**	**57,66**	**57,85**	**58,03**	**58,21**	**58,40**	**58,60**
Semoule de blé dur	kg	1,08	1,12	1,26	1,25	1,06	0,98	0,97
Farine de froment	"	5,09	4,53	4,41	4,36	4,38	4,38	4,19
Riz	"	3,72	3,62	3,74	3,75	3,63	3,53	3,67
Biscottes	"	1,80	1,71	1,72	1,79	1,72	1,63	1,64
Biscuits et pains d'épices	"	8,78	9,33	9,80	10,21	10,32	10,37	10,60
Farines diététiques de l'enfance	"	0,16	0,13	0,13	0,14	0,14	0,14	0,14
Entremets et desserts instantanés	"	0,57	///	///	///	///	///	///
Pâtes alimentaires	"	6,76	7,09	7,30	7,28	7,57	7,40	7,67
Pain, préemballé non compris	"	63,37	60,50	59,89	60,36	60,02	59,87	57,42
Pommes de terre (2)	"	62,42	62,06	68,93	69,28	69,79	65,78	67,97
Légumes frais (2)	"	88,34	90,50	91,33 *r*	89,42 *r*	89,85 *r*	91,05	92,17
Légumes surgelés	"	5,18	6,51	6,50	6,66	6,58	6,69	6,92
Légumes secs (2)	"	1,56	1,46	1,44	1,45	1,42	1,41	1,41
Conserves de légumes	"	23,23	23,70 *r*	23,67	24,23	23,94	24,34	25,19
Agrumes (2)	"	16,45	14,39	13,81	13,15 *r*	13,67	13,00	12,75
Autres fruits frais (2)	"	45,93	45,08	44,94 *r*	43,32 *r*	44,05	43,25	44,42
Fruits surgelés	"	0,10	0,04	0,04	0,04	0,04	0,05	0,05
Fruits secs (2)	"	1,16	1,37	1,36	1,32	1,34	1,31	1,36
Fruits au sirop	"	3,11	2,60	2,04	2,08	1,98	2,06	1,60
Confitures et gelées	"	2,54	2,64	2,63	2,57	2,51	2,47	2,41
Compote de fruits	"	1,63	1,91	1,88	1,90	2,00	2,10	2,22
Porc frais	"	9,96	10,18	10,07 *r*	10,17	10,11	10,77	10,89
Jambon	"	5,59	5,51	5,52	5,63	5,55	5,93	5,61
Autres charcuteries et conserves de viande	"	14,25	15,29	15,67	16,01	16,01	16,55	16,98
Triperie	"	4,48	3,87	3,99	3,89	3,76	3,76	3,77
Bœuf	"	17,58	16,34	16,57 *r*	15,24	15,42	14,90	14,90
Veau	"	4,49	4,13	4,13	3,91	3,95	3,88	3,89
Mouton, agneau	"	3,64	3,60	3,57	3,51	3,39	3,39	3,41
Cheval	"	0,65	0,38	0,37	0,44	0,40	0,37	0,34
Volailles (2)	"	22,24	22,48	22,83 *r*	23,77 *r*	23,99	24,15	23,81
Produits carnés surgelés	"	3,21	///	///	///	///	///	///
Lapin, gibier (2)	"	4,59	4,03	3,97	4,14	4,18	4,20	4,15
Œufs (2)	"	14,34	14,76	15,50 *r*	15,22 *r*	14,89	14,94	15,19
Poissons, crustacés, coquillages (poids après la pêche, vendu aux ménages)	"	14,75	15,48	///	///	///	///	///
Poissons et crustacés surgelés	"	4,20	4,21	4,22	4,32	4,33	4,37	4,40
Conserves de poisson	"	5,81	5,16	4,84	4,99	4,69	5,19	4,16
Laits liquides (2)	litre	68,16	65,79	69,52	68,64	68,07	68,69	67,12
Crème fraîche	kg	2,77	3,71	4,89	5,07	5,33	5,92	4,93
Yaourts	"	16,31	17,80	18,29	18,65	19,12	19,94	20,50
Desserts lactés frais	"	5,89	7,19	7,28	7,67	7,78	8,34	8,39
Fromages frais (2)	"	6,71	6,87	6,97	7,07	7,15	7,20	7,52
Fromages (2)	"	17,10	17,91	18,12	18,20	18,28	18,97	19,33
Beurre (2)	"	8,43	8,15	8,05	7,95	7,83	7,65	7,54
Huile	"	11,37	12,00	13,17	13,91	13,20	11,99	11,94
Margarine	"	2,34	1,83	2,12	2,13	2,32	2,26	2,15
Sucre	"	10,02	8,98	8,92	8,66	8,20	7,71	7,59
Chocolat (poudre et tablettes)	"	3,40	4,03	3,93	4,18	4,16	4,30	4,17
Confiserie de sucre	"	2,67	3,16	3,45	3,44	3,52	3,45	3,37
Confiserie de chocolat	"	1,63	1,65	1,70	1,64	1,84	1,85	1,88
Miel (2)	"	0,41	0,43	0,45	0,47	0,45	0,44	0,45
Crèmes glacées	litre	6,50	6,83	6,92	6,23	6,23	6,49	5,99
Vins courants (2)	litre	45,96	39,30	39,09	38,13	37,38	37,25	36,23
Vins AOC et VDQS (depuis 1983) (2)	"	23,49	25,16	25,16	25,70 *r*	26,16	27,67	27,15
Vins doux naturels et autres vins de liqueur (2)	"	1,55	1,52	1,37	1,34	1,34	1,34	1,37
Champagne (2)	"	1,95	2,04	2,05	2,08	2,12	2,29	2,44
Apéritifs (à base de vin et spiritueux)	"	3,36	///	///	///	///	///	///
Eaux de vie et liqueurs	"	2,77 *r*	///	///	///	///	///	///
Bière	"	39,66	38,29 *r*	38,04	38,75	35,47	37,67	37,75

N.B. Voir notes en fin de tableau.

TABLEAU D.01-3 (suite et fin)

Principales quantités consommées en France par les ménages depuis 1990 (1)

Source : INSEE (Comptabilité nationale)

Nature des produits, biens et services	Unités	1990	1994	1995	1996	1997	*r* 1998	*p* 1999
Cidre (2)	litre	6,47	6,65	6,83	6,35	6,42	6,52	6,40
Eaux minérales et de source	"	92,42	103,49 *r*	119,83 *r*	118,19 *r*	125,42 *r*	136,73	146,06
Boissons gazeuses	"	35,82	35,86	37,71	38,00	39,02	40,06	39,75
Jus de fruits, y compris nectars	"	6,84	9,59	10,78	10,97	11,44	11,53	11,76
Café (torréfié : en grains, moulu, soluble) (3)	kg	4,41	4,64	4,38	4,69	4,64	4,40	4,50
Thé et maté (3)	"	0,20	0,22	0,20	0,26	0,29	0,23	0,21
Infusions (2)	g	65,70	68,38 *r*	66,66 *r*	68,97	69,45 *r*	68,60	68,81
B. CONSOMMATION DE BIENS NON ALIMENTAIRES (ENSEMBLE DE LA POPULATION)								
Biens durables :								
Réfrigérateurs (n. c. congélateurs)	10^3	2 129	2 109	2 107	2 003	2 089	2 119	2 255
Machines à laver	"	2 042	2 250	2 117	2 083	2 121	2 154	2 247
Lave-vaisselle	"	669	734	727	731	740	771	856
Récepteurs de télévision couleur	"	3 310	3 379	3 369 *r*	3 398 *r*	3 536 *r*	4 280	4 547
Automobiles (4)	"	2 309	1 973	1 931	2 132	1 713	1 944	2 148
Chauffage et éclairage :								
Électricité	10^9 kWh	96,90	108,25	109,08	120,46	119,08	121,45	126,93
Gaz de ville	10^9 kWh	124,00	138,56	146,53	164,02	148,23	163,90	165,27
Butane, propane	10^6 tonnes	1,51	1,56	1,58	1,68	1,58	1,60	1,59
Charbon (y c. houille, coke et agglomérés)	10^6 tonnes	2,43	1,61	1,41	1,49	1,43 *r*	1,36	1,22
Fioul domestique (5)	10^6 m^3	20,18	19,00	19,53	20,45	19,79	20,48	20,07
Transports :								
Carburants	10^3 m^3							
Supercarburants autos (6)	"	19 889	18 536	17 682	16 944	16 532	16 439	16 332
Gazole (7)	"	5 400	8 603	9 627	10 441	11 119	11 936	11 900
Chemins de fer (8) :								
Grandes lignes	10^9 voyag.-km	54,97	49,45	47,08	50,90	52,80	55,30	57,00
Banlieue de Paris	"	8,99	9,48	8,48	8,87	9,02	9,13	9,62
Régie autonome des transports parisiens :								
Réseau ferré :								
Métropolitain et funiculaire de Montmartre	10^6 voyag.	1 222	1 170	1 029	1 092	1 116	1 157	1 190
Réseau express régional	"	362	364	323	351	354	368	384
Réseau autobus	"	841	824	781	847	878	887	902
Tramway	"	///	17	23	26	29	35	43
Autres biens et services :								
Savon de ménage	10^3 tonnes	18,3	19,8	10,9	9,0	8,9	8,3	8,4
Savons de toilette, etc	"	28,3	24,1	24,0	22,5	21,7	19,9	14,3
Poudres à laver le linge ménagères	"	483,9	508,2	538,6	512,5	533,4	499,6	439,6
Cinéma	10^6 spectateurs	121,9	124,4	130,2	136,7	149,0	170,1	155,5
Cigarettes	10^6	95 809	90 113	88 336	86 163	82 984	83 836	83 675
Cigares et cigarillos	"	1 474	1 408	1 460	1 530	1 572	1 630	1 672
Scaferlatis	tonne	4 933	6 196	6 444	6 998	7 315	7 283	7 386

(1) France métropolitaine. Comptes nationaux.
(2) Produits faisant l'objet d'une autoconsommation.
(3) Les quantités indiquées sont obtenues à partir de statistiques douanières : elles ne tiennent pas compte d'éventuels stockages ou déstockages.
(4) Automobiles : total des immatriculations de voitures particulières et commerciales neuves, non compris les immatriculations de voitures en transit temporaire (TT).
(5) En acquitté total des factures des distributeurs.
(6) Consommation de super plombé et sans plomb par les voitures particulières, commerciales et taxis.
(7) Consommation de gazole par les voitures particulières, commerciales et taxis. Source : estimation du Comité Professionnel du Pétrole et du service économique et statistique du Ministère de l'équipement, des transports et du logement.
(8) Y compris les déplacements professionnels.

TABLEAU D.01-4

Équipement des ménages en biens durables selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage (1)

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 1998, 1999, 2000, 2001) %

Nature de l'équipement	Date (2)	Agriculteurs exploitants	Artisans commerçants, chefs d'entreprise	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Autres inactifs	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1998	30	59	65	60	58	53	38	56
	1999	24	52	64	58	54	51	23	53
	2000	24	54	67	61	59	54	27	56
	2001	35	56	68	65	61	60	38	60
Congélateur	1998	77	52	42	48	38	53	18	47
	1999	73	53	38	45	35	53	10	46
	2000	77	53	42	46	38	52	12	47
Réfrigérateur sans congélateur	1999	77	53	42	46	48	52	56	50
	2000	78	55	41	45	44	50	53	49
Lave-vaisselle	1998	36	54	60	45	24	25	6	36
	1999	33	56	63	45	25	27	6	38
	2001	38	52	63	46	29	29	2	39
Micro-ondes	1998	27	58	67	59	52	51	40	54
	2000	42	62	70	65	58	58	50	61
Lave-linge	1999	89	92	94	92	86	90	38	89
	2000	91	95	95	93	87	90	37	90
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	1998	18	32	38	28	19	23	4	25
	2001	22	36	41	34	23	28	3	30
Télévision couleur	1999	95	93	89	92	90	95	71	92
	2000	94	95	91	93	92	95	75	93
	2001	94	95	91	93	95	95	72	94
Multi-équipement en télévision couleur	1999	25	34	32	34	24	33	4	30
	2000	22	36	37	37	26	34	5	32
	2001	27	41	38	38	31	39	7	36
Magnétoscope	1999	31	66	75	73	59	68	29	65
	2001	47	68	77	77	66	71	32	70
Chaîne hi-fi	1998	24	56	79	72	57	58	52	61
	2000	23	55	83	70	57	55	59	61
Camescope	1997	8	21	23	16	11	13	3	14
Répondeur téléphonique	1999	14	33	61	50	39	31	32	40
	2001	19	32	56	45	35	28	22	37
Minitel	2000	11	23	35	21	11	7	6	16
	2001	13	20	30	18	8	7	4	14
Téléphone portable	1999	13	38	43	30	24	21	29	28
	2000	19	46	59	50	42	38	60	44
	2001	29	53	67	64	49	51	65	55
Téléphone fixe	2001	90	92	95	90	86	84	48	87
Micro-ordinateur	1998	6	22	44	25	13	10	21	19
	1999	8	21	51	29	17	13	25	23
	2000	12	24	53	37	18	18	29	27
	2001	14	31	61	42	22	21	29	32
Connexion à internet	1999	2	4	20	8	3	2	12	6
	2000	1	11	33	16	6	5	17	12
	2001	4	17	44	25	11	8	15	18
Automobile	1998	77	85	88	89	63	78	38	78
	1999	72	84	88	87	63	78	36	78
	2000	76	87	89	89	66	78	49	79
	2001	80	85	85	88	68	78	43	79
Multi-équipement en automobile	1998	27	36	40	34	17	29	4	29
	1999	29	33	40	33	17	29	5	29
	2000	30	34	42	32	17	28	2	29
	2001	37	36	38	35	17	31	4	30
Nombre de ménages (millions)	**2001**	**1,3**	**1,8**	**3,8**	**5,0**	**4,7**	**7,4**	**0,5**	**24,5**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2001**	**308**	**408**	**803**	**1 099**	**1 022**	**1 662**	**81**	**5 383**

(1) Les retraités sont classés dans leur ancienne catégorie socioprofessionnelle.
(2) Les chiffres sont révisés pour les années antérieures à 2001.

TABLEAU D.01-5A

Équipement des ménages en biens durables selon l'âge de la personne de référence du ménage

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 1998, 1999, 2000, 2001) %

Nature de l'équipement	Date	Moins de 30 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 69 ans	70 à 79 ans	80 ans et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1998	54	64	58	55	50	50	52	56
	1999	52	61	56	51	50	46	47	53
	2000	55	64	55	55	56	50	49	56
	2001	62	70	61	58	58	55	52	60
Congélateur	1998	20	44	57	57	54	48	30	47
	1999	20	40	58	56	54	45	28	46
	2000	23	42	59	56	56	44	29	47
Réfrigérateur sans congélateur	1999	42	42	51	55	55	57	53	50
	2000	39	40	53	53	51	53	52	49
Lave-vaisselle	1998	10	35	49	49	36	28	18	36
	1999	11	37	53	52	41	28	14	38
	2001	12	40	51	52	43	32	18	39
Micro-ondes	1998	54	64	67	62	47	31	19	54
	2000	63	74	70	64	58	38	30	61
Lave-linge	1999	67	92	94	95	95	91	76	89
	2000	72	92	94	94	94	91	81	90
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	1998	15	35	37	32	18	8	5	25
	2001	21	38	46	36	23	14	8	30
Télévision couleur	1999	79	88	94	95	96	97	96	92
	2000	83	90	93	95	96	98	95	93
	2001	85	90	94	96	97	97	95	94
Multi-équipement en télévision couleur	1999	13	27	42	40	32	26	17	30
	2000	14	31	43	43	34	24	14	32
	2001	20	31	48	47	37	32	19	36
Magnétoscope	1999	58	78	82	76	62	39	19	65
	2001	68	82	83	80	68	45	24	70
Chaîne hi-fi	1998	74	80	79	68	46	27	11	61
	2000	74	79	80	64	49	28	11	61
Camescope	1997	8	23	19	18	11	6	1	14
Répondeur téléphonique	1999	58	57	46	45	28	15	3	40
	2001	39	49	45	43	33	16	7	37
Minitel	2000	7	15	24	23	17	9	5	16
	2001	5	12	20	22	16	10	5	14
Téléphone fixe	2001	65	86	88	92	94	92	91	87
Téléphone portable	1999	44	39	35	32	15	8	3	28
	2000	68	59	56	47	28	15	4	44
	2001	81	70	72	59	40	20	10	55
Micro-ordinateur	1998	22	28	31	22	9	2	1	19
	1999	28	32	40	26	11	3	–	23
	2000	35	35	46	29	14	3	1	27
	2001	43	45	49	37	17	6	3	32
Connexion à internet	1999	10	10	9	7	3	1	–	7
	2000	19	15	21	11	5	1	1	12
	2001	29	24	26	20	9	3	2	18
Automobile	1998	69	88	88	88	78	60	34	78
	1999	72	86	89	87	80	60	30	78
	2000	74	88	88	87	84	64	31	79
	2001	73	87	89	88	83	66	37	79
Multi-équipement en automobile	1998 *r*	18	34	42	43	23	10	3	29
	1999	16	37	43	40	24	10	2	29
	2000	20	35	42	41	26	8	2	29
	2001	20	38	45	41	26	10	2	30
Nombre de ménages (millions)	**2001**	**2,7**	**4,6**	**4,8**	**4,2**	**3,3**	**3,3**	**1,6**	**24,5**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2001**	**507**	**965**	**1 075**	**1 005**	**761**	**742**	**329**	**5 384**

TABLEAU D.01-5B

Équipement des ménages en biens durables selon leur taille

Source : INSEE (Enquêtes Permanentes Conditions de vie - mai 1997, 1998, 1999, 2000, 2001) %

Nature de l'équipement	Date	nombre de personnes du ménage						
		1	2	3	4	5	6 et plus	Ensemble des ménages
Combiné réfrigérateur-congélateur	1998 *r*	48	57	61	62	55	63	56
	1999	46	55	60	55	55	51	53
	2000	47	59	60	58	60	61	56
	2001	53	62	67	66	62	67	60
Congélateur	1998	24	52	56	64	73	75	47
	1999	22	50	55	64	70	71	46
	2000	25	50	58	66	71	64	47
Réfrigérateur sans congélateur	1999	50	50	47	52	54	54	50
	2000	50	48	47	50	51	51	49
Lave-vaisselle	1998	16	37	46	57	56	35	36
	1999	16	40	46	61	61	34	38
	2001	19	41	49	61	64	40	39
Micro-ondes	1998	34	53	68	72	74	65	54
	2000	41	61	74	79	81	71	61
Lave-linge	1999	71	96	99	99	99	98	89
	2000	73	96	98	98	100	97	90
Sèche-linge ou lave-linge sèchant	1998	9	20	36	47	50	43	25
	2001	13	26	40	55	55	49	30
Télévision couleur	1999	84	95	95	97	97	95	92
	2000	86	96	95	96	98	95	93
	2001	88	95	97	97	99	99	94
Multi-équipement en télévision couleur	1999	10	33	42	47	44	51	30
	2000	11	35	43	50	48	45	32
	2001	14	40	48	52	53	58	36
Magnétoscope	1999	37	66	85	90	89	87	65
	2001	47	70	87	90	92	90	70
Chaîne hi-fi	1998	42	56	78	84	82	77	61
	2000	42	57	75	85	81	76	61
Camescope	1997 *r*	3	12	20	28	30	22	14
Répondeur téléphonique	1999	32	41	49	46	44	26	40
	2001	27	38	47	44	42	26	37
Minitel	2000	9	17	19	24	25	16	16
	2001	9	15	16	19	21	12	14
Téléphone fixe	2001	80	90	91	92	93	84	87
Téléphone portable	1999	18	24	39	39	41	26	28
	2000	30	38	59	63	64	61	44
	2001	39	51	69	75	76	75	55
Micro-ordinateur	1998	9	14	28	34	39	33	19
	1999	11	17	31	45	44	29	23
	2000	13	20	39	48	56	43	27
	2001	16	27	46	57	56	46	32
Connexion à internet	1999	5	5	7	11	13	5	7
	2000 *r*	6	9	16	21	23	17	12
	2001	9	16	25	31	31	19	18
Automobile	1998	51	86	90	94	94	90	78
	1999	50	87	90	95	93	88	78
	2000	54	88	91	95	95	89	79
	2001	54	88	91	96	94	92	79
Multi-équipement en automobile	1998 *r*	1	27	48	57	51	49	29
	1999	1	28	48	60	52	39	29
	2000	1	28	48	58	57	35	29
	2001	1	29	51	62	62	43	30
Nombre de ménages (millions)	**2001**	**7,7**	**8,0**	**3,8**	**3,3**	**1,3**	**0,5**	**24,5**
Nombre de ménages répondants dans l'échantillon	**2001**	**1 538**	**1 770**	**866**	**771**	**332**	**107**	**5 384**

TABLEAU D.01-6

Poids des repas et consommation extérieurs dans le budget alimentaire des ménages selon le type d'habitat de résidence

Année 1995

Source : INSEE (Enquête Budget de Famille) — *Unité* : euro

Catégorie de commune	Dépense alimentaire annuelle moyenne par ménage	Dépense en repas pris à l'extérieur par an	Part en % des repas pris à l'extérieur dans le budget
Communes rurales	5 292,1	740,1	14,0
UU de moins de 20 000 habitants (1)	5 262,8	751,6	14,3
UU de 20 000 à 100 000 habitants	4 979,0	778,3	15,6
UU de 100 000 habitants et plus sauf UU Paris	5 115,7	928,3	18,1
Agglomération parisienne hors Paris	6 203,5	1 540,6	24,8
Ville de Paris	5 598,4	1 900,6	33,9
Ensemble	**5 325,2**	**956,3**	**18,0**

(1) UU : Unité urbaine.

TABLEAU D.01-7

Taux d'équipement des ménages européens en biens durables

Année 1996

Source : Eurostat : (panel européen sur l'équipement des ménages) — %

	Voiture	Lave-vaisselle	Magnéto-scope	TV couleur	Four à micro-ondes	Téléphone
Allemagne	74	41	60	98	49	96
Autriche	73	46	61	97	50	96
Belgique	75	32	65	96	52	94
Danemark	62	34	68	97	36	98
Espagne	69	19	65	98	38	88
Finlande	66	42	61	93	72	94
France	**79**	**37**	**62**	**94**	**49**	**97**
Grèce	57	21	43	94	7	92
Irlande	69	22	72	97	59	83
Italie	78	25	57	97	14	91
Luxembourg	83	56	68	98	33	98
Pays-Bas	68	23	70	98	57	98
Portugal	61	18	52	90	17	79
Royaume-Uni	72	23	82	97	74	94
Suède	72	40	67	97	64	...
Total Union européenne à 15	**73**	**31**	**64**	**97**	**46**	**94**
Autres pays européens						
Islande	88	41	79	97	64	99
Norvège (1)	76	51	56	94	56	...

(1) Données 1997.

TABLEAU D.01-8

Le budget des ménages en 1995

Source : INSEE (Enquête budget de famille) %

	Alimentation à domicile	Repas à l'extérieur	Habillement	Habitation	Hygiène santé	Transports et Télécommunications	Culture et loisirs	Divers	**(1) Total**
Âge de la personne de référence :									
Moins de 25 ans	11,4	5,4	6,2	31,4	4,5	15,5	10,2	15,3	**100,0**
25 à 34 ans	12,7	4,3	5,2	31,1	5,4	14,3	6,9	20,2	**100,0**
35 à 44 ans	14,4	3,6	5,3	30,3	5,6	12,6	7,7	20,4	**100,0**
45 à 54 ans	13,9	3,5	5,1	26,2	5,9	13,1	7,1	25,1	**100,0**
55 à 64 ans	16,4	2,2	4,5	25,8	6,0	13,3	5,5	26,3	**100,0**
65 à 74 ans	18,1	1,9	3,7	25,2	8,3	12,2	4,8	25,8	**100,0**
75 et plus	18,9	2,5	3,5	25,6	10,3	7,5	3,8	27,8	**100,0**
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence :									
Exploitants agricoles	20,4	2,1	5,2	22,5	5,5	15,2	7,7	21,5	**100,0**
Artisans, commerçants, chefs d'entreprises	13,4	3,4	5,0	27,0	4,9	11,3	6,6	28,4	**100,0**
Cadres et professions libérales	10,4	3,9	5,2	27,7	5,0	11,8	6,5	29,6	**100,0**
Professions intermédiaires	13,2	4,0	5,3	28,8	6,0	13,7	7,3	21,6	**100,0**
Employés	14,4	3,9	5,5	30,1	5,7	13,8	7,5	19,0	**100,0**
Ouvriers	17,1	3,2	4,9	30,1	6,0	14,6	7,6	16,6	**100,0**
Retraités	18,2	2,1	3,9	25,2	8,2	11,7	4,9	25,7	**100,0**
Autres inactifs	16,2	3,4	5,1	30,3	7,2	11,4	7,5	18,7	**100,0**
Type de ménage :									
Personne seule :									
de moins de 65 ans	11,0	4,8	4,8	30,6	4,3	12,4	6,6	25,4	**100,0**
65 ans et plus	16,7	2,3	3,3	30,0	9,2	7,0	4,1	27,4	**100,0**
Couples sans enfant, personne de référence âgée de :									
moins de 35 ans	11,2	5,0	5,7	28,6	4,7	15,7	7,8	21,4	**100,0**
35 à 65 ans	15,0	2,4	4,4	26,1	6,1	13,3	5,2	27,6	**100,0**
65 ans et plus	18,9	2,0	3,6	23,2	9,1	11,9	4,4	26,9	**100,0**
Familles monoparentales	15,1	3,3	5,3	30,3	6,8	12,1	8,1	19,0	**100,0**
Couples avec :									
1 enfant	14,2	3,2	4,9	27,5	5,9	14,3	6,8	23,3	**100,0**
2 enfants	14,8	3,5	5,5	28,8	6,1	13,2	7,4	20,8	**100,0**
3 enfants ou plus	16,1	3,5	5,8	28,9	5,5	12,8	8,5	18,9	**100,0**
Autres ménages de :									
2 personnes	15,8	3,9	5,0	28,2	5,6	11,2	6,6	23,8	**100,0**
3 personnes	18,2	2,1	3,5	27,5	8,4	11,1	6,0	23,1	**100,0**
plus de 3 personnes	18,1	3,5	5,7	24,0	7,0	13,6	7,9	20,1	**100,0**
Type d'habitat de résidence :									
Communes rurales	17,2	2,8	4,5	27,0	6,3	14,6	6,7	20,9	**100,0**
Unités urbaines de moins de 20 000 habitants	15,9	2,6	4,8	28,5	6,1	13,8	6,6	21,7	**100,0**
Unités urbaines de 20 000 à 99 999 habitants	15,4	2,9	5,2	27,6	6,3	13,1	6,3	23,2	**100,0**
Unités urbaines de 100 000 habitants et plus	14,8	3,3	5,0	28,0	6,5	12,7	6,8	23,0	**100,0**
Complexe agglomération de Paris	12,0	4,4	4,9	28,3	6,2	10,2	6,4	27,7	**100,0**
Revenu moyen par unité de consommation :									
0 à moins de 42 000F/an	20,5	3,0	5,5	29,9	6,1	12,5	7,8	14,7	**100,0**
de 42 000 F à moins de 55 000 F/an	19,9	2,6	4,7	29,5	6,6	13,6	7,2	15,9	**100,0**
de 55 000 F à moins de 67 000 F/an	18,4	2,8	4,8	29,6	6,9	13,7	7,3	16,5	**100,0**
de 67 000 F à moins de 82 000 F/an	17,2	3,0	4,7	29,3	6,6	13,3	6,7	19,2	**100,0**
de 82 000 F à moins de 100 000 F/an	14,9	3,5	4,8	28,5	7,3	13,1	6,6	21,3	**100,0**
de 100 000 F à moins de 130 000 F/an	13,4	3,4	4,8	26,9	6,6	14,0	6,6	24,3	**100,0**
Plus de 130 000 F par an	10,1	3,7	4,8	25,7	5,2	11,1	5,6	33,8	**100,0**
Diplôme le plus élevé de la personne de référence :									
Aucun diplôme	20,2	2,5	4,7	29,2	7,0	12,3	6,2	18,0	**100,0**
De niveau CEP	19,1	2,6	4,4	25,7	8,4	12,3	5,9	21,7	**100,0**
De niveau CAP, BEP	16,3	3,0	4,7	28,1	6,2	14,6	7,2	19,9	**100,0**
De niveau BEPC	14,3	3,8	5,2	28,9	5,8	13,3	6,8	21,9	**100,0**
De niveau Bac technique	13,9	3,5	5,0	28,0	6,2	13,9	7,1	22,4	**100,0**
De niveau Bac général	12,7	3,7	4,9	27,5	6,6	12,1	6,1	26,4	**100,0**
De niveau Bac + 2	11,6	3,9	5,2	29,9	6,1	12,2	6,5	24,6	**100,0**
De niveau supérieur à Bac + 2	10,1	3,5	4,9	26,9	4,7	11,4	6,3	32,1	**100,0**
De niveau non déclaré	9,7	6,2	7,4	30,7	4,1	13,7	12,4	15,8	**100,0**
Ensemble	**14,9**	**3,3**	**4,9**	**27,9**	**6,3**	**12,8**	**6,6**	**23,4**	**100,0**

(1) En dépense annuelle moyenne par ménage.

TABLEAU D.01-9

Évolution des emplois du temps des adultes citadins entre 1986 et 1999

Source : INSEE (Enquête emploi du temps) — *Unité* : Temps exprimés en heures et minutes par jour

	Homme				Femme				**Total**			
	Actif occcupé		Inactif		Active occupée		Inactive		**Actifs occupés**		**Ensemble**	
	1986	1999	1986	1999	1986	1999	1986	1999	**1986**	**1999**	**1986**	**1999**
Temps physiologique	**11h22**	**11h22**	**12h51**	**12h39**	**11h32**	**11h35**	**12h42**	**12h37**	**11h26**	**11h28**	**12h06**	**12h04**
dont : Sommeil	8h31	8h23	9h53	9h34	8h46	8h37	9h47	9h32	**8h37**	**8h29**	9h13	9h03
Toilette, soins	0h46	0h42	0h48	0h46	0h53	0h49	0h56	0h53	**0h49**	**0h45**	0h51	0h48
Repas (1)	2h05	2h16	2h09	2h18	1h54	2h09	1h59	2h12	**2h**	**2h13**	2h02	2h14
dont : Repas avec parents, amis	0h25	0h43	0h20	0h34	0h24	0h38	0h22	0h33	**0h25**	**0h41**	0h23	0h37
Temps professionnel et de formation (2)	**6h33**	**6h22**	**1h54**	**1h32**	**5h15**	**5h01**	**0h59**	**0h59**	**6h**	**5h46**	**3h39**	**3h23**
dont : Travail professionnel	5h53	5h42	0h23	0h13	4h43	4h28	0h10	0h05	**5h23**	**5h09**	2h48	2h32
dont : Travail à domicile	0h11	0h19	0h01	0h02	0h09	0h15	—	0h01	**0h10**	**0h17**	0h05	0h09
Trajets domicile travail	0h35	0h37	0h11	0h09	0h28	0h30	0h06	0h05	**0h32**	**0h34**	0h20	0h20
Études	0h01	0h01	1h16	1h07	0h01	—	0h42	0h47	**0h01**	**0h01**	0h28	0h29
Temps domestique	**1h51**	**1h59**	**2h45**	**2h55**	**3h49**	**3h48**	**5h16**	**4h47**	**2h41**	**2h48**	**3h30**	**3h26**
dont : Ménage, cuisine, linge, courses, etc.	1h00	1h04	1h33	1h35	3h13	3h06	4h26	3h59	**1h56**	**1h58**	2h38	2h30
Soins aux enfants et adultes	0h09	0h11	0h05	0h06	0h24	0h27	0h32	0h26	**0h16**	**0h18**	0h19	0h18
Bricolage	0h25	0h30	0h30	0h36	0h03	0h04	0h02	0h05	**0h16**	**0h18**	0h14	0h18
Jardinage, soins aux animaux	0h18	0h14	0h38	0h38	0h09	0h11	0h17	0h18	**0h14**	**0h13**	0h19	0h20
Temps de loisirs	**2h46**	**2h57**	**4h38**	**5h06**	**2h**	**2h19**	**3h15**	**3h57**	**2h27**	**2h40**	**3h07**	**3h35**
dont : Télévision	1h35	1h47	2h22	2h44	1h09	1h24	1h59	2h28	**1h24**	**1h37**	1h46	2h07
Lecture	0h21	0h16	0h42	0h36	0h19	0h17	0h29	0h30	**0h20**	**0h17**	0h27	0h25
Promenade	0h11	0h15	0h36	0h32	0h10	0h14	0h16	0h22	**0h10**	**0h14**	0h15	0h20
Jeux	0h10	0h12	0h18	0h30	0h07	0h06	0h10	0h15	**0h08**	**0h09**	0h10	0h16
Sport	0h10	0h10	0h16	0h15	0h05	0h05	0h04	0h05	**0h07**	**0h08**	0h08	0h09
Temps de sociabilité (hors repas)	**0h51**	**0h47**	**1h04**	**1h10**	**0h48**	**0h43**	**1h09**	**1h04**	**0h49**	**0h45**	**0h58**	**0h56**
dont : Conversations, téléphone, courrier	0h26	0h13	0h34	0h20	0h26	0h16	0h33	0h22	**0h26**	**0h15**	0h31	0h18
Visites, Réceptions	0h16	0h26	0h21	0h36	0h17	0h22	0h27	0h33	**0h16**	**0h24**	0h20	0h29
Total libre : loisirs et sociabilité	**3h36**	**3h44**	**5h38**	**6h15**	**2h48**	**3h02**	**4h24**	**5h01**	**3h16**	**3h25**	**4h05**	**4h31**
Trajets (hors domicile travail)	**0h39**	**0h33**	**0h49**	**0h38**	**0h36**	**0h34**	**0h38**	**0h35**	**0h40**	**0h34**	**0h39**	**0h35**

(1) Les repas de réception avec des amis, des voisins, ou des parents sont comptés dans la partie besoin physiologique : ils pourraient aussi être considérés comme des repas de « sociabilité ».
(2) La prise en compte des samedis et dimanches pour le calcul de ces moyennes rend surprenant les temps quotidiens de travail ou d'études ; multipliés par 7, ils sont plus conformes au sens commun.

Chapitre D.02

Logement

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphique et tableaux.

Graphique et liste des tableaux :

Graphique. Nombre de logements neufs pour 1000 habitants en Europe.

1. Logements par catégorie selon l'époque d'achèvement.
2. Logements par catégorie selon le nombre de pièces.
3. Caractéristiques des résidences principales selon l'époque d'achèvement.
4. Caractéristiques des résidences principales selon le nombre de pièces.
5. Caractéristiques des résidences principales selon l'âge de la personne de référence.
6. Caractéristiques de l'habitat collectif selon l'époque d'achèvement.
7. Caractéristiques des résidences principales selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999.
8. Résidences principales selon le statut d'occupation, le confort, le nombre de pièces et le nombre de logements par catégorie en 1999 dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration de la division « Logement » et de la division « Recensements de la population » de l'INSEE.

1. PRÉSENTATION

Selon les résultats de l'exploitation du recensement de la population de 1999, le nombre de logements augmente plus vite que la population entre 1990 et 1999 en France métropolitaine. Dans le même temps, la taille des logements continue à progresser et celle des ménages à diminuer. L'espace devient un élément de confort : 56 % des ménages habitent une maison individuelle.

En mars 1999, 28,7 millions de logements sont recensés en métropole. L'augmentation est de 9,4 % par rapport à 1990. Parmi ces logements, 83 % sont des résidences principales, soit 23,8 millions. Le nombre de résidences principales augmente dans tous les départements, bien que certains d'entre eux perdent des habitants. Depuis 1990, 2,950 millions de logements ont été construits soit environ 325 000 par an.

Le nombre de résidences principales augmentant plus vite que la population (3,4 %), le nombre moyen de personnes par logement continue à baisser. Il est, en 1999, de 2,4, après 2,6 en 1990 et 3,1 en 1962.

Le nombre moyen de pièces par résidence principale est de 3,86. Les logements sont plus grands en zone rurale (4,48 pièces en moyenne) contre 3,18 pièces dans l'agglomération parisienne et 2,54 pièces en moyenne à Paris.

Après avoir augmenté rapidement pendant une trentaine d'années, la proportion de ménages propriétaires de leur logement se stabilise à 54,7 % en 1999, après 54,4 % en 1990. Ceci s'explique, en particulier, parce que les jeunes ménages sont plus souvent locataires que par le passé. En effet, parmi les ménages de moins de 30 ans, la proportion de propriétaires continue à baisser : 10 % en 1999 après 15 % en 1990. La baisse touche maintenant aussi les moins de quarante ans.

En mars 1999, 56 % des résidences principales sont des maisons individuelles (ou des fermes). L'habitat individuel n'a presque pas progressé dans les années quatre-vingt dix, après une forte augmentation entre 1982 et 1990. Il représente néanmoins 58 % des logements occupés construits depuis 1990.

En mars 1999, plus de quatre logements occupés sur cinq sont équipés d'installations sanitaires, de W.-C. à l'intérieur et du chauffage central. Le confort continue à progresser. Les résidences principales sans installation sanitaire ni W.-C. sont en grande majorité des petits logements anciens. 850 000 personnes vivent dans des logements qui possèdent ni baignoire, ni douche, soit trois fois moins qu'en 1990.

Plus des deux tiers des ménages ayant au moins une voiture disposent d'un garage, box ou parking pour leur usage personnel. Ce taux est maximum pour les zones rurales et diminue quand la taille de l'agglomération augmente.

2. MÉTHODOLOGIE

Exploitation du recensement de 1999

Le recensement général de la population et des habitations a été effectué en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer entre le 8 mars et le 3 avril 1999, conformément aux dispositions du décret n°98-403 du 22 mai 1998 et selon des modalités voisines de celles des recensements de 1982 et 1990. La date de référence est le 8 mars 1999.

Les chiffres présentés dans ce chapitre proviennent selon les tableaux de l'exploitation principale ou de l'exploitation complémentaire du recensement de la population de 1999. Pour plus de détail consulter la méthodologie du chapitre B01.

3. DÉFINITIONS

Catégorie de logement

Les logements sont répartis en quatre catégories :

— les résidences principales : logements occupés de façon permanente et à titre principal par le ménage. Il y a ainsi une identité entre le nombre de résidences principales et le nombre de ménages. Les résidences principales comprennent essentiellement les logements ordinaires (maisons individuelles, logements dans un immeuble collectif), mais aussi les logements-foyers pour personnes âgées, les fermes, les pièces indépendantes louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers, les chambres meublées dans les hôtels, les constructions provisoires et habitations de fortune ;

— les logements vacants : logements disponibles pour la vente ou la location, logements neufs achevés mais non encore occupés à la date du recensement ;

— les logements occasionnels : logements utilisés une partie de l'année pour des raisons professionnelles. Les personnes, qui s'y trouvent le cas échéant au moment du recensement, sont recensées dans leur résidence principale ;

— les résidences secondaires : logements utilisés pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires.

La distinction entre logements occasionnels et résidences secondaires est parfois difficile à établir, c'est pourquoi, les deux catégories sont souvent regroupées.

Type de logement

On distingue les résidences principales par type de logement dont les modalités sont les suivantes :

- maisons individuelles ou fermes ;

- logements dans un immeuble collectif ;

- logements-foyers pour personnes âgées : il s'agit de logements dans des établissements assurant des services collectifs facultatifs (foyer, restaurant...) aux personnes hébergées (généralement valides) tout en préservant leur indépendance de vie. Occupés par des personnes de plus de 60 ans, ils sont équipés au moins d'une installation pour faire la cuisine. Cette catégorie de logement est donc à mi-chemin de l'hébergement collectif (maison de retraite, hospice) et du logement individuel ;

- chambres meublées (hôtel ou garni) : chambres occupées par des personnes qui vivent la plus grande

partie de l'année dans un hôtel ou une maison meublée, ou qui n'ont pas d'autre résidence ;

- constructions provisoires, habitations de fortune : locaux impropres à l'habitation, cependant occupés à l'époque du recensement (baraque de bidonville, roulotte ou wagon immobilisé, cave, grenier, bâtiment en ruine, etc.) et les habitations provisoires édifiées pour le logement de sinistrés ;

- pièces indépendantes (ayant leur propre entrée) louées, sous-louées ou prêtées à des particuliers : annexes indépendantes, telles que chambres de domestique, lorsqu'elles sont cédées à des tiers par l'occupant du logement dont elles dépendent ;

- logements dans un immeuble à usage autre que d'habitation (usine, atelier, immeuble de bureaux, magasin, école, collège, hôpital, mairie, gare, bureau de poste, stade, etc.).

Nombre de pièces

Il s'agit du nombre de pièces d'habitation (y compris la cuisine si sa surface excède 12 m^2). Ce nombre ne comprend pas les pièces à usage professionnel, les entrées, couloirs, salles de bain, etc.

Statut d'occupation

Le statut de propriétaire du logement inclut les différentes formes d'accession à la propriété. Le statut de locataire ou de sous-locataire concerne les locations de logements loués vides ou meublés ainsi que les locations de chambres d'hôtel, quand il s'agit de la résidence principale de l'individu ou du ménage.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organisme :

— INSEE.

Publications INSEE :

INSEE-Résultats :

— « Les conditions de logement des ménages. Explication de l'enquête logement 1996-1997 », n^{os} 622-623, novembre 1998 ;

INSEE-Première :

— « Les conditions de logement fin 1996 », n° 563, janvier 1998 ;

— « Le logement des ménages pauvres en 1996 », n° 588, juin 1998 ;

— « Les dépenses de logement de 1984 à 1996, n° 611, octobre 1998 ;

— « Les déménagements forment la jeunesse », n° 647, mai 1999 ;

— « De l'histoire individuelle à la structure des ménages », n° 649, mai 1999 ;

— « Les ménages et leur logement », n° 652, décembre 1997 ;

— « Les étrangers et leur logement », n° 689, décembre 1999 ;

— « Les loyers augmentent moins vite que les prix en 1999 », n° 705, avril 2000 ;

— « Accession à la propriété : le régime de croisière », n° 718, juin 2000 ;

— « Confort de l'habitat et cycle de vie », n° 727, juillet 2000 ;

— « Le logement des immigrés en 1996 », n° 730, août 2000 ;

— « Des logements plus grands et plus confortables », n° 750, novembre 2000 ;

— « 7,4 millions de personnes seules », n° 788, juillet 2001 ;

— « Des ménages de plus en plus petits », n° 789, juillet 2001.

Tableaux références et analyses :

— « Exploitation principale », 4ème trimestre 2000, Recensement de la population de 1999 ;

— « Exploitation complémentaire », 3ème trimestre 2001, Recensement de la population de 1999.

Données sociales :

— « L'occupation des logements depuis 1945 », A. Laferrère, 1999, INSEE ;

— « Le logement des ménages pauvres », D. Le Blanc, F. Clanché, 1999, INSEE.

Articles d'*Économie et Statistique* :

— Dossier « Les ménages et leurs logements au début des années 1990 », n^{os} 288-289, août-septembre 1995 ;

— « Les effets de l'existence du parc HLM sur le profil de consommation des ménages », n° 328, 1999.

— « Le logement dans l'Union européenne : la propriété prend le pas sur la location », n° 343, 2001.

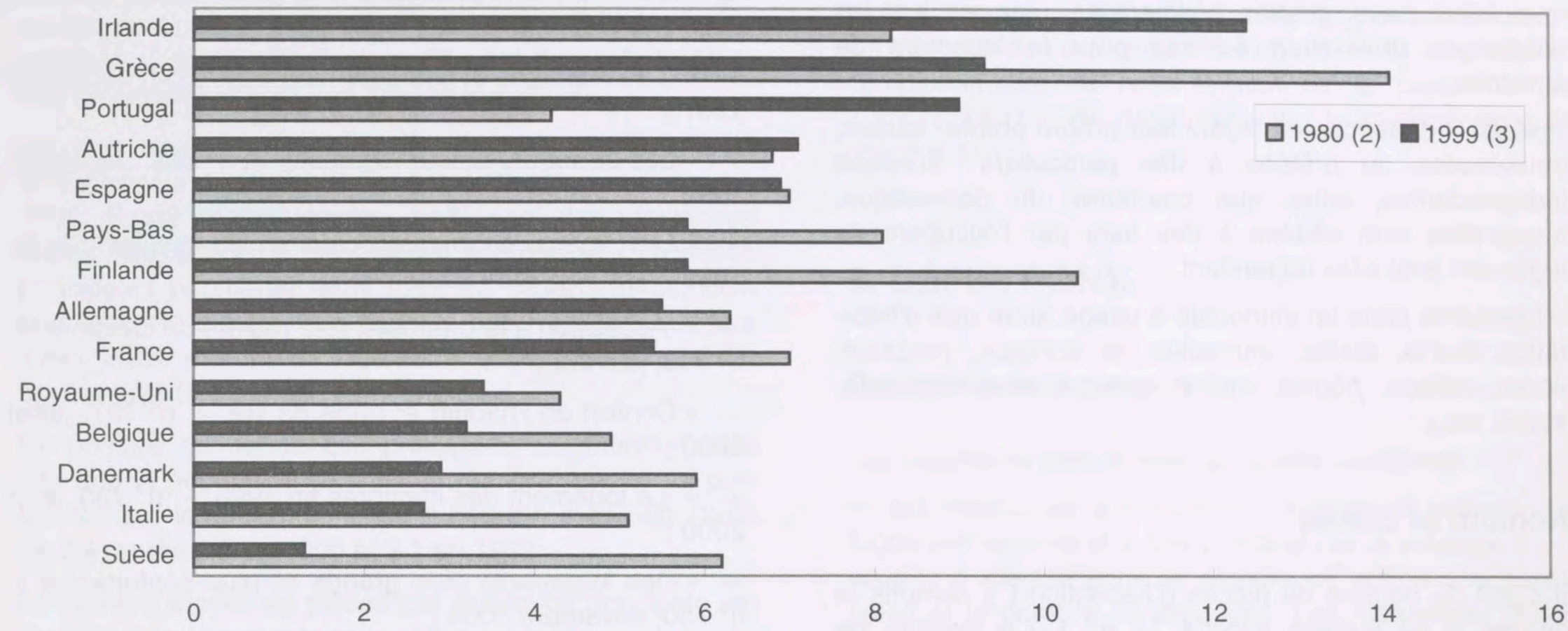
Autre publication :

Les ménages et leur logement : analyse des enquêtes logement de l'INSEE. Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Direction de l'Habitat et de la Construction, Économica, 1997.

*
**

GRAPHIQUE D.02

Nombre de logements neufs pour 1 000 habitants en Europe (1)



(1) Pour la plupart des pays, il s'agit du nombre total de logements commencés, incluant les réhabilitations. Au Royaume-Uni, seules sont comptabilisées les mises en chantier de résidences principales.
(2) Sauf pour l'Autriche (période 1971 à 1980).
(3) Année 1996 pour l'Italie, 1997 pour le Luxembourg, 1998 pour la Grèce, le Portugal, l'Autriche, l'Espagne, les Pays-Bas, la Finlande, le Royaume-Uni.
Source : Statistiques européennes sur le logement.

TABLEAU D.02-1

Logements par catégorie selon l'époque d'achèvement

Source : INSEE (Recensement de la population 1999)

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	1990 ou après	**Ensemble**
Résidences principales	4 938 100	2 885 850	4 421 781	3 435 842	3 012 237	2 640 301	2 476 050	**23 810 161**
Logements occasionnels	84 359	37 452	38 754	29 826	23 559	19 873	26 513	**260 336**
Résidences secondaires	778 324	228 444	267 610	315 030	378 180	393 685	280 484	**2 641 757**
Logements vacants	737 937	329 475	313 610	201 641	132 061	113 667	161 367	**1 989 758**
Ensemble des logements	**6 538 720**	**3 481 221**	**5 041 755**	**3 982 339**	**3 546 037**	**3 167 526**	**2 944 414**	**28 702 012**
Nombre de logements de l'immeuble								
Immeuble d'un seul logement :								
Résidences principales	3 251 076	1 829 370	1 843 286	1 503 633	1 860 309	1 838 635	1 478 477	**13 604 786**
Logements occasionnels	28 717	11 809	8 925	5 105	4 861	4 951	5 631	**69 999**
Résidences secondaires	676 421	182 819	165 029	158 547	175 565	182 818	173 071	**1 714 270**
Logements vacants	434 865	161 647	99 146	51 461	47 981	45 473	59 150	**899 723**
Nombre de logements	**4 391 079**	**2 185 645**	**2 116 386**	**1 718 746**	**2 088 716**	**2 071 877**	**1 716 329**	**16 288 778**
Immeuble de 2 à 9 logements :								
Résidences principales	1 077 930	604 230	864 926	417 521	207 807	246 196	263 788	**3 682 398**
Logements occasionnels	31 744	13 659	11 729	5 885	3 604	4 162	4 973	**75 756**
Résidences secondaires	65 706	25 114	34 473	26 292	29 129	28 691	20 873	**230 278**
Logements vacants	194 395	96 583	77 321	31 863	15 515	18 642	24 380	**458 699**
Nombre de logements	**1 369 775**	**739 586**	**988 449**	**481 561**	**256 055**	**297 691**	**314 014**	**4 447 131**
Immeuble de 10 logements ou plus :								
Résidences principales	609 094	452 250	1 713 569	1 514 688	944 121	555 470	733 785	**6 522 977**
Logements occasionnels	23 898	11 984	18 100	18 836	15 094	10 760	15 909	**114 581**
Résidences secondaires	36 197	20 511	68 108	130 191	173 486	182 176	86 540	**697 209**
Logements vacants	108 677	71 245	137 143	118 317	68 565	49 552	77 837	**631 336**
Nombre de logements	**777 866**	**555 990**	**1 936 920**	**1 782 032**	**1 201 266**	**797 958**	**914 071**	**7 966 103**

TABLEAU D.02-2

Logements par catégorie selon le nombre de pièces

Source : INSEE (Recensement de la population de 1999)

	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces	6 pièces ou plus	**Ensemble**	nombre moyen de pièces
Résidences principales	1 526 573	3 028 244	5 299 675	6 418 808	4 432 943	3 103 918	**23 810 161**	3,86
Logements occasionnels	80 768	65 983	50 754	34 666	16 599	11 566	**260 336**	2,57
Résidences secondaires	290 752	580 421	656 901	533 751	311 001	268 931	**2 641 757**	3,40
Logements vacants	273 831	433 332	504 497	414 896	212 488	150 714	**1 989 758**	3,22
Ensemble des logements	**2 171 924**	**4 107 980**	**6 511 827**	**7 402 121**	**4 973 031**	**3 535 129**	**28 702 012**	**3,76**
Nombre de logements de l'immeuble								
Immeuble d'un seul logement :								
Résidences principales	114 632	640 241	2 110 876	4 141 153	3 698 476	2 899 408	**13 604 786**	4,56
Logements occasionnels	7 681	12 404	16 287	15 761	9 655	8 211	**69 999**	3,59
Résidences secondaires	59 032	235 044	442 681	451 468	280 782	245 263	**1 714 270**	3,95
Logements vacants	34 685	129 400	215 723	241 428	153 796	124 691	**899 723**	3,92
Nombre de logements	**216 030**	**1 017 089**	**2 785 567**	**4 849 810**	**4 142 709**	**3 277 573**	**16 288 778**	**4,46**
Immeuble de 2 à 9 logements :								
Résidences principales	397 995	875 873	1 176 458	817 875	296 819	117 378	**3 682 398**	3,04
Logements occasionnels	24 175	22 087	15 252	8 559	3 559	2 124	**75 756**	2,39
Résidences secondaires	29 316	73 559	70 292	32 588	13 257	11 266	**230 278**	2,89
Logements vacants	76 283	132 967	128 138	74 637	28 909	17 765	**458 699**	2,81
Nombre de logements	**527 769**	**1 104 486**	**1 390 140**	**933 659**	**342 544**	**148 533**	**4 447 131**	**3,00**
Immeuble de 10 logements ou plus :								
Résidences principales	1 013 946	1 512 130	2 012 341	1 459 780	437 648	87 132	**6 522 977**	2,86
Logements occasionnels	48 912	31 492	19 215	10 346	3 385	1 231	**114 581**	2,06
Résidences secondaires	202 404	271 818	143 928	49 695	16 962	12 402	**697 209**	2,22
Logements vacants	162 863	170 965	160 636	98 831	29 783	8 258	**631 336**	2,51
Nombre de logements	**1 428 125**	**1 986 405**	**2 336 120**	**1 618 652**	**487 778**	**109 023**	**7 966 103**	**2,76**

TABLEAU D.02-3

Caractéristiques des résidences principales selon l'époque d'achèvement

Source : INSEE (Recensement de la population de 1999)

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	1990 ou après	**Ensemble**
Ensemble des résidences principales	**4 938 100**	**2 885 850**	**4 421 781**	**3 435 842**	**3 012 237**	**2 640 301**	**2 476 050**	**23 810 161**
Type de logement :								
Maison individuelle ou ferme	3 149 643	1 775 202	1 803 045	1 480 033	1 837 035	1 813 814	1 449 632	**13 308 404**
Logement dans un immeuble collectif	1 602 616	1 007 637	2 532 098	1 881 666	1 095 120	761 075	964 970	**9 845 182**
Logement-foyer pour personnes âgées	3 728	2 212	8 094	26 661	45 809	30 886	15 523	**132 913**
Chambre d'hôtel	15 120	13 305	4 385	1 648	887	1 461	2 306	**39 112**
Construction provisoire, habitation de fortune	3 863	2 405	2 592	1 765	1 921	2 557	3 965	**19 068**
Pièce indépendante louée, sous-louée ou prêtée	72 384	41 906	28 991	18 152	14 549	15 531	21 637	**213 150**
Autres	90 746	43 183	42 576	25 917	16 916	14 977	18 017	**252 332**
Statut d'occupation :								
Propriétaire	2 846 616	1 494 587	2 061 221	1 748 211	1 888 356	1 696 979	1 298 662	**13 034 632**
Locataire ou sous-locataire	1 732 974	1 214 118	2 170 567	1 559 988	1 023 950	871 644	1 112 519	**9 685 760**
- d'un logement loué vide non HLM	1 542 485	925 250	938 401	612 171	423 746	392 356	590 910	**5 425 319**
- d'un logement loué vide HLM	63 972	214 827	1 171 884	902 728	567 467	447 219	436 713	**3 804 810**
- d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	126 517	74 041	60 282	45 089	32 737	32 069	84 896	**455 631**
Logé gratuitement	358 510	177 145	189 993	127 643	99 931	71 678	64 869	**1 089 769**
Évacuation des eaux usées :								
Tout-à-l'égout	3 357 788	2 319 377	3 902 471	2 966 067	2 408 995	2 073 162	2 025 072	**19 052 932**
Fosse septique	1 287 747	461 937	460 310	437 527	569 981	537 353	425 736	**4 180 591**
Autre cas	292 565	104 536	59 000	32 248	33 261	29 786	25 242	**576 638**
Moyen de chauffage :								
Logement équipé d'un chauffage central collectif	197 271	313 681	1 631 046	1 576 482	606 489	119 287	156 654	**4 600 910**
Logement équipé d'un chauffage central individuel	2 150 607	1 482 128	2 023 876	1 416 147	1 191 630	802 532	968 242	**10 035 162**
Chauffage « tout électrique »	1 105 452	506 920	368 284	261 362	909 084	1 207 097	1 038 093	**5 396 292**
Autres moyens de chauffage	1 484 770	583 121	398 575	181 851	305 034	511 385	313 061	**3 777 797**
Confort du logement :								
Ni baignoire, ni douche, sans W.-C. à l'intérieur	188 536	74 720	19 482	6 215	2 941	2 852	3 722	**298 468**
Ni baignoire, ni douche, avec W.C. à l'intérieur	144 054	71 516	23 194	8 247	3 743	2 771	3 544	**257 069**
Baignoire ou douche, sans W.-C à l'intérieur	190 966	110 026	75 109	46 032	37 266	36 136	37 364	**532 899**
Baignoire ou douche, W.-C. intérieur, sans chauffage central	1 175 778	471 803	368 364	173 978	297 175	500 369	302 761	**3 290 228**
Baignoire ou douche, W.-C. intérieur, avec chauffage central	3 238 766	2 157 785	3 935 632	3 201 370	2 671 112	2 098 173	2 128 659	**19 431 497**
Garage-box-parking	2 169 812	1 266 348	2 319 008	2 197 165	2 281 051	2 106 878	1 955 531	**14 295 793**
Nombre moyen :								
- de personnes par logement	2,17	2,25	2,27	2,34	2,50	2,92	2,71	**2,40**
- de personnes par pièce	0,56	0,61	0,61	0,62	0,62	0,70	0,72	**0,62**
- de pièces par logement	3,86	3,71	3,73	3,81	4,07	4,15	3,78	**3,86**

TABLEAU D.02-4

Caractéristiques des résidences principales selon le nombre de pièces

Source : INSEE (Recensement de la population 1999)

	1 pièce	2 pièces	3 pièces	4 pièces	5 pièces	6 pièces ou plus	**Ensemble**
Ensemble des résidences principales	**1 526 573**	**3 028 244**	**5 299 675**	**6 418 808**	**4 432 943**	**3 103 918**	**23 810 161**
Type de logement :							
Maison individuelle ou ferme	79 489	587 350	2 042 424	4 069 564	3 657 257	2 872 320	**13 308 404**
Logement dans un immeuble collectif	1 209 659	2 327 288	3 146 028	2 243 654	720 252	198 301	**9 845 182**
Logement-foyer pour personnes âgées	102 653	21 248	4 501	2 723	1 123	665	**132 913**
Autres	134 772	92 358	106 722	102 867	54 311	32 632	**523 662**
Statut d'occupation :							
Propriétaire	138 037	722 361	2 170 345	3 904 583	3 419 416	2 679 890	**13 034 632**
Locataire ou sous-locataire	1 307 651	2 137 471	2 858 946	2 213 454	849 271	318 967	**9 685 760**
- d'un logement loué vide non HLM	798 865	1 370 742	1 464 522	1 057 635	484 484	249 071	**5 425 319**
- d'un logement loué vide HLM	243 876	674 442	1 344 276	1 126 308	353 095	62 813	**3 804 810**
- d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	264 910	92 287	50 148	29 511	11 692	7 083	**455 631**
Logé gratuitement	80 885	168 412	270 384	300 771	164 256	105 061	**1 089 769**
Installations sanitaires :							
Ni baignoire, ni douche	119 827	138 706	142 900	100 829	34 515	18 760	**555 537**
Baignoire ou douche (sans salle d'eau)	75 484	115 131	152 954	128 301	58 629	28 959	**559 458**
1 salle d'eau	1 322 684	2 751 520	4 913 710	5 825 108	3 640 266	1 853 270	**20 306 558**
2 salles d'eau ou plus	8 578	22 887	90 111	364 570	699 533	1 202 929	**2 388 608**
W.-C. à l'intérieur du logement	1 362 721	2 874 965	5 117 197	6 244 280	4 339 024	3 040 607	**22 978 794**
W.-C. à l'extérieur du logement	163 852	153 279	182 478	174 528	93 919	63 311	**831 367**
Époque d'achèvement :							
Avant 1915	366 096	806 498	1 098 026	1 093 094	773 124	801 262	**4 938 100**
De 1915 à 1948	212 469	476 516	690 635	691 062	442 588	372 580	**2 885 850**
De 1949 à 1967	169 117	502 366	1 292 140	1 400 528	696 502	361 128	**4 421 781**
De 1968 à 1974	220 780	370 460	792 191	1 050 528	652 302	349 581	**3 435 842**
De 1975 à 1981	181 822	281 295	532 492	841 169	731 623	443 836	**3 012 237**
De 1982 à 1989	134 696	251 146	425 474	737 230	661 335	430 420	**2 640 301**
1990 et après	241 593	339 963	468 717	605 197	475 469	345 111	**2 476 050**
Nombre de personnes du ménage :							
1 personne	1 339 256	1 987 147	1 895 805	1 271 520	565 233	321 551	**7 380 512**
2 personnes	154 781	823 171	1 980 886	2 201 302	1 380 479	873 906	**7 414 525**
3 personnes	21 770	152 131	895 550	1 295 729	900 882	584 015	**3 850 077**
4 personnes	7 341	47 791	405 764	1 127 976	986 790	701 437	**3 277 099**
5 personnes	2 217	12 594	90 490	374 036	424 260	417 638	**1 321 235**
6 personnes ou plus	1 208	5 410	31 180	148 245	175 299	205 371	**566 713**

TABLEAU D.02-5

Caractéristiques des résidences principales selon l'âge de la personne de référence

Source : INSEE (Recensement de la population 1999)

	15 à 29 ans	30 à 39 ans	40 à 49 ans	50 à 59 ans	60 à 74 ans	75 ans ou plus	**Ensemble**
Ensemble des résidences principales	**2 674 030**	**4 450 426**	**4 740 025**	**3 919 424**	**4 915 551**	**3 110 705**	**23 810 161**
Statut d'occupation :							
Propriétaire	280 603	1 772 240	2 773 931	2 616 076	3 576 553	2 015 229	**13 034 632**
Locataire ou sous-locataire	2 233 750	2 456 921	1 784 144	1 164 184	1 171 266	875 495	**9 685 760**
- d'un logement loué vide non HLM	1 454 943	1 433 923	928 266	590 335	554 015	463 837	**5 425 319**
- d'un logement loué vide HLM	538 661	949 584	803 934	535 322	587 455	389 854	**3 804 810**
- d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	240 146	73 414	51 944	38 527	29 796	21 804	**455 631**
Logé gratuitement	159 677	221 265	181 950	139 164	167 732	219 981	**1 089 769**
Surface du logement :							
Moins de 40 m²	936 886	433 766	279 346	229 133	292 096	326 502	**2 497 729**
De 40 à moins de 70 m²	1 086 912	1 386 006	1 027 688	848 321	1 403 843	1 149 227	**6 901 997**
De 70 à moins de 100 m²	496 928	1 616 349	1 866 444	1 553 817	1 976 642	1 093 996	**8 604 176**
De 100 m² à moins de 150 m²	131 315	831 826	1 218 243	984 127	962 227	417 746	**4 545 484**
150 m² ou plus	21 989	182 479	348 304	304 026	280 743	123 234	**1 260 775**
Installations sanitaires :							
Ni baignoire, ni douche	34 281	36 537	50 247	66 665	153 304	214 503	**555 537**
Baignoire ou douche (sans salle d'eau)	77 856	100 653	94 418	80 905	112 340	93 286	**559 458**
1 salle d'eau	2 506 245	3 953 553	3 937 407	3 168 425	4 133 794	2 607 134	**20 306 558**
2 salles d'eau ou plus	55 648	359 683	657 953	603 429	516 113	195 782	**2 388 608**
W.-C. à l'intérieur du logement	2 567 008	4 322 736	4 609 655	3 797 622	4 729 606	2 952 167	**22 978 794**
W.-C. à l'extérieur du logement	107 022	127 690	130 370	121 802	185 945	158 538	**831 367**
Époque d'achèvement :							
Avant 1915	604 696	809 535	786 511	700 507	1 120 620	916 231	**4 938 100**
De 1915 à 1948	356 600	529 950	518 520	430 672	594 090	456 018	**2 885 850**
De 1949 à 1967	435 080	754 862	725 316	586 859	1 142 671	776 993	**4 421 781**
De 1968 à 1974	333 327	559 177	537 613	681 369	913 408	410 948	**3 435 842**
De 1975 à 1981	232 956	419 792	684 406	790 154	591 937	292 992	**3 012 237**
De 1982 à 1989	229 714	521 223	928 702	472 336	326 468	161 858	**2 640 301**
1990 et après	481 657	855 887	558 957	257 527	226 357	95 665	**2 476 050**
Nombre moyen :							
- de personnes par logement	1,79	2,95	3,21	2,54	1,90	1,53	**2,40**
- de personnes par pièce	0,72	0,78	0,75	0,59	0,47	0,42	**0,62**
- de pièces par logement	2,49	3,73	4,29	4,29	4,08	3,68	**3,86**

TABLEAU D.02-6

Caractéristiques de l'habitat collectif selon l'époque d'achèvement

Source : INSEE (Recensement de la population 1999)

	Avant 1915	de 1915 à 1948	de 1949 à 1967	de 1968 à 1974	de 1975 à 1981	de 1982 à 1989	1990 ou après	**Ensemble**
Ensemble des immeubles collectifs d'au moins 2 logements d'habitation	**421 573**	**233 504**	**332 678**	**181 447**	**108 939**	**102 068**	**112 741**	**1 492 950**
Services :								
Gardien	35 833	22 474	102 041	73 527	38 395	25 748	21 257	**319 275**
Digicode-interphone	179 698	91 679	157 240	96 243	54 701	53 720	72 843	**706 124**
Ascenseur	30 069	17 609	52 732	60 930	41 377	27 578	33 324	**263 619**
Garage, box ou parking	105 619	70 560	188 323	126 809	84 711	80 429	89 834	**746 285**

TABLEAU D.02-7

Caractéristiques des résidences principales selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 1999

France métropolitaine

Source : INSEE (Recensement de la population - exploitation complémentaire)

	Agriculteurs	Artisans commerçants,chefs d'entreprise	Cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités	Autres	**Ensemble**
Ensemble des résidences principales	**377 654**	**1 189 966**	**2 283 985**	**3 349 275**	**2 732 961**	**4 627 333**	**7 143 836**	**2 103 062**	**23 808 072**
Type de logement :									
Maison individuelle ou ferme	354 414	795 050	1 195 757	1 816 007	1 012 228	2 604 690	4 738 854	790 836	**13 307 836**
Logement dans un immeuble collectif	19 026	325 320	1 043 750	1 455 292	1 638 383	1 904 799	2 236 622	1 222 465	**9 845 657**
Logement-foyer pour personnes âgées	61	398	478	1 233	1 988	3 321	98 600	26 904	**132 983**
Autres	4 153	69 198	44 000	76 743	80 362	114 523	69 760	62 857	**521 596**
Statut d'occupation :									
Propriétaire	287 298	774 966	1 370 935	1 800 364	904 853	2 047 353	5 101 614	744 853	**13 032 236**
Locataire ou sous-locataire	67 073	370 933	823 344	1 400 821	1 640 676	2 425 015	1 729 812	1 230 228	**9 687 902**
d'un logement loué vide non HLM	58 953	282 170	666 878	920 626	820 567	1 165 125	853 651	660 446	**5 428 416**
d'un logement loué vide HLM	6 030	75 369	125 829	430 721	756 640	1 175 668	833 860	400 045	**3 804 162**
d'un meublé ou d'une chambre d'hôtel	2 090	13 394	30 637	49 474	63 469	84 222	42 301	169 737	**455 324**
Logé gratuitement	23 283	44 067	89 706	148 090	187 432	154 965	312 410	127 981	**1 087 934**
Surface du logement :									
Moins de 40 m²	8 636	61 501	175 139	306 873	397 061	422 956	518 193	609 720	**2 500 079**
De 40 à moins de 70 m²	50 139	226 141	457 832	887 797	1 005 875	1 378 053	2 227 850	663 067	**6 896 754**
De 70 à moins de 100 m²	124 081	407 477	648 782	1 222 161	939 545	1 912 542	2 798 094	553 672	**8 606 354**
De 100 m² à moins de 150 m²	138 635	346 910	684 787	770 718	338 010	792 440	1 258 580	214 773	**4 544 853**
150 m² ou plus	56 163	147 937	317 445	161 726	52 470	121 342	341 119	61 830	**1 260 032**
Installations sanitaires :									
Ni baignoire, ni douche	12 507	11 212	8 574	17 104	34 148	75 972	308 060	88 346	**555 923**
Baignoire ou douche (sans salle d'eau)	6 487	25 693	29 781	52 492	68 676	129 150	177 099	71 028	**560 406**
1 salle d'eau	312 010	922 944	1 604 768	2 897 976	2 492 469	4 202 431	6 033 849	1 840 276	**20 306 723**
2 salles d'eau ou plus	46 650	230 117	640 862	381 703	137 668	219 780	624 828	103 412	**2 385 020**
W.C. à l'intérieur du logement	358 584	1 155 044	2 238 536	3 273 466	2 643 273	4 466 754	6 850 891	1 991 383	**22 977 931**
W.C. à l'extérieur du logement	19 070	34 922	45 449	75 809	89 688	160 579	292 945	111 679	**830 141**
Époque d'achèvement :									
Avant 1915	164 470	268 965	477 810	541 579	419 284	794 879	1 770 671	500 048	**4 937 706**
De 1915 à 1948	40 736	147 688	247 845	357 832	315 719	572 921	908 136	288 153	**2 879 030**
De 1949 à 1967	24 281	150 852	281 232	488 780	543 523	824 243	1 679 261	432 013	**4 424 185**
De 1968 à 1974	23 903	137 404	281 512	430 415	422 106	636 826	1 211 324	291 713	**3 435 203**
De 1975 à 1981	37 856	164 962	323 287	500 157	356 008	597 217	829 169	203 795	**3 012 451**
De 1982 à 1989	42 619	167 572	322 459	518 829	341 795	633 452	449 809	161 598	**2 638 133**
1990 et après	43 789	152 523	349 840	511 683	334 526	567 795	295 466	225 742	**2 481 364**
Nombre moyen :									
de personnes par logement	3,27	2,99	2,77	2,65	2,36	3,10	1,79	1,73	**2,40**
de personnes par pièce	0,65	0,67	0,63	0,68	0,70	0,81	0,45	0,56	**0,62**
de pièces par logement	5,02	4,45	4,38	3,92	3,39	3,82	3,94	3,08	**3,86**

TABLEAU D.02-8

Résidences principales selon le statut d'occupation, le confort, le nombre de pièces et le nombre de logements par catégorie en 1999

Départements d'outre-mer

Source : INSEE (Recensement de la population - Exploitation complémentaire)

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	1990	1999	1990	1999	1990	1999	1990	1999
Ensemble des résidences principales	**112 478**	**144 818**	**33 285**	**46 173**	**106 536**	**130 844**	**157 853**	**215 044**
Dans un immeuble d'un seul logement	84 514	108 259	23 986	32 329	78 099	84 783	134 494	**165 629**
Dans un immeuble de 2 logements ou plus	27 964	36 559	9 299	13 844	28 437	46 061	23 359	**49 415**
Statut d'occupation :								
Propriétaire	70 369	87 830	13 742	18 439	64 861	75 365	88 844	**115 801**
dont propriétaire du logement et non du sous-sol	19 997	22 213	5 573	6 958	14 440	19 475	18 731	**15 756**
Locataire ou sous-locataire	36 190	49 665	15 604	23 590	34 629	46 623	56 396	**86 323**
Logé gratuitement	5 919	7 323	3 939	4 144	7 046	8 856	12 613	**12 920**
Confort :								
Électricité	100 603	139 574	28 872	41 525	96 221	127 285	150 441	**211 654**
Eau froide seulement	76 552	84 147	14 543	22 889	81 629	77 356	68 524	**76 425**
Baignoire ou douche	83 360	133 312	22 457	36 131	87 901	124 423	117 556	**198 925**
W.C intérieur	87 938	136 082	20 648	35 553	90 184	124 987	111 221	**195 652**
Nombre de pièces :								
1 pièce	7 555	5 947	5 652	4 588	3 752	3 908	6 353	**9 761**
2 pièces	16 623	18 166	7 772	9 907	13 124	13 741	18 462	**23 239**
3 pièces	24 679	37 878	7 026	11 284	29 243	34 542	35 816	**52 273**
4 pièces	34 901	46 998	7 811	12 582	37 646	46 886	49 466	**67 114**
5 pièces et plus	28 720	35 829	5 024	7 812	22 771	31 767	47 756	**62 657**
Nombre moyen de pièces par logement :	3,70	3,76	3,04	3,28	3,69	3,80	3,89	**3,86**
Nombre moyen de personnes par pièce :	0,92	0,77	1,12	1,02	0,90	0,76	0,97	**0,85**
Résidences secondaires et logements occasionnels	9 354	10 791	1 825	2 515	6 887	6 146	4 074	**3 820**
Logements vacants	12 984	23 239	3 214	5 355	9 894	18 743	14 654	**19 332**
Ensemble des logements	**134 816**	**178 848**	**38 324**	**54 043**	**123 317**	**155 733**	**176 581**	**238 196**

Chapitre D.03

Santé

1. Présentation.
2. Méthodologie.
3. Définitions.
4. Sources de documentation.
5. Graphiques et tableaux.

Graphiques et liste des tableaux :

Graphique. Part de la dépense nationale de santé dans le PIB pour les pays de l'Union européenne.

Graphique. Structure du financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux (en %) en 2000.

1. Dépense courante et consommation médicale totale.
2. Dépenses courantes de santé.
3. Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux.
4. Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie.
5. Effectifs des professions de santé.
6. Part de la dépense nationale de santé dans le PIB dans des pays de l'OCDE.
7. Personnels hospitaliers.
8. Médecins selon le mode d'exercice.

9A. Établissements de santé.

9B. Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée.

10. Accueil des enfants de moins de six ans.
11. Équipement et activité de l'hospitalisation complète.
12. Établissements et capacité d'accueil pour handicapés.
13. Nouveaux cas des affections de longue durée.
14. Nombre de décès selon la cause et le sexe.
15. Répartition des cas de SIDA par groupe de transmission et année de diagnostic.
16. Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an.
17. Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des Statistiques (DREES).

1. PRÉSENTATION

La dépense nationale de santé, agrégat utilisé pour les comparaisons internationales au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), représente 9,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2000. La progression est de 0,1 % par rapport à 1999, après une période de stabilité au cours des trois années précédentes.

Avec un ratio de 9,4 % en 1998, la France se situe au 4ème rang derrière les États-Unis (12,9 %), la Suisse (10,4 %) et l'Allemagne (10,3 %).

La dépense courante de santé atteint, en 2000, 922 milliards de francs (140,6 milliards d'euros) soit 2321 euros en moyenne par habitant. Elle est en augmentation de + 5,6 %, contre + 3,7 % en 1999.

La consommation de soins et de biens médicaux s'élèvant à 807 milliards de francs (123,3 milliards d'euros) est en augmentation en valeur de + 5,6 % contre + 3,7 % en 1999.

Avec 93 % de cette consommation, les médicaments, l'hôpital et les soins ambulatoires jouent un rôle essentiel dans sa croissance. Leur montant, en 2000, s'élève respectivement à 164 milliards de francs (25 milliards d'euros) soit 20,8 % de la consommation de soins et de bien médicaux ; 362 milliards de francs (55,2 milliards d'euros) soit 45,8 % et 209 milliards de francs (31,9 milliards d'euros) soit 26,4 %. Ce sont les médicaments suivis des soins hospitaliers et des soins ambulatoires qui y ont apporté les contributions les plus fortes soit, respectivement en valeur + 1,8 + 1,7 et 1,2 point. De 1990 à 1997, c'était le secteur hospitalier qui avait le plus contribué à la progression des dépenses.

Le financement de la dépense courante de santé est assuré au trois quarts par la Sécurité sociale. La part des ménages diminue (de 12 % en 1995 à 11,1 % en 2000) contrairement à celle des mutuelles (7,5 % en 2000 contre 6,1 en 1990). Celle de l'État et des collectivités locales reste stable à 1 %.

2. MÉTHODOLOGIE

Les comptes de la Santé

Les comptes de la Santé sont présentés en base 1995, depuis l'édition 2000. Cette nouvelle base introduit les changements suivants :

— Des modifications conceptuelles

- une extension du champ géographique aux départements d'Outre-mer ;
- une comptabilisation des opérations en droits constatés. Désormais, l'enregistrement des dépenses et des recettes par les organismes de Sécurité sociale et les acteurs du système de santé se fait à la date des soins et non plus à celle du remboursement ou du paiement. La comptabilisation des opérations des administrations publiques est en cohérence avec le reste de la Comptabilité nationale.

— Des modifications de champ et de nomenclature

Les services de soins à domicile et le poste « petits matériels et pansements » sont intégrés dans la base 1995 des comptes. Les consultations externes des hôpitaux publics sont classés en soins ambulatoires. Les services mobiles d'urgence et de réanimation restent intégrés dans l'ensemble du budget global hospitalier.

— Des révisions de certaines évaluations

Elles tiennent essentiellement à l'amélioration des sources statistiques existantes et à l'apparition de nouvelles.

— Les effets des modifications et révisions

Les modifications et révisions de la base 1995 induisent une baisse de la consommation de soins et de biens médicaux de 0,2 point de PIB par rapport à la base précédente. Les remboursements de la Sécurité sociale n'étant pratiquement pas modifiés (hormis le passage en date de soins et de délivrance des médicaments), ces changements entraînent une modification significative de l'évolution du taux de couverture qui, pour 1997, passe de 73,9 % en base 1980 à 75,5 % en base 1995.

La dépense courante de santé

C'est la somme des dépenses engagées par les financeurs de l'ensemble du système de santé (Sécurité sociale, État, collectivités locales, organismes de protection complémentaire - Mutuelles, sociétés d'assurances, institutions de prévoyance - ménages). Elle couvre donc un champ plus large que celui de la consommation médicale totale puisqu'elle intègre également les indemnités journalières, les subventions reçues par le système de santé, les dépenses de recherche, de formation et de gestion de l'administration sanitaire.

Profession de la santé

Médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens sont des professions réglementées, au niveau du diplôme et de l'exercice, par le Code de la santé publique ; cette réglementation entraîne l'inscription sur une liste préfectorale et la délivrance d'une carte professionnelle. Pour chacune de ces professions, il existe un ordre professionnel. En outre, elles bénéficient d'un monopole d'exercice. Les auxiliaires médicaux ont également un monopole d'exercice et peuvent exercer sans prescription médicale en application du rôle propre qui leur est dévolu ; il s'agit des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes. Ces professions sont réglementées de la même façon que les professions médicales ; du fait de l'absence d'ordre professionnel, c'est le préfet qui délivre la carte professionnelle.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité recense dans le fichier ADELI tous les médecins actifs, y compris les fonctionnaires ainsi que les praticiens adjoints contractuels ayant une autorisation d'exercice. Les répertoires ADELI sont gérés par les directions départementales des Affaires sanitaires et sociales qui, en vertu des dispositions du Code de la santé, sont tenues d'enregistrer les diplômes de tous les médecins qui commencent à exercer une activité professionnelle et de dresser annuellement la liste des médecins en activité dans leur département. Les directions régionales des Affaires sanitaires et sociales animent et coordonnent

l'action des départements et participent au contrôle de la qualité des informations.

Seules les professions réglementées font l'objet d'une statistique annuelle. Pour les pharmaciens, l'exercice libéral correspond aux pharmaciens titulaires d'officine ; pour les autres professions, les libéraux incluent les libéraux exclusifs et partiels.

Le système hospitalier

Le système de santé français fait coexister deux secteurs : un secteur public et un secteur privé. L'hospitalisation est majoritairement publique : deux tiers des lits sont directement gérés par le public. Par contre, pour les soins ambulatoires, l'exercice libéral est prédominant.

La loi du 31 juillet 1991 portant sur la réforme hospitalière amène par la notion de service public hospitalier une nouvelle distinction :

— les établissements publics de santé ;

— les établissements de santé privés à but non lucratif admis (sous certaines conditions) à participer à l'exécution du service public hospitalier ;

— les établissements de santé privés autres que ceux qui assurent le service public hospitalier.

Les établissements de santé publics et privés, généraux ou spécialisés, de soins aigus, soins de suite ou de réadaptation et de soins de longue durée, assurent principalement des soins avec hébergement complet. Les évolutions récentes des technologies et des pratiques médicales conduisent les établissements d'hospitalisation à s'ouvrir de plus en plus vers de nouvelles prises en charge du malade (hospitalisation de jour, de nuit, à domicile...).

Le fondement de la planification hospitalière repose sur la carte sanitaire et le schéma d'organisation sanitaire (régional ou national pour certaines disciplines) qui ont pour objet de prévoir et de susciter les évolutions nécessaires de l'offre de soins en vue de satisfaire de manière optimale la demande de santé.

Enquête annuelle auprès des établissements de santé

La DREES exploite depuis 1994 une seule enquête auprès des établissements de santé (dite SAE). Elle couvre l'ensemble des établissements publics y compris les centres hospitaliers spécialisés en psychiatrie (CHS) et les établissements de santé privés, y compris les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction de publics (HPP). Mise en place en 1994, cette enquête fournit des données sur l'équipement et l'activité des établissements de santé (y compris le recensement du personnel).

Hospitalisation complète et hébergement complet

Les lits correspondent aux lits installés au 31 décembre de l'année. Ce nombre peut être différent de celui des lits autorisés.

Les entrées prises en compte sont les entrées totales. Dans une discipline d'équipement, elles représentent la somme des entrées directes et des entrées par mutation dans cette discipline.

La durée moyenne de séjour (DMS) se définit comme le rapport entre le nombre de journées réalisées ou facturées et le nombre d'entrées totales. Pour permettre une comparaison valable de l'activité entre les deux secteurs étudiés, les formules utilisées sont :

— pour le secteur public : journées réalisées / entrées totales ;

— pour le secteur privé : (journées facturées - sorties établissements conventionnés avec la Caisse régionale d'assurance maladie) / entrées.

Enquête sur le SIDA

La surveillance nationale du SIDA provenant de l'injection par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) a été mise en place par la direction générale de la Santé en mars 1982. La déclaration des cas est devenue obligatoire en juin 1986 selon la définition de la maladie adoptée par l'Organisation mondiale de la Santé et revue en 1987 et en 1993. Seuls les cas déclarés répondant à cette définition sont retenus pour la surveillance. Les cas déclarés sont répartis par année de diagnostic et par groupe de transmission. Une enquête nationale transversale sur la fréquentation hospitalière des patients infectés par le VIH est réalisée, à l'initiative de la Direction des hôpitaux, par la DREES, en collaboration avec l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris ; elle a lieu deux fois par an, en juin et en décembre.

Causes médicales de décès

Les données sur les causes médicales de décès résultent de l'exploitation des diagnostics portés sur les certificats médicaux de décès établis par les médecins ayant constaté le décès. Ce certificat, envoyé à la mairie, est ensuite joint au bulletin de décès de l'état civil et transmis de façon anonyme au médecin de la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales, puis à l'INSERM chargé de la codification et de l'analyse de la partie médicale.

Le code utilisé est la CIM 10^{e} révision. Les données retenues ici sont issues de la statistique définitive ; elles portent sur la cause principale (initiale) du décès et sont présentées selon les 17 grands groupes de causes qui constituent les chapitres de la CIM.

Les affections de longue durée

L'article L. 322-3-3° du Code de la sécurité sociale prévoit qu'en cas d'affection de longue durée et d'interruption de travail ou de soins continus supérieurs à une durée déterminée, les caisses font procéder à un examen spécial du bénéficiaire conjointement par le médecin traitant et le médecin conseil de la Sécurité sociale.

Sont comptabilisés, dans les statistiques, les nouveaux malades, assurés sociaux et ayants droit du régime général et des régimes qui y sont rattachés pour les soins de santé, vus à cette occasion par diagnostic. Les

maladies sont classées selon la CIM 10e révision de l'Organisation mondiale de la Santé.

Depuis 1992, est également décompté l'ensemble des affections de longue durée, un malade pouvant être atteint de plusieurs des affections de la liste.

Cette représentation de la morbidité dans la population a l'intérêt de ne retenir que des pathologies d'une certaine gravité, appréciée par ses conséquences à la fois sur le niveau des soins et sur la capacité des individus à maintenir leur activité. Elle reste cependant soumise aux variations de la réglementation de l'exonération du ticket modérateur, notamment à la liste des maladies longues et coûteuses (décrets du 31 décembre 1986 et arrêté du 30 décembre 1986).

3. DÉFINITIONS

Consommation médicale totale

La consommation médicale totale recouvre :

1) la consommation de soins et de biens médicaux :

— les soins hospitaliers, qui correspondent aux soins hospitaliers publics et privés, et les soins en section médicalisées ;

— les soins ambulatoires (médecins, auxiliaires médicaux, dentistes, analyses et cures thermales) ;

— le transport des malades ;

— les médicaments ;

— les autres biens médicaux (prothèse, lunetterie, orthopédie).

2) la médecine préventive qui comprend les services de médecine du travail, les services de médecine scolaire, la protection maternelle et infantile, et les autres services sanitaires de prévention individualisée (maladies mentales, toxicomanie, alcoolisme...).

Dépenses courantes de santé

Elles comprennent :

- Les dépenses pour les malades :

— les dépenses de soins et biens médicaux recouvrant :

  - Les soins aux particuliers (soins hospitaliers, soins ambulatoires, transports de malades) ;
  - Les soins aux collectivités (armées, prisons) ;
  - Les médicaments ;
  - Les prothèses (lunetterie, orthopédie) ;

— l'aide aux malades qui correspond aux indemnités journalières (maladie, maternité, accidents du travail) ;

— les subventions au système de soins.

- Les dépenses de prévention qui se composent des dépenses de médecine préventive (médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile et planning familial, maladies mentales, toxicomanie et les dépenses de prévention collective et de contrôle sanitaire).

- Les dépenses en faveur du système de soins qui, outre les dépenses de recherche médicale, prennent également en compte les dépenses de formation des médecins, des pharmaciens, des infirmiers et des auxiliaires médicaux.

- Les dépenses de gestion de la santé et de son financement qui couvrent les coûts des prestations maladie et les coûts de gestion du système de santé (administration générale).

Établissements pour handicapés

- Enfants et adolescents handicapés.

La création d'une commission départementale d'éducation spéciale (CDES) traduit la volonté du législateur d'attribuer à une même instance la responsabilité de l'ensemble des décisions relatives à l'enfant handicapé. La CDES apprécie pour chaque enfant l'importance du handicap et les mesures appropriées :

— attribution de l'allocation d'éducation spéciale avec ou sans complément ;

— attribution de la carte d'invalidité ;

— orientation vers un établissement ou service spécialisé.

La prise en charge physique de l'enfance et de la jeunesse handicapées s'organise autour de deux types de structure : les établissements et les services à domicile ou ambulatoires.

Les établissements d'éducation spéciale assurent une éducation et des soins adaptés à chaque catégorie de déficience.

Les services à domicile ou ambulatoires sont des services spécialisés dans le suivi des jeunes handicapés. Ils permettent de maintenir les enfants handicapés dans leur milieu familial, et leur apportent soins et aide pour leur vie quotidienne. Grâce à ces services, l'intégration scolaire et sociale des enfants en milieu ordinaire devient possible. La loi d'orientation en faveur des personnes handicapées a créé l'allocation d'éducation spéciale (AES). L'AES est une prestation familiale. C'est la seule allocation liée au handicap de l'enfant qui subsiste aujourd'hui.

- Adultes handicapés.

Les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (COTOREP) sont les commissions départementales de décision compétentes pour les adultes handicapés. Les COTOREP sont soumises à une double tutelle administrative : directions départementales du travail et de l'emploi (DDTE) d'une part, directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS) d'autre part. L'organisation de la plupart des COTOREP reflète cette double tutelle. Elles sont divisées en deux sections spécialisées.

La première section est compétente pour tout l'aspect travail et emploi. La deuxième section apprécie le taux de handicap, attribue ou non les prestations, décide du placement dans une structure d'accueil.

Les établissements et services pour adultes regroupent trois types d'organismes :

— les structures de travail protégé ;

— les structures de réinsertion professionnelle ;

— les structures d'hébergement.

Une même personne peut être prise en charge dans deux types de structures : le cas le plus fréquent est celui de l'adulte handicapé hébergé dans un foyer d'hébergement et travaillant dans un centre d'aide par le travail (CAT).

Pour faciliter l'emploi des travailleurs handicapés, les établissements de 20 salariés et plus doivent employer 6 % de personnes handicapées.

Professions de santé

● Mode d'exercice des médecins.

On distingue l'exercice libéral, hospitalier ou salarié et dans chacune de ces catégories, les généralistes, compétents, compétents exclusifs et les spécialistes ; les effectifs prennent en compte les médecins remplaçants depuis le 1er janvier 1995.

— Médecins libéraux : médecins exerçant en clientèle privée, en cabinet, en hôpital privé ou en laboratoire (à l'exception des hospitaliers plein temps ayant un secteur privé à l'hôpital qui sont classés en salariés) ;

— Médecins salariés : médecins hospitaliers exerçant en établissement public ou privé. Les non-hospitaliers pratiquent, dans un établissement public ou privé (centre de soins, médecine du travail, médecine scolaire, protection maternelle et infantile, Sécurité sociale...), la médecine de soins, de prévention, de contrôle, enseignent, font de la recherche, ou travaillent dans l'administration. C'est en fonction de l'activité à laquelle ils déclarent consacrer le plus de temps que les médecins sont classés comme libéraux, hospitaliers, ou salariés ;

— Médecins spécialistes, compétents exclusifs, compétents : médecins qualifiés par l'Ordre national des médecins dans les différentes disciplines de qualification reconnues par l'Ordre (cf. règlement relatif à la qualification des médecins). Les médecins hospitaliers et salariés possédant un certificat d'études spéciales ou titulaires d'un concours hospitalier sont considérés dans le répertoire ADELI comme des spécialistes ;

— Médecins généralistes : médecins n'ayant aucune qualification ordinale. Dans les tableaux présentés, la rubrique « spécialistes » inclut les médecins compétents exclusifs et la rubrique « généralistes », les médecins compétents ou à mode d'exercice particulier.

— Les spécialités sont présentées ici selon le regroupement des disciplines de spécialisation mises en place dans le cadre de la réforme des études médicales (internat « nouveau régime »). La filière se divise en six disciplines :

— spécialités médicales ;

— spécialités chirurgicales ;

— psychiatrie ;

— santé publique ;

— médecine du travail ;

— biologie.

4. SOURCES DE DOCUMENTATION

Organismes :

— Ministère de l'Emploi et de la Solidarité.

— CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés).

— INSEE.

— INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale).

Publications :

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de la Recherche, des Études, de l'Évaluation et des statistiques (DREES) :

Collection études et statistiques :

— Données sur la situation sanitaire et sociale en France en ...

— Les Comptes nationaux de la Santé (annuel).

— Annuaire des statistiques sanitaires et sociales.

— Comptes de la protection sociale.

Collection études, document de travail :

— N° 9, janvier 2001 : « Les professions de santé : éléments d'informations statistiques » ;

— N° 14, juin 2001 : « État de santé, offre de soins dans les départements d'outre-mer : Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion » ;

— N° 16, juillet 2001 : « Handicaps, incapacités, dépendance. Premiers travaux d'exploitation de l'enquête HID ».

Collection statistiques, document de travail :

— N° 10, septembre 2000 : « Les comptes de la protection sociale 1995 – 1999 » ;

— N° 15, décembre 2000 : « La formation aux professions de la santé en 1999-2000 » ;

— N° 16, décembre 2000 : « la formation aux professions sociales en 1999-2000 » ;

— N° 18, décembre 2000 : « Les professions sociales en 1998 » ;

— N° 20, juin 2001 : « État de santé, offre de soins à la Réunion » ;

— N° 21, juin 2001 : « Les professions de santé au 1er janvier 2001 » ;

— N° 22, août 2001 : « Les médecins, estimations de 1984 à 2000 » ;

— N° 23, août 2001 : « Comptes nationaux de la santé 2000 » ;

— N° 24, septembre 2001 : « Comptes de la protection sociale 2000 » ;

— N° 28, octobre 2001 : « Les médecins, estimations au 1er janvier 2001 ».

Études et résultats :

— N° 47, janvier 2000 : « La consommation de médicaments dans les principaux pays industrialisés » ;

— N° 53, mars 2000 : « Les disparités spatiales de mortalité par causes de décès : l'exemple des cancers de l'appareil digestif » ;

— N° 54, mars 2000 : « 330 000 aides soignants en 1999 » ;

— N° 71, juillet 2000 : « Les comptes de la santé en 1999 » ;

— N° 72, juillet 2000 : « les passages aux urgences de 1990 à 1998 : une demande croissante de soins non programmés » ;

— N° 74, juillet 2000 : « La prise en charge de la dépendance des personnes agées : une comparaison internationale » ;

— N° 81, septembre 2000 : « Les motifs d'hospitalisation en 1998 » ;

— N° 83, septembre 2000 : « Les ophtalmologues : densités géographiques et tendances d'évolution à l'horizon 2020 » ;

— N° 94, décembre 2000 : « Le nombre de personnes âgées dépendantes d'après l'enquête handicaps - incapacités - dépendance » ;

— N° 99, janvier 2001 : « Les médecins omnipraticiens au 1er janvier 2000 » ;

— N° 106, mars 2001 : « Les enfants handicapés en internat en 1998 » ;

— N° 108, mars 2001 : « Les personnes âgées en institution en 1998 : catégories sociales et revenus » ;

— N° 109, avril 2001 : « Suicides et tentatives de suicide en France : une tentative de cadrage statistique » ;

— N° 118, juin 2001 : « L'activité des établissements de santé en 1999 : poursuite d'une tendance modérée à la croissance de l'activité » ;

— N° 127, août 2001 :« Les assistantes maternelles » ;

— N° 132, août 2001 : « Les comptes de la santé en 2000 ».

— N° 138, octobre 2001 : « Les incapacités des personnes de 60 ans et plus résidant en institution » ;

— N° 139, octobre 2001 : « Les comptes de la protection sociale en 2000 ».

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins :

« L'hospitalisation en France », *Données et chiffres repères,* édition 2000.

INSEE :

INSEE-Première

— « État de santé et accès aux soins des allocataires du RMI », n°655, juin 1999 ;

— « Les personnes dépendantes en institution », n°669, août 1999 ;

— « Trois quarts des français se considèrent en bonne santé », n°702, mars 2000 ;

— « Généraliste puis spécialiste : un parcours peu fréquent », n°709, avril 2000 ;

— « Le handicap se conjugue au pluriel », n°742, octobre 2000 ;

— « L'aide à domicile en faveur des personnes âgées », n°744, octobre 2000 ;

— « Le handicap en institution : le devenir des pensionnaires entre 1998 et 2000 », n°803, septembre 2000.

Données sociales, INSEE, 1999

— « La santé comparée en Europe et en Amérique », G. Badeyan, D. Foulon, J. Gottely, P. Gottely, P. Pauriche ;

— « Les différences de mortalité par milieu social restent fortes », A. Mesrine ;

— « Les disparités spatiales de mortalité en France : la mortalité des adultes en âge d'activité », S. Rican, G. Salem ;

— « La périnatalité et la première année de la vie », G. Badeyan ;

— « La prise en charge des personnes âgées : maintien à domicile ou hébergement collectif », C. Aliaga, M. Neiss ;

— « Les maladies traitées dans les hôpitaux et les cliniques », M.C. Mouquet ;

— « Les risques professionnels pour la santé », O. Héran-Le Roy.

Autres publications ou sources :

Causes médicales de décès, INSERM 1998.

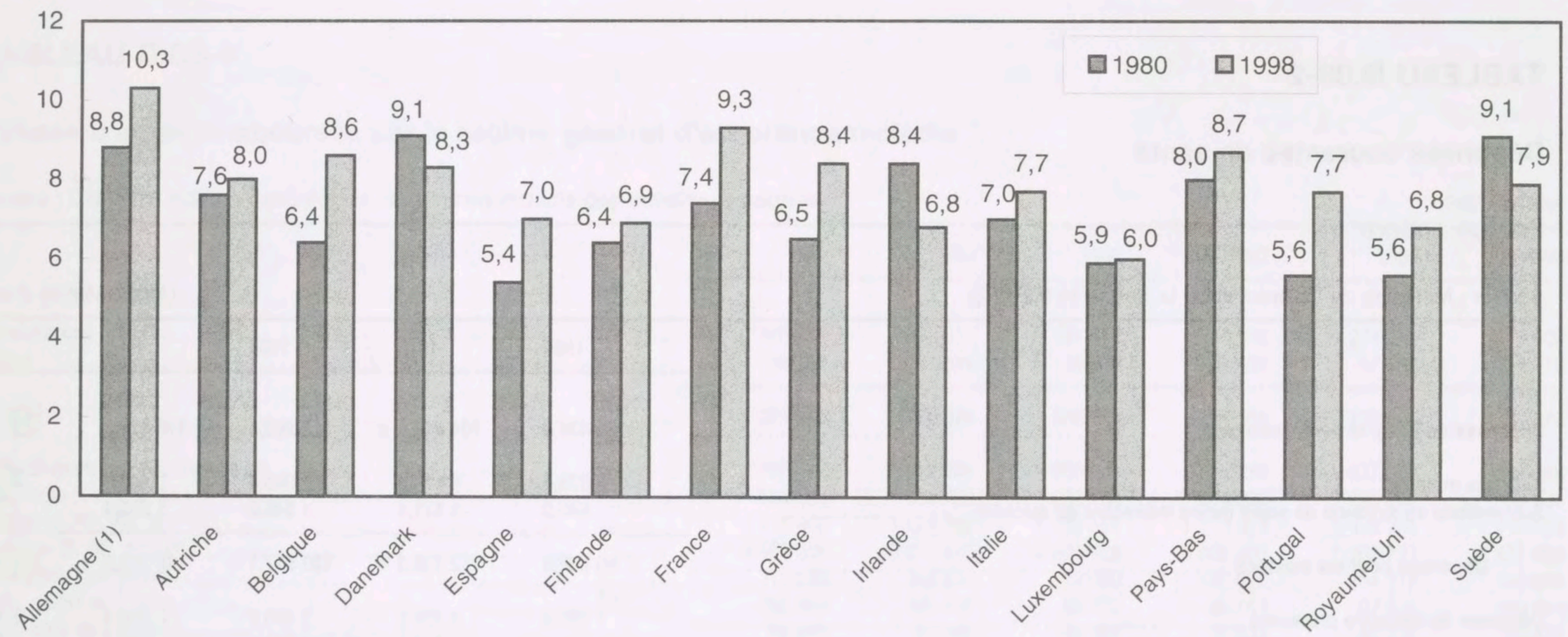
La santé en France 1994-1998, Haut-Comité de la Santé publique , La Documentation française, novembre 1998.

Chiffres clés sur la santé , EUROSTAT.

*
* *

GRAPHIQUE D.03-1

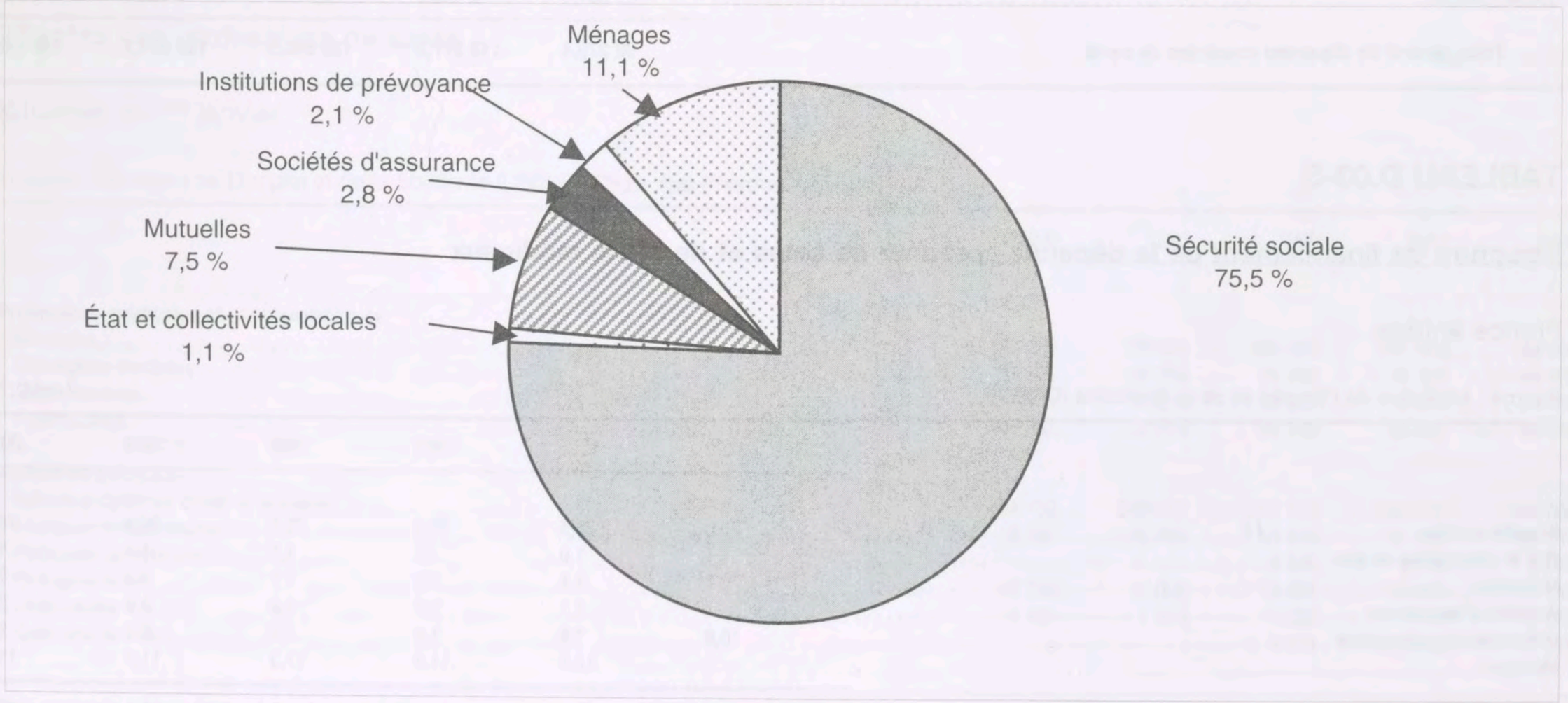
Part de la dépense nationale de santé dans le PIB pour les pays de l'Union européenne



(1) Ex-RFA pour 1980 et Allemagne réunifiée pour 1998
Source : ECO-Santé OCDE

GRAPHIQUE D.03-2

Structure du financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux (en %) en 2000



Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, DREES

TABLEAU D.03-1

Dépense courante et consommation médicale totale

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	r 1990	*r* 1995	*r* 1998	*r* 1999	*r* 2000
Dépense courante de santé :					
En valeur (millions d'euros)	92 279,4	119 712,1	128 680,5	133 681,3	140 628,1
Taux d'évolution en %	...	5,3	5,2	3,9	5,2
Consommation médicale totale :					
En valeur (millions d'euros)	80 234,2	104 178,2	112 730,6	116 879,0	123 330,5
Taux d'évolution en %	...	5,0	3,7	3,7	5,5

TABLEAU D.03-2

Dépenses courantes de santé

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Million d'euros

	1990	1995	*r* 1998	*r* 1999	2000
Dépenses de soins et biens médicaux	**80 436,4**	**104 011,5** *r*	**112 262,5**	**116 178,2**	**122 197,0**
Aide aux malades	**5 576,4**	**6 650,6**	**7 065,4**	**7 490,4**	**8 109,1**
Subventions au système de soins (aides indirectes au malade)	**845,2**	**1 471,1**	**1 549,2**	**1 593,9**	**1 506,7**
Dépenses pour les malades	**86 858,0**	**112 133,3** *r*	**120 877,1**	**125 262,5**	**131 812,8**
Dépenses de médecine préventive	1 739,0	2 239,2	2 496,0	2 590,9	2 690,0
Missions de santé publique à caractère général	277,2	481,0	564,4	648,1	665,3
Dépenses de prévention	**2 016,1**	**2 720,1**	**3 060,4**	**3 238,9**	**3 355,3**
Dépenses de recherche médicale et pharmaceutique	3 056,3	4 359,7	4 668,9	5 338,8	5 683,1
Dépenses de formation	523,1	613,6	686,3	699,4	717,4
Dépenses en faveur du système de soins	**3 579,4**	**4 973,3**	**5 355,2**	**6 038,2**	**6 400,6**
Gestion générale	1 407,3	1 904,1	2 188,3	2 296,9	2 418,1
Double compte	– 1 581,4	– 2 453,5	– 2 800,5	– 3 155,1	– 3 358,6
Total général de dépenses courantes de santé	**92 279,4**	**119 277,3** *r*	**128 680,5**	**133 681,3**	**140 628,1**

TABLEAU D.03-3

Structure de financement de la dépense courante de soins et de biens médicaux

France entière

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : %

	1990	1995	1997	1998	*r* 1999	2000
Sécurité sociale	76,0	75,5	75,5	75,5	75,6	75,5
État et collectivités locales	1,1	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1
Mutuelles	6,1	6,8	7,0	7,1	7,3	7,5
Sociétés d'assurances	...	3,1	2,9	3,0	2,9	2,8
Institutions de prévoyance	16,8	1,6	1,9	2,0	2,0	2,1
Ménages	...	12,0	11,6	11,3	11,2	11,1
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

TABLEAU D.03-4

Volume d'actes remboursés par le régime général d'assurance maladie

Source : CNAMTS (Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés) — *Unité* : Millier

	1985	1990	1995	1997	1998	*p* 1999
Consultations	168 003	212 610	257 477	266 663	274 748	278 800
Visites	58 567	60 515	58 669	57 622	57 921	56 175
Total	**226 570**	**273 125**	**316 146**	**324 285**	**332 669**	**334 975**
Spécialités (K, KC, KE, forfaits) (1)	705 793	1 022 004	1 280 019	1 314 583	1 337 359	1 353 988
Radiologie (Z et ZN, etc.) (1) (2)	624 031	807 498	833 163	904 660	955 869	965 961
Auxiliaires (AM, AIS SFI) (1)	718 683	1 089 399	1 373 891	1 373 462	1 439 704	1 469 155
Analyses (B, BP, etc.) (1)	4 469 339	6 611 548	6 901 708	6 852 499	7 309 731	7 472 989
Indemnités journalières	172 248	162 216	162 969	157 020 *r*	164 113	169 860
dont : moins de 3 mois	106 998	101 912	95 721	93 185	97 576	100 391
plus de 3 mois	58 678	53 684	60 563	57 535	60 235	63 230

(1) Coefficients.
(2) Cette rubrique ne comprend plus de ZB à compter de 1993, cette lettre-clé ayant été supprimée fin 1989.

TABLEAU D.03-5A

Effectifs des professions de santé

Situation au 1er janvier

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES), Ordre des Pharmaciens CARPIMKO (1)

	1990	1995	1999	2000	2001
Professions médicales et pharmaceutiques					
Médecins	148 089	169 554	193 200	194 000	196 000
Chirurgiens-dentistes	37 931	39 714	40 088	40 539	40 426
Sages-femmes	10 705	12 218	13 921	14 353	14 725
Pharmaciens	51 367	53 810	56 195	58 407	60 366
Auxiliaires médicaux					
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	304 480	340 617	367 126	382 926	397 506
Masseurs-kinésithérapeutes	38 257	45 783	50 474	52 056	53 997
Pédicures-podologues	...	...	8 332	8 789	9 049
Orthophonistes	10 000	12 056	13 097	13 483	13 914
Orthoptistes	1 445	1 814	1 229	1 313	2 236
Opticiens-lunetiers	...	...	9 280	10 012	11 026

(1) CARPIMKO : Caisse autonome de retraite et de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthoptistes et orthophonistes.

TABLEAU D.03-5B

Effectifs des professions de santé

Départements d'outre-mer (1)

Situation au 1er janvier

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES), CARPIMKO (2)

	2000	2001
Médecins	3 224	3 445
Chirurgiens-dentistes	663	678
Sages-femmes	509	538
Pharmaciens	891	944
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	6 622	7 058
Masseurs-kinésithérapeutes	903	972
Pédicures-podologues	74	76
Orthophonistes	264	296
Orthoptistes	35	39
Opticiens-lunetiers	131	146

(1) Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion.
(2) CARPIMKO : Caisse autonome de retraite et de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthoptistes et orthophonistes.

TABLEAU D.03-6

Part de la dépense nationale de santé dans le PIB dans les pays de l'OCDE

Source : Eco-Santé OCDE

%

	r 1980	*r* 1985	*r* 1990	*r* 1995	*r* 1996	*r* 1997	1998
Allemagne (1)	8,8	9,3	8,7	10,2	10,6	10,5	10,3
Australie	7,0	7,5	7,9	8,2	8,3	8,3	8,6
Autriche	7,6	6,6	7,1	8,5	8,7	7,9	8,0
Belgique	6,4	7,2	7,4	8,7	9,0	8,6	8,6
Canada	7,1	8,3	9,0	9,3	9,1	9,0	9,3
Corée	...	4,3	4,8	4,7	4,9	5,0	5,1
Danemark	9,1	8,7	8,5	8,2	8,3	8,2	8,3
Espagne	5,4	5,4	6,6	7,0	7,0	7,1	7,0
États-Unis	8,7	10,0	11,9	13,2	13,2	13,0	12,9
Finlande	6,4	7,2	7,9	7,5	7,7	7,3	6,9
France	**7,4**	**8,3**	**8,6**	**9,6**	**9,5**	**9,4**	**9,3**
Grèce	6,5	...	7,5	8,9	8,9	8,7	8,4
Hongrie	...	...	...	7,5	7,2	7,0	6,8
Irlande	8,4	7,6	6,7	7,3	7,1	6,9	6,8
Islande	6,1	7,2	7,9	8,2	8,2	8,0	8,4
Italie	7,0	7,0	8,0	7,4	7,5	7,7	7,7
Japon	6,5	6,7	6,1	7,2	7,1	7,4	7,5
Luxembourg	5,9	5,8	6,1	6,3	6,4	5,9	6,0
Mexique	...	...	4,4	5,6	5,3	5,3	5,3
Norvège	7,0	6,7	7,8	8,0	8,0	8,0	8,6
Nouvelle-Zélande	6,0	5,3	7,0	7,3	7,3	7,6	8,1
Pays-Bas	8,0	7,8	8,5	8,9	8,8	8,7	8,7
Pologne	...	...	5,3	6,0	6,4	6,1	6,4
Portugal	5,6	6,1	6,2	7,6	7,6	7,5	7,7
République Tchèque	3,8	4,5	5,0	7,3	7,1	7,1	7,1
Royaume-Uni	5,6	5,9	6,0	6,9	7,0	6,7	6,8
Suède	9,1	8,7	8,5	8,1	8,4	8,1	7,9
Suisse	7,3	7,7	8,3	9,6	10,1	10,2	10,4
Turquie	3,3	2,2	3,6	3,4	3,9	4,2	4,8
Moyenne OCDE	...	...	**9,0**	**10,0**	**10,0**	**9,9**	...
Moyenne Union européenne	...	...	**9,7**	**10,5**	**10,5**	**10,4**	...

(1) RFA avant la réunification, Allemagne réunifiée depuis 1991.

TABLEAU D.03-7A

Personnels hospitaliers

Effectif au 1er janvier 2000 *(p)*

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Public		Privé		Ensemble	
	Total	*Dont* temps plein	**Total**	*Dont* temps plein	**Total**	***Dont* temps plein**
Médecins, biologistes, odontologistes et pharmaciens	**84 096**	39 552	**54 504**	16 068	**138 600**	**55 620**
Internes en médecine, en odontologie et en pharmacie (1)	**18 117**	...	**1 372**	...	**19 489**	**...**

(1) Y compris les Faisants Fonctions d'Interne (FFI) et les Diplomés Interuniversitaires de Spécialité (DIS).

TABLEAU D.03-7B

Personnels hospitaliers

Effectif au 1er janvier 2000 (*p*)

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Public		Privé		Ensemble	
	Total	*Dont* temps plein	**Total**	*Dont* temps plein	**Total**	***Dont* temps plein**
Personnel de direction	**3 969**	3 739	**5 351**	3 674	**9 320**	**7 413**
Autre personnel administratif	**73 967**	55 765	**32 619**	22 453	**106 586**	**78 218**
Total personnel administratif	**77 936**	**59 504**	**37 970**	**26 127**	**115 906**	**85 631**
Personnel d'encadrement du personnel soignant (1)	**25 175**	23 284	**7 541**	6 503	**32 716**	**29 787**
Infirmiers diplômés d'état et du secteur psychiatrique	**173 708**	130 484	**59 526**	42 832	**233 234**	**173 316**
Infirmiers spécialisés	**16 615**	12 580	**5 939**	4 536	**22 554**	**17 116**
Autre personnel des services médicaux	**13 672**	7 677	**10 435**	4 625	**24 107**	**12 302**
Aides soignants	**165 014**	134 684	**48 020**	36 692	**213 034**	**171 376**
Agents des services hospitaliers et autre personnel secondaire des services médicaux	**76 747**	66 204	**34 429**	25 455	**111 176**	**91 659**
Psychologues	**6 071**	3 571	**1 846**	443	**7 917**	**4 014**
Sages-femmes	**7 204**	4 739	**3 350**	2 043	**10 554**	**6 782**
Total personnel des services de soins	**484 206**	**383 223**	**171 085**	**123 129**	**655 291**	**506 352**
Personnel éducatif et social	**8 823**	6 170	**4 507**	2 743	**13 330**	**8 913**
Personnel médico-technique	**34 914**	26 211	**9 802**	6 578	**44 716**	**32 789**
Personnel technique	**87 035**	80 762	**30 170**	22 213	**117 205**	**102 975**
Total autre personnel	**130 772**	**113 143**	**44 479**	**31 534**	**175 251**	**144 677**
Total	**692 914**	**555 870**	**253 526**	**180 782**	**946 440**	**736 652**

(1) Y compris les infirmiers généraux.

TABLEAU D.03-8

Médecins selon le mode d'exercice

Situation au 1er janvier

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	1980	1999	2000	2001
Ensemble des médecins libéraux	**69 963**	**116 899**	**117 041**	**118 171**
Généralistes	43 290	67 402	67 072	67 412
Spécialistes	26 673	49 497	49 969	50 759
Ensemble des médecins salariés	**42 508**	**76 301**	**76 959**	**77 859**
Généralistes	27 373	27 487	27 674	28 834
Spécialistes	15 135	48 814	49 285	49 025
Ensemble des médecins généralistes	**70 663**	**94 889**	**94 746**	**96 246**
Ensemble des médecins spécialistes	**41 808**	**98 311**	**99 254**	**99 754**
Ensemble des médecins	**112 471**	**193 200**	**194 000**	**196 000**

TABLEAU D.03-9A

Établissements de santé

Équipement par catégorie d'établissements

Situation au 1er janvier 2000 (*p*)

Source : Ministère de l' Emploi et de la Solidarité (DREES)

Catégorie d'établissements	Établissements ou entités juridiques (1)	Lits en hospitalisation complète	Lits d'hébergement	Places en hospitalisation de jour ou de nuit	Places en anesthésie ou chirurgie ambulatoire	Places en hospitalisation à domicile	**Total des lits et places**
Public							
Centre hospitalier régional	29	85 089	2 726	4 872	400	387	**93 474**
Centre hospitalier	560	171 436	60 275	7 996	642	382	**240 731**
Hôpital local	350	23 650	33 630	53	...	–	**57 333**
Centre hospitalier spécialisé en psychiatrie	94	34 624	1 831	14 440	...	578	**51 473**
Autres établissements	21	588	120	12	2	–	**722**
Total public	**1 054**	**315 387**	**98 582**	**27 373**	**1 044**	**1 347**	**443 733**
Privé							
Établissement de soins de courte durée	1 027	95 955	1 229	2 729	6 177	94	**106 184**
Établissement d'enfants à caractère sanitaire	73	3 853	86	168	...	...	**4 107**
Hôpital psychiatrique privé faisant fonction de public	26	7 409	179	2 462	...	–	**10 050**
Autre établissement de lutte contre les maladies mentales, les toxicomanies et l'alcoolisme	304	14 629	...	3 005	13	5	**17 652**
Établissement de soins de suite et de réadaptation	635	42 673	811	2 713	21	9	**46 227**
Établissement de soins de longue durée	101	5 737	166	...	...	...	**5 903**
Centre de dialyse	231	67	...	...	...	...	**67**
Autres établissements privés (2)	720	59	...	9	10	2 634	**2 712**
Total privé	**3 117**	**170 382**	**2 471**	**11 086**	**6 221**	**2 742**	**192 902**
Total public et privé	**4 171**	**485 769**	**101 053**	**38 459**	**7 265**	**4 089**	**636 635**

(1) Entités juridiques pour le secteur public, établissements pour le secteur privé, à l'exception des hôpitaux psychiatriques privés.
(2) Établissements de soins à domicile et établissements titulaires d'autorisation d'équipement lourd.

TABLEAU D.03-9B

Établissements d'hébergement pour personnes âgées et services de soins de longue durée

France entière (pour les établissements)

Situation au 31 décembre

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	1990	1992	1994	1996
Établissements				
Hébergement pour personnes âgées				
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	855	854	859	845
Hospices et maisons de retraite publics	1 353	1 428	1 486	1 544
Hospices et maisons de retraite privés	2 568	3 036	3 328	3 472
Logements-foyers	2 587	2 721	2 853	2 932
Autres établissements autonomes	315	196	179	170
Établissements d'hospitalisation privés	10	8	12	22
Hospitalisation en services de soins de longue durée				
Hôpitaux publics	736	786	820	853
Établissements d'hospitalisation privés	81	95	107	120
Hospices et maisons de retraite publics	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Capacité d'accueil (en lits ou logements)				
Hébergement pour personnes âgées				
Hôpitaux publics (sections hospices et maisons de retraite)	107 432	103 774	100 079	97 655
Hospices et maisons de retraite publics (1)	102 725	108 063	112 848	115 979
Hospices et maisons de retraite privés (1)	139 797	162 196	179 600	190 916
Logements-foyers	142 150	148 422	153 050	155 365
Autres établissements autonomes	7 929	4 416	4 109	3 533
Établissements d'hospitalisation privés	709	416	691	1 801
Total	**500 742**	**527 287**	**550 377**	**565 249**
Hospitalisation en services de soins de longue durée				
Hôpitaux publics	63 711	68 277	71 770	74 115
Établissements d'hospitalisation privés	4 820	5 495	6 051	6 585
Hospices et maisons de retraite publics	337	80	n.s.	n.s.
Total	**68 868**	**73 852**	**77 821**	**80 700**
Total général (en lits ou logements)	**569 610**	**601 139**	**628 198**	**645 949**

(1) Comprend uniquement les sections d'hébergement pour personnes âgées.

TABLEAU D.03-10

Accueil des enfants de moins de six ans

Estimation au 1er janvier 2000

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Établissements	Places	Assistantes maternelles
Accueil collectif (en nombre de places)			
Crèches collectives traditionnelles de quartier	1 890	91 500	///
Crèches collectives traditionnelles de personnel	224	15 300	///
Crèches collectives mini-crèches	349	6 100	///
Crèches parentales	255	3 900	///
Multi-accueil traditionnel : Crèches collectives	1 181	19 300	///
Multi-accueil traditionnel : Haltes garderies	...	12 000	///
Multi-accueil parental : Crèches collectives	430	4 800	///
Multi-accueil parental : Haltes garderies	...	2 200	///
Jardins d'enfants	266	10 100	///
Haltes- garderies traditionnelles	2 944	52 600	///
Haltes- garderies parentales	256	3 200	///
Accueil familial			
Crèches familiales (en nombre d'enfants inscrits)	1 100	59 500	25 800
Assistantes maternelles agréées à la journée (en capacité d'accueil)	...	788 600	320 100
Assistantes maternelles agréées à titre permanent (en capacité d'accueil)	...	88 700	46 000
Assistantes maternelles mixtes (en capacité d'accueil)	...	3 100	10 000

TABLEAU D.03-11A

Équipement de l'hospitalisation complète

Situation au 1er janvier 2000

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Public	Privé	Ensemble
Lits installés			
Médecine et spécialités médicales	93 895	23 943	117 838
Chirurgie et spécialités chirurgicales	46 709	55 603	102 312
Obstétrique	14 977	9 580	24 557
Total soins de courte durée (MCO) (1)	**155 581**	**89 126**	**244 707**
Psychiatrie	44 656	20 728	65 384
Toxicomanie et alcoolisme	1 230	651	1 881
Total soins de courte durée	**201 467**	**110 505**	**311 972**
Soins de suite et de réadaptation	37 837	52 609	90 446
Soins de longue durée	76 083	7 268	83 351
Total	**315 387**	**170 382**	**485 769**

(1) MCO : médecine, chirurgie, obstétrique.

TABLEAU D.03-11B

Activité de l'hospitalisation complète

Année 2000

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) — *Unité* : Nombre d'entrées

	Public	Privé	**Total**
Médecine et spécialités médicales	4 266 723	1 070 291	**5 337 014**
Chirurgie et spécialités chirurgicales	2 293 554	3 027 100	**5 320 654**
Obstétrique	816 113	481 206	**1 297 319**
Total soins de courte durée MCO (1)	**7 376 390**	**4 578 597**	**11 954 987**
Psychiatrie	440 776	171 102	**611 878**
Toxicomanie et alcoolisme	18 545	7 267	**25 812**
Total soins de courte durée	**7 835 711**	**4 756 966**	**12 592 677**
Soins de suite et de réadaptation	365 500	491 359	**856 859**
Soins de longue durée	53 239	7 237	**60 476**
Total	**8 254 450**	**5 255 562**	**13 510 012**

(1) MCO : médecine, chirurgie, obstétrique.

TABLEAU D.03-12

Établissements et capacité d'accueil pour handicapés

France entière

Au 1er janvier

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES)

	Nombre d'établissements		Nombre de places	
	1998	2000	1998	2000
Établissements pour enfants déficients intellectuels et polyhandicapés	1 326	1 359	77 575	76 296
Instituts de rééducation	345	349	16 880	15 950
Établissements pour enfants déficients moteurs	125	123	7 767	7 364
Établissements pour enfants déficients sensoriels	138	151	11 777	11 817
Total des établissements d'éducation spéciale pour les enfants handicapés	**1 934**	**1 982**	**113 999**	**111 427**
Foyers d'hébergement pour handicapés adultes	1 236	...	39 497	...
Maisons d'accueil spécialisée	297	...	11 774	...
Foyers de vie pour adultes handicapés	892	...	30 022	...
Foyers à double tarification pour adultes handicapés lourds	191	...	6 427	...
Total des établissements d'hébergement pour adultes handicapés	**2 616**	**3 288**	**87 720**	**99 787**
Centres de rééducation, réadaptation et formation professionnelle	84	142	9 477	10 232

TABLEAU D.03-13

Nouveaux cas des affections de longue durée

France entière

Source : Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) - Service médical de l'Assurance Maladie

Nature de l'affection	1990	1994	1995	1996	1997	1998
Accident vasculaire cérébral invalidant	28 044	22 336	21 659	22 806	23 163	24 450
Aplasie médullaire	1 170	1 185	1 210	1 349	1 329	1 257
Artériopathie chronique et évolutive	68 707	59 958	59 075	60 450	59 413	65 716
Bilharziose compliquée	81	54	28	18	22	23
Cardiopathie congénitale mal tolérée, insuffisance cardiaque grave et valvulopathie grave	36 958	35 120	34 751	37 197	38 819	40 807
Maladie chronique du foie et cirrhoses	9 978	12 538	14 296	17 294	17 851	18 052
Déficit immunitaire grave nécessitant un traitement prolongé	7 345	11 163	9 605	9 633	9 373	8 063
Diabète insulino-dépendant ou non-insulino-dépendant	61 796	66 560	69 631	76 139	81 118	91 751
Forme grave d'une affection neuro-musculaire (dont myopathie)	5 849	5 717	5 665	5 984	8 350	8 626
Hémoglobinopathie homozygote	570	538	570	564	557	626
Hémophilie	413	445	491	529	553	577
Hypertension artérielle sévère	55 657	51 228	49 170	47 989	48 815	58 648
Infarctus aigu du myocarde datant de moins de 6 mois	13 673	13 179	12 680	14 416	16 021	16 312
Insuffisance respiratoire chronique grave	25 430	23 609	24 010	25 540	26 384	28 653
Lèpre	107	75	56	45	54	43
Maladie de Parkinson	6 709	6 215	6 312	6 705	7 183	7 948
Maladies métaboliques héréditaires nécessitant un traitement prolongé spécialisé	4 514	3 962	3 772	3 924	2 977	2 594
Mucoviscidose	263	195	223	248	232	207
Néphropathie chronique grave et syndrome néphrotique pur primitif	5 034	4 741	4 714	4 810	5 035	5 407
Paraplégie	4 307	3 657	3 633	3 736	2 341	2 502
Périartérite noueuse, lupus érithémateux aigu disséminé, sclérodermie généralisée évolutive	2 151	2 402	2 496	2 581	3 962	4 262
Polyarthrite rhumatoïde évolutive grave	8 623	8 297	8 320	8 653	8 810	9 794
Psychose, trouble grave de la personnalité, arriération mentale	105 079	94 324	93 912	97 216	99 357	107 779
Rectocolite hémorragique et maladie de Crohn évolutives	4 614	6 322	6 486	7 090	7 099	7 749
Sclérose en plaques invalidante	2 536	2 736	2 730	3 337	3 399	3 876
Scoliose structurale évolutive	3 008	2 441	2 305	2 380	2 277	2 381
Spondylarthrite ankylosante grave	2 447	2 484	2 610	2 707	3 006	3 348
Suites de transplantation d'organe	255	195	157	117	73	94
Tuberculose active	8 709	7 455	6 657	6 732	6 253	6 138
Tumeur maligne, affection maligne du tissu lymphatique ou hématopoïétique	140 635	147 971	152 645	170 070	177 388	187 663
Affections non ventilées	—	—	1 689	5 395	3 615	4 169
Total	**614 662**	**597 102**	**601 558**	**645 654**	**664 829**	**719 515**

TABLEAU D.03-14

Nombre de décès selon la cause et le sexe

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8

Principales causes de décès	1995			1997			1998		
	Ensemble	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes	**Ensemble**	Hommes	Femmes
Maladies infectieuses et parasitaires (1)	**12 542**	**7 643**	**4 899**	**8 599**	**4 559**	**4 040**	**7 988**	**4 071**	**3 917**
Tumeurs	**146 641**	**88 378**	**58 263**	**146 837**	**88 703**	**58 134**	**147 681**	**89 310**	**58 371**
dont : Tumeurs malignes de la cavité buccale et du pharynx	**5 166**	4 460	706	**4 922**	4 259	663	**5 003**	4 289	714
Tumeurs malignes de l'oesophage	**4 614**	3 948	666	**4 324**	3 616	708	**4 432**	3 709	723
Tumeurs malignes de l'estomac	**5 886**	3 534	2 352	**5 599**	3 421	2 178	**5 516**	3 395	2 121
Tumeurs malignes de l'intestin	**16 430**	8 506	7 924	**16 409**	8 610	7 799	**16 476**	8 637	7 839
Tumeurs malignes autres parties, appareil digestif et péritoine	**11 040**	6 941	4 099	**11 100**	7 123	3 977	**10 994**	7 117	3 877
Tumeurs malignes de la trachée, des bronches et du poumon	**23 929**	20 325	3 604	**24 417**	20 635	3 782	**25 121**	20 911	4 210
Tumeurs malignes du sein	**10 897**	108	10 789	**10 955**	124	10 831	**10 926**	115	10 811
Tumeurs malignes de l'utérus	**2 979**	///	2 979	**2 975**	///	2 975	**3 057**	///	3 057
Tumeurs malignes de la prostate	**9 263**	9 263	///	**9 345**	9 345	///	**9 239**	9 239	///
Leucémies	**4 802**	2 571	2 231	**4 925**	2 652	2 273	**4 859**	2 591	2 268
Maladies endocriniennes	**13 886**	**5 299**	**8 587**	**14 053**	**5 302**	**8 751**	**16 070**	**6 296**	**9 774**
dont : Diabète sucré	**6 437**	2 677	3 760	**6 770**	2 788	3 982	**8 962**	3 853	5 109
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	**2 892**	**1 326**	**1 566**	**2 879**	**1 339**	**1 540**	**2 981**	**1 402**	**1 579**
Troubles mentaux	**13 259**	**5 408**	**7 851**	**13 670**	**5 342**	**8 328**	**14 568**	**5 814**	**8 754**
dont : Psychose alcoolique et alcoolisme	**2 418**	1 929	489	**2 302**	1 826	476	**2 541**	1 992	549
Maladies du système nerveux et des organes des sens	**12 515**	**5 823**	**6 692**	**13 691**	**6 217**	**7 474**	**15 531**	**6 867**	**8 664**
Maladies de l'appareil circulatoire	**171 652**	**78 961**	**92 691**	**169 727**	**78 213**	**91 514**	**166 299**	**76 653**	**89 646**
dont : Cardiopathies ischémiques	**47 055**	25 935	21 120	**45 430**	25 198	20 232	**45 885**	25 320	20 565
Maladies vasculaires cérébrales	**43 553**	18 160	25 393	**42 473**	17 646	24 827	**40 374**	16 700	23 674
Maladies de l'appareil respiratoire	**40 130**	**20 992**	**19 138**	**43 319**	**22 114**	**21 205**	**43 314**	**22 031**	**21 283**
Maladies de l'appareil digestif	**26 136**	**13 735**	**12 401**	**26 144**	**13 825**	**12 319**	**26 194**	**13 937**	**12 257**
dont : Cirrhose alcoolique ou sans précision du foie	**8 875**	6 136	2 739	**8 865**	6 201	2 664	**8 863**	6 282	2 581
Maladies des organes génito-urinaires	**7 370**	**3 665**	**3 705**	**7 300**	**3 595**	**3 705**	**7 361**	**3 523**	**3 838**
Complications grossesse-accouchement	**70**	///	**70**	**70**	///	**70**	**75**	///	**75**
Maladies de la peau, du tissu cellulaire sous-cutané	**2 516**	**721**	**1 795**	**2 613**	**726**	**1 887**	**2 481**	**743**	**1 738**
Maladies du système ostéo-articulaire	**2 642**	**865**	**1 777**	**2 577**	**855**	**1 722**	**2 856**	**931**	**1 925**
Anomalies congénitales	**1 558**	**790**	**768**	**1 519**	**807**	**712**	**1 458**	**748**	**710**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	**1 308**	**764**	**544**	**1 441**	**834**	**607**	**1 262**	**696**	**566**
Symptômes, signes et états morbides mal définis	**31 663**	**13 598**	**18 065**	**32 492**	**14 033**	**18 459**	**33 776**	**14 789**	**18 987**
Causes extérieures de traumatismes et empoisonnements	**44 838**	**27 139**	**17 699**	**43 388**	**26 345**	**17 043**	**44 108**	**26 388**	**17 720**
dont : Accidents de la circulation	**8 132**	5 834	2 298	**7 629**	5 596	2 033	**8 253**	5 917	2 336
Suicides	**11 819**	8 605	3 214	**11 139**	8 099	3 040	**10 534**	7 771	2 763
Total (toutes causes)	**531 618**	**275 107**	**256 511**	**530 319**	**272 809**	**257 510**	**534 003**	**274 199**	**259 804**

(1) Y compris le SIDA depuis 1987.

TABLEAU D.03-15

Répartition des cas de SIDA par groupe de transmission et année de diagnostic

France entière

Sources : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité (DREES) - DGS - Réseau national de Santé publique — *Unités* : nombre et %

Groupes de transmission	Avant 1990	1990	1993	1994	1995	1996	1997	(1) 1998
Homosexuel / bisexuel masculin	6 063	2 116	2 245	2 357	2 048	1 437	726	152
%	53,6	49,1	40,8	41,2	39,1	36,7	34,7	29,1
Usager de drogues IV	2 093	1 079	1 489	1 370	1 308	944	389	112
%	18,5	25,0	27,1	23,9	25,0	24,1	18,6	21,4
Homosexuel / bisexuel masculin et usager de drogues IV	245	53	41	48	47	29	6	3
%	2,2	1,2	0,7	0,8	0,9	0,7	0,3	0,6
Hémophiles et troubles de la coagulation	186	41	63	72	50	29	10	4
%	1,6	1,0	1,1	1,3	1,0	0,7	0,5	0,8
Contamination hétérosexuelle	1 471	614	1 064	1 300	1 283	1 104	737	184
%	13,0	14,2	19,3	22,7	24,5	28,2	35,2	35,2
Transfusés	767	189	167	130	100	57	28	3
%	6,8	4,4	3,0	2,3	1,9	1,5	1,3	0,6
Transmissions materno-foetale	222	60	52	54	46	27	9	–
%	2,0	1,4	0,9	0,9	0,9	0,7	0,4	–
Autre, inconnu	270	161	383	392	356	289	187	65
%	2,4	3,7	7,0	6,8	6,8	7,4	8,9	12,4
Total	**11 317**	**4 313**	**5 504**	**5 723**	**5 238**	**3 916**	**2 092**	**523**
%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Décédés par année de décès	**4 848**	**2 439**	**3 758**	**4 139**	**3 881**	**2 833**	**1 097**	**343**

(1) Uniquement le premier semestre.

TABLEAU D.03-16

Causes médicales de décès des enfants âgés de moins d'un an

Source : INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) - SC8

Principales causes de décès	1995			1997			1998		
	Gar-çons	Filles	**Total**	Gar-çons	Filles	**Total**	Gar-çons	Filles	**Total**
Maladies infectieuses et parasitaires	37	40	**77**	39	31	**70**	37	21	**58**
dont : Maladies infectieuses intestinales	20	14	**34**	13	13	**26**	18	8	**26**
Infections à méningocoques	2	2	**4**	1	–	**1**	–	2	**2**
Septicémie	1	4	**5**	3	5	**8**	4	2	**6**
Sida et infections par le V.I.H.	–	2	**2**	2	–	**2**	–	–	–
Tumeurs	13	14	**27**	18	15	**33**	40	30	**70**
dont : Tumeurs malignes des tissus lymphatiques et hématopoïétiques	3	2	**5**	4	4	**8**	...	...	...
Maladies endocriniennes, de la nutrition, du métabolisme et troubles immunitaires	27	21	**48**	26	21	**47**	32	25	**57**
dont : Maladies des glandes endocrines	3	1	**4**	–	1	**1**	...	...	...
Maladies du sang et des organes hématopoïétiques	4	7	**11**	3	5	**8**	5	2	**7**
dont : Anomalies de la coagulation	3	5	**8**	1	3	**4**	...	...	...
Maladies du système nerveux et des organes des sens	88	79	**167**	107	59	**166**	100	74	**174**
dont : Méningite, encéphalite, myélite et encéphalo-myélite	11	12	**23**	18	10	**28**	15	13	**28**
Maladies de l'appareil circulatoire	27	24	**51**	28	27	**55**	42	36	**78**
Maladies de l'appareil respiratoire	32	22	**54**	31	26	**57**	36	30	**66**
dont : Affections aigües des voies respiratoires	17	9	**26**	17	15	**32**	...	...	...
Pneumonie et grippe	11	9	**20**	10	6	**16**	9	11	**20**
Maladies de l'appareil digestif	23	16	**39**	22	9	**31**	30	13	**43**
Maladies des organes génito-urinaires	10	4	**14**	5	1	**6**	5	6	**11**
Anomalies congénitales	445	404	**849**	450	356	**806**	390	341	**731**
dont : Anomalies congénitales du système nerveux	53	45	**98**	60	44	**104**	51	43	**94**
Anomalies congénitales de l'appareil circulatoire	228	216	**444**	218	181	**399**	192	157	**349**
Affections dont l'origine se situe dans la période périnatale	764	541	**1 305**	834	607	**1 441**	695	566	**1 261**
dont : Prématurité	72	38	**110**	71	54	**125**	48	44	**92**
Hypoxie intra-utérine et asphyxie à la naissance	138	100	**238**	118	85	**203**	...	...	...
Syndrome de détresse respiratoire	124	60	**184**	88	61	**149**	...	...	...
Autres affections respiratoires du nouveau-né	96	71	**167**	93	57	**150**	...	...	...
Infections spécifiques de la période périnatale	63	50	**113**	83	54	**137**	58	61	**119**
Hémorragie néonatale	84	68	**152**	111	66	**177**	126	71	**197**
Symptômes, signes et états morbides mal définis	451	294	**745**	337	237	**574**	404	281	**685**
dont : Syndrome de la mort subite chez le nourrisson	339	199	**538**	217	143	**360**	221	139	**360**
Autres causes et causes inconnues ou non précisées	92	87	**179**	100	82	**182**	174	133	**307**
Traumatismes et empoisonnements	81	76	**157**	79	66	**145**	88	52	**140**
dont : Accidents de la circulation	13	15	**28**	12	11	**23**	13	17	**30**
Aspiration ou indigestion de produits alimentaires provoquant l'obstruction des voies respiratoires ou la suffocation	24	21	**45**	27	23	**50**	...	...	...

TABLEAU D.03-17

Causes médicales de décès dans les départements d'outre-mer

Année 1998

Source : Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) - SC8

	Guadeloupe		Guyane		Martinique		Réunion	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Maladies de l'appareil circulatoire	802	31,5	116	17,8	831	32,9	1 195	31,1
Tumeurs	531	20,8	92	14,1	559	22,1	676	17,6
Traumatismes et empoisonnements	307	12,1	191	29,4	203	8,0	418	10,9
Maladies de l'appareil digestif	140	5,5	16	2,5	120	4,7	239	6,2
Maladies de l'appareil respiratoire	171	6,7	33	5,1	208	8,2	437	11,4
Maladies endocriniennes	118	4,6	21	3,2	115	4,6	177	4,6
Troubles mentaux	75	2,9	14	2,2	70	2,8	124	3,2
Maladies infectieuses	66	2,6	71	10,9	78	3,1	71	1,8
Autres	338	13,3	96	14,8	343	13,6	507	13,2
Total	**2 548**	**100,0**	**650**	**100,0**	**2 527**	**100,0**	**3 844**	**100,0**

Chapitre D.04

Justice et police judiciaire

1. Méthodologie.
2. Définitions.
3. Sources de documentation.
4. Tableaux.

Liste des tableaux :

1. Infractions constatées par les services de Police et de Gendarmerie.
2. Les moyens en personnel de la Justice.
3. L'activité des juridictions civiles, procédures au fond et référés.
4. Affaires civiles nouvelles selon leur nature d'affaire. Procédures au fond - Juridictions de première instance.
5. Activité des Parquets et des Officiers du Ministère public (Justice pénale).
6. Les juges d'instruction (Justice pénale).
7. Les tribunaux correctionnels et les tribunaux de police (Justice pénale).
8. Les condamnations portées au Casier judiciaire national (Justice pénale).
9. Protection judiciaire de la jeunesse. Prise en charge éducative.
10. L'administration pénitentiaire. Le milieu ouvert.
11. L'administration pénitentiaire. Le milieu fermé : la population carcérale.

Ce chapitre a été réalisé avec la collaboration du ministère de la Justice et du ministère de l'Intérieur.

1. MÉTHODOLOGIE

L'EXERCICE DE LA POLICE JUDICIAIRE

Les services de la gendarmerie nationale et de la police nationale (sécurité publique, police judiciaire, renseignements généraux, police aux frontières, surveillance du territoire) constatent les faits bruts retenus en raison des crimes et délits qu'ils sont présumés constituer (y compris les tentatives).

Les faits sont consignés dans des procès-verbaux transmis à l'autorité judiciaire, et leur comptage permet l'établissement des statistiques de la criminalité et de la délinquance constatées.

En sont exclues les infractions relevées par les services du ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (Douanes, Services fiscaux et Répression des fraudes).

Ces statistiques, établies par la Direction centrale de la police judiciaire, ne constatent que la criminalité apparente par rapport à la totalité des crimes et délits effectivement commis (cette différence, entre criminalité apparente et criminalité réelle, a sa source dans le comportement des victimes que de nombreuses raisons peuvent déterminer à ne pas dénoncer certains faits).

La répartition, par nature, des crimes et délits constatés, n'est pas toujours faite par stricte référence au Code pénal et peut utiliser des intitulés habituels aux services de police et de gendarmerie pour la description des faits délictueux et criminels.

Il s'agit en effet de faits constatés et non de jugements qui seuls peuvent en définir la qualification juridique. Il serait donc formel et même inexact de chercher à ventiler systématiquement les infractions constatées suivant la nomenclature utilisée dans la statistique pénale des jugements.

À titre indicatif figure une description des personnes mises en cause, c'est-à-dire celles contre lesquelles ont été réunis, au cours de l'enquête, des indices attestant qu'elles sont auteur, co-auteur ou complice d'un crime ou d'un délit.

L'EXERCICE DE LA JUSTICE

LA JUSTICE CIVILE

Depuis le début des années 1980, chaque juridiction civile doit tenir un répertoire général des affaires dont elle est saisie (art. 726 du nouveau Code de procédure civile). Le répertoire général civil (RGC) fournit les principales données statistiques permettant de décrire les contentieux dont sont saisies les juridictions, le mode de règlement des litiges ainsi que la durée de traitement des affaires. Les tribunaux des affaires de sécurité sociale et la Cour de cassation ne sont pas concernés par l'article 726 et tiennent leurs propres statistiques.

LA JUSTICE PÉNALE

Les données concernant l'activité des juridictions pénales sont extraites des imprimés décrivant les étapes du processus pénal. Les « Cadres du Parquet », remplis chaque année par les juridictions pénales, fournissent des flux : flux de procès verbaux dont a été saisi le Parquet au cours de l'année, flux d'affaires orientées par le Parquet et traitées au cours de l'année par la juridiction compétente.

L'instruction

Le répertoire de l'instruction permet de disposer, depuis 1989, de l'ensemble des renseignements collectés tout au long de la procédure sur les mises en examen, sur les mesures de sûreté (contrôle judiciaire et détention provisoire), sur la qualification de l'infraction principale figurant dans le réquisitoire introductif et sur la nature des ordonnances de clôture. Il permet aussi de calculer la durée des mesures de sûreté et celle de la procédure d'instruction.

Les condamnations inscrites au casier judiciaire national

Les données relatives aux condamnations prononcées pour crimes, délits et contraventions de 5^{e} classe sont obtenues à partir de l'exploitation statistique des informations saisies au Casier judiciaire national.

LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE

Les données relatives au secteur « public » de la protection judiciaire de la jeunesse sont issues du système de gestion GAME (Gestion automatisée des mesures éducatives).

La mesure de l'activité du secteur habilité est obtenue par compilation des données établies manuellement par les établissements et services. Elle est donc comptabilisée dans le département d'implantation de la structure habilitée.

L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Les statistiques concernant le milieu fermé et le milieu ouvert, publiées ici, sont produites par la direction de l'Administration pénitentiaire.

2. DÉFINITIONS

- **La cour de cassation**

Elle contrôle la légalité de la décision en vérifiant si les règles de droit ont été correctement appliquées. Le délai de pourvoi est de deux mois. Lorsque le pourvoi lui parait fondé en droit la Cour de cassation annule, en tout ou partie, la décision prononcée (cassation). Elle renvoie alors l'affaire à une autre juridiction de même ordre, de même degré et de même nature que celle qui a primitivement statué. Lorsqu'elle juge le pourvoi mal fondé, la Cour de cassation rend un arrêt de rejet.

LA JUSTICE CIVILE

- **Les cours d'appel**

L'appel tend à faire réformer ou annuler, par une cour d'appel (chambre civile), un jugement rendu par une juridiction du premier degré. La cour d'appel tranche de nouveau le débat au fond c'est-à-dire statue sur l'objet même du procès.

- **Les tribunaux de grande instance**

Ils sont chargés de juger les affaires civiles portant sur des sommes supérieures à 7 622.55 euros ou qui ne sont

pas attribuées à d'autres juridictions. Elle est également seule compétente pour certaines affaires énumérées par la loi, quel que soit le montant : état-civil, divorce, autorité parentale, adoption, succession... Lorsque les tribunaux de grande instance statuent en matière pénale, ils s'appellent les tribunaux correctionnels.

- **Les tribunaux d'instance**

Ils sont compétents pour toutes les affaires qui mettent en jeu des sommes inférieures à 7 622.55 euros. Ils statuent dans certains cas en premier ressort (possibilité d'appel) et dans d'autres cas en premier et dernier ressort.

- **Les tribunaux paritaires des baux ruraux**

Ils fonctionnent au siège de chaque tribunal d'instance. Leur compétence est exclusive et porte sur les contestations entre bailleurs et preneurs de baux ruraux relatives à l'application du code rural.

- **Les conseils de prud'hommes**

Ils règlent les différends qui peuvent s'élever à l'occasion de tout contrat de travail entre les employeurs, ou leurs représentants, et les salariés. C'est une juridiction paritaire composée pour moitié de représentants des employeurs et pour moitié de représentants des salariés. Quand il y a désaccord, entre les deux collèges, l'affaire est renvoyée devant une nouvelle formation de jugement composée de conseillers prud'homaux et présidée par le juge d'instance ; on dit qu'il y a départition.

Les conseils de prud'hommes statuent dans certains cas en premier ressort (possibilité d'appel) et dans d'autres cas en premier et dernier ressort.

- **Les tribunaux de commerce**

Ils connaissent des contestations relatives aux engagements et transactions entre négociants, marchands et banquiers et aux actes de commerce entre toutes personnes. Ils sont également compétents pour connaître des procédures concernant le règlement judiciaire et la liquidation des biens, la faillite personnelle, ainsi que des procédures tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises si le débiteur est commerçant.

Dans les circonscriptions où il n'est pas établi de tribunal de commerce, le tribunal de grande instance est compétent.

- **L'ordonnance de référé**

C'est une décision provisoire, rendue à la demande d'une partie, qui n'a pas au principal l'autorité de la chose jugée.

- **Le juge aux affaires familiales**

Instauré par la loi n° 93.22 du 8 janvier 1993, le juge du tribunal de grande instance délégué aux affaires familiales est seul compétent pour se prononcer sur le divorce et ses conséquences et est plus spécialement chargé de veiller à la sauvegarde des intérêts des enfants mineurs. Depuis le 1er février 1994, date d'entrée en application de la loi, des contentieux autrefois réglés par le juge d'instance (6 %) sont traités au tribunal de grande instance.

- **Le juge de l'exécution**

L'article L.95 de la loi du 9 août 1991, réformant les procédures d'exécution, a transféré au juge de l'exécution la compétence autrefois détenue par le juge d'instance en matière de surendettement. La fonction de juge de l'exécution a été confiée au président du tribunal de grande instance qui peut la déléguer à un ou plusieurs juges.

LA JUSTICE PÉNALE

Le nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1er mars 1994, a créé des incriminations nouvelles, aggravé des incriminations classiques et modifié l'échelle des peines. La loi de décembre 1992 fixant des dispositions nouvelles pour l'inscription au casier judiciaire des condamnations de mineurs ainsi que l'amnistie présidentielle de 1995 ont des effets sur l'enregistrement des condamnations de 1994 et 1996.

- **Le Parquet**

Le ministère public, auquel est confié l'action publique, décide de l'opportunité des poursuites pour les délits et les contraventions. Il peut décider de poursuivre. Il saisit alors une juridiction de jugement ou le juge d'instruction, selon la gravité et la complexité des faits, ou le juge des enfants pour les affaires mettant en cause des mineurs. Il peut aussi ordonner une procédure alternative à la poursuite (réparation du dommage, indemnisation de la victime, injonction thérapeutique pour les toxicomanes...). Il peut enfin procéder à un classement sans suite si l'auteur n'est pas connu ou si les poursuites paraissent inopportunes, en particulier quand le préjudice est de faible importance.

La comparution immédiate est une procédure rapide qui permet au procureur de traduire le prévenu, sur le champ, devant le tribunal correctionnel. Elle suppose, d'une part, que l'affaire soit en état d'être jugée et d'autre part que l'emprisonnement encouru soit au moins égal à deux ans sans excéder cinq ans. **La convocation par procès-verbal** est notifiée au prévenu, devant l'officier de police judiciaire ou devant le procureur, alors que la citation directe est délivrée par huissier.

L'ordonnance pénale

C'est une procédure simplifiée, écrite et sans audience de jugement, qui s'applique aux contraventions les moins importantes.

L'amende forfaitaire

Elle s'applique aux contraventions des quatre premières classes dans le domaine des transports par route, du Code des assurances et de la réglementation des parcs nationaux.

- **L'instruction**

Le juge d'instruction, magistrat du tribunal de grande instance, est saisi obligatoirement pour les crimes et à l'initiative du parquet, pour les affaires pénales les plus complexes.

Il a le pouvoir de mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices laissant présumer qu'elle a participé, comme auteur ou complice, aux faits dont il est saisi (art. 80-1 du Code de procédure pénale). La mise en examen est génératrice de droits, en particulier celui d'être assisté par un avocat qui aura accès au dossier.

La chambre d'accusation

Elle est la juridiction d'appel des décisions du juge d'instruction. Elle a aussi pour mission de saisir la cour d'assises des dossiers criminels, transmis par le juge d'instruction, après les avoir examinés.

Le contrôle judiciaire

Il peut être prescrit contre toute personne, mise en examen ou prévenue suspectée d'avoir commis un crime ou un délit, dès lors qu'une peine d'emprisonnement est encourue. Cette personne est alors soumise à certaines obligations (présentation périodique auprès d'un service de police, non fréquentation de certains lieux ou de certaines personnes, versement d'une caution...).

La détention provisoire

Elle peut être prescrite contre toute personne mise en examen ou prévenue suspectée d'avoir commis un crime ou un délit. Dans le cas d'un délit, la peine d'emprisonnement encourue doit être supérieure à un an (flagrant délit) ou deux ans (autres cas).

- **Les cours d'assises**

Juridiction départementale, la cour d'assises juge les crimes et se compose de trois magistrats et de neuf jurés tirés au sort parmi la population. Les arrêtés de cour d'assises ne sont pas susceptibles d'appel ; ils peuvent seulement faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

- **Les tribunaux correctionnels**

Ils jugent les délits. Les jugements du tribunal correctionnel peuvent être attaqués par voie d'appel.

- **Les tribunaux de police**

Ils répriment les contraventions. Le volume très important des contraventions de 1re à 4ème classe a conduit à mettre en place des procédures dites simplifiées comme *l'amende forfaitaire majorée* et *l'ordonnance pénale.*

- **Les condamnations inscrites au Casier judiciaire national**

L'approche statistique appréhende avec difficulté les condamnations dans leur ensemble, lorsqu'elles concernent des infractions ou des peines multiples. Si une condamnation comporte trois infractions et trois peines, on ne peut pas dissocier les peines pour en associer une à chaque infraction. Pour pallier cette difficulté, l'analyse statistique a créé les concepts d'infraction principale et de peine principale.

L'infraction principale est la première citée si toutes les qualifications correspondent à une même catégorie (crime, délit ou contravention) ; c'est la première citée de la catégorie la plus grave, si les qualifications correspondent à des catégories différentes (crime et délit par exemple).

La peine principale est la peine la plus grave prononcée pour les infractions de la catégorie la plus grave. À l'exception des dispenses de peines, toutes les peines criminelles arrivent donc avant les peines correctionnelles quelles qu'elles soient, qui elles-mêmes se placent devant les peines de police.

- **Les infractions**

Atteintes à la personne

Ce sont les atteintes, volontaires ou non, à l'intégrité corporelle d'une personne, quelles que soient les circonstances (y compris la circulation routière). Elles comprennent également les atteintes aux moeurs ainsi que les atteintes à la vie privée.

Atteintes aux biens

Ce sont les vols et recels, destructions, dégradations et détournements de biens par attentat.

Atteintes à la sûreté publique

Ce sont le faux monnayage, la contrefaçon ou falsification d'effets ou de titres émis par le trésor public, les infractions à la police des étrangers, les infractions militaires, etc.

Atteintes à la santé

Elles comprennent les infractions sur les stupéfiants, les infractions à la réglementation des débits de boisson, l'exercice illégal d'une profession médicale, les infractions à la législation sur les substances vénéneuses, etc.

- **Les peines privatives de liberté**

La réclusion criminelle est une peine afflictive et infamante, perpétuelle ou à temps (art. 131-1 du Nouveau Code pénal). Elle entraîne les peines accessoires de la dégradation civique et l'interdiction légale. Sa durée est comprise entre 10 et 30 ans.

L'emprisonnement correctionnel, dont la durée ne peut pas dépasser dix ans (art. 131-4 du Nouveau Code pénal), s'accompagne le cas échéant de peines complémentaires, tantôt facultatives, tantôt obligatoires (interdiction de séjour, de certains droits civils, civiques et de famille, interdiction d'exercer une profession).

Le tribunal qui prononce une condamnation à l'emprisonnement peut ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de cette peine. Le sursis peut être simple ou assorti du placement du condamné sous le régime de mise à l'épreuve. Le sursis implique la suspension totale ou partielle de l'exécution de la peine. Le sursis est révocable, en cas de nouvelle condamnation à une peine criminelle ou correctionnelle sans sursis, pour crime ou délit de droit commun. La condamnation disparaît si la révocation n'a pas lieu dans un délai de cinq ans. Le sursis probatoire est la combinaison du sursis à l'emprisonnement et de la mise à l'épreuve. Celle-ci soumet le condamné, sous le contrôle du juge de l'application des peines, à des mesures de surveillance, d'assistance et à des obligations particulières.

Les peines privatives ou restrictives de droit (peines de substitution) art. 131-6 du NCP : la loi n°75-624 du 11 juillet 1975 permet aux tribunaux de prononcer à titre principal, pour les délits, des mesures se substituant à de courtes peines d'emprisonnement. Ce sont essentiellement des annulations ou suspensions de permis de conduire, des confiscations et des interdictions professionnelles.

L'amende : c'est une peine qui consiste dans l'obligation imposée au condamné de payer une somme d'argent. Elle est applicable en matière criminelle, en peine complémentaire (assez rare), en matière correctionnelle, tantôt comme peine principale, tantôt comme peine complémentaire en même temps que l'emprisonnement. En matière de contraventions, c'est la peine principale la plus fréquente ; son montant varie selon la classe de la contravention. En toutes matières, l'amende peut être assortie du sursis.

Le travail d'intérêt général : lorqu'un délit est puni d'emprisonnement le tribunal peut prescrire, à titre de peine principale, un travail d'intérêt général. Le condamné accomplit, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public ou d'une association, un travail non rémunéré et d'une durée comprise entre 40 et 240 heures.